PROFIL ECONOMIQUE DE LA PROVINCE DU NORD-KIVU

10 ans en perspective : 2000 à 2009

Réalisé avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement

NORD – KIVU
DE LA CRISE VERS UNE CROISSANCE DURABLE

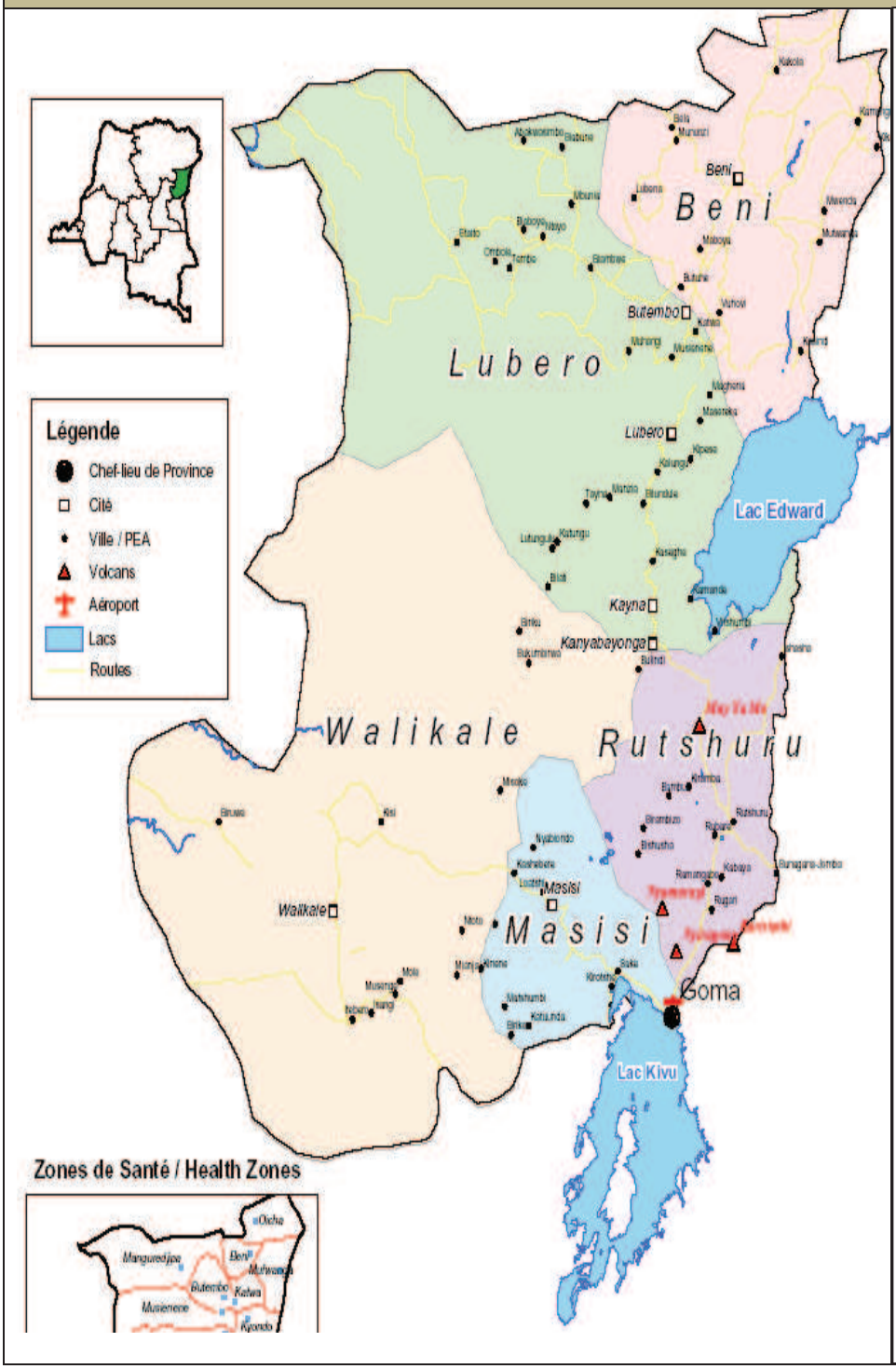
Pour une meilleure mise en œuvre de la 3ème Composante du Programme STAREC : RELANCE ECONOMIQUE

CARTE DES TERRITOIRES DU NORD KIVU

Fruits et légumes Bio

Relancer la Culture des Fleures du Kivu en Export

Améliorer la Fraise de Munigi et Kibumba



De la semence de qualité à la fleur, au Fruit, aux légumes et miels Biologiques….

Ecloseries & Alevins de qualité pour ensemencer les Lacs et augmenter les prises de Pêche…

De la sélection et l'insémination artificielle à la Vache et Chèvre laitières à haut rendement.

Apports de Bons Conseils – équipements et techniques.

Partenariats Internationaux et Exportations vers des marchés de niche mieux rémunérés.

TABLE DE MATIERE

TABLE DE MATIERE **3**
SIGLES ET ABREVIATIONS **10**
PREFACE **12**
AVANT-PROPOS **13**
PROCESSUS DE PREPARATION DU PROFIL **14**
RESUME EXECUTIF **15**
CHAPITRE I. NORD – KIVU : DE LA CRISE VERS UNE CROISSANCE DURABLE. **19**
1.1. PROFIL DE LA PROVINCE **20**
1.1.1. Cadre Légal, délimitation de la Province et des Entités 20
1.1.1.1. Subdivisions Administratives 20
1.1.2. Coordonnées géographiques, distances et densités des Entités 20
1.1.2.1. Coordonnées géographiques 20
1.1.2.2. Limites géographiques internes et transfrontalières 20
1.1.2.3. Reliefs du Nord-Kivu 21
1.1.2.4. Distances et densité par Entité du Nord - Kivu 21
1.1.3. Variation de la population par entité entre 1998 et 2009 (12 ans) 22
1.1.4. Institutions Politiques provinciales du Nord - Kivu 23
1.1.4.1. L'Assemblée provinciale 23
1.1.4.2. L'exécutif Provincial du Nord-Kivu 23
1.1.5. Les Référentiels du développement après la Réunification du Pays. 24
1.1.6. Repères des dates historiques au Nord - Kivu 25
1.2. ANALYSE DU CADRE MACROECONOMIQUE DU NORD — KIVU **26**
1.2.1. PIB A PRIX CONSTANT DE LA PROVINCE DU NORD-KIVU(En millions de francs congolais) 26
1.2.2. Évolution des secteurs productifs 2000 - 2009 27
1.2.3. CONTRIBUTION DES SECTEURS AU PIB DU NORD - KIVU DE 2000 A 2009 27
1.2.3.1. Part des secteurs porteurs de croissance au PIB. 27
1.2.3.2. Evolution du taux de croissance réel du PIB. 28
1.2.3.3. Evolution des taux d'investissement et de croissance économique au Nord-Kivu 28
1.2.4. Utilisation du PPB (PIB) PIB à Prix Constant de 2005 29
1.2.4.1. Variation de la structure de l'utilisation du PIB 30
CHAPITRE II. : ANALYSE DES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE **31**
2.1. EVOLUTION DU SECTEUR PRIMAIRE 2000 - 2009 ..... **32**
2.1.0. Structure du secteur primaire 32
2.1.1. Poids du secteur primaire au PIB du NORD - KIVU 33
2.1.2. Description de la situation générale du secteur primaire. 34
2.1.3. Evolution des productions du secteur primaire 34
2.2. EVOLUTION DU SECTEUR ECONOMIQUE SECONDAIRE 2000-2009 ..... **74**
2.2.0. Structure du Secteur Secondaire 2000-2009. 74

2.2.1. Description de la situation générale du secteur secondaire....75
2.2.1.1. Contribution du secteur secondaire au PIB du Nord-Kivu....75
2.2.2. Déficit dans l'Infrastructure de production d'énergie : 75
2.2.2.1. Evolution de la Grappe Production d'électricité....75
2.2.3. IBTP (Infrastructures, Bâtiments et Travaux Publics)....80
2.2.3.1. Structure de la filière au Nord - Kivu....80
2.2.4. Industrie Minière....81
2.2.5. Industrie Forestière....81
2.2.5.1. Exploitation Forestière ''semi – mécanisée '' artisanale....82
2.2.6. Situation des services techniques d'appui....82
2.2.7. Situation des Infrastructures techniques du secteur....82
2.2.8. Interprétation des résultats....82
2.2.8.1. Analyse des indicateurs du Secteur Secondaire....82
2.3. EVOLUTION DU SECTEUR TERTIAIRE 2000 - 2009....83
2.3.1. Évolution économique du secteur tertiaire de 2000 à 2009....84
2.3.1.1. Le secteur Tertiaire Marchand....84
CHAPITRE III : STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT....137
3.1. STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT EN COURS....138
3.1.1. Vision politique et cadre de planification du développement....138
3.1.1.1. Vision Politique....138
3.1.1.2. Cadre provincial de planification....138
3.1.1.3. Structures d'appui à la planification et coordination du développement....139
3.1.2. Budget du PDP 2010-2014....140
3.1.2.1. Synthèse budget du PDP 2010-2014....140
3.1.2.2. Mécanismes de Financement du PDP 2010-2014....141
3.1.3. Rubriques à financer par le Gouvernement Central 2010-2014....141
3.1.4. Budget Prévisionnel de dépenses Provinciales 2011....141
3.1.5. Synthèse Plan d'investissement de la Province 2010 – 2012....142
3.2. STRATEGIES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE....143
3.2.1. Convergence avec la politique nationale de l'industrie....143
3.2.1.1. Politique nationale et stratégies industrielles en RDC....143
3.2.1.2. Stratégies provinciales : Industrie et services Nord-Kivu / PDP 2010-2014....143
3.3. CADRE DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT PROVINCIAL....144
3.3.1. Accords de coopération sous-régionale....144
3.3.2. Accords de coopération internationale....145
3.3.2.1. Coopération Corée du Sud et la province du Nord-Kivu....145
3.4. Programmes de développement DU PNUD AU NORD-KIVU....147
3.4.1. Principaux Programmes du PNUD au Nord-Kivu....147
3.4.2. Projets d'Investissements en RDC incluant le Nord-Kivu....147
3.4.3. La Part du PAH : Plan d'Action Humanitaire 2010 (voir annexe.13)....147

3.4.4. Joint-venture du secteur Minier industriel / SOMIKIVU 148

3.4.4.1. Naissance des investissements Russes dans l'industrie minière de la RDC. 148

3.5. Les projets de développement en cours. 149

3.5.1. Coopération RDC-UE/ Environnement. 149

3.5.2. Projets routes et désenclavement du Nord-Kivu 149

CHAPITRE IV. : INDICATEURS CLES DE LA PROVINCE ET RESULTATS DE L'ETUDE. 150

4.1. INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES DE LA PROVINCE DU NORD-KIVU 2000-2009 RDC 151

4.1.1. Résumé des principaux indicateurs socioéconomiques du Nord-Kivu. 151

4.2.1. Annotations des indicateurs. 155

4.2. COMMENTAIRES SUR LES RESULTATS DES INDICATEURS. 157

4.3. CONCLUSIONS 157

CHAPITRE V. : STRATEGIE DE CROISSANCE ACCELEREE ET DURABLE 159

5.1. ORGANISATION DE L'ESPACE ECONOMIQUE 160

5.1.1. Pôles économiques et structuration des foyers de développement. 160

5.1.1.1. Le Nord-Kivu est subdivisé en deux (2) pôles économiques 160

5.1.2. Les Foyers de Développement. 160

5.1.3. Les Marchés du Nord-Kivu. 160

5.2. IDENTIFICATION DES FOYERS DE DÉVELOPPEMENT DU NORD-KIVU 161

5.2.1. Analyse du concept et modélisation. 162

5.3. BOUSTER LA PUISSANCE DU COMMERCE INTERNE ET DU TRAFIC FRONTALIER. 163

5.4. MEILLEURE AFFECTATION ET OPTIMISATION DE L'UTILISATION DES TERRES, VALORISER LES ATOUTS ET POTENTIALITES EXCEPTIONELS DU NORD- KIVU. 164

5.4.1. Occupation de l'espace et des terres par élément et par ressource 164

5.4.3. Amélioration du pâturage pour un élevage performant de race. 165

5.4.4. Potentiel vocationnel du Nord-Kivu. 166

5.4.5. La valeur agricole des sols du Nord-Kivu 166

5.4.6. Les zones agro-écologiques. 167

5.4.7. Condition de mise en œuvre des facteurs stratégiques. 167

5.5. APPROCHE FILIERE. 168

5.5.1. Concepts et principes de filières. 168

5.5.2. Grandes mutations stratégiques. 169

5.5.3. Les Filières prioritaires 169

5.5.4. Les Pré-requis ou déterminants 169

5.6. Modèle d'organisation des Foyers de développement en BVE ou Bassins de Vie économique du Territoire 170

CHAPITRE VI. : MATRICE STRUCTURANTE DE PLANIFICATION STRATEGIQUE VERS UNE CROISSANCE DURABLE : 171

6.1. SYNTHESE DES CONTRAINTES ; POTENTIALITES, OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT ET CENTRES DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS 172

6.1.1. Contraintes aux investissements et à la relance économique. 172

6.2. PRINCIPAUX ATOUTS ET ENJEUX DE MOYEN ET LONG-TERME 174

6.2.1. De la crise vers une croissance durable 174

6.2.2. Revisiter les référentiels (OMD-DSCRP2-PDP 2010-14 - SCA). 174
6.2.3. La nécessité d'une SCA ou Stratégie de Croissance Accélérée et durable. 174
6.3. Opportunités d'investissement Publics & Privés 175
6.3.1. Cadre de promotion des investissements et centres relais des investissements 175
6.3.2. Opportunités dans la ville de Béni comme foyer de développement 176
6.3.3. Centre urbain de butembo comme foyer de développement 177
6.3.4. Ville de Goma comme foyer de développement ou bassin de vie économique 178
6.3.5. Autres foyers de développement à fort potentiel 178
6.4. MATRICE DE LA STRATEGIE DE CROISSANCE ACCELEREE 179
6.4.1.2. Cultures Vivrières, Oléagineuses, Maraichères et Fruitières. 183
6.4.1.3. Cultures Industrielles 186
6.4.1.4. Elevage 189
6.4.1.5. PÊCHE ET AQUACULTURE 192
6.4.1.6. Secteur Primaire – Section forestière. 194
6.4.1.7. Ressources Minières du Nord - Kivu 199
6.4.2. SECTEUR SECONDAIRE 201
6.4.2.1. Production Manufacturière Artisanale 202
6.4.2.2. Production Agroindustrielle et agroalimentaire. 203
6.4.2.3. Production IBTP 205
6.4.2.4. Production et distribution d'électricité 208
6.4.2.5. Production de l'eau potable. 209
6.4.3. SECTEUR TERTIAIRE 210
ANNEXES. 225
Etude de la causalité entre le taux de croissance du PIB et les autres secteurs 228
La modélisation VAR et la décomposition de la variance de l'erreur de prévision. 229

	LA LISTE DES TABLEAUX.	Page
Tableau n° 1	: Distances et densités entre les deux pôles économiques	24
Tableau n° 2	: Variation de la population par entité entre 1998 et 2009 (12 ans)	25
Tableau n° 3	: FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ETAT /LISTE PAIE DEC. 2009	27
Tableau n° 4	: Statistiques macroéconomiques de la Province du N- Kivu Année Base 2006	30
Tableau n° 5	: structure de l'utilisation du PIB au Prix Constant	34
Tableau n° 6	: Coûts des Dépenses et Investissements Prévisionnels.	36
Tableau n° 7	: Évolutions des indicateurs économiques de 2000 à 2009	40
Tableau n° 8	: Évaluation de la situation des Paysannats par territoire	41
Tableau n° 9	: Synthèse Rapport des cultures vivrières de base	42
Tableau n° 10	: Plantations organisées	47
Tableau n° 11	: Statistiques de la production du Café / 1999 - 2008	51
Tableau n°12	: Indicateurs du café Arabica et Robusta	53
Tableau n°13	: Situation de la filière Quinquina	57
Tableau n°14	: les Indicateurs de la production Thé	58
Tableau n°15	: Structure de la filière Cacaoyère.	59
Tableau n°16	: Statistiques sur l'exploitation du Palmier à Huile.	63
Tableau n°17	: Indicateurs de la filière ''Papayer à latex''	66
Tableau n° 17 bis	: Indicateur de la Filière Papaïne Raffinée	66
Tableau n°18	: Indicateurs de la filière arachide 2005/2009	67
Tableau n°19	: Indicateur de la filière Tournesol 2005/2009	68
Tableau n° 20	: Indicateurs de la filière Tabac au Nord - Kivu	68
Tableau n° 21	: Fiche technique sur les CAPSA et les CEL du Nord Kivu	73
Tableau n° 22	: Production de semences de base. 2009	74
Tableau n° 23	: Reproduction des coordonnées indicatives de 2000	76
Tableau n°23 bis	: Structure des fermes par territoire.	76
Tableau n° 24	: Évolution par type de bétail	77
Tableau n°25	: Statistiques Gros bétail	78
Tableau n° 26	: Statistiques Petit bétail ''2008''	79
Tableau n° 27	: Statistiques Basse Cour	80
Tableau n° 28	: Indicateurs comparés des abattages par entité du Nord – Kivu /2009	81
Tableau n° 29	: Indicateurs comparés de la production de viande par entité /2009	82
Tableau n° 30	: Indicateurs de la filière laitière comparés par entité / 2009.	82
Tableau n°31	: Indicateurs comparés des Production par type de Produit sur 3 ans.	88
Tableau n°32	: Inventaire des étangs piscicoles	89
Tableau n°33	: Synthèse de l'activité piscicole au Nord-Kivu	90
Tableau n°34	: liste des essences forestières endogènes du Nord-Kivu	92
Tableau n° 35	: Production Industrielle du Bois	94
Tableau n° 36	: Indicateurs des Indices Communs par Territoire	97
Tableau n° 37	: Évolution des Productions du secteur secondaire /Nord-Kivu	103
Tableau n° 38	: Typologie des infrastructures et l'offre actuelle.	104
Tableau n° 39	: Puissance par Centre de production et Consommateurs et projections.	105
Tableau n° 40	: Potentiel de production Hydroélectrique	106
Tableau n° 41	: Indicateurs du Bilan énergétique	106
Tableau n° 42 a	: Agence de GOMA : Financements de 2007 à 2010	108
Tableau n° 42 bis	: Agence de Béni – Butembo : Financements de 2007 à 2010	117
Tableau n°42c	: Indicateurs comparés du Tertiaire Marchand et Non marchand.	113
Tableau n° 43	: Évolution de la production commercialisée localement	119
Tableau n°44	: Cultures agricoles alimentaires de base.	120
Tableau n°45	: Commerce Transfrontalier de la Province du Nord-Kivu.	123
Tableau n°46	: les trafics Frontaliers dans la Province du Nord-Kivu en 2007.	120

Tableau n° 47	: Trafics Frontaliers entre la RDC et le Rwanda	126
Tableau n° 48	: Les Statistiques du Trafic de la Province du Nord-Kivu en 2008.	127
Tableau n°49	: Commercialisation des produits d'origine animale.	128
Tableau n° 50	: Indicateurs du trafic par type d'animaux vivants	130
Tableau n° 51	: Indicateur de la production de viande par type et par entité	130
Tableau n°52	: Indicateurs sur la commercialisation des produits laitiers	131
Tableau n°53	: Exportateurs du bois de la scierie industrielle ENRA du N - K 2000 - 09.	132
Tableau n° 54	: Principaux axes commerciaux du Nord - Kivu	140
Tableau n° 54 Bis	: Tableau synoptique des valeurs socio-économiques, Culturelles et géographiques des Pays des Grands-Lacs (2008-2009)	141
Tableau n° 55	: Indicateurs des voies d'accès et de communication du Nord – Kivu	143
Tableau n°56	: Routes d'intérêt National et Interprovincial.	144
Tableau n° 57	: Voies d'accès internes du Nord - Kivu	146
Tableau n° 58	: Les Aérodromes dans la Province du Nord-Kivu année 1999	153
Tableau n° 59	: relevé des journalistes étrangers	155
Tableau n° 60	: Liste d'inventaire avec détails au Volume II annexe du Profil Section 15. N° 15.2.	158
Tableau n° 61	: Hôtellerie au Nord-Kivu	160
Tableau n° 62	: Statut des restaurants classés du Nord-Kivu.	163
Tableau n° 63	: Répartition des Organes audiovisuels	166
Tableau n° 63 bis	: Synthèse des coopératives Multifonctionnelles du Nord-Kivu.	168
Tableau n° 64	: Les indicateurs de la population du Nord-Kivu 2000-2010	173
Tableau n° 65	: Évolution des Paramètres Scolaires du Nord-Kivu 2000 – 2010	178
Tableau n° 66	: Structure de l'ESTP[1] 2008-2009	183
Tableau n° 67	: Foyers et Centres Sociaux	184
Tableau n° 68	: Données de base des Établissements ESU Nord Kivu 2003-2004	187
Tableau n° 69	: Synthèse données de base ESU Nord-Kivu 2003-2004	188
Tableau n° 70	: les établissements de l'ESU.	189
Tableau n° 71	: la femme dans les Institutions au Nord-Kivu	192
Tableau n° 72	: Capacités et Répartition Centres de Santé et Hôpitaux au Nord – Kivu.	195
Tableau n° 73	: Structure publique réalisée sur financement de la Province	196
Tableau n° 74	: Structures Publiques sur financement du Gouvernement Central	196
Tableau n°75	: Structures de promotion sociale	196
Tableau n° 76	: Rapport / Population - Nombre de médecins au Nord – Kivu	197
Tableau n°77	: Cadre programmatique	201
Tableau n° 78	: Prévision Dépenses 2010 – 2014 en $	204
Tableau n° 79	: Ventilation des rubriques	205
Tableau n° 80	: Ventilation des dépenses.	206
Tableau n° 81	: Ventilation du Plan d'investissement du PAI / 2010 – 2012.	207
Tableau n° 82	: Types de programmes	214
Tableau n°83	: Engagement des Partenaires RDC au financement des projets et investissements incluant le N- Kivu	215
Tableau n° 84	: Critères de 1995 adoptés par les Acteurs de développement	233
Tableau n° 85	: Caractéristiques des pâturages : dimensions et composition agro-pathologique par zone administrative en 1994	242
Tableau n° 86	: Catégories, dimensions et charges des pâturages (Nord-Kivu) par Territoire.	243
Tableau n° 87	: Les agences des Nations Unies	253
Tableau A.	Tableau Synoptique sur l'Affectation des Sols et Couverts du Nord – Kivu	254

[1] ESTP : Enseignement Secondaire Technique et Professionnelle.

	LES ANNEXES	Page
ANNEXE 1	: Analyse Empirique de secteurs porteurs de Croissance	239
ANNEXE 2	: Liste indicative des acteurs clés des secteurs public et prive	249
ANNEXE 3	: Entreprises privées de transport aérien	249
ANNEXE 4	: Entreprises locales ou nationales et entreprises internationales	249
ANNEXE 5	: Commerçants immatricules en 2009	249
ANNEXE 6	: Commerçants immatricules en 2009	250
ANNEXE 7	: Liste des contribuables. personnes physiques / Ets	250
ANNEXE 8	: Personnes Morales	220
ANNEXE 9	: Effectifs commerçants ambulants par entité	250
ANNEXE 10	: Services étatiques	250
ANNEXE 11	: Services para - étatiques	251
ANNEXE 12	: Référence des documents consultes	252
ANNEXE 13	: PAH – Plan d'Action Humanitaire 2010	253
ANNEXE 14	: Modèle de Synthèse sur l'Affectation des Sols	258

Page de Garde :

- Photo d'archive - Ferme Touristique de KITUMBIRI
- Pellicules dans l'ordre :
  - Papayers à Latex de Mutwanga/Béni
  - Plantation de thé de Butuhe de Lubero
  - Bac en bois - Café Cerise de Rutshuru
  - Vaches : Brunes des Alpes dérivées d'insémination artificielle
  - Coupe des fruits de palmier à huile/Extrait du Mémento de l'Agronome

SIGLES ET ABREVIATIONS

AGR	: Activité Génératrice de revenus
ANAPI	: Agence National pour la Promotion des Investissements
AFDL	: Mouvement Rebel (Alliance des Forces Démocratiques pour la libération)
BDGL	: Banque de Développement des Etats des Grands Lacs
CDF	: Franc Congolais
CEPGL	: Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
CEPI	: Centre d'études et Promotion de l'industrie
CRD	: Centre de Recherche et Développement
CECOPANE	: Centre de Commercialisation des Produits Agricoles du Nord - Est
CINK	: Centre d'information Industrielle du Nord-Kivu
CNDP	: Congres National pour la Défense du Peuple
CPINK	: Centre pour la Promotion de l'industrie au Nord-Kivu
CPTA	: Centre de Promotion des Technologies Alimentaires
CRI	: Centres Régionaux d'Investissement
CRIQ	: Centre de Recherches Industrielles du Québec
CRIQ/NK	: Centre Rural pour l'Innovation et la Qualité / Nord-Kivu
DG	: Directeur Général
DPSI	: Document de Politique et Stratégies Industrielles
DSRP	: Document des Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté
DVDA	: Division des Voies de desserte Agricole
ENRA	: Enzymes Refiners Association
EPSP	: Enseignement supérieur, secondaire et professionnel
FAO	: Food Agriculture Organization
FDLR	: Front Démocratique pour la Libération du Rwanda
FPI	: Fonds de Promotion pour L'Industrie
GPSE	: Grands Programmes Structurants Eteints
IBTP	: Infrastructures Bâtiments et Travaux Publics
IED	: Investissements Etrangers Directs
ICCN	: Institut Congolais pour la Conservation de la Nature
IPAPEL (AGRIPEL)	: Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage
L'IPDRU	: Inspection Provinciale du Développement Rural
ISBL	: Institutions Sans But Lucratif (Non Marchandes)
KAID	: Korean Aid
Km	: Kilomètre
Mm	: milimètre
MONUC	: Mission des Nations Unies pour le Congo
MW	: Méga Watt
NK	: Nord-Kivu
OCC	: Office Congolais de Contrôle
OFIDA	: Office des douanes et accises
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONC	: Office National du Café
ONU	: Organisation des Nations-Unies
OR	: Office des routes
PADDL	: Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement local
PAH	: Plan d'Action Humanitaire
PDP	: Plan de Développement Provincial
PIB	: Produit Intérieur Brut
PK	: Programme Kivu
PPB	: Produit Provincial Brut
PNUD	: Programme des Nations pour le Développement
Pop.	: Population
PPTE	: Pays Pauvres Très Endettés

RCD	: Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RDC	: République Démocratique du Congo
RN	: Route Nationale
RSA	: République Sud-Africaine
SIDA	: Syndrome Immunodéficitaire Acquise
SNRDA	: Service National des Routes de Desserte Agricole
SQAV	: Service de Quarantaine Animale et Végétale
STAREC	: Programme de stabilisation et de Relance Economique
TPE	: Très Petite Entreprise
UGB	: Unité Gros Bétail de Provenderie
UNESCO	: United Nations for Education Sciences and Cultures Organization
VA	: Valeur Ajoutée

PREFACE

L'étude sur le Profil économique de la Province du Nord-Kivu s'inscrit dans le cadre des efforts qu'entreprend le Gouvernement provincial du Nord-Kivu, depuis son installation en 2007, pour relancer l'économie de la province longtemps troublée par l'insécurité et ses différents corollaires. En effet, le Gouvernement que dirige son S.E.M le Gouverneur l'honorable Julien Paluku KAHONGYA accorde une importance particulière aux initiatives visant la restauration de l'Etat et la relance économique à travers la création d'emplois, l'augmentation de la production locale et l'amélioration du climat des affaires afin d'assurer une croissance durable et réductrice de pauvreté.

Le Profil économique répond aux besoins de la 3ème composante du Programme STAREC, la relence économique, en proposant les opportunités et les potentialités économiques que regorge la Province du Nord-Kivu ainsi que les piliers et les secteurs porteurs de croissance sur lesquels les stratégies de développement en cours d'élaboration devraient être battues pour les années à venir. C'est notamment le Document des Stratégies et de Réduction de la Pauvreté (DSCRP provincial de 2ème génération), y compris son Plan d'Actions Prioritaires, PAP 2011-2015.

Les indicateurs de la Province du Nord-Kivu présentent actuellement les tendaces de (i) plus de 78% de la population vivant en dessous du seuil de la pauvreté, (ii) un taux moyen de chômage de 83% dont la majorité sont des jeunes, (iii) une situation sécuritaire fragile décourageant les investisseurs et enfin (iv) un environnement des affaires difficile. Malgré la situation socio-économique moins luisante, l'histoire lointaine et récente de la province nous renseigne que le Nord-Kivu est une terre d'espoirs et de surprise positive, et est capable à travers une combinaison des choix stratégies judicieux, la mobilisation humaine et financière et par un élan de déterminaion et de solidarité provincial et patriotique de renverser les tendances actuelles en faisant passer les indicateurs du rouge au vert de manière durable.

L'étude du Profil économique du Nord-Kivu fait un état de lieux en scrutant le comportement des sources de croissance de l'économie de la Province sur la période allant de 2000 à 2009. Par ses résultats, elle contribuera à éclairer les décisions que seront amenés à prendre le Gouvernement Provincial, ses partenaires traditionnels et tous les intervenants du secteur Privé, en vue d'appuyer les efforts de relance, amorcer et maintenir la croissance économique bridée par différents facteurs, dont il faut comprendre les tendances lourdes, scientifiquement et formellement identifiées.

Je voudrais terminer en remerciant le bureau terrain du PNUD au Nord-Kivu pour avoir appuyé techniquement et financièrement la réalisation de cette étude. Celle-ci constitue l'exemple et le produit d'une collaboration et d'un partenariat responsable pour le développement du Nord-Kivu. Je tiens aussi à féliciter et reconnaître le travail abattu par les consultants, Prof. Jacques ZAHIGA et Ir. Paulin KALUBI KABASELA, sans oublier mes collaborateurs et les experts du Gouvernement à travers leur assiduité durant les travaux de l'atelier de validation technique du Profil économique permettant ainsi d'obtenir par leurs observations et enrichissements un document véritablement fouillé et consensuel.

S.E.M. Juma BALIKWISHA

Ministre Provincial du Plan, Budget, Reconstruction, Presse et Information

AVANT-PROPOS

L'accompagnement technique et financier du PNUD dans la préparation de l'étude portant sur *le Profil économique de la Province du Nord-Kivu* s'inscrit dans le cadre de son appui à la mise en œuvre de la 3ème composante du Programme STAREC, la relance économique. Ce Programme de stabilisation et de reconstruction suscite beaucoup d'espoirs auprès de la population de l'est de la République Démocratique du Congo longtemps meurtrie par les affres des guerres civiles qui ont détruit les tissus social et économique de cette partie du pays. Par ailleurs, les progrès obtenu sans l'amélioration des conditions sécuritaires permettent d'envisager la reconstruction de l'économie du Nord-Kivu sur des bases durables afin d'améliorer les conditions de vie des populations.

Dans ce sens, *le Profil économique du Nord-Kivu* permet aux autorités provinciales d'identifier les potentialités, les opportunités d'investissements, ainsi que les contraintes structurelles qui entanchent les secteurs porteurs de croissance. Cet exercice pose les bases d'une réponse appropriées et créer la synergie des apports de différents intervenants au développement judicieux des opportinités identifiés par créneaux.

De manière spécifique, *le Profil économique* offre (i) une photographie des différents secteurs économiques porteurs de croissance de la province, (ii) une analyse des tendances et des changements économiques majeurs dans les différents secteurs, (iii) une évaluation des contraintes et opportunités des échanges commerciaux interprovinciaux et avec les pays voisins, (iv) un tableau sur les indicateurs clés de la province, (v) des informations sur les opportunités et contraintes des investissements dans la province permettant aux acteurs des secteurs public et privé d'effectuer des choix éclairés, et enfin (vi) un encadré sur les différents acteurs clés de la province dans le secteur privé et public ainsi que les principaux programmes des bailleurs de fonds dans la province.

Le PNUD remercie et félicite les membres du comité de pilotage *de l'étude* composé des consultants nationaux, des experts du Ministère provincial du Plan et de l'Unité des Politiques et Stratégiques du PNUD pour le travail réalisé. Je formule le vœu de voir *ce document* servir de référence et de plaidoyer auprès des décideurs provinciaux, les investisseurs et les bailleurs de fonds dans leurs appuis pour relevement des grands défis de la relance économique dans la province du Nord-Kivu dans la perspective d'un développement humain durable des populations.

Jonas MFOUATIE

Chef du Bureau PNUD au Nord-Kivu

PROCESSUS DE PREPARATION DU PROFIL

I. COMITE DE PILOTAGE

1. Juma BALIKWISHA, Ministre Provincial du Plan
2. Jonas MFOUATIE, Chef du Bureau PNUD
3. Mireille LINJOUOM, Economiste Principale/PNUD-UPS
4. Dominique KABEYA, Economiste National-zone Est/PNUD-UPS
5. Eustache Nguru KIBONGE, Directeur de Cabinet du Ministre Provincial du Plan
6. Vulambo KALISSA, Chef de Division Provinciale du Plan
7. Sous-commission Relance Economique du Programme STAREC

II. COMITE TECHNIQUE/DIRECTEUR

8. Juma BALIKWISHA, Ministre Provincial du Plan
9. Jonas MFOUATIE, Chef du Bureau PNUD
10. Dominique KABEYA, Economiste National-zone Est/PNUD-UPS
11. Babacar DIOUF, Coordonnateur/PNUD Gouvernance Locale-PADDL
12. Sous-commission Relance Economique du Programme STAREC
13. Les comités sectoriels du mécanisme de coordination de développement : Gouvernance, Genre & Violences basées sur le Genre, Relence Economique et Infrastructures, Santé, Education et Environnement.

III. COMITE DE REDACTION

14. Ir. Paulin Kalubi KABASELA, Consultant/PNUD
15. Prof. Jacques Zahiga MUHIGWA, Consultant/PNUD
16. Dominique KABEYA, Point Focal de l'étude/ PNUD
17. Bijou Kabola KALAMBAYI, Assistante de Direction/PNUD

Les opinions et les points de vue exprimés dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies.

RESUME EXECUTIF

INTRODUCTION

1. CONTEXTE DE L'ELABORATION DU PROFIL ECONOMIQUE DU NORD-KIVU

Durant deux décennies consécutives, l'économie de la République démocratique du Congo a été mise à mal et plus particulièrement celle des provinces de l'Est. Cette économie a été caractérisée par des problèmes de gouvernance, des guerres à répétition, les pillages et l'exploitation illégale des ressources naturelles aggravée par des décisions économiques incohérentes conduisant à un bilan social catastrophique.

Le Gouvernement a lancé au mois de juillet 2009 le Programme STAREC avec comme objectif global de stabiliser l'Est de la RDC, améliorer l'environnement sécuritaire, restaurer l'autorité de l'Etat dans les zones autrefois contrôlées par les groupes armés, tout en facilitant le retour et la réintégration des personnes déplacées et réfugiés notamment par l'accélération de la relance des activités économiques. Le Programme STAREC couvre les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, et Maniema ; les régions de Haut-Uélé, Bas-Uélé, Ituri dans la Province Orientale et la région de Tanganyika dans le Nord de la province du Katanga.

L'étude sur le Profil économique s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la 3ème Composante du Programme STAREC, Relance économique. En effet, les provinces de l'Est de la RDC, quoique enclavées, sont dotées des ressources naturelles et environnementales abondantes et variées qui, lorsque bien exploitées et bien gérées, peuvent les aider à se redresser des ravages causés par des années de conflits et de mauvaise gestion qui les ont fait perdre d'énormes gains de progrès, les convertissant ainsi en provinces pauvres.

2. JUSTIFICATION DE L'ETUDE

La Province du Nord-Kivu possède d'énormes potentialités économiques agricoles, minières, halieutiques, touristiques, et commerciales nécessaire pour assurer la reconstruction et la relance de son économie. Cependant l'économie de la Province du Nord-Kivu continue à se détériorer à cause de l'impact négatif de toutes les crises et diverses difficultés que connait la province. Ainsi, le Profil économique du Nord-Kivu devrait permettre d'identifier les potentialités, les opportunités d'investissement, ainsi que les contraintes structurelles qui brident les secteurs porteurs de croissance, en vue d'organiser les réponses appropriés et créer la synergie des apports de différents intervenants au développement judicieusement identifiés par créneaux.

Aussi, au moment où les autorités provinciales du Nord-Kivu préparent leur Document de Stratégies de Croissance et de Réduction de la Pauvreté de 2ème génération (DSCRP-II Provincial), il est plus qu'opportun pour elles de posséder les outils essentiels leur permettant de faire une bonne planification et programmation des activités de développement visant à doter la Province d'une stratégie orienter vers la lutte contre la pauvreté et la création d'emplois capable d'absorber une main d'œuvre abondante composée singulièrement des jeunes.

3. OBJECTIFS DE L'ETUDE

Le Profil économique du Nord-Kivu présente les caractéristiques économiques d'une économie sortant d'une décennie de conflits. Il souligne la situation actuelle et les enjeux qui brident la croissance économique de la Province. Il identifie les principales potentialités et les opportunités à travers les filières et secteurs porteurs de croissance. De manière spécifique, le Profil économique vise à offrir:

1. Une photographie des différents secteurs économiques porteurs de croissance de la province.

2. Une analyse des tendances et des changements économiques majeurs dans les différents secteurs.

3. Une évaluation des contraintes et opportunités des échanges commerciaux interprovinciaux et avec les pays voisins.

4. Un tableau sur les indicateurs clés de la province.

5. Des informations sur les opportunités et contraintes des investissements dans la province permettant aux acteurs des secteurs public et privé d'effectuer des choix éclairés.

6. Un encadré sur les différents acteurs clés de la province dans le secteur privé et public ainsi que les principaux programmes des bailleurs de fonds dans la province.

4. APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'étude a été réalisée par deux Consultants nationaux recrutés par le PNUD. Le cadre opérationnel fut établi sous la direction générale du chef de Bureau PNUD au Nord-Kivu et la supervision technique directe de l'Unité des Politiques et Stratégies du PNUD. La concrétisation de l'ancrage institutionnel a été effective sous la direction du Ministre provincial du Plan du Nord-Kivu. Plusieurs documents et publications ont été collectés et analysés à la recherche des convergences et choix stratégiques à prendre en compte. Ces analyses ont été suivies des visites et appuyées par des interviews auprès des acteurs économiques clés de la Province, particulièrement dans le Territoire de Béni à Oicha, secteur de Béni-Mbau et dans la ville de Goma, siège des institutions provinciales.

Le document a été soumis à une validation technique lors d'un atelier organisé à cet effet par le Ministère provincial du Plan. Atelier au cours duquel le document a été passé au peigne fin par les participants à l'atelier technique composés des experts sectoriels du Gouvernement provincial et autres personnes ressources de la province. Les observations et amendements formulés par les participants à l'atelier de validation ont été ensuite intégrés dans la version finale du Profil économique ici publié.

LES GRANDES LIGNES DU PROFIL ECONOMIQUE DU NORD-KIVU

Le Profil économique est composé de six (6) chapitres, plusieurs encadrés, tableaux des indicateurs socio-économiques clés de la province et quelques annexes.

1) **Chapitre I est intitulé « Nord-Kivu : de la crise vers une croissance durable ».** Ce chapitre s'appesantie sur (i) le cadre légal, délimitation de la province et des ETD, les coordonnées géographiques, distances et densités des ETD, (ii) la variation de la population par ETD entre 1998 et 2009 (12 ans), et les institutions politiques provinciales du Nord-Kivu, (iii) les référentiels du développement après la réunification du pays, repères des dates historiques au Nord-Kivu, et les grands programmes structurants éteints/GPSE, (iv) l'analyse du cadre macroéconomique de la province du Nord-Kivu, évolution des secteurs productifs 2000-2009, utilisation du PIB à prix réel et constant de 2005 à nos jours et enfin (v) le chapitre analyse le budget prévisionnel de financement du PDP 2010-2014.
2) **Chapitre II est intitulé « Analyse des secteurs porteurs de croissance ».** Ce chapitre fait d'abord un état des lieux des secteurs et filières économiques du Nord-Kivu avant d'analyser l'évolution des secteurs primaire, secondaire et tertiaire de 2000 à 2009. Ce chapitre dégage les grandes tendances dans l'évolution des secteurs et filières économiques pour arriver à déterminer les secteurs porteurs de croissance et responsables de formation des richesses provinciales. L'examen approfondi des statistiques macroéconomiques de la province renseigne sur les contributions des secteurs porteurs de croissance au PIB et l'utilisation de celui-ci dans l'économie de la province. Le chapitre offre un répertoire sur la production d'essences forestières endogènes, d'espèces animales et végétales, halieutiques, et minières. Enfin, le chapitre met un accent particulier sur les opportunités économiques dans le cadre des échanges commerciaux sous-régionaux et transfrontaliers avec les pays de la CEPGL et l'Ouganda.
3) **Chapitre III porte sur les stratégies de développement.** Ce chapitre présente les différentes stratégies de développement en cours, la vision politique et cadre de planification du développement, le budget du PDP, les stratégies pour le développement de l'industrie, le cadre de coopération pour le développement de la province : l'accord de coopération sous-régionale, les accords de coopération internationale et les programmes de développement en cours. Le chapitre souligne l'existence de plusieurs cadres de planification et d'interventions des acteurs économiques et de développement au Nord-Kivu.
4) **Chapitre IV est consacré aux indicateurs clés de la province et résultats de l'étude.** Ce chapitre présente les indicateurs socio-économiques clés de la province de 2000 à 2009 ainsi que leur analyse et interprétation. On note par exemple que le taux de croissance économique moyen du PIB est de 5,10% alors que le taux moyen de chômage est de 83%. La part de la production exportée de la filière café est de 71% alors que la part de la production exportée frauduleusement s'élève à 29%. Les exportations du cacao sont entièrement tournées vers l'Europe et s'élèvent à 90% de la production, contre 10% de consommation locale. Les indicateurs de l'enseignement primaire et secondaire renseigne que sur la tranche de 44% de jeunes de 6-14 ans, 71% sont scolarisables, mais seulement 29% sont effectivement scolarisés alors que sur la tranche des 14-20 and, 86% sont scolarisables mais seulement 14% de ce groupe sont scolarisés au secondaire, une forte déperdition et un manquement aux OMD. S'agissant de l'ensemble de scolarisés dans la tranche d'âge comprise entre 15-20 ans, 68% sont des garçons contre 32% de filles.

5) **Chapitre V présente les stratégies de croissance accélérée et durable**. Il aborde l'organisation de l'espace économique, l'identification des foyers de développement au Nord-Kivu, les moyens pour booster la puissance du commerce interne et du trafic frontalier, la meilleure affectation et l'optimisation de l'utilisation des terres, l'approche filière et enfin le schéma de la stratégie de la relance agricole par la qualité et la productivité axée sur le marché.
6) **Chapitre VI développe la matrice structurante de planification stratégique vers une croissance durable.** Ce chapitre fait la synthèse des contraintes, potentialités et opportunités d'investissements et des centres de promotion des investissements. Les atouts et les enjeux de développement sont présentés à moyen et long terme dans un tableau synthèse.

CONCLUSION

L'étude sur le Profil économique du Nord-Kivu porte sur une période allant de 2000 à 2009 et montre clairement qu'il ya eu, au cours de la période sous considération, l'effondrement de la production dans les secteurs productifs. Le Profil économique renseigne que plus de 93% du PIB de la Province sont consommés par les ménages contre 7% par l'Administration et ISBL. Aussi, on note la croissance constante de la filière agricole qui domine le secteur Primaire avec 40% dans la formation du PIB. En effet, le secteur Primaire est structuré comme suit, l'agriculture occupe plus de 87%, la pêche plus de 1%, l'élevage 12%, l'exploitation forestière 7% et l'exploitation minière occupe 4%. Par ailleurs, l'agriculture reste de type artisanal et familial, de surcroit pluvial. Il convient de noter aussi qu'à l'absence d'une demande industrielle, c'est par sa substance que l'agriculture alimente le secteur Tertiaire (50% du PIB), principalement par le biais du commerce (69% du Tertiaire marchand qui fait en tout 97% du Tertiaire) alors que le Tertiaire marchand, sous financé, s'exprime à 3% du Tertiaire entier.

L'apport du secteur Secondaire au PIB provincial a été de 10% constitué de la production manufacturière pour 89%, la production d'infrastructures pour 5%, la production de l'énergie électrique pour 4%, et la production d'eau potable pour 2%. On note que la filière manufacturière est restée longtemps le secteur le plus dynamique du Secondaire, portée par les activités des PME artisanales et semi-industrielles. Le secteur Tertiaire a par contre contribué à hauteur de 50% au PIB de la Province. Ceci constitue un indicateur du dynamisme du secteur privé et sa participation à la relance économique, malgré un environnement difficile. On note une progression nette de l'activité commerciale (69% du Tertiaire) et elle domine le Tertiaire marchand. Le tourisme et l'hôtellerie ont contribué à 12%, contre 7% des transports et communications, et 12% pour les autres services marchands.

En ce qui concerne la stratégie de croissance accélérée et durable, on note que le Nord-Kivu est subdivisé en deux grands pôles économiques. Il s'agit du pôle économique Nord avec les centres commerciaux de Butembo et Béni et le pôle économique Sud avec comme centre commercial Goma. Ces deux pôles économiques ont dans leurs Hinterlands des marchés et centres de négoce et n'ont pas de liaison structurelle définie entre foyers de développement et les pôles économiques actuels.

Pour conclure, on notera que la Province du Nord-Kivu a pour vocation de devenir une puissance agro-pastorale, industrielle, minière et touristique à l'est de la République démocratique du Congo, dans l'espace des Grands Lacs. En effet, l'importance et la diversité des productions agricoles, minières et pastorales ainsi que l'apport potentiel de son environnement économique provincial et régional, peuvent concourir favorablement à la mise en place d'une importante industrie de transformation, matérialisée par une diversité d'unités allant de la transformation des viandes rouges aux unités laitières et dérivés du lait, de conserve de légumes et de fruits, de fabrication d'aliments pour bétail, de Pisciculture ou aquaculture industrielle et familiale, de la transformation des produits miniers, des produits de choix de la pêche, d'entreposage frigorifique, de congélation, des huileries industrielles et semi-industrielles, de minoteries, de distilleries des huiles essentielles de plantes à parfum, de confiserie, manufacturière etc..

Globalement, certains préalables et contraintes, non exhaustifs, ont été identifiés pour pouvoir impulser une croissance accélérée et durable, centrée sur :

1. L'instauration de la gouvernance, restauration de la paix et la sécurité avec ses corolaires.
2. La réorganisation de l'espace économique, l'amélioration et renforcement de la stratégie des foyers de développement combinée à la construction des bassins économiques comme modèle d'industrialisation.

3. Une meilleure structuration des secteurs de production et des corporations par l'introduction du modèle national de filières prioritaires.
4. Une meilleure affectation et optimisation de l'utilisation des terres, espaces et ressources.
5. Une amélioration des environnements physiques, légaux, financiers, techniques et technologiques des secteurs Publics et Privés, dans un cadre de climat des affaires de type prôné dans le Rapport sur « Doing Business de la Banque mondiale».
6. La réalisation des investissements prioritaires en infrastructures de base suivantes : (1) ''énergie et voies de Communication'', (2) l'enseignement technique et scientifique, (3) la santé et l'encadrement des vulnérables, (4) les structures de culture, Sports et Loisirs.
7. L'adoption un modèle Stratégique de développement pouvant impulser une croissance accélérée et durable sur base de la diversification des sources de croissance garantissant justement la durabilité de la croissance et pouvoir produire des effets et impacts sur le développement et la réduction de la pauvreté.

CHAPITRE I.

NORD – KIVU : DE LA CRISE VERS UNE CROISSANCE DURABLE.

Ce chapitre présente la situation géographique et l'évolution démographique de la Province du Nord-Kivu. Il analyse le cadre macroéconomique et le PIB du Nord-Kivu sur une période de 10 ans, soit de 2000 à 2009.

1.1. PROFIL DE LA PROVINCE

1.1.1. Cadre Légal, délimitation de la Province et des Entités

Le statut juridique du Nord-Kivu comme entité a servi dans nombreuses expériences de décentralisation Politico Administrative. En effet, le Nord-Kivu devient district en 1956, Après que la grande province du Kivu (dont fait partie le Nord-Kivu) évolue du statut de district (1939) pour devenir Province en 1951. Le Nord-Kivu est alors découpé en 6 territoires notamment : 1) Béni, 2) Lubero, 3) Rutshuru, 4) Goma, 5) Masisi, 6) Walikale et Nyiragongo. Elle avait déjà comme chef lieu du territoire la ville de Goma. A l'accession de la République du Congo à l'indépendance (1960), de par la loi du 14 août 1962, tous les districts de la République du Congo sont de nouveau érigés en Province, dont le Nord-Kivu, et ce jusqu'en 1965. A l'occasion de la prise du pouvoir par le Président Mobutu le 24/11/1965, les anciens districts reprennent leurs statuts et le Nord-Kivu reste rattaché comme district à la Province du Kivu. Au terme du 4ème Congrès ordinaire du MPR, parti-Etat, et à travers l'ordonnance-loi n° 88/1976 du 20 juillet 1988, le Nord-Kivu redevient encore Province dans ses limites géographiques de 1956 tel que reconnues à ce jour 2010.

1.1.1.1. Subdivisions Administratives

La Province du Nord-Kivu compte 6 territoires, 3 villes, 10 communes urbaines, 17 secteurs - chefferies, 95 groupements, 52 quartiers et 5 cités.

- Les 3 villes : Béni, Butembo et Goma.
- Les 6 territoires : Béni, Lubero, Masisi, Nyiragongo, Rutshuru et Walikale.

1.1.2. Coordonnées géographiques, distances et densités des Entités

Encadré N° 1. Coordonnées géographiques du Nord-Kivu en bref.

- **Superficie : 59 631 km² (± 60 000 Km²)**
- **Habitants : plus de 5 millions**
- **Densités sur terres habitables : 250 habit. /km²**
- **Taux de croissance démographique : 3,5%**
- **<u>Superficie des forets</u> : « 4,15 millions d'ha couvrant 70% de la province »**
- **Parcs nationaux : 3**
  1. **Virunga :741 000 ha (UNESCO : patrimoine mondial)**
  2. **Kahuzi-Biega : 148 000 ha (partagé avec le Sud-Kivu)**
  3. **Maiko : 108 000 ha (partagé avec la Prov. Orientale)**

1.1.2.1. Coordonnées géographiques

La province du Nord-Kivu est située à cheval sur l'Équateur entre les parallèles de 0° 58' au Nord et 2° 3' au Sud et entre 27° 144 et 29° 58' de longitude Est.

1.1.2.2. Limites géographiques internes et transfrontalières

Le Nord-Kivu est situé à l'Est de la RDC. Il est limité à l'Est par le Rwanda avec lequel il partage 217 Km et l'Ouganda, avec lequel le Nord-Kivu partage **765 Km de frontière terrestre et lacustre.** Au Nord, le Nord-Kivu partage une longue frontière naturelle avec la Province orientale, à l'Ouest avec la Province du Maniema et au Sud la Province du Sud-Kivu. Relié à Bukavu par la voie terrestre (223 Km), lacustre 125 Km. Voie Aérienne **à 35' de vol.** La Province du Nord-Kivu couvre une superficie de 59.586,58 km² (60.000 Km²) soit 2,5% de la superficie nationale qui est de 2.345.095 Km².

- **Positionnement dans l'espace des Grands - Lacs**

Par sa position géographique, le Nord-Kivu constitue, pour la République Démocratique du Congo, le Portail Est vers l'Océan indien. En effet, les principaux échanges économiques d'import et export du Nord – Kivu sont orientés dans cette direction à travers le Rwanda, l'Ouganda, vers le Kenya et la Tanzanie sur la côte orientale de l'Océan Indien. La province a aussi la particularité d'être traversée par l'équateur, ce qui enrichit sa diversité climatique au Nord et au Sud de cette ligne.

1.1.2.3. Reliefs du Nord-Kivu

La configuration variée et accidentée du relief de la Province du Nord-Kivu lui confère des zones climatiques tout aussi variées que pittoresques et, à fort potentiel touristique. ***Il s'y observe :***

- Une chaîne montagneuse de 3.000 à 5.000 m d'altitude
- Des zones de basse altitude entre 700 et 1.000 m d'altitude.
- Un bassin d'effondrement géologique entre les chaînes montagneuses, constitué des lacs Idi-Amin à 912 m d'altitude et le lac Kivu à 1.463 m.

Trois grands massifs montagneux remarquables :

1. Le massif de Virunga, volcanique, constitué des volcans :
   1) NYIRAGONGO culminant à 3.470 m d'altitude
   2) NYAMULAGIRA culminant à 3.056 m d'altitude
   3) KARISIMBI en frontière avec le Rwanda culminant à 4.507 m. d'altitude
1. Le massif du Ruwenzori à 5.105 m d'altitude sur le pic margueritte coiffé de calottes glacières éternelles à son sommet. D'autres littératures lui attribuent 5.119 m.
3. Le massif de Mitumba et le massif de Bishusha dans le territoire de Rutshuru.

1.1.2.4. Distances et densité par Entité du Nord - Kivu

Tableau N° 1. Distances et densités entre les deux pôles économiques

ENTITE	Observation	Distance en Km de Goma	Chef lieu	Superficie en Km²	Population 2009	Densité Hbts au Km²	Actifs Agricoles AA
Territoire de BENI	Distances en Km entre Goma et les principaux centres de production du Nord-Kivu	**368**	OICHA	7 484	1 004 378	136	760 784
Ville de Béni		**368**	BENI	184,24	288 674	1567	115 469
Ville de Butembo		**310**	BUTEMBO	190,34	587 403	3 086	205 592
Lubero		**265**	LUBERO	18 096	**1 085 117**	60	**922 350**
Walikale		**239**	WALIKALE	23 475	852 549	36	669 411
Maisisi		**82**	MASISI	4 734	624 155	139	468 117
Rutshuru		**75**	RUTSHURU	5 289	614 211	116	491 369
Nyiragongo		**32**	KIBUMBA	330	**77 360**	234	**54 152**
Ville de Goma		**0**	GOMA	74	**628 352**	8 491	157 088
TOTAL				**59 586,58**	**5 772 199**		**3 844 332**

Source : Notre Adaptation : données de la **Division Provinciale de l'Intérieur du Nord – Kivu** 2009.

Chiffres clés du Nord – Kivu en 2009

400 Km séparent le Grand Nord du Sud de la Province pour relier Goma à Béni. L'Etat général de la RN permet de parcourir cette distance en une grosse journée. Deux territoires du Grand Nord sont les plus peuplés du Nord-Kivu notamment Lubero avec 1.085.117 habitants et Béni avec 1004.378 habitants, Ils ont respectivement 922.350 et 760.784 actifs agricoles et constituent ainsi l'épicentre du 1er pôle économique de la province en plus d'en être les puissances démographiques. Les actifs agricoles de la province au nombre de 3 844 332 représentent 66 % de la population facteur qui souligne la vocation agricole de la Province. La ville de Goma chef lieu de la Province est en tête avec 628 352 habitants, suivie de la ville de Butembo peuplée de 587 403 habitants. C'est à Goma que se trouve un plus grand nombre d'universitaires et de

techniciens TIC. Goma serait le centre du 1er pôle économique et du bassin de développement du Sud de la Province.

Walikalé est le territoire le plus spacieux avec 23 475 Km² soit 39 % de la superficie du Nord-Kivu, suivi du territoire de Lubero 18 096 Km² soit 30% de la superficie du Nord - Kivu. C'est à Walikale que se concentre la plus importante réserve forestière du NK presque à l'Etat vierge. Sur plus de 5 millions d'habitants, la province affiche 3.844.332 Actifs Agricoles soit près de 67 % de sa population selon les sources (5 772 199). La population est répartie inégalement à travers les Territoires, les trois villes ont une forte densité par rapport à la superficie – 11 % Goma, 10% Butembo et 5 % Béni, suivies par la Commune de Nyiragongo périurbaine 1 % de population mais une densité élevée de 475 hts /Km².

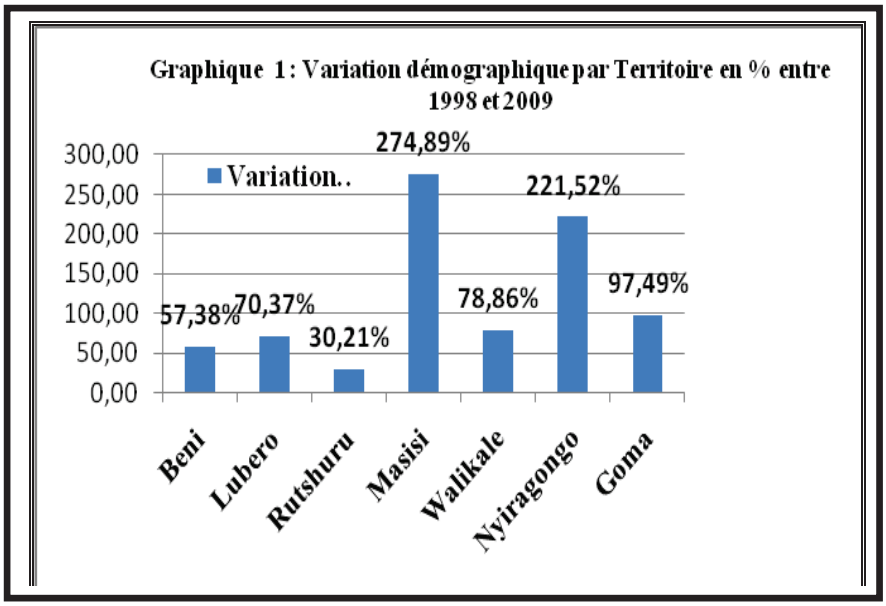
1.1.3. Variation de la population par entité entre 1998 et 2009 (12 ans)

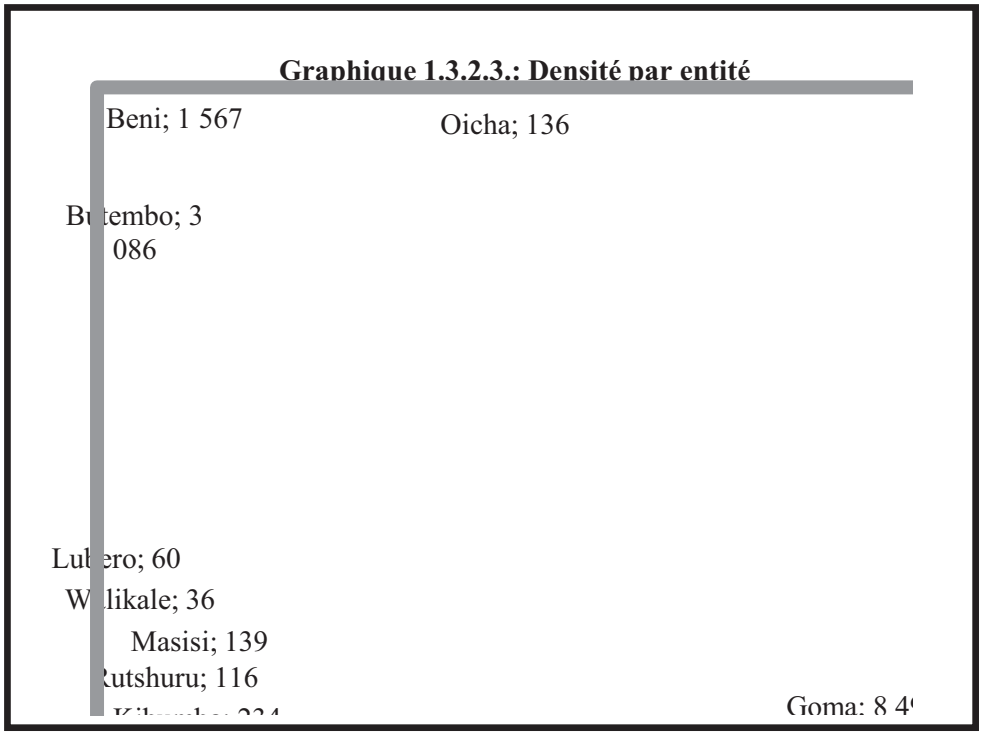
Tableau N°2: Variation de la population par entité entre 1998 et 2009 (12 ans)

Entité	Démographie		Variation en %
	1998	2009	
Béni	827949	1303052	57.38%
Lubero	981710	1672520	70.37%
Rutshuru	471712	614211	30.21%
Masisi	166489	624155	274.89%
Walikale	476650	852549	78.86%
Nyiragongo	24061	77360	221.52%
Goma	318173	628352	97.49%
Total	3266744	5772199	76.70%

Source : Nos Calculs 2009. Chiffres de 1998/division Provinciale du Plan Nord-Kivu – in PSE /2000

1998, année de départ de l'observation, représente l'un des moments culminants d'une instabilité lancée au début des années 90. En effet, en observant le taux de variation des populations par territoire, sur une période de 12 ans, passant du moment fort des déplacements (1998) à la première borne du sommet des mouvements de retour et de recomposition des villages, on remarque une évolution exceptionnelle dans deux territoires : une recomposition de 274,89 % dans le territoire de Masisi et de 221,52 % dans celui de Nyiragongo. Ces variations, les plus élevées en amplitude, attestent l'importance des tensions de déplacements des populations dans ces entités, consécutifs aux événements, notamment les luttes interethniques pour le Masisi, et du territoire de Nyiragongo sur l'axe Saké/Masisi mais situé en position tampon entre Goma et la frontière avec le Rwanda.





1.1.4. Institutions Politiques provinciales du Nord - Kivu

Deux principales institutions politiques dirigent la province

1. L'Assemblée provinciale
2. L'Exécutif ou Gouvernement provincial

Les provinces sont organisées conformément aux principes énoncés à l'article 3 de la Constitution. Les subdivisions territoriales à l'intérieur des provinces sont fixées par une loi organique.

1.1.4.1. L'Assemblée provinciale

L'Assemblée provinciale est l'organe délibérant de la province. Elle délibère dans le domaine des compétences réservées à la province et contrôle le Gouvernement provincial ainsi que les services publics provinciaux et locaux. Elle légifère par voie d'édit. Ses membres sont appelés députés provinciaux. Ils sont élus au suffrage universel direct et secret ou cooptés pour un mandat de cinq ans renouvelable.

1.1.4.2. L'exécutif Provincial du Nord-Kivu

Le Gouvernement Provincial, dirige et gère la province sur les plans social, économique, politique et diplomatique. Il représente la Province et collabore avec le Gouvernement central. Le Gouvernement provincial est composé de 10 Ministères qui constituent l'exécutif Provincial. Il est dirigé par un Gouverneur, lui-même secondé par un Vice-gouverneur. Les dix Ministres sont appuyés par Un Secrétariat Exécutif outre leurs cabinets respectifs.

1.1.4.2.1. Structure et attributions des Ministères (10)

1. Administration du Territoire, Affaires coutumières et Sécurité
2. Agriculture, Développement Rural et PME
3. Travaux Publics, Infrastructures, Affaires Foncières, Transports et Communications
4. Finances, Économie et Commerce
5. Plan et Budget, Information et Presse
6. Santé, Affaires Sociales, Droits Humains et Promotion du genre:
7. Éducation, Travail et Prévoyance Sociale, Fonction publique provinciale
8. l'Administration de la justice, Droits Humains, et Réinsertion Communautaire
9. Mines, Hydrocarbures et Énergie :
10. Environnement, Tourisme Jeunesse, Culture et Arts, Sports et loisirs

1.1.4.2.2. Structure de l'Administration et la Fonction Publique

L'Exécutif provincial s'appuie sur 37 services techniques appelés Divisions provinciales dont 2 Inspections chargées l'une de l'Agriculture et l'autre du Développement rural. 44 services Para - Etatique existent, mais nombreux ne le sont que de nom, ils ne fonctionnent plus depuis plus d'une décennie du fait que, leur fonctionnement reposait sur le budget des Projets et/ou programmes sectoriels des partenaires lesquels sont déjà arrêtés à défaut des subsides de l'Etat. Sur base des listes de Paie de la Division du Budget, l'administration publique utilise 1 429 Fonctionnaires. Pour donner un ordre de grandeur de l'évolution de la Fonction Publique, la division Provinciale du Plan chiffrait ***en 2000***, le nombre des agents et fonctionnaires Administratifs au nombre de ***2.161 unités en service sur 7.561*** prévues. Les effectifs de toute la fonction publique prenant en compte Fonctionnaires et Agents de l'Etat de tous secteurs se présente comme suit : (Extrait des listes de Paie de la Division du Budget 2007).

Tableau N° 3 : FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE L'ETAT /LISTE PAIE DEC. 2009

N°	SERVICES	Nbre	SERVICES	Nbre	SERVICES	Nbre
01	Administration Publique	1 429	ESURS	366	Centre F° des jeunes	142
02	Techniciens	145	Magistrature	27	Dentistes	3
03	Budget annexe	398	RTNC	78	Pharmaciens	8
04	Santé publique	1 828	RENATELSAT	11	Agriculture	127
05	Médecins	274	ACP	10	DGM	320
06	Hôpital militaire	160	Finances	111		-
07	EPSP	**7** 901	Budget	33		**-**
S/TOTAUX		***12 135***		**636**		**600**
S/Total AXE GOMA : Non inclus **(9 393pensionnés civils)-** / 12.135 + 636 + 600						**13 371**
S/TOTAL Fonctionnaires Payes Axe BENI : 1.640 Actifs – (**1.887 pensionnés C&M**)						**1 640**
TOTAL GENERAL NORD – KIVU HORS PENSIONNES						**15 011**

Source : Rapport annuel 2007 Division provinciale du Budget. Pages 16 et 18.

Selon le rapport annuel 2009 du Secrétariat Exécutif du Gouvernement provincial, la Territoriale provinciale allant du Gouverneur de Province et son adjoint, jusqu'au Chef de Groupement, est constituée de 176 Agents. Les Fonctionnaires sont passés de 1 429 (2007) à 1066 (2009). La situation des seuls Fonctionnaires se présente comme suit :

Grades	110	120	130	140	210	220	310	320	330	340	350	**Total**
Effectifs	-	1	4	32	68	301	198	372	41	44	5	**1066**

Source : Division de l'Intérieur in Rapport Annuel 2009 de la Province, page 28

1.1.5. Les Référentiels du développement après la Réunification du Pays.

Depuis la réunification du Pays **(4/2003)** les autorités de transition se sont appuyées successivement sur des outils de planification conçus avec les partenaires internationaux avant que n'intervienne le Programme du Gouvernement Provincial suivi de générations de Plans de Développement Provincial annuels et Quinquennaux. Ces outils ont permis d'atteindre la relative stabilité aux niveaux constatés actuellement et, ils ont renfermé des axes de convergence pour la réduction de la pauvreté et la croissance pro – pauvre objet du PDP.

- **Programmes et Documents de stratégies de développement**

1. Cadrage du Développement en fonction du DSCRP National (2002)
2. Production et application du DSCRP Provincial (2004)
3. Programme d'action du Gouvernement provincial élu 2007/2011
4. PDP 2010 – 2014 assorti d'un PAI 2011.

1.1.6. Repères des dates historiques au Nord - Kivu

- **Calendrier des Événements avec impact au Nord – Kivu**

1. 1990 - 1992 : Cycle de pillages
2. 1993 - Guerres interethniques au Nord-Kivu
3. 1994 – Génocide du Rwanda - *entrée des réfugiés Hutu Rwandais, départ des Tutsi au Rw.*
4. 1996 – Novembre : Déclenchement de la guerre de l'AFDL et alliés
5. 1998 – Août : Déclenchement guerre RCD et partition de la RDC
6. 2002 – 17 février : Éruption majeure du volcan Nyiragongo
7. (2002) – Février à Avril : Dialogue inter congolais à Sun City
8. 2003 – Juin : Gouvernement de transition et réunification du pays (4/2003)
9. (2006/2007) – Elections nationales et des gouvernements provinciaux
10. 2008 – Hostilités rebelles du CNDP
11. 2009 – Juillet : Lancement du Programme STAREC

1.1.7. Grands Programmes Structurants Éteints / GPSE[2]

« 20 années de Tumulte, Causes d'Instabilité et de Perte des Gains de Progrès »

Avant l'effondrement des secteurs porteurs de croissance et la détérioration des indicateurs économiques consécutifs aux effets des guerres et conflits interethniques, le Nord – Kivu avait mérité sa renommée de Grenier du Congo. En effet, l'efficacité et succès économique d'alors résulte d'un paquet des appuis multisectoriels que nous appelons GPSE.

Synthèse des domaines d'intervention des GPSE

Les programmes étaient orientés vers les domaines suivants :

1) Appui à la production végétale ;
2) Appui à la production et santé animale ;
3) Renforcement du mouvement coopératif de production agricole et de commercialisation;
4) Renforcement du mouvement coopératif d'épargne et de crédit ;
5) Appuis techniques aux associations coopératives d'éleveurs de gros-bétail ;
6) Appui technique et financier aux Projets sectoriels et services techniques;
7) Appui aux réalisations communautaires ;
8) Appui à la réhabilitation et maintien des routes rurales et des ouvrages d'art ;
9) Appui aux programmes de captage des sources et adduction ;
10) Appui à la production des cultures spéciales d'exportation et au secteur des cultures maraichères : Blé, Café Arabica et robusta, Palmiers sélectionnés,
11) Mise en œuvre concluante de l'expérimentation des Technologies Appropriées de dépulpage du Café Washed, et d'extraction d'huile à petite échelle.
12) Renforcement par la Banque Mondiale, des ressources financières des secteurs Bancaire et Non Bancaire, assorties des conditions d'éligibilité en faveur des PME/PMI privées, ouvert aux nationaux et étrangers ;
13) Projet PNUD-ONUDI /ANEZA d'appui au développement des PME/PMI agro-industrielles et de service, (Formation, conseils en gestion, dossiers bancables etc.)
14) Projets du secteur de production animale :
    - Ligne de crédit médicaments vétérinaires ;
    - Appui technique et financier aux CAPSA ;
    - Appui technique et financier à l'ACOGENOKI ;
    - Appui technique et financier à la SABAGO ;

[2] NB. Lire les fiches des Projets du paquet GPSE au Profil Volume II Annexe/section 17.

1.2. ANALYSE DU CADRE MACROECONOMIQUE DU NORD – KIVU

1.2.1. PIB A PRIX CONSTANT DE LA PROVINCE DU NORD-KIVU(En millions de francs congolais)

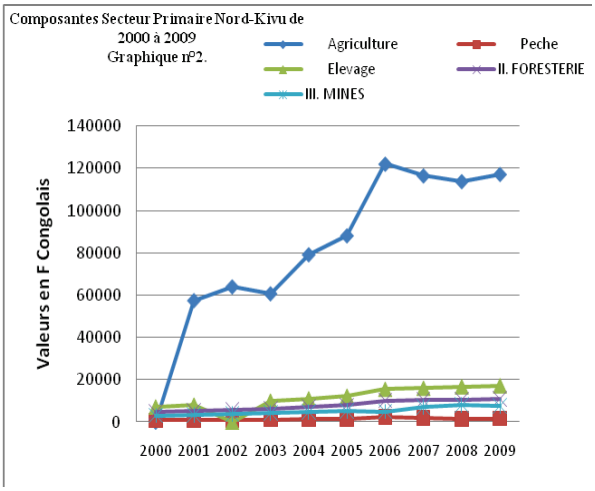
Tableau n° 4 : Statistiques macroéconomiques de la Province du Nord - Kivu Année de Base: 2006

RESSOURCES / **Années**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	2009
SECTEUR PRIMAIRE	**67 401**	**75 000**	**74 517**	**82 400**	**103 325**	**114 971**	**154 931**	**152 019**	**150 788**	**154 506**
I. AGRICULTURE, PECHE et ELEVAGE	59 725	66 458	65 012	71 824	91 557	101 877	139 888	134 500	132 105	136 067
Agriculture	51 710	57 539	64 024	60 782	79 270	88 205	122 108	116 558	113 857	117 272
Pêche	798	888	988	1 099	1 223	1 361	2 258	1 931	1 514	1 559
Elevage	7 217	8 031	8 936	9 943	11 064	12 311	15 522	16 011	16 734	17 236
II. FORESTERIE	4 636	5 159	5 740	6 387	7 107	7 908	10 165	10 309	10 657	10 976
III. MINES	3 040	3 383	3 765	4 189	4 661	5 186	4 878	7 210	8 026	7 463
SECTEUR SECONDAIRE	**17 493**	**19 464**	**21 658**	**24 099**	**26 815**	**29 838**	**30 926**	**35 326**	**47 344**	**48 853**
Production manufacturière	15 632	17 394	19 354	21 536	23 963	26 664	28 195	31 360	41 968	43 411
Production d'électricité	629	699	778	866	964	1 072	1 026	1 434	1 707	1 657
Production d'eau potable	287	319	355	395	439	489	639	702	611	593
IBTP/infrastructures	945	1 052	1 171	1 302	1 449	1 613	1 066	1 830	3 058	3 192
SECTEUR TERTIAIRE	**78 814**	**87 697**	**97 582**	**108 580**	**120 819**	**134 437**	**127 143**	**179 022**	**207 439**	**219 767**
I. SERVICES MARCHANDS	76 597	85 230	94 837	105 525	117 420	130 655	122 241	173 902	202 182	215 363
Commerce	52 671	58 608	65 214	72 564	80 743	89 844	80 001	121 733	140 488	151 025
Transports /Communication	5 496	6 115	6 805	7 571	8 425	9 375	6 983	8 548	18 331	19 395
Tourisme, hôtels, restaurants	9 335	10 387	11 558	12 860	14 310	15 923	16 801	20 821	23 634	24 425
Autres services	9 095	10 120	11 260	12 530	13 942	15 513	18 456	22 800	19 729	20 518
II. SERVICES NON MARCHANDS	2 217	2 467	2 745	3 055	3 399	3 782	4 902	5 120	5 257	4 404
PIB AUX COUTS DES FACTEURS	**163 707**	**182 159**	**202 691**	**225 537**	**250 959**	**279 245**	**312 998**	**366 368**	**405 569**	**423 127**
Droits et taxes à l'importation	4 202	4 675	5 202	5 789	6 441	7 167	5 697	6 402	13 366	14 502
PIB AUX PRIX DU MARCHE	**167 909**	**186 835**	**207 894**	**231 326**	**257 400**	**286 413**	**318 695**	**372 771**	**418 935**	**437 630**

Source : Cadrage macroéconomique Banque Mondiale / Province du Nord – Kivu

1.2.2. Évolution des secteurs productifs 2000 - 2009

Au cours des dix dernières années, rien ne pouvait arrêter l'effondrement de la production.



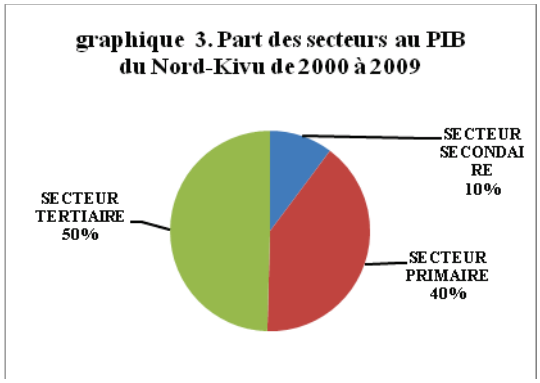
Le ***Graphique2***. Illustre cependant la croissance constante de la filière agricole large dominant le secteur Primaire 40% dans la formation du PIB. En effet, dans sa filière l'agriculture a constitué 87 %, la pêche 1% et l'élevage 12%. Par ailleurs, il s'agit d'une agriculture de type artisanale et familiale, de surcroits pluviaux. En l'absence d'une demande Industrielle et sans aucun doute, c'est par sa substance que l'agriculture a alimenté le secteur Tertiaire (50% du PIB), principalement par le lien du commerce (69 % du tertiaire marchand qui fait en tout 97 % du tertiaire) alors que le tertiaire non marchand, sous financé, s'exprime à 3% du tertiaire entier.

Par ailleurs, l'absence de sécurité et de l'énergie électrique a bridé le secteur Secondaire (10 % du PIB) et, privé le Secteur Primaire du Vacuum Industriel qui sert de débouché aux excédants du primaire et le prive des revenus liés à la VA. Au cœur du secteur secondaire (10 % du PIB), la production manufacturière essentiellement semi-industrielle et artisanale a compté dans ce secteur pour 89 %, en légère liaison avec la filière IBTP (5%), tout aussi faible que la filière de production d'énergie : dont l'électricité (4%) et l'eau (2%) à la traine dans le secondaire. La faiblesse des filières production d'eau et d'électricité est à l'opposé de leur Potentialités. En effet, nombreuses opportunités d'investissements ne sont pas exploitées et sont signalées dans la matrice stratégique de croissance à la fin de l'étude afin qu'elles soient promotionnées pour servir et contribuer à la relance de la croissance économique à un meilleur niveau.

1.2.3. CONTRIBUTION DES SECTEURS AU PIB DU NORD - KIVU DE 2000 A 2009

1.2.3.1. Part des secteurs porteurs de croissance au PIB.

Dans l'ordre, le secteur tertiaire (50 % du PIB) est plus commercial, doté d'un secteur des services marchands plutôt faible et moins structuré, reflet d'un faible engagement du secteur privé subissant une basse conjoncture. La vitalité du secteur primaire avec 40 % du PIB est la résultante des efforts de sécurisation dans les zones de retour et centres de production, efforts du Gouvernement avec les appuis de la Monuc/Monusco. Ils justifient la reprise de la production paysanne de ces zones où vivent 88 % des Populations du Nord – Kivu. La sécurité n'est pas encore durable, de même, l'absence d'investissements sur les infrastructures de base (Routes et Energie) justifie le faible score du secteur secondaire avec à peine 10% au PIB.

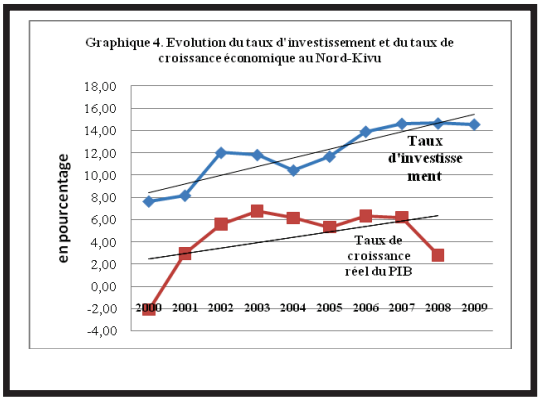


D'autres facteurs structurels influent aussi sur les faibles performances notamment : la rareté des capitaux et la faiblesse du système financier Bancaire et Non Bancaire, facteurs auxquels il faut associer le manque des ressources longues adaptées aux investissements durables du secteur Privé, à la faiblesse de l'esprit d'entreprise et de la culture Industrielle.

La structure de la formation du PIB du Nord – Kivu, indique une économie en manque de souffle et qui a besoin d'être boostée par l'apport de divers intrants, de ressources, et de stratégies structurantes et innovantes en vue d'optimiser l'exploitation des immenses potentialités sous – exploités actuellement, notamment dans l'agriculture où, seulement 17 % des actifs agricoles sur les 88% des Populations vivant en milieu rural ont un travail rémunéré, pendant que la majorité de la force de travail est sans accès aux ressources favorables à la reprise de la production des filières du secteur primaire notamment la pêche, l'élevage, l'exploitation forestière et Minière. Les revenus des travailleurs agricoles sont toujours faibles en raison des

faibles prix offerts aux produits de leurs récoltes, et du fait d'un accès limité aux marchés porteurs en plus d'une faible structuration de ce secteur et de la faiblesse des stratégies du cycle de la post-récolte.

1.2.3.2. Evolution du taux de croissance réel du PIB.



Le Graphique 4, montre l'évolution du taux d'investissement et de croissance économiques du PIB de la province du Nord-Kivu entre 2000-2009.

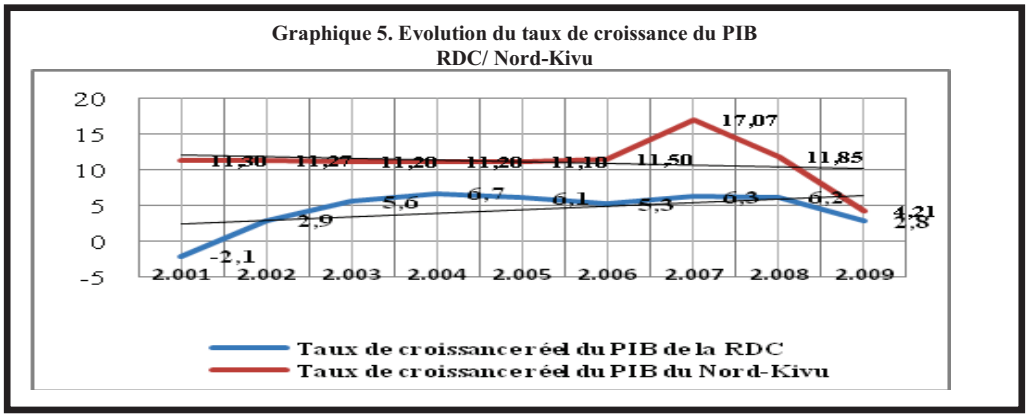
Le Graphique 5 ci-dessous, compare l'évolution des taux de croissance réels entre le Nord –Kivu et la RDC : Il a été de 4,44% pour la RDC et de 11,19 % pour la province du Nord-Kivu.

Comparée au Nord-Kivu, la RDC a affiché un taux de croissance annuel le plus faible en 2001de l'ordre de -2,10% et le plus élevé, observé en 2004, de 6,74%. Tandis que, le taux de croissance annuel le plus élevé de la province du Nord-Kivu de 17,07%, a été observé en 2007 et le plus faible a été de 4,21%.

1.2.3.3. Evolution des taux d'investissement et de croissance économique au Nord-Kivu

Depuis deux décennies et plus, les IED (Investissements Etrangers Directs) privés ont presque disparus du Nord-Kivu. Ces dernières années, les principaux investissements sont liés aux aménagements stratégiques visant des cibles humanitaires. Le soutien direct aux facteurs de production pour le développement est marginal et vise d'abord l'humanitaire. La situation est mieux illustrée par la faible amplitude de la courbe de croissance réelle du PIB quoique la courbe de tendance soit orientée vers une petite hausse, voir le **Graphique 4 ci-dessus,**

NB. La période étudiée fut critique pour l'Etat qui était dans l'obligation de réduire ses dépenses en général et surtout celles d'investissement, en particulier vers la fin de cette période (2007-2010), à cause du *programme pour compléter le ''Point d'achèvement''*, alors que pendant la période 2000-2004, le pays et l'économie venaient d'être réunifiés et essoufflés. Ce climat n'était pas propice pour la relance des investissements privés, ce qui ne permet pas de réaliser une croissance solide face aux phénomènes internes et externes.



Sortant d'une situation de sevrage des moyens surtout financiers, il sera prudent pour le Gouvernement Provincial de varier ses politiques pour encourager la diversification productive et stimuler la compétitivité, ce qui suggère une grande implication du secteur privé, par des mesures fiscales incitatives, et l'amélioration tant du climat des affaires que le renforcement du marché des capitaux. Les partenaires au développement ainsi que les humanitaires seraient encouragés et impliqués dans l'identification et la mise en œuvre des programmes multisectoriels structurants adressant les secteurs porteurs de croissance, les facteurs de production, la promotion des Petites et Moyennes Entreprises Industrielles, et la promotion des conditions d'accès aux marchés porteurs.

1.2.4. Utilisation du PPB (PIB) PIB à Prix Constant de 2005

(En Millions De Francs Congolais)

Tableau N° 5: structure de l'utilisation du PIB au Prix Constant (En millions de francs congolais)

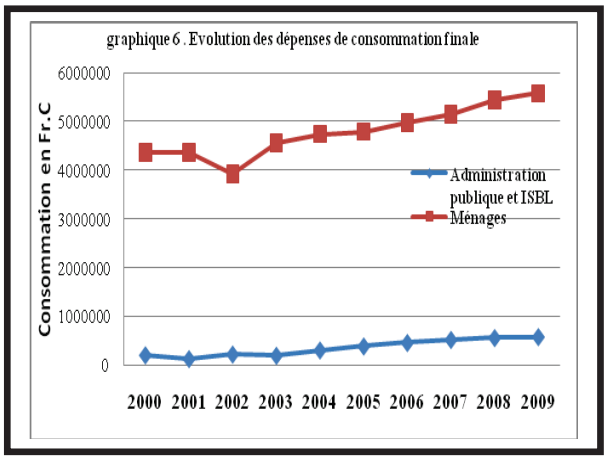
Année de Base: 2005

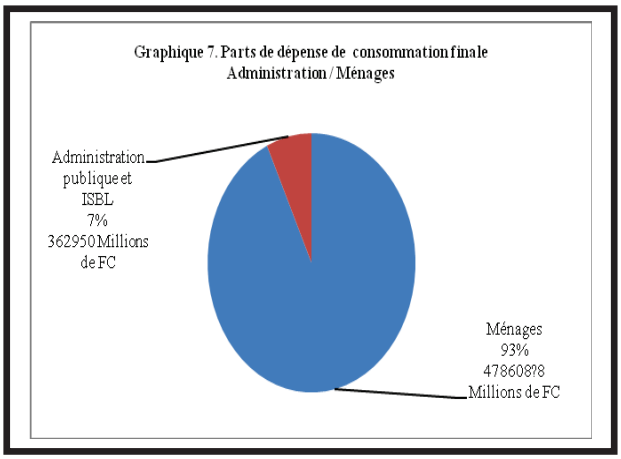
Emplois	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dépenses de consommation finale	**4580456**	**4502139**	**4149689**	**4759399**	**5053141**	**5180503**	**5443225**	**5670263**	**6004941**	**6161832**
Ménages	4367022	4365712	3920846	4556415	4740039	4786965	4978412	5142700	5440976	5577001
Administration publique et ISBL	213434	136427	228843	202984	313102	393538	464813	527563	563965	584831
Formation de capital fixe	**358849**	**375464**	**569766**	**591702**	**557088**	**662043**	**831242**	**929220**	**988931**	**1009979**
Privé	288587,619	301949,46	458207,807	475848,815	448012,115	512947	673428	756259	799366	822021
Publique	70261,3808	73514,5397	111558,193	115853,185	109075,885	149096	154016	172960	189564	187858
Variations de stocks	**2193**	**1705**	**1962**	**4708**	**5754**	**5885**	**3798**	**4037**	**4288**	**4408**
Exportation	**644378**	**506030**	**948604**	**1094499**	**1130946**	**1157523**	**1179092**	**1365389**	**1469158**	**1517640**
Importation	**-584143**	**-438925**	**-635870**	**-1344675**	**-1324236**	**-1335889**	**-1486023**	**-1686636**	**-1781088**	**-1818491**
PIB aux prix du marché	**4703174**	**4604407**	**4740237**	**5004743**	**5342062**	**5670065**	**5971334**	**6347528**	**6741075**	**6929825**

Source : Extraits du cadrage macroéconomique 2006-2008/ Banque Mondiale / UGERP et Province du Nord- Kivu.

1.2.4.1. Variation de la structure de l'utilisation du PIB

La part de dépenses de consommation finale des Ménages (Graphiques 6 et 7) est de l'ordre de 93 % contre seulement 7 % pour l'Administration. Ce rapport révèle la faiblesse des ressources et des moyens mobilisés par l'Administration pour ses missions, une faible capacité de mobilisation des recettes fiscales d'une part, d'autre part, la structure interne dans la part des dépenses des ménages devrait révéler une proportion de ménages pauvres plus importante. Le Ratio dépenses des ménages / Populations totale révèle un niveau faible des moyens*, soit une société et un Etat pauvres*. (Gouvernement Provincial)





Les Graphiques 6 et 7 Illustrent la proportion des dépenses de consommation finale pour les Institutions Sans But Lucratif ''ISBL'' de l'ordre de 7 % par rapport aux dépenses des ménages qui elles s'élèvent à 93 %. La prédominance des dépenses de ménage est écrasante au niveau de la consommation finale. Cet indicateur révèle la faiblesse même de l'Administration publique.

1.2.5. Budget prévisionnel de financement du PDP Nord-Kivu 2010-2014

Tableau N°6 : Coûts des dépenses et investissements prévisionnels.

PILIERS	COÛTS ESTIMES $USD	% DU BUDGET
1. Bonne Gouvernance : Paix, Sécurité, Décentralisation	60.099.893	14%
2. Croissance pro - pauvres **(Investissements Publics)**	135.786.249	32%
3. Accès aux services sociaux de base **(Investissements Publics)**	185.590.466	44%
4. Lutte contre le VIH/SIDA &les Violences Sexuelles	35.462.045	8%
5. Appui à la dynamique communautaire	3.207.000	1%
TOTAL BUDGET PDP pour 5 ans	**420.145.653**	**100%**

Source : PDP Nord – Kivu 2009. Pages 43 n° 5.3 et pages 44-45 tableaux 18 à 23.

Dans la prévision de dépenses ci - dessus, *les Piliers 2 et 3 concernent les dépenses d'investissement* notamment sur les infrastructures des secteurs agricole, Elevage, Pêche, le Reboisement, la Voierie et Assainissement, Parcs et domaines de chasse, Infrastructures routières et Aéroportuaires, Mines, Industrie et Services *du Pilier 1. Ensuite Pilier 2*: Infrastructures de Santé, Infrastructures d'alimentation en Eau Potable et Energie électrique, Education, Emploi et formation professionnelle, Culture, Sport et enfin, Protection sociale et assistance aux groupes vulnérables.

Commentaires : Les détails ventilés sont développés aux annexes du PDP. Le financement des investissements du secteur privé par le FPI pour la période 2007- 2010 s'élève à 12.058.508 + 3.281.392 = 15.339.900 USD dont 76 % ont été déboursés et investis. Le Budget prévisionnel d'investissements Publics du PDP Nord-Kivu 2010/2014 s'élève lui à 420.145.653 USD.

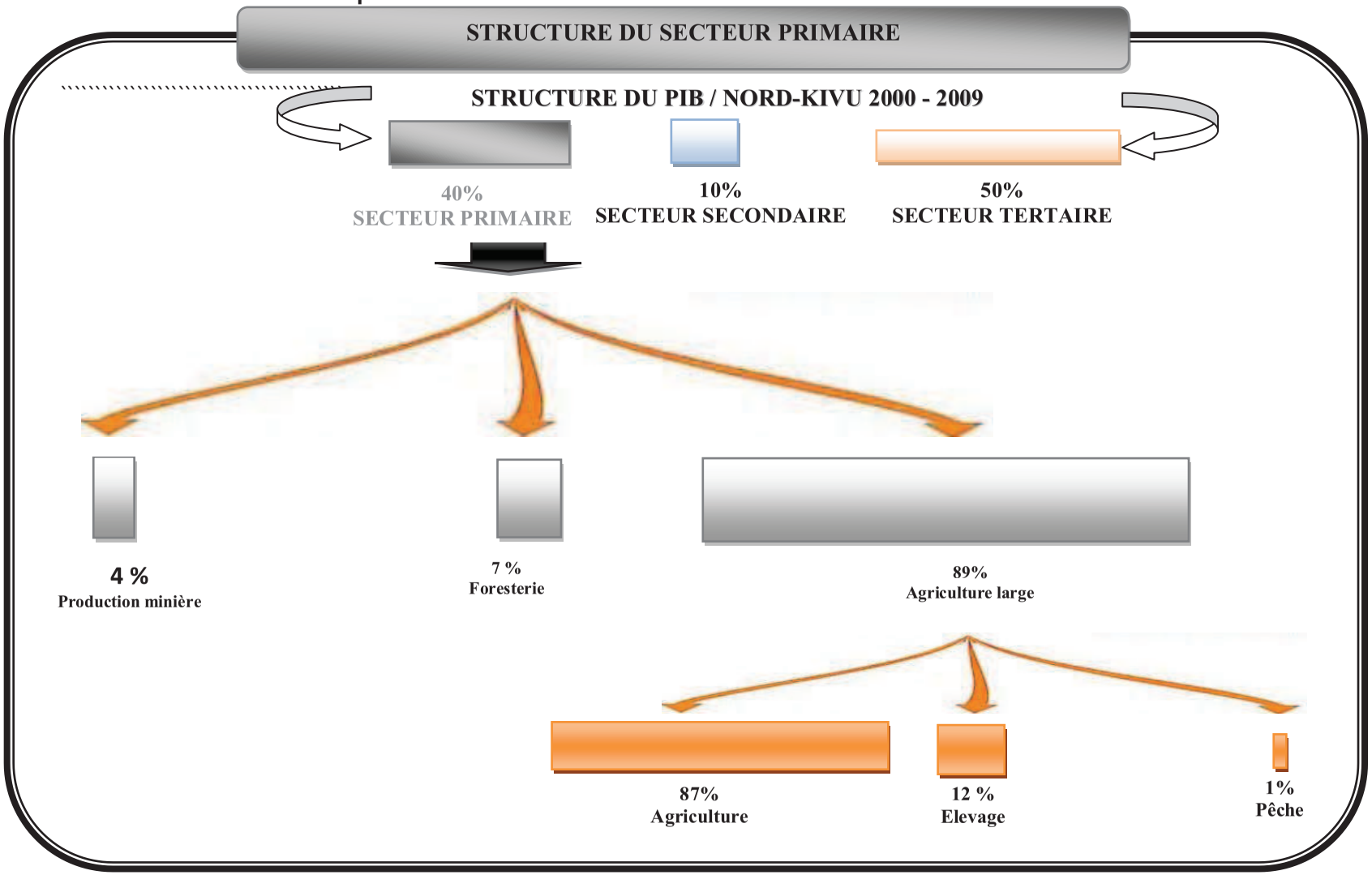
CHAPITRE II. :

ANALYSE DES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE

Ce chapitre présente une photographie des différents secteurs économiques porteurs de croissance de la province (Primaire, Secondaire et Tertiaire) et analyse les tendances et les changements économiques majeurs dans différents secteurs au cours de 10 dernières années.

2.1. EVOLUTION DU SECTEUR PRIMAIRE 2000 - 2009

2.1.0. Structure du secteur primaire

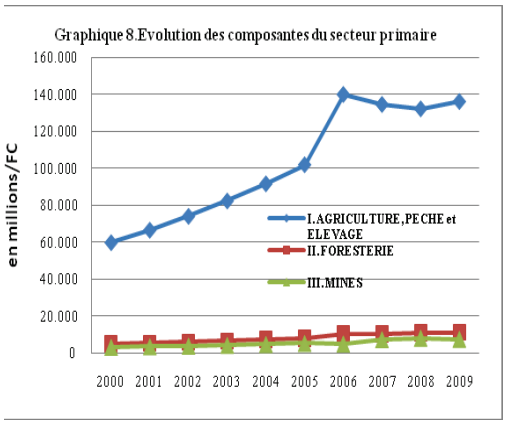


2.1.1. Poids du secteur primaire au PIB du NORD - KIVU

Tableau N° 7 : Évolutions des indicateurs économiques de 2000 à 2009

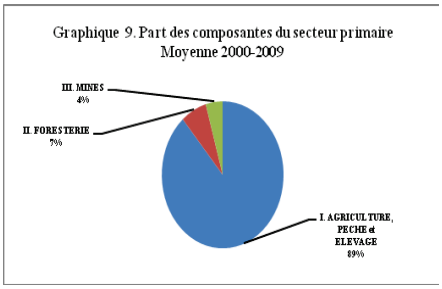
Ressources /Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
SECTEUR PRIMAIRE	67.401	74.998	83.453	92.858	103.325	114.971	154.931	152.019	150.788	154.506
I. AGRICULTURE, PECHE et ELEVAGE	59.725	66.458	73.948	82.282	91.557	101.877	139.888	134.500	132.105	136.067
Agriculture	51.710	57.539	64.024	71.240	79.270	88.205	122.108	116.558	113.857	117.272
Pêche	798	888	988	1.099	1.223	1.361	2.258	1.931	1.514	1.559
Elevage	7.217	8.031	8.936	9.943	11.064	12.311	15.522	16.011	16.734	17.236
II. FORESTERIE	4.636	5.159	5.740	6.387	7.107	7.908	10.165	10.309	10.657	10.976
III. MINES	3.040	3.383	3.765	4.189	4.661	5.186	4.878	7.210	8.026	7.463

Source : Nos calculs sur base des statistiques IPAPEL / ONC et Territoires



Commentaire : Graphique 8:
L'Agriculture, sans être moderne, occupe 67 % des populations que sont les Actifs Agricoles ; Ces bras actifs ont contribué à porter à un rang élevé l'agriculture dans le poids du secteur Primaire, soit 87 % de la filière qui englobe l'élevage 12% et la Pêche 1% pour former les 89 % de la filière agricole large. C'est donc une filière à base Populaire, un levier pour un impact Pro-pauvre.

La réserve forestière du Nord – Kivu (70%) est sous – exploitée à cause de sa concentration dans le Territoire enclavé de Walikale, Territoire représentant 39% de la superficie du Nord – Kivu. La caractéristique artisanale de l'exploitation forestière (7%) et Minière (4%) détermine les faibles performances de ces filières qui n'ont plus bénéficié des investissements et constituent des potentialités encore intacts, voir des investissements futurs pour le Nord – Kivu. L'activité artisanale de ces deux filières constitue justement le vivier des TPE ou Micro entreprises artisanales sous – capitalisées et sous – équipées, en ce qui concerne l'exploitation artisanale du bois (Scieurs de long, Menuisiers et Charpentiers), qui répondent aux besoins simples du marché en ce qui concerne les produits de la forêt et de la pêche.
La plus grande réserve forestière non encore attaquée industriellement se trouve à Walikale, territoire Enclavé, Insécurisé.



De sa gestion tumultueuse à son arrêt, la SOMIKIVU/LUESHE était l'unique exploitation minière industrielle du Nord – Kivu, l'activité actuelle est à la fois artisanale, clandestine, alimente des circuits liés au terrorisme et la guerre, entretien l'insécurité par des groupes armés et rebelles qui prennent en otage les populations rurales. Elles n'ont pas beaucoup d'apports aux recettes de l'Etat.

Graphique 9. Le trait commun entre l'Agriculture, la Pêche, l'Elevage, les Mines et l'exploitation Forestière est leur caractère artisanal. L'agriculture est en plus de type pluvial sans apports d'intrants et non mécanisé où c'est possible. Les populations vivant de ces filières restent pauvres et n'ont pas suffisamment accès aux services sociaux de base. L'encadrement technique des services publics s'est effrité laissant plus d'espace aux ONG locales qui n'ont pas assez de ressources et d'expertise. L'espace du Secteur Primaire souffre de l'effondrement normatif et de la détérioration des infrastructures de base.

2.1.2. Description de la situation générale du secteur primaire.

L'apport du secteur primaire au PIB Provincial a été de 40 % constitué de :
- **L'Agriculture pour 89 % dont :**
- **La production agricole avec (87 %)**
- **l'Elevage, Gros Bétail, petit Bétail et basse cour (12 %)**
- **la Pêche avec (1%)**
- **l'Exploitation forestière avec 7 % et**
- **la Production Minière avec 4 %.**

Ces* performances *permettent d'affirmer que l'agriculture est le moteur du secteur Primaire

2.1.3. Evolution des productions du secteur primaire

2.1.3.1. Etats des lieux des filières du secteur primaire

2.1.3.1.1. Etats des lieux de la filière agricole

A. Situation des paysannats du Nord-Kivu : 15 816 ha

Tableau N°8 : Evaluation de la situation des paysannats par territoire

DESIGNATION Du Paysannat	LOCALISATION	SUPERFICIE	ETAT DES LIEUX	OBSERVATIONS
Paysannat pilote de MBUHI	Territoire de Masisi Chefferie de Bashali Grpmt Mwesso Colline : MBUHI	330 ha	**83** occupants **Cultures vivrières**	**Projet d'élevage** sur la partie inoccupée.
Paysannat de BUSHENGE	Territoire de Masisi Localité : Kibuu Burungu	70 Ha	Cultures vivrières	Paysannat spolié par les autorités coutumières
Paysannat SAKE	Territoire de Masisi Gpt Kamuronza		Occupé par la population.	
Paysannat TAMBI	Territoire de Masisi		**14** occupants	Gestion à récupérer par **l'IPDRU**
Paysannat ITEBERO	Territoire de Walikale	10 ha	Abandonné	A réhabiliter
Paysannat IHULA	Territoire de Walikale	5 Ha	Abandonné	A réhabiliter
Paysannat BOBORO	Territoire. de Walikale	1 Ha	Abandonné	A réhabiliter
Paysannat LUOFU	Territoire de Lubero Gpt Itala ; Extension à wangungu Viriseke	5.700 Ha	Occupé en partie Et l'autre en jachère	**10.000 ha** Gérés par AGRIPEL
Paysannat MABINGI	Territoire de Béni Chefferie Bashu Grpmt : Malio	9.700 Ha	**9.800** occupants **Cultures vivrières de rente**	-Amélioration des méthodes culturales
Paysannat MAVIVI	Territoire de Beni Coll-Chefferie : Beni-Mbau		**Palmeraies pilotes**	A réhabiliter
Total	-	**15 816 Ha**	-	-

Commentaire : Espaces par excellence pour le développement des bonnes pratiques et la promotion des cultures prioritaires, les paysannats ont perdu l'intérêt stratégique en tant que sites d''introduction des innovations et de modernisation des pratiques agricoles performantes auprès des populations. Le Gouvernement Provincial devrait entreprendre une évaluation des Paysannats, par ses services de Développement rural, en vue de proposer des actions de dynamisation avec l'appui des partenaires au développement. Le secteur privé pourrait tout aussi bien être impliqué dans l'exploitation mécanisée des vastes espaces non mis en valeur et créer du travail pour les nombreux Actifs Agricoles du rayon et vers l'industrie.

B. SITUATION DE BAS FONDS (784 HA)

Encadré N° 2: LES BAS – FONDS PISCICOLES ET RIZICOLES

L'IPAPEL avec l'appui de la FAO, a encadré le drainage de certains bas fonds sur les 784 ha identifiés à travers les territoires du Nord-Kivu. **4.980** Exploitants Piscicoles et Rizicoles s'y affairent non sans difficultés ! Ce programme d'aménagement en terre a été effectué entre 2007/08 et n'a pas été renouvelé ensuite ; les progrès réalisés sont perdus ! Il sied de Planifier l'aménagement durable des Périmètres de ces bas fonds en vue de stabiliser les activités et les revenus des exploitants. (Voir Tableau des coordonnées des bas – Fonds dans le Volume II. Des Annexes du profil économique du Nord – Kivu).

L'exploitation des bas – fonds constitue une solution pour palier aux aléas des cultures pluviales face aux changements climatiques, et pour augmenter la production et les revenus des exploitants. Cette filière n'est pas appuyée comme il se doit !

2.1.3.1.1.1. Evolution de la Production agricole vivrière

Tableau N° 9: Synthèse Rapport des cultures vivrières de base

		Superficie moyenne par planteur en ha	Production Moyenne 2000-2009	Production Moyenne Vendue en %	Rendement kg/ha	*Niveau de couverture des Besoins Alimentaires En %*	
						Offre	Demande
1	Manioc	0,287896	1.722.783	52 %	13 382	52 %	**Chiffres**
2	Pomme de terre	0,548717	504.777	70%	6 474	70%	**Non**
3	Haricot	0,498969	174.176	66%	646	66%	**Disponibles**
4	Mais	0,247813	110.267	74%	1 027	74%	-
5	Riz	0,609543	93.895	68%	1 809	68%	-
6	Soja	0,227148	10.464	86%	906	86%	-
7	Blé	0,187857	3.124	78%	618	78%	-
8	Colocase/taro	0,143542	132.267	33%	4 744	33%	-
9	Igname	0,147717	43.325	13%	6 723	13%	-
10	Patate douce	0,209884	243.620	45%	5 005	45%	-

***Source** : Chiffres du Rapport annuel AGRIPEL 2008 et nos calculs.*

Commentaire : Il est évident que le déficit de l'offre en vivres ira croissant vu le déclin des facteurs notamment la fertilité des sols, la semence dégénérée et l'exploitation de faibles superficies. Le calcul d'estimation de la consommation moyenne alimentaire par ménage et par jour (en grammes et en calories) se fait sur base des enquêtes alimentaires, menées au préalable, dans chaque Territoire, sur base d'échantillonnage. La détermination de l'échantillon étant liée à la taille de la population de l'entité, les besoins diffèrent d'un Territoire à l'autre. Une commission ad-hoc devrait établir les facteurs d'expansion pour calculer les estimations des quantités totales consommées par jour dans chaque entité et pour chaque aliment. Dans les faits, Ce facteur d'expansion est le Rapport entre la population de l'Entité et l'Effectif des individus réellement touchés par l'enquête, soit la formule suivante[3] :

$$fetx = \frac{P_t}{P_e}$$

Avec :

- fetx = facteur d'expansion du territoire x
- Pt = Population du territoire
- Pe = Population de l'échantillon.

Ainsi, les consommations alimentaires journalières par Territoire sont ensuite additionnées pour obtenir la consommation alimentaire journalière Provinciale pour chaque aliment. La consommation moyenne alimentaire par ménage et par jour pour chaque aliment, est obtenue en divisant la consommation alimentaire journalière Provinciale par le nombre total de ménages dans la province.

$$Nm = \frac{\text{Pp (Population Provinciale}}{\text{Tmpm (Taille moyenne provinciale d'un ménage)}}$$

Avec : Nm = Nombre de ménages.

Baisse du rendement des cultures : Les 10 cultures ci-dessus font partie des 18 Cultures principales, et celles-ci sont prioritaires dans le paquet alimentaire des populations. Analysant la superficie moyenne par planteur, elle évolue de 0,14 ha la plus petite à 0,61 ha la plus grande soit une moyenne de terres arables accessibles aux exploitants **de 0,30 ha/MA/an.**

Sur ce budget de terres les familles agricoles exploitent sans interruption cette superficie pendant les deux saisons agricoles A et B et chaque année, Sans Jachère, sans rotation de cultures cela peut durer 3 à 5 ans. C'est aussi sur la même superficie qu'ils affectent au moins 3 ares pour le bois de chauffe et paitre le petit bétail. La pression démographique a comme conséquence ci-après dans les ménages agricoles :

- Les chiffres des rendements en baisse attestent de l'épuisement des sols et des semences ;
- La menace des érosions de sols consécutive à leur épuisement est en perspective dans nombreux sites.
- Le manque d'accès aux facteurs et intrants agricoles à temps,
- Le changement climatique ;

[3] Etude régionale pour la planification agricole/Haut Zaïre. Page 376. Mars 1987.

- Rareté des semences de qualité : (Même dans les CAPSA) la valeur des semences a fortement dégénéré (IPAPEL 2009 page 101)
- Autrefois, le Nord-Kivu risque d'importer le maximum de sa nourriture.

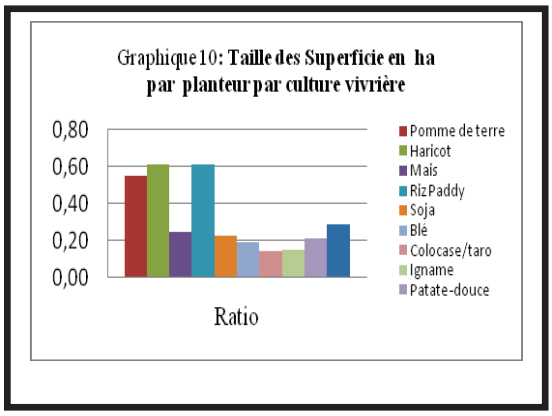
Aussi, si rien n'est pas fait dans quelques années, les intervenants Publics, Privés, Associatifs, ONG locales et Internationales et Intervenants Humanitaires rencontreront les problèmes suivants dans l'organisation de leur travail :

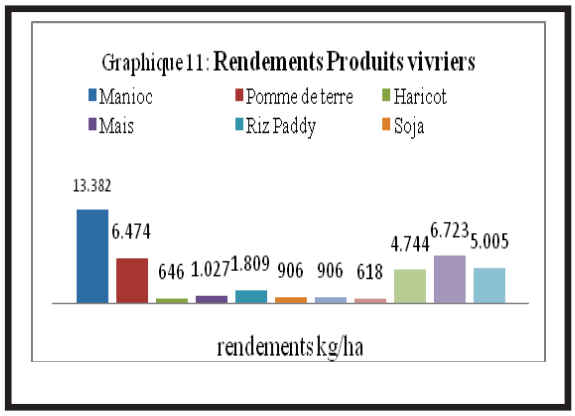
- Improvisation dans la production des semences base, R1 et R2 ;
- Epuisement des sols agricoles surexploités sans veille et mesures de prévention ;
- Des Milliers d'ha des exploitations modernes et des fermes abandonnées non exploités inaccessibles aux Ménages agricoles et sans programme de réhabilitation ou de mise en valeur;
- Cartes des sols dépassées et mauvaise affectation des sols hors norme…

- **Habitudes alimentaires au Nord - Kivu**[4] :

- Les habitants de la Province du Nord-Kivu ont les habitudes alimentaires presque communes avec les aliments de base : Manioc, Banane, Maïs, Riz, Patate douce et comme aliments d'accompagnement : Feuilles de manioc, haricot, légumes, poissons, viande, huile de palme**.**

2.1.3.1.1.1.1. Analyse des indicateurs de la production agricole vivrière





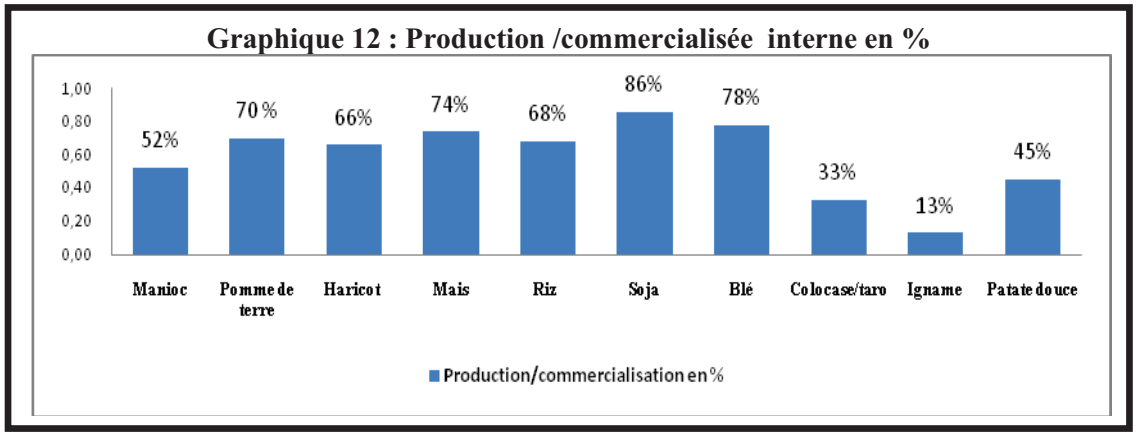
Source **: Rapport annuel IPAPEL / 2009 page 98.** Voir liste et détails par Territoire

Faible Production des champs :

Graphique 10: Ce graphique illustre mieux les chiffres du tableau 9 ci-dessus. L'exploitation familiale des champs pour la production vivrière est la principale source de revenus pour plus de 80 % des populations, pourtant, seule ou en association, le champ familial atteint rarement 1 Ha. L'analyse du graphique illustre que la taille moyenne des champs individuels ne dépasse pas 0,5 Ha pour la majorité des cultures vivrières prioritaires. Des exceptions : 0,61Ha pour le haricot, de 0,61 ha pour le Riz Paddy et de 0,55 ha pour la Pomme de terre, cultures qui rapportent plus de revenus aux paysans. Il s'agit des Cultures prioritaires alimentaires qui ont un apport calorique et protéique plus élevé.

Malheureusement ils vendent le maximum des récoltes et tombent eux – mêmes dans l'insécurité alimentaire en s'alimentant plus avec les féculents. Un des problèmes clés serait l'accès limité au crédit de campagne qui empêche aux paysans d'acquérir les intrants nécessaires et de résoudre bien de préoccupations du cycle de production agricole, sans devoir brader la récolte ou se priver de meilleures ressources. **Le Graphique 11** : illustre bien la faiblesse des rendements des spéculations par ha, ce qui révèle et pose tout le problème de la dégénérescence des semences, de l'appauvrissement des sols, de l'exigüité des exploitations, de l'absence d'application des engrais aux cultures en général au Nord–Kivu.

[4] Rapport Annuel AGRIPEL 2008/page 10.



Le Graphique 12 Illustre des taux de commercialisation élevés sur les cultures essentielles et reflète des comportements associés à la Pauvreté monétaire des exploitants agricoles, taux justifiant les phénomènes de malnutrition étroitement liés au faible seuil des excédents alimentaires commercialisés, qui les laissent en insécurité alimentaire. En effet, outre l'insécurité, le mauvais état des routes de desserte agricole constitue une grosse contrainte à l'économie rurale en général. Tout devient inaccessible et cher: La production locale n'est pas stimulée en milieux enclavés et le transport devient plus cher impactant sur le prix des produits vendus qui deviennent peu compétitifs. Les acheteurs seront rares et proposeront des prix bas. Les paysans seront pauvres et l'agriculture ingrate : Trop de travail pour moins de rendement et moins de revenus. La solution durable pour relever les prix par l'accès au marché c'est un système durable d'entretien des routes rurales, l'organisation des paysans, l'amélioration de la qualité des produits depuis la semence, des greniers ou silos communautaires reliés aux centres d'excellence dans le réseau du foyer économique.

2.1.3.1.1.2. Evolution de la Production des cultures Industrielles

2.1.3.1.1.2.1. Les cultures fruitières au Nord Kivu[5]

A. Zones et variétés

Le climat et nature des sols de la Province du Nord Kivu permettent de produire plusieurs variétés de fruits, notamment dans les territoires de Rutshuru (Avocat, Mangues), Lubero (Prunes du cap, Ananas, Fraises, Framboises, Avocats), Béni (Mangues, Ananas, Prunes du cap, Avocats), Masisi (Avocats, Ananas) Nyiragongo (Fraises, Prunes du cap). La Gamme produite actuellement reste limitée, il n'y a plus eu de nouvelles recherches hormis les tests réussis d'orangers nains et orangers greffés développés par l'INERA Mulungu et distribués dans nombreux villages et vendus aux habitants de la ville de Goma avec succès. En ce qui concerne les Fraises, Framboises et les Prunes du Cap, les variétés exploitées ne sont pas performantes ! Il y a lieu d'introduire des variétés améliorées et de développer la culture horticole intensive et professionnelle en Périmètres encadrés et même développer la culture sous Serres. Ces spéculations nécessitent un travail de Professionnels notamment la promotion de PMEA Privées de Professionnels spécialisés comme Investisseurs. Dans cette filière, il n'existe aucune entreprise professionnelle, ni aucune région fruitière où se pratiquent des cultures intensives organisées.

B. Approvisionnement des Villes du Nord –Kivu.

- La ville de Goma est ravitaillée en fruits à partir de la province du Sud-Kivu depuis les territoires de Kalehe (Oranges, Mandarines, Citrons, goyaves) et d'Idjwi (Ananas, Oranges, Citrons, Mandarines) et même depuis le territoire de d'Uvira (Mangues). Les fruits arrivent par le Port de Goma à bord des Barges, par les Beach informels à bord des pirogues et petites embarcations, par le Marché de Saké à 25 Km de Goma (Minova – Masisi – Pinga et Mwesso).
- Dans la ville de Goma, des arbres fruitiers (Avocatiers, Citronniers, Manguiers et Papayers) sont prédominants et sont plantés dans des parcelles résidentielles. Il n'existe aucune évaluation du peuplement et du volume de la production. Un recensement serait en cours par les soins des services AGRIPEL d'après le rapport 2009.
- Suite à l'insécurité persistante en milieu rural (et méfiance urbaine) depuis 1993, les agronomes n'ont pas su recenser le nombre de planteurs fruitiers, les superficies et la production.

[5] Mention intégrale de l'IPAPEL 2009.

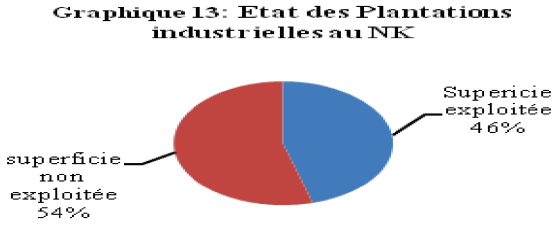
- Sur le plan des échanges transfrontaliers, des vendeuses porteuses arrivent du Rwanda voisin et contribuent au ravitaillement de la ville de Goma en fruits (Prunes du cap et goyaves).
- La demande en fruits des populations de Goma n'a pas été évaluée mais en toute évidence, l'offre est inférieure et de faible qualité. C'est ce qui justifie deux à trois tarifs selon la qualité des fruits de 1er choix ou des choix intermédiaires. Les enquêtes AGRIPEL confirment que les fruits coûtent très cher par rapport aux revenus de la majorité des populations locales.
- D'après les services AGRICPEL, Certaines associations (ONG) distribuent des plantules fruitières aux agriculteurs de Sake, Bweremana, Minova, etc. pour la sécurité alimentaire et en vue d'améliorer la production.

C. Situation des Exploitations Agricoles organisées : 35 478,89 Ha

Tableau N° 10: Plantations organisées.

Territoire	Superficie totale / ha	Superficie mise en valeur En ha	Superficie non Exploitée En ha
Masisi	7445,00	3181,00	4264 ,00
Rutshuru	14545,05	2456,00	12089,05
Nyiragongo	2057,00	2057,00	-
Walikale	1697,50	1144,50	553,00
Lubero	2932,00	1789,00	1143,00
Beni	6802,34	5578,00	1224,34
Total	**35 478,89**	**16 205,50**	**19 273,39**

Source : rapport annuel IPAPEL 2009



Encadré N° 3: Baisse des superficies des cultures industrielles exploitées.

En 1986, les exploitations agricoles industrielles couvraient **91.100 ha** avec le café robusta en tête suivi du quinquina et du thé. A cette époque, le secteur traditionnel y contribuait pour 67 % de la production contre 33 % provenant des plantations dites modernes en temps normal de sécurité. Hormis le facteur d'insécurité, le café est attaqué par la Trachéomycose et voit sa production continuer de baisser. La plupart des plantations de thé ont été dépouillées d'usines et dépérissent.

En 2009, la situation des exploitations agricoles organisées ne représente plus que 35.478,8 Ha pour toutes les cultures industrielles du Nord – Kivu, desquels 45,7 % (16 205,50 ha) sont exploités contre 54,3 % (19 273,39 ha) de terres abandonnés. D'après les chiffres du rapport annuel IPAPEL 2008. Pages 116. La baisse constante des superficies des cultures industrielles exploitées est de l'ordre de 61 %, elle exprime la conséquence d'une absence de politique et de volonté agissante de promotion du secteur

D. Taux d'exploitation des Plantations industrielles :

L'encadré N° 3 illustre bien le taux d'exploitation des Plantations. L'inventaire (qui est à actualiser) localise ces dernières à travers tous les six territoires. Ces terres font partie du patrimoine agricole sous-exploité et négligé pour le moment. Le paradoxe est saisissant au vu de l'exiguïté des terres agricoles exploitées par les ménages agricoles pour les spéculations vivrières. Moyennant la restauration de la sécurité et d'un climat des affaires attractif, il y a ici des Opportunités pour investissements à travers la dynamique STAREC. Temps pour le Gouvernement d'organiser et de promouvoir de nouveaux investissements privés. Il convient de noter qu'une combinaison de décision politico-administrative concertée, un Etat des lieux, une réorganisation des exploitants et des mesures pour attirer des investisseurs sont autant de mesures favorables pour relancer la croissance en amont et dans les grappes des filières. Les Cultures Industrielles et Semences répertoriés dans les transactions en douane ont été ramené au nombre de 20, sur proposition de l'OGEFREM « Agence de

Gestion du Fret Multimodal » 1.Café, 2.Quinquina, 3.Cacao, 4.Palmier à huile, 5.Thé, 6.Rauwolfia, 7.Aloès Vera, 8. Pigeum, 9.Papaïne, 10.Vanille, 11. Graines de Papaye, 12. Totaquina, 13. Graine de Moringa, 14. Noix de Palme, 15. Banane, 16. Ananas, 17. Maracuja. 18. Ketchou, 19. Gingembre, 20. Piment[6].

E. Faible Valeur Ajoutée sur les produits exportés.

Les cultures industrielles au Nord-Kivu (hormis le cas du latex de Papayers qui est raffiné en Papaïne), ne sont pas transformées après Récolte. Le traitement post-récolte se limite en général aux opérations de conditionnement suivantes :

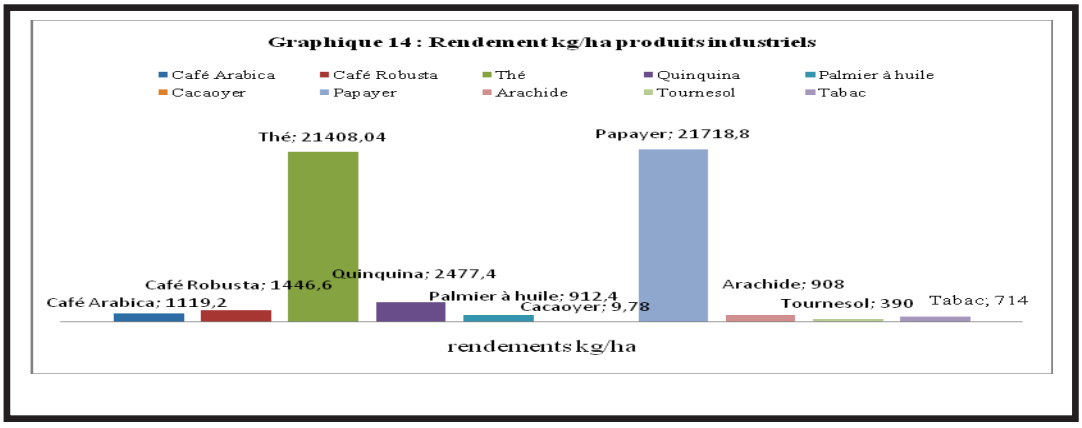
- Séchage et contrôle du taux d'humidité,
- Décorticage, triage et calibrage ;
- Echantillonnage et classification qualitative avant exportation ;
- Emballage et marquage des lots avant exportation ;
- Gerbage et enregistrement des lots destinés au chargement à l'exportation.

F. Faiblesse du système de Production des Semences.

La faiblesse des ressources a affecté négativement les services publics chargés de la production des semences à quelques exceptions près. Dans ce cas, il s'agit des CAPSA et des CEL. Ces structures ne reçoivent plus des subsides pour leur fonctionnement, la fonction est de plus en plus organisée par les coopératives et associations des agriculteurs eux-mêmes et récemment quelques opérateurs économiques s'y intéressent mais pas encore assez, et c'est à deux niveaux.

2.1.3.1.1.3. Cycle de la semence au Nord - Kivu: une Filière boiteuse.

Les coopératives et associations organisent les multiplicateurs de semences de la catégorie dite R1 (soit Semence de 1ère Reproduction), ils sèment sur des terrains communautaires affectés à cette fin, soit sur les blocs des CAPSA et CEL de l'Etat quand ceux-ci ne sont pas spoliés. La contractualisation avec les Paysans Agriculteurs Multiplicateurs est fréquente. Il est courant que cette opération se fasse sur des lambeaux des Plantations modernes en Métayage. Cependant, les constats faits par les services IPAPEL et consignés à répétition dans ses rapports annuels indiquent que les rendements des cultures baissent continuellement.



- Les Agriculteurs ou Paysans Multiplicateurs organisent aussi des multiplications après récolte des semences de la catégorie R2 (deuxième reproduction) qui sont certifiés là où les CAPSA fonctionnent et ils sont autorisés à les mettre sur le marché.
- Cette opération est aussi soutenue dans le cadre des interventions humanitaire mais sans beaucoup d'expertise ni de rigueur.

Encadré N° 5 : Carence des Semences Base Certifiées

> Les interventions intempestives dans la filière semencière n'assurent pas la disponibilité des semences dites (de base) utilisées pour produire la série R1 (semence certifiée de première production). Il n'est donc pas permis de parler de filiations généalogiques pour toutes les multiplications qui s'effectuent tout avant, car, elles ne sont pas issues d'une sélection normalisée et dans une structure équipée et accréditée pour ses compétences. L'inspection de contrôle des cultures semencières pour besoins de Certification est irrégulière, quasi-inexistante et sans rigueur.

[6] Rapport de l'Atelier Table Ronde sur la Fraude du Café et la relance des cultures Industrielles au Nord-Kivu. (Ministère Provincial de l'Agriculture et PME). Béni 2009. Page 6.

Le conditionnement et le traitement des semences en vue de leurs conserver les propriétés et vertus recherchés ne sont pas effectués. Souvent, les intervenants, opérateurs économiques privés, techniciens des coopératives et même les agents de simples associations paysannes, ci-inclus les intervenants humanitaires, ne sont pas suffisamment équipés pour accomplir correctement cette étape essentielle du processus de production de semences de qualité. D'une manière générale on note :

- Semences mal nettoyées ce qui affecte leur pureté spécifique.
- Lorsque le traitement chimique est appliqué, les semences ne sont pas protégées de manière uniforme, et souvent ce traitement n'a même pas lieu ici.
- Très souvent on trouve des impuretés et des graines de plantes adventices dans les sacs de semences, ce qui déprécie leur valeur marchande et n'assure pas de meilleurs résultats aux utilisateurs.

Le Schéma de production et de distribution de semences, la demande des semences et les mécanismes de détermination des besoins en semence sont complètement à renforcer et à normaliser pour redonner tout son potentiel à cette filière et tout son impact à l'agriculture. Dans le schéma normal, les paysans recourent aux semences traditionnelles ou de ferme qu'ils réutilisent pour 3 à 5 campagnes avant d'avoir la chance, lors de probables distributions, de trouver des semences certifiées de base.

Les structures ci-après méritent d'être évaluées, renforcées et soumises à une procédure rigoureuse d'accréditation traversée des cycles programmés d'inspection, tout en veillant à la couverture géographique de la province :

- Fermes semencières ; producteurs privés ; ONG-Coopératives et Associations paysannes ; paysans multiplicateurs ; opérateurs économiques ; confessions religieuses, distributeurs d'engrais et transporteurs etc. ; intervenants d'actions humanitaires internationaux et locaux.

2.1.3.1.1.4. Analyse des indicateurs des Productions Agricoles

2.1.3.1.1.4.1. Evolution de la Production des Plantations Industrielles du Café (Robusta/Arabica) entre 2000 et 2009

Tableau N° 11: Statistiques de la production du Café / 1999 - 2008

I. AU NIVEAU NATIONAL										
Année	**1999**	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**
Production. (Kg)	62 431 000	57 385 000	50 214 000	35 813 000	40 143 000	45 337 000	37 126 000	32 340 000	41 173 000	50 096 000
Exportation (Kg)	32 784 860	28 685 612	10 877 189	11 206 511	7 583 424	8 992 323	8 253 488	8 290 070	11 903 723	12 145 545
Qté fraudée (Kg)	29 646 140	28 699 380	39 336 811	24 606 489	32 559 576	36 344 677	28 872 512	24 049 930	29 269 277	37 950 455
Valeur FOB fraudée ($)	40 911 673	37 883 182	32 256 185	17 224 542	20 512 533	32 346 763	60 343 550	32 226 906	43 318 530	63 377 260
% Exportation/Production	52,51	49,99	21,66	31,29	18,89	19,83	22,23	25,63	28,91	24,24
% Fraude/Production	47,49	50,01	78,34	68,71	81,11	80,17	77,77	74,37	71,09	75,76
II. AU NIVEAU PROVINCIAL										
Production (Kg)	7 973 000	11 339 520	10 415 680	13 473 040	7 684 080	9 209 000	8 453 000	8 326 940	8 327 000	16 565 000
Exportation (Kg)	7 064 460	8 956 260	7 950 840	8 813 520	6 026 040	6 495 300	5 916 460	7 022 340	7 503 720	6 716 280
Quantité fraudée (Kg)	908 540	2 383 260	2 464 840	4 659 520	1 658 040	2 713 700	2 536 540	1 304 600	823 280	9 848 720
Valeur FOB fraudée ($)	1 735 311	3 288 899	3 253 589	3 820 806	1 160 628	1 709 631	2 257 521	2 726 739	1 103 195	16 447 362
Exp. Prov. /RDC	88,60	78,98	76,34	65,42	78,42	70,53	69,99	84,33	90,11	40,55
% Fraude/Production	11,40	21,02	23,66	34,58	21,58	29,47	30,01	15,67	9,89	59,45

Source : AIL asbl (Rapport d'activités de recensement des champs des caféiculteurs / RUTSHURU) - 10 mai 2010

Commentaire :

- Le volume de production du café au Nord-Kivu est passé de plus de 45.000 Tonnes avant les années 1990 à seulement environ 8000 Tonnes en 1999. Les chiffres ONC/IPAPEL indiquent 37 000 tonnes à seulement 7000 T au Grand Nord, et de 6000 à moins de 4500 T Petit Nord.
- Sans comprendre la dynamique des fraudes, il s'observe au cours de la période 2000 et 2002, une amélioration de la production passant de 11000 tonnes à + de 13.000 tonnes, et à la même époque, la fraude dont le volume évalué est passé de 2300 tonnes à 4600 tonnes entre 2000 et 2002, a fait des records après la saison électorale pour se pointer à 9.000 tonnes en 2008. Pour une production, la même année de 16.500 tonnes au Nord – Kivu. La différence entre la production globale et le volume exporté du café ne s'explique pas facilement étant donné que la consommation interne est résiduelle, si ce n'est que par le phénomène des fraudes. Par exemple, en 2008, la production fut de 16565 tonnes, l'exportation de 6716 tonnes contre une fraude de 9 800 tonnes.

2.1.3.1.1.4.2. Evolution des Plantations familiales de Café par variété

A. Evolution de la Production, Commercialisation et des rendements

Tableau N°12: Indicateurs du café Arabica et Robusta.

	Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
Café Arabica	Nbre de planteurs	43964	46745	49663	48013	48117	47300
	superficie en ha	22985	8655	17087	16563	18404	16739
	Production/tonnes	258383	183659	30711	20346	22301	103080
	Prd. commercialisée	6964	9159	30771	20346	22301	17908
	rendements kg/ha	302	1058	1797	1228	1211	1119
Café Robusta	Nbre de planteurs	41198	33161	55230	10532	34557	36936
	superficie en ha	3281	49512	3554	3648	4 101	14999
	Production/tonnes	253329	175351	4701	7537	13253	90854
	Prd. commercialisée	1910	1571	4701	7537	13253	5794
	rendements kg/ha	582	31	760	2066	3231	1447

Source : Nos calculs /synthèse des statistiques Rapport IPAPEL/Nord – Kivu 2009.

Commentaires :

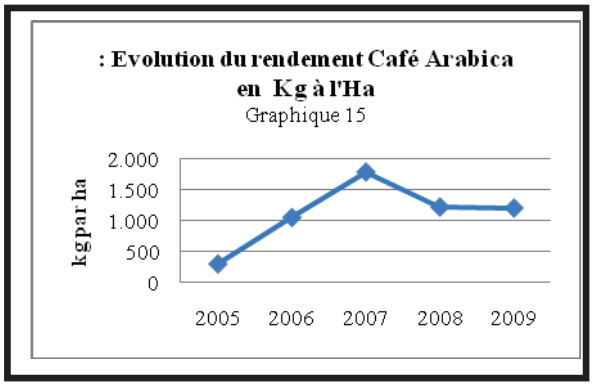
- Les indicateurs du tableau n° 12 révèlent une situation sectorielle caractérisée par une santé économique favorable au Café Arabica dont le volume commercialisé atteste des cours mondiaux favorables contre des chiffres à la traine pour le café Robusta.
- Ce dernier (Robusta) dont les cours mondiaux sont toujours trop bas ; en plus les cultures sont fortement attaquées par la Trachéomycose et une offre internationale trop importante juste pour tirer les cours vers le bas.
- La faible qualité des statistiques trahie par la variation d'une année à l'autre des superficies d'une culture pérenne.
- La différence entre le tonnage en production et le volume commercialisé trahi dans une mesure l'importance de la fraude sur ce produit commun aux pays de la sous-région, dans un phénomène de vases communiquant à travers les frontières.
- Le manque de crédit de campagne favorise la migration des volumes importants chez les voisins. La certitude que le marché récompense la qualité (Arabica) et sanctionne l'excédent de l'offre et la faible qualité (Robusta).

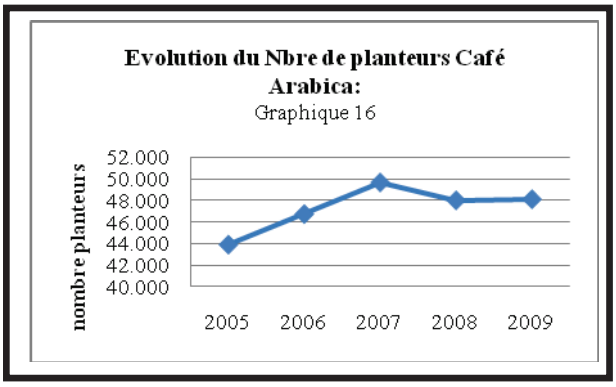
B. Evolution du rendement du café des plantations paysannes

On note que les graphiques 15 et 16 montre qu'entre 2005 et 2007, le rendement par hectare s'est nettement amélioré à la hausse tant pour le café Arabica que Robusta, ce qui établi une relation entre la réunification du Pays (2003/4), le retour des déplacés et la reprise de l'entretien des cultures par les retournés planteurs. Situation dont les résultats se sont fait sentir progressivement à partir de 2005 avec pic en 2007. Il s'agit d'un phénomène intéressant, prouvant que des efforts sont désormais fournis pour l'entretien des vergers. Et que la paix engendre le progrès. Les années noires de troubles, de manque d'entretien et de pics d'épiphyties 1996 à 2000 ont causé beaucoup de tors à la production. En effet, les planteurs qui avaient perdu confiance (cas du Grand Nord/Béni) ont remplacé le caféier à dominance Robusta par le Palmier à huile, à cause de la persistance des facteurs négatifs comme la chute mercuriale, maladies, en plus des pertes dues aux guerres, phénomènes justifiant la baisse de la production et des rendements surtout dans les vergers du café Robusta.

Les signes de la remontée des cours du café Robusta en volume, et surtout les meilleures affaires réalisées avec constance tel qu'observé chez les rares producteurs de café Arabica lavé de qualité K4-K3 du Bord du Lac RDC (mêmes échos des coopératives de caféiculteurs de bord du Lac du Rwanda/Gisenyi), à la suite des taux supérieurs offerts en prime à la qualité ont stimulé les planteurs à reprendre l'entretien de leurs plantations, comme le témoigne la reprise qui s'observe par le pic en 2007 et qui se stabilise et s'étale à travers 2008 et 2009.

De ce qui précède, les deux Graphiques 15 et 16 affichent une figure identique, expression liant l'affection au travail d'entretien par un nombre des planteurs plus accru et la remontée du rendement, toutes deux évoluant dans la même tendance « planteurs et rendement».





Un autre phénomène est constaté par rapport à la variation du nombre de Planteurs du café Robusta en recul par rapport aux Planteurs Arabica. La décote des cours mondiaux sur le Robusta dont la production mondiale est toujours excessive justifie un peu la désaffection des Planteurs. Ceux qui exploitent l'Arabica et font de la qualité par la voie humide, persistent et améliorent leurs revenus.

La période 2005-2007 coïncide avec la fin de la séparation de la RDC Est-Ouest, et l'espoir d'aller aux élections en 2006 : (i) les premiers projets de production des boutures saines contre le trachéomycose du café, (ii) l'arrêt de la substitution du caféier contre le palmier à huile et (iii) par l'augmentation de l'activité dans la filière avec impacts à ressentir au delà de 2007/08. En effet, à cause des péripéties de ce produit, les paysans découvrent l'approche filière et la démarche qualité face au café volume.

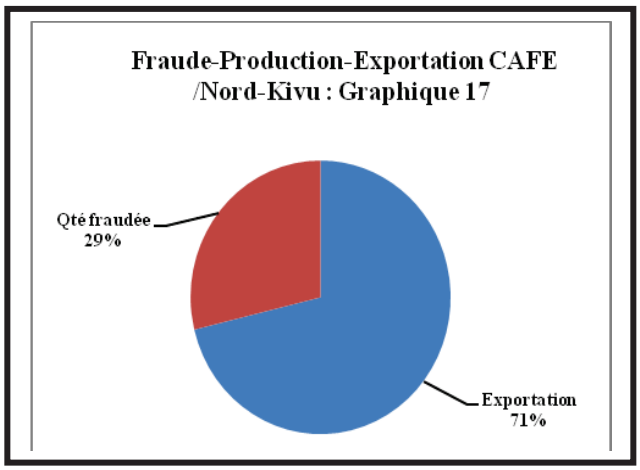
C. Amélioration de la qualité du café au bord du Lac.

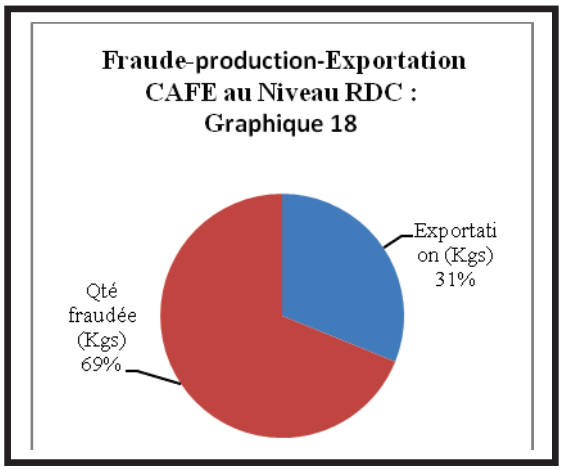
60 % des cultures industrielles proviennent des plantations familiales à travers le mouvement associatif et avec l'appui de l'ONC petit Nord secteur Goma, les Petits planteurs (10.000) du bord du Lac continuent à rajeunir leurs plantations et à s'investir pour améliorer la qualité du café Arabica qu'ils produisent. 60.000 plantules de nouveaux caféiers arabica produits des germoirs ONC ont été distribuées aux planteurs indépendants (2009). D'après l'ONC, les coopératives locales ont pu réaliser, trois années consécutives, des lots de café lavé classifiés haut de gamme K3 et K4 exportés à des taux très élevés par rapport à la mercuriale médiocre du café Volume Robusta.

Dans ce cadre, l'ONC secteur Goma encadre des actions pilotes d'appui à la production axée sur le marché, actions financées par des ONGD européennes notamment : Twin/UK, CTB, Oxfam ; ces dernières appuient la relance de la production du café arabica de haute qualité sur l'axe Sake– Kalehe– Rutshuru, à travers les associations coopératives locales de caféiculteurs partant de Nyamasasa/Masisi vers Rutshuru et Katale. L'Objectif du financement de cet appui était de réaliser entre 3000 à 4000 Hectares, porté à 5000 hectares de plantations de café arabica à haut rendement et résistant à la mosaïque. Intéressée et séduite, la Société Domaine de Katale collabore à ce programme en apportant des facilités aux coopératives de son rayon d'action Katale/Rutshuru.

Au départ de cette initiative, l'ONC avait réalisé un germoir de 100 hectares, il avait bénéficié de 600 Kg de semences de la part de la Caritas Développement et 20 Kg de l'Inera Mulungu, le financement des ONG fut alloué pour appuyer cette base de départ. Une première station de lavage de café financée dans ce cadre est opérationnelle à Tshiya 27 Km de Minova, d'une capacité installée de 300 tonnes/an. Deux autres stations de lavage sont envisagées et seraient en cours d'acheminement pour augmenter la capacité de traitement par voie humide en faveur du réseau des associations et coopératives de l'axe au bord du Lac, engagés dans ce programme de café qualité. Ces coopératives expérimentent déjà la production axée sur la qualité et les marchés de niche par Joint venture**.** Ils font la renommée du « Café Bord du Lac Kivu ». Par marché de niche il faut comprendre un marché de faible capacité en volume, exigeant des produits de haute qualité, auxquels ce marché offre des prix proportionnellement élevés. Une expérience à étendre et à diversifier à d'autres cultures industrielles telles que le cacao et la vanille à travers la province.

- **Evolution du Phénomène Fraude sur Café exporté**



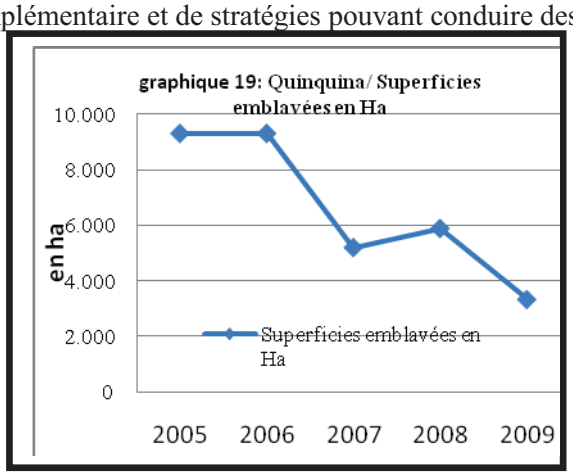


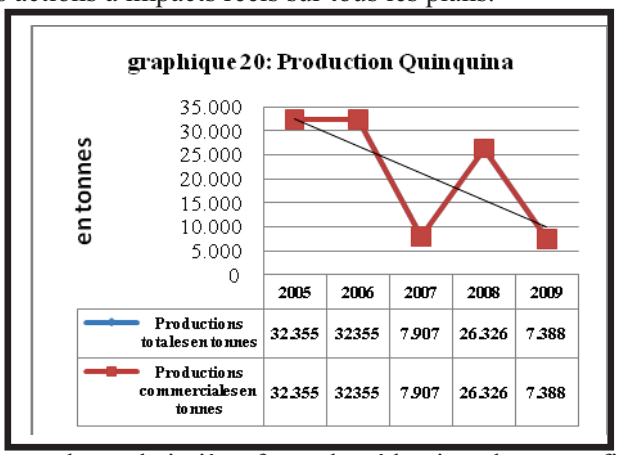
Les 17 et 18 illustrent l'ampleur des fraudes sur le café aux plans national et provincial, reflet du manque de politique sectoriel et d'une faiblesse de la gouvernance. L'acuité du phénomène des fraudes à l'exportation du Café laisse croire à une situation structurelle associée à des facteurs favorables de tolérance coupable. En effet, le rapport entre la production exportée (71%) du café toutes variétés confondues et le tonnage fraudé (29%) est très important pour être marginal.

Des interviews, nombreuses causes sont désignées:

- Manque de financements pour alimenter les crédits de campagne du côté RDC, alors que, au Rwanda voisin et en Ouganda, les autorités préfinancent la campagne 15 à 30 jours par avance ;
- axes élevés sur le café haut de Gamme en RDC, ce qui favorise le passage en fraude chez les voisins;
- Ouverture tardive de campagne en RDC et précoce chez les voisins
- Prix d'achat offerts / Kg de café marchand trop bas en RDC y compris pour le haut de gamme café de qualité supérieure par rapport aux tarifs pratiqués dans les pays voisins. Etc.
- Toute variété de café confondue, la fraude est excessive au niveau national trahissant la porosité des frontières, le manque d'efficacité de l'administration douanières et l'incohérence des choix politique dans ce domaine au niveau National avec : 69 % d'exportation en fraude, contre seulement 31 % enregistrés, c'est l'absence d'autorité et le sommet de la mauvaise gouvernance. C'est aussi le refus de se doter des moyens de souveraineté par une faible combativité au moment même où la richesse créée est disponible.

La fraude est en progression, sûrement mue par une organisation puissante. Par contre, la production semble garder une tendance à la hausse après un passage en palier. La RDC n'a plus financé les campagnes café tout en connaissant l'ampleur du manque à gagner. A cet effet, Un atelier table ronde sur la fraude du café et la relance des cultures industrielles au Nord- Kivu a été organisée à l'initiative du Ministère Provincial de l'Agriculture et PME, les 13 et 14 Juin 2009 à Béni. Les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'enjeu. L'analyse des faits et les recommandations devraient être reprises par des experts en vue de diagnostic complémentaire et de stratégies pouvant conduire des actions à impacts réels sur tous les plans.





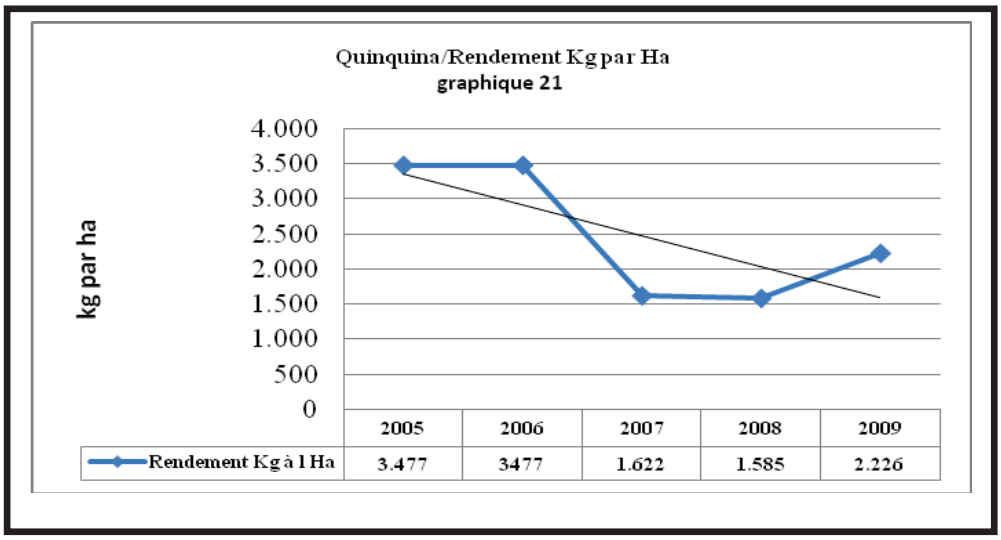
Les graphiques 19 et 20 illustrent parfaitement une tendance baissière forte, la réduction des superficies exploitées et baisse des rendements. La situation est sans équivoque liée au manque de soins et d'intrants.

2.1.3.1.1.4.3. Evolution de la Production du Quinquina.

Tableau N°13: Situation de la filière Quinquina.

	Indicateurs/Années	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
Quinquina	Nombre planteurs	7326	15526	8188	6652	5055	8550
	superficie en ha	9304	4802	5192	5880	3318	5699
	Production/tonnes	32761	39213	7907	26363	7388	22726
	Pd. commercialisée	32355	32355	7907	26326	7388	21266
	rendements kg/ha	3477	3477	8165	1585	2226	3786

Source : Nos calculs / synthèse des statistiques Rapport IPAPEL/Nord – Kivu 2009.



Il se dégage du graphique 21, la courbe de tendance témoigne d'une baisse constante du rendement et de la production des vergers du Quinquina. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs. D'abord, une longue période d'insécurité qui a empêché les planteurs à accéder à leurs plantations et donc à les entretenir. Ensuite, certaines maladies phitologiques ont attaqué les cultures. Parmi les moyens de lutte, la destruction des pieds de plantes de quinquina fortement atteintes et des mauvais produits tels que les écorces malades, a eu tout aussi bien un impact sur la baisse tant du rendement que de la production et le ralentissement des activités.

Ainsi, la qualité des produits commercialisés a bien entendu chuter. Par ailleurs, les planteurs ont encore une fois soufferts du manque d'accès au crédit agricole en vue d'acquérir et multiplier des plantes résistantes, soutenir des activités indirectement productives, comme l'entretien et la prévention de certaines maladies. Les données statistiques de base de ce travail sont tirées des rapports IPAPEL. L'inspection a averti de la qualité et des certaines insuffisances des données brutes provenant des entités territoriales qui dans l'ensemble évoluent dans des conditions difficiles.

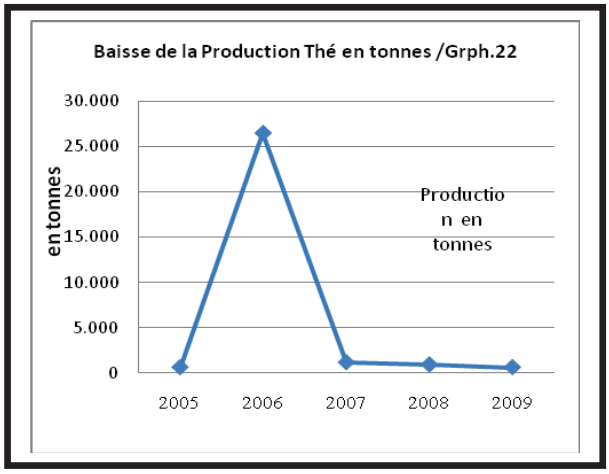
2.1.3.1.1.4.4. Evolution de la filière production du thé.

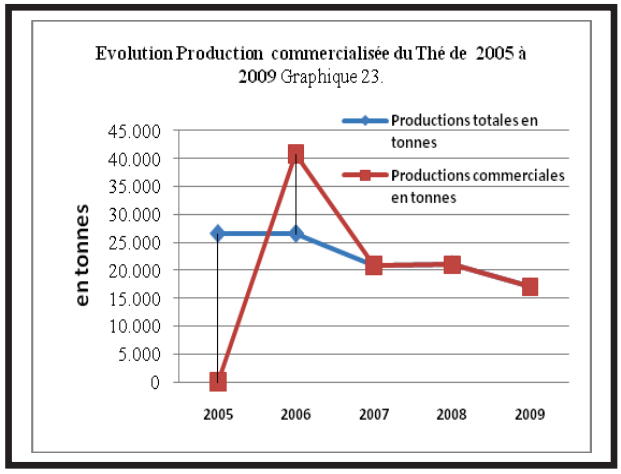
Tableau N°14 : les Indicateurs de la production thé.

	Indicateurs/Années	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
Thé	Nombre planteurs	31	31	30	14	2	21,6
	superficie en ha	1190	1190	1190	950	650	1034
	Production/tonnes	26500	26500	20900	209870	17011	60 156
	Prodct°.commercialisée/ton.	40769	40769	20900	209870	17011	19933,44
	rendements kg/ha	-	-	17563	22091	26617	21408,04

Source : Nos calculs / synthèse des statistiques Rapport IPAPEL/Nord – Kivu 2009.

2.1.3.1.1.4.4.1. Analyse des indicateurs de la filière Thé





De la lecture du graphique 22, il se dégage en 2003 (réunification du pays) une relève sensible de la filière thé qui s'est effondrée progressivement depuis 1990 (début des pillages et conflits interethniques) et 2003. En effet, pendant près d'une décennie, l'outil de production a été détruit suite aux effets des conflits dont l'insécurité qui a limité l'accès facile aux plantations. On observe une forte saison en 2006, cela résulte en partie d'un rebondissement inattendu des cours internationaux et l'exportation spontanée des stocks en souffrance, grâce aux marges conjoncturelles couvrant les charges autrement trop élevées. La perte de l'outil industrielle laisse présager l'abandon record des plantations industrielles de Thé. En effet, on constate chaque année une perte sensible des superficies de thé au profit des cultures vivrières saisonnières, entreprises de plus en plus par les paysans constituant du reste la main d'œuvre dans la filière thé. La chute de la production est régulièrement observée depuis 2007 et s'accentue en 2009.

Graphique.23 : Optimisme permis pour la production du Thé :

Après que des usines aient été pillées, les paysans planteurs de thé n'avaient plus de débouché. Ils ont ainsi abandonné progressivement cette culture. De ce fait, une part importante du verger a été perdue et la production comptabilisée provenait presque exclusivement des plantations dites industrielles. A notre connaissance aucune enquête n'a encore été diligentée pour faire le point de la situation. La culture du Thé est pratiquée tant au Nord qu'au Sud – Kivu, mais aussi au Rwanda, au Burundi, au Kenya ainsi qu'en Tanzanie. Chaque bassin de production correspond à différents marchés d'importation. La production du Nord-Kivu était fort demandée en Europe. Du reste l'UE avait financé l'Usine de Thé de Butuhe/Lubero à Butembo, une des deux dernières usines encore opérationnelles au Nord – Kivu.

2.1.3.1.1.4.5. Evolution de la nouvelle filière de production du cacao.

Tableau N°15: Structure de la filière cacaoyère.

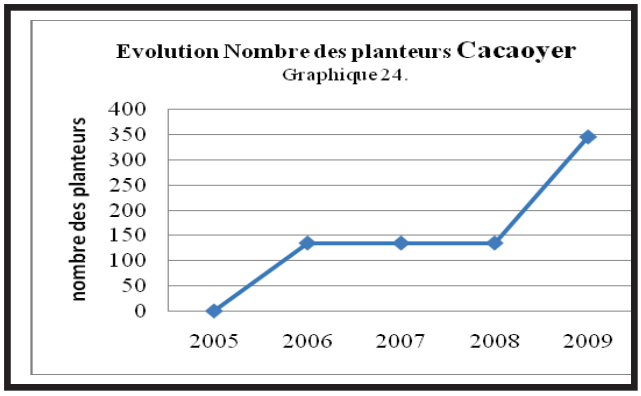
Cacaoyer	Indicateurs/années	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
	Nbre planteurs	0	135	135	135	346	150,2
	superficie en ha	0	36	20	36	90	36,4
	Production/tonnes	0	218,3	200,7	218,5	2966	720,7
	Production commercialisée	0	218,3	200,7	218,5	2966	720,7
	rendements kg/ha	0	6	10	6	32,9	9,78

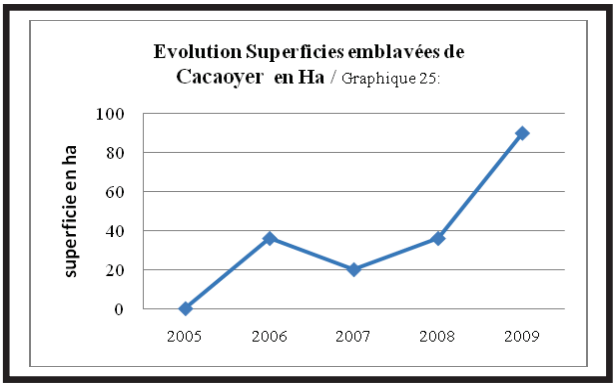
Source : Nos calculs / synthèse des statistiques Rapport IPAPEL/Nord – Kivu 2009.

La culture du cacao est une des jeunes filières, introduite au début des années 2002 au Nord-Kivu. Cette filière crée un engouement auprès de la majorité des planteurs désireux de diversifier leurs cultures. On constate une augmentation sensible du nombre de planteurs et celle des nouvelles superficies défrichées et emblavées. Les plantations sont de type familial de 2 à 10 hectares et sont développées du seul effort des paysans. Au début, ESCO (une Société agroindustrielle à capitaux Britanniques) avait soutenu l'introduction des premiers plants en réponse aux inquiétudes des planteurs. Ces derniers étaient préoccupés des problèmes de maladies du cafier, papayer et voir du quinquina. A présent, les paysans ont pris la filière cacaoyère à leur compte, expression du dynamisme local. Ainsi, les planteurs continuent à développer l'expérience de cette culture dans un cycle allant jusqu'au décorticage et séchage. La production est exportée sans aucune transformation à forte Valeur Ajoutée.

De récente adoption au Nord - Kivu, le cacao est actuellement exploité dans seuls territoires de Béni et à Lubero. Des tests par des particuliers auraient été effectués à Walikale, une zone à fort potentiel agricole. Il faut souligner que cette culture est exploitée depuis des décennies dans les provinces de l'équateur et orientale. Au Nord-Kivu les rendements moyens sont en progression suivant le rythme botanique de maturation. La filière Cacao a donc besoin de nouveaux investissements et dispose d'un grand potentiel au Nord – Kivu.

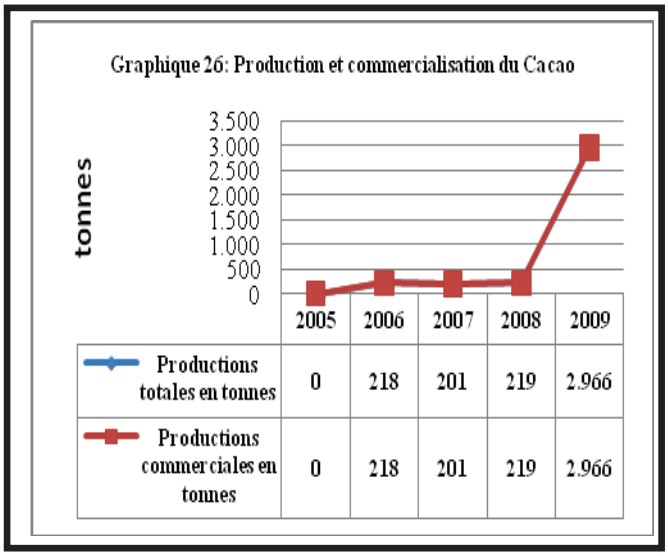
2.1.3.1.1.4.5.1. Analyse de l'évolution de la nouvelle filière Cacao

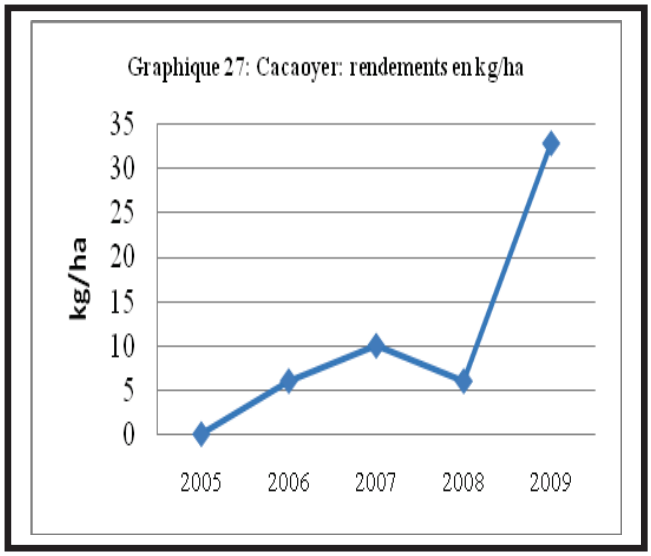




Des figures 24 et 25, il se dégage une augmentation remarquable des superficies emblavées, et ce par rapport à la première génération des plantes (2002). De même, aux anciens, se joignent des nouveaux planteurs. Les deux figures confirment la corrélation « planteurs-superficies », et la tendance à l'expansion de cette nouvelle culture nouvelle, en dépit des caprices connus sur le marché européen**.** Le sondage du marché consulté dans certaines revues spécialisées, indique que les débouchés du cacao se développent vers l'Asie et l'Australie, tout en conservant des puissants leviers du marché Européen de niche (Qualité), à cause des amateurs du goût de certains produits de terroir.

Cependant les 26 et 27 ci-dessous, nous renseigne une progression des ventes de la production des cacaoyers locaux avec une envolée à partir de 2008. Cette situation s'observe aussi du point de vue rendement (figure 27). Cette amélioration se justifie par les efforts d'entretien des planteurs ; faute d'un soutien institutionnel. En pratique, les nouveaux champs de cette culture s'opèrent sur des terres récemment défrichées et dont la fertilité est encore intacte. La courbe témoigne donc d'une évolution sur base des facteurs naturels positifs et quasi favorables.





La filière Cacaoyère est donc dans sa phase ascendante. Cet élan va certainement de poursuivre s'il ya un appui en intrants et en capitaux de la part de divers partenaires potentiels tant publics que privés. Le graphique 26 que de 2005 jusqu'à ces jours, toute la production est exportée. Sur le marché mondial de matières premières, la troisième place après le sucre et le café. Le marché Ouest Africain du cacao représente en lui seul 2/3 de la production mondiale. Cependant il connaît de plus en plus des problèmes notamment (i) la quasi-situation des espaces propices à la culture et (ii) le conditionnement de la production.

Cette situation limite de plus en plus ce marché à satisfaire le marché mondial dont la demande de cacao ne fait que s'accroître de façon notable.

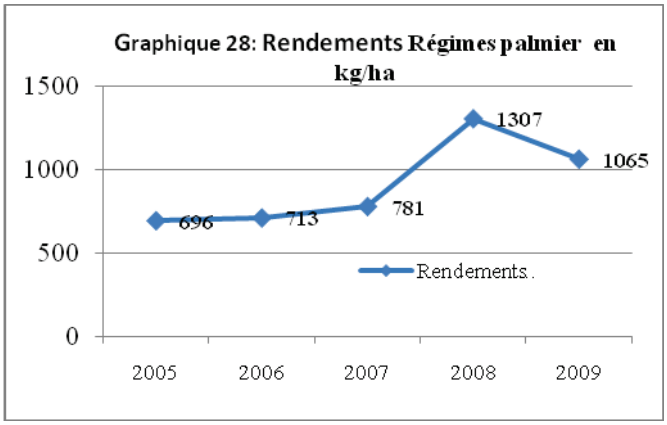
Pour les raisons ci-dessus, des opportunités s'offrent aux nouvelles zones Cacaoyères. C'est ainsi ici le cas de la province du Nord-Kivu qui peut signer avec des industries européennes ou autres pour la délocalisation au pays des industries à chaîne de transformation complexe.

2.1.3.1 .1.4.6. De la production du palmier à huile.

Tableau N° 16: Statistiques sur l'exploitation du palmier à huile.

	Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	**Moyenne**
Palmier à huile	Nombre de planteurs	120225	120225	100141	91059	91658	104661,6
	superficie en ha	76606	76606	83596	75885	75871	77 712,8
	Ha moyen / Planteur	0,64 ha	0,64 ha	0,83 ha	0,83 ha	0,83 ha	0,74 ha
	Production/tonnes	53320	53320	59628	89812	80822	67380,4
	Prd. commercialisée	31992	35777	37464	84743	51886	48372,4
	rendements kg/ha	696	696	713	1 183	1 065	870,6

Source : Nos calculs et synthèse des statistiques des Rapports IPAPEL/Nord – Kivu 2005-2009.



Il ressort du graphique 28 que le rendement moyen calculé est estimé à 870 Kg de régimes/ha/an, ce qui est trop faible. Les plantations observées sont de deux générations et de variétés différentes à savoir celles améliorées et non. Les jeunes de variété améliorée (40%) ont atteint leur pic de production et favorisent la coupe de rajeunissement. Cela a permis en 2008 l'élimination par abattage des vieilles palmeraies dont l'exploitation n'était plus économique (60 % du parc).

Normalement, le taux de rendement en Kg de régimes/ha/an devrait se redresser et évoluer pour dépasser les 2 tonnes/Ha/an en considérant uniquement la production des nouvelles générations de jeunes palmeraies de variété sélectionnée. Cette situation résulte des effets induits du Projet PK/Programme Kivu. Lancé au début des années 1990. Ce projet d'envergure financé par l'UE et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a renforcé cette filière en introduisant des Palmiers sélectionnés à haut potentiel de rendement.

Les prévisions sur la base des propriétés de cette variété permettent d'espérer 6 à 8 tonnes de régime/ha/an, en une première phase sur une échelle territoriale expérimentale, associative de l'introduction des unités villageoises de transformation construites autour des pressoirs d'extraction à Vis-Sans-Fin, est destinée à améliorer les taux d'extraction des malaxeurs artisanales faibles estimés habituellement entre 7 et 10 % contre des taux d'extraction de 17 à 19 % conférés aux Pressoirs Caltech à vis sans fin. Lors de l'exécution du projet PK/Programme Kivu, la technologie à vis sans fin du Caltech a prouvé son efficacité en phase pilote. Le projet Programme Kivu envisageait pour sa phase II, d'introduire 60 Kits des Pressoirs Caltech à Vis sans Fin pour élargir l'impact socio-économique à travers l'ensemble des associations des Planteurs du Palmier à Huile depuis Rutshuru jusqu'à Béni avant d'envisager Walikale et Mangurejipa.

Pour la Vulgarisation de cette technologie, une ligne de crédit était prévue pour permettre à la majorité des associations de planteurs organisés, de se procurer les Unités Villageoises complètes dotées des 1) stérilisateurs de fruits, 2) l'égrappes, 3) les (s) pressoirs et 4) d'un clarificateur d'huile, et par option, 5) un concasseur d'amendes palmistes motorisé. Une stratégie qui permettait d'équiper et de développer la filière en valorisant effectivement les gains de rendement de la variété sélectionnée du Palmier Ténéra vulgarisé. La suspension de la coopération Internationale a mis fin aux financements de l'UE et mis fin au Programme

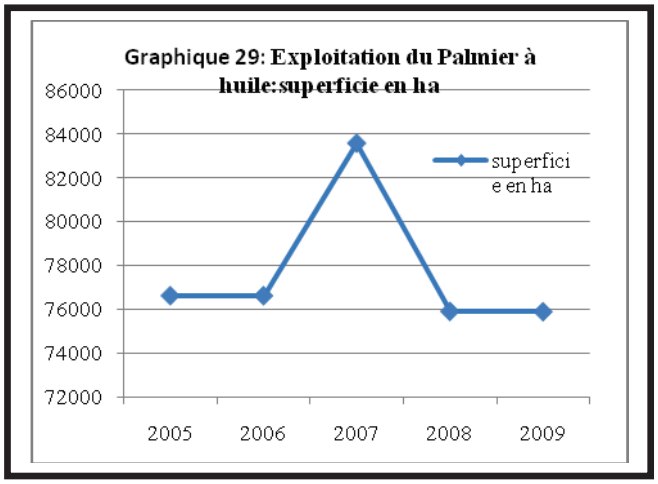
Kivu. La filière a un potentiel immense en exploitation paysanne aux portes des Pays de la CEPGL tous déficitaires et importateurs nets d'huiles végétales pour l'industrie et pour la consommation alimentaire. Ce projet ayant donné des résultats positifs durables, dont les effets induits sont perceptibles jusqu'à ces jours près de 20 ans après, mérite d'être relancé dans une nouvelle phase de vulgarisation/développement à grande échelle (pépinières pour les paysannats et investissements industriels privés).

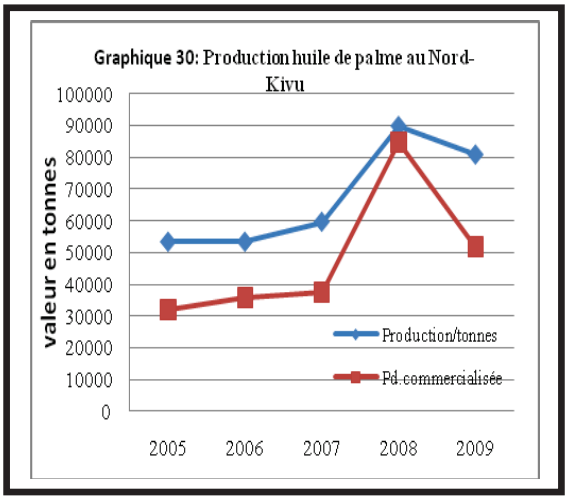
L'huile de palme est la principale source de matière grasse pour toutes les populations Congolaises du Nord-Kivu (95 %), et son usage est quotidien. Il est reconnu que l'approvisionnement alimentaire est concurrencé par d'autres usages. Bien plus, une importante partie de la production non officiellement évaluée n'est commercialisée vers d'autres pays limitrophes, notamment le Rwanda et l'Ouganda. La production brute de la province ne couvre pas cette demande, ce qui justifie par moment le ravitaillement à partir de Kindu (Maniema) et de Kisangani (Province Orientale). L'huile de palme et de Palmiste en utilisation non alimentaire est destinée à la savonnerie. En plus, le palmier est éligible au marché de fixation de Carbonne. Les statistiques indiquent une moyenne de 0,74 ha de palmeraie par planteur sur base de 77 713 ha de palmeraies pour le Nord-Kivu. Si cette superficie était renouvelée avec la variété à haut potentiel de rendement, la moyenne passerait de 870 Kg de régimes/ha/an à 7 tonnes et porterait la production de 67 380,40 tonnes l'an. Ce qui permet d'envisager un objectif de 3 à 5 ha par ménage agricole, avec impact sur la croissance de la filière agricole. Les réserves des terres appropriées sont disponibles et un marché à la portée des producteurs du Nord – Kivu Vers les Grands Lacs est envisageable.

1. Production locale

Au Nord-Kivu, l'extraction et la production de l'huile de palme se fait essentiellement par des méthodes artisanales. La production est exclusivement tirée des plantations villageoises de petite dimension dont le rendement, comme déjà souligné plus haut, est inférieur à 1tonne de régime par ha par an. La majorité de plantations villageoises étaient de variété locale à faible rendement. C'est donc grâce au PK que les petits planteurs et la filière huile de palme bénéficient de l'impact des améliorations et de la reprise constatée actuellement. Les territoires favorables à cette production sont : Walikale – Béni – Rutshuru.

Il se dégage du graphique 29 que le nombre de planteurs et la superficie couverte font penser qu'aux petites plantations villageoises de 0,74 ha en moyenne. La longévité économique d'un palmier pouvant s'étaler sur plus de 20 ans, n'explique pas la à elle seule la chute brusque de 2007. Il faudra envisager l'élimination des vieux palmiers à rendement négatif et difficile à exploiter à cause de leur grande taille. Hypothèse plausible dans le territoire de Béni où le modèle du PK continue d'être dupliqué par extension des palmiers sélectionnés, suite à la faible conjoncture du café. Quant au graphique 30, on constate que les statistiques donnent une production moyenne de 67.380,40 tonnes / an avec un rendement moyen de ***0,870 T/ha / an*** ce qui confirme que la production est tirée de palmeraies en majorité vieilles, le meilleur rendement moyen étant de plus de 6 - 8 ***tonnes/ha/an***. La production d'huile est totalement commercialisée et l'offre est déficitaire. *C'est une filière ouverte à de nouveaux investissements,* un marché Transfrontalier assuré du fait que les deux pays voisins ne sont pas producteurs (Rwanda – Ouganda), ont de petites superficies (Rwanda-Burundi) sinon en quantités résiduelles, par rapport à leurs besoins industriels et alimentaires.





2.1.3.1.1.4.7. Evolution de la production du papayer à latex

Produit exclusivement au Nord- Kivu, le Papayer à latex pousse à Mutwanga en Territoire de Béni. La production est assurée en plantations familiales, qui sont vendue sous forme de paillettes ou granulé, forme obtenue par traitement en fours artisanaux du latex. L'Usine de ENRA est une des 4 au monde, spécialisée dans le raffinage de la PAPAINE. Ici le procédé a été élaboré par la firme Belge SCRIA qui a octroyé) cette entreprise un brevet de mérite, il y a près de 20 ans. C'est sous cette forme qu'ENRA achète de latex dans les villages directement au sortir des fours des paysans. Pendant la campagne, ENRA injecte sur le marché entre 15 et 20.000 $ par semaine pour l'achat des cristaux de latex en paillette ou granulé. La production vendue est en moyenne de 10 tonnes par semaine. Comme l'expriment les statistiques, la production des saignées baisse à cause d'une part de l'appauvrissement du sol et d'autre part de l'attaque du papayer par la mosaïque sous forme virale en dépit du progrès des moyens de lutte. Un professeur Virologue de l'Université du Graben de Butembo fait partie de l'équipe des Biologistes constituée par un Professeur Britannique engagés dans cette lutte.

2.1.3.1.1.4.7.1. Statistiques des Plantations paysannes du Papayer à Latex.

Tableau N°17 : Indicateurs de la filière ''Papayer à latex''.

Papayer	Indicateurs/Années	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
	Nbre planteurs	4121	3860	5917	6014	9521	5886,6
	superficie en ha	896	894	251	267	258	513,2
	Production/tonnes	88	93	9286	8369	10335	5634,2
	Prd. commercialisée	87	87	9286	8369	10335	5632,8
	rendements kg/ha	98	98	37	31	40	60

Source : Nos calculs et synthèse des statistiques Rapport IPAPEL/Nord – Kivu 2008.

Commentaire, Il se dégage de ce tableau, les constats ci-après :

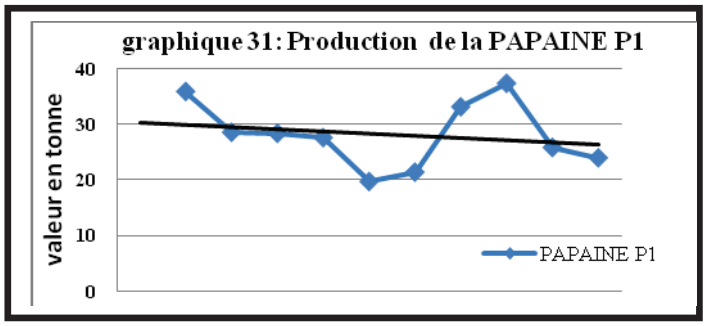
- les indicateurs de cette filière renseignent une occupation moyenne de plus de 5000 planteurs exploitant en moyenne un verger de 500 Ha.
- Sans doute avec la sortie de la crise sécuritaire (2005) et malgré les épiphyties, la production du Latex s'est accrue passant de 88 tonnes/2005 à plus de 10.000 tonnes en 2009, soit une moyenne annuelle de plus de 5600 tonnes.
- Etant en situation de quasi monopole, toute la production de latex Paillettes et granulés a été vendue à ENRA. Il arrive que des quantités estimées entre 10 à 20 % de la production soient vendues en Ouganda comme l'attestent des informations reçues des interviews et dans les rapports officiels.
- Le rendement moyen sur cinq ans entre 2005 et 2009 est estimé à 60 Kg/Ha

2.1.3.1.1.4.7.2. Production de la Papaïne raffinée par la firme ENRA de BENI

Tableau N° 17bis : Indicateur de la Filière Papaïne Raffinée

Années de référence	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Production/tonnes PAPAINE P1	35,797	28,525	28,35	27,575	19,75	21,425	33,075	37,25	25,825	23,975

Source : Service commercial ENRA



Commentaire Graphique 31: L'analyse Graphique indique une tendance de diminution de la production, une situation bien plus brutale dans certains villages par rapport à d'autres. En effet, les Collecteurs du

Latex ont constaté la baisse des quantités lors de la saignée des papayers. Cette situation est due à plusieurs facteurs, notamment :

- L'appauvrissement du sol dû à la surexploitation prolongée (près de 3 décennies);
- L'apparition des maladies phitologiques (virose ou mosaïque de Papayer) ;
- Manque de financement pour soutenir la lutte contre le virus et l'extension des champs vers de nouvelles terres;

NB. Cette filière est au centre de la vie socio-économique du territoire de Béni. Il s'agit d'un modèle de coopération entre populations de paysannats organisés et l'industrie, ce qui fait la grande réputation des populations de cette partie de la province dans ce domaine. La filière Palmier à huile ne permet pas une bonne croissance pro-pauvre à cause des plantations paysannes et des techniques d'extraction rudimentaires.

2.1.3.1.1.4.8. Evolution de la Production de l'Arachide.

Tableau N°18: Indicateurs de la filière arachide 2005/2009.

	Indicateurs/Années	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
Arachide	Nombre de planteurs	146070	137878	113761	112923	103846	122895,6
	superficie en ha	14547	18297	113761	25629	35211	41489
	Production/tonnes	12691	12828	10131	12772	45856	18855,6
	Pd. Commercialisée	8884	8980	7092	8744	30636	12867,2
	rendements kg/ha	872	701	764	901	1302	908

Source : nos calculs & synthèses : extraits du Rapport IPAPEL 2008/2009

Commentaire : A partir de ce tableau, on constate que la moyenne de 0,33 ha/planteur/an peut évoluer avec les revenus, l'arachide a un potentiel de croissance. Ici des améliorations variétales sont encore possibles et nouvelles, un marché local important : usage alimentaire, en friandise et en provenderie. La transformation de l'huile d'arachide constituera un débouché pour la filière grâce à la valorisation des tourteaux. Un travail de choix des variétés et de bassin de production arachidière sera bénéfique au développement de la filière et de l'économie.

2.1.3.1 .1.4.9. Evolution de la production du tournesol.

Tableau N°19 : Indicateurs de la filière Tournesol 2005/2009.

	Indicateurs/Années	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
Tournesol	Nbre planteurs	296	304	286	304	309	299,8
	superficie en ha	115	116	102	104	105	108,4
	Production/tonnes	46	464	41	41,6	37	125,92
	Prdct°.commercialisée	42	364	10	21,6	25	92,52
	rendements kg/ha	400	400	400	400	350	390

Source : nos calculs & synthèses : extraits du Rapport IPAPEL Nord-Kivu 2008/2009

L'analyse de données reprises dans le tableau 19 indique une augmentation appréciable des indicateurs de la filière tournesol que ce soit en rapport avec le nombre des planteurs ou de la superficie cultivée. En effet, depuis près d'une décennie, la culture du tournesol (300 planteurs) a pris l'envol dans cette province où ***le Tournesol était une plante décorative***. L'effet des huiles de tournesol venant de l'Ouganda et la multiplication des petites unités d'extraction semi-artisanales, constitue des indices d'une perspective vers l'industrialisation possible de cette filière. Les propriétés de son huile sont appréciées et font partie du choix de consommation d'une partie des populations de la Province. En outre, le tourteau du Tournesol est connu et apprécié dans l'amélioration du taux de lactation des bovins et adoré des chèvres. En cas d'amélioration des conditions d'accès aux capitaux et à l'énergie, nous estimons que la filière pourrait se développer.

2.1.3.1 .1.4.10. Evolution de la production et transformation de Tabacs au Nord-Kivu.

Tableau N°20: Indicateurs de la filière tabac au Nord-Kivu

Tabac	Indicateurs/Années	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
	Nbre planteurs	1481	1461	1467	1454	953	**1363,2**
	superficie en ha	53	53	38	51	61	**51,2**
	Production/tonnes	103	103	81	46	94	**85,4**
	Pd. Commercialisée	103	103	61	36	79	**76,4**
	rendements kg/ha	600	600	350	480	1540	**714**

Source : Synthèse, extraits du Rapport IPAPEL Nord-Kivu 2008/2009

De l'analyse du tableau 20, on constate que de par le nombre des planteurs (une moyenne de 1300) et un rendement en progression passant de 350 à 1540 Kg/ha donne la mesure des possibilités d'expansion en cas d'investissements encadrés ! Le tabac produit au Nord – Kivu assure la production de l'usine ''CTC'' qui a réalisé[7] : 631,8 tonnes de tiges de cigarettes en 2006,- *1 243,5 tonnes de tiges de cigarettes en 2007, et 1.282,8 tonnes de cigarettes roulées en 2008*. L'exportation de 1,015 tonne des tabacs bruts en 2008 vers le Rwanda n'élude pas un tonnage élevé exporté officieusement y compris vers l'Ouganda.

NB. Les chiffres de l'OCC sont basés sur la production industrielle, la sortie en et hors douane nuance les chiffres ci-dessus suite aux activités de fraude généralement connues dans le secteur.

2.1.3.1.1.5. Situation des services techniques du secteur agricole

- L'attention doit porter sur 2 Directions techniques et 1 Entreprise d'Etat :
  1. **IPAPEL** : Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage
  2. **IDERU** : Inspection Provinciale du Développement Rural
  3. **ONC** : Office National du Café (*et des Cultures Industrielles*)

Ces structures techniques ont été créées et installées dans chaque province par rapport à ses principales particularités économiques. La province du Nord Kivu étant surtout à vocation agro pastorale et touristique fut dotée d'un certain nombre d'infrastructures et des services sensés fournir des prestations normatives et techniques. Il fut une époque où les services concernés ont bien fonctionné et fourni des prestations dont les résultats sur terrain témoignaient de l'efficacité et de la pertinence. Un certain nombre de programmes et projets structurants aujourd'hui éteints avaient été négociés, financés et mis en œuvre en soutien aux missions spécifiques des services organisés. Ce travail de structuration avait été initié après le milieu des années 1970 et avait donné des résultats encourageants au milieu des années 1980 et après. Des réserves naturelles ont même été consacrées au patrimoine mondial et le Nord – Kivu était le Grenier.

Malheureusement, depuis le début des années 90, les conflits qu'a connu la province a eu des conséquences négatives :

- la cessation du soutien de la RDC par la coopération internationale en bloc (1992),
- le tarissement des ATF : Appuis Techniques et Financiers
- la privation aux secteurs économiques et aux interfaces, des moyens de leurs politiques,
- l'asphyxie et le disfonctionnement qui ont miné les bases des secteurs porteurs de croissance, stoppé les courbes de croissance, et briser tout élan d'espoir jusqu'à ce jour.

Aussi paradoxal que ceci puisse paraître, encore aujourd'hui, l'Etat Congolais n'arrive pas à financer comme il se doit les budgets de fonctionnement des services normatifs et techniques encore moins au maintien des infrastructures techniques de base. Tous les rapports annuels des Divisions provinciales rapportent des activités résiduelles et expriment avec insistance des inquiétudes sur l'effondrement du système, en direction du Gouvernement National restent sans suite et alors que le Gouvernement Provincial a des moyens très limités. Nombreux services ont fait des performances quand ils fonctionnaient soutenus par des projets de coopération technique et financière. L'arrêt desdits projets s'est traduit par l'extinction irréversible de ces services.

La faiblesse de la coordination des services techniques et leur absence au niveau des territoires, collectivités et groupements, mets en évidence la débrouille des ONG locales et des associations communautaires. Ces

[7] Rapports annuels OCC 2006, 2007 et 2008.

dernières ne sont pas souvent bien outillés et pas assez fortes pour tenir cette position spécialisée et exigeante. Les mouvements coopératifs et associatifs quoique en progression, constituent la branche de salut du développement communautaire au Nord – Kivu, grâce à ses branches de COOPEC et autres sectorielles spécialisées dans l'appui à la production et approvisionnements. Face aux énormes besoins du secteur économique, la prépondérance des interventions humanitaires par rapport aux indispensables appuis structurels et vécus autrefois, crée des frustrations et des attentes inassouvies. Par ailleurs, il arrive que des actions du PAH de nature durable ne soient pas conduites selon la norme (routes, ouvrages d'art, production de semences, production des statistiques, drainages et autres aménagement d'ouvrages etc.).

2.1.3.1.1.5.1. IPAPEL : Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage

- **ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

La Division provinciale de l'Agriculture est constituée de 6 bureaux

A. Bureaux ou services normatifs :

- Bureau de services généraux ;
- Bureau de production et de protection de végétaux ;
- Bureau de production et santé animale ;
- Bureau de la pêche ;
- Bureau d'étude, planification et contrôle des projets ;
- Bureau marché et prix et crédits de campagne.

Les Structures 2,3, 4 et 6 deviennent des cellules au niveau urbain, communal et territorial et sont désignés sous-cellules pour les chefferies et groupements. Sur les 756 agents que compte l'inspection provinciale, le rapport annuel 2009 signale 170 agents en instance de prendre la retraite depuis des années, en attendant les moyens conséquents pour cette fin. La qualité du travail s'en ressent !

- **Services spécialisés dotés chacun d'un bureau de coordination : SQAV, LABOVET, SENASEM, SNSA, SNV, SENAFIC, PNR, PLVG…**

- Le service de Quarantaine animale et végétale (SENAFIC) le (SQAV) ;
- Le Labo vétérinaire de Goma : ***Réhabilité partiellement***
  - *Terrain toujours occupé par l'armée, présence risquée, pas de budget, logistique nulle.*
- Le Service National des Semences (SENASEM) : *Infrastructures délabrés, vastes terrains sous –utilisés / cas de spoliation et occupation anarchique.*
  - *Sans budget de fonctionnement, dépeuplé et ignoré des intervenants*
- Service National de Statistiques Agricoles (SNSA) :
  - *Sous-équipé sans budget pour sa grande mission*
- Le Service National de Vulgarisation (SNV) :
  - *Sans bureaux et oublié de la coordination nationale*
- Le Service National des Fertilisants et Intrants connexes (SENAFIC) ;
- Programme National Riz PNR / n'existe plus.
- Les CAPSA : LUHOTU, KISUMA, KAHUNGA et NYAMALERE

B. Bureaux décentralisés

Il existe un bureau urbain de l'agriculture au niveau de chaque ville et un bureau territorial de l'agriculture dans chaque territoire et commune.

- Le fonctionnement de tous ces bureaux n'est pas du tout performant dans l'accomplissement de leurs missions faute de budget. Les services manquent les moyens de l'itinérance et autant pour leurs collaborateurs.
- La production des statistiques est butée à de nombreux problèmes. Elle est restreinte par la l'inaccessibilité de nombreux centres de production et l'indisponibilité des agents souvent non motivés. Beaucoup d'inexactitudes et erreurs de transcription des chiffres.
-

2.1.3.1.1.5.2. IDERU : Inspection Provinciale du Développement Rural

I. Structure Politico Administrative

1) La Division est supervisée par le Ministère provincial de l'Agriculture et le Développement Rural;
2) Ses missions sont exécutées sous la Direction de la Division Provinciale

II. Missions :

1) Elaborer et suivre les projets de développement dans les milieux ruraux et urbains
2) Organiser et encadrer les paysans dans les coopératives et associations ;
3) Organiser et encadrer les populations pour l'accroissement de la production ;
4) Elaborer et conduire les politiques et stratégies de développement rural
5) Aménager et organiser l'équipement de l'espace rural ;
6) Promouvoir la pêche et les activités piscicoles
7) Coordonner et intégrer les programmes de développement en milieu rural ;
8) Aménager, construire, réhabiliter et entretenir les infrastructures socio-économiques de base en milieu rural etc.

III. Services Normatifs

1) Inspection provinciale
2) Inspection et encadrement /Dans les Territoires, collectivités, et groupements.
   - **Equipement et personnel:** [8]
     - 2 tables et 8 chaises en bois
     - Sans bureau administratif, hébergés à l'abattoir de Kahembe / Aéroport de Goma.
     - Effectif Organiques : 997 unités
     - Effectifs en Place : 264 unités
     - Besoins en personnel : 733 unités

   - **Etat des Ressources humaines et de la gestion.**
     - Aucun budget alloué à la Division Provinciale du Développement Rural ni de la part du Gouvernement Central et non plus du Gouvernement Provincial9
     - Moyens financiers limités, itinérance difficile pour superviser les collaborateurs de terrain ;
     - La majorité des agents sous - statut en poste dans les ETD sont sous qualifiés[10],
     - Taux d'absentéisme du personnel très élevé suite au manque de motivation
     - Faible effectif (organique) 348 sur 836 prévus11 :
     - Absence déclarée par Mr. L'inspecteur, des données entre 2000 à 2007
     - Manque de coopération du prédécesseur au poste avec lequel il ne fut pas possible de procéder à la remise et reprise en 2007.

NB. L'Inspection Provinciale du Développement Rural ressemble à un service fantôme. L'absence de budget de fonctionnement et le non payement du personnel feraient penser à une radiation. Pourtant, le service est reconnu dans l'Arrêté Provincial N°01/012/CAB/GP-NK/2009 du 07 mars 2009, page 7 b) définissant les attributions du Ministère Provincial ayant l'Agriculture et le Développement Rural et PME dans ses attributions.

2.1.3.1.1.5.3. ONC : Office National du Café (et des Cultures Industrielles)

L'office National du Café relève directement d'une Direction Générale basée à Kinshasa.

Il a pour mission d'encadrer la culture, la production et le contrôle de la qualité des produits issus des cultures industrielles, de la semence aux champs, de l'usine à l'exportation.

Structure provinciale : Au Nord-Kivu il y a deux structures ONC, Petit Nord pour le secteur de Goma et ONC Grand Nord pour celui de Béni. Cette posture ne favorise pas l'unité stratégique dans la gestion des

[8] Rapport annuel IDERU 2009-page 4.
[9] Rapport IDERU, 2009 – page 9. /Difficultés
[10] Rapport IDERU, 2009 – page 3/Observations
[11] Rapport IDERU. 2009 - Page 3. /Observation

filières agro-industrielles. De même, l'aspect des données statistiques est désarticulé car les deux structures de l'ONC reportent à leur Direction Générale de Kinshasa.

a) Aspect normatif :

- Agrément des acheteurs des produits et délivrance des cartes
- Contrôle de qualité et émission des certificats de qualité des produits d'exportation
- Contrôle des infrastructures agro-industrielles notamment les usines et équipements de traitement des produits agro – industriels,
- Entreposage et confection des lots contrôlés des produits destinés à l'exportation
- Contrôle de la conformité du marquage et du contenu des emballages des produits destinés à l'exportation.
- Travaux de laboratoire destinés aux tests organoleptiques des produits destinés à l'exportation pour conformité de la qualité.
- Agrément des usines, des entrepôts, des séchoirs et autres installations industrielles d'Etat et des privés destinés aux opérations des produits agro-industrielles ;
- Expertise des installations et dépendances des exploitations etc.

b) Aspect agronomique :

- Contrôle qualité des semences et production des semences certifiées
- Certification des semences introduites avant large diffusion
- Contrôle des germoirs et des plantules en plantations privées
- Exploitation des champs pilotes pour applications techniques et normatives
- Distribution des matériaux agronomiques aux planteurs
- Visite et contrôle des plantations et de la santé des végétaux
- Stratégies de lutte anti - vectoriels
- Recherches et partenariats avec grands laboratoires pour la protection des cultures
- Encadrement et renforcement des capacités des exploitants à travers les filières
- Stratégies pour l'introduction et la promotion des nouvelles spéculations
- Suivi de toutes les initiatives techniques et technologiques dans les filières des cultures industrielles ;

c) Aspect infrastructure : L'ONC a subi la destruction totale de ses installations lors de l'éruption volcanique de 2002. L'office a ainsi perdu ses usines de traitement et de séchage du café par voie sèche, tous ses outils de Laboratoire, sa logistique de pesée des poids lourds sur bascules, ses archives, et a vu sa capacité de stockage des produits anéantie. Vu l'importance du secteur agro-industriel dans l'économie du Nord – Kivu, la place de l'Office dans son rôle normatif mérite que ses capacités techniques soient reconstituées et modernisées. Office National du Café, de par son rôle et ses missions, sa dotation devrait être à la hauteur de sa nature en tant que l'Office National des Cultures Industrielles'' pour mieux s'en occuper, et changer de nomination en ''ONCI''.

N.B. Le changement d'appellation a-t-il vraiment un impact notable sur les fonctions de cette structure ? C'est à cette question qu'il convient de réfléchir pour rendre cette structure plus efficace.

2.1.3.1.1.6. Situation des Infrastructures Techniques du Secteur Agricole.

2.1.3.1.1.6.1. Stations CAPSA[12] et CEL[13] au Nord - Kivu

Tableau N° 21: Fiche technique sur les CAPSA et les CEL du Nord Kivu

1. CAPSA	Localisation	Territoire	Superficie	Altitude	Activités	Effectifs du personnel
LUHOTU	LUHOTU	LUBERO	30 Ha	2100 m	*Production des semences vivrières et maraîchères*	50
KAHUNGA	KAHUNGA	RUTSHURU	28 Ha	1050 m	*Cultures vivrières*	Un gérant 50 exploitants
KISUMA	KISUMA	MASISI	300 Ha	1820 m	*Cultures vivrières, Elevage*	NR Non renseigné
2. CEL						
MUSIENENE	MUSIENENE	LUBERO	8 Ha	1800 m	*Cultures vivrières*	NR ‘’
KIPESE	KIPESE	LUBERO	11 Ha	2350 m	*Cultures vivrières et maraîchères*	NR ‘’
BIAMBWE	KAHEKU	LUBERO	7,5 Ha	980 m	*Cultures vivrières* *Palmiers à huile*	NR ‘’
CHAMBUCHA	HOMBO	WALIKALE	NR	800 m	*Cultures vivrières* *Palmiers à huile*	NR ‘’
KISUMA	MASISI	MASISI	-	-	*En abandon*	NR
NDIHIRA	BIKARA	LUBERO	-	-	*Station INERA cédée A la MINOKI*	NR
KIBUTUTU	RUTSHURU	RUTSHURU	-	-	*CEDERU/CEBK Production semences*	NR

Source : Rapport annuel IPAPEL 2008/09
NR/ND : Non défini et non renseigné

Commentaire[14] :

Les activités des CAPSA et des CEL tel que Luotu Kahunga, Musienene, Kipese, Chambucha et Biambwe ont repris timidement et nécessitent un renforcement technique et financier (laboratoire-intrants-NTIC, HR développement des capacités).

- **CAPSA Luhotu :**
  - Son activité principale est la production des semences base sélectionnées
  - Il compte parmi les rares CPSA encore viables en RDC
  - Le manque d’appui institutionnel ce qui réduit sa capacité technique de production et d’encadrement
  - Ses activités se font dans 4 stations 1. luhotu, 2.Kipese, 3.Biambwe et 4.Musienene).

- Le Gouvernement provincial semble désormais accorder de l’intérêt au CAPSA Luhotu.
- Le CAPSA Luhotu génère des recettes par la vente des semences et services et couvre une partie de ses dépenses à l’exception des investissements.
  - Au cours de l’année 2008, le CAPSA a utilisé un personnel de 52 agents dont :
    4 ingénieurs agronomes A0, 5 Agronomes A1, 7 Agronomes A2 et 2 Agronomes A3,

Le reste de son personnel est composé des agents administratifs de toutes formations générales non-agronomiques. La station météorologique de la station de LUHOTU fonctionne. Pour l’année 2008, la température moyenne mensuelle relevée était de 17,34 degrés Celsius alors que les précipitations moyennes annuelles relevées furent de 117,58 mm d’eau. Durant l’année 2008, la pluviosité relevée a été de 121 jours.

[12] **CAPSA** : Centre d’adaptation et de production des semences améliorées et de certification
[13] **CEL :** Centre d’essais locaux
[14] Tiré du rapport annuel IPAPEL 2009.

Tableau N° 22: Production de semences de base. 2009

N°	SPECULATION	PRODUCION EN Kg		
		Saison A	Saison B	TOTAL
01	Pomme de Terre	25 660	11 995	37 655
02	Haricots nains	1 459	2 380	3 839
03	Haricots volubiles	1 583	2 610	4 193
04	Maïs	1 216	-	1 216
05	Blé	-	7 354	7 354

Source : IPAPEL/2009.

Commentaire : De la lecture du tableau 22, on remarque un écart négatif de la production des semences de base du CAPSA/Luhote de la saison A par rapport à la saison B. les réalisations de 2009 font état d'une dégénérescence absolue et nécessitent un renouvellement si l'on veut qu'elles répondent aux demandes toujours croissantes de population de son aire d'intervention.

- **Introduction et production des semences de base**

Pour ce qui est de l'introduction de nouvelles semences, le centre a expérimenté sur Trente-six (36) variétés de haricots volubiles et vingt et un (21) haricots nains, en vue de dégager les performances des résultats. C'est en collaboration avec le programme national de légumineuses (PNL) de l'INERA /MULUNGU.
S'agissant de la production des semences CAPSA LUHOTU a produit les semences de base selon le tableau ci-dessus :

2.1.3.1.1.6.2. Infrastructures d'observation éco-climatique.

- les infrastructures agronomiques situées en milieu rural ont subi les conséquences de la présence des rebelles et combattants qui en ont détruit la majeure partie : C'est le cas des Usines, des aires de séchage, des silos et entrepôts etc.
- Situation constatée dans différents rapports annuels (IPAPEL et PROVINCE), deux longues listes de Plantations et fermes abandonnées ou partiellement exploités sont publiées, mais la situation sur terrain n'est pas exactement celle-là. Il est urgent qu'une mission d'évaluation interservices soit diligentée en vue de clarifier la situation et le statut réels de chaque entité.
- Nécessité de faire un état des lieux physique et du statut légal des unités agro-industrielles avant toute démarche de relance.

1) Stations Climatologiques

- Station du CAPSA Luhotu : Opérationnelle
- ITAV/Butembo : Statut inconnu
- INERA/Béni : Statut inconnu
- INERA/Lubero : Statut inconnu
- Parc/Rwindi Territoire de Rutshuru : Statut inconnu
- Parc/Mutsora Territoire de Béni. : Statut inconnu
- RVA Katindo : Statut inconnu
- RVA AERO : Opérationnelle

NB. : Les données recueillies de ces stations sont utilisables pour tous les systèmes de navigation et dans une certaine mesure aux applications agricoles. Malheureusement, la maintenance et le calibrage ne suivent pas et bon nombre de ces stations ne sont plus opérationnelles. Les besoins de recours à la météo sont plus forts qu'avant à cause des perturbations climatiques connues ces dernières années.

2) Stations Météorologiques

Le Rapport IPAPEL a signalé uniquement le Kit Météo de la Station du CAPSA LUOTU assisté par ses services. La fiche ci-dessous est à exploiter avec réserve car les données datent de l'an 2000, tirées du rapport de la Division provinciale du Plan Nord Kivu. Il existe probablement des informations plus récentes au niveau de la Division de l'Environnement, auxquelles nous n'avons pas eu accès.

Tableau N° 23: Reproduction des coordonnées indicatives de 2000 (faute de données récentes)

N°	ENTITE	INDICATIF	LONGITUDE	LATITUDE	ALTITUDE	NI PRESSION
01.	Goma	184	2.944 E	0141 S	1.515 m	850 mb
02.	Butembo	972	2.916 E	9998 N	1.715 m	850 mb
03.	Rutshuru	157	2.927 E	0111 S	1.275 m	850 mb
04.	Walikale	170	-	-	-	850 mb fermée)

2.1.3.1.1.7. Commentaire et Interprétation des résultats du Secteur

La situation du secteur agricole du Nord-Kivu subit les effets comparables à la douche Ecossaise, ayant connu avant la crise un soutien équilibré, technique et financier à travers divers programmes structurants, principalement dans les secteurs de production Agricole et de l'Elevage. Tout s'est effondré soudain, les disfonctionnements s'accentuent à cause de quasi absence des services publics, la perte des acquis structurels. Nombreuses épidémies et maladies qui attaquent les cultures et les animaux, la baisse généralisée des rendements des cultures et en conséquence la baisse de la production. Le rôle du secteur privé à travers les filières s'est beaucoup restreint à cause des difficultés et des insuffisances qu'il rencontre dans son environnement, et au mauvais climat des affaires.

Réserve : Qualité des données statistiques : L'IPAPEL a relevé nombreuses difficultés dans la récolte et traitement des données statistiques, lesquelles ont fait l'objet d'une attention particulière lors du traitement pour les besoins de ce travail.

2.1.3.1.2. ETAT DES LIEUX DE LA FILIERE ELEVAGE.

Tableau N°23.bis: Structure des fermes par territoire.

	Territoire	Nombre de Fermes[15] Elevage	Surf. Total[16] **Ha**	Situation Entretien Fermes
1	Territoire de Masisi	121	16 522,30	64 en Cultures vivrières 57 Elevage Gb / Pb
2	Territoire de Lubero	31	4409,00	100 %Elevage
3	Ville de Béni	8	4590,15	100% Elevage
4	Territoire de Béni	31	3074,98	100% Elevage
5	Territoire de Rutshuru	53	5003,57	38 Cultures vivrières 15 Elevage mixte Gb/Pb
6	Territoire de Nyiragongo	4	126,54	124 Ha Elevage
	TOTAL	248	33.600	

Source : Synthèse tableau /Rapport annuel 2009. IPAPEL ND = Non Disponible

Commentaire : Avec un taux d'exploitation de 90% des fermes recensées, l'entreprenariat des PME d'éleveurs indique son implication et son intérêt à cette activité. Cependant, le potentiel est largement sous-exploité à cause des pertes de gains pour diverses raisons.

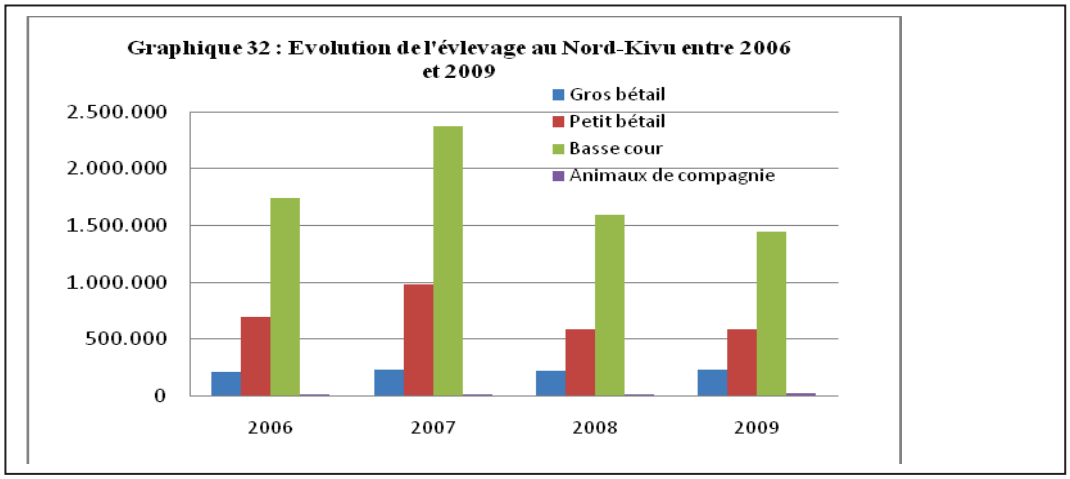
2.1.3.1.2.0. Evolution comparative par type de bétail

Tableau N° 24: Evolution par type de bétail

Espèces	2006	2007	2008	2009
Gros bétail	208 935	228 025	223 810	233 099
Petit bétail	698 710	982 996	589 234	588 487
Basse cour	1 741 303	2 379 170	1 598 011	1 441 022
Animaux de compagnie	11 851	13 395	16 552	23 019

Source : IPAPEL/2009

[15] La liste complète du répertoire des fermes est au Volume II, annexes du Profil économique section 14.
[16] Voir liste du relevé détaillé section n° 14 du Profil éco. NK. Volume II Annexes.



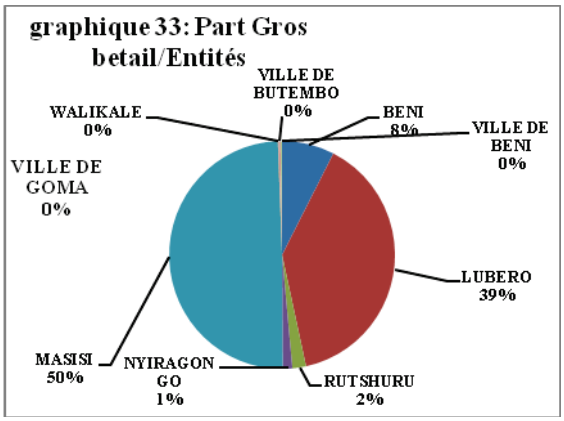
Commentaire du Graphique 32: le graphique ne renseigne que l'élevage, par rapport au potentiel : Ressources naturelles, Pâturages naturelles, Parcours communautaires, climat, disponibilité des ingrédients de complément hors provendes. Ceci justifie la nécessité aux fins de rendre disponible des géniteurs de qualité. Le CAPSA Luhotu a mis en place une unité de Production de lapin (UPL) avec l'appui de VSF/Belgique. Au cours de cette année 2009, cette unité a produit 340 lapereaux sevrés malgré les mortalités sévères qu'il ne cesse d'enregistrer pendant les saisons pluvieuses. C'est une source de protéines animales appréciée et facile à entretenir au niveau familial.

Pour faciliter le processus de crédit rotatif dans ce domaine, CAPSA Luhotu a remis 252 géniteurs à VSF/Belgique pour cette fin. En plus, le centre a reçu de cette même organisation (VSF/Belgique), deux (2) géniteurs de race améliorée, (race californienne) en provenance de Bruxelles en faveur des qualités génétiques de son cheptel lapin.

2.1.3.1.2.1. Evolution de l'élevage Gros bétail

Tableau N°25: Statistiques Gros bétail

ENTITE	Taureaux	Vaches	Taurillons	Génisses	Bœufs	Bouvillons	Veaux mâles	Veaux femelles	TOTAL
BENI	13	8 232	544	2 343	261	702	2 018	2 614	**16 727**
LUBERO	362	37 013	16 056	5 480	1 803	2 318	5 671	18 906	**87 609**
RUTSHURU	5	2 358	176	517	0	76	703	486	**4 321**
NYIRAGONGO	5	1 647	96	206	0	49	256	813	**3 072**
MASISI	416	59 520	12 612	16 275	3 417	3 693	6 318	8 485	**110 736**
WALIKALE	3	64	8	26	0	10	23	35	**169**
VILLE DE GOMA	2	41	3	6	0	0	12	8	**72**
VILLE DE BUTEMBO	5	341	18	28	0	79	36	90	**597**
VILLE DE BENI	7	246	23	41	26	52	45	67	**507**
TOTAL	**818**	**109 462**	**29 546**	**24 922**	**5 507**	**6 979**	**15 082**	**31 504**	**223 810**



Commentaire Graphique 33:

Pour un cheptel de 223810, le Masisi assure la production de 50%, suivi de Lubero avec 39% ; les autres entités ont des quantités du cheptel négligeable.

Les conditions éco-climatique et les pâturages améliorés de Masisi et Lubero sont favorables au développement du gros bétail sélectionné de race améliorée dans un premier temps, c'est vers ces deux entités qu'il faut concentrer les efforts pour l'accroissement de la production du cheptel, dans la visée de la production de la viande et du lait.

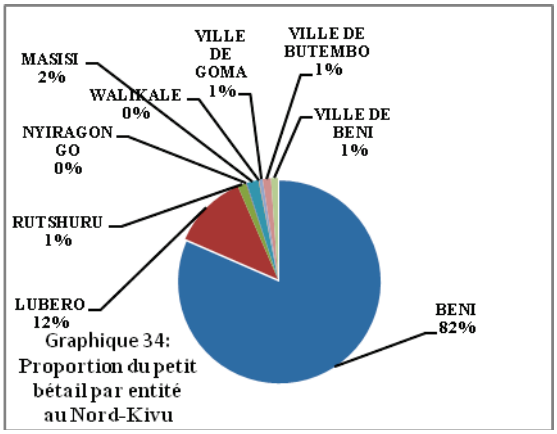
2.1.3.1.2.2. Evolution de l'élevage Petit Bétail

Tableau N° 26: Statistiques Petit bétail ''2008''

ENTITE	CAPRINS	OVINS	PORCINS	Tot	% par Territoire
Territoire de BENI	1 399 200	36 606	69 743	1 505 549	81,44 %
Territoire de LUBERO	46 509	61 604	112 906	221 019	12,00 %
Territoire de RUTSHURU	16 463	4 761	3 976	25 200	1,36 %
Ter. de NYIRAGONGO	1 430	820	100	2 350	0,12 %
Territoire de MASISI	27 450	4 230	3 230	34 910	1,88 %
Territoire de WALIKALE	1 640	242	51	1 933	0,10 %
Ville de GOMA	9 813	92	499	10 404	0,56 %
Ville de BUTEMBO	20 210	1 567	2 604	24 381	1,31 %
Ville de BENI	18 927	1 994	1 847	22 768	1,23 %
TOTAL	1 541 642	111 916	194 956	1 848 514	100 %

Com

Pour aprins repré



Graphique 34: Proportion du petit bétail par entité au Nord-Kivu

La faible production globale du petit bétail prouve à suffisance l'opportunité de développer ce secteur.

Commentaire du Graphique 34: Le territoire de Béni concentre 82 % de la production du petit bétail du NK, suivi de loin par le territoire de Lubero avec 12 %. Cette figure illustre l'ampleur des efforts qui restent à fournir pour améliorer la production de proximité à travers la province.

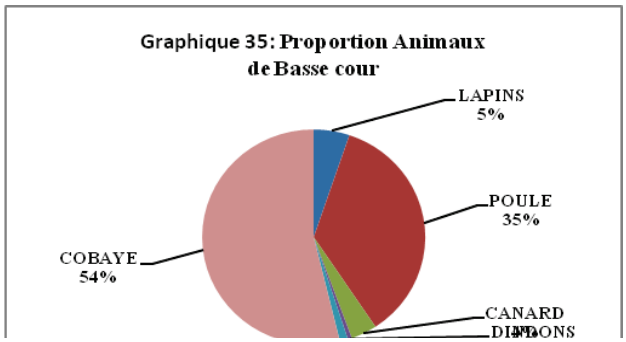
2.1.3.1.2.3. Evolution de l'élevage de basse cour

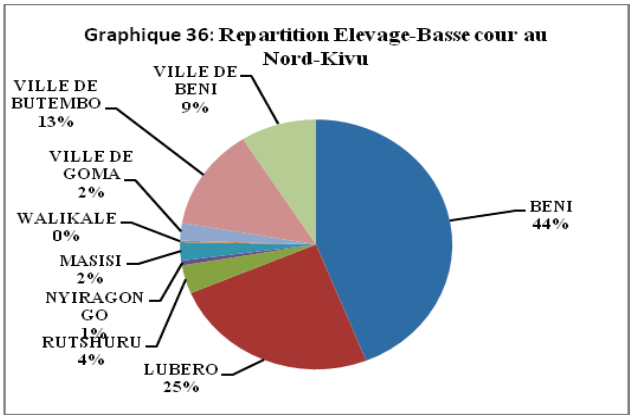
Tableau N° 27: Statistiques Basse Cour

Entité	LAPINS	POULE	CANARD	DINDONS	PIGEON	OIES	PINTADE	COBAYE	Total
BENI	24 746	203 642	24 664	4 620	4 723	0	73	482 835	745 303
LUBERO	199 073	87 909	11 603	977	2 097	57	22	115 201	416 939
RUTSHURU	3 650	20 196	5 327	794	10 310	0	0	22 120	62 397
NYIRAGONGO	179	6 908	174	92	108	0	0	2 834	10 295
MASISI	3 440	8 923	1 300	630	159	61	37	25 420	39 970
WALIKALE	31	2 820	352	28	0	0	0	134	3 365
VILLE DE GOMA	16 314	8 991	4 376	990	1 417	18	9	6 301	38 416
VILLE DE BUTEMBO	4 920	107 094	5 617	562	4 613	74	7	101 064	223 951
VILLE DE BENI	5 762	79 413	3 991	317	3 617	57	0	59 607	152 764
TOTAL	78 660	537 896	57 414	9 010	17 775	267	148	815 516	1 516 686

Source : Synthèse du rapport IPAPEL 2008/2009

Commentaire du *Graphique 35 :* De part ce graphique, on constate que le cobaye avec 54 % représente le plus grand effectif au niveau de la basse cour. Grâce à son cycle de reproduction rapide et de ses faibles exigences en espace et nutrition. Le cobaye a fait l'objet *d'une diffusion appuyée par des ONG* il y a quelques années avec comme objectif de combattre *la malnutrition dans les territoires les plus peuplés* de la province (Béni 2e densité et Lubero).





Les Poules sont également bien élevées dans ce milieu avec 35 %, très appréciées ici (élevage répandu à Béni et Butembo) Milieu où la fabrication des aliments et la technique avicole ont bénéficié d'une expérience durable de plus de 25 ans par la ***Firme ESCO/UK*** qui avait développé l'aviculture intensive (poulets de chaire et œufs) depuis les années 1980.

Cette expérience avait été étendue à Goma/Keshero par ESCO/UK et a stimulé la ***Succès Story*** **AMAVIC (**Association de Médecins et Agronomes Aviculteurs) qui depuis, assure avec succès les conseils aux Associations de Femmes Avicultrices de la ville de Goma, avec succès. AMAVIC a su inventer nombreuses recettes de provendes à partir des ressources et céréales disponibles localement et diffuser à travers réseaux des associations féminines. Les autres sujets de la basse cour ne sont pas du tout considérés comme un potentiel à développer intensivement en Entreprise !

Commentaire Graphique 36 *:* De la lecture du graphique 36, il se dégage le constat ci-après, la concentration du Petit Bétail et de la basse cour au Grand Nord accentue le déséquilibre de l'offre dans les territoires du Sud de la province, ces derniers vont continuer à dépendre des importations à partir des pays voisins si des mesures ne sont pas prises. Cette assertion se confirme à travers les chiffres suivants : 44 % des effectifs de la Basse cour assurés par le Territoire de Béni, suivi de Lubero 25 %, la ville de Butembo 13 % et 9% la ville de Béni.

La production de la basse cour constitue une source de protéines animales de proximité et une AGR (Activité Génératrice de Revenus) des plus accessibles au gros de la population rurale pour couvrir ses besoins alimentaires et économiques. Les territoires déficitaires notamment Walikale, Nyiragongo, Masisi et Rutshuru, devraient bénéficier d'un programme d'appui en faveur du développement de l'élevage du petit bétail et animaux de basse cour, pour la double finalité d'assurer 1) la sécurité alimentaire et 2) comme activités génératrices de revenus en faveur de nombreuses familles à faibles revenus vivant avec moins de 1$ par jour.

2.1.3.1.2.4. Situation des Productions dérivées de l'élevage

A. Relevé des abattages comparés des Territoires du Nord – Kivu en 2009.

Tableau N° 28 : Indicateurs comparés des abattages par entité du Nord – Kivu /2009

Entité	ESPECES			
	Bovine	**Ovine**	**Caprine**	**Porcine**
Béni	2557	921	585	3251
Lubero	1228	2266	1370	6218
Rutshuru	1117	625	1821	1478
Nyiragongo	303	298	840	40
Goma	14360	765	12663	4427
Masisi	803	2096	3585	1405
Walikale	560	47	870	890
Ville-Bbo	9890	13593	3812	8074
Ville-Béni	4961	286	961	309
Total	***36779***	***20899***	***26507***	***26092***

Source : Synthèse des Rapports SQAV in rapport annuel AGRIPEL 2009

Commentaire : Les statistiques ci-dessus ne reprennent que les abattages réalisés dans les structures officielles. Toutefois, nombreux cas d'abattages clandestins sont perpétués à travers divers territoires à des services ad hoc ne sont pas bien fonctionnels. Les statistiques réelles restent méconnues. Il en est de même des abattages réalisés dans les camps de déplacés. Signalons en passant que la plus part des animaux abattus en province du Nord-Kivu en général et à Goma en particulier proviennent des pays voisins, spécialement du Rwanda et de l'Ouganda. D'autres difficultés méritent d'être évoquées ici. Il s'agit entre autre de : (i) faire la distinction des bêtes en provenance de l'Ouganda, de Rutshuru et de Bunagana car ces dernières arrivent sans document d'origine et sont de même race. Il en est de même pour celles qui proviennent du Rwanda qui

sont souvent confondues à celles de Nyiragongo et (ii) faire la démarcation nette entre les bêtes destinées à l'abattage et celles réservées à l'élevage surtout pour celles en provenance du Rwanda et de l'Ouganda.

B. Production de viande au Nord-Kivu en 2009

Tableau N°29 : Indicateurs comparés de la production de viande par entité /2009

Espèces / Entités	Viande Bovine en Kg	Viande Caprine en Kg	Viande Ovine en Kg	Viande Porcine en Kg
Terr. Béni	843600	75285	26415	193781
Lubero	574260	105567	73892	223758
Rutshuru	456254	131775	26032	107818
Nyiragongo	330048	75411	33626	4371
Masisi	1252024	281715	73368	136555
Walikale	131400	22827	2828	27590
Ville de Goma	2168360	1997927	19520	257827
Ville de Butembo	1483500	80052	231081	250294
Ville de Béni	709423	62433	23562	71889
Total	**7 948 869**	**2812992**	**510324**	**1273883**

Source : Rapports annuels 2009 des entités (Inspections Territoriales) et abattoirs

Commentaires : il ressort de ce tableau que la production de viande selon les espèces abattues est de 7 948, 869 tonnes pour les bovins, 2 812,992 tonnes pour les caprins, 510,324 tonnes pour les moutons et 1273,9 tonnes pour la viande porcine. Nous n'avons pas fait allusion ici aux grandes quantités de la viande de poules ; bien aussi consommée en grande échelle au Nord-Kivu.

C. Relevé des Productions dérivées des produits laitiers en 2009

Tableau N° 30 : Indicateurs comparés de la filière laitière par entité / 2009.

Entités	Lait Frais en litre	Fromages en kg	Beure en kg	Yogourt en kg
Terr. De Béni	192 600	4372	1093	23800
Terr. De Lubero	345 886	19384	1628	17680
Terr. De Rutshuru	2339	119	-	-
Terr. De Nyiragongo	1612.5	-	-	-
Terr. De Masisi	696 860	32350	2287	32400
Terr. De Walikale	75	-	-	-
Ville de Goma	112	-	-	-
Ville de Butembo	130	-	-	-
Ville de Béni	123 363	1417	169	19790
Total	**1 744 977.5**	**57642**	**5177**	**93760**

Source *: Rapports des Inspections Agricoles, 2009. (-) = absence de données*

Commentaires **: Rendements moyens des Productions Laitières**[17]

A titre indicatif : quelques rendements en rapports,
-1 Kg de fromage est produit à partir de 10 litres de lait ;
-1 kg de beurre est obtenu au barattage d'au moins 20 litres de lait frais ;
-1 kg de yogourt est fabriqué à partir de 5 litres de lait frais ou lait écrémé ;
La fabrication de ces produits est assurée par des TPE Artisanales agroalimentaires.

2.1.3.1.2.5. EVALUATION DES SERVICES TECHNIQUES SPECIALISES DES FILIERES ELEVAGE ET PECHE

Centres techniques d'excellence et d'appui à la production agricole.

En plus de ces organisations normatives, l'Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage du Nord-Kivu est appuyée par les Services Spécialisés ci-après :

1) SQAV : Service de Quarantaine Animale et Végétale
2) ***SNSA : Service National des Statistiques Agricoles***
3) SNV : Service National de Vulgarisation
4) SENASAM : Service National des Semences
5) SENAFIC : Service National de Fertilisants et Intrants Connexes
6) PLVG : Projet de Laboratoire Vétérinaire de Goma
7) PENK : Projet d'Elevage Nord-Kivu
8) PNR : Programme National Riz/ Walikale

[17] Rapport annuel IPAPEL/2009

9) PACE : Programme Panafricain de Contrôle des Epizooties

2.1.3.1.2.6. Situation des infrastructures techniques de la filière elévage

2.1.3.1.2.6.1. Filière Elevage.

a. Etat des lieux des infrastructures Zoo-sanitaires et Phytosanitaires[18]

Ces infrastructures sont constituées de diverses structures d'utilité technique tant pour l'élevage que pour la production végétale et agricole, à savoir :

- Abattoirs publics,
- *Dipping Tank*,
- Centre d'exploitation agricole,
- Paddocks,
- Hangars zootechniques,
- SENAFIC,
- Centre d'azote liquide etc.
- CAPSA (Centres Appui à la Production des semences Améliorées),
- CEL (Centres d'essai Locaux des semences),
- Air d'abattage,
- Couloirs d'aspersion,
- Terrain de Quarantaine,
- Dispensaires vétérinaires,
- Labo vétérinaires,
- Centre d'insémination artificielle,

Les deux dernières structures font partie du fleuron des structures techniques du célèbre PENK/Projet d'Elevage Nord – Kivu, grâce auxquelles on doit la réussite dans l'amélioration variétale et bioéconomiques des bovins d'altitude (Masisi et Lubero) avec un taux de lactation supérieur allant de 6 à plus de 20 litres de lait par jour, 6% de taux de matière grasse pour des meilleurs rendements en beurre et fromage etc. En nombre insuffisants et une répartition inégale sur l'étendu de la province, la plupart d'infrastructures sont soit vendus soit spoliés. D'autres sont en ruine ou à reconstruire. Il revient donc au gouvernement de revoir la politique dans ce domaine en vue de sa redynamisation.

b. Détails, spécificité et localisation des infrastructures, il ya lieu ici de se référer à la liste détaillée à la section 8 du Volume II en Annexe au Profil qui présente un inventaire descriptif. Nous avons estimé trop fastidieux d'intégrer cette liste à ce niveau d'analyse.

2.1.3.1.2.6.2. Abattoirs et aires d'abattage

L'Inspection IPAPEL du Nord-Kivu gère 5 abattoirs et nombreux aires d'abattage. Les 5 abattoirs reconnus du Nord Kivu sont :

1. Abattoir Industriel de Goma (Sabago) pour les bovins.
2. Abattoir Public de Birere / Kahembe pour le petit bétail à Goma.
3. Abattoir Public de Butembo pour le gros et petit bétail
4. Abattoir Public de Béni pour le gros et petit bétail.
5. Abattoir Public de Lubero.

En dehors ceux-ci, il existe aussi des territoires d'abattage à proximité des marchés publics où des abattages se font et ce, dans tous les territoires de la Province du Nord-Kivu.

2.1.3.1.2.6.3. Divers services techniques d'appui à la filière Elevage

a. LABOVET (laboratoire vétérinaire)

Service anéanti et dont les infrastructures sont actuellement occupées par les militaires, les policiers et leurs dépendants. Sa réhabilitation nécessite un financement conséquent.

- ***Missions d'un Labovet***

Les objectifs ci-après du Labovet sont à réaliser:

- Le diagnostic précis des maladies des animaux ;
- Le suivi-immunitaire post-vaccinal, et,
- L'élaboration du bilan sanitaire des animaux.

- **Importance et urgence de l'investissement :**

[18] La liste d'inventaire au Volume II Annexe du Profil, section n°8.

- Le potentiel de l'élevage du Nord-Kivu, exige qu'il y ait un laboratoire vétérinaire
- En RDC, il ne reste plus que 2 laboratoires vétérinaires dont 1 à Kinshasa et 1 autre à Lubumbashi.

b. SQAV (Service de quarantaine animale et végétale).

La Mission du SQAV est de protéger le territoire national contre l'introduction des maladies à partir des frontières et du mouvement des animaux entre villages et provinces à l'intérieur du pays. Les postes frontaliers entre le Rwanda et la RDC ainsi que la RDC et l'Ouganda sont ici concernés.

c. LE SNSA (service national des statistiques agricoles)

Depuis sa création par arrêté ministériel n°003/AARD/91 du 5 janvier 1991. Ce service s'occupe des travaux statistiques. Ses principales missions se résument en:

- La saisie et l'exploitation des informations recueillies lors de l'étude et du suivi des projets ruraux dans le domaine agricole et celles des autres sources ;
- La réalisation des enquêtes par sondage et le recensement en milieu rural dans des exploitations agricoles traditionnelles ou moderne ;
- La collecte, traitement et analyse des informations relatives aux statistiques agricoles ;
- La collecte, l'analyse et le traitement des données sur le prix des quantités commercialisées des produits agricoles commercialisées ;
- La centralisation et le traitement informatique, l'analyse des données et la diffusion de l'information disponible ;
- Le rassemblement, le traitement et la disponibilité d'une base de données à partir des statistiques agricoles rapides et accessibles.

d. SENASEM (service national des semences).

Service ayant comme mandat, la certification et le contrôle des semences dans l'objectif d'assurer l'augmentation de la production agricole afin que les producteurs améliorent le rendement de leurs champs cultivés pour s'assurer de la sécurité alimentaire et de l'autopromotion sociale et économique.

e. SENAFIC (service national de la fertilisation et intrant connexes).

Ce service à mission de gérer, distribuer et vulgariser les fertilisant et intrants connexes. Il s'emploi aussi à la formation du personnel technique en matière de fertilisant du sol et nutritions des plantes et à l'application de la législation relative aux fertilisants et intrants connexes.

f. SNV (service national de vulgarisation).

Le service ayant la mission d'assurer encadrement technique de toutes les activités productives du secteur Primaire incluant : les exploitants agricoles et Forestiers, les éleveurs et Pêcheurs.

g. PENK (projet d'élevage du Nord-Kivu).

Le projet PENK est arrêté depuis les événements de 1992-1994. L'irruption volcanique du 17 février 2002 a achève les traces de ce grand projet. Ce dernier est une référence et mérite une actualisation pour reconstituer le potentiel du Nord-Kivu. Il aurait certainement un impact positif s'il était encore relancé.

2.1.3.1.2.7. Commentaire et Interprétation des résultats

- Les résultats économiques du secteur Primaire du Nord – Kivu et l'analyse de la situation permettent d'affirmer que le secteur a connu d'énormes pertes de gains structurels et une forte dégradation des facteurs déterminants.
- La filière agricole qui porte les meilleurs résultats de ce secteur dans sa contribution au PIB a de nombreux défis à relever dans l'organisation des filières, des acteurs publics et privés. Le secteur a connu des sinistres par l'abandon de nombreuses exploitations et la baisse généralisée des performances dus, par un sevrage sévère des moyens techniques, technologiques, financiers et humains. L'absence d'un projet de base d'appui au renforcement et à la dynamisation des articulations de la filière se fait sentir et conditionnera la relance durable sectorielle.
- La vétusté des moyens d'exploitation et tous les signaux exprimés par la multiplicité des contraintes traduisent l'absence d'une politique agricole soutenue, la démission de l'Etat de par la faiblesse des services techniques, l'effondrement des infrastructures et le maintien d'une

activité de type artisanale tant au niveau des méthodes de production que des cycles de post – récolte, sans la perception d'un signal fort à la stabilisation de la situation.

- L'absence d'une Politique agricole nationale et son pendant provincial font planer le risque d'une navigation à vue et craindre le manque d'ambition, de volontarisme et de choix forts et appuyés, absence de stratégies innovantes pouvant mobiliser les énergies des intervenants tant publics que privés et impulser une croissance accélérée et durable pour porter des impacts sur la pauvreté et la relance économique .
- Les secteurs Forestiers et Miniers ont tout aussi besoin de plans stratégiques visant de relever le niveau des investissements Publics et Privés, favoriser le développement organisé des Petites et Moyennes Entreprises et du secteur artisanal dans une nouvelle approche et un environnement Technique, technologique et financier.
- L'amélioration du climat des affaires, la garantie des investissements en infrastructures et d'accès durable aux intrants et facteurs de production

2.1.3.1.3. ETAT DES LIEUX DE LA FILIERE PECHE ET PISCICULTURE AU NORD - KIVU

La pêche en province du Nord-Kivu est pratiquée dans les lacs, rivières et étangs piscicoles, notamment sur les lacs Kivu, Edward, Mokoto et divers étangs piscicoles à travers la province.

a. Les variétés ci-après sont couramment pêchés dans ces lacs, il s'agit de Tilapia, Bagrus, Carias, Protoptère, Barbus, Mormyres et Limnotrissa.

b. Pêche Industrielle :

- Il n'y a pas de pêcherie industrielle au Nord-Kivu. Les principales pêcheries sont complètement délabrées et assiégées par de petites structures associatives et pêcheurs individuels.
- **Réglementation de la pêche**

L'application de la réglementation de la pêche est systématiquement entravée par l'insécurité persistante, l'ingérence des militaires et autres hors-la-loi, à cause du sous-équipement de la police de pêche vient aggraver cette situation déjà précaire.

Les lacs Edward et Kivu sont les deux plus grandes surfaces d'eaux du Nord-Kivu, comme on peut le constater ci-après:

1. Le Lac Edward :
   - Superficie de 2.150 Km²
   - Profondeur moyenne 30 m
   - 1.630Km², soit 75,8 % des eaux territoriales de la RDC. Très poissonneux, une pêche peu règlementée et artisanale côté RDC.
2. Le Lac Kivu : Le plus haut Lac d'Afrique Centrale à 1.460m d'altitude.
   - Superficie de 2700 Km² dont 1.700 Km², soit 63 % pour la partie Congolaise.
   - Profondeur moyenne de 285 m. Peu poissonneux, adapté à la pêche artisanale.
3. Le Lac Mokoto est constitué de 4 petits Lacs respectivement : Lac Ndalaga, Lac Lukulu, Lac Mbalukira et Lac Mbita. Ils couvrent ensemble une superficie de 86 Km². Ce lac donne son nom au monastère situé dans la Chefferie de Bashali en Territoire de Masisi.

2.1.3.1.3.1. Evolution de la production halieutique

A cause des difficultés matérielles et organisationnelles, et de l'insécurité dans les zones de pêche, l'IPAPEL (dans ses rapports annuels 2008 et 2009) ne parvient pas surtout pour la période comprise entre les années 2000 et 2009. De toute façon, l'offre est globalement déficitaire et la province importe beaucoup de la production Ougandaise pourtant pêchant sur le même Lac. Le statut coutumier et tribal des pêcheries sur les lacs du Nord – Kivu, ainsi que la mauvaise gestion et l'absence de politique sectorielle agissante justifient la ruine des infrastructures et de la production aux cotés des autres maux déjà relevés dans le diagnostic.

La filière Pêche offre cependant d'énormes potentialités et même des opportunités immédiatement saisissables dans cette filière des étangs piscicoles exploités artisanalement avec des moyens de bord. L'élevage piscicole est en principe moins coûteux que celui animal spécialement du gros bétail. Il mérite donc des investissements dans la production des alevins, la production et l'offre d'aliments piscicoles. En effet, la création des écloseries doit être envisagée entant que véritables industries destinée à féconder et

ensemencer les surfaces lacustres et piscicoles etc. La rubrique **2.1.3.1.3.4.** Présente le dynamisme actuel de la sous filière avec 1934 étangs piscicoles couvrant environs 386 Ha et occupant 2946 pisciculteurs. C'est un véritable potentiel porteur d'impact réel en cas d'intervention.

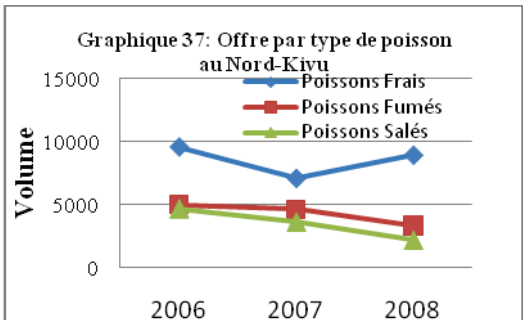
2.1.3.1.3.2. Evolution de la production et commercialisation du poisson

Tableau N°31: Indicateurs comparés des Production par type de Produit sur 3 ans.

	2006		2007		2008		Production Moyenne
PRODUITS	**Quantité en Tonne**	**Valeur en Fc**	**Quantité en Tonne**	**Valeur en Fc**	**Quantité en Tonne**	**Valeur en Fc**	
Poissons Frais	9 613	5 623 722	7 120	6 052 000	8 956	8 884 550	8563,00
Poissons Fumés	5 015	2 933 483	4 620	3 927 000	3 327	3 300 186	4320,67
Poissons Salés	4 674	2 734 524	3 613	3 071 050	2 171	2 153 136	3486,00
Total	19 302	11 291 729	15 353	13 050 050	14 454	14 337 872	**16369,67**

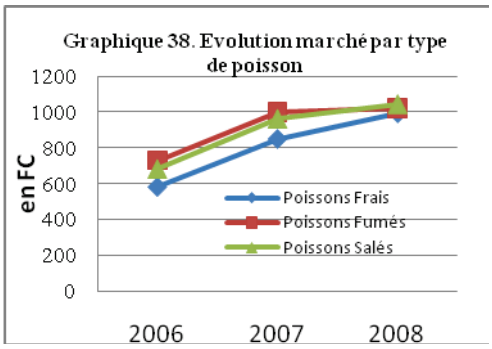
Source : Rapports annuels IPAPEL 2008/2009.

Commentaire : La production globale enregistrée dans les statistiques ci-dessus présente une tendance baissière d'une année à l'autre, passant de 19.302 à 14.454 tonnes entre 2006 et 2008. Ce qui fait une production moyenne de 16.370 Tonnes. Ces chiffres ne sont pas représentatifs de la réalité sur le volume réel de la production du Nord – Kivu à cause du manque des données exhaustives. De ce fait, les déductions et /ou extrapolation qui suivent devraient être interprétés avec réserve.



Commentaire Graphique 37:

Les statistiques de la province n'ayant pas été exhaustives, l'analyse graphique illustre d'un ordre de grandeur relatif et un rapport entre la production fraiche, de celles soumises au salage et fumage.
Premier rapport à la quantité du frais traité au fumage. Deuxième rapport lié à la quantité du fraistraité par salaison. La demande du marché semble plus forte pour le poisson frais



Commentaire Graphique 38:
L'évolution des prix semble garder un écart ténu de grandeur. Le Poisson fumé se vendant un peu plus cher, suivi par le salé et enfin, le poisson frais périssable vendu moins cher. Le prix des trois variétés semble aussi inscrire une hausse subtile dans la durée.

2.1.3.1.3.3. Situation des services techniques sectoriels de la Pêche.

L'IPAPEL couvre l'ensemble des secteurs connexes de l'agriculture, élevage et pêche. La situation des services techniques analysés pour l'agriculture et l'élevage restent les mêmes sans faire double emplois.

2.1.3.1.3.4. Situation des Infrastructures techniques du secteur

Tableau N°32 : ***Inventaire des étangs piscicoles***

N°	SITE/Territoires	Nombre	Superficie	Nbr Pisciculteurs

1	Walikale	1401	30,7	2476
2	Masisi	122	157,42	69
3	**Rutshuru**	59	478,5	56
4	**Béni**	328	6021,97	277
5	Lubero	76	1092,19	68
TOTAL GENERAL		***1934***	***385,9317 Ha***	***2946***

Source : Rapport consultance FAO / extrait du Rapport annuel IPAPEL 2009 page 212

2.1.3.1.3.5. Interprétation des résultats

Résumé des statistiques :

- Total Général de la production : 4 674 839,6 kg soit 4674 Tonnes
- Type de produits : Frais – Fumés - Salés 736 553 kg des poissons
- Site des Pêcheries NK: Vitshumbi (Lac Edward ex Idi Amin), Nyakakoma, Kyavinyonge, Kisaka, Lac Kivu.

Commentaire / Rapport AGRIPEL 2008

Ces données statistiques sur la production ne reflètent pas la réalité du Lac Edward. Il est à noter que l'existence des Beach d'accostage parallèles dans les camps militaires, les pêcheries de l'ICCN et de multiples voies d'évacuation des poissons dans les pêcheries pirates font que les agents n'accèdent pas à toutes les données. En plus cette année a connu une aggravation de l'activisme d'insécurité due aux groupes armés qui font la loi sur le Lac Edward

Tableau N°33: Synthèse de l'activité piscicole au Nord-Kivu

N°	Entité	Nombre Etangs	Superficie en ha	Nombre de pisciculteurs
01	Walikale	1401	30,7	2476
02	Masisi	122	157,42	69
03	Rutshuru	59	478,5	56
04	Béni	328	6021,97	277
05	Lubero	**1934**	**38593,17**	**2946**
Total		**3 844**	**45 281,76**	**5 824,00**

Source : Rapport 2008, Bureau de pêche IPAPALE / NK

2.1.3.1.4. ETAT DES LIEUX DE LA FILIERE EXPLOITATION FORESTIERE

2.1.3.1.4.1. Etat des lieux

La situation réelle du secteur Forestier du Nord – Kivu est dramatique, le pillage systématique des arbres centenaires par des armées de scieurs de long et ceux armés de scies tronçonneuses commandités par des trafiquants basés dans les Pays voisins, de même que des souteneurs nationaux ont fini par éventrer ce qu'on puisse appeler Forêt. Il existe des conflits sérieux entre les exploitants du Nord-Kivu avec ceux de la Province Orientale où les exploitants du Nord-Kivu vont chercher des nouvelles concessions souvent clandestinement dans les forêts domaniales. Au Nord-Kivu, il ne reste plus que des lambeaux de forêts, surtout qu'il n'ya aucune mission sérieuse de suivi et d'évaluation, les chiffres des superficies des domaines et réserves sont chimériques. Interviewant l'ancien Chef de la Division provinciale de l'environnement et Conservation de la Nature, nous apprendrons que toutes les réserves et sanctuaires pompeusement reprises dans les rapports n'existent que de nom et auraient été pour la plupart déclassés par des autorités et largement empiétés. Les techniciens de la Division Provinciale de l'environnement et Conservation de la Nature pour la plupart ne sont pas qualifiés, et ne possèdent pas le profil requis pour mener des enquêtes concluantes du reste risquées. Pour un espace de 60.000 Km², l'ICCN n'a qu'une Jeep 4 x4 et les hommes de terrain se débrouillent et versent facilement en affairisme.

La Division provinciale de l'environnement et conservation de la nature fonctionne dans un réduit comme bureau, dispose d'un personnel restreint et de fort peu de ressources ne permettant pas d'assurer l'itinérance sur terrain dans la Nature sa mission. En conclusion, la seule Forêt qui est préservée est celle de Walikale qui doit son salut à l'enclavement et la présence des prédateurs d'hommes armés. 23.450 Km² constitue tout de même une bonne réserve encore à évaluer avant d'envisager une exploitation. Une étude de la CEPGL (Projet de l'industrie forestière communautaire 1989 indiquait déjà à l'époque assez paisible, que

l'environnement des sites à exploiter à Walikalé dans les conditions actuelles n'était pas rentables pour une exploitation industrielle.

2.1.3.1.4.2. Le couvert forestier du Nord-Kivu

Le Nord-Kivu dispose des ressources forestières importantes, riches en faune et en flore variés.

- La taxinomie scientifique et commerciale n'est pas développées, et les coordonnées scientifiques disponibles datent de fort longtemps et devraient être actualisées.
- La Division provinciale de l'Environnement et Conservation de la Nature estime à 4,15 millions d'hectares, la superficie totale des forêts du Nord-Kivu ;
- Le couvert forestier représente 70% de la superficie de la province.
- Les terres forestières couvrent la partie ouest des territoires de Walikale et de Lubero, ainsi qu'une partie du territoire de Béni.

Les activités du secteur forestier évoluent essentiellement dans les circuits informels dont les données de base échappent à l'administration chargée de l'Environnement et Conservation de la Nature.

Nombreux exploitants, surtout artisanaux, exercent clandestinement.

2.1.3.1.4.3. Les réserves forestières du Nord-Kivu

Nombreuses réserves forestières couvrant plusieurs milliers d'ha : réserves de chasse et Parcs nationaux sont identifiés, mais leurs coordonnées sont théoriques car nombreux cas d'empiètement sont suspectés voir déclarés. Une évaluation générale est indispensable pour faire l'état des lieux du patrimoine.

Réserves dans le Territoire de Masisi : Nombre 12 - Superficies 6.940 Ha

Territoire de Rutshuru : Nombre 12 Superficies Ha 2.030

Territoire de Lubero: Nombre 10 Superficie : 6.100 Ha

2.1.3.1.4.4. Les réserves de chasse et autres réserves supposées classées

Elles sont répertoriées dans la section 13 du Volume II Annexe du Profil économique du Nord-Kivu.

a. Essences forestières indigènes du Nord-Kivu

Sur base des résultats d'inventaires réalisés par le service Permanent d'Inventaires et d'Aménagement forestiers (SPIAF) dans la province, Quarante trois (43) Essences forestières indigènes exploitables ont été identifiées mais ces essences sont mal connues et ne font pas toutes l'objet d'exploitation commerciale, par ignorance des caractéristiques et propriétés, tant de la part des exploitants que des exportateurs et importateurs bien entendu.

C'est un défit aux services techniques de la Division de la Conservation de la Nature et Environnement, de procéder à des essais technologiques variétales avec l'aide des experts et/ou spécialistes Ingénieurs Forestiers, appuyés éventuellement par des spécialistes bois de l'ONUDI et du PNUE.

Tableau N°34 : liste des essences forestières endogènes du Nord-Kivu (43 espèces identifiées)

N°	NOMS SCIENTIFIQUES	CLASSE	NOM COMMERCIAL	NOM VERNACULAIRE
1.	Chlorophora excelsa	1	Iroko/kambala	Punga/Muvula
2.	Diospyrso sp.	1	Ebène	kakungu
3.	Entandrophragma angolense	1	Tiama	Etobo
4.	Entandrophragma candollei	1	Kosipo	Liboyo
5.	Entandrophragma cylindricum	1	Sapelli	Liboyo
6.	Entandrophragma utile	1	Sipo	Koswapa
7.	Khaya anthotheca	1	Acajou	Linzo
8.	Albizia ferruginea	2	Iatandz a	Mombo
9.	Autranella congolensis	2	Mukulungu	Mbanda
10.	Ceiba pentandra	2	Fuma	Ngbako
11.	Fagara macrophylla	2	Olovongo	Sia
12.	Gambaya africana	2	Longhi	Sosi
13.	Gilbertiodendron dewevrei	2	Limbali	Mbau
14.	Guarea cedrata	2	Bosse	Ngongongo
15.	Lovoa trichilioides	2	Dibetou	Mabangebange
16.	Morus mesosygia	2	Difou	Ngote
17.	nauclea diderrichii	2	Bilinga	manjano
18.	Piptadeniastrum africanum	2	Dabema	Yako
19.	Pterocarpus sp.	2	Padouk	
20.	Pycnanthus angolensis	2	Ilomba	Bonimbongo
21.	Albizia coriara	3	Mepepe	Libembe
22.	Alstonia congensis	3	Emien	Mutondo
23.	Amphimas pterocarpoides	3	lati	kanja
24.	Aningeria altissima	3	Aniengre	Osanga
25.	Anthonotha fragrans	3	Kibakoko	maviyaku
26.	Antiaris welwitschii	3	Ako	Supa
27.	Canarium schweinfurthii	3	Aiele	Kasuku
28.	Celtis soyauxii	3	Ohia	Kilongo
29.	Cordia abyssinica	3	Cordia	Ngomangoma/Mulingati
30.	Cynometra alexandrii	3	Muhimbi	Muba
31.	Dialium corbisierii	3	Eyoum	kalanga/Isali
32.	Erythrophleum suaveolens	3	Tali	Kilapo
33.	Hannoa klaineana	3	-	Mboloto
34.	Holoptelea grandis	3	Kekele	Lima
35.	Julbernardia seretii	3	Alumbi	Mubangu
36.	Lannea welwitschii	3	Kumbi	Kolu
37.	Mammea africana	3	Oboto	Bulungu
38	Parinori excelsa	3	Souge	Pipilipili
39.	Ricinodendron heudelotii	3	Essessang	Songho
40.	Starculia traganantha	3	Eyoung	Toko
41.	Tessmannia africana	3	Wamba	Ebaka
42.	Turreanthus africana	3	Avodire	Sakpa
43.	Voacanga chalotina	3	Voacanga	Ikumuli

Source : Service permanent d'Inventaires et d'Aménagement Forestiers (SPIAF)

Seul un nombre limité d'essences forestières autochtones sur les 43 sont exploités. Les autres ne sont pas encore par ignorance. Un travail scientifique d'évaluation et tests est recommandé. Cette liste n'est pas exhaustive, d'autres essences forestières indigènes peuvent s'y ajouter dans l'avenir si l'étude taxonomique est réalisée. (Voir liste en annexe). Plus de 70 % du Nord-Kivu sont couverts de forêts, la grande partie étant celle recouvrant la superficie du Territoire de Walikale (23.450 Km²). Ce territoire est complètement enclavé, son désenclavement passe par l'ouverture des grands axes tels que Masisi-Walikale, Hombo-Walikale, Kitchanga - Pinga - Nyabyondo mais aussi par routes menant vers les grands carrés miniers. Désenclaver Walikale est la solution d'ouverture à plus de sécurité donc plus d'investissements. Mais il faut des ouvrages revêtus à cause de la forte pluviométrie. Il faut une Entreprise de Génie-civil financièrement bien pourvue et expérimentée.

Il semble que les chantiers confiés à AAA (Agro Action Allemande, une ONG) semblent arrêtés à cause des intempéries. D'une part, une fois ouverts ces espaces cesseraient d'être des sanctuaires pour tous les hors-la-loi ; d'autre part, l'ouverture de Walikale au reste du pays favoriserait le développement des pratiques économiques

normales. Ce qui réduirait la pauvreté des populations locales qui ne tirent absolument aucun profit des immenses potentialités (eau, forêt, minerais, fertilité du sol) de ce territoire. Les efforts de la communauté nationale et internationale pour pacifier Walikale et pour le soustraire de la prédation des FDLR et leurs alliés occasionnels passe donc par un investissement conséquent dans les infrastructures dont des routes solides et pérennes, devant résister aux intempéries. Il faudra donc bien penser à la sécurisation du milieu pour y favoriser les investissements. Une route qui désenclave Walikale ''favorise ipso-facto'' l'accès commercial des productions du Nord-Kivu qui passeraient par le fleuve à Kisangani pour atteindre le marché de Kinshasa autrement que par avion et donc plus compétitifs.

2.1.3.1.4.5. Evolution de l'exploitation Forestière Industrielle
(CAS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ENRA).

Tableau n° 35: Production Industrielle du Bois

CLIENT IMPORTATEUR/ ANNEE	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	TOTAL
	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	
PRODUITS FINIS											
Volume en m3	150	326	320	438	403	421	383	518	489	292	3739
Valeur en FB/EU/$.	64677	132.983	130.558	177.167	174.165	172.497	137.256	218.658	243.004	241.534	
PRODUITS SEMI - FINIS											
Volume en m3	25	50	35	105	239	849	1622	1342	455	308	5029
Valeur en EU	10814	5.500	3.927	14.400	66.178	264.430	381334	375.771	102.991	67.355	
Total Volume FSF	**175**	**376**	**355**	**543**	**642**	**1269**	**2004**	**1860**	**944**	**600**	**8767**

Source: Nos synthèses tirées du Rapport du Service Export ENRA BENI. 06.09.2010

2.1.3.1.4.6. Analyse de la production et commercialisation des produits industriels

La province ne compte que deux entreprises forestières industrielles. La première, la Scierie d'ENRA à Béni, dont la capacité installée est de l'ordre de 6.000 m^3 de bois sciés par an. Les statistiques ci-dessus relèvent de la gestion de cette firme que le gérant a communiquée à la mission. Six Camions Grumiers font la navette à 60 Km des concessions pour alimenter l'usine dont la capacité installée désagrégée est de 25m3/jr. Dans ce format, ENRA dont la création remonte en 1969 sous la forme juridique SPRL puis transformée en SARL en date du 02 février 1983. Produit et commercialise des produits finis et/ou semi-finis. Selon les demandes, elle fournit aussi des planches achevées par un procédé de séchage en conteneurs ventilés.

La commercialisation de ses produits s'étend sur plusieurs villes des Provinces de l'Est de la RDC et vers certaines villes de l'Afrique de l'Est telles que Kampala, Kigali et Bujumbura. D'autres grands clients en produits de parquets d'intérieur de sols et lambris de plafonnage en bois précieux sont en majorité basés en Europe. Sur conseils de ces derniers ENRA a eu l'idée de faire certifier sa Concession Forestière en se conformant aux principes de gestion durable avec classement en un premier temps en Forêt Contrôlée. Elle a disposé au départ d'une concession au Nord – Kivu dont l''épuisement des réserves est du à l'envahissement anarchique 75 % [19] de ses concessions par les Populations déplacées venues du plus grand Nord. Il y a lieu de signaler aussi l'intense activité des petits exploitants artisanaux clandestins équipés de tronçonneuses et scies de long. C'est ainsi qu'ENRA fut obligée de trouver une autre concession de 52.192 Ha acquise depuis 1992 par l'arrêté n° 006/92 et située en groupement bangole en province Orientale. Les réserves du Nord-Kivu étant presque épuisées. Une seconde exploitation forestière dénommée D'are-Forest est située à Mangina en Territoire de Béni. La situation d'exploitation de cette unité échappe à tous et les données ne sont pas disponibles. Il semble qu'elle exploite intensivement et exporte surtout les grumes, sans transformation.

2.1.3.1.4.7. Evolution de l'exploitation Forestière Artisanale

Le secteur forestier artisanal, est dynamique dans la province du Nord-Kivu. Il évolue dans trois filières importantes couvrant les besoins vitaux des populations rurales et urbaines:

- La production de l'énergie-bois (charbon de bois et bois de feu);
- La Production artisanale de planches sciées (scieurs de long et tronçonneuses);
- la chasse et la cueillette.

[19] Rapport officiel au Gouvernement DG ENRA Robert DUCARME .le 18/02/2009.

Les petits exploitants artisanaux sont noyautés par des courtiers clandestins installés dans des pays voisins, principalement en Ouganda. Ils subventionnent l'équipement motorisé, le carburant et facilitent le transport et passages clandestins. Un marché de bois est organisé en territoire Ougandais d'où le bois Congolais est réexporté sous références Ougandaises.

2.1.3.1.4.8. Situation des services techniques de l'environnement

IL nous revient, sur interview et sans écrits, que bon nombre de techniciens ICCN désertent les domaines et les camps vétustes pour se fondre dans la population civile hors des camps.

Les Patrouilles et inspections dans les Parcs et réserves, sont organisées occasionnellement et ne se font pas avec efficacité, c'est pour cela que même les rapports ne suivent pas, les chiffres de l'artisanat n'existent que fort partiellement et ne sont pas fiables.

2.1.3.1.4.9. Situation des infrastructures techniques du secteur forestier

Les services de la Division provinciale de l'Environnement et conservation de la nature opèrent dans une insécurité généralisée. Comme infrastructures techniques, on ne trouve que des bureaux sous-équipés, naguère pillés et souvent désertés à cause de l'insécurité. Les abris, les structures médicales dans les réserves ont pour la plupart été anéantis. Cette situation compromet l'accomplissement de la mission sectorielle et normative dans la protection, et conservation de la nature et l'environnement. La logistique se résume en 1 jeep à la Division et 2 Jeeps 4 x 4 vétustes pour toute la Province, souvent fournis par la coopération et dans des conditions d'entretien négatives. Les données exploitées ne sont pas récentes pour être analysées, les rapports 2000 – 2009 ayant été indisponibles à chaque sollicitation par la mission. Le Chef de Division qui avait la maîtrise des affaires a été permuté.

2.1.3.1.4.10. Interprétation des résultats du secteur forestier.

L'exploitation forestière a représenté 7 % du secteur Primaire (40 % du PIB). C'est un secteur marqué par une absence de Politique et de stratégies sectorielles ambitieuses. L'industrialisation du secteur du bois est donc en son état le élémentaire. Cette absence de stratégie est à la base de manque à gagner pour la province au profit du secteur informel. Cette réserve Forestière par la force des choses est à présent considérée comme une grosse opportunité. Elle offre la chance de mieux faire, d'élaborer les éléments d'une stratégie agressive pour attirer des investisseurs solides pour une route revêtue, un portfolio de projet d'exploitation forestière y compris dans le cadre des projets de la CEPGL autour des PME et d'un secteur artisanal requinqués. Un appel de projets auprès de l'ONUDI, du PNUE, de la Coopération Canadienne et d'autres initiatives sur base de dossiers de base subtilement agencés, peut provoquer des importants changements positifs dans le secteur.

2.1.3.1.5. ETAT DES LIEUX DE LA FILIERE EXPLOITATION MINIERE

Dans la composante du Secteur primaire (40 %), la filière exploitation Minière a contribuée pour seulement 4 % du secteur dans la formation du PIB. Outre la rareté et l'inexactitude des statistiques, les données couvrant la période de l'étude n'ont pas été disponibilisées par la Division des Mines et Géologies. Du reste, l'exploitation de la SOMIKIVU jusqu'à son arrêt prévisible avait toujours été opaque. Les équipes de gestion allemandes n'ont pas été stables, et avaient des conflits de compétence. Le délégué du Portefeuille de l'Etat n'avait pas accès aux bureaux et aux archives confiés à des gestionnaires temporaires privés etc. Les rapports périodiques de l'OCC tout en étant de bonne qualité n'offrent qu'un aperçu partiel de l'activité interceptée.

La production de tous les minerais en transactions provient de l'extraction artisanale et les chiffres ne sont pas canalisés du fait du contexte informel d'une exploitation artisanale. Du reste, les rapports OCC disponibles à la DIRNOKI ne couvraient que trois ans entre 2006-2008. Ils étaient centrés sur les produits en exportation sans aucune indication sur la production de diverses spéculations. Notons que la DIRNOKI concentre les données qu'elle reçoit de diverses frontières et il arrive que des situations en rapport ne lui parviennent en copie, tout étant orienté sur la Direction Générale à Kinshasa. A titre indicatif, au cours de l'année 2008, le rapport annuel de l'OCC indique une réalisation pour les produits miniers d'une valeur de 85.404.470,71 $US pour un poids Global de 13.736.385,38 Kg. Les principaux produits ciblés étaient, la cassitérite, le coltan, le wolframite et les scories (déchets minérales).

2.1.3.1.5.1. Potentiel Minier du Nord – Kivu.

Le Nord-Kivu regorge de nombreux gisements miniers. On trouve notamment de ***l'or*** dans les Territoires de Béni, Lubero, Masisi et Walikale ; ***de l'argent*** dans tous les Territoires sauf à Nyiragongo ; de *la monazite* dans Béni, Lubero et Walikale ; *du pyrochlore* dans Béni et Rutshuru ; de *la cassitérite* dans Rutshuru et

Masisi ; *du colombo-tantalite (coltan*) dans Lubero, Masisi et Walikale ; de la *wolframite* dans Lubero, Masisi et Walikale ; du *zirconium* dans Rutshuru et Masisi ; *du phosphate* dans Rutshuru ; ***du diamant*** dans Lubero et Walikale, et de la *tourmaline* dans Walikale. L'absence d'un inventaire et d'une cartographie scientifiques, gène la visibilité des fortes potentialités de cette province.

Les sources de statistiques ne donnent jamais les mêmes chiffres, OCC, DGDA/OFIDA, Offices, Divisions et Inspections sectoriels. Une longue histoire de chiffre devrait aboutir à la recherche de cohérence. La présentation des statistiques sous des rubriques générales et fragmentaires rend difficile tout recoupement des données qui auraient dû être complémentaires. La coordination entre les centres de production et l'exportation passe par plusieurs intervenants, et chacun adopte son format de lexique et d'unités de mesure incompatibles au recoupement. Il est impérieux que le Gouvernement Provincial exige et supervise une harmonisation, un circuit de l'information et une publication trimestrielle des données statistiques en copiant simultanément l'autorité de tutelle en province et à la coordination de la Direction Générale le cas échéant pour l'OCC, la DGDA et ONC. La fusion et supervision provinciale de toutes ces structures entre le petit-Nord et le grand-Nord aidera déjà à réduire la confusion et rendrait plus responsable les autorités de base auprès des autorités provinciales.

2.1.3.1.5.2. Ressources minérales

Le Nord-Kivu est une région reposant sur un socle géographique ancien composé de roches sédimentaires tassées sur trois étages :

1. L'étage des schistes et des quartzites /sous-sol de la plus grande partie de la Région;
2. L'étage des roches essentiellement gréseuses surtout au Nord de Walikale;
3. L'étage des schistes noirs occupe les zones de dépressions vers Walikale et certains dépôts glaciaires, composés des tillites, des grès et des schistes noirs. Les plus récents couvrent la plaine du lac Idi-Amin.

2.1.3.1.5.3. Potentialités Minières.

Le Nord-Kivu, bien qu' 'étant une province à vocation agricole et pastorale, présente toutefois quelques potentialités en matière des mines. Ce secteur, qui n'a pas encore été suffisamment exploré (ou mal exploré) et exploité, est actuellement en instance d'étude pour un recensement de toutes les ressources minières en vue de les exploiter de la même façon que celles de la partie méridionale.

2.1.3.1.5.4. Les Mines.

Au Nord-Kivu, les activités minières sont concentrées sur le pyrophore, la cassitérite et d'une manière artisanale sur l'or. Les statistiques de production essentiellement artisanale ont été difficilement enregistrées au cours de cinq dernières années. La mission n'a pas réussi à obtenir de source à la Division provinciale des Mines les rapports nécessaires. Aux dires des collaborateurs, les archives pour la période visée auraient été perdues lors des éruptions volcaniques connues à Goma. L'exportation industrielle connaît une forte léthargie pour le moment suite aux différentes guerres qu'à connue la province. L'impact de cette exploitation informelle sur le développement n'est pas vraiment perceptible. Au revers de cette médaille, bon nombre de paysans avaient délaissé leurs terres au détriment de la production alimentaire avec un taux de déscolarisation important. Et autour des lieux d'exploitation minière, se développe de antivaleurs connues comme la délinquance, l'alcoolisme, la prostitution. Actuellement l'insécurité, au niveau des certaines carrières, ne favorise plus cette exploitation.

2.1.3.1.5.5. Indices du potentiel Minier du Nord-Kivu.

Tableau N° 36: Indicateurs des Indices Communs par Territoire

MINERAIS	TERRITOIRES				
	Béni	Lubero	Rutshuru	Masisi	Walikale
1. Or	1	1	1	1	1
2. Argent	1	1	1	1	1
3. Monazite	1	1	0	0	1
4. Pyrochlore	0	0	1	0	0
5. Cassitérite	0	0	1	1	0
6. Niobium	0	0	1	0	0
7. Colombo-tantalite	0	0	0	1	0

1 : Présence 0 : Absence

Source : Division Provinciale des Mines

Le relevé[20] des spécificités minières par Territoire se présente comme suit :

1. Territoire de Béni: Présence de 6 indices de minerais
   - Or
   - Cassitérite
   - Colombo – Tantalite
   - Wolframite
   - Pyrochlore : Estimées de 2 000 000 de tonnes de réserve à Pinga
   - Traumaline noire et verte

2. Ville de GOMA : Présence de 5 indices de matériaux et Gaz
   - Roche volcanique
   - Bentonite (pouzzolane noire et jaune)
   - Halite (Sel gemme de lagune)
   - Gaz méthane : Estimées de : 57 milliards de m3

3. Territoire de LUBERO : Présence de 10 minerais
   - Or
   - Colombo – tantalite
   - Wolframite
   - Tourbières (combustible et fertilisant)
   - Micas : biotite et muscovite
   - Saphir
   - Tourmaline
   - Grenats roses
   - Zircon
   - Diamant (route Butembo-Musienene)

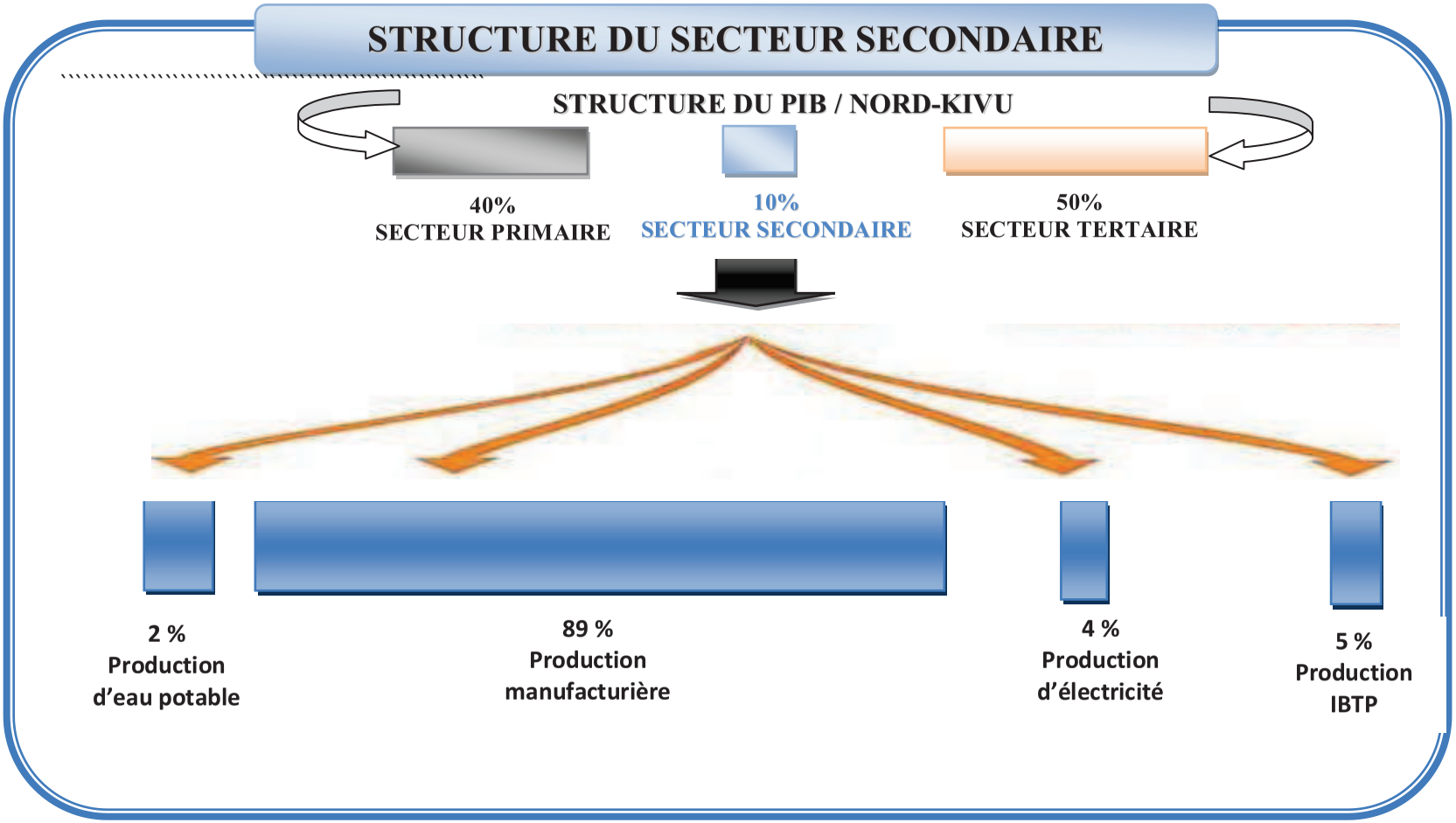
4. Territoire de MASISI : Présence de 7 indices de minerais
   - Or
   - Cassitérite
   - Colombo-tantalite
   - Wolframite
   - Pyrite et Mispickel
   - Calcaires
   - Tourmaline noire & verte
5. Territoire de RUTSHURU : Indices de 6 minerais
   - Or
   - Wolframite
   - Pyrochlore
   - Calcaires
   - Tourbières
   - Micas : biotite et muscovite

6. Territoire de Walikale : Indices de 6 minerais
   - Or
   - Diamant
   - Cassitérite
   - Colombo - tantalite
   - Wolframite
   - Monazite

[20] **Source**: Division Provinciale des Mines.

2.2. EVOLUTION DU SECTEUR ECONOMIQUE SECONDAIRE 2000-2009

2.2.0. Structure du Secteur Secondaire 2000-2009.



L'apport du secteur Secondaire au PIB Provincial a été de 10 % constitué de :

- La production manufacturière pour 89 % ;
- Productions en Infrastructures, Bâtiments et Travaux Publics ''IBTP'' pour 5 % ;
- la Production de l'énergie électrique pour 4 % et,
- la Production d'eau potable 2 %

Dans cet état, la filière Manufacturière est sans doute le secteur plus dynamique du secondaire, porté par l'activité des ''PME artisanales et semi-industrielles''.

2.2.1. Description de la situation générale du secteur secondaire

Tableau N° 37: Evolution des Productions du secteur secondaire /Nord-Kivu

RESSOURCES /Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
SECTEUR SECONDAIRE	**17 493**	**19 464**	**21 658**	**24 099**	**26 816**	**29 838**	**30 924**	**35 325**	**47 342**	**48 853**
Production manufacturière	15 632	17 394	19 354	21 536	23 963	26 664	28 195	31 360	41 968	43 411
Production d'électricité	629	699	778	866	964	1 072	1 026	1 434	1 707	1 657
Production d'eau potable	287	319	355	395	439	489	639	702	611	593
IBTP/infrastructures	945	1 052	1 171	1 302	1 449	1 613	1 066	1 830	3 058	3 192

Source : Cadrage macroéconomique 2006-2008, Banque Mondiale/ UGERP & Province Nord - Kivu

2.2.1.1. Contribution du secteur secondaire au PIB du Nord-Kivu.

Le secteur secondaire a vu sa part de contribution au PIB limitée à 10 %. Cette faible performance est la conséquence de nombreuses contraintes dont la faiblesse de déterminants majeurs, notamment : l'absence d'une politique sectorielle agissante, l'insécurité récurrente, le manque et /ou déficit de l'énergie électrique, l'absence des investissements publiques, privés ou autres dans les infrastructures et dans l'outil de production industriel.

2.2.2. Déficit dans l'Infrastructure de production d'énergie :

Avec 4 % des parts du secteur secondaire, le Nord-Kivu n'a pas investi dans la production de l'électricité. La province est dotée pourtant d'un réseau hydrographique qui offre nombreux sites à potentialités hydroélectriques identifiés, mais pas suffisamment étudiés pour passer à l'exploitation. Le Territoire de Walikale dispose d'importants sites dotés de volumes impressionnants d'eau toute l'année, jusque-là inexploités. Des sites on ont été identifiés à travers les 4 autres Territoires moyennant une mesure empirique du débit et de puissance. Il en résulte une possibilité de produire hors interconnexion environ 250 MW. D'après des études menées en 1997 (voir la Division provinciale de l'énergie), la demande nominale dans ce secteur serait de 200 MW. Avec 2 % de parts du secondaire (10% du PIB), le Nord- Kivu a un déficit chronique dans la production et distribution de l'eau potable tant en milieux ruraux qu'urbains. C'est qui est paradoxal aux vues des potentialités hydrographiques de la province. Une liste des infrastructures et potentialités hydroélectrique est disponible au Volume II, section 14 du Profil.

2.2.2.1. Evolution de la Grappe Production d'électricité

2.2.2.1.1. Situation de la Société Nationale d'Electricité

La Société Nationale d'Electricité reconnait ses faiblesses, notamment ''un déficit énergétique et un mauvais service aux abonnés, situation qu'elle justifie comme suit :

- L'inadaptation des équipements de production et de distribution en place par rapport à la demande en énergie de plus en plus croissante à cause de l'intensification des activités dans différents secteurs domestiques et artisanaux observés dans la ville (Goma).
- L'offre en énergie électrique (6MW) inférieure à la demande (18MW), soit 20 % de taux de desserte.

- La désaffectation du groupe N° IV de la Ruzizi I d'une capacité de 6 à 8 MW pour raison de panne.
- L'Etat vétusté des équipements de production et de distribution de l'énergie
- La baisse sans cesse du niveau des eaux des lacs de retenue à la rivière Ruzizi créant ainsi une baisse sensible de la production.
- La sursaturation des équipements électromécaniques tant à la production qu'à la distribution avec des valeurs de taux de charge de plus de 20 % par rapport aux valeurs nominales. Cela entame dangereusement la durée de vie des équipements. L'exploitation et la maintenance du réseau n'est jamais faite à temps faute de l'acquisition des pièces de rechange.

2.2.2.1.2. Solutions palliatives et initiatives locales

- Les microcentrales hydroélectriques construites localement se situent dans une gamme de puissance entre 2 KW et 300 KW. Nombreuses rivières et nombreuses potentialités hydroélectriques restent encore à identifier.

Tableau N°38: Typologie des infrastructures et l'offre actuelle.

ENTITE	POPULATIOPN	CENTRALE	PUISSANCE	QTE ENRGIE /HABT/AN
GOMA	252.030 (*)	RUZIZI	5400 KW	188 KWh
RUTSHURU	692.020	Rutshuru (Mondo Giusto) - Katale - Rwanguba	450 KW 293 KW 160 KW	11KW
NYIRAGONGO	38.689	-	0	O KWh
TOTAL MOYENNE	983.739	-	6.303 KW	56 KWh

Source : ''Problématique du déficit énergétique'' Ir. E. NDIMUBANZI et Al. **KITSA 08/2008**
(In série Pole Institut)

2.2.2.1.2.1. Projection demande énergie : à GOMA, Nyiragongo et Rutshuru.

Depuis 1983, la ville de Goma est alimentée par une ligne de 70 KV (dimensionnée entre KATANA et GOMA en 110 KV) en provenance de la centrale de RUZIZI I de la SNEL implantée à Bukavu. Dans le Sud-Kivu. Cette centrale est interconnectée à celle de Ruzizi II de la CEPGL, exploitée par la SINELAC. Même renforcée à 110 KV, cette capacité ne suffira pas à subvenir aux besoins de la ville de Goma, encore moins ceux de la province du Nord-Kivu. En effet, un projet, vieux de 10 ans était envisagé pour une extension en haute tension de 110 KV, partant de Goma vers Béni, en passant par Lueshe et Butembo afin d'alimenter au passage la Mine de Luseshe. Des Unités agro-industrielles et de quelques centres ruraux, ne connait pas toujours un début de réalisation.

L'autre opportunité est la Chute de SEMULIKI issu du Bassin du Nil et situé à 17 Km du centre de BENI. Elle a un Potentiel de 72 MW en deux sites Semuliki I et II. (Soit 144 MW). Elle a comme avantage, la proximité à 17 Km de Béni et 63 Km de Butembo. En 1984, une mission de la SNEL avait été dépêchée à Rutshuru et à Masisi en vue de 'une étude de marché de l'énergie. Cette mission a notamment visité les agglomérations de Rubare, Rusthuru-Centre, Jomba, Kiwanja Rwindi, LUESHE et Mwesso/PLZ. Selon des données fournies par cette mission, les besoins peuvent être estimés comme suit : évolution d'un taux d'accroissement de la demande de 3 % lié à celui de la Population.

Tableau N° 39: Puissance par Centre de production et Consommateurs et projections.

CENTRE	PUISSANCE	PRIX DEMANDEURS 1984	PROJECTION 2008
RUTSHURU	400 KW	Hôpital, Couvent,	813 KW
RUBARE	100 KW	Usine café, Hôtel, Atelier métallique	203 KW
KIWANJA	500KW	Ateliers, Menuiserie, garage, soudure, moulins, Hôtel	1.016 KW
JOMBA	340 KW	2 moulins, 2 Instituts, couvent, paroisse.	691 KW
RUMANGABO	300 KW	Camp Militaire	610 KW
RWINDI	200 KW	Hôtel, Foyer Touristique du PNVI	406 KW
VITSHUMBI	200 KW	Froid, (Chambre froide) 15.000 Tonnes Poisson/an)	406 KW
LUESHE	3.500 KW	Usine Pyrochlore (SOMIKIVU) Camp travailleurs…	3.500 KW
SINGA	100 KW	Ecole, moulin, Elevage, projet Hôpital de 80 lits	203 KW
MWESO PLZ	1.100 KW	Usine à Thé	1.100 KW
MWESO ETAT	150 KW	2 Ecoles, 1 Hôpital (70lits)	305 KW
KATSIRO	50 KW	RAS	102 KW
TOTAL			9.355 KW

Source : ’Problématique du déficit énergétique’’ Ir. E. NDIMUBANZI et Al. KITSA 08/2008 in série Pole Institut

2.2.2.1.2.2. Identification et localisation des Chutes à Potentiel

Tableau N° 40: Potentiel de production Hydroélectrique

ENTITES	Nbr Central	PUISSANCES EN MW	OBSERVATIONS
LUBERO	13	102,4	NE
BENI	16	135,2	NE
RUTSHURU	3	5,7	NE
MASISI	8	12,7	NE
WALIKALE	10	0	NE
TOTAL	**50**	**256**	

Source **:** PDP. 2010 – 2014

Commentaire : Le dynamisme des Populations locales a permis de valoriser certaines chutes en y installant des microcentrales. Des problèmes techniques et normatifs sont apparus. Ci-dessus l’inventaire actualisé des potentialités hydro-électriques désagrégées par Territoire et entité, nécessitant études et investissements pour les valoriser. Lubero, Béni et Walikale recensent plus de sites. 23 Micro centrales ont été construites et sont opérationnelles et 11 sont en construction, hors l’inventaire ci-dessus d’un Potentiel de 256 MW.

2.2.2.1.2.3. Evolution de la Grappe Production de l’eau et de l’électricité

Tableau N° 41: Indicateurs du Bilan énergétique

Villes/territoires	Indicateurs	Indicateurs 2009
Ville de Goma	Nombre d’abonnés à la REGIDESO/habt.	1,055 %
	Nombre d’abonnés de la SNEL/Habt.	2,589 %
	Nombre de mètre cube d’eau produite/habt.	9,456m3
	Nombre de mètre cube d’eau vendue/habt.	4,874m3
Ville de Béni	Nombre d’abonnés à la REGIDESO/habt.	0,422%
	Nombre de mètre cube d’eau produite/habt.	2,931m3
	Nombre de mètre cube d’eau vendue/habt.	1,787m3
Ville de Butembo	Nombre d’abonnés à la REGIDESO/habt.	0,425 %
	Nombre de mètre cube d’eau produite/habt.	2,572 m3
	Nombre de mètre cube d’eau vendue/habt.	1,076 m3
Rutshuru	Nombre de micros centraux hydroélectriques réhabilités	4
	Nombre de micros centrales hydroélectriques en construction	1
Béni	Nombre de micros centrales hydroélectriques fonctionnelles	7
Lubero	Nombre de micros centrales hydroélectriques en construction	22

Source : Extrait du Bulletin des Statistiques Socio-économiques 2009

Commentaire : Les taux affichés dans ce tableau témoignent effectivement de l'ampleur du déficit, tellement les valeurs sont résiduelles. Des nouveaux investissements sont nécessaires. La SNEL n'est opérationnelle qu'à Goma pour tout le Nord – Kivu, du moins pendant la période de notre enquête.

2.2.2.1.2.4. Etat des lieux de la Filière Manufacturière

En l'absence d'une chambre de l'industrie du secteur privé, c'est la FEC qui a fait office. Mais ces fiches d'identification des entreprises locales ne sont pas riches. Une compilation spéciale des entreprises se trouve au Volume II[21] annexe du Profil Section n° 2, relevées sur la période 2000 à 2009. Elles sont enrichies de listes des sources traitées par les services du Gouvernement Provincial du Nord Kivu, notamment, le Secrétariat Exécutif, l'IPAPEL, l'IPMEA et la Division du Plan. Cette compilation fournit des informations consolidées mais incomplètes par thème. Elles ne peuvent donc pas satisfaire à des fins statistiques sur la densité ou la structure du tissu industriel de la Province. C'est un travail à faire pour compléter la documentation et les archives de la province dans ce domaine. ''Il a donc été difficile de consolider une liste formelle par corporation avec ses évolutions sur la durée de l'étude 2000 à 2009''.

Ce secteur est porté par l'industrie manufacturière qui rapporte près de 89 % du poids du secondaire (10%). Puis suivent : Infrastructure Bâtiment et Travaux Publics 5%, production d'électricité 4 % et seulement 2 % de la production d'eau potable. Un aperçu des entreprises Manufacturières est confectionné à la section 9 du Volume II annexe au Profil économique du Nord-Kivu. Les listes présentent des situations annotées pour avertir sur l'état du moment étant donné l'âge de l'information. Cela permet de se faire une idée sur les pertes causées par les guerres et l'insécurité. La section 2 du Volume II annexe présente un portrait des fédérations des Entreprises, des Associations et Coopératives.

a. Agro-industrie et Agroalimentaire

LE NYIRA CONGO SPRL : *Usine à café par voie sèche*

1. SOCIETE DOMAINE DE KATALE : *Usine à café par voie sèche*
2. Ets TSONGO KASEREKA à BUTEMBO : *Usine à café par voie sèche*
3. Ets CETRACA à BUTEMBO : *Usine à café par voie sèche*
4. Ets MAGATESO à BUTEMBO : *Usine à café par voie sèche*
5. Ets KAHEHERO à BUTEMBO : *Usine à café par voie sèche*
6. Ets NDALIKO à BUTEMBO : *Usine à café par voie sèche*
7. MINOKI à LUBERO : Grands moulins farine de blé *(En arrêt depuis les conflits armés)*
8. CULTURE GENERALE DU KIVU *(CUGEKI)* – BUTEMBO : *Usine à café par voie sèche*
9. Ets KAVUSA MUTSUVA à BUTEMBO : *Usine à café par voie sèche*
10. CAPACO à BENI : *Usine à café par voie sèche*
11. SABAGO : Société *Abattoirs de Goma* : Réhabilitation partielle - En exploitation
12. Boulangeries semi-industrielles et artisanales : *Production Pain*, *de villes en Territoires* ;
13. MAIZEKING : produit la *semoule et d'autres aliments vitaminés à base de céréales ;*
14. Ets BON MARCHE : produit de la *farine de maïs (semoule) et de l'huile végétale ;*
15. Ets AKI PHA : produit de la *farine de maïs*, en arrêt momentané.
16. Charcuteries de manufacture artisanale : Goma – Butembo et Béni.

b. Nouveaux Investissements

Il existe de récents investissements industriels privés financés par le FPI aux entrepreneurs du Nord-Kivu, Nationaux, Asiatiques et autres Etrangers. La poussée des bâtiments de type commercial peu après l'éruption du volcan en 2002 présage le retour de la confiance des investisseurs. Aussi, la reprise d'une fréquence urbaine des PME / PMI bref, plus des Petites entreprises semi-industrielles et de production artisanale peut entrevoir quelques espoirs.

[21] **Voir listes et détails au Volume 2, annexe du Profil - Section 11. / Industries du Nord – Kivu.**

c. Interventions du Fond de Promotion de l'Industrie DP/NK

Tableau N°42.a : Agence de GOMA : Financements de 2007 à 2010.

N° Contrat	Projet	Secteur	Capacité	Couts $	Statut	MO	Profil	Lieu Site
494	Maïzeking	Minoterie	5Tonnes/jr	371.232$	En activité	12	Moyen	Goma
496	Alpha Shoes	Chaussures	-	115.459$	En arrêt	-	-	Goma
522	Nadan Optimo	Boulangerie	-	(36.306$)	Non réalisé	-	-	-
547	Yawazazi	Boulangerie	300 Sacs/jr	750.780$	En activité	16	2 Tc. 14 TT	Goma
574	Bon Marché	Minoterie	50 T/jr	1.624.560$	En activité	16	4 Tc 12 TT	Goma
624	La Joie	Tôlerie	750pc/jr	1.774.751$ (920.352)	En activité	7	2 Tc. 5 TT	Goma
-	Maison Mbiza	Savonnerie	2 T/h	6.581.396$ (1.080.893$)	En Installation	-	-	Goma
-	Rucaf	Usine Café	2 T/h	840.330 $ (605.226$)	En cours de Financement	-	-	Rutshuru
-	-	-	***Total Engagement***	**12.058.508**	100 %	-	-	-
-	-		***Débours***	**9.415.731**	78 %	-	-	-
-	-	-	***A débourser***	**(2.642.777)**	22 %	-	-	-

Tableau N° 42 bis : Agence de Béni - Butembo: Financements de 2007 à 2010.

N° Contrat	Projet	Secteur	Capacité	Couts $	Statut	MO	Profil	Lieu Nbr/Ville
-	CTB BUTUHE	Usine de thé	500Kg/h	**245.262** (196.538)	En activité	**574**	-	***1. Béni***
470	Maison SINDANI	PCV Usine	13 T/mois	**111.132** (90.982)	En activité	**20**	-	***1. Butembo***
497	ME-I-KWAL	Menuiserie	7,5M3/jr.	**166.024** (125.376)	En activité	**25**	-	***2. Butembo***
476	ENRA	Scierie	-	Suivi Sce. de la dette	En activité	**-**	-	***2. Béni***
444	MBANGA	Savonnerie	48T/jr.	**861.566** (485.399)	En activité	**23**	-	***3. Butembo***
523	MAP	Scierie	500 m3/jr.	**613.014** (306.507)	En activité	**20**	-	***4. Butembo***
630	SOCOTRANS	Savonnerie	3T/jr.	**765.546** (455.260)	En activité	**20**	-	***3. Béni***
681	MANGO AIRLAINES	Closerie		**518.848** (295.341)	En Installation	-	-	***4. Béni***
Total *Engagement*				**3.281.392**	**100 %**	**+/- 682**	-	-
Déboursés				**1.781.249**	**54 %**	**-**	**-**	**-**
A débourser				**1.500.143**	**46 %**	**-**	**-**	**-**

c. Concentration sectorielle.

L'essentiel de l'industrie était concentré dans le traitement du Café et du Thé, secteurs qui subissent un dépeuplement et désengagements suite à l'action des groupes armés. Les listes des plantations organisées reprises au Volume II des annexes donnent un portrait de ce que fut le paysage Agroindustriel, il se signale quelques huileries de Palme, sûrement vétustes et/ou en arrêt, en plus d'usines et plantations de café et de thé. Dans les pêcheries la technologie utilisée est archaïque pour des produits bas de gamme : Bacs de salaison en ciment trop vétuste, fumoirs à bois artisanaux etc. Aucun investissement en technologies modernes pour des produits haut de gamme. La demande du marché local reste non satisfaisante.

Le gros de l'activité agroalimentaire est concentré dans la production du pain. L'activité artisanale occupe la première place avec la petite pâtisserie de beignets fabriqués depuis le fond des villages et à tous les carrefours en ville. Des petits fours à pain font partie du paysage de fond des parcelles citadines. Toutes les sources (NRC, FEC, BCC, BC, OCC, ONC, OFIDA, DGRNK, DPT, IPMEA) etc. ne fournissent que des informations fragmentées. Il Manque les noms des responsables, adresses de contact : Tél, Mail, Site Web, Adresse physique, etc. Les activités industrielles sont énumérées sans assez d'informations techniques et sans une complète cartographie de la dissémination territoriale. A titre indicatif, les produits fabriqués sont repris comme suit:

1. Bonbons : en arrêt momentané ;
2. Alcool et liqueurs : sans respect de normes requises en la matière
3. Vins et alcools à base d'ananas;
4. Raffinerie de la papaïne ;
5. Scierie Industrielle du bois (2 – 1);
6. Cigarettes à partir du Tabac cultivé au Nord-Kivu ***(Filtres et emballages Importés)***
7. Savon de ménage, fermé ;
8. Mise en sachet du lait KERRYGOLD : Fermé
9. Briqueterie Industrielle, en arrêt.
10. Menuiserie Industrielle / MENUIBO - déménagée de Butembo à Goma
11. Menuiseries semi – industrielles à travers les villes de la province.
12. L'eau minérale ;
13. Ensachage de lait liquide recomposé de la poudre et de lait de vache congelé ;
14. Fromage de type Gouda de pâtes molles : Version la plus répandue monotone.
15. Lait caillé et Yoghourt
16. Clous
17. Tôles ondulées
18. Minoterie maïserie
19. Aliments de sevrage à base de céréales de production locale
20. Ustensiles en plastic
21. Jus de fruits de fabrication artisanale
22. Confitures de fabrication artisanale
23. Tanneries et Maroquinerie artisanaux
24. Traitement et vente transfrontalière des peaux de bovin et chèvres

2.2.3. IBTP (Infrastructures, Bâtiments et Travaux Publics)

2.2.3.1. Structure de la filière au Nord - Kivu

- **Les deux axes de cette filière** sont principalement :

1) le Bâtiment et Infrastructures, et ;
2) la Production des matériaux de construction ;

1) Dans le premier axe.
Dans cet axe, on retrouve les infrastructures, bâtiments et travaux publics dont les domaines d'activité sont essentiellement :

- Le bâtiment et infrastructures Publics et Privés
- Les infrastructures de transport (route, chemin de fer, aménagements portuaires, fluviales et aéroportuaires).

Suite à l'insécurité la province n'a pas vu se réaliser assez d'investissements et se développer les infrastructures routières et leurs ouvrages, les bâtiments publics les infrastructures du tertiaire non Marchand (3% du Tertiaire). Le Bâtiment Privé est en tête en IBTP. Cependant, la mise en œuvre est délicate. En effet, des contraintes technologiques ci-après entravent cette filière :

- Le niveau faible de respect des normes et standards de l'industrie du Bâtiment
- L'inconstance de la nature et qualité des matériaux de construction mis en œuvre.
- L'approvisionnement des quincailleries semi-professionnelles s'approvisionnent au Kenya, Ouganda et Tanzanie sur des articles de second choix, mal conditionnés du reste, en commerce triangulaire ;
- Les produits sidérurgiques ne sont pas au standard et ne sont pas testés ni en essais Brinell ni en Rockwell avant la mise en consommation dans le bâtiment.
- Les briques pas souvent vibrés, sous – dosés entre ciment et mortiers de chaux etc.
- Les caractéristiques marquées sur les tôles, clous, mastics et peintures de revêtement ne correspondraient pas à la réalité si des tests étaient appliqués : Après la mise en œuvre, les accessoires des matériaux utilisés révèlent des niveaux de dégradation précoces dans tous les bâtiments publics (Hôtels et résidentiels et même édifices d'Etat). Les produits de quincaillerie en vente au Nord – Kivu sont souvent décoratifs, de courte durée d'usage dans les huisseries.

- Il n'existe pas de Bordereaux ni un abaque normalisé avec les divers matériaux volcaniques utilisés pour le secteur du Bâtiment.
- Le concept ''matériaux durables'' sans respect d'une norme, correspondant à un standard international perd son sens !
- La RDC n'a pas publié de catalogue descriptif des normes.

3) Dans le second axe,

La Production locale des matériaux et le broyage sont des activités qui reposent sur les matériaux d'origine volcanique pour la ville de Goma, l'argile, le Bois, le calcaire/chaux vive et autres types de produits de carrières dans le reste de la province.

La pierre et ses dérivés (elle est de lave à Goma et de carrière partout dans la Province) présentent les avantages suivants :

- Dérivés fragmentés : Moellons, concassés, gravillons, sable. Les statistiques des carrières de production ne sont pas disponibles. A voir les chantiers en œuvre, plus de 200.000 à 400.000 tonnes de matériaux cité ci-haut font l'objet de transactions et manutention dans tous chantiers confondus. Nombreux broyeurs et excavateurs relèvent du secteur informel. Cette production ne sera donc pas bien évaluée.
- La production du calcaire transformé en chaux vive et éteinte, de l'argile et ses dérivés conforte la position du secteur informel qui intervient dans l'articulation des branches de toute la filière.
- Le concassage mécanique perdure à cause de la panne d'électricité connue à Goma.

Il sert à la fabrication de produits élaborés : (Bétons, ciment de pouzzolane : mélanges ciment – chaux et scorie volcanique, briques de chaux, de ciment et d'argile cuites, carrelages et pavés, huisseries, etc.). Le transport des matériaux est une activité très importante qui relie les secteurs Primaires et le secondaire au tertiaire marchand. Ces activités sont essentielles pour l'emploi local des travailleurs manuels qui assurent l'extraction et le broyage.

2.2.4. Industrie Minière.

A part la SOMIKIVU, actuellement en arrêt, c'est la petite mine artisanale qui alimente tous les circuits de spéculation existants. Dans le cycle artisanal du processus minier, l'extraction est manuelle dans les carrières. La réduction des échantillons avant le comptoir est fait sur pierres et culasses, alors que certains comptoirs procèdent par broyeurs à marteaux, immersion et moulinage avant échantillonnage pour analyse humides et ensuite poudre séchées. Les appareils d'analyse sont généralement perfectionnés et sensibles, équipés pour afficher et imprimer les valeurs. Et c'est la seule phase du cycle qui soit moderne et à petite échelle, à la différence des procédés industriels. Dans la ville de Goma on a recensé environ 26 comptoirs; l'effectif réel de comptoirs est difficilement maîtrisable et étant donné que nombreux sont clandestins. Il n'existe pas d'industrie métallurgique et autres procédés qui donnent une valeur ajoutée substantielle aux minerais exportés et déclarés ou non.

L'OCC, service normatif de contrôle d'Etat, a amélioré son outil de travail avec l'acquisition des équipements de laboratoire qui requièrent une formation constante et une mise à niveau de ses techniciens, en vue de maximiser leur efficacité au travail et aussi les revenus du trésor public. Ce nouveau profil est salutaire et le Gouvernement a intérêt de continuer à former les experts laborantins dans la pratique, afin de découvrir les métaux accompagnateurs qui échappent toujours à l'évaluation. A cet effet, nombreux échantillons d'apparence anodine pourraient être révélateurs entre les mains de Laborantins analystes expérimentés et bien formés. C'est aussi une base pour disposer d'experts vulgarisateurs et formateurs en connaissance des matériaux minéraux aux préposés de contrôle et aux lycéens des filières techniques industrielles pour contrer les trafiquants informels actifs sur ce marché en devenir.

2.2.5. Industrie Forestière

L'industrie Forestière du Nord-Kivu est basée sur 2 usines dont une '' ENRA'' est connue pour sa scierie. L'abattage industriel des arbres est opéré avec les mêmes tronçonneuses et la différence vient de l'équipement de débardage mécanisé, et la suite du cycle en atelier bois avant la menuiserie industrielle.

2.2.5.1. Exploitation Forestière ''semi – mécanisée '' artisanale.

Le reste des activités repose sur l'exploitation informelle et artisanale qui butte les arbres avec des tronçonneuses et tranche les planches de la même manière en brousse. Ce procédé gaspille la matière par le manque de précision des tronçonneuses en dépassant la mesure standard pour laisser la marge de mise à mille aux trafiquants. Le travail du bois s'est intensifié au cours des dix dernières années dans la Province. En ville de Béni, de Butembo et de Goma, fleurissent des menuiseries mécanisées classées PME semi-industrielles ou PMI. Plus d'une trentaine de menuiseries équipées de machines mécaniques, automatiques et semi-automatiques sont opérationnelles avec des scies circulaires et les raboteuses. Le cycle de finition en menuiserie est bénéfique en création d'emplois et de valeur ajoutée fiscale, tandis que, la coupe en brousse débouche généralement sur l'exportation clandestine.

2.2.6. Situation des services techniques d'appui.

- La Division Provinciale des Travaux Publics et Infrastructures est fort réduite depuis une décennie. Du rapport verbal appuyé de nombreuses correspondances, il se dégage le sentiment d'isolement de cette Division qui, comme celle du Développement Rural ne reçoit plus de subsides et voit ses attributions déléguées de manière informelle à d'autres Divisions ou nouvelles structures.
- L'office des routes reçoit bien plus d'appuis et de renforcement en équipements que la Division IBTP.
- La même situation est aussi valable pour la DVDA ex SNRDA, cette dernière, il en sera question sous les voies de communications.

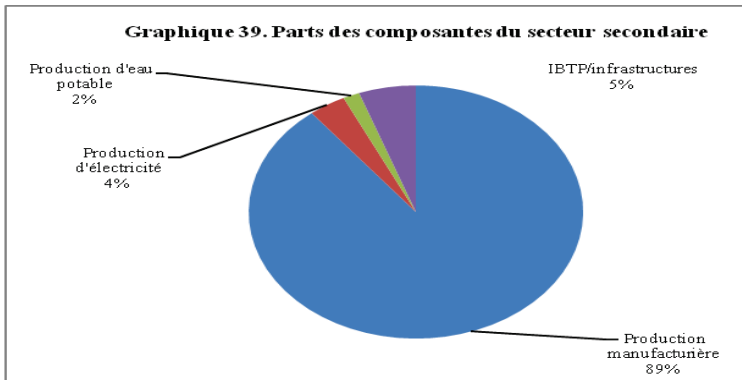
2.2.7. Situation des Infrastructures techniques du secteur.

- La concession de la Division IBTP est devenue par la force des choses et la réalité sur terrain, un domaine de l'Office des Routes qui a bien aménagé les lieux, étalé les engins de génie-civil les plus récents dotés par l'Union Européenne.
- La section occupée par les TP est asséchée, les locaux du Garage sont transformés en Bureaux de la Division. Il n'y a plus de trace d'équipement de Garage ni toute autre activité et le seul hangar est devenu un parloir, un site de détente du compound.

2.2.8. Interprétation des résultats

2.2.8.1. Analyse des indicateurs du Secteur Secondaire

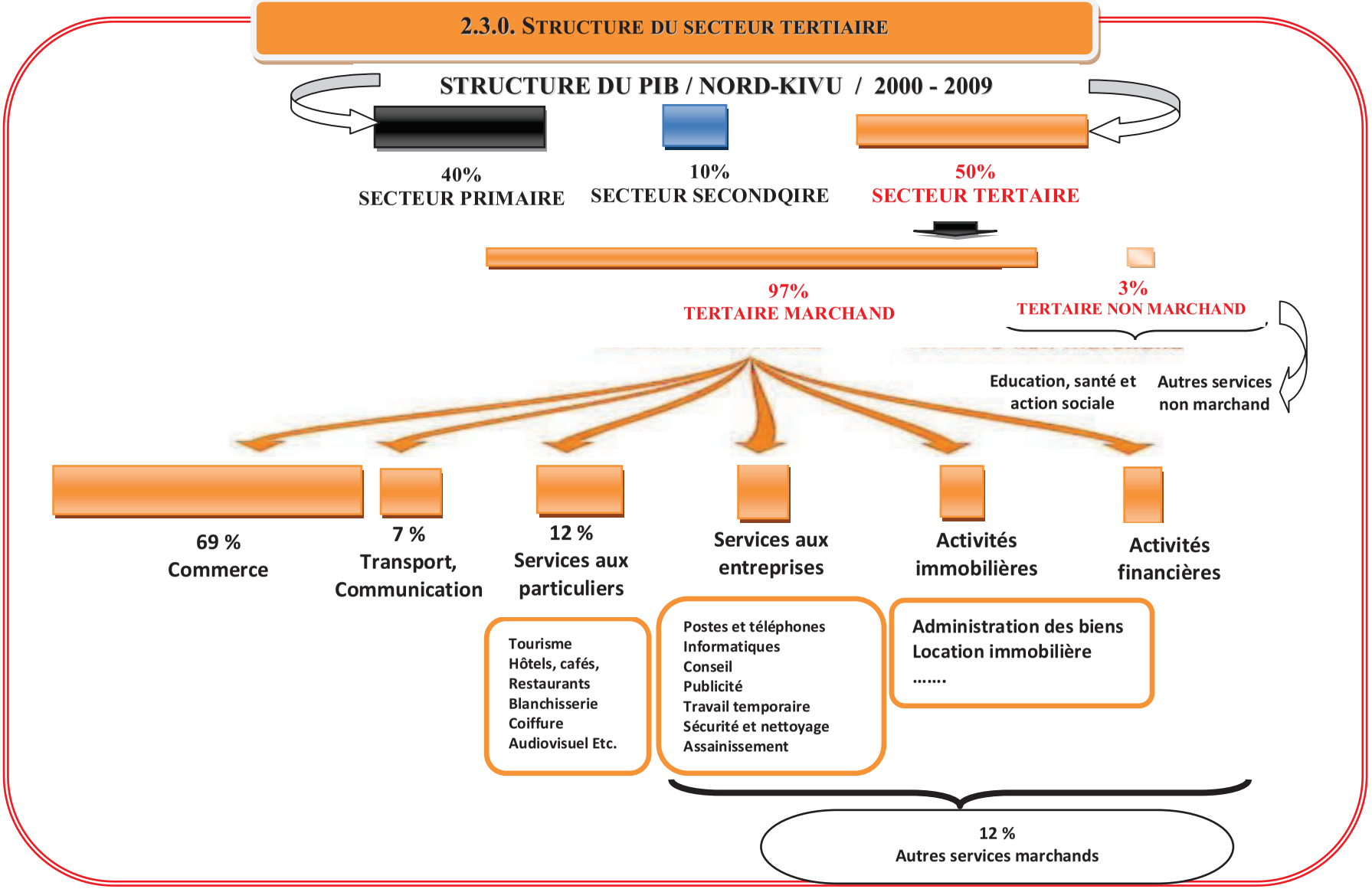
2.2.8.1.1. Evolution des Indicateurs Economiques du Secteur Secondaire de 2000 à 2009



Commentaire Graphique 39: Dans le secteur secondaire, le graphique tiré des statistiques montre une production manufacturière représentant 89 % du secteur. Cette dernière est dominée elle-même par la production artisanale et semi-industrielle, mus par des générateurs thermiques et la force de travail des artisans. ENERA/Béni une des rares Industries (Meubles, Bois Sciés et Huisseries) croule sous le poids de la facture énergétique qui pèse sur les charges d'exploitation. Les données sur les entreprises privées du secteur sont de mauvaise qualité pour exprimer cette tendance, mais les enquêtes et l'observation les complètent bien et permettent de tirer ces conclusions. La production manufacturière étonne avec un score de 89 % de la composante secondaire, laissant respectivement 5% (IBTP), 4 % (électricité) et 2 % (eaux). Le facteur déterminant qui justifie cet effondrement hors insécurité, c'est l'absence d'investissements dans l'infrastructure de production de l'énergie hydroélectrique et des alternatives.

2.3. EVOLUTION DU SECTEUR TERTIAIRE 2000 - 2009

2.3.0. STRUCTURE DU SECTEUR TERTIAIRE



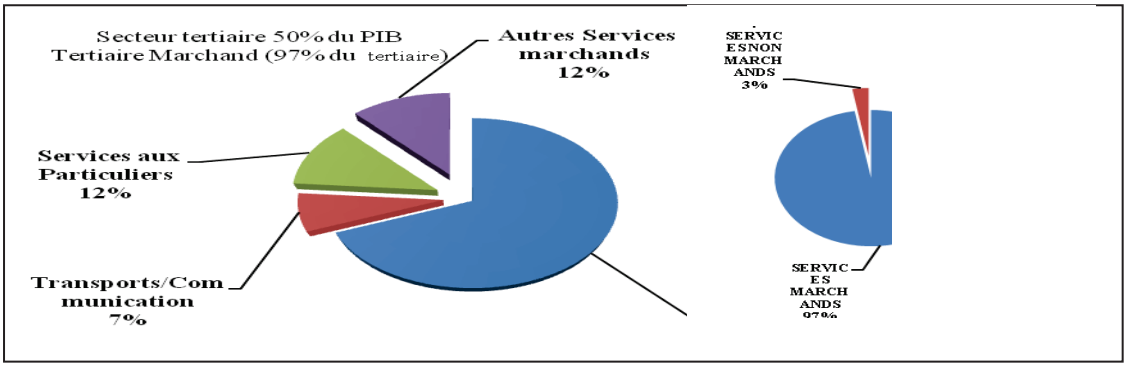
2.3.1. Évolution économique du secteur tertiaire de 2000 à 2009

Tableau N°42 C: Indicateurs comparés du Tertiaire Marchand et Non marchand entre 2000 et 2009.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
SECTEUR TERTIAIRE	**78.813**	**87.697**	**97.581**	**108.580**	**120.819**	**134.437**	**127.143**	**179.023**	**207.439**	**219.766**	**126.837**
I. SERVICES MARCHANDS	**76.596**	**85.229**	**94.836**	**105.525**	**117.419**	**130.654**	**122.241**	**173.903**	**202.182**	**215.362**	**123.176**
Commerce	52.671	58.608	65.214	72.564	80.743	89.844	80.001	121.733	140.488	151.025	**91.289**
Transports/ Communication	5.496	6.115	6.805	7.571	8.425	9.375	6.983	8.548	18.331	19.395	**9.704**
Services aux Particuliers	9.335	10.387	11.558	12.860	14.310	15.923	16.801	20.821	23.634	24.425	**16.005**
Autres Services marchands	9.095	10.120	11.260	12.530	13.942	15.513	18.456	22.800	19.729	20.518	**15.396**
II. SERVICES NON MARCHANDS	**2.217**	**2.467**	**2.745**	**3.055**	**3.399**	**3.782**	**4.902**	**5.120**	**5.257**	**4.404**	**3.660**

Source : Cadrage macroéconomique 2006-2008 / **Banque mondiale/UGERP - Province Nord-Kivu**

Graphique 40: Parts dans le secteur Tertiaire



2.3.1.1. Le secteur Tertiaire Marchand.

La contribution du secteur tertiaire (50%) au PIB du Nord – Kivu est un indicateur du dynamisme du Secteur Privé Moyen et sa participation économique, malgré un environnement difficile (Infrastructures, Banques et d'appuis techniques). Comme illustré par le graphique 63: l'activité commerciale est en progression (69% du Tertiaire) et elle domine le tertiaire marchand. Tous les indicateurs permettent de lier le commerce à la montée du Primaire mu par la filière agricole. Transport et communication (7% du tertiaire) : c'est l'interface de tous les secteurs économiques. Des efforts dans ce secteur sont remarquables sur les grands axes, mais un taux élevé des routes du secteur rural sont en très mauvais état réduisant ainsi l'activité rurale, spécialement l'accès au marché. Cela constitue une majeure contrainte au développement de l'agriculture, du système de transport et du circuit de commercialisation. Le manque de crédit de campagne a aussi un impact négatif intersectoriel. Le paysan se débrouille souvent pour acheminer la production vers les centres accessibles. Le service aux particuliers représente (12% du tertiaire). C'est un secteur socioéconomique lié au climat général des affaires en RDC et à la reprise économique. Il constitue un potentiel de modernisation au vu des avancées technologiques mondiales et même chez les pays voisins. La composante tourisme, malgré son fort potentiel au Nord-Kivu ne décolle pas et s'exprime faiblement dans la tranche: les sites touristiques insuffisamment aménagés, les infrastructures hôtelières de niveau moyen à faible et un recul de la restauration, faible organisation professionnelle, absence de tours opérateurs professionnels et de partenariats. Le spectre de l'insécurité, la mauvaise image de la RD Congo dans la presse internationale, la faible qualité des infrastructures hôtelières sont autant de défis à la portée des acteurs et du potentiel de ce secteur. Les autres services marchands (12% du tertiaire) : liés à l'essor économique, les services d'appui aux entreprises ont besoin d'investissements pour se moderniser. L'activité immobilière a une faible transparence statistique et peu normalisée par rapport aux standards internationaux. Les TIC larges ne sont pas bien documentés statistiquement et sont de qualité inférieure. On note la progression de GSM, faiblesse du fixe, la disparition des services postaux relayés par des messageries informels, avec 7% du tertiaire. Le secteur financier Bancaire a besoin d'être renfloué, le non bancaire se démène depuis l'effondrement du premier. Ce portrait du tertiaire suffit pour justifier qu'il ya reprise des activités même en milieu rural et que le tertiaire puise ses forces du secteur productif à booster, pour le moment sans apports du secondaire.

2.3.1.1.1. Evaluation de la Production Agricole Commercialisée entre 2005 -2009

Tableau N° 43: Évolution de la production commercialisée localement

	2005		2006		2007		2008		2009	
Produits	**Quantité en tonnes**	**Prix moyen**	**Quantité en tonnes**	**Prix moyen**	**Quantité en tonnes**	**Prix moyen**	**Quantité en tonnes**	**Prix moyen en FC**	**Quantité en tonnes**	**Prix moyen en FC**
Haricot	11.327.815	235	906796	468	2 657 005	351	2 349 329,7	475	161374	628
Maïs Grain	961.788,74	180	624557	182	775 554	154	7 8813,4	292	115639	300
Manioc Cossette	316.862	124	1856819	125	600665	134	2 57 592,5	258	1524645	355.5
Riz Paddy	98.059.235	315	1174583	287	699826,47	398	11 070,4	444	146299	640
Colocase	5.346	100	7540,5	100	27551,4	120	34 181,0	222	779919	183.3
Igname	197	112,5	258,180	116,7	609,340	208,3	5 238	258	6679	250
Pomme de Terre	84181	99,3	1587458	128,8	1506878	141,4	391 770	167.5	403131	196.2
Patate douce	116336	100	92105,95	126,8	99563,2	112,5	146 492	193.7	181055	177.7
Arachide	35804	299,8	100812	357,8	72549,8	420,8	42 556	512	30636	1050
Petit pois	18117	260,2	24851,8	392,5	7170,2	307,5	1 719	323.7	1363	584.2
Soja	712902	28,5	1363781	286,1	556512,68	345,1	12 144	485.7	13328	766.6
Sorgho	37696	110,8	954159,68	197,2	806176	211,4	493 340	235	108880	400
Eleusine	3390,5	232	3711	330	4338,16	360	1 646	433.3	758	780
Blé ou Froment	569371	255,75	2397,55	271,75	3311	329	1 436	275	439	340
Ananas	8,5	175	7	150	813,5	208,3	503	373.3	313	400
Sésame	15,2	160	1500	200	152,9	150	18	260	12	260
Bananes	425 247,5	87,5	475 703,4	107,5	481 344,7	132,5	469 765	133	290 630	637.5
Légumes	239753	168,75	292472	181,25	472886	262,5	472 886		557153	446.2
Tourne sol	0	0	0	0	10	100	21.6	100	557153	100
Huile de Palme	**7678,76**	**130**	**4 778 979**	**209,5**	**5 269 751**	**367,5**	**82 693**	**350**	**25**	**533**

Source : Synthèse extraits du Rapport annuel IPAPEL 2007 pages 202 à 211/ Rapport annuel soft 2008 pages 212 à 221

Dans ses conclusions, le Rapport annuel IPAPEL / 2009 page 211 on note ceci : ''Au Nord-Kivu le circuit commercial des produits agricoles n'est pas bien maitrisé, car il existe beaucoup d'intervenants. Ce circuit va de la production aux centres d'écoulement et de consommation''[22].

1) ***Mauvaise organisation du Marché :*** Les données ci-dessus reflètent uniquement un ordre de grandeur de l'évolution de la production vivrière commercialisée. Le désordre dans le circuit de commercialisation est tel que, les statistiques ne sont pas enregistrées correctement et n'interceptent pas suffisamment : 1) le stock des productions à cause de l'indisponibilité des agents de l'inspection[23], 2) le Volume d'autoconsommation, 3) les stocks vendus aux champs et ceux dans les greniers primitifs du village.

   Toute personne sans licence peut aller dans un village et acheter les produits agricoles sans remplir une fiche d'enregistrement et d'origine. Ensuite, les acheteurs peuvent acheminer leurs stocks dans un entrepôt de Goma de nuit ou un dimanche, traverser et vendre dans un pays voisin et /ou vers une province voisine sans aucune mesure des flux sur les échanges.

2) ***Qualité des statistiques :*** Les rapports annuels eux-mêmes source de nos chiffres ont été élaborés avec d'énormes difficultés. L'Inspection reconnait le peu de motivation des agents impayés sur terrain. Les chiffres partent des paliers inférieurs Groupements – Territoire pour la consolidation à l'inspection. A ce niveau, Ils contiennent beaucoup de chiffres inexacts (additions), des erreurs de reconduction et ou affectation des chiffres: Voir Rapport annuel 2007 pages 202 à 211 et rapport 2008 pages 212 à 221. Publiés respectivement en 2008 et 2009.

3) ***Taux d'accroissements moyens irréguliers*** : Nonobstant les observations ci-dessus, nous essayons malgré tout de mesurer les taux moyens d'accroissement de la production et des prix sur un échantillon de produits de base, sous réserve de la pertinence des chiffres!

a.1.1. évaluation du taux d'accroissement des produits de base commercialisés.

[22] Rapport annuel IPAPEL 2009 page 211.
[23] Rapport IPAPEL 2009, page 253.

Tableau N°44: Cultures agricoles alimentaires de base.

PRODUITS	2005	2006	2007	2008	2009	Taux moyen d'Accroissements
Haricot	11 327 815,00	906 796,00	2 657 005,00	2349329,70	161 374,00	**-2 791 610,00**
Prix moyen	235	468	351	475	628	**+ 98,25**
Maïs Grain,	961.788,74	624 557,00	775 554,00	7 8 813,40	115 639,00	**- 211 537,43**
Prix moyen	180	182	154	292	300	**+ 30,00**
Manioc Cossette	316.862,00	1 856 819,00	600 665,00	257 592,50	1524645,00	**+301 945,75**
Prix moyen	124	125	134	258	355.5	**57,87**
Riz Paddy	98.059.235,00	1 174 583,00	699 826,47	11 070,40	146 299,00	**-95 912 876,00**
Prix moyen	315	287	398	444	640	**81,25**
Pomme de Terre	84 181,00	1 587 458,00	1 506 878,00	391 770,00	403131,00	**+ 79 735,50**
Prix moyen	99,3	128,8	141,4	167.5	196.2	**24,23**
Huile de palme	767 876,00	2 979,00	5 269 751,00	82 693,00	25,00	**-191962,75**
Prix moyen FC	**350**	**130**	**209**	**367**	**533**	**45,75**

Source : Sélection liste courte données du tableau 46 : Statistiques des produits agricoles commercialisés 2009.

Nous observons une variation atypique dans l'évolution de la production vendue, sur la durée observée. Des changements brusques de volumes de la production d'une année à l'autre qui rendent suspects les statistiques et leur interprétation. Nous avons sélectionné la liste courte des produits de base ci-dessus par sondage :

- La production commercialisée du haricot, affiche un taux d'accroissement moyen négatif de (-2 791 610,00 tonnes), écarts importants, sans explications contextuelles, mais visiblement influencé par le stock de 2005. La faible production en 2006 et 2009 nous semble le fait du déficit en collecte et livraison des statistiques. Les écarts de tonnage entre 2005 et 2006 pourraient être liés aux conditions climatiques saisonnières. Par contre, la production de nouveau à la hausse de 2007 (2 657005 tonnes) et 2008 (2 349 329tonnes) nous semble provenir de la disponibilité dans le rapport des chiffres des zones qui ont manqué les années précédentes. En fait, il n'y a pas de semences en ce moment pouvant doubler le rendement des superficies uniformes d'une année à l'autre. En 2008, il y a même eu le soulèvement du rebelle Nkunda et l'on ne puis supposer un accroissement du nombre de producteurs retournés, au point de doubler la production. *(ce taux d'accroissement entre années de production est inexplicable au rythme des productions végétales). Le prix annuel moyen quant lui semble proche de la réalité dans les faits projetés sur le marché actuel.*
- La production vendue du Maïs augmente brusquement en 2008 à 10 % de la production moyenne des meilleures années (2005-6-7) et en 2009 à 14 %. *(les écarts sont inexplicablement importants et inconstants). Il affiche un taux d'accroissement moyen négatif important d***e (**- 211537,43 tonnes) sur 5 ans.
- La Production des régimes du palmier à huile, dont la production est sensible au régime pluvieux, ne peut passer brusquement de 767 876 tonnes (2005) à seulement 2 979 tonnes (2006) et ensuite bondir à des sommets de 5 269 751 tonnes (2007), 4 778 tonnes (2006) pour retomber à seulement 82 693tonnes (2008) et 25 tonnes (2009). NB. Les rapports IPAPEL expriment huile de palme en lieu et place de tonnes de Régimes. Rapport annuel 2008/2009 pages 80 à 85 : Oléagineux. Du rendement : Kg Sésame/Ha/an, Kg de Tournesol Ha/an et Kg Huile de Palme Ha/an alors que toutes les palmeraies n'ont pas le même rendement de Régime/Ha, tous les régimes n'ont pas le même rendement en huile brute, etc.
- L'évolution du Prix moyen (bouteille 72 cl) huile de Palme est passé de 130 à 533 FC sur les 5 années observées, effet de l'inflation associée au déficit de l'offre globale pendant les épisodes d'insécurité aux sources d'approvisionnement. L'accroissement du prix moyen de 45,75 FC seulement ne reflète pas l'effet suggéré par le taux d'accroissement déficitaire (– 191 962,75 tonnes).

Conclusion : Les données statistiques exploitées donnent un ordre de grandeur à partir duquel des situations peuvent être supposées.

- L'offre des produits de base affiche un accroissement négatif sur 5 ans : Haricot-Maïs-Riz Paddy et l'Huile de Palme...

Globalement le matériel végétal (semences) a vieilli et dégénéré et les centres de production semencières vétustes, sous – équipés et sans ressources financières.

- La taille des exploitations traditionnelles reste faible (30 ares en moyenne) surexploitées sans mise en jachère et sans rotation de cultures.
- Le système de commercialisation devrait être réorganisé pour favoriser de meilleurs prix aux producteurs : Routes, Silos et systèmes de stockage par village, calibrage et nettoyage produits etc.
- Renforcer les services IPAPEL et ONC pour améliorer : l'interception des statistiques, un meilleur traitement des données, une transmission plus régulière des chiffres de qualité.
- Le système de récolte et de traitement des statistiques a besoin de réformes urgentes et de modernisation.

- L'absence de petites et moyennes entreprises agricoles freine la modernisation du secteur agricole dans la production et surtout la commercialisation.
- L'absence d'organisation de l'agriculture par filière, de l'aménagement des foyers en bassins de développement économique, ne permet pas justement l'émergence des PME agricoles modernes pour accélérer la croissance, dans des espaces organisés !

La CEPGL envisage[24] la promotion et le développement du commerce régional transfrontalier doublé d'un système de Facilitation Commercial en faveur des PME et des Investisseurs. L'idée de la CEPGL est de mettre en place une ''opération pilote'' de marché transfrontalier des produits vivriers, pour faciliter les échanges de ces produits aux postes frontières. ''Plan Stratégique 2010-2014. 6.8. (iv), (v) et (xxx) pages 33 et 34''.

2.3.1.1.1.1. Evolution du commerce de trafic frontalier CEPGL

Depuis 2004, il existe un régime spécial pour le commerce pris en Trafic Frontalier, probablement issu des accords de coopération dans le cadre de la CEPGL. Par définition[25], l'OCC qualifie de trafic frontalier, les échanges commerciaux entre deux villes de provinces limitrophes, appartenant a deux pays voisins et dont la valeur de marchandises ne dépasse pas les limites réglementaires, soit $US 2500/Tonnes. Au dessus de ce seuil le dossier passe en importation classique. C'est dans ce cadre que certaines opérations frauduleuses s'inscrivent de part et d'autre des frontières notamment entre:

- Goma (République Démocratique du Congo) et Gisenyi (Rwanda)
- Kavimvira (République Démocratique du Congo) et Katumba (Burundi)
- Ishasha (République Démocratique du Congo) et Bwera (Ouganda)
- Munyaga (République Démocratique du Congo) Butogota (Ouganda).
- Ishasa (République Démocratique du Congo) et l'entité en face en (Ouganda).
- Bunagana (République Démocratique du Congo) et l'entité en face en (Ouganda).

2.3.1.1.1.1.1 Synthèse annuelle du trafic-frontalier en 2006

Tableau n°45 : Commerce Transfrontalier de la Province du Nord-Kivu.

N°	Produits	Poids en Kg	%	Valeur CIF en $ US	%	PAYS	
						Provenance	Destination
1	Couvertures	600	0	885,6	0,02	Rwanda	RDC
2	Haricots	5 700	0,02	1318,9	0,02	RDC	Rwanda
3	Bois blancs	400	0	762,7	0,01	RDC	Rwanda
4	Huile de palme	425 700	1,33	30633	0,56	RDC	Rwanda
5	Chaux blanches	51 000	0,16	4657,8	0,09	RDC	Rwanda
6	Boissons sucrées	25945	0,08	5950	0,11	Rwanda	RDC
7	Lait Nido	300	0	300	0,01	Rwanda	RDC
8	Mais	12 089 000	37,68	82831	1,51	RDC	Rwanda
9	Tabac Brut	400	0	678,4	0,01	RDC	Rwanda
10	Pétrole	6041	0,02	5708,5	0,1	Rwanda	RDC
11	Bananes vertes	27320	0,09	3409,8	0,06	RDC	Rwanda
12	Souliers Usagés	200	0	142,4	0	Rwanda	RDC
13	Tabacs bruts	450	0	211,9	0	RDC	Rwanda
14	Pomme de terre	143800	0,45	9327	0,17	RDC	Rwanda
15	Ballons Moustiquaires	550	0	953,4	0,02	Rwanda	RDC
16	Têtes de Chèvres	450	0	654	0,01	Rwanda	RDC
17	Sorgho	396900	1,24	34027	0,62	RDC	Rwanda
18	Bananes nains	500	0	160	0	RDC	Rwanda
19	Vaches sur pieds	10600	0,03	3431	0,06	Rwanda	RDC
20	Graines maïs	10000	0,03	740	0,01	RDC	Rwanda
21	Lattes sciés	1150	0	650	0,01	RDC	Rwanda
22	Chevrons	2250	0,01	1020	0,02	RDC	Rwanda
23	Ciments	18884500	58,86	5287660	96,56	Rwanda	RDC
	TOTAL	**32083756**	**100,00**	**5476112,4**	**100,00**		

Source : Rapport annuel OCC DIRNOKI / 2006

Commentaires : 23 transactions pour l'année 2006 globalement en faveur du Rwanda en valeur.

[24] CEPGL : Plan Stratégique 2010 – 2014 pages 33 et 34.
[25] Rapport annuel OCC 2007. Page 72

Trafic Frontalier 2006 : Parts des transactions et Valeurs CIF
Rwanda : 96,86 % sur RDC en valeur CAF : 5'305'684.9 $ USD
RDC : 3,11 % sur le Rwanda en valeur CAF : 170'427.5 $ USD
Volume global du Trafic en 2006 : 5 476 112,4 $ USD en faveur du Rwanda sur le Ciment comme produit phare, fabriqué dans la manufacture nationale du Rwanda. Le produit porteur de la RDC a été le Sorgho, exporté dans l'état pour les fabricants de bière au Rwanda. La RDC et spécialement le Nord-Kivu importe le ciment du Rwanda et de l'Ouganda au tarif douanier concessionnel de trafic frontalier. C'est autant pour le Pétrole. 2 produits habituellement admis en importation classique.

2.3.1.1.1.1.2. Synthèse annuelle du trafic – frontalier en 2007

Tableau n°46 : le trafic Frontalier dans la Province du Nord-Kivu en 2007.

N°	PRODUITS	Poids/Kg	%	Valeurs FOB ($US)	%	Pays	
						Provenance	Destination
1	Huile de palme	276030	1,71	21215,6	0,60	RDC	RWANDA
2	Gobelets	95370	0,59	26642,05	0,76	RWANDA	RDC
3	Pétrole	549662	3,41	281535,64	7,98	RWANDA	RDC
4	Bananes	6000	0,04	375	0,01	RDC	RWANDA
5	Miitzig	1200	0,01	500	0,01	RWANDA	RDC
6	Sorgho	698000	4,33	54014,1	1,53	RDC	RWANDA
7	Haricots	7000	0,04	727	0,02	RDC	RWANDA
8	Chèvres	1650	0,01	1000	0,03	RWANDA	RDC
9	Couvertures	2000	0,01	726	0,02	RWANDA	RDC
10	Braises	51000	0,32	4335	0,12	RDC	RWANDA
11	Boissons sucrées	80464	0,50	41394	1,17	RWANDA	RDC
12	Babouches	7603	0,05	9243	0,26	RWANDA	RDC
13	Maïs	74602	0,46	3311,2	0,09	RDC	RWANDA
14	Chaux	65700	0,41	5344	0,15	RDC	RWANDA
15	Articles divers	491821	3,05	60455,41	1,71	RDC	RWANDA
S/TOTAL		**2408102**	**14,94**	**510818**	**14,48**		
16	Ciments	13714000	85,06	3017080	85,52	UGANDA	RDC
S/TOTAL		**13714000,00**	**85,06**	**3017080,00**	**85,52**		
TOTAL GENERAL		**16122102,00**	**100,00**	**3527898,00**	**100,00**		

Commentaire : Trafic Frontalier en 2007

- Nombre de transactions enregistrées : 16 articles
- Pays concernés : RDC et Rwanda
- Ouganda /RDC : 1 article majeur qui est le ciment

Nombreux produits qui s'échangent traditionnellement n'apparaissent pas! Des situations frontalières peuvent n'avoir pas été fournies à la Dirnoki OCC. Selon les techniciens OCC, des instructions contradictoires au sujet du trafic frontalier interviennent à tout moment et perturbent l'application des tarifs appropriés différents de ceux des importations classiques des articles de valeur supérieure à 2500$ par tonne.

Exportations de l'Ouganda vers RDC en trafic frontalier 2007.

Un seul produit est signalé, le ciment favorisé en importation pour la reconstruction de Goma. Il représente 85 % des fréquences manifestées cette année et affiche une valeur de 3 017 080,00 $ USD. Aucun mouvement de la RDC vers l'Ouganda ! Situation anormale!

Exportations du Rwanda vers la RDC en trafic frontalier : en 2007.

Les deux produits dominant en valeur, importés du Rwanda vers la RDC sont le Pétrole Lampant pour 7,98 % d'une valeur de 281 535,64 $ USD et articles divers pour 1,71 % d'une valeur de 60 455,41 $ USD. Le volume annuel du Rwanda vers la RDC est de 9,06 %.

RDC vers Rwanda

Parts des fréquences et Valeur
Ouganda : 85,52 % sur RDC pour une valeur de : 3 017 080,00 $ USD
Rwanda : 10,25 % sur RDC pour une valeur de : 361 040,69 $ USD
RDC : 4,23 % sur le Rwanda pour une valeur de : 149'777,31 $ USD
Au cours de l'année 2007, le ciment à lui seul a constitué 85,52% des valeurs CIF du trafic frontalier entre les trois pays pour 2007. D'après l'OCC, le ciment est habituellement classé sur la liste des importations classiques et pas dans la catégorie du commerce transfrontalier. C'est une mesure exceptionnelle après la destruction de 45 % de la ville de Goma lors de l'éruption volcanique du 17 janvier 2002.

2.3.1.1.1.1.3. Synthèse annuelle du trafic frontalier 2008

A. Analyse du Trafic Frontalier 2008 entre la RDC et le Rwanda

Commentaire : 47 articles sont enregistrés au trafic frontalier 2008 échangés entre la RD Congo et le Rwanda. Dans ce rapport OCC rien n'a été signalé en direction et provenance de l'Ouganda. De ces articles, 31 sont pointés en provenance du Rwanda vers la RDC sauf l'article n° 3 huile de palme qui part du Congo vers le Rwanda. Il s'agit d'une erreur de frappe constatée dans le rapport OCC mais corrigée ci-dessus.

Exportations Rwanda vers RDC en transfrontalier.
Les deux produits dominants en valeur, importés du Rwanda vers la RDC sont le pétrole lampant pour 33,11 % d'une valeur de 253 429,75 $ USD et les Boissons sucrés SPRIT du Rwanda pour 0,97 % d'une valeur de 7 420$ USD. Le volume annuel du Rwanda vers la RDC en % est de 38,77 %.

Exportations de la RDC vers le Rwanda.
Les deux produits dominant en valeur, importés de la RDC vers le Rwanda sont : Sorgho sans Valeur Ajoutée (VA) 32,04 %, d'une valeur Fob de 254 231,05 $ USD suivi de la Farine de Maïs de Minoterie RDC pour 19,70 % d'une valeur de 150 823,76 $ USD. En 2008, la balance commerciale RDC vers le Rwanda est en faveur de la RDC avec 61,18 %, mais les produits exportés comportent une part majoritaire à faible valeur ajoutée.

B. **Balance RDC - Rwanda : 2008**

Tableau N° 47: Trafic Frontalier entre la RDC et le Rwanda

N°	Nature des Produits			**Valeurs Fob USD**
Produits de la RDC exportés vers le Rwanda	-Agricoles bruts - Sorgho et Haricot -Agricole (farine de maïs emballée) -Manufacture RDC - Manufacture Textile réexporté - Bois scié et planches -Tabacs bruts			**468 339,23**
Produits du Rwanda exportés vers la RDC	-Produits laitiers du Rwanda + VA -Produits manufacturés réexportés -Manufacturés du Rwanda -Alimentaires Réexportés -Pétrole lampant			**297 123,44**
	Total du trafic (enregistré) pour 2008			**765 462,67**

C. SYNTHESE STATISTIQUE DU TRAFIC EN 2008

Tableau n° 48: Les Statistiques du Trafic de la Province du Nord-Kivu en 2008.

N°	Nature du Produit	Quantité Nbre/Colis	Poids/Kg	Kg (en %)	Valeur FOB en $US	Valeur FOB (en %)	Pays Provenance	Destination
1	Petrole lampant	15477	350732	9,34	253429,75	33,11	RWANDA	RDC
2	Couvertures	241	4700	0,13	4519,45	0,59	RWANDA	RDC
3	Huiles de palme	4666	402600	10,72	34521,75	4,51	RWANDA	RDC
4	Sorgho	10891	1080600	28,77	245231,05	32,04	RDC	RWANDA
5	Papiers duplicateurs	15	60	0,00	254,2	0,03	RWANDA	RDC
6	Haricots	1199	1055500	28,10	19763	2,58	RDC	RWANDA
7	Têtes des chèvres	761	14230	0,38	3207,53	0,42	RWANDA	RDC
8	Farine de maïs	14418	776700	20,68	150823,76	19,70	RDC	RWANDA
9	Bois sciés	200	1000	0,03	5000	0,65	RDC	RWANDA
10	Tabacs bruts	66	1015	0,03	2523	0,33	RDC	RWANDA
11	Huiles moteur	100	600	0,02	1703,84	0,22	RWANDA	RDC
12	Pièces et accessoires moulin	8	560	0,01	2799	0,37	RWANDA	RDC
13	Orange	16	85	0,00	855,58	0,11	RWANDA	RDC
14	Ciments	700	38000	1,01	8804,04	1,15	RWANDA	RDC
15	Articles divers	22	170	0,00	1562,86	0,20	RWANDA	RDC
16	Beches	6	600	0,02	864,33	0,11	RWANDA	RDC
17	Sous-vêtement	4	40	0,00	314,32	0,04	RDC	RWANDA
18	Levures	10	50	0,00	151,4	0,02	RWANDA	RDC
19	Stylos	14	140	0,00	211,9	0,03	RWANDA	RDC
20	Blue-band	13	65	0,00	378,3	0,05	RDC	RWANDA
21	Radio	112	785	0,02	5148,03	0,67	RWANDA	RDC
22	Fromages	39	332	0,01	954,43	0,12	RWANDA	RDC
23	Poissons salé	44	900	0,02	900,88	0,12	RDC	RWANDA
24	Glycerines	10	50	0,00	113,48	0,01	RDC	RWANDA
25	Serviettes	8	40	0,00	121,07	0,02	RDC	RWANDA
26	Sacs à mains	24	0,02	0,00	287,5	0,04	RWANDA	RDC
27	Papiers hygénique	4	20	0,00	113,48	0,01	RWANDA	RDC
28	Boissons sucrées Sprite	1950	1900	0,05	7420	0,97	RWANDA	RDC
29	Cahiers	20	200	0,01	628,63	0,08	RWANDA	RDC
30	Houes	640	3000	0,08	600	0,08	RWANDA	RDC
31	Fruit Orange	10	50	0,00	189,19	0,02	RDC	RWANDA
32	Gorrets Bougs	18	126	0,00	688,69	0,09	RWANDA	RDC
33	Laits Nido	10	120	0,00	624,28	0,08	RWANDA	RDC
34	Machine à scier	1	50	0,00	12,85	0,00	RWANDA	RDC
35	Machettes	20	100	0,00	151,33	0,02	RWANDA	RDC
36	Choux	220	9500	0,25	1346,84	0,18	RDC	RWANDA
37	Planches Musave	600	1200	0,03	4100	0,54	RDC	RWANDA
38	Pommes et Serviettes	15	250	0,01	567,5	0,07	RWANDA	RDC
39	Sel marin	64	3000	0,08	968,47	0,13	RDC	RWANDA
40	Jutes	5	75	0,00	378,3	0,05	RWANDA	RDC
41	Friperies	10	160	0,00	151,34	0,02	RWANDA	RDC
42	Fretins	81	3490	0,09	1585,91	0,21	RDC	RWANDA
43	Antonoirs	10	60	0,00	151,31	0,02	RWANDA	RDC
44	Cossettes de manioc	45	2250	0,06	458,21	0,06	RDC	RWANDA
45	Souliers en plastics	13	65	0,00	105,09	0,01	RWANDA	RDC
46	Farine de froment	40	800	0,02	565	0,07	RWANDA	RDC
47	Balais	50	100	0,00	211,8	0,03	RWANDA	RDC
	Total	**52890**	**3756070**	**100,00**	**765462,67**	**100,00**	**-**	**-**

Source : Rapport annuel OCC 2008

2.3.1.1.1.1.4. Commerce Intra Provincial et marché informel frontalier.

58 % de la production agricole vivrière du Nord Kivu est consommée localement, 22 % constituent la part du transfert vers d'autres Provinces et seulement 20 % vont vers les Pays voisins[26].

[26] Evaluation IPAPEL, rapport annuel 2008/2009

1) Note explicative sur le captage du trafic frontalier informel :

Encadré N°4 : Les importations et exportations informelles à la frontière

La situation des importations et exportations informelles ci-dessous sont complémentaires aux situations enregistrées par l'OCC. Quoiqu'à prendre avec réserve, c'est la part du trafic intercepté par le SQAV de l'IPAPEL services de l'Inspection provinciale de l'Agriculture[27].Rapport IPAPEL 2009. Pages 112-8

Différentes situations sont ainsi consignées dans les rapports annuels mais les données manquent de précision sur l'unité de mesure et sur la valeur marchande. Dans de nombreux cas, les données IPAPEL ont le mérite de désigner avec précision les postes frontaliers où ont lieu les transactions et, identifient une gamme plus variée des articles objets du trafic. L'autre avantage du SQAV/IPAPEL, c'est que ces services reconnaissent des milliers de petits colis de transporteurs et voir des passeurs qui sont souvent postés aux passages informels. Un travail de consolidation aurait du être fait pour harmoniser les statistiques au niveau de la Province.

2). SYNTHESE DE COMMERCIALISATION LOCALE DES PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE

Tableau N°49: Commercialisation des produits d'origine animale.

PRODUITS	2006		2007		2008	
	Qté en Tonne	Prix Moyen Kg	Qté en Tonne	Prix Moyen Kg	Qté en Tonne	Prix Moyen Kg
Viande Bovine	4322	686	2718	820	3245	958
Viande Caprine	311,6	813	214	965	268,2	1225
Viande Ovine	349,9	720	104,5	950	138,45	1087
Viande Porcine	689,4	750	543	1000	567	1092
Poissons Frais	9613,2	585	7120	850	8956,2	992
Poissons Fumés	5014,5	730	4620	1000	3326,8	1021
Poissons Salés	4674,4	680	3613	960	2170,5	1042
Fretins	8621,4	610	804	650	7691	625
Lait de vaches	2347,7	250	1904	360	1711,5	400
Miel	237	2250	134	2400	118	2500
Sauterelles	627	2700	217	3000	511	3500
Chenilles	7420	856	7041	956	6022	1200
Œufs des Poules	18972	1400	18501	1850	16460	2200

Source : IPAPEL Rapport annuel 2009 page 227

Commentaires : Le tableau ci-dessus est une synthèse tirée tel quel du rapport IPAPEL à la page indiquée (227). La même source omet tout texte explicatif sur le marché concerné, l'origine et la destination. Ceci rend difficile la compréhension des faits et leur exploitation. Nous avons rejeté nombreux tableaux statistiques ayant peu de précisions malgré la demande des données 2000 à 2009. Nous supposons qu'il s'agit du trafic commercial interne à la Province du Nord – Kivu exclusivement. Et qu'il s'agit des productions locales y compris les produits de cueillette tels que Chenilles, sauterelles et Miel.

- **Indicateurs :**

Taux d'accroissement du Prix moyen et du tonnage de 5 produits sélectionnés :

1. Viande Bovine : *Taux d'accroissements* : *du Prix 91 FC*/ 3 ans. *De la production (-538,5 tonnes)*
2. Poissons Frais : *Taux d'accroissement* : *du Prix +203 FC*/ 3 ans. *De la production (- 657 tonnes)*
3. Poissons Salés : Taux d'accroissement *: du Prix +181 FC*/ 3 ans. *De la production (- 2503,9 tonnes)*
4. Lait de vaches : Taux d'accroissement : *du Prix + 75 FC/* 3 ans. *De la production (- 636,2 tonnes)*
5. Œufs des Poules : Taux d'accroissement *: du Prix + 400 FC/* 3 ans. D*e la production (- 2512 tonnes*)

[27] Rapport annuel IPAPEL 2009 pages 112 à 118.

- **Conclusion** :

Tous les cinq produits sélectionnés affichent des taux d'accroissement négatifs de la production sur les trois années observées 2006 - 7 et 9. Ce qui exprime le déficit de l'offre et les besoins d'un plan stratégique de croissance pour l'amélioration des facteurs de production par un meilleur encadrement technique et financier de la production.

3). Exportations en trafic frontalier : Sous - Produits d'origine animale

Encadré N° 5 : Les exportations des sous-produits d'origine animale.

Produit / Poste	Peau de bovin	Destination	
Kasindi Sortie BENI	**5420 Kgs.**	Ouganda	La filière Peaux n'est pas organisée. L'exportation des peaux brutes ou peaux vertes est un transfert d'emplois volés aux artisans locaux. C'est une filière qui peut favoriser le développement d'une branche d'artisans destinés à bâtir un corps puis une Chambre de métier Provinciale, au titre d'une Grappe de la Filière Peaux et Cuirs. L'ONUDI avait formé au Nord-Kivu un noyau, dont le Vétérinaire de Lubero, équipé après un Stage en Afrique de l'Ouest. Devenu maître, il continue de former des jeunes et fabriquer des articles de maroquinerie appréciables.

Source : Rapport IPAPEL 2008/9

4). Transfert d'animaux vivants en Trafic Frontalier

Tableau N° 50: Indicateurs du trafic par type d'animaux vivants

Origine	Gros bétail	Petit Bétail	Basse cour	Animaux de compagnie	Destination
Beni Buta Isiro	222	1 050	155	7	**Goma Kisangani**
Goma	2 838	772	10 445	47	**Kinshasa, Dubaï, Lubero, Lubumbashi Walikale, Bukavu, Minova, Saké**
Lubero	955	4 221	0	11	**Butembo Béni**
Masisi	5 276	0	0	0	**Goma**
Ouganda	4 574	2 665	5 940	0	**Goma Butembo, Béni**
Rutshuru	874	252	0	0	**Goma**
Rwanda	7 982	15 266	13 771	2	**Goma Masisi**

Source : Synthèse extraits du Rapport annuel IPAPEL/2009

Commentaire : Il s'agit du mouvement des bêtes sur pieds en transactions commerciales transfrontalières et parfois, des transferts du même fermier organisé entre les deux pays et y exploitant une fermes et/ou une boucherie ou un commerce.

5). Production de viande en Kg: Exportée ou Transférée

Tableau N°51 : Indicateur de la production de viande par type et par entité

Espèces / Entités	Viande Bovine	Viande Caprine	Viande Ovine	Viande Porcine
Terr. Beni	843600	75285	26415	193781
Lubero	574260	105567	73892	223758
Rutshuru	456254	131775	26032	107818
Nyiragongo	330048	75411	33626	4371
Masisi	1252024	281715	73368	136555
Walikale	131400	22827	2828	27590
Ville de Goma	2168360	1997927	19520	257827
Ville de Butembo	1483500	80052	231081	250294
Ville de Béni	709423	62433	23562	71889
Total	**7 948 869**	**2 812 992**	**510324**	**1 273 883**

Source : Rapports annuels 2009 des entités (Inspections et abattoirs à) IPAPEL Territoires.

Commentaires : Ces productions se font à partir des abattages destinés aux marchés des centres de négoces et des centres urbains. Les abattoirs et Aires d'abattage organisent la vente par quartiers et morceaux choisis, à destination des transferts vers des Villes de provinces voisines, vers Gisenyi (Rwanda) et Kinshasa (RDC). Il s'agit des rares statistiques des produits carnés vendus sur les marchés locaux et vers les destinations indiquées. Dans toute la zone frontalière, le mouvement d'approvisionnement se fait dans toutes les directions, de part et d'autre entre les trois pays. Béni et Lubero suppléent leurs besoins en abattage par des transferts sur pieds en provenance de l'Ituri (Bovin) et de l'Ouganda. Les abattoirs de Goma traitent des Bovins mais également des Porcs et autres petits ruminants en provenance du Rwanda/Gisenyi.

6). Productions commercialisées des dérivés du lait (Commerce intra et frontalier)

Tableau N°52 : Indicateurs sur la commercialisation des produits laitiers

Entités	Lait Frais en litre	Fromages en kg	Beure en kg	Yogourt en kg
Terr. Béni	192600	4372	1093	23800
Lubero	345886	19384	1628	17680
Rutshuru	2339	119	-	-
Nyiragongo	1612.5	-	-	-
Masisi	696860	32350	2287	32400
Walikale	75	-	-	-
Ville de Goma	112	-	-	-
Ville de Butembo	130	-	-	-
Ville de Béni	123363	1417	169	19790
Total	**1744977.5**	**57642**	**5177**	**93760**

Source *: Rapports des Inspections Territoriales Agricoles, IPAPEL 2009.*

2.3.1.1.1.1.5. Exportation classique du Bois et produits d'exploitation forestière.

a. Production de la scierie industrielle ENRA

Tableau N°53: Exportateurs du bois de la scierie industrielle ENRA du Nord-Kivu 2000 à 2009.

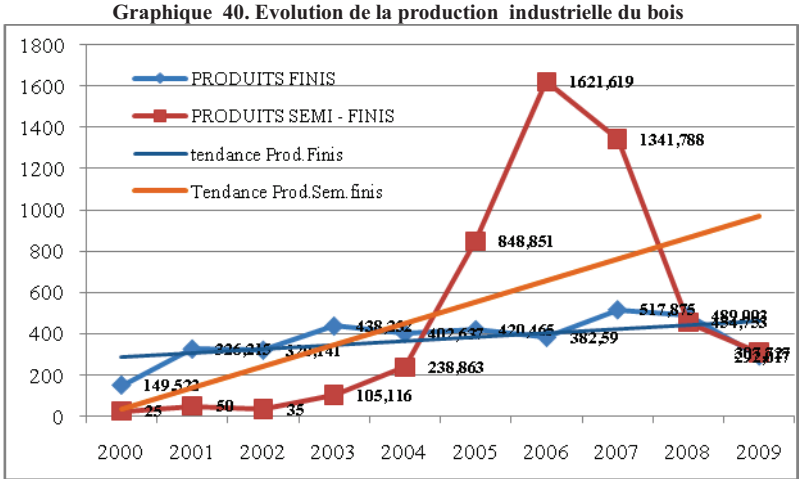
ANNEES DE REFERENCE	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	**Moyenne**
	M3/FB	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	M3/EU	
VOLUME PAR EXPORTATEUR PAR ANNEE											
MENELAOS											
Volume en m3	106,031		320,141		352,872	296,823	320,782		287,042	172,071	
Valeur en FB/EU/$.	1.720.832		130.558		152.638,60	125.591,17	120.118,48		127.427,79	108.382,36	
ENZYMASE											
Volume en m3	43,491	326,215	0,000	0,000	49,765	55,121	65,808	0,000	0,000	0,000	**540,400**
Valeur en FB/EU/$.	690.895	132.983,37	0,000	0,000	21.526,34	22.233,17	18.174,69	0,000	0,000	0,000	
FRANK											
Volume en m3	25,000	50,000	35,000	63,000	139,096	685,432	1 065,447	402,818	99,170	269,526	**2 834,489**
Valeur en FB/EU/$.	116.408	5.500	3.927,00	6.300,00	36.171,64	211.693,15	210.958,56	79.758,09	41.943,08	214.751,71	
YIANNIS											
Volume en m3	0,000	0,000	0,000	42,116	99,767	174,482	0,000	0,000	0,000	0,000	**316,365**
Valeur en FB/EU/$.	0,000	0,000	0,000	11.300,56	30.005,97	59.723,1	0,000	0,000	0,000	0,000	
EXP OCCASIONNELS											
Volume en m3	0	0	0	28,925	0	57,458	169,582	421,095	457,562	153,147	**1287,769**
Valeur en FB/EU/$.	0	0	0	8.893	0	17.753,36	32.082,49	77.355,13	156.828,17	67.405,298	
											6 834,785

Source: Nos calculs sur base des statistiques du Service Export ENRA BENI. 06.09.2010

b. Commercialisation Formelle de la Scierie industrielle du bois ENRA

La production Commercialisée de la scierie industrielle ENRA consolide le volume exporté pour différents clients d'ENRA, et pour ENRA même. Il s'agit des Madriers.

Graphique 40. Evolution de la production industrielle du bois



Planches, Lattes à Piscine, et en Produits Finis : Parquets et Plinthe d'intérieur de résidences et immeubles de standing, réalisés en bois tropicaux de premier choix : Mukulungu –Acajou d'Afrique – Olon – Sapelli – Limbali – Iroko et Alombi. **Commentaires Graphique** 48 : Nous constatons que les produits semi-finis sont les plus demandés : Planches, Madriers et Chevrons, avec un pic entre 2005 et 2008. Nombreuses raisons peuvent expliquer ce comportement :

- Un moment de retour de la confiance envers la RDC grâce à la pacification
- De la tenue des élections justifiant le soutien des partenaires et une bonne opinion en faveur de la RDC au processus de relance économique.

Partant de l'évolution des courbes produites semi-finis, nous dégageons les considérations suivantes :

➢ Les importateurs préfèrent des produits semi-finis :

- qui payent des taux inférieurs de douane en Europe que sur les produits fini afin d'assurer eux-mêmes la finition à leur goût :
- Le semi-fini est un bois brut dégrossi et livré sur une dimension standardisée permettant aux filières ébénisterie, menuiserie et charpenterie en pays importateurs de réaliser les ouvrages d'utilisation finale et y apportent de la valeur ajoutée supplémentaire et exécutent le travail sur place, un travail et des revenus perdus pour l'économie locale.

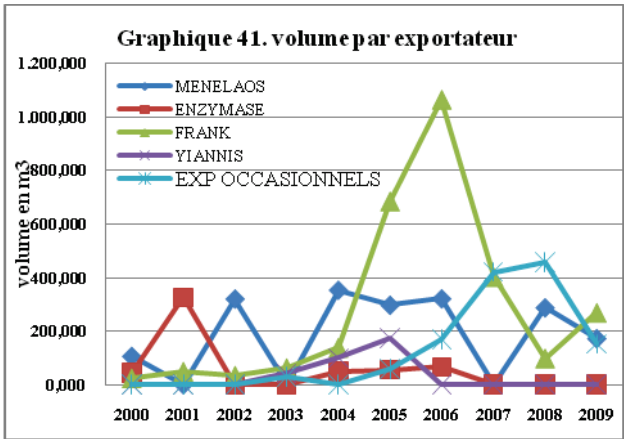
➢ Les exportateurs et la scierie industrielle n'ont pas élaboré un catalogue des produits finis couvrant les besoins des importateurs afin d'exporter avec plus de VA.

➢ En semi-fini, la gamme des produits est très limitée ainsi que les commandes.

➢ Il faut une volonté politique de l'autorité sectorielle d'exiger l'adaptation des technologies et le renforcement des capacités afin d'augmenter la VA interne.

Conclusions : l'exportation des produits finis évolue moins bien à 19,76 % avec des faibles variations ; tandis que la demande des produits semi-finis affiche une forte croissance autour de 103,3%. Cette situation exprime plusieurs réalités (internes et externes).

Graphique 41 : Evolution du volume du bois par Exportateur



Un exportateur constant et donc plus dynamique (FRANK) réalise des ventes en progression avec des Pics à la hausse, pendant que d'autres ont une activité plate avec des fluctuations de faible amplitude haussière. Le secteur scierie et voire menuiserie industriels a ici un potentiel non exploité. Hormis ENRA, il doit être question de peu de professionnalisme. La filière mérite la promotion des investissements privés professionnels axés sur le marché mondial, sur base des ressources ligneuses exceptionnelles du Nord-Kivu. (***Voir la liste de 48 espèces d'Essences***.) La figure 49 met en évidence le dynamisme des principaux exportateurs. Les exportateurs occasionnels font un panier constitué de plusieurs opportunistes. Par contre, FRANK semble régulier sur la durée et consistant sur le volume. Il y a de l'espace pour des professionnels.

Globalement, aucun exportateur ne semble développer une stratégie marketing agressive de conquête de part de marché. Les exportations réagissent aux commandes d'une clientèle traditionnelle, c'est ce que suggèrent les variations observées. La filière bois est porteuse d'espoirs mais elle ne bénéficie pas d'une politique gouvernementale de développement, de faibles investissements et une absence d'encadrement d'une production axée sur les besoins du marché. En conséquence, l'offre faible et peu variée subit une demande tout aussi faible et portée sur des produits de faible VA, ce qui fait que le Nord-Kivu exporte du Travail et tous les revenus liés à la formation de la VA, éléments qui profitent aux pays importateurs.

Considération stratégique : Gamme limitée des produits de faible VA

L'acquisition des compétences techniques et des technologies et une agressivité commerciale, peut contribuer à élargir la gamme des produits à forte VA, mieux rémunérés et un développement de la filière valorisation produits ligneux. Ceci implique la promotion des investissements en aval de l'exploitation forestière donc dans la grappe transformation

Le travail de développement de la filière devra cibler les sections suivantes :

- Productions et commercialisation des menuiseries industrielles à diversifier ;
- Production et commercialisation des Scieries artisanales par l'équipement et la formation des groupes associatifs et coopératifs ;
- Production et commercialisation des menuiseries artisanales : organisation et structuration des corps de métiers dérivés, développement des centres d'excellence du Bois et du réseau d'ateliers artisanaux mutualisés, joints venture et renforcement des capacités.
- Catalogues produits, dessins normalisés pour productions standardisés, foires et mise en ligne pour e-Trade, site Web.

c. Commercialisation informelle et frauduleuse du Bois

Au poste douanier de Kasindi s'effectuent les principales exportations des produits agro-industriels, miniers et forestiers de la RDC vers Mombasa via l'Ouganda et le Kenya.

25 taxes officielles seraient exigées pour toute exportation spécialement sur le bois. Il se fait que, seulement Six (6) de ces taxes font l'objet d'une quittance en bonne et due forme :

1. Taxe sur le bois scié
2. Frais OCC / DAF
3. Frais de validation bancaires du Modèle E (EB)
4. Frais bancaires redevance contrôle de change
5. Facture TMK (Frais de transport, manutention et de transit)
6. Frais OFIDA de pointage du lot
7. Certificat Sanitaire (Proposition atelier de validation du profil/Groupe 2)

L'exportateur dépense 367.96 $ pour une exportation de 25 m3 de bois, soit 15$/m3 de Bois exportés, mais ne reçoit de quittances que pour six de ces taxes[28]. Une telle charge est ressentie lourdement par l'exportateur industriel qui a une structure de prix de production bien lourde par rapport aux petits exploitants scieurs de long ou scies portables tronçonneuses. Sur base de témoignages des professionnels de la filière bois, la production artisanale du bois s'opère à une échelle bien plus importante que ne l'indiquent les statistiques qui du reste ne suivent pas. Il semble que la filière artisanale est soutenue et financée de manière informelle par des exportateurs installés en Ouganda. Ils fournissent des scies portables et du carburant, ce qui permet aux petits exploitants sans installations industrielles, de faire le travail de fourmis, résultant de la production d'une armée de petits scieurs, qui exportent aussi frauduleusement avec la protection des militaires et de certains agents des services de douane, et c'est connu dans le monde des affaires de Béni.

Comme déjà souligné plus haut, l'anarchie est totale au point de devenir la règle à laquelle nul n'échappe, même ceux qui se plaignent fraudent. Dans les faits, les Exploitants artisanaux couvrent par leur dynamisme toute les pratiques frauduleuses, ils pratiquent le troc avec des opérateurs commerçants Ougandais[29] et Kenyans. Ces derniers réexportent le bois congolais sous licences de leurs pays et influencent négativement les prix à l'international de par l'importance de ce trafic.

2.3.1.1.1.1.6. Commerce du bois exporté via l'Ouganda par la douane de Kasindi

Le bois exporté est taxé sur base des mercuriales applicables aux exportations des produits ligneux : 1m3 du bois Sapelli est fixé à 306$ au sortir du Port de Matadi, le même prix est appliqué à la frontière de Kasindi Nord-Kivu, limite de la RDC-Ouganda, sans tenir compte qu'ici les exportateurs doivent encore parcourir 2000 Km de route à travers l'Ouganda et le Kenya pour atteindre le Port de Mombassa au Kenya. En plus, les Camionneurs transporteurs du Corridor Nord Béni-Kasindi-Kampala-Nairobi-Mombasa facturent 200$ /m3 de bois transporté. Alors que les concurrents Ougandais, leur Gouvernement fixe cette taxe à 60$/m3 transporté pour les protéger[30].

2.3.1.1.1.1.7. Contexte du commerce inter – provinces et avec les pays voisins :

Application du Tarif spécial Trafic Frontalier

Dans sa forme actuelle, le commerce frontalier n'est pas bien organisé. En effet, différents accords ne sont pas appliqués correctement ou alors ne sont pas bien connus du grand publique, la plupart sont désuète faute de ratification. Cette classe de produits est régie par des dispositions tarifaires prises en 2004 par les autorités de la RDC en accord avec les Pays de la CEPGL. Pour diverses raisons, Il arrive fréquemment, que certains dossiers soumis au régime frontalier soient orientés vers la procédure des importations classiques au regard des dispositions arrêtées dans le nouveau tarif /OCC. La nature des articles en trafics frontaliers change en fonctions des mouvements réellement enregistrés. Les constantes seraient : la variation des volumes échangés et la balance entre 2 pays, l'évolution par nature et famille de produits que d'un produit spécifique, la fréquence des produits phares etc.

[28] Mémorandum DG ENRA du 18.02.2009. Page 5.
[29] Idem page 7.
[30] Idem. Page 5.

Balance commerciale de la RDC dans ce cas :

- La RDC importe en grandes quantités le ciment, le pétrole lampant et articles divers depuis le Rwanda et l'Ouganda. Les vaches sur pieds plus en provenance de l'Ouganda.
- Le Rwanda importe de la RDC en grandes quantités observées sur plusieurs années le sorgho, l'huile de palme, le haricot, mais aussi le bois scié et planches. La banane verte est aussi en ordre utile.
- La RDC transfert vers l'Ouganda une gamme de produits qui n'apparaissent pas pourtant attestés lors des interviews à Oicha/Béni: Grumes, Bois scié et Planches. Huile de Palme et produits miniers. La ferraille métallique pour la Sidérurgie Ougandaise, ramassée sur toutes les Provinces de l'est : Nord et Sud-Kivu, Province Orientale.
- En importation de l'Ouganda : Ciment, Poisson salé, Bovins sur pieds, poussins etc.

Cette disposition présente une difficulté pour des exportateurs Privés, engagés dans l'Import & Export classique, de subir une concurrence déloyale sur les mêmes produits dans le cas ''fréquent'' que le Tarif Trafic Frontalier (préférentiel) soit abusivement accordé à d'autres. Cette situation favorise la fraude. Ceux qui voudraient réellement faire des affaires ne seront pas compétitifs sur le marché frontalier. Pourtant, le Principe du Trafic Frontalier repose sur des considérations sociales des Populations résidentes frontalières.

- Dégager du cadre de références actuelles, un axe de développement économique centré sur les mécanismes du marché est envisageable. Il permettrait de prendre en compte les enjeux sous-régionaux, à la lumière des études socioéconomiques, et sur base des recherches sectorielles (à mener), au niveau sous-régional, cadrant avec l'Etude sur la ''Dynamique Socio-économique et Commerce Transfrontalier dans la Région des Grands Lacs'', en prévision du montage d'un Plan à dimension régionale intitulé ''Plan de Relance Economique dans les Zones Sous STAREC''.

Projection du Marché du Nord – Kivu dans l'espace CEPGL et au-delà

Dans cette perspective, le devenir économique de la Province du Nord-Kivu à court, moyen et long terme est à projeter dans l'espace '' des Grands Lacs''.

- **Position du Nord – Kivu :**
  a. Le Nord – Kivu, environ **60.000 Km²** 2,5 % RDC, tend vers **6 Millions** d'habitants (5 772.119 = environ 8 % RDC)
  b. Une des 5 Provinces de l'Est de la RDC sortant de conflits, concernée par la vision STAREC aux enjeux multiples : ''La Chance de rebondir'' peut – être !
  c. Province voisine de la République du Rwanda : **26.338** Km² et **10 Millions** d'habitants située à 3heures de route de la capitale Kigali
  d. Province voisine de la République Ougandaise : **236.040** km² et **32, 369 558 Millions d'habitants**, situé à moins d'1 journée par route de Kampala
  e. Province en communication avec la République Burundaise (via le Rwanda,) : **27 834 Km²** et **8,3 Millions *d'habitants***, à moins d'une journée par route de la capitale Bujumbura.
  f. Province qui importe par le Port de Mombasa en République du Kenya **Superficie** 582 650 km² et 39 002 772 habitants, à 2jrs par route de Nairobi ;
  g. Province qui importe par le port de Darse-Salam en République Unie de Tanzanie **Superficie :** 945 087 km² et 41 048 532 habitants, à 3 jrs de route d'Arusha.
- **Consolider le rôle du Secteur Privé comme moteur et cibler des marchés**

L'espace CEPGL est exigu et les trois Pays membres traditionnels, sont des pays enclavés, produisent à peu près les mêmes produits agricoles sauf exception de la RDC. Il se fait que, *la production du Nord-Kivu n'est pas axée sur des marchés porteurs bien connus*. Il est important que, lors des Forums économiques intéressant le Nord-Kivu, outre la CEPGL, soient impliqués les Economistes et Experts en Marchés de la CEA : Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. En effet, la Direction Sous – Régionale de la CEA pour l'Afrique de l'Est gère un portefeuille de 13 Pays incluant les trois de la CEPGL, sa Direction est basée à Kigali. Les experts CEA conduisent des études, gèrent les dossiers des Pays et sont mieux indiqués pour présenter des analyses de haute facture sur la différence des politiques et stratégies, et comparer les 13 pays en faveur des Hommes d'affaires du secteur Privé, sur le Commerce dans l'espace COMESSA ou dans la Zone East African Community, par rapport à l'Espace CEPGL dans l'entité des Grands Lacs.

Les Agences de développement dans cet espace n'organisent pas suffisamment de Missions économiques ou voyages d'études, en faveur des hommes d'affaires privés, pour donner plus de reliefs aux liens et stimuler les affaires dans cet espace. Tout est informel sans balisages érudits.

- L'avenir économique du Nord – Kivu est influencé par le flux de pénétration des produits des pays voisins et des pays de la sous – région, par rapport à ses reflux et par nature. La province en a-t-elle une vision ?
- Quelles connaissances ont, les Hommes d'affaires du Nord – Kivu sur les stratégies de conquête et de marché des armées marchandes des pays de la sous – région qui ont l'avantage du désenclavement ? connaissance du savoir-faire des autres concurrents, même s'ils partagent les mêmes organisations communautaires, chaque pays tâche de séduire et de gagner plus des parts de marchés et d'attirer le flux d'investisseurs et conquérir le marché de ses voisins.

Le Gouvernement Provincial aura de bonnes raisons d'utiliser l'expertise du reste gracieuse de la CEA et, néanmoins, commander des études et analyses, par rapport aux perspectives d'accès aux marchés des autres dans des créneaux dont il dispose des avantages plus compétitifs que comparatifs.

2.3.1.1.1.1.8. Voies de commercialisation dans le Nord-est et Axes transfrontaliers

Tableau N° 54 : Principaux axes commerciaux du Nord – Kivu

LES DIFFERENTS COULOIRS DE CIRCULATION			
Axes	Mode	Type de produit à aller (destination)	Type de produit au retour (origine)
Nord-est de Bukavu à Béni (via Goma – Rutshuru – Lubero) vers l'Afrique de l'Est	Route Principalement	- Café (exportation via Mombasa) - Thé (exportation via Mombasa) - Pyrochlore (exportation via Mombasa) - Huile de palme (Rwanda) - Bois (Rwanda) - Papaïne - Cassitérite	- Carburant (Kenya) - Produits manufacturés - Import via Mombasa - Produits alimentaires (import via Mombasa) - Véhicule pièces détachées (Kenya + Import via Mombasa)
Sud-est vers Dar es Salam (via Bukavu et Kalundu)	Route + lac Tanganyika + voie ferrée	- Quinquina - Pigeum - Cassitérite - Produits miniers (Export via Dar es Salam)	- Carburant (import via Dar es Salam) - Produits manufacturés (idem) - Sel (Tanzanie) - Ciment (Tanzanie) - Engrais (Import) - Tôles (Import)
Kivu vers Kisangani et Kinshasa	Route + Lac Kivu et Tanganyika	- Produits agricoles : haricot (Bukavu, Shaba), légumes (Bukavu, Shaba), Vidanges (Bukavu)	- Boissons (Bukavu, Kalemie) - Riz (Maniema) - Sucre (Kiliba) - Ciment (Tanzanie et Kalemie)
Nord-Kivu vers l'Equateur	Route, bateau	Haricots	- Huile de palme, café, riz, poisson
Goma vers Kinshasa	Avion	- Viande (Kinshasa) - Pomme de terre (Kinshasa) - Haricots (Kinshasa) - Papaïne (export via Kinshasa)	- Produits manufacturés (Kinshasa) - produits alimentaires (Kinshasa) - Pièces détachées (Kinshasa)
Du Kivu vers Bujumbura et Kigali puis export par avion	Route + Avion	- Cassitérite - Produits miniers - Totaquina - Peaux (export par avion)	- faibles quantités : produits alimentaires et médicaments
Du Maniema vers Kisangani ou voie nationale	Chemin de fer + Fleuve	- Riz : Shaba, Kasaï, Bukavu - Produits miniers (export via Kalemie ou Kinshasa et Matadi)	- Produits manufacturés - Produits alimentaires - Carburant via Kisangani (Import via Kalemie ou Kinshasa et Afrique du Sud)

Source : - Schéma régional d'aménagement – in Rapport Division du Plan NK. 2000.

Tableau N° 54 Bis : Tableau synoptique des valeurs socio-économiques, Culturelles et géographiques des Pays des Grands-Lacs (2008-2009).

République du Burundi	République démocratique du Congo	République du Kenya	République Rwandaise	République d'Ouganda	République Unie de Tanzanie
Population : 9 511 330 habitants **Superficie :** 27 830 km² **PIB (per capita) :** 400$ US **Système politique :** république **Capitale :** Bujumbura **Monnaie :** franc du Burundi **Langues :** kirundi (langue officielle), français (langue officielle), swahili (le long du lac Tanganyika et de la région de Bujumbura)	**Population :** 68 692 542 habitants **Superficie :** 2 345 410 km² **PIB (per capita)** : 300$ US **Système politique :** république **Capitale :** Kinshasa **Monnaie :** franc congolais **Langues :** français (langue officielle), quatre langues nationales : lingala, swahili ou swahili, kikongo, tshiluba et environ 200 langues locales	**Population :** 39 002 772 habitants **Superficie :** 582 650 km² **PIB (per capita)** : 1 600$ US **Système politique :** république **Capitale :** Nairobi **Monnaie :** shilling kenyan **Langues :** anglais (langue officielle), swahili (langue officielle), plusieurs langues indigènes	**Population :** 10 473 282 habitants **Superficie :** 26 338 km². **PIB (per capita) :** 900$ US **Système politique :** république, **Capitale :** Kigali **Monnaie :** franc rwandais **Langues :** kinyarwanda (langue officielle et la plus utilisée), français et anglais (langues officielles), swahili	**Population :** 32 369 558 habitants **Superficie :** 236 040 km². **PIB (per capita) :** 1100$ US **Système politique :** république **Capitale :** Kampala **Monnaie :** shilling Ougandais **Langues :** anglais (langue nationale officielle), ganda ou l'Ouganda, autres langues du Niger-Congo, langues nilo-sahariennes, swahili, arabe – Kikonzo	**Population :** 41 048 532 habitants **Superficie :** 945 087 km² **PIB (per capita) :** 1 300$ US **Système politique :** république **Capitale :** Dar Es Salam **Monnaie :** shilling tanzanien **Langues : swahili** (ou *kiswahili* langue officielle), kiunguja (nom du swahili à Zanzibar), anglais (langue officielle), arabe (largement parlé à Zanzibar), plusieurs langues locales.
Province du Nord - Kivu					
Population : 5 772 199 arrondie à 6.000.000 Chef lieu : Goma :	Superficie : 59 586,58 arrondie 60.000 Km²	Système politique: République/ Province.	Monnaie: Franc .Congolais.	PIB (per capita):	Langues : Kinande – Kihunde – Swahili – Français, Kinyarwanda, Lingala, Kinyanga

Source : Nos recherches/PKK.

- Commentaire : On remarquera que la langue africaine Swahili est pratiquée dans les six Pays et que cette langue est utilisée dans les affaires en Tanzanie, au Kenya, faiblement en Ouganda et bien dans les Provinces de l'est RDC dont les cinq du STAREC.
- L'ensemble de ces Pays constituent un marché de 201. 098. 016 habitants : Plus de deux cent et un millions d'habitants.

2.3.1.1.1.1.9. Situation des voies de communication terrestres, Navigables et Aériennes

Tableau N° 55: Indicateurs des voies d'accès et de communication du Nord – Kivu

N°	Accessibilité Intra, Interprovincial et Transfrontalier du Nord - Kivu	Distance / Km	Entité visée	Intérêt
1	SAKE-GOMA-RWINDI-ERINGETI	459	Province Orientale	Inter – provincial
2	BENI - KASINDI	80	Ouganda	Transfrontalier
3	SAKE - MINOVA	21	Sud – Kivu	Inter – provincial
4	RUTSHURU - BUNAGANA	24	Ouganda	Transfrontalier
5	RUTSHURU-ISHASHA	63	Ouganda	Transfrontalier
6	MASISI-WALIKALE	152	Province orientale	Inter – provincial
7	SAKE-LUSHEBERE	60	Walikale – Pro.Orntle	Inter – provincial
8	BUTEMBO-BIAMBWE-	95	-	Inter – provincial
9	MANGUREJIPA	38	-	Intra - Provincial
10	SAKE-NGANDJO	-	Rwanda	Transfrontalier
	Goma Grande Barrière	-	Rwanda	Transfrontalier
	Goma Petite Barrière			
-	**Désenclavement aux Côtes :** - **Océan Indien** - **Océan Atlantique**	-	**Cibles**	-
1	Goma – Mombasa	***1600 km***	Océan Indien	Rive côtière
2	Goma – Bas-Congo Port de Matadi	***3000 Km***	Océan Atlantique	Rive côtière
3	Goma – Sud-Kivu – Kasaï Or/Oc	***1730Km***	Kinshasa	National
4	Ilebo	**-**		
	Goma – Sud-Kivu – Uvira - Kalemie	***687 Km***	Katanga Zambie AF. Sud	Transfrontalier

Source : Nos adaptations

NB. Trop de rapports partiels sur les travaux de réhabilitation des routes programmés, et entre les routes dites RN et RP foisonnent sans clarté : La DVDA et L'Office des Routes n'ont pas publié en commun un relevé des matricules routières, un inventaire à jour des travaux programmés pour les routes du Nord-Kivu. Un répertoire officiel des axes et des distances :

a.1. Abaque des routes principales

- 5 740 Km est la longueur des Km des routes du Nord – Kivu soumis au programme d'appui au désenclavement affiché dans le document de travail du Programme STAREC
- 1 709 Km : Longueur totale des routes à charge de l'Office des Routes RN / RP
- 1 642 Km : Etat du réseau routier du Nord – Kivu au 31 décembre 2009, Rapport annuel Office des Routes 2009. Page 4.
- 262 Km de Routes revêtues et 1380 Km de Routes en terre : 1 642
- Routes Nationales RN 835 Km et Routes Provinciales 807 Km : 1 642.

a.2. Conditions d'exécution des travaux d'entretien des routes

- Avant l'instauration du FONER, le Nord – Kivu a su gérer le système de Péage route avec un comité de gestion dirigé par le Secteur Privé. Les ressources générées ont servi avec efficacité le financement des travaux, peu avant et pendant la rébellion.
- Les axes routiers d'intérêt Provincial et de desserte agricole étaient confiés aux attributaires ayant eux-mêmes des intérêts sur l'axe.

L'expérience fut, de l'avis général, concluante. Ce n'est plus le cas depuis.

a.3. Etat des Routes d'intérêt provincial (de compétence OFFICE DES ROUTES - RN & RP)

Tableau n°56 : Routes d'intérêt National et Interprovincial.

Code	Total Axes routiers 1709 Km Axes routiers évalués : 1440 Km	Km	Etat de la route	Volume et nature des travaux
RN2	SAKE – Bweremana	21	Moyen	**Evacuation des éboulis : 7.600 m3** **Abattage des arbres : 1000 arbres** **Désherbage des chaussées : 9.776.000** m²/an
RN2	GOMA - RUTSHURU	72	Mauvais	
RN2	RUTSHURU KANYABAYONGA	75	Mauvais	
RN2	KANYABAYONGA BUTEMBO	174	Moyen	
RN2	BUTEMBO - BENI	54	Moyen	
RN3	WALIKALE -OSOKARI – OSSO	111	Bon	
RN4	BENI - KASINDI	80	Moyen	
RN4	BENI - ERINGETI - KASINDI	145	Très bon	
RN44	BENI - MANGINA	30	Moyen	
RN28	RUTSHURU - BUNAGANA	24	Moyen	
RP529	WALIKALE - MPOFI	50	Bon	
RP530	SAKE - MWESO -KANYABAYONGA	176	Mauvais	
RP535	RUTSHURU - ISHASHA	63	Moyen	
RN2	GOMA - SAKE	26	Revêtue	Rénovation 2011 UE
RN3	HOMBO - WALIKALE	107	En terre	+33 ponts/T Mauvaise
RP529	SAKE - MASISI - NYABYONDO	80	En terre	Travaux UNOPS
RP529	NYABYONDO - MPOFI	83	En terre	Réhabilitée / AAA
RP 529	SAKE - MASISI - MPOFI	163	En terre	En attente budget
TOTAL Routes Nationales **RN**		**919**	-	-
TOTAL Routes Provinciales **RP**		**615**	-	-
TOTAL Ensemble routes **OR.**		**1534**	-	-

Source : Document Etats de besoin Office des Routes Juin 2010

- **PAD/STAREC** : Nord Kivu : Programme d'Appui au Désenclavement : 5.740 Km
  - Routes nationales : 857 Km
  - Projets des routes nationales : 701 Km
  - Routes provinciales classifiées : 889 Km
  - Projets de Routes provinciales : 2.609 Km
  - Autres routes : 684 Km

Source : Document du Programme d'appui à l'OR sept.2009 /section Nord-Kivu

ETAT DES ROUTES DE DESSERTES AGRICOLES (par territoire et collectivité): 3.420 Km

- A.1. Territoire de Béni : 584 Km
- A.2. Territoire de Lubero : 938 Km
- A.3. Territoire de Rutshuru : 613 Km
- A.4. Territoire de Nyiragongo : 695 Km
- A.5. Territoire de Walikale : 3.420 Km

La situation actuelle du réseau devrait être actualisée: les axes, leur longueur, et la matricule. *La densité kilométrique en 1998 fut de : 0,057 Km/Km²*, elle a du baisser et devrait être recalculée pour tenir compte de la dégradation entre 1998 et 2010, et des travaux intervenus à la charge du Gouvernement provincial depuis 2009.

Commentaires :

- Le réseau est moins bon qu'il y a dix ans, il s'est considérablement dégradé, des axes entiers ont été abandonné. La situation touche presque toutes les catégories de routes de la Province qui sont en terre en majorité.
- Depuis 2007, l'office des Routes a obtenu des appuis en matériels et financiers pour réaliser des travaux au niveau des RN et RP dans la province. Le relevé est sur les listes au Volume II des annexes du Profil section 17.
- La DVDA n'a plus obtenu de subsides depuis plus de dix ans pour exécuter sa tâche.

- Le Péage routes qui a pourtant bien fonctionné a été remplacé par le FONER.

La route rurale en bon état est un des déterminants majeurs du système de production et surtout de connexion aux réseaux du Commerce, un facteur capital pour les producteurs et pour l'économie rurale.

2.3.1.1.2. INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRES.

RDA (Routes de desserte agricole) : 90 % des routes qui relient les centres de Production entre eux et vers les centres de négoce et les villes principales sont dans un très mauvais état. Le coût de transport est élevé, et pour cette raison le commerce des produits du cru n'est pas florissant.
Le Nord – Kivu, c'est environ 5.242 km[31] de réseau routier

- La légende 2009 de l'OR indique 1642 Km de RN et RP à sa charge. Desquels :
  - 800 Km soit 49 % sont en bon état de praticabilité
  - 392 Km soit 24 % sont dans un état moyen de praticabilité et
  - 450 Km soit 27 % en mauvais état de praticabilité
- A ce réseau s'ajoutent 3500 Km de routes de desserte agricole.
- L'état général de ce réseau routier est défectueux.

L'espace physique de la province du Nord-Kivu offre un relief accidenté qui expose les ouvrages des voies de communication au travail des érosions alluvionnaires. La quasi-totalité des voies n'est pas revêtu toutes proportions gardées pour les infimes tronçons revêtus. Pour rappel, environ 5.142 km[32] de réseau routier traversent la province du Nord-Kivu. Il arrive que des différences apparaissent sur l'appréciation des distances et sur l'état des routes.

NB : A titre de rappel, l'expérience du Nord-Kivu depuis le début des années 1998 en mettant en place des comités de Péage route administrés par le secteur privé, FEC en tête ainsi que les représentants des structures professionnelles importantes comme l'Association des Eleveurs ACOGENOKI, est une bonne pratique et il est bon d'en préserver l'esprit. Ce système a tellement bien fonctionné qu'il a permis : de préserver le trafic, de désenclaver divers foyers de production et de développement ruraux qui approvisionnent les principales villes des provinces et pays voisins. La mission du FONER étant la même que le comité de péage route, la gestion et le contrôle échappent désormais au secteur privé, et est désormais assumée par des fonctionnaires sans enjeux.

Par contre, l'Office des routes a bénéficié de l'Union Européenne, d'un financement en équipements de génie civil pour le renforcement des brigades d'entretien des routes de la province. Différents autres projets pour la réhabilitation/entretien des routes sont/ou ont été mis en place, et sont en exécution, dans le sens de l'amélioration du réseau interne, de l'interconnexion avec d'autres provinces et entre les entités interne du Nord-Kivu. Il faudra, pour plus de visibilité et dans l'intérêt de promouvoir les investissements, organiser des journées portes ouvertes de tous les intervenants sur les routes. Certaines des réalisations sur lesquelles la mission a pu se documenter :

- RIL 1294 Km de route ont été réhabilités à travers des centres agricoles en territoires ruraux dont 56 Km financés par la MONUC, 50 Km par l'UE et 1188 autofinancés sur recettes de péage de routes de la province. UNOPS et AAA ont exécuté avec mécanisation pour compte MONUC et UE. Tandis que, les travaux sur fonds péage ont été exécutés par Cantonnage manuel.
- 614 Km de RIN, entièrement financés sur recettes péage route ont été exécutés par cantonnage avec des attributaires hommes d'affaire locaux.
- **Ponts réhabilités:** 11 Ponts réhabilités dont 7 : Ponts (Kilalo) en cours et 4 achevés (Burayi-Rwanguba-Mabenga-Renga-Minjenje)

[31] Rapport annuel OR.
[32] Rapport annuel OR.

2.3.1.1.3. ARMATURE DES INFRASTRUCTURES ROUTIERES

a. TRAVAUX D'ENTRETIEN DES ROUTES

a.1. Routes d'intérêt local (45)

Tableau n° 57: Voies d'accès internes du Nord - Kivu

Source de financement	Exécutant	Axes routiers			Nature des travaux
Péage routes Terr. Béni	Attributaires	RP 536	Mbau-Kamangu-Lamia	76Km	Cantonnage manuel
Péage routes Terr. Lubero	Attributaires	RP 532 RP 533 RP 534	Lubero-Luotu-Katwa. Katondi-Masereka-Butembo. Butembo-Manguredjipa.	64Km 120Km 95Km	Cantonnage manuel
Péage routes Terr. Rutshuru	Attributaires	RP 535	Kiwanja-Ishasha	63Km	Cantonnage manuel
Péage routes Terr. Masisi	Attributaires	RP 530	Saké-Mweso-Kanyabayonga	176Km	Cantonnage manuel
MONUC	UNOPS	RP 529	Saké-Masisi	56Km	Travaux mécanisés + Cantonnage manuel
Union Européenne	AAA	RP 529	Walikale-Mpofi	50Km	Travaux mécanisés
		TOTAL en Km		**700**	-

SOURCE *: **Rapport Annuel du Secrétariat Exécutif du Gouvernement en 2009 Pages 44-47***

a.2. Routes d'intérêt national

Source de financement	Exécutant	Axes routiers		Distances en Km	Nature des travaux
Péage route Terr. Béni	Attributaires	RN 2 RN 4 RN 4 RN 44	Beni-Butembo Beni-Kasindi Beni -Eringeti Béni-Mangina	50 80 55 30	Cantonnage manuel
Péage route Terr. Lubero	Attributaires	RN 2	Butembo -Kanyabayonga	174	Cantonnage manuel
Péage route Terr. Rutshuru	Attributaires	RN 2 RN 28	Kanyabayonga -Burayi Burayi-Bunagana-Jomba	84 27	Cantonnage manuel
Péage route Territoire Nyiragongo	Attributaires	RN 2	Burayi -Goma	66	Cantonnage manuel
Péage route Terr. Masisi	Attributaires	RN 2	Sake-Bweremana	21	Cantonnage manuel
Péage route Terr. Walikale	Attributaires	RN 3	Hombo- Walikale	107	Cantonnage manuel

N.B : la quasi-totalité du réseau routier du Nord-Kivu est en terre battue.

a.3.- Ponts Réhabilités : Source ''sans caractéristiques techniques des ouvrages''

N°	OUVRAGES	LOCALISATION	OBSERVATION
01	Pont KILALO	Terr. Lubero	En cours
02	Pont BURAYI	Terr. Rutshuru	Achevé
03	Pont RWANGUBA	Terr. Rutshuru	Achevé
04	Pont MABENGA	Terr. Rutshuru	Achevé
05	Pont RENGA	Terr. Masisi	Achevé
06	Pont MINJENJE	Terr. Walikale	Achevé

a.4. Ponts construits

N°	OUVRAGES	LOCALISATION	OBSERVATION
01	Pont VIHULI	Ville de Butembo	En cours
02	Pont MAKOKA	Ville de Butembo	En cours
03	Pont KISINGIRI	Ville de Butembo	Achevé
04	Pont KAMUKOPI	Ville de Béni	En cours
05	Pont KASEGHE	Terroir de Lubero	En cours

2.3.1.1. 4. Infrastructures de transport des voies lacustres

a. Etat de la Flotte actuelle de la SNCC.

En fin 1999, la flotte SNCC connue était constituée de 4 bateaux autoporteurs, 25 barges, 4 vedettes, et 6 remorqueurs. Il existait à l'époque 6 compagnies de transport maritime moins que maintenant sauf que les données du recensement n'ont pas été disponibilisées.

- La flotte des transporteurs privés était constituée de trois type de matériels : 3 automoteurs 412 tonnes net, 8 remorqueurs dont 6 totalisant 201 tonnes net, et 3 barges de 130 tonnes net total, les privés usaient souvent de louer celles de la SNCC qui avait 2000 tonnes de capacités entre barges et pontons[33].
- 11 Vedettes rapides privées étaient recensées et tonnage non connu.
- Depuis bientôt 10 ans, on assiste à la modernisation de la flotte sur le Lac Kivu par l'initiative du secteur privé : investissements par rachat et réhabilitation des anciennes vedettes et barges vétustes de la SNCC supposés déclassés, investissement par importation et mise en Exploitation des vedettes rapides modernes , construction des barges, baleinières et bateaux mixtes cargo-passagers etc.. Le rapport de la Division des transports n'a pas été disponible pour chiffrer le trafic, saisir les programmes et capacités actuels de la flotte en passagers et Cargo, et par nature Public/Privé.

b. Etat des lieux du Trafic Lacustre.

Le Lac Kivu a de bonnes conditions nautiques durant toute l'année, le trafic des personnes et de marchandises est organisé entre la Ville de Bukavu et celle de Goma, une escale importante accoste l'Ile d'Idjwi et, nombreuses autres escales desservies par des petites embarcations ne sont pas toutes répertoriées. Les principales escales sont les suivantes :

- **Lac Kivu**[34]
  - Goma – Bukavu 180 Km
  - Goma – Kalehe 60 Km
  - Goma – Minova 33 Km
  - Goma – Idjwi 45 Km
- **Lac Edward**
- Aucun Trafic passager légal n'est organisé sur le Lac Edward entre le Nord-Kivu et l'Ouganda.

Entre centre de production et foyers de développement le trafic local de liaison non formellement identifié est assuré par les pirogues motorisées et pirogues simples à pagaies, mais aussi avec des trimarans et des barges de fortune. L'inventaire et la situation précise du parc actualisée de la SNCC ne sont pas connus.

c. **Etat des lieux des infrastructures portuaires lacustres.**

[33] Extraits du Rapport SNCC et Commissariat Lacustre Bukavu, Division Transcom Bukavu. 1995
[34] PSE. Division du Plan 6.- 2000

Les Ports : Il existe un seul port SNCC à Goma, il est exploité par la SNCC et contre paiement par quelques privés. Les installations du Port SNCC sont vétustes : le quai lui-même, les grues, les magasins et entrepôts. Cependant, depuis que la flotte privée se développe, il se crée des aménagements plus ou moins autorisés et construits sans cahier de charge formel, fruit des investissements privés : entrepôts et quais aménagés hors normes et mal canalisés. La manutention en chargement et déchargement est en général manuelle chez les privés. L'aménagement des quais d'accostage d'embarquement et de débarquement sont rustiques au Port de Goma. Sur les rives entre Goma, Idjwi et Bukavu, nombreuses plages et quais de fortune servent aux trafics autochtones, naguère fréquentées par des Pirogues simples, motorisées et de Trimarans, ces quais et plages de fortune servent à des embarcations de tonnage de plus en plus élevés, ce qui justifie nombreux naufrages et pertes de biens et de vies humaines. Le balisage existant est insuffisant, artisanal et inadapté aux conditions requises pour l'efficacité de la navigation. L'Etat est dépassé et ne canalise pas des efforts dans cette gouvernance technique et normative sectorielle.

Trafic Lacustre riverain Nord-Kivu / Rwanda :

Hormis le passage informel des pirogues, il n'existe pas un trafic Passager Lacustre entre le Rwanda et le Nord et Sud Kivu, les armateurs exploitent chacun la cote du pays d'immatriculation. Le Potentiel est à développer dans le cadre de la CEPGL (Patrouille sécuritaire et Flux touristiques etc.).

2.3.1.1.5. Armature des infrastructures de commercialisation du Nord-Kivu

a. **<u>Structuration des marchés et centres de négoce Intra et inter provinciales</u>**

- Principaux centres commerciaux du Nord-Kivu :

Le Nord-Kivu compte deux pôles économiques et chacun a une constellation de entres d'affaires appelés Centres de Négoce, Centres Agricoles, Centres agro-pastoraux Centres de Pêche, etc.:

- le pôle Nord avec les centres commerciaux de Butembo et Béni ;
- le pôle Sud avec le centre commercial de Goma.

Chaque pôle a des centres de négoce et des centres de production agricoles et piscicoles.

- Commerce avec le centre urbain de Goma, il y a :
- 18 Centres de négoce : (situés autour de Goma sur les axes Saké Minova - Rutshuru et Walikale centre) ;
- Centres agricoles et de pêche :
  64 centres reconnus sont disséminés à travers à travers Nyiragongo, Masisi et Rutshuru.
- Autour du centre commercial de Butembo, se dénombre un essaimage d'autres centres agricoles et de négoce :
  - 18 Centres de négoce, et ;
  - 26 Centres agricoles et de pêche
- Autour du Centre commercial de Béni-ville sont organisés :
  - Centres de négoce : 9
  - Centres agricoles et de pêche : 14

c. <u>Entreprises commerciales opérant à travers la province et pays voisins</u>

- Les commerçants achètent et vendent à partir des Points de collecte des Secteurs suivants :
  - Centres de négoce agricoles ;
  - Centres agropastoraux ;
  - Centres de pêche et
  - Centres de négoce

2.3.1.1.6. INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT DES VOIES AERIENNES

2.3.1.1.6.1. Etat des lieux des infrastructures aéroportuaires

1.- Caractéristiques de l'Aéroport International de Goma (1978)

Longueur : 3.000 m (réduite de 2/3 la lave volcanique 2002-depuis en réhabilitation par AAA).
Largeur : 45 m Réduite par endroits rognés.
Résistance : 60 T théoriques, piste fort amortie et fissurée.
Capacité aérogare : 300 PAY par heure. A évaluer de nouveau.

- Dépendances et équipements de manutention
  - Entrepôt fret de 300 m²
  - 1 chambre froide positive de 62 m² souvent en panne.
  - 1 CM20 de Gerbage de Palettes sur Cargos de fret aérien
- Equipements de sécurité / état non connu
  - Le BOB (Indication de position d'angle d'orientation)
  - les PME indication de distance y sont disponibles.

2.- **Les liaisons privées assurées** :

- Goma avec la capitale Kinshasa Direct et via Kisangani
- Goma avec les Chefs lieux des Provinces : Kisangani, Lubumbashi et Bukavu
- Vols MONUC : Kindu, Kalemie, Masisi, Entebe, Bunia, Butembo. Beni, Maniema.. Katanga et diverses destinations
- Goma vers l'intérieur de la Province : Béni, Butembo, Lubero, Mweso, Rutshuru,
- Goma vers l'espace Grands Lacs: Bujumbura, Entebbe, Kampala, Kigali, Nairobi,

3.- Quelques compagnies aériennes :

Depuis l'éruption volcanique du 17 janvier 2002, le trafic Aérien Commercial s'est drastiquement réduit alors que Goma était le plus important Aéroport à l'Est de la RDC après Mbuji-Mayi et Lubumbashi. Sur l'ensemble du Nord-Kivu, le trafic commercial Aérien est en chute libre constante depuis Novembre 1996 au début du déclenchement de la guerre de l'AFDL. La fréquence des Aéronefs privés et commerciaux qui font un trafic sur Goma est irrégulière et évolue selon les circonstances : On peut citer à titre indicatif : CAA, WIMBI DIRA, LAC, CETRACA, GOMA EXPRESS, DOREN, HEWA BORA, TMK, MALU AVIATION, CAS, GALAXI KAVATSI, SERVICE AIR, MANGO AIR LINE, GLBS, etc.

La coulée de laves de l'Eruption volcanique du 17 janvier 2002 a détruit de 1000 m la piste de l'Aéroport International de Goma, réduisant du coup sa capacité d'accueil des Gros Porteurs comme en 1994. Avec 3000 à 3500 m, l'aéroport International de Goma a vu atterrir tout calibre d'Aéronef venus des 4 coins du monde. Goma avait une base de 12 compagnies de petits porteurs de 3 à 18 places qui desservaient le Tourisme et tous passagers dans toutes les Provinces de l'est et avec les pays voisins Rwanda, Ouganda et Kenya. Il existe déjà une grande expérience dans le transport par petits porteurs de taxis brousse sur un réseau de pistes opérationnelles, pouvant être réhabilitées pour un trafic commercial sans trop d'investissements dès la reprise intensive des activités touristiques.

2.3.1.1.6.2. Etat de lieu des Aéroports et Aérodromes

Tableau N° 58: Les Aérodromes dans la Province du Nord-Kivu année 1999.

N°	*DENOMINATION ET LOCALISATION*	*DIMENSIONS m L X l*	*COORDONNEES GEOGRAPHIQUES*	*ETAT DU TARMAC*	*RESISTANCE*	*GESTION*	*ETAT*	*INTENSITE TRAFIC* **(A revaloriser 2010)**
	TERRIT. DE RUTSHURU							
01.	Rutshuru	1140 m x 30 m	0110S-29° 25 E	Gazon	5 T	RVA	Bon	Très faible depuis 1998
02.	Rwindi	900 m x 23 m	004725S-291630 E	Gazon	3 T	IZCN	Assez Bon	Faible depuis 1998
03.	Katale	1000 m x 30 m	011817S-292226 E	Gazon	7 T	Domaine Katale	Assez Bon	Faible depuis 1998
04.	Rwanguba	8000 m x	-	-	-	Van Over	Assez Bon	Faible depuis 1998
05.	Ishasha	1100 m x 30 m	00455-2938 E	Article	3 T	Bèche	Assez Bon	Faible depuis 1998
06.	Katanda	780 m x 10 m	00485 -2922 E	Gazon	1 T	ICCN	Assez Bon	Faible depuis 1998
	TERRIT. DE MASISI							
07.	Mweso	800 m x	-	-	-	Mission catholique	Assez Bon	Faible
08.	Mahanga	800 m x	-	-	-	Mission Protestante	Inaccessible	Inaccessible
09.	Pinga	800 m x	-	-	-		Bon	Faible
	TERRIT. DE WALIKALE							
10.	Walikale	-	-	-	-	-	-	Abandonné
11.	Obaye	850 m x	-	-	3 T	Sominki	Abandonné	Abandonné
12.	Ntoto	800 m x	-	-	-	Privé	Abandonné	Abandonné
	TERRIT. DE LUBERO							
13.	Lubero	1630 m x 25 m	000800S-291500 E	-	5 T	Mission	Assez Bon	Faible
14.	Butembo	700 m x 30 m	-	Gazon	5 T	Evangélique	Bon	Régulier
15.	Rwese	-	-	-	-	Province/Etat	Bon	Faible
16.	Etaitu/Manguredjipa	850 m x	-	Gazon	3 T	Adventistes SOMINKI	Abandonné	Abandonné
	TERRIT. DE BENI							
17.	Beni Wagenia	1750 m x -	-	En latérite	10 T	ENRA/RVA	Bon	Régulier
18.	Mavivi	1000 m x -	-	Gazon	3 T	ETAT/PROVINCE	Bon	Faible
19.	Oïcha	800 m x -	-	Gazon	-	Protestant	Bon	Régulier
20.	Mutwanga	800 m x -	-	Gazon	-	Privé	Bon	Faible
21.	Kasindi	800 m x -	-	-	-	-	Bon	Faible
22.	Ishango	800 m x -	-	-	-	ICCN	Abandonné	Abandonné

Source: ***Division Provinciale du Plan*** : Reprise d'une situation supposée statique de 2000 ''faute de données plus récentes de même format''

2.3.1.1.7. Evolution du tourisme et des sites touristiques.

2.3.1.1.7.1. Promotion passive du Tourisme au Nord – Kivu

A l'époque mémorable du Kivu pacifique, la province attirait déjà beaucoup de touristes, leurs témoignages contribuaient à l'augmentation annuelle constante des flux touristiques. Des convois de touristes par dizaines de camions entiers prolongeaient leurs randonnées touristiques entamées depuis la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda vers le Nord-Kivu.

- **L'insécurité du début des années 1990 a mis un frein à tous ces bénéfices.**

A quelque chose malheur est bon dit-t-on, les atouts touristiques de la province ont été révélés au Monde et redécouverts par divers groupes de Journalistes, des Intervenants Humanitaires, et des intervenants Sécuritaires, à travers tous les contingents MONUC / MONUSCO qui ensuite ont fait de nombreux va-et-vient sans fermer les yeux sur les perles touristiques de la Province : Déclenché en 1994, l'entrée à Goma de Millions de réfugiés Rwandais en deux trois jours avec des morts par milliers jonchant les rues de Goma. Les éruptions volcaniques, puis arrive le déclenchement de la rébellion AFDL 11/1996. Ensuite la séparation avec Kinshasa annoncée par le RCD le 02/08/1998. Plus récemment le déclenchement de la rébellion de Laurent NKUNDA.

Donc, les événements médiatisés ; souvent dramatiques ont attiré beaucoup plus de Journalistes qu'aucune campagne de promotion jamais organisée: En janvier 2009, l'arrestation de L. NKUNDA et la fin de la rébellion du CNDP a occasionné un afflux des journalistes à Goma, de même qu'à l'occasion des manifestations de type Marche Mondiale des femmes. Nombreux journalistes qui connaissent déjà, aiment visiter le Nord-Kivu par ces occasions. Ces phénomènes justifient, que le potentiel touristique a été bien détecté, que les témoignages des époques consécutives sur ce potentiel touristique du Kivu ne sont pas perdus.

Il faut donc que les autorités capitalisent ces promotions d'un autre type et convertissent en synergie de promotions plus professionnelles.

- En 2009, 117 journalistes et reporters étrangers ont été accrédités au Nord-Kivu.
- Leur répartition par nationalité et en ordre d'importance se présente comme suit :

Tableau N° 59 : relevé des journalistes étrangers

N	NATIONALITE	NOMBRE
01	Américaine	20
02	Britannique	15
03	Française	14
04	Italienne	11
05	Canadienne	8
06	Sud-Africaine	7
07	Norvégienne	7
08	Kenyane	5
09	Allemande	6
10	Suédoise	4
11	Danoise	3
12	Suisse	4
13	Belge	3
14	Irlandaise	3
15	Japonaise	2
16	Espagnole	1
17	Rwandaise	1
18	Australienne	1
19	Hollandaise	1

Source : Rapport annuel Secrétariat Exécutif du Gouvernement 2009.

Commentaire :

- La Chaîne Radio/Télévision BBC a envoyé le plus grand nombre de journalistes 14, précédés des Américains 20.
- Suivent les Français avec 14, Italiens 11, Canadiens 8. Sud-Africains 7 et Norvégiens7. Le nombre de pays représentés et voir le nombre de certains contingents témoignent de la ferveur attachante pour le Nord – Kivu, le KIVU, les Grands – Lacs et la RDC.

- Leurs nombre par nationalité et surtout la diversité des nations représentées constituent en soi un indicateur important sur les cibles de promotion du tourisme par l'évidence que, de retour chez eux, ces reporters ont du parler du Nord-Kivu et de la RDC, souvent en détresse et sinistres humanitaires.

2.3.1.1.7.2. Évaluation du Secteur et des Produits Touristiques du Nord – Kivu

- **Lacs Touristiques - Parcs nationaux - Réserves naturelles – Sanctuaires – Jardins Botaniques et Zoologiques**

a. Les Lacs : Aspects touristiques

Les Lacs Edward et Kivu sont les deux plus grandes surfaces d'eaux du Nord-Kivu. Ils ne font pas encore l'objet d'une exploitation touristique suffisante, par rapport aux jeux de plein-air, de plages et jeux nautiques, plongées, voiles et canoë, etc. L'ensemble des lacs sont propres et possèdent des particularités attractives du point de vue d'une exploitation touristique similaires aux plus célèbres Lacs Européens et d'ailleurs mieux aménagés et exploités.

b. <u>Les Parcs nationaux</u>

Hormis les parcs nationaux qui sont tous soumis à la conservation du type intégral, plusieurs réserves dans lesquelles est expérimentée la conservation communautaire sont à signaler.

La Province du Nord-Kivu compte trois parcs nationaux, Il s'agit de :

- ***Le Parc National des Virunga (PNVi)***,
- Le Parc National de Kahuzi Biega (PNKB) et
- Le Parc National de Maïko (PNM).

1) Le Parc National des Virunga, riche en sites touristiques et en diversités biologiques, est le plus ancien et le plus beau d'Afrique. Créé par décret royal du 21 avril 1925, il est aujourd'hui classé parmi les patrimoines mondiaux. Il est peuplé notamment des Gorilles de montagne, des Gorilles de plaine, des Eléphants, des Hippopotames, des Antilopes, des Lions, des Léopards, etc. et d'innombrables oiseaux et reptiles avec plusieurs espèces endémiques. Ce parc est à 95% situé en Province du Nord-Kivu.

2) Le Parc National de Kahuzi Biega :

Il est à cheval sur les Provinces du Sud-Kivu et du Nord-Kivu. La partie située en province du Nord-Kivu couvre une partie importante du secteur des Bakano en Territoire de Walikale. Il héberge des gorilles de montagne et plusieurs autres espèces de primates (Cercopithèques, Chimpanzés, Babouins) ainsi qu'une grande variété d'oiseaux, de reptiles et d'amphibiens, caractéristiques de ce joyau du patrimoine mondial.

3) Parc National de Maïko :

Il est à cheval sur trois provinces : Orientale, Maniema et Nord-Kivu. Créé en 1974, il est entièrement à basse altitude (Cuvette centrale) et est réputé pour sa faune avec l'Okapi et le Paon. On y trouve beaucoup d'éléphants de forêt, des buffles, etc.

C. Les réserves classées ''des atouts du Nord-Kivu''

- Il existe 5 réserves classées (une expérience de la conservation communautaire) :
- ***Des sites sauvages autochtones sous une gestion associant les Communautés locales :***
  1. la Réserve de Gorilles de Tayna (RGT) Territoire de Lubero ;
  2. la Réserve de Primates de Kisimba Ikobo (RPKI) Territoire de Walikale ;
  3. la Réserve de Gorilles d'Usala (RGU) Territoire de Walikale ;
  4. la Réserve Forestière des Bakano (COCREFOBA) Territoire de Walikale ;
  5. la Réserve Communautaire des Primates de la Forêt de Lowa (RECOPRIFOL)/Territoire de Walikale**.**

La gestion de ces réserves est assurée par des associations relevant des communautés locales réunies au sein de la plate-forme ''Union des Associations de la Conservation des Gorilles pour le Développement Communautaire à l'Est de la RD Congo'', en sigle UGADEC, pionnier de la

conservation communautaire en RDC. Cependant, quelques difficultés liées à la coutume et à la gestion des associations perturbent la gestion de ces réserves. D'où, la nécessité pour l'Etat de s'impliquer dans la résolution des conflits coutumiers en vue de garantir un cadre légal propice à une bonne conservation de la nature en province du Nord-Kivu.

A cette liste de 5 Réserves, le Gouvernement Provincial vient de créer une autre réserve hydrique au Mont Lubwe dans le Territoire de Lubero pour alimenter la ville de Butembo en eau potable. Cependant, cette réserve créée en 2007 n'a pas encore été délimitée, ni lotie et ne dispose pas encore de Titres en tant que réserve.

d. Jardins botaniques et Zoologiques

La Province du Nord-Kivu n'a ni jardin botanique ni jardin zoologique. Le site dit « KINYAVUYIRI » de Butembo initialement réservé pour cette fin est actuellement spolié et l'objet de plusieurs correspondances. Le Gouvernement Provincial déploie des efforts pour sa restauration par le respect des normes urbanistiques afin de permettre au Nord-Kivu, province touristique par excellence de la République démocratique du Congo, d'avoir des zones récréatives dans les milieux urbains.

e. **Sanctuaires**

Face aux menaces qui pèsent sur la biodiversité et aux changements climatiques, il a été créé des sanctuaires de la faune et de la flore. Il s'agit :

1. du **Sanctuaire de Kasugho dans le Territoire de Lubero**, institué pour la sauvegarde et la réadaptation des Gorilles récupérés entre les mains des braconniers ;
2. du **sanctuaire de Kalikuku,** créé pour la sauvegarde de certaines souches de cercopithèques et végétations caractéristiques de cette localité où toute la forêt des moyennes terres et des pentes raides a été transformée en plantations de quinquina ;
3. du **sanctuaire de Sarambwe dans le Territoire de Rutshuru**, pour protéger les gorilles de montagne inféodés à ce biotope. L'inclusion de l'entièreté du Mont Sarambwe dans cette réserve devrait être consolidée en faveur de la sauvegarde de cette espèce, d'intérêts multiples : touristique, scientifique et environnemental !
4. **du sanctuaire Lac Vert à Goma**. Sa création vise la protection des particularités physiques du sol et des eaux turquoises, menacés par les exploitants anarchiques du sable et les cultivateurs. Une fois aménagé, ce patrimoine devrait abriter un jardin botanique et zoologique comme attraction proche de la ville de Goma.

f. Parcs - jardins et sanctuaires du Nord-Kivu

La situation des sites touristiques du Nord-Kivu analysée ici est toujours indicative, du fait que, le statut de chacun des sites n'est pas consolidé selon les exigences de délimitations foncières du patrimoine d'Etat. En effet, la majorité des sites déjà mis en exploitation ou simplement identifiés n'ont pas été lotis, ne sont pas aménagés, et ne disposent pas de titre de propriété. De ceux qui en sont couvert, nombreux cas d'empiètement sont avérés.

Identification des sites :

- **29 Grands Sites Touristiques du Nord-Kivu : La Liste d'**Inventaire et localisation est à consulter 1) sur le site web de la Province et 2) un tableau de synthèse au Volume II Annexe du Profil à la section 15.1. Sur cette liste, les Volcans, les Parcs et Réserves, les Sanctuaires et autres perles de vision Cynégétique, de Faune et de Flore etc. y sont mieux identifiés.
- **62 Sites de curiosités touristiques de la Province du Nord-Kivu**
  Dans cette liste, les sites et curiosités sont simplement identifiés. Pour être attractive, la liste devra subir un enrichissement descriptif du centre d'intérêt, la localisation géographique, les voies d'accès les distances.

Tableau N° 60 : Liste d'inventaire avec détails au Volume II annexe du Profil Section 15. N° 15.2.

Goma	Lubero	Nyiragongo	Beni	Masisi	Walikale	Rutshuru
17 sites	6 sites	3 sites	6 sites	7 sites	10 sites	13 sites

Source : *Rapport annuel 2008 de la Division Provinciale du Tourisme*

Commentaires : la plupart des sites ne sont pas aménagés, sont peu ou mal entretenus, ainsi que les voies qui y mènent.

2.3.1.1.7.3. Les produits touristiques.

1. Le Potentiel touristique du Nord-Kivu repose sur la présence de ses parcs animaliers où jaillissent des sources hydrothermales, ses réserves naturelles, ses sanctuaires de gorilles de montagne, ses chaines de montagnes et de volcans actifs, ses grands lacs si haut jonchés (1450 m) non pollués, la route de la beauté vers Lubero bordée des champs de blé et d'orge si proche de l'équateur qui traverse le grand-Nord, ses zones maraichères où se dégustent fenouillets, artichauts, carottes et Betteraves, etc.
2. L'accès aux sites est flexible et multimodal tant par les voies nationales internes, accueille à l'Aéroport International de Goma, aux Aérodromes de Mavivi (Béni) et Butembo. Au terminal lacustre de Goma et aux réseaux routiers provincial, interprovincial et international en provenance de Bukavu ou de Kigali, par l'entrée de Béni Kasindi en provenance du Kenya et de Tanzanie via l'Ouganda.
3. Les Pistes d'avion vont de 600 à 1500 m et accueillent différents types d'aéronefs ou porteurs moyens, depuis que la lave du volcan a réduit près de moitié la Piste de l'Aéroport International de Goma qui mesurait 3000m.
4. Des Bateaux, Vedettes de luxe et Vedettes rapides, relient les deux Provinces du Nord et Sud Kivu en deux heures, alors que par air, King-Air et Parten Avia relient Bukavu-Goma-Butembo, Bunia en peu de temps et en vols panoramiques, au-dessus des Lacs, forêts, parcs, volcans et aux flancs du massif de Ruwenzori (5119 m) face aux glaciers en allant en Ituri ou vers Entebbe en Ouganda.
5. Le voyage même professionnel se transforme en tourisme de vision cynégétique ce qui offre de très belles opportunités de tourisme international, régional et national.
6. Avec le retour des conditions de paix, il est juste temps pour les autorités de séduire le secteur privé professionnel pour des investissements favorables à la relance de cette industrie juteuse, ayant autant d'atouts.

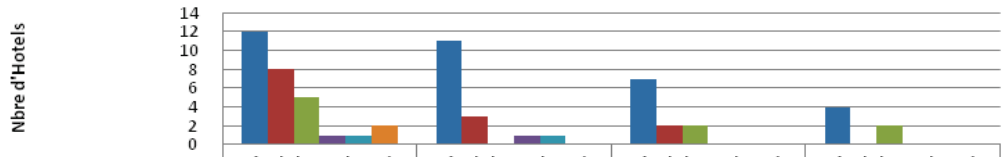
2.3.1.1.8. Evaluation des infrastructures hôtelières et desr.

a. Hôtellerie

Tableau N° 61: Hôtellerie au Nord-Kivu

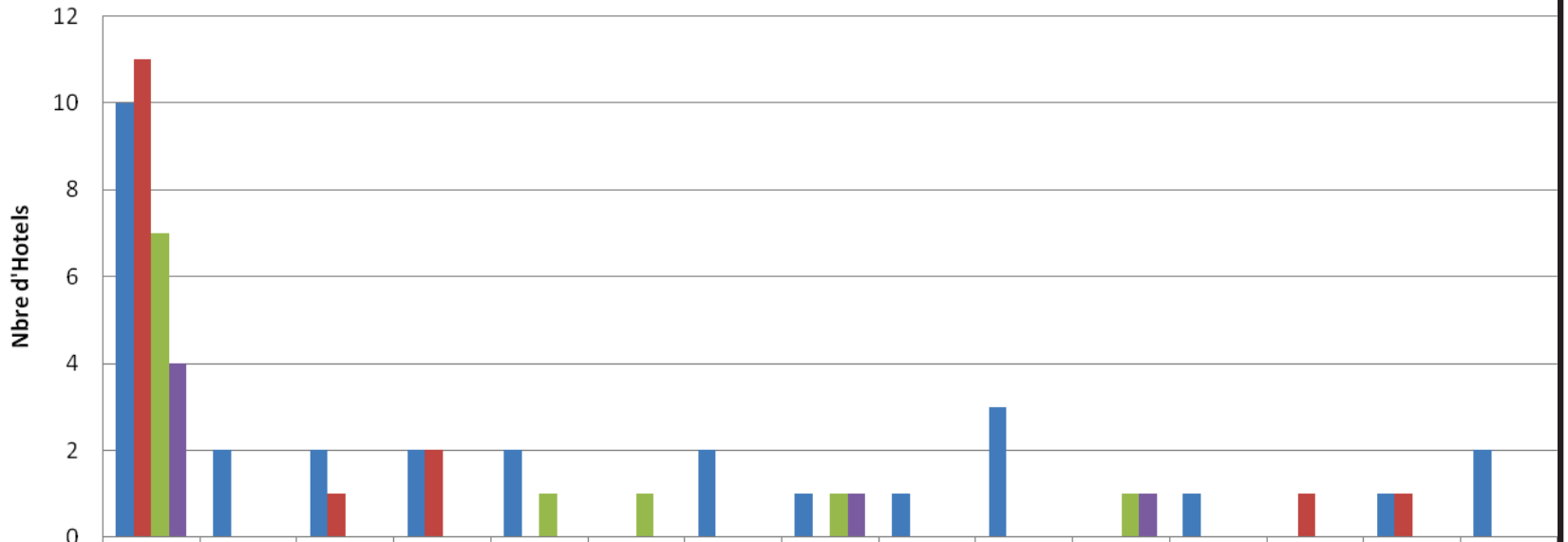
	ocalisation		Hôtels homologués non classés	Hôtels homologués classés à 1 étoile	Hôtels homologués classés à 2 étoiles	Hôtels homologués classés à 3 étoiles	Total
2008 – 2009	**Goma**		**12**	**11**	**7**	**4**	
		Commune de Goma	10	11	7	4	
		Commune de Karisimbi	2	0	0	0	
	Béni		8	3	2	0	
		Commune Bungulu	2	1			
		Commune Mulekera	2	2			
		Commune Beu	2	0	1		
		Commune Ruwenzori	0	0	1		
		Commune -	2				
	Butembo		5	0	2	2	
		Commune Bulengera	1		1	1	
		Matanda	1				
		Centre ville	3				
		Commune Mususa			1	1	
	Territoire de Lubero		1	1	0	0	
		Cité de lubero	1				
		Cité de lubero/kihemba		1			
	Territoire de Béni		1	1	0	0	
		Kasindi	1	1			
	Territoire de Rutshuru		2	0	0	0	
		iwanja	2				
	Total		**29**	**16**	**11**	**6**	**62**

Source : statistiques du rapport annuel du secrétariat exécutif du Gouvernement du NK, 2009



	Hôtels homologués non classés	Hôtels homologués classés à 1 étoile	Hôtels homologués classés à 2 étoile	Hôtels homologués classés à 3 étoile
Goma	12	11	7	4
Rutshuru (ville)	8	3	2	0
Butembo	5	0	2	2
Lubero	1	1	0	0
Beni	1	1	0	0
Rutshuru (Territoire)	2	0	0	0

Commentaires graphique 42: Il se dégage de ce graphique que la ville de Goma concentre 34 hôtels sur les 62 de la province, soit 54 %. Pour une province dotée d'un tel potentiel touristique, 62 hôtels sont de loin insuffisants. Avec un si grand potentiel, la province dispose de 29 hôtels non classés, soit plus de 46 % de sa capacité actuelle. Les hôtels opérationnels sont classés de 1 à 3 étoiles. Aucun hôtel de 4 ou 5 étoiles n'est inventorié sur l'étendue de la province. Des efforts devraient être déployés en vue d'attirer de nouveaux investisseurs ambitieux. Le Gouvernement provincial devrait encourager les exploitants actuels à se mettre à niveau par rapport aux standards internationaux ; il devrait les encadrer dans la conclusion des accords avec de grands groupes hôteliers et des « Tours Opérateur » de classe internationale déjà présents au Kenya, au Rwanda et en Ouganda tel que SERENA et tant d'autres. Le développement des écoles d'hôtellerie et tourisme est à stimuler en vue d'anticiper sur les besoins croissant en ressources humaines expertes.



	Commune de Goma	Commune de Karisimbi	Commune Bungulu	Commune Mulekera	Commune Beu	Commune Ruwenzori	Commune -	Commune Bulengera	Matanda	Centre ville	Commune Mususa	Cité de lubero	Cité de lubero/kihemba	Kasindi	Kiwanja
	V Goma		V Rutshuru					V Butembo				T Lubero		T Beni	T Rutshuru
Hôtels homologués non classés	10	2	2	2	2	0	2	1	1	3	0	1	0	1	2
Hôtels homologués classés à 1 étoile	11	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Hôtels homologués classés à 2 étoile	7	0	0	0	1	1	0	1	0	0	1	0	0	0	0
Hôtels homologués classés à 3 étoile	4	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0

Commentaire graphique 43:

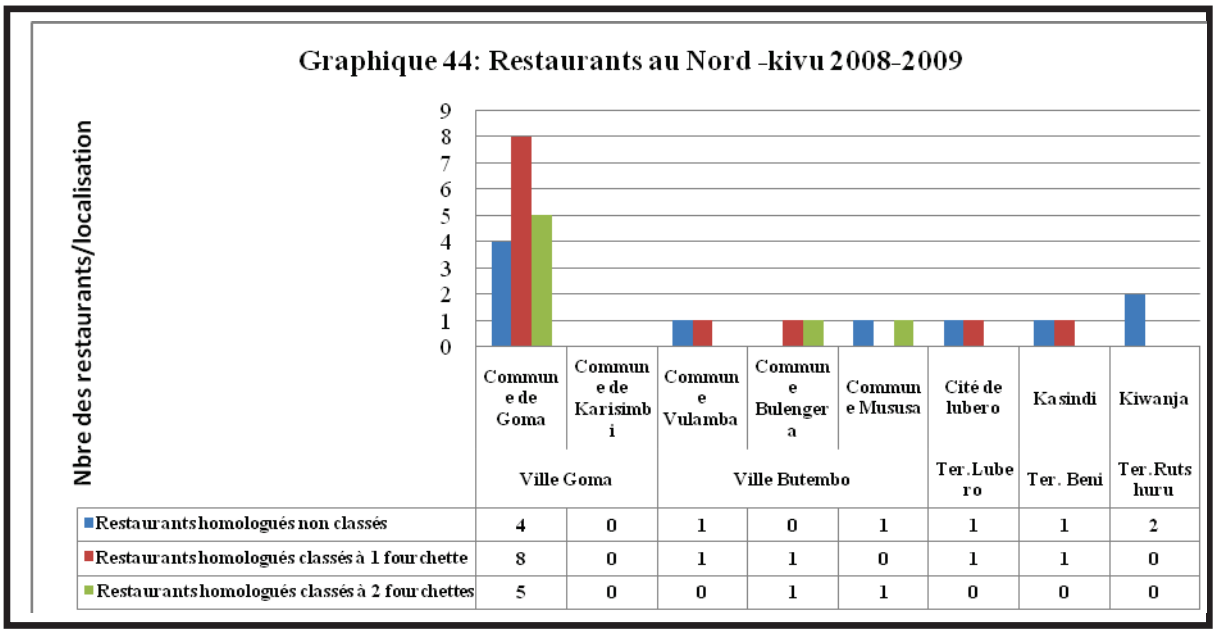
Le graphique ci-dessus montre une nette concentration de l'activité hôtelière dans la ville de Goma. Par ailleurs, pour les autres entités de la province, le secteur de l'hôtellerie est moins présent. Cela déduit donc une réelle faiblesse de la capacité et qualité d'accueille dans le domaine touristique, dans ces entités et au Nord-Kivu en général.

b. Restauration.

Tableau N° 62 : Statut des restaurants classés du Nord-Kivu.

Entité	Localisation	Restaurants homologués non classés	Restaurants homologués classés à 1 fourchette	Restaurants homologués classés à 2 fourchettes
Ville Goma	**Commune de Goma**	4	8	5
	Commune de Karisimbi	0	0	0
Ville Butembo	**Commune Vulamba**	1	1	0
	Commune Bulengera	0	1	1
	Commune Mususa	1	0	1
Ter.Lubero	**Cité de lubero**	1	1	0
Ter. Béni	**Kasindi**	1	1	0
Ter.Rutshuru	**Kiwanja**	2	0	0
Total		**10**	**12**	**7**

Source : Rapport provincial 2008-2009



Source : Nos calculs basés sur les statistiques tirés du Rapport de la Province du NK. 2008

2.3.1.1.9. Les Infrastructures Financières Bancaires et non Bancaires

a. Les principales Institutions Financières (Liste indicative)

- **Banques Commerciales :**

  ‘’Fortement concentrées à Goma, suivi de Butembo et de Béni’’

  - Banque Centrale du Congo (BCC)
  - Banque Commerciale du Congo (BCDC)
  - Banque Internationale de Crédit (BIC)
  - Banque Congolaise (BC)
  - Banque Internationale Africaine de Crédit (BIAC)
  - Banque Privée du Congo (BPC).
  - Cruche Banque.
  - Trust and Merchant Bank (T.M.B.).
  - Raw Bank ;
  - Access Bank,

- BDEGL : Banque de Développement des Etats des Grands Lacs
- (En dernier car elle n'est toujours pas opérationnelle en tant que Banque de Développement, son patrimoine étant loué aux privés) !

Observation sur la couverture sectorielle :

- Aucune Banque de Crédit Agricole
- Aucune Banque de Développement
- Le Statut du FPI, la nature de ses ressources et les conditions d'éligibilité ne permettent pas de classer ce fonds parmi les institutions de financement.
- Aucun financement ouvert n'est adressé au secteur privé pour des Investissements importants de moyen et long terme.
- le secteur bancaire a connu une relative normalisation de ses activités, cependant, ses interventions ne sont pas loin de l'usure au vu des taux d'intérêts appliquées par les IMF. Les Banques Commerciales par contre jonglent principalement sur les dépôts de la clientèle et distillent des découverts et autres facilités de caisse sur base des dépôts du client. Ne prennent aucun risque et placent les fonds des dépôts clients jusqu'à 20 %.
- La situation se caractérise par une carence de ressources suffisantes destinées au financement des investissements privés de développement. Un marché de capitaux en filigrane, disons inexistant, caractérisé par la collecte et les transferts.

➢ **Caisse d'Epargne**

- Caisse d'Epargne du Congo (CADECO). **Institution en reconstitution (se recherche)**

b. Institutions Financières Non Bancaires

➢ **Micro finances : (7)**

SOMIFIREGEDE, SMF, CERF, GALA LETU, IMF HEKIMA, SMF BARAKA PRECE, SMF MAENDELEO. MECREGO. Ces structures sont jeunes et de petite taille en capitaux et en infrastructures. Elles manquent de professionnalisme, se forment encore et caractérisé par une faible vision stratégique des promoteurs. En 2009, la Banque Centrale a agréé 22 nouvelles institutions au niveau national, établissant leur nombre à 111 en RDC. A raison de 96 COOPEC et 15 IMF.[35]

Le Nord-Kivu est qualifié comme la province avant-gardiste de ce secteur se distingue fin 2009 avec 36 IMF dont, 31 COOPEC et 5 IMF. La BCC a réceptionné 25 Etats Financiers dont 3 étaient déséquilibrés comprenant ceux de l'IMF BARAKA PRECE. Sur les 5 IMF, MAENDELEO n'a pas transmis ses Etats Financiers. Les COOPEC accaparent fin 2009 au Total Bilan taire : 32.702 547 $ soit 78,6 % de parts de marchés en 2009 contre 8 887 831$ soit 21,4% de parts pour les IMF[36]. La BCC conclue : baisse des activités suite à l'insécurité et retraits massifs. Il y a aussi une la mauvaise qualité du portefeuille des institutions avec un ratio supérieur à 5% avec des retards de paiements fin échéances. 98 % d'autosuffisance opérationnelle. Ces Institutions n'ont pas pu couvrir les charges par les produits. Un mauvais comportement des structures HEKIMA et MECREGO Coopec[37]. Les CCOPECCO et COOPEC Umoja Butembo ont affiché des Fonds Propres Négatifs usant d'autre type de ressources pour fonctionner.

➢ **Messageries financières: (5)**

MISTER CASH, SOFICOM, KOTECHA, WESTERN UNION, TRANS MONEY

2.3.1.1.10. Infrastructures de Télécommunication : Téléphone, Radio, télévision, NTIC

a. Evolution des Infrastructures de Communication

Depuis plus de deux décennies, le Pays et principalement le Nord-Kivu n'a pas réalisé des investissements au niveau des infrastructures de base. Le secteur Information et Communication n'a pas fait d'exception, l'on y constate un regain d'initiatives Non Gouvernementales. Grâce aux stratégies de péage, le Nord-Kivu a su maintenir à seuil minimal acceptable la circulation locale, efforts ruinés par l'insécurité.

[35] Rapport d'activité de la Micro finance 2009- BCC/RDC. Page 55
[36] Rapport d'activité de la Micro finance 2009- BCC/RDC. Page 56
[37] Rapport d'activité de la Micro finance 2009- BCC/RDC. Page 59

Les rapports attestent cependant, que 49 % des voierie sont dans un état moyen de praticabilité, 24 % dans un état moyen de praticabilité et 27 % en mauvais état. Un certain nombre de projet de réhabilitation sont en réalisation et permettent d'espérer des améliorations. En ce qui concerne la Télécommunication, le désenclavement est satisfaisant avec la présence des opérateurs majeurs déjà nommés. Le taux de couverture est satisfaisant, mais il y a des espaces de territoire entièrement sans couverture réseau.

Le tableau 68. Donne une cartographie de la densité audiovisuelle: 35 stations dont 4 Radios et Télévisions et 31 Radios Communautaires réparties dans divers territoires. Seul Masisi ne signale pas la présence d'une station radio. Des inégalités persistent dans ce secteur car, le champ de couverture des émetteurs n'assure pas une couverture totale. Une étude des champs couverts est à mener.

b. Répartition des radios et télévisions au Nord-Kivu

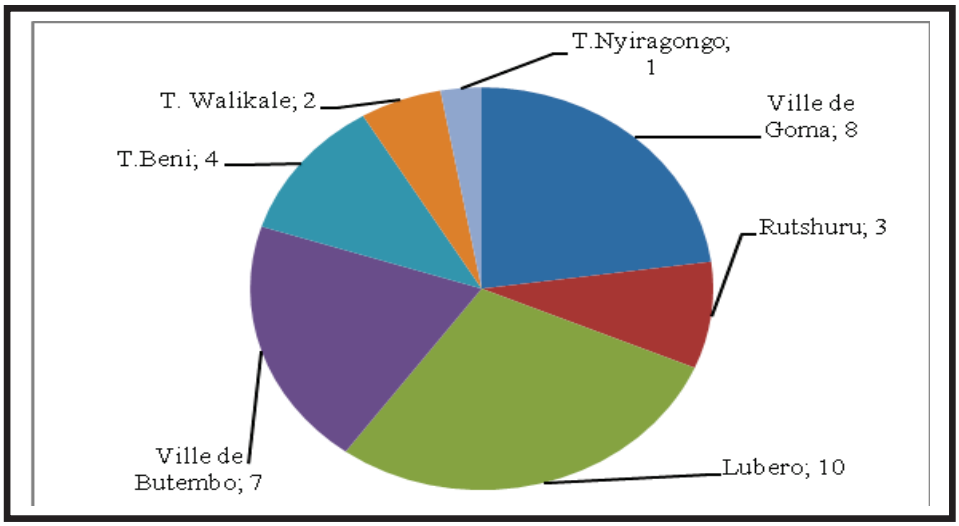
Tableau N° 63: Répartition des organes audiovisuels

N°	Entité/Territoire	Groupements	Superficie/Km²	Organe	Nbre	Obs.
1	Ville de Goma		74	Radio/Télé	4	
				Radio communautaire	4	
2	Rutshuru		5 289	Radio communautaire	3	
3	Lubero		18 096	Radio communautaire	10	
4	Ville de Butembo		190,34	Radio/Télé	2	
				Radio communautaire	5	
5	Ville de béni		184,24	Radio communautaire	2	
6	Walikale		23 475	Radio communautaire	2	
7	Masisi		4 734	Radio communautaire	0	
8	T. Béni		7 484	Radio communautaire	2	
9	T. Nyiragongo		330	Radio communautaire	1	
TOTAL			**59 586,58**		**35**	

Source : Rapport annuel d'activités 2008 de la Division Provinciale de la Communication et Médias in Rapport annuel 2009 *Province NK/ page 37. Notre Synthèse. Le PDP 2010-2014 propose page 39, une liste de 21 stations.*

Graphique 47: Densité audiovisuelle Nord-Kivu

Présence des stations radios communautaires.



Commentaire graphique 47: Le paysage audiovisuel présente de grandes disparités. Masisi n'a aucune Station radio Communautaire. Les données sur le rayon couvert par la puissance des émetteurs en place n'e sont pas connues. Le témoignage d'un professionnel affirme que le territoire de la Province n'est pas couvert à plus de 40 %.

c. Opérateurs téléphoniques et couverture du territoire:

- **Couverture réseaux.**

Le secteur des télécommunications est dominé par les mêmes grands opérateurs du niveau national. La couverture réseau au niveau des entités énumérées n'est pas totale, nombreuses zones à faible densité de populations ne sont pas couvertes. Il n'y a pas un cahier de charge du Gouvernement imposant une couverture totale du territoire national en faveur du développement social et économique. L'attribution des zones prioritaires avec des zones annexes obligatoires affranchirait le devoir d'Etat d'y pourvoir.

- **Opérateurs téléphoniques**

1) VODACOM : Béni– Butembo- Goma: et en Territoires de Rutshuru–Masisi–Lubero – Béni et Walikale. C'est le plus étendu des réseaux en place.
2) TIGO : Béni–Butembo et Rutshuru
3) CCT : Béni–Butembo–Goma–Lubero–Rutshuru–Walikale
4) ZAIN : Béni–Butembo–Walikale–Oicha–Rutshuru
5) SUPER CELL : Gisenyi et Ruhengeri au Rwanda. (Goma, Masisi, Rutshuru, Mwesso, Walikale, Kayabango et Bunagana en RDC).

Les Télé-centres qui offrent l'accès à Internet ne sont pas bien répertoriés. Au niveau national, des commentaires avisés indiquent un nombre de grandeur de 0,3 % du taux d'accès à internet limité aux centres urbains contre 4,3 % par exemple pour le Gabon.

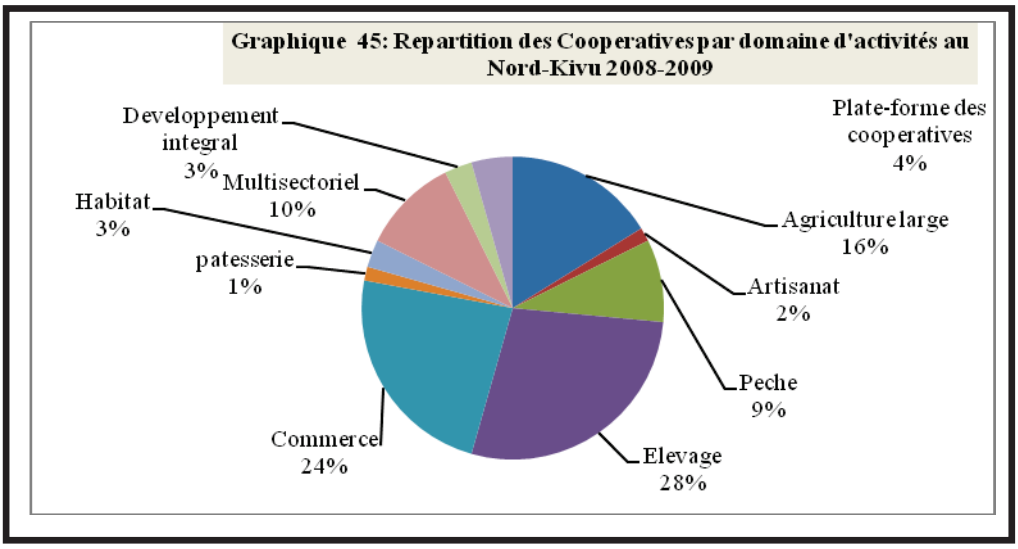
La Province a un taux insuffisant de desserte téléphonique et en couverture des programmes radios communautaires. Faute d'une évaluation de référence officielle il n'est pas possible de désigner les contours précis de couverture et d'absence. Les voyageurs sont seuls à pouvoir témoigner de la présence ou pas de réseaux et ondes radios communautaires FM. L'importance des radios communautaires est bien connue mais l'insécurité généralisée, les intimidations politiques et militaires ont freiné nombreux projets qui n'ont plus aboutis.

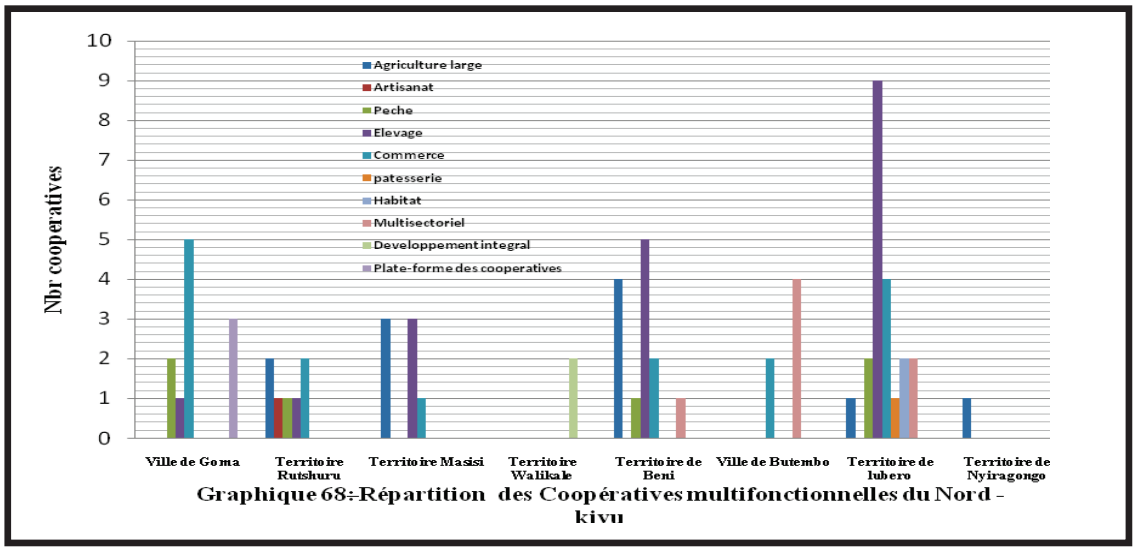
2.3.1.1.11. Infrastructures de service aux entreprises et aux particuliers.

Faute de données récentes sur la période de l'étude, l'inventaire de nombreux garages et stations services ne peut être pris en considération. Cependant, depuis l'éruption volcanique de 2002, la ville de Goma, à la différence des villes et cités secondaires des territoires de la province, a vu son parc automobile exploser entrainant l'érection de plusieurs dizaines de stations services. Dans la même tendance, des laboratoires d'électronique et de maintenance informatique n'ont pas été disponibles dans divers rapports exploités. Cependant, il n'existe pas de garages modernes privés équipés au standard de maintenance de classe ville internationale. Le reste est une affaire de PME, commerciales investissant en autofinancement et comptant plus sur la technicité pour palier aux exigences technologiques.

Coopératives multifonctionnelles

Domaine d'intervention	Ville de Goma	Territoire Rutshuru	Territoire Masisi	Territoire Walikale	Territoire de Béni	Ville de Butembo	Territoire de lubero	Territoire de Nyiragongo	Total
Agriculture large	0	2	3	0	4	0	1	1	11
Artisanat	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Peche	2	1	0	0	1	0	2	0	6
Elevage	1	1	3	0	5	0	9	0	19
Commerce	5	2	1	0	2	2	4	0	16
Pâtisserie	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Habitat	0	0	0	0	0	0	2	0	2
Multisectoriel	0	0	0	0	1	4	2	0	7
Développement intégral	0	0	0	2	0	0	0	0	2
Plate-forme des coopératives	3	0	0	0	0	0	0	0	3
Total	11	7	7	2	13	6	21	1	68

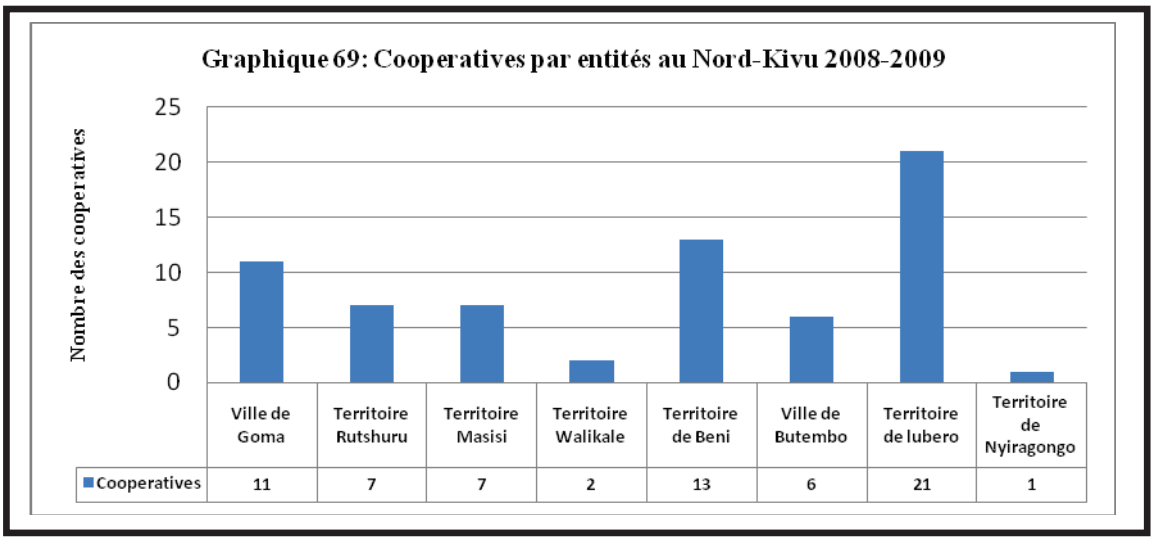




Commentaire graphique 45: L'organisation sociocommunautaire au Nord–Kivu peut ne pas être parfaite, mais elle a le mérite d'exister. Ce secteur développe depuis le début des années 1980 une expérience enrichissante. La diversité des secteurs représentés exprime mieux les canaux qui peuvent être utilisés pour renforcer le développement communautaire et introduire des thèmes de modernisation par des innovations majeures. Le renforcement des capacités et la modernisation du monde rural est donc possible à travers des structures des communautés organisées. Ce cadre peut servir au développement des sociétés coopératives solides avec l'amélioration général du cadre de développement et du climat des affaires.

Le développement de l'approche du développement des filières, sous-filières et grappes est le canal privilégié pour la stimulation de l'esprit d'entreprise. Le développement des corps de métiers pouvant éclore les chambres de métiers peut trouver ici les appuis organisationnels salutaires dans cette vision d'excellence. Lubero et Béni se positionnent toujours en territoires leaders, espaces propices pour démarrer l'organisation des bassins économiques autour des embryons déjà, baptisés ici foyers de développement, sans spécialisation et sans vision, du concept des bassins Structurés par vocations, organisant la concentration des avantages compétitifs autour des structures ou centres d'excellence d'appui à la modernisation et l'acquisition des paquets technologiques et des productivités

Commentaire Graphique 68: Nyiragongo, Walikale et Masisi retiennent la plus faible présence de structures coopératives, pour autant que, les rares structures dédiées sont basées en dehors. Lubero et Béni en tête, ainsi que Goma, ont atteint des paliers organisationnels de trois niveaux. Les coopératives y constituent des canaux d'entreprenariat communautaire perfectibles. L'amélioration de l'environnement financier, commercial et technologique sera favorable à plus d'éclosion socioéconomique, au renforcement et rayonnement du mouvement.



Commentaire graphique 69: On observe un mouvement associatif plus important en territoire de Lubero suivi de Béni puis de Goma. La densité de ces structures correspond au dynamisme économique communautaire à travers les activités agricoles, d'élevage, de l'artisanat et du commerce. L'enclavement du Territoire de Walikale justifie la plus faible structuration communautaire alors que ces structures devraient compenser les efforts solitaires par des prestations mutualisées, des appuis techniques et surtout la réduction des coûts d'approvisionnements. Les intervenants dans le territoire de Nyiragongo sont basés dans la ville de Goma, de même que pour Walikale les associations et structures sont à Goma afin d'échapper au piège paralysant de l'enclavement en plus de rechercher les contacts de partenariats salutaires pour des rares appuis.

2.3.1.1.12. Infrastructures de services aux entreprises

Ce secteur fait partie du tertiaire marchand, il englobe l'ensemble d'activités d'appui aux entreprises en général et aux opérateurs économiques en particulier. Les prestations touchent aux domaines tel que : informatique, conseil, publicité, travail temporaire, sécurité et nettoyage, assainissement, garages, stations d'essence et d'entretien etc. Depuis la mutation technologique et l'effondrement de l'OCPT, le téléphone fixe a disparu, la distribution du courrier vers les territoires a tari et n'est plus assuré qu'entre grandes villes par des messageries expresses entre commerçants ou par des PME de service.

A la place, le téléphone mobile a fait naître des centaines de TPE travaillant sur une tablette sous un parapluie, ils assurent la maintenance des téléphones portables et du matériel et systèmes informatiques. Comme infrastructures, les PME et TPE du Nord-Kivu sont peu capitalisés, travaillent à domicile, dans des réduits caves, entrepôts, sur des trottoirs et dans d'autres abris de fortune. L'outillage leur fait défaut, est rudimentaire et inadapté, souvent en technologie appropriée fabriqué par eux – mêmes sauf depuis peu d'origine chinoise, moins couteux, mais fragiles et tout de même moins chers.

Une catégorie de PME ayant accès aux capitaux difficilement rassemblés on investi dans divers infrastructures de services jusqu'aux boutiques de pièces de rechange qu'ils achètent en commerce triangulaire depuis les pays voisins, à quelques exception pour celles de quincailleries et Magasins qui importent directement de Dubaï ou Guangzhou en chine. Les PME/TPE couvrent les domaines d'activités suivants, hormis la Poste et téléphones branches dans lesquels les PME et TPE servent d'intermédiaires aux grands opérateurs sectoriels surtout dans la téléphonie : vente des téléphones et cartes de communication,

entretien et réparation des appareils mobiles ou portables. Ils mettent en place et entretiennent les réseaux internes de téléphones, entre ordinateurs et par internet d'entreprises.

Les domaines apparentées se basent sur les NTIC dans lesquelles nombreux Micro entrepreneurs interviennent et assurent :

- la production des supports générés par ordinateurs pour la publicité, assurent l'entretien et réparation automobile, les stations d'essence.
- sa réparation et ont substitué l'état avec l'effondrement des PTT (qui ne distribue plus le courrier, n'assure plus la téléphonie, n'offre plus la messagerie financière

2.3.1.2. LE SECTEUR TERTIAIRE NON MARCHAND

Ce secteur englobe les dimensions sociales touchant principalement l'homme au centre de l'action du gouvernement et acteur déterminant de l'activité économique selon sa forme physique (santé) et ses capacités intellectuelles (éducation) et compétences techniques. La section va permettre de faire l'état des lieux de l'évolution démographique, de la prise en charge de la dimension de l'éducation primaire, secondaire, supérieure et universitaire. Elle sera complétée par l'identification des structures de type sociale qui prennent en charge les vulnérables de la société

.

2.3.1.2.1. Evolution des facteurs humains du Nord – Kivu 2000 - 200938.

2.3.1.2.1.1. Statistiques de la Démographie du Nord – Kivu

Tableau n° 64: Les indicateurs de la population du Nord-Kivu 2000-2010

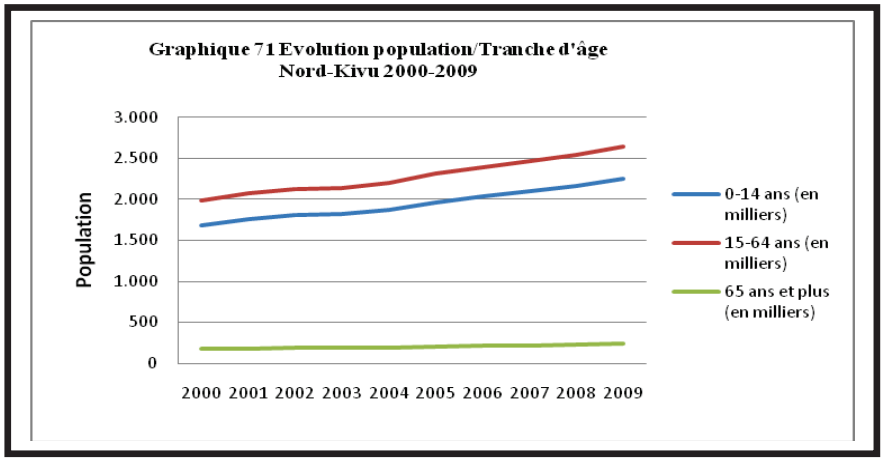
Années		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
A. Popu Résidente RDC (En ''000'' d'hab.)	**Nombre**	**52 099,0**	**53 505,7**	**54 950,0**	**56 434,0**	**57 957,7**	**59 696,4**	**62 600,8**	**64 478,8**	**66 413,2**	**68 405,6**	**59 654,1**
TAUX DE CROISS.		3,4	2,7	2,7	2,7	2,7	3,0	4,9	3,0	3,0	3,0	**3,1**
0-14 ans	%	48,0	47,9	47,9	47,8	47,7	47,5	47,3	47,1	46,8	46,5	**47,5**
15-64 ans	%	49,1	49,2	49,2	49,3	49,4	49,5	49,7	50,0	50,3	50,5	**49,6**
65 ans et plus	%	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	**2,9**
Population active	**nombre**	**31 261,4**	**32 422,4**	**33 068,6**	**33 897,5**	**34 736,8**	**35 611,3**	**36 503,8**	**38 009,7**	**38 998,0**	**40 050,9**	**35 456,0**
Emploi (personnes occupées)	**nombre**	**8 790,7**	**11 383,5**	**11 567,4**	**11 972,6**	**12 380,2**	**12 688,3**	**17 937,0**	**14 253,6**	**19 595,4**	**20 506,1**	**14 107,5**
Rapport Pop. Salariée et Pop. Active	%	28,12	35,11	34,98	35,32	35,64	35,63	49,14	37,50	50,25	51,20	**39,3**
Emploi/population totale	%	16,9	21,3	21,1	21,2	21,4	21,3	20,9	20,6	19,6	18,6	**20,3**
Taux de chômage	%	71,9	64,9	65,0	64,7	64,4	64,4	50,9	62,5	49,8	48,8	**60,7**
B. Popu. Résidente /Nord- Kivu (000 hab.)		**3 855**	**4 013**	**4 121**	**4 146**	**4 270**	**4 479**	**4 637**	**4 780**	**4 938**	**5 130**	**4 437,0**
TAUX DE CROISS.		3,0	2,9	2,7	0,6	3,0	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	**2,8**
0-14 ans	en milliers	1 689	1 758	1 806	1 817	1 871	1 963	2 032	2 095	2 164	2 248	**1 944,3**
15-64 ans	en milliers	1 989	2 071	2 127	2 139	2 203	2 311	2 393	2 466	2 548	2 647	**2 289,5**
65 ans et plus	en milliers	177	184	189	190	196	205	212	219	226	235	**203,3**
Population urbaine	(000)	438	456	474	493	513	533	591	650	707	783	**563,7**
Population rurale	(000)	3 417	3 557	3 647	3 653	3 758	3 946	4 046	4 130	4 225	4 347	**3 872,5**
Taux de croissance - population urbaine	%		3,85	3,85	3,85	3,85	3,85	4,43	4,02	4,22	4,77	**4,1**
Taux de croissance - population rurale	%		2,01	2,03	2	2	2,00	2,52	2,08	2,30	2,89	**2,2**
Population active	en milliers	2 313	2 432	2 480	2 490	2 559	2 672	2 704	2 818	2 900	3 004	**2 637,2**
Emploi (personnes occupées)	en milliers	390	517	522	528	547	568	566	581	569	559	**534,8**
Rapport Pop. Salariée et Pop. Active	%	16,87	21,28	21,05	21,22	21,36	21,25	20,92	20,63	19,63	18,61	**20,3**
Emploi/population totale	%	10,12	12,89	12,67	12,74	12,80	12,68	12,20	12,16	11,53	10,90	**12,1**
Taux de chômage	%	83,13	78,72	78,95	78,78	78,64	78,75	79,08	79,37	80,37	81,39	**79,7**

Source: Données Banque Mondiale 2000 - 2010; Cadrage Macroéconomique Nord-Kivu 2009 -2010, Condensé hebdomadaire d'informations statistiques N°. 12/2010. BCC du 26 mars 2010.

[38] Les statistiques sur la démographie sont basées principalement sur des estimations. Le dernier recensement scientifique remonte à 1984. Les statistiques scolaires renferment beaucoup moins d'erreurs.

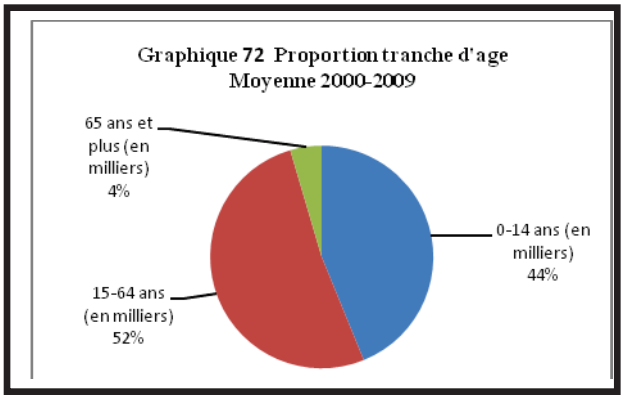
2.3.1.2.1.2. Les indicateurs démographiques

a. Evolution de la population par tranche d'âge de 2000 à 2009

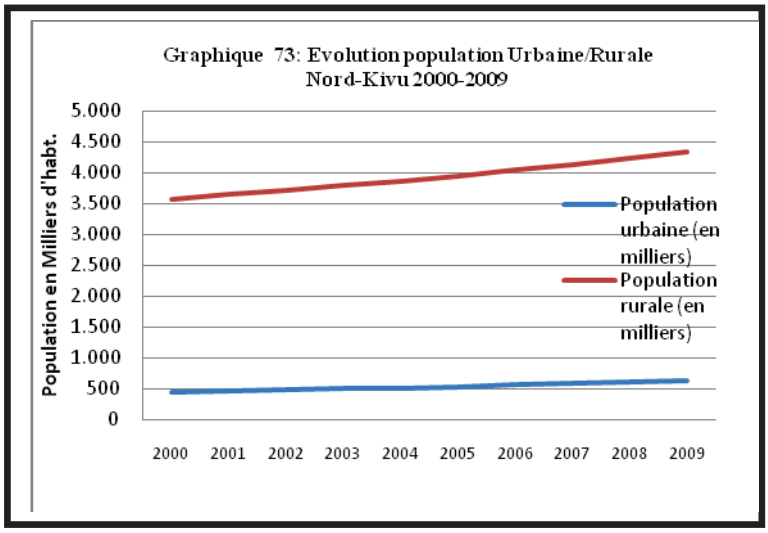


Commentaire : **Graphique 71.**
La tranche des populations comprise entre 15-14 ans connait une évolution supérieure à toutes les autres tranches d'âge, alors que les 0-14 ans suivent la même tendance. Reflet d'une société jeune. Par contre, la tranche des 65 ans et plus n'évolue pas, l'espérance de vie au Nord-Kivu varie selon les sources. Les conditions de vie des gens du troisième âge devraient faire l'objet d'une politique sociale responsable, en vue de faire profiter à la société de l'expérience professionnelle des seniors. Certains cas de retraites anticipées ont révélé l'effondrement des prestations dans l'administration publique, face au manque d 'expérience des plus jeunes.

b. Proportion de tranches d'âge



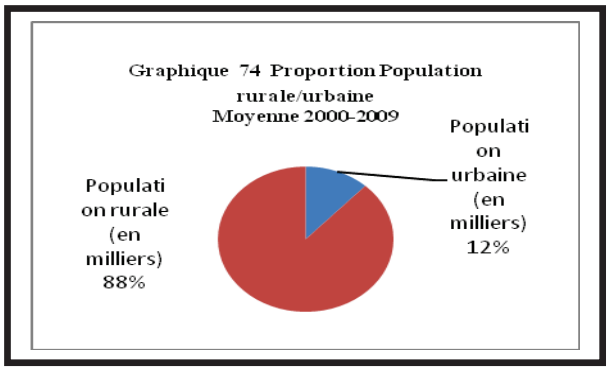
c. Evolution de la population urbaine/rurale au Nord-Kivu 2000-2009



Commentaire :
Graphique 73.

La courbe montre le nombre élevé de la population vivant en milieu rural (dans une plage de 3,5 à plus de 4 millions) par rapport à celle du milieu urbain. Implicitement, une interpellation des gouvernants sur le sort et les conditions de vie dans ce milieu surpeuplé, pour éviter tout embrigadement et/ ou le développement des comportements inciviques. Il ya lieu d'anticiper pour bloquer l'exode rural et ses conséquences.

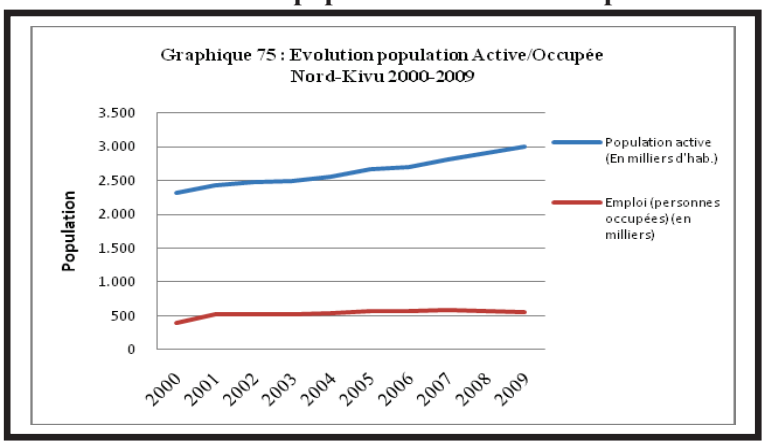
d. Proportion de la population rurale/urbaine



Commentaire : Graphique 74.

La figure reflète une population rurale dominante avec 88 %. Un signal fort pour accroître les investissements dans les secteurs économiques ruraux, l'amélioration des conditions de vie en termes d'accès aux ressources et services de base : santé, éducation, finances, appuis techniques et technologiques, accès aux intrants de production.

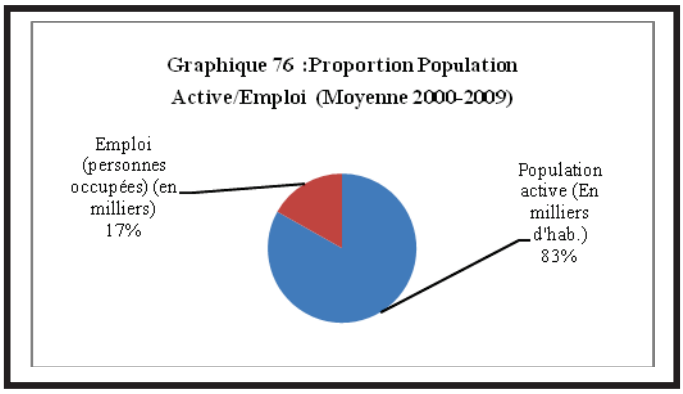
e. Evolution de la population active et occupée au Nord-Kivu de 2000 à 2009



Commentaire : **Graphique 75.**

Cette figure exprime une évolution croissante de la Population active alors que les personnes occupées dans un emploi rémunéré stagnent. Cet indicateur suggère un taux de chômage explosif.

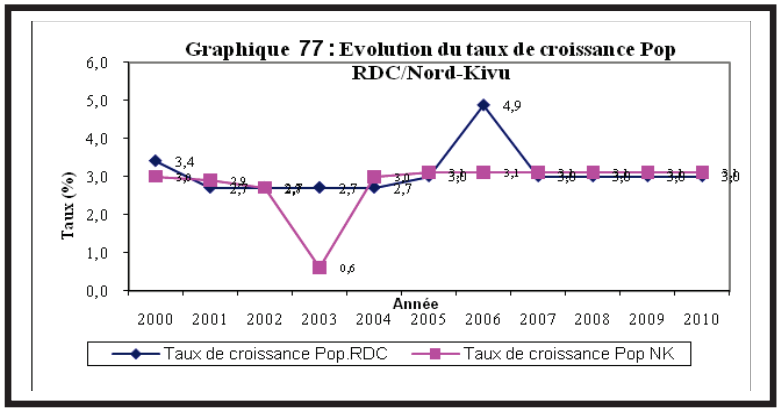
f. Proportion de la population active et occupée



Commentaire : Graphique 76.
La figure reflète une situation dramatique de sous-emplois, synonyme d'une faible activité économique, de faibles investissements et faibles opportunités d'emploi.

En effet, ***83 % des populations*** connaissent la ***pauvreté***, vivent avec des ***revenus dérisoires*** tirés pour la plupart des activités de type artisanales, activités non encadrées, non appuyées et sans perspectives de développement en PME.

g. Evolution du taux de croissance démographique



Commentaire : **Graphique 77.**

La figure affirme un ralentissement de la croissance démographique du Nord-Kivu par rapport au taux national. C'est la conséquence de nombreux épisodes d'instabilité sur les populations.

2.3.1.2.2. Evolution du secteur de l'éducation 2000 – 2009.

2.3.1.2.2.1. Statistiques de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP).

Tableau N° 65: Evolution des paramètres scolaires du Nord-Kivu 2000-2010

Paramètres	1999-2000	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
A. Enseignement primaire										
Nombre d'écoles	1 799	1 935	2 115	1 486	1 658	1 558	1 481	1 481	1 790	1 280
Nombre de classes	12 622	13 213	13 213	11 574	11 752	10 981	11 322	11 322	15 090	10 043
Nombre d'élèves	425 729	450 874	497 674	446 571	409 946	403 538	340 201	340 201	602 385	363 407
Nombre de filles	175 893	184 895	209 024	187 322	183 243	165 672	143 975	143 975	271 439	166 990
Nombre d'enseignants	166 115	17 127	17 453	11 731	30 116	13 617	15 823	9 200	10 719	9 257
% Filles	41	41	42	42	43	41	42	42	45	46
Nombre d'enseignants	166 115	17 127	17 453	11 731	30 116	13 617	15 823	9 200	10 719	9 257
Ratio : élèves/enseignant	26	26	29	38	34	30	22	37	56	39
Ratio : élèves/classe	34	34	36	39	652	5 590	30	30	40	36
Enfants scolarisables	928 057	955 912	984 589	966 980	**1 015 406**	**1 065 106**	**1 102 679**	**1 136 684**	1 174 256	1 220 014
Enfants Scolarises (6 à 14 ans)	425 729	450 874	497 674	446 571	438 397	403 538	340 201	340 201	602 385	363 407
% scolarisation 6 à 14 ans	45	47	51	46	43	38	31	30	51	30
Ratio élèves/école (taille moyenne)	237	233	235	300	247	259	230	230	337	284
B. Enseignement secondaire et professionnel										
Nombre d'écoles	519	538	541	596	715	435	405	589	1 047	501
Nombre de classes	3 633	3 766	3 787	3 755	4 848	3 958	3 010	5 057	8 456	3 705
Nombre d'élèves	63 557	66 099	96 119	99 426	120 181	140 468	140 468	159 195	292 213	226 953
Nombre de filles	26 406	27 726	29 112	43 703	46 278	34 645	28 175	61 388	122 856	33 133
% Filles	42	42	30	44	39	39	20	36	42	15
Nombre d'enseignants	5 449	5 649	5 680	5 894	7 594	6 053	4 628	7 055	11 240	5 296
Ratio: élèves/enseignant	12	14	17	17	16	15,2	30	21	26	43
Ratio : élèves/classe	17	18	25	26	25	22,2	47	30	35	61
Enfants scolarisables (13 à 20 ans)	771 065	802 586	824 250	829 200	854 000	895 800	927 400	956 000	987 600	1 026 084
Enfants Scolarisés (13 à 20 ans)	63 557	66 099	96 119	99 426	120 181	140 468	140 468	159 195	292 213	226 953
% Scolarisation	8,24	8,24	11,66	11,99	14,07	15,68	15,15	16,65	29,59	22,12
Nombre élèves/Ecole	122	123	178	167	168	205	215	270	279	196

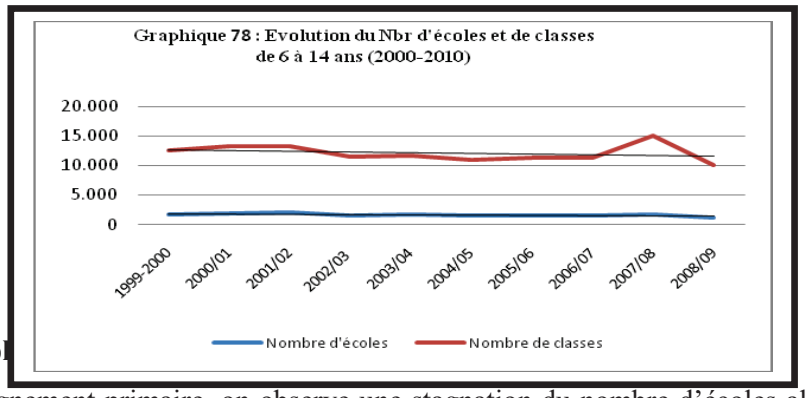
Source: Division Provinciale de l'EPSP/Nord-Kivu, Rapports annuels 2000, 2001, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009.

Commentaires : Les paramètres scolaires sont préoccupants à la lecture des résultats observés sur 10 ans entre 2000 et 2009. Les écoles primaires organisées avaient atteint un nombre de 2 115/13213 classes au cours de l'année 2001/02 et sont retombées à 1280 écoles/10 043 classes l'année 2008/09. Pour l'enseignement secondaire. On constate 1047 écoles organisées l'année 2007/2008 avec 8456 classes. Ce cycle est passé de 519 écoles l'année 1999 /2000 à 501 écoles secondaires seulement l'année 2008/09. Au cœur du système, il ya une moyenne de 41,2 % d'enfants de 6-14 ans seulement scolarisés au primaire contre, une moyenne de 15,34 % des 13/20 ans scolarisés au secondaire. C'est un bilan préoccupant vu le taux de déperdition scolaire au passage du cycle primaire vers le secondaire.

En valeur réelle, la situation est bien pire en comparant la dernière année scolaire du primaire à la moyenne de 30 % seulement des 6-14 ans scolarisés l'année 2008/09 contre 41,2 % de moyenne décennale pour la même tranche d'âge. Une réforme du système de l'enseignement à travers la modernisation s'impose, elle sera couplée à un programme intensif de renforcement des capacités pédagogiques et des compétences en NTIC du personnel enseignant d'une part. D'autre part, des efforts d'investissement en infrastructures d'accueil et en équipements NTIC, comme conditions pour accélérer le rattrapage des retards et fractures en progression. Le rapport filles/ garçons est toujours négatif et en défaveur des filles, est à corriger par des approches socioculturelles étendues à la société, mais aussi par des incitations appropriées.

Il convient de noter qu'une politique sectorielle de promotion et de valorisation de l'enseignement technique industriel et professionnel est à promouvoir afin de pourvoir aux besoins en amont et en aval des secteurs économiques productifs.

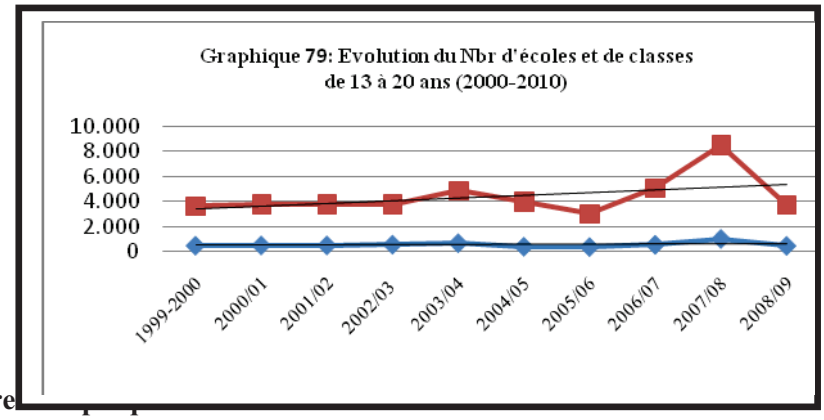
Les indicateurs de l'EPSP.



Commentaire: **Grapl**

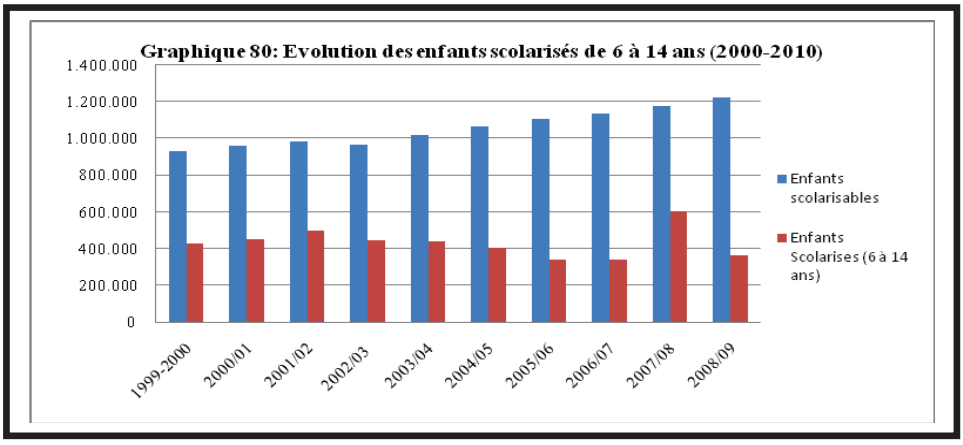
Au niveau de l'enseignement primaire, on observe une stagnation du nombre d'écoles alors que, le nombre de classes organisées prend la tendance baissière. L'offre de classes étant faible par rapport à la demande, la tendance baissière des classes exprime le confinement. Aussi, la faible densité et la faible répartition géographique des écoles justifient la stagnation du nombre d'écoles. Il y a eu peu d investissement dans l'infrastructure au cycle primaire.

a. **Rapport écoles/classes.**



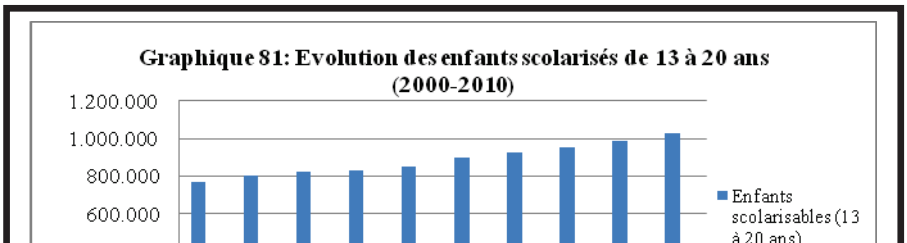
Commentaire

Au niveau du secondaire, la tendance vers la hausse du nombre de classes exprime tout simplement une forte déperdition et donc baisse de la demande qu'il faut endiguer, Il faut aussi stimuler l'orientation vers les sections techniques industrielles en vue de former plus de techniciens et améliorer leur disponibilité par rapport à la demande des secteurs industriels, agroindustriels et agroalimentaires, la maintenance etc..



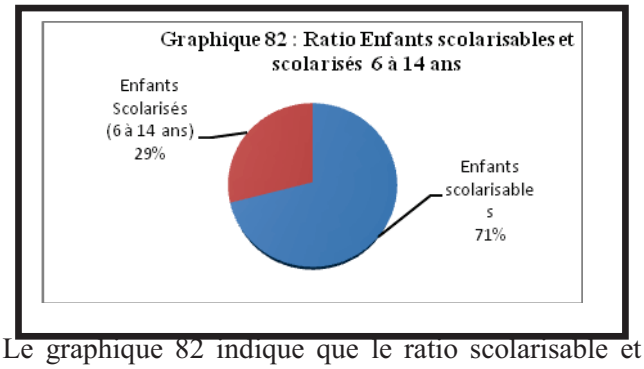
Commentaire : **Graphique 80.**

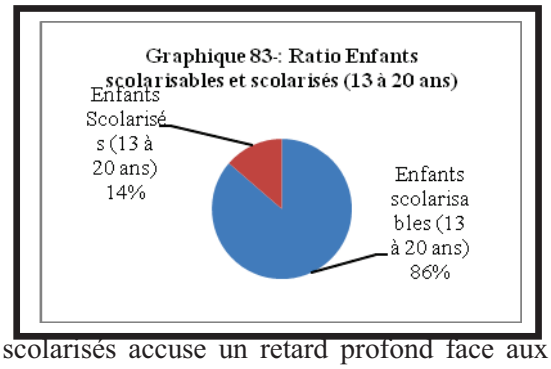
La figure indique une évolution négative sur 10 ans, du nombre des enfants non scolarisés. Des efforts devraient être consentis pour réduire le déficit et le recul de la formation de ces enfants pour prétendre atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.



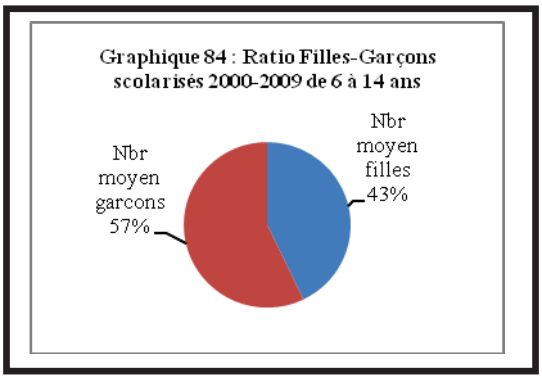
Commentaire : **Graphique 81.** La figure reflète de manière criante, une trop faible scolarisation des enfants compris entre 13-20 ans malgré une timide progression vers 2007. Situation partiellement justifiée par les conflits, l'instabilité et la pauvreté.

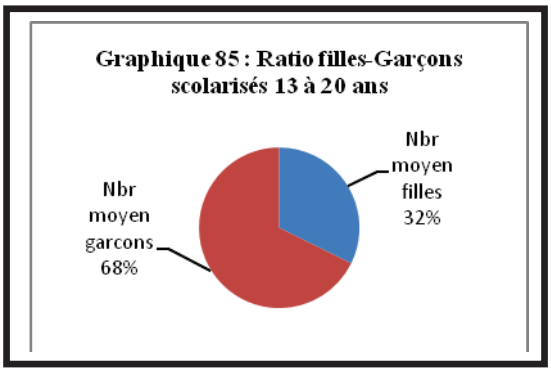
Indicateurs scolarisés/scolarisables



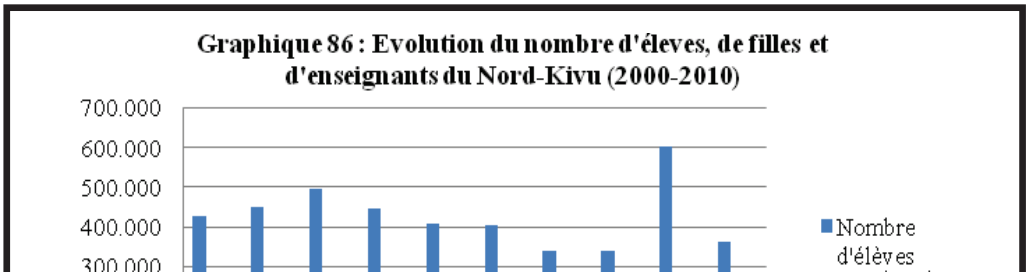


Le graphique 82 indique que le ratio scolarisable et scolarisés accuse un retard profond face aux OMD. Seulement 29 % des 6-14 ans sont scolarisés. Un indicateur défavorable. Alors que le graphique 83**,** lui signale que plus de 86 % des 13 à 20 ans ne sont pas scolarisés. Le ratio scolarisable et scolarisés 13-20 ans représente un vrai problème de société avec des implications au niveau de l'économie de la province à cause d'une insuffisance en formation spécialisée des jeunes.





S'agissant du graphique 84, on note que su les dix années, on observe un déséquilibre défavorable aux filles scolarisées par rapport aux Garçons. 43 % de filles pour 57 % de garçons. Cependant le graphique 85, indique que l'indicateur des scolarisés du secondaire atteste une forte déperdition des filles accédant au cycle de l'enseignement secondaire. Seulement 32% des filles pour 68 % de garçons accèdent au cycle secondaire.



Commentaire : **Graphique 86.**

L'évolution des effectifs d'enseignants est négative et permet de s'inquiéter sur les conséquences de la désaffection de cette carrière vocationnelle. Nombreux enseignants migrent vers des emplois mieux rémunérés dans les ONG surtout internationales, vers les agences humanitaires et même dans l'administration vers les régies financières qui paient régulièrement, à la recherche de meilleurs salaires. En zones rurales certains s'adonnent au trafic de produits miniers. On voit aussi que le nombre des filles dans la population scolaire sur les dix années est inférieur à la moitié de celui des garçons. Un vrai problème de société à corriger pour plus de justice envers les filles, en menant des actions par des stratégies judicieuses.

Encadré 29: INVESTIR DANS L'HOMME

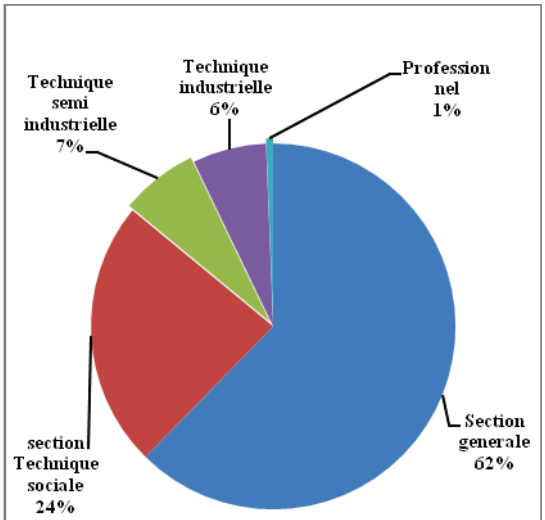
Tous les écarts négatifs observés à travers les indicateurs ci-dessus, laissent craindre que la province ne soit pas encore préparée à assumer ses besoins en ressources humaines pour atteindre la vitesse de croisière économique par une croissance accélérée. Il faut envisager d'orienter les politiques pour aller vers un développement axé sur l'homme. L'homme est à la fois la fin et le moyen de développement. Si l'amélioration de la santé, de la nutrition et de l'éducation sont une fin en soit, des êtres humains en bonne santé et doté d'une solide formation constituent également le principal instrument du développement.

En effet, les indicateurs sociaux tels que l'espérance de vie à la naissance expriment de façon plus exacte la situation de la majorité de la population *que ne le font les revenus par tête d'habitant*. Dans cet ordre d'idées, le relèvement du niveau d'instruction sur une base d'un échantillon de 88 % des actifs vivant en milieu rural peut contribuer à l'efficacité de la vulgarisation des thèmes agricoles et de ce fait à pousser la productivité agricole et contribuer, à la sécurité alimentaire incluant l'augmentation des revenus. Une population en meilleure santé peut produire d'avantage d'aliments et obtenir de meilleurs revenus, qui peuvent conduire à de nouvelles améliorations de la nutrition, de la santé et de l'éducation pour des familles entières. On voit donc que l'amélioration de l'accès à la santé et à l'éducation est essentielle pour le développement à long terme de la Province du Nord-Kivu en particulier et la RDC en général.

2.3.1.2.2.2. Enseignement secondaire : Options organisées

Tableau N° 66 : Structure de l'ESTP[39] 2008-2009

Section	Option	2008-2009
Section générale	Pédagogie Générale.	618
	Pédagogie Norm.	45
	Latin philo	67
	Biochimie	102
	Maths Physique	57
section Technique sociale	Commercial-Administrative	147
	Social	136
	Comm & Info	15
	Sec Gén	8
	Sec Infor	5
	Hôtellerie& Restaurant	2
	Hôtesse d'accueil	5
	Tourisme& Admin-loisir	1
	Coupe& couture	14
	Imprimerie	4
Technique semi industrielle	Nutrition	24
	Agriculture	31
	Vétérinaire	30
	Industrie alimentaire	3
	Chimie industrielle	4
	Agroforesterie	1
	Pêche	5
Technique industrielle	Méc. Gén.	16
	Méc.auto.	7
	Méc. Outil	14
	Elec. Gén.	19
	Electronique	9
	Construction	21
	Menuiserie	5
	Radio transmission	2
Professionnel	Méc. Outil	1
	Menuiserie	4
	Maçonnerie	1
	CEFEM	0
	CSPMF	3



Graphique 87: Options Organisées au Nord-Kivu 2008-2009

Le graphique 87 indique que l'enseignement général l'emporte avec 62 % comme premier choix de l'orientation scolaire au secondaire. L'enseignement technique Social constitue le second choix avec 24 % des effectifs.

Ces indicateurs renseignent sur le mauvais sort des sections semi-industrielles, Industrielles et professionnelle traduisant le déficit et souvent la carence constatés, de techniciens en appui aux secteurs industriels et agroindustriels. Cette situation éclaire sur les raisons d'une modernisation lente et timide des secteurs productifs, l'importation de techniciens étrangers.

Le dédain pour les options techniques s'associe à l'absence d'une volonté politique du gouvernement de développer l'enseignement technique en vue d'appuyer les stratégies d'une croissance accélérée par la modernisation des appareils des secteurs productifs.

Source : Rapport statistique EPSP 2009 / rapport annuel 2009 Province du Nord-Kivu

[39] ESTP : Enseignement Secondaire Technique et Professionnelle.

2.3.1.2.2.3. Formation extrascolaire et réinsertion socio-économique

Tableau n° 67: Foyers et centres sociaux

	Centre de promotion sociale (CPS)	Centre d'apprentissage de métier (CAM)	Centre de rattrapage scolaire (CRS)	Centre d'alphabétisation
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Ville de Goma	3	4	12	5
Ville de Béni	6	4	7	1
Ville de Butembo	6	6	7	3
Nyiragongo	0	0	1	1
Masisi	1	0	5	2
Rutshuru	3	2	5	1
Walikale	1	0	0	0
Lubero	6	6	7	2
Béni	4	3	5	1
Total	30	25	49	16

Source : Rapport annuel Secrétariat Exécutif de la Province 2008.

Le tableau ci-dessous, nous renseigne que l'enseignement primaire, secondaire, professionnel et extrascolaire se caractérise comme suit :

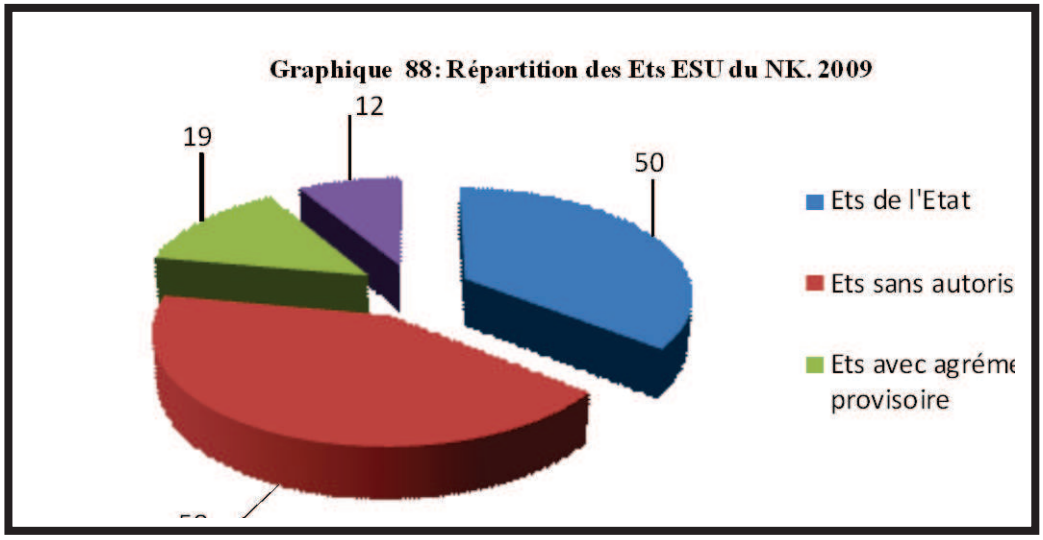
- Constat d'un nombre important d'enfants scolarisables hors système scolaire dés le primaire, une situation encore plus grave au secondaire.
- Les filles sont toujours moins présentes que les garçons à tous les niveaux
- Les sections générales (62%) sont plus fréquentées que les sections techniques, dont l'option technique industrielle (6 %) est les moins fréquentées.
- L'activité de réinsertion socio-économique (1%) est globalement faible et défavorable en grande proportion dans le territoire de Walikale en termes de répartition géographique.

L'hôtellerie, le tourisme, l'agroalimentaire, pourtant filières vocationnelles de la Province sont organisées avec une fréquence de 1 à 5 contre 618 fréquences pour la pédagogie générale et 136 fréquences pour la section sociale.

2.3.1.2.2.4. Statistiques de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) [40]

2.3.1.2.*2.4.*1. Analyse des indicateurs de l'éducation

Les établissements identifiés sont comme suit, 50 établissements de l'Etat, 12 privés agréés, 19 avec agrément provisoire, 59 sans autorisation, et 14 facultés et 38 sections /ou options organisées.



Commentaire du graphique 88. On note que faute d'information actualisées sur la formation universitaire et sur son encadrement, nous avons exploité les rares indications et repris d'anciennes données avec une quête d'actualisation. Le nombre aussi élevé (59) des établissements de l'ESU fonctionnant sans autorisation reflète le manque de sérieux dans l'organisation de ce secteur d'élite. La forte demande et tout naturellement l'absence de qualité recherchée en réponse aux besoins de modernisation et du développement. Les caractéristiques communes de ces établissements sont le manque de moyens, conditions précaires des activités, peu de professeurs résidents

[40] . Rapport annuel 2009, Province du Nord Kivu. Pp 143.

disponibles, et sous équipement généralisé. La majeure partie des universités et instituts supérieurs du Nord-Kivu souffrent d'un manque d'infrastructures académiques dignes de ce nom. Souvent hébergés, la majorité évolue en partage anarchique d'immeubles, et les conditions de travail laissent à désirer.

Seuls l'ULPGL et probablement l'UCG de Butembo disposent des bâtiments adéquats. Quelques instituts techniques se débrouillent par auto construction et offrent un cadre à peine passable, mais pas normatif, pour un enseignement technique adapté aux standards de l'UNESCO. Les bibliothèques sont pauvres et peu fournies. L'accès aux NTIC est en dessous des taux les plus bas du continent. La visite des rares sites Web construits par/pour les universités du Nord-Kivu laisse entrevoir des faiblesses notoires et l'information disponible accuse une pauvreté institutionnelle et un amateurisme en Web management. Il n'existe pas de laboratoires universitaires sérieux et l'organisation des recherches sur terrain est fort laborieuse, et dérive au bricolage sur Internet. Les champs d'expérimentation et/ou les fermes ne son pas disponibles, les ateliers pédagogiques sont inexistants.

Deux nouveaux établissements d'enseignement supérieur ont vu le jour en 2009, mais ils fonctionnent sans autorisation renseignent nos sources. Les universités fonctionnent principalement avec des chefs de travaux et des assistants, niveau du personnel enseignant résidents et qui sont les plus disponibles, tandis que, pour les besoins en corps scientifiques hautement qualifiés, les universités recourent systématiquement aux professeurs visiteurs dont les charges sont effectivement élevées, et pèsent dans les maigres budgets. Il est rapporté nombreuses difficultés quant à la disponibilité et des cas de doubles emplois, ainsi que de surcharge des étudiants par moment.

Pourtant, et c'est connu, l'enseignement supérieur et universitaire constitue fondamentalement une réponse aux besoins de cadres dans les secteurs économiques, l'industriel, l'administratif et de la gestion performante de la chose publique, et de la recherche.

Tableau N° 68 : Données de base des Etablissements ESU Nord Kivu 2003-2004

N°	Dénomination	Localité	Effectifs étudiants				Effectifs enseignants					Adm.
			Tot.	M	F	% F	Prof.	CT	Ass.	CPP	T	
1	**CU Ext. De Goma**	Goma	2100	1689	411	19,57	11	10	41	-	62	32
2	ISC	Goma	495	319	176	34,35	0	4	9	4	17	Nr
3	ISTA	Goma	139	138	1	0,71	-	5	12	19	36	18
4	IST	Goma	51	41	10	19,60	1	2	6	2	11	16
5	ISTM	Goma	544	291	253	46,50	3	7	34	16	60	20
6	UCPM	Goma	152	100	52	34,21	-	-	-	-	-	-
7	ISIG	Goma	523	291	232	44,35	13	12	29	4	58	Nr
8	ULPGL	Goma	881	627	254	28,83	44	24	39	-	107	44
9	UAG	Goma	201	172	29	14,42	-	2	10	-	12	Nr
10	CIDEP	Goma	374	270	104	27,80	7	5	22	4	38	5
11	EFOBANC	Goma	87	60	27	31,03	3	8	21	-	32	6
12	ISDR	Goma	190	166	24	12,63	4	8	20	-	32	Nr
13	UCG	Butembo	721	557	164	22,74	18	18	36	-	72	-
14	UALUKANGA	Butembo	-	-	-	-	5	7	10	4	26	-
15	ISAM	Butembo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16	ISTM	Butembo	502	235	267	53,2	-	-	-	-	-	-
17	IBTP	Butembo	56	54	2	3,57	1	2	14	6	23	7
18	ISEAVF	Butembo	100	87	13	13	2	2	13	4	21	13
19	ISPT	Butembo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20	ISP.Muhangi	Butembo	314	271	43	13,69	1	9	29	-	40	55
21	ISDR	Béni	-	-	-	-	-	3	13	3	20	4
22	ISC	Béni	32	27	5	15,62	-	-	-	-	-	-
23	CIDEP	Kyondo	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
24	ISP/Rutshuru	Rutshuru	159	140	19	11,94	-	3	23	-	28	31
25	IS EAF	Mweso	23	20	3	13,04	-	-	9	8	17	15
26	ISP/Machumbi	Machumbi	205	187	18	8,78	-	2	21	4	27	22
27	UDG	Butembo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	ISPH	Butembo	42	34	8	19,04	-	-	-	-	-	-
29	ISCA	Butembo	24	17	7	29,16	2	2	12	4	20	27
30	UNIC	Butembo	81	71	10	12,34	-	-	-	-	-	-
31	Scolasticat B.	Bulengera			-	-	-	-	-	-	-	-
32	Philosaphat V.	Vuhira			-	-	-	-	-	-	-	-
33	Theologat V.	Vuhira			-	-	-	-	-	-	-	-
34	ISP	Oicha	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
35	ISDR	Kitsombiro	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
36	Philosophat M.	Lubero	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37	TCCB	Tayna/Lubero	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL EFFECTIFS												

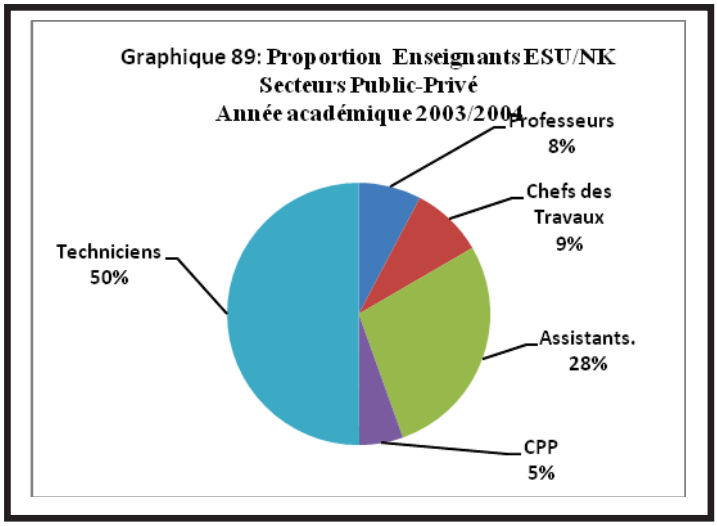
Source **: Comité Provincial DSRP in Programme du Gouvernement Nord-Kivu 2007/2011**

Commentaire : il est difficile de faire de commentaire étant donné que la situation présentée dans le tableau 68 date de longtemps et les données récentes consolidées ne sont pas disponibles.

Tableau N° 69: Synthèse données de base ESU Nord-Kivu 2003-2004

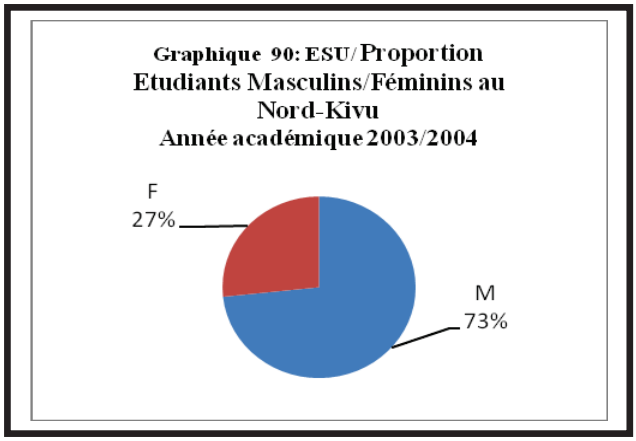
Lieux	Total eff.	M	F	% F	Prof	CT	Ass.	CPP	T	Admin
Goma	5 737	4 164	1 573	27	86	87	243	49	465	136
Butembo	1 840	1 326	514	28	29	40	114	18	202	102
Béni	32	27	5	16	0	3	13	3	20	4
Machumbi	205	187	18	9	0	2	21	4	27	22
Mweso	23	20	3	13	0	0	9	8	17	15
Rutshuru	159	140	19	12	0	3	23	0	28	31
Kyondo	0	0	0		2	0	0	0	0	0
Vuhira	0	0	0		0	0	0	0	0	0
Lubero	0	0	0		0	0	0	0	0	0
Tayna	0	0	0		0	0	0	0	0	0
Kitshombiro	0	0	0		0	0	0	0	0	0
Bulengera	0	0	0		0	0	0	0	0	0
Oicha	0	0	0		0	0	0	0	0	0
Total	7 996	5 864	2 132	27	117	135	423	82	759	310

Source **: Nos calculs sur base du Rapport du Comité Provincial DSRP in Programme du Gouvernement Nord-Kivu 2007/2011**



Commentaire Graphique 89: La structure d'encadrement des étudiants semble reposer sur les techniciens et assistants.

PO = Professeur ordinaire
Pr = Professeur
PA = Professeur associé
CT = Chef des travaux
Ass. = Assistant /
CPP = Chargé des pratiques professionnelles.
T= Technicien
C.C. = Chargé des cours

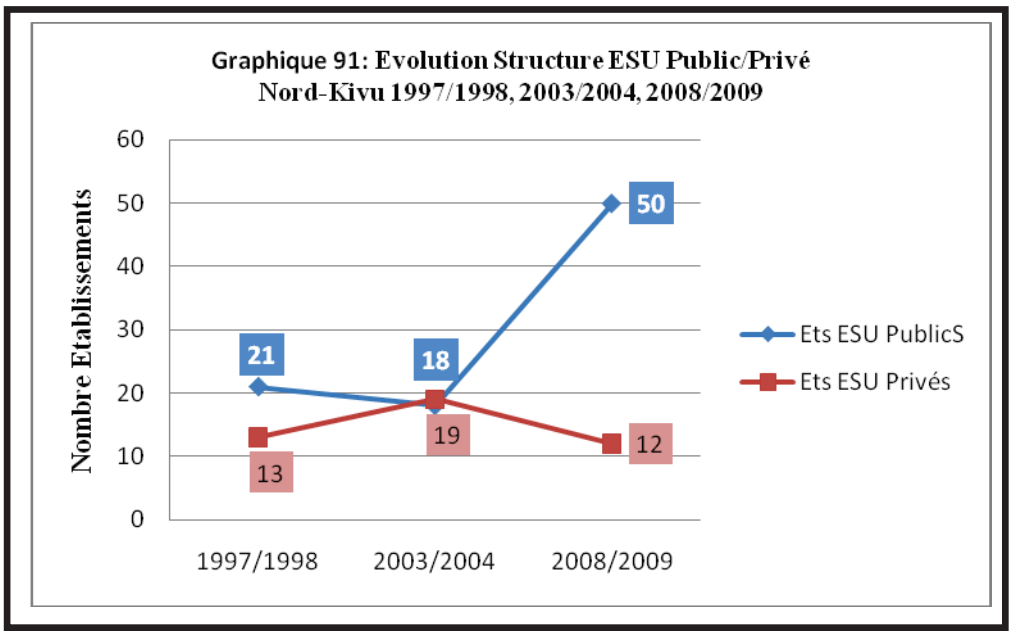


Commentaire Graphique 90 : La proportion des filles 27% contre garçons 73% au niveau supérieur et universitaire est encore plus faible que dans les cycles inférieurs, le taux de déperdition des filles au passage vers l'enseignement supérieur et universitaire est plus qu'inquiétant. Les causes sont culturelles, économiques et surtout structurelles.

Tableau N° 70: les établissements de l'ESU.

	1997/1998	**2003/2004**	**2008/2009**
Ets ESU Publics	**21**	**18**	**50**
Ets ESU Privés	**13**	**19**	**12**
Tot. Ets ESU Public/Privés	34		

Source : Rapport EPSP 2008-2009



Commentaire Graphique 91 : Les grands moments observés sur ce graphique expriment bien les rebondissements vécus dans ce secteur de l'enseignement d'élite. Les structures de l'ESU Public sont toujours plus nombreuses que celles du secteur privé, et avec en parallèle la baisse généralisée du niveau et de la qualité des enseignements. 21 établissements publics contre 13 opérationnels en 1997, le nombre s'effondre en pleine crise (2003/2004 à 19 structures du Privé contre 18 établissements Publics. Ensuite l'année 2008/2009 voit le nombre des établissements Publics s'envoler à 50 contre 12 établissements Privés. Les échos de l'étranger font état d'une forte dépréciation de la crédibilité des diplômes délivrés par les établissements étatiques, pendant qu'au pays, c'était l'attitude inverse face aux conditions d'embauche dans le secteur public, ce qui justifie une demande toujours élevée de places dans les établissements Publics. Globalement, les conditions et les moyens mis en œuvre sont limités et les résultats aussi. Les structures d'enseignement universitaire et les options organisées se présentent à peu près comme suit :

- **Facultés Organisées :** Droit, Gestion et Sciences Economiques, Théologie, Psychologie, Sciences de l'Education, Sciences, Médecine Humaine, Médecine Vétérinaire, Sciences Sociales, Politiques et Administratives, Polytechnique, Lettres, Géologie, Agronomie.
- **Sections / options Organisés :**Gestion Financière, Fiscalité, Comptabilité, Informatique de Gestion, Gestion des Institutions de Santé, Sciences Infirmières, Santé Publique, Sciences et Techniques d'Assurance, Sciences et Techniques de Transport, Environnement et Développement , Agronomie Générale, Management , Marketing, Agrovétérinaire, Eaux et Forêts, Techniques de Laboratoire, Kinésithérapie, Planification Régionale, Organisation Sociale, Gestion des Entreprises, Tourisme et Loisirs, Tourisme et Gestion Hôtelière, Orthopédie, Sciences Commerciales, Techniques Mathématiques de Gestion, Electricité, Electronique, Math-Physique, Français –Linguistique Africaine, Anglais et Culture Africaine, Histoire et Sciences Sociales, Géographie et Environnement, Biologie, Français-Latin, Arts Plastiques, Coupe et Couture.

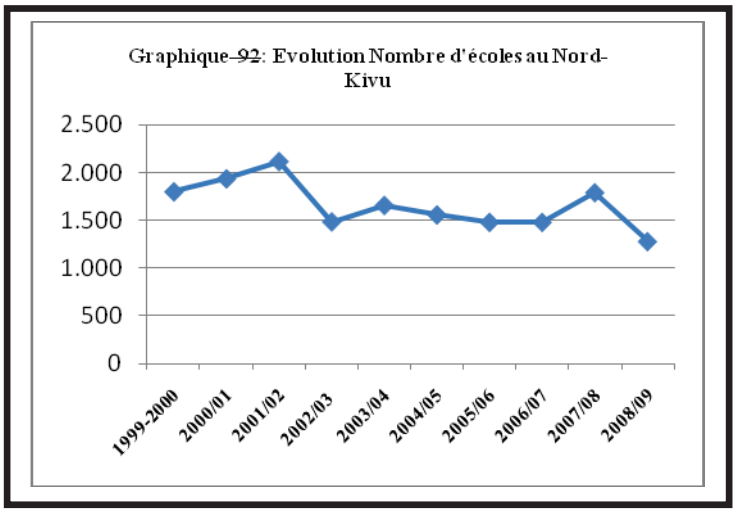
La difficulté d'accès aux données ESU n'a pas permis de suivre :

- l'évolution de cette section majeure de l'éduction au cours de la période 2000-2009.
- Les statistiques sur le nombre des entrants, des finalistes et leur sort.

La mission n'a pas su documenter divers thèmes :

- Relations université – entreprises et industrie.
- Le sort des finalistes par option et par génération, les emplois durables et l'auto-emploi
- les travaux et résultats des recherches universitaires et bien d'autres thèmes.

- **Infrastructures de l'enseignement Secondaire**



Commentaire graphique 92: Ce graphique indique une évolution stationnaire sinon négative sur la durée. L'offre en classes est déjà déficitaire selon les statistiques et les graphiques dans la section sur l'enseignement au Chapitre IV.

2.3.1.2.2.5. Thème genre

2.3.1.2.2.5.1. Positionnement de la femme au Nord-Kivu.

a) Secteur moderne

Les données sur le dynamisme et implication de la femme dans divers secteurs ne sont pas rassemblées et n'ont pas été disponibles notamment, la femme dans l'EPSP, femmes entrepreneurs, associations de femmes et d'autres thèmes, n'ont pas été accessibles pour documenter cette rubrique. Les données sur l'activité des entreprises féminines n'ont pas été disponibles, elles seront intégrées ultérieurement.

Tableau N° 71: la femme dans les institutions au Nord-Kivu

No	Institutions	Total Postes	Hommes	Femmes
1	Assemblée Provinciale	42	41	1
2	Gouvernement provincial	10	7	3
3	Mairies de villes de Goma, Butembo et Béni	3	3	0
4	Administration de territoires	6	5	1
5	Bourgmestres Goma, Béni et Butembo	10	9	1
6	Magistrature			
7	Chefs de divisions provinciales	35	31	4
8	Agents et fonctionnaires de l'Etat	4 170	3 657	513
9	Direction des impôts	452	325	127
10	SONAS	54	43	11
11	RTNC	97	81	16
12	Radio OKAPI	7	4	3

Source **:** comité provincial DSRP, Données 2008–Tirés du Rapport annuel de la province.

b) Secteur rural : contraintes sur le sort de la femme

- **Contraintes sur le sort de la femme :**

L'attitude de la société reste traditionnelle sur le rôle et les fonctions de la femme, ce qui détermine la répartition du travail, plus ou moins cautionné dans le cadre administratif et les pouvoirs traditionnels. La femme rurale assume des responsabilités de base au niveau de la sécurité alimentaire de la famille et de la société. L'entretien des cultures, la récolte et le traitement par les technologies rustiques lui incombent. Elle est surchargée par rapport à l'homme dont 'impérium sur la femme est consacré par le code coutumier

toujours prépondérant. La femme est limité dans nombreux actes comme une mineur pour l'accès au crédit et à la terre, la jouissance des résultats de la production familiale bien qu'elle en soit actrice majeure. Les rares innovations technologiques sont ciblées sur les activités des hommes, mais la pénibilité du travail de la femme ne fait pas l'objet d'innovations ou technologies appropriées. Dans certains cas, les séquences allégées sont récupérées par les hommes.

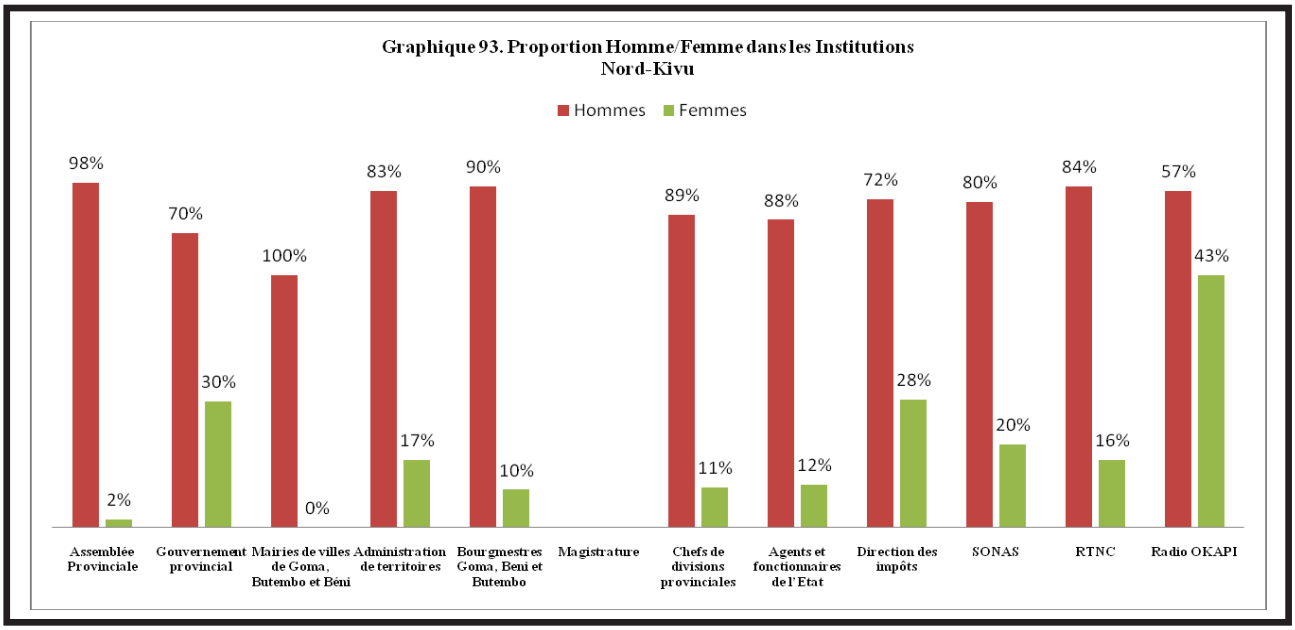
En général, l'environnement du travail et les attributions sociales traditionnellement assignées sont pénibles et de faible productivité dont notamment :

- Se rendre tôt aux champs éloignés des villages et des marchés.
- Assumer les tâches matinales avant d'aller au champ
- Techniques de récolte artisanales et pénibles,
- Le transport des récoltes sur le dos ou la tête.

➢ **Les Causes** ci-après peuvent être à la base de ces problèmes. Il s'agit notamment de :

- Enracinement des tabous issus des us et coutumes sur la femme, des croyances religieuses, ainsi que la résignation de la femme elle-même.
- L'influence de l'éducation reçue sur l'instinct, et la rivalité des femmes entre-elles;
- Faiblesse et vulnérabilité de la femme pendant les conflits ethniques et les guerres.
- Faible combativité des associations féminines et risques contreproductifs des mesures de faveur sur l'efficacité des femmes et la durabilité de leur ascension.

2.3.1.2.2.5.2. Proportion Homme/Femme dans les institutions au Nord-Kivu



Commentaire Graphique 93: Le graphique 93 montre clairement la problématique de la dimension Genre qui mérite une attention particulière des autorités. En effet, les sources spécialisées traitant de l'aspect genre n'ont pas été disponibles, les données exploitées sont partielles et ne reflètent pas la réalité du Genre au Nord-Kivu. Sur base des données disponibles, Radio Okapi semble mieux donner sa chance aux deux sexes avec 43 % de femmes dans ses structures, le gouvernement provincial avec 30 % de femmes dans ses structures rassure. Les statistiques des mairies des trois villes n'ont pas été spécifiques. Rien n'a été disponible pour la magistrature, alors que de nombreuses structures n'ont pas disponibilisé leur chiffres par exemple l'OFIDA, l'OCC et bien d'autres encore qui font probablement mieux.

2.3.1.2.3. Evolution du secteur social et de la santé 2000-2009

Ce secteur, malgré son importance, n'a bénéficié que de trop faibles investissements, en effet, composante du tertiaire non marchand, l'ensemble n'a exprimé que 3 % des apports du secteur tertiaire (50 % du PIB). Les coûts des investissements n'ont pas été disponibles, par contre quelques réalisations sont décrites ici :

2.3.1.2.3.1. Infrastructures de santé par entité administrative décentralisée.

a. Etat des lieux des structures de santé publique opérationnelles

Tableau N° 72: Capacités et répartition des centres de santé et hôpitaux au Nord-Kivu

(Capacité d'accueil : HGR, CH, CSR, CLINIQUE, CMC, CME)

	ENTITES	Etat	Confessionnelles	Privés	Nombre	Nombre de Lits
1	Béni	20	12	2	34	357
2	Biena	8	6	0	14	41
3	Binza	3	10	0	13	86
4	Birambizo	19	16	1	36	87
5	Butembo	23	13	7	43	433
6	Goma	5	7	3	15	387
7	Karisimbi	11	10	1	22	220
8	Katwa	16	9	16	41	1201
9	Kayna	6	13	2	21	390
10	Kirotshe	19	3	1	23	105
11	Kyondo	27	4	0	31	429
12	Lubero	7	15	1	23	250
13	Mangurejipa	7	4	0	11	22
14	Masereka	14	8	0	22	203
15	Masisi	20	14	0	34	162
16	Musienene	19	2	0	21	297
17	Mutwanga	9	13	1	23	210
18	Mweso	13	9	1	23	56
19	Oicha	22	7	0	29	346
20	Pinga	9	15	0	24	22
21	Rutshuru	6	7	0	13	112
22	Rwanguba	13	6	0	19	138
23	Vuhovi	10	7	0	17	211
24	Walikale	18	12	0	30	84
	S/TOTAL	**324**	222	36		
	TOTAL G.		**582**		**582**	**5852**

Source : Chiffres tirés du Rapport annuel 2009 Secrétariat Exécutif de la Province

Commentaires : Les entités (24) sont ici alignées sans hiérarchie entre territoire, collectivités et groupements. La couverture géographique est défavorable à nombreuses entités par rapport à la population desservie et aux OMD. Le rapport nombre de lits/centres de santé est très déséquilibré et aussi déficitaire dans nombreux centres.

a. Postes de santé subordonnés aux zones de santés (ZS).

- Nombre : 95 PS (Postes de santé).
- Répartition : ZS Kyondo 12, ZS Mutwanga 1, ZS Oicha 6, ZS Vuhovi 5, ZS Kayna 9, ZS Lubero 11, ZS Manguredjipa 6, ZS Masereka 14, ZS Masisi 1, ZS Karisimbi 5, ZS Binza 12, ZS Rutshuru 13 = 95 PS

b. Centres de santé.

Les travaux d'infrastructures socio – sanitaires sont assez faibles et se présentent comme suit :

Tableau N°73 : Structure publique réalisée sur financement de la Province

N°	Nature	Localisation	Observation
01	CS/ Lubiriha	Lubiriha/ Terr. Béni	Construit et opérationnel

Tableau N°74 : Structures publiques sur financement du Gouvernement central

N°	Nature	Localisation	Observation
01	HGR/ Béni	Béni/ Terr. Béni	Réhabilitation/ BCCo
02	Centre/ Diabétiques	Goma	Construction/ PNUD
03	Hôpital de Vuhovi	Vuhovi/ Terr. Béni	Réhabilitation/ BCCo
04	Hôpital de Lubero	Lubero/ Terr. Lubero	Réhabilitation/ BCCo

Tableau N°75 : Structures de promotion sociale

N°	Nature	Localisation	Observation
01	Centre de promotion sociale de Rutshuru.	Rutshuru/Centre	Financement Fonds Social de la République
02	Réhabilitation du marché central de Virunga.	Goma-C/Karisimbi-Q/Virunga.	Idem.

Tableau n° 76: Rapport / Population-Nombre de médecins au Nord-Kivu

N°	Zones de Santé	Population totale Couverte	Généralistes	Spécialistes listes (Cliniciens)	Médecins Santé Publique	Chirurgiens Dentistes

1	Rwanguba	206627	7	-	-	-
2	Goma	162112	29	8	-	-
3	Karisimbi	368254	16	-	1	-
4	Binza	171183	4	-	-	-
5	Rutshuru	172243	2	-	1	-
6	Birambizo	417968	7	-	-	-
7	Pinga	141393	2	-	1	-
8	Mweso	249475	5	-	1	-
9	Walikale	260070	7	-	-	-
10	Kirotshe	326726	1	-	3	-
11	Masisi	347074	7	-	1	-
12	Vuhovi	114849	8	-	-	-
13	Béni	366469	30	2	-	-
14	Kyondo	176410	7	-	2	-
15	Oicha	308587	11	-	1	-
16	Mutwanga	239968	12	-	-	-
17	Mangurugipa	60115	4	-	-	-
18	Masereka	156955	8	-	-	-
19	Kayna	319392	11	-	-	-
20	Butembo	283642	24	-	1	-
21	Katwa	290294	23	-	2	1
22	Lubero	321436	5	-	1	-
23	Musienene	195169	7	-	-	-
24	Biena	91125	5	-	-	-
Total		**5 747 536**	**242**	**10**	**15**	**1**

Source : Rapport annuel Secrétariat exécutif Province du Nord-Kivu 2009. Pp 44/47

Commentaire : Pour une population de cinq millions, sept cent quarante sept mille cinq cent trente-six (5.747.536) hab., 268 médecins, soit 1 / 21.446 personnes (1 médecin pour 21.450 habitants). La prise en charge est déficitaire. Le nombre de spécialiste est insignifiant par rapport à la population et aux besoins de spécialistes.

2.3.1.2.4. AUTRES SERVICES NON MARCHANDS.

Aucune donnée actualisée n'est disponible sur les homes de vieillards, orphelinats, centres culturels, Infrastructures sportives etc.

2.3.1.2.5. Commentaire et interprétation des résultats du secteur tertiaire.

Le secteur tertiaire 50 % du PIB est caractérisé par une fracture entre le tertiaire marchand 97% et le tertiaire non ,archand seulement 3 % par la faiblesse des investissements sociaux de base. Le tertiaire Marchand repose sur le commerce 69 % du Tertiaire, 12 % des services aux particuliers dont le tourisme, 12 % de parts des autres services marchands et enfin, 7 % de parts du transport et communication au tertiaire marchand.

Un lien est établi entre le commerce et le secteur primaire dont la production agricole justifie toute seule le gros des transactions commerciales hors industrie. Ce cas justifie le taux de croissance de 4% de l'agriculture lequel assure 68 % des emplois. C'est dire la confirmation de la priorité à accorder à l'agriculture pour poursuivre l'amélioration des appuis et de sa croissance salutaire et motrice de l'économie du Nord – Kivu.

La rareté des capitaux, le faible développement des infrastructures énergétiques, hôteliers et routières brident les possibilités des autres services aux entreprises et aux particuliers, spécialement les infrastructures hôtelières du tourisme, de remonter leur croissance. Il existe toujours une exigence du déterminant fondamental qui est la paix, mais il y a aussi le climat des affaires et la faiblesse des stratégies de promotion.

CHAPITRE III :

STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

Ce chapitre analyse les différentes stratégies de développement en cours, les stratégies pour le développement de l'industrie, le cadre de coopération pour le développement de la province du Nord-Kivu existant et le Programme de développement en cours dans la Province.

3.1. STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT EN COURS

3.1.1. Vision politique et cadre de planification du développement.

3.1.1.1. Vision Politique.

Cette vision découle du Programme de l'actuel Gouvernement provincial qui est entré en fonction en avril 2007 à l'issue du processus électoral démarré en 2006. Il a donc adopté le cadre de planification dicté par le programme PPTE du DSCRP adapté au contexte Provincial.

La déclaration du Gouvernement provincial sur sa vision peut se résumer comme suit :

Une planification participative dans la formulation des stratégies pour le développement de la province et c'est le cas du PDP 2010-2014, selon les articulations suivantes :

- Prise en compte des OMD, des 5 piliers du DSCRP et du STAREC
- Prise en compte des besoins de réconciliation et de pacification
- Réhabilitation du tissu économique sinistré et amélioration des infrastructures de base et d'intérêt général.
- Réparation des séquelles d'une économie mise à mal par des Politiques et décisions économiques incohérentes, et le manque d'orthodoxie dans la gestion surtout entre 1996 et 2003.

3.1.1.2. Cadre provincial de planification.

Les stratégies du développement provincial du Nord-Kivu sont définie dans le tableau 17, où se trouvent déclinées les orientations stratégiques du développement socio-économique au niveau national et provincial. Le PDP de la province du Nord-Kivu 2010-2014 propose la vision et orientation stratégique de développement de la province. Elles sont toutes axées sur les concepts du DSCRP national et provincial et prennent en compte les OMD.

Tableau N°77 : Cadre programmatique

Niveau national		Niveau Provincial	
DSCRP National	Les 5 Chantiers du Chef de l'Etat	DSCRP Provincial	-Programme du Gouvernement provincial
Pilier I : -Bonne Gouvernance -Paix et Sécurité		-Sécurité, Paix, Bonne Gouvernance et Décentralisation.	- Sécurisation - Cohabitation pacifique
Pilier II. **-Stabilité macroéconomique et croissance**	- Infrastructures - Electricité	- Croissance pro-pauvre par l'agriculture, l'Elevage, la Pêche et la Forêt.	-Routes, Ponts - Agriculture, Elevage, Pêche et Forêt - Mines, -Energie, Industrie - Tourisme - Micro crédit
Pilier III. - Améliorer l'accès aux services sociaux de base et réduire la vulnérabilité.	- Santé - Education - Emploi - Eau potable - Electricité	-Renforcement du programme de Développement humain - Santé, éducation, Eau	Développement (croissance)
Pilier IV. Combattre le VIH SIDA		-Combattre les violences sexuelles et le VIH SIDA	Développement (croissance)
Pilier V. - Appuyer la dynamique communautaire		-Appuyer la dynamique communautaire	Développement (croissance)

Source : PDP 2010 -2014 pp. 40

NB. Le PDP décline les grandes lignes de la stratégie globale et sectorielle de développement à partir de la page 40, point 5.2; les grandes lignes télégraphiques de la stratégie sectorielle en 26 points sont complétées par une synthèse budgétaire au point 5.3., suivie de la description des mécanismes de financement du PDP sur les ressources de la Province au Chapitre VI. Page 46.

3.1.1.3. Structures d'appui à la planification et coordination du développement

Pour la mise en œuvre du PDP en cours, un cadre spécial de Suivi et Evaluation a été défini. Il s'agit du "**CPCD**" Comité Provincial de Coordination du Développement. La liaison entre cet organe et l'ancien cadre de planification n'est pas encore explicité à travers les disfonctionnements constatés et relevés, y compris avec la coordination des interventions des agences humanitaires. En effet, au cour des 20 dernières années, le cadre de planification du développement a connu beaucoup de mutations autant que la structure même du gouvernement, à cause des événements qu'on a plus besoin de rappeler, si bien que, les structures présentées ci-dessous le sont essentiellement pour faire l'état des lieux.

Le fonctionnement de ces structures a souvent posé des problèmes de ressources et de coordination et, à ce jour, un certain nombre ne sont plus opérationnels et/ou n'existent plus tout simplement. Elles feront l'objet de recommandations pour évaluation et recentrage plus rationnel avec référentiels.

1. Structures de compétence provinciale.

Le Ministère provincial du Plan, outre d'autres Portefeuilles gouvernementaux, supervise la Division Provinciale du plan qui, elle-même participe comme membre permanent à diverses fonctions du Conseil Provincial de planification dont les structures étaient les suivantes:

- Le Conseil provincial de planification
  - Missions : assister le gouvernement provincial par ses contributions à la conception, l'élaboration et l'exécution du programme d'Action, et du Plan de Développement provincial.
  - Membres : services techniques publics impliqués dans le développement provincial.

- Le comité provincial des populations ;

- Le Comité provincial de l'eau et assainissement doté de 3 commissions :
  - Commission secteur eau potable présidée par la REGIDESO;
  - Commission secteur assainissement présidée par l'Environnement;
  - Commission secteur des études hydrologiques et hydrogéologies présidée par les Mines et Energie.
  - Membres : Services provinciaux et ONG's actifs dans le secteur eau et assainissement.

- La Commission Provinciale des Routes de Desserte Agricole :

  - Membres : 10 services étatiques et paraétatiques provinciaux, les délégués des ONGD, compétents et actifs dans le désenclavement de la province.
    - Apprécie routes et pistes prioritaires à ouvrir et/ou entretenir selon l'importance stratégique en faveur des Entités à relier ou à désenclaver et dans l'intérêt du développement local, provincial, national et transfrontalier.

- Le Comité provincial de coordination du secteur de la santé :
  - Membres et conseils du comité provincial de planification pour la santé:
    a. L'Inspection provinciale de la Santé;
    b. L'Hôpital général de référence de Goma;
    c. Les ONG internationales intervenant dans le domaine de la santé;
    d. Les ONGs locales intervenant dans le domaine de la santé;
    e. La Division provinciale de l'environnement ;
    f. La Division provinciale du Plan.

6) La Commission provinciale d'autorisation de bâtir :

Membres : Les services étatiques et paraétatiques impliqués dans l'urbanisme et habitat sont l'ONU-Habitat et ONGs

3.1.2. Budget du PDP 2010-2014.

Tableau N° 78: Prévision Dépenses 2010 – 2014 en $

I.	**Coût de la Bonne gouvernance: Paix, Sécurité, décentralisation**	**Coûts estimatifs / $**	**en %**
1	Sécurité	26 530 000	44,14
2	Administration publique provinciale	3 246 943	5,40
3	Décentralisation et aménagement du territoire	15 110 000	25,14
4	Justice et droits humains	344 400	0,57
5	Gouvernance économique, financière et développement local	13 303 550	22,14
6	Communication	1 565 000	2,60
	Total pilier I	60 099 893	100,00
II.	**Tableau: Croissance pro pauvre**	**Coût s estimatifs**	**en %**
1	agriculture et développement rural	25 052 066	18,45
2	Elevage	8 624 000	6,35
3	Pèche	11 621 502	8,56
4	reboisement et protection de l'environnement	5 058 160	3,73
5	assainissement et voirie urbaine	59 282 933	43,66
6	parcs et domaine de chasse	1 600 000	1,18
7	infrastructures routières et aéroportuaires sous secteur routes	21 551 433	15,87
8	Mines	1 020 446	0,75
9	industries et services	1 975 709	1,46
	Total Pilier 2	**135 786 249**	**100,00**
III.	**Tableau Coût de l'accès aux services sociaux de base**	**Coût s estimatifs / $**	**en %**
1	Sante	26 926 271	14,51
2	alimentation en eau potable	31 334 964	16,88
3	Energie	9 026 068	4,86
4	éducation	100 056 151	53,91
5	emploi et formation professionnelle	825 000	0,44
6	Culture	1 277 765	0,69
7	Sport	13 798 863	7,44
8	protection sociale et assistance aux groupes vulnérables	2 345 385	1,26
	Total pilier 3	**185 590 466**	**100,00**
IV.	**Tableau: Lutte contre le VIH/SIDA et les violences sexuelles**	**Coût s estimatifs / $**	**en %**
1	VIH/SIDA	34 154 445	96,31
2	Viols et violences	1 307 600	3,69
	Total Pilier 4	35 462 045	100,00
V.	**Tableau: Coût de l'Appui à la dynamique communautaire**	**Coût s estimatifs**	**en %**
1	Dynamique communautaire	3 207 000	100,00
	Total Pilier 5	3 207 000	100,00

Source : PDP NK. 2010-2014

3.1.2.1. Synthèse budget du PDP 2010-2014

Tableau : Synthèse Budget total du PDP 2010 – 2014		**Coût s estimatifs**	**en %**
1	Bonne gouvernance: paix, sécurité, décentralisation	60 099 893	14,30
2	Croissance pro pauvre	135 785 249	32,32
3	Accès aux services sociaux de base	185 590 466	44,17
4	Lutte contre le VIH/SIDA & les violences sexuelles	35 462 045	8,44
5	Appui à la dynamique communautaire	3 207 000	0,76
	Total Matrice PDP pour 5 ans	**420 145 653**	**100,00**

Source : PDP NK. 2010-2014

3.1.2.2. Mécanismes de Financement du PDP 2010-2014.

Le PDP prévoit les mécanismes de financements suivants :
1. Mobilisation des ressources budgétaires plus rationnelle et une nomenclature renforcée ;
2. Renforcement des capacités d'exécution et du cadre des dépenses ;
3. Mobilisation des ressources du trésor public ;
4. Solidarité internationale intégrant le PAH et investissements internationaux incluant le Nord-Kivu.

3.1.3. Rubriques à financer par le Gouvernement Central 2010-2014

Tableau n° 79: Ventilation des rubriques

Programme de 53 744 676 $		Coût prévisionnel sur 5 ans / $
PILIER 1	1. Sécurisation des personnes et leurs biens 2. retour, accueil et réinsertion des rapatries congolais 3. renforcement institutionnel 4. Décentralisation 5. Paix	**9 200 000**
PILIER 2	1. Agriculture : 1 Projet : Mécanisation agricole 2. Domaine du tourisme : 4 Projets 3. Réhabilitation des routes nationales : 5 Projets 4. Domaine des parcs et des chasses : 1 Projet : ***Rajeunissement Gardes-parc*** 5. Aéroports et Ports : 3 Projets 6. Commerce : 1 Projet : Construction Marché KITUKU/Goma	**44 369 000**
PILIER 3	1. Emploi : 1 Projet : Référentiels et Profils dans la fonction publique	**175 676**

Source : PDP 2010-2014/ (Synthèse) pages 385-389

3.1.4. Budget Prévisionnel de dépenses Provinciales 2011.

Tableau N° 80: Ventilation des dépenses.

LIBELLE	CREDIT RETENU EN 2011	En %
I. BUDGET GENERAL	**77 478 556 568 FC**	
I.1. DEPENSES COURANTES	**53 402 556 567 FC**	**100**
1.1. Dette intérieure	476 806 551 FC	0,89
1.2. Frais financiers	284 673 164 FC	0,53
1.3. Dépenses de personnel	6 813 456 430 FC	12,76
1.4. Biens et matériels	999 066 328 FC	1,87
1.5. Dépenses de prestations	2 953 960 602 FC	5,53
1.6. Transferts et interventions	41 874 593 492 FC	78,41
I.2. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**24 076 000 001 FC**	**100**
2.1. Equipements	1 236 816 351 FC	5,14
2.2. Construction, réfection, réhabilitation	22 839 183 650 FC	94,86
II. BUDGETS ANNEXES	**8 215 409 870 FC**	
III. BUDGET POUR ORDRE	**7 166 563 600 FC**	
IV. SUBVENTION DE L'ETAT	**501 052 084 FC**	
TOTAL	**93 361 582 122 FC**	-

Source : PDP 2010- 2014

NB : On note que le budget prévisionnel de dépenses 2011 ci-dessus, il ne semble pas prendre en compte les programmes et actions relevant du PDP 2010- 2014, même pas une tranche annuelle. En plus, ses rubriques budgétaires ne semblent pas intégrer celles planifiées au PDP 2010-2012, à moins que ce ne soit rectifié et pris en compte à travers le PAI 2011 en préparation. Cette situation pourrait consacrer le risque de voir le PDP rester lettre morte ou de limiter son impact.

3.1.5. Synthèse Plan d'investissement de la Province 2010 - 2012

Tableau N° 81: Ventilation du Plan d'investissement du PAI / 2010 – 2012.

I.	*Coût de la Bonne gouvernance: Paix, Sécurité, décentralisation*	**Coût s estimatifs / $**	**en %**
1	administration publique provinciale	3156 943	7
2	décentralisation et aménagement du territoire	11258000	24
3	justice et droits humains	344 400	1
4	gouvernance économique, financière et développement local	97245354	20
5	Communication	1 265 000	3
	Total pilier I	**47678697**	**100,00**
II.	**Tableau: Croissance pro pauvre**	**Coût s estimatifs**	**en %**
1	agriculture et développement rural	25 052 066	18,45
2	Elevage	8 624 000	6,35
3	Pèche	11 621 502	8,56
4	reboisement et protection de l'environnement	5 058 160	3,73
5	assainissement et voirie urbaine	59 282 933	43,66
6	parcs et domaine de chasse	1 600 000	1,18
7	infrastructures routières et aéroportuaires sous secteur routes	21 551 433	15,87
8	Mines	1 020 446	0,75
9	industries et services	1 975 709	1,46
	Total Pilier 2	**135 786 249**	**100,00**
III.	**Tableau Coût de l'accès aux services sociaux de base**	**Coût s estimatifs**	**en %**
1	Sante	26 926 271	14,51
2	alimentation en eau potable	31 334 964	16,88
3	Energie	9 026 068	4,86
4	Education	100 056 151	53,91
5	emploi et formation professionnelle	825 000	0,44
6	Culture	1 277 765	0,69
7	Sport	13 798 863	7,44
8	protection sociale et assistance aux groupes vulnérables	2 345 385	1,26
	Total pilier 3	**185 590 466**	**100,00**
IV.	**Tableau: Lutte contre le VIH/SIDA et les violences sexuelles**	**Coût s estimatifs**	**en %**
1	VIH/SIDA	34 154 445	96,31
2	Viols et violences	1 307 600	3,69
	Total Pilier 4	35 462 045	100,00
V.	**Tableau: Coût de l'Appui à la dynamique communautaire**	**Coût s estimatifs**	**en %**
1	Dynamique communautaire	3 207 000	100,00
	Total Pilier 5	3 207 000	100,00
Tableau : Synthèse Budget total du PDP 2010 – 2014		**Coût s estimatifs**	**en %**
1	Bonne gouvernance: paix, sécurité, décentralisation	60 099 893	14,30
2	Croissance pro pauvre	135 785 249	32,32
3	Accès aux services sociaux de base	185 590 466	44,17
4	Lutte contre le VIH/SIDA & les violences sexuelles	35 462 045	8,44
5	Appui à la dynamique communautaire	3 207 000	0,76
	Total Matrice PDP pour 5 ans	**420 145 653**	**100,00**

Source : PDP 2010-2014

3.2. STRATEGIES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE

3.2.1. Convergence avec la politique nationale de l'industrie.

En ce qui concerne le développement du secteur industriel, il n'existe pas un document d'études stratégiques pour le Nord-Kivu. Cependant, le gouvernement a su insérer dans la matrice de Planification du PDP 2010-2014, certaines des dispositions en convergence avec les orientations nationales du DPSI[41] (Document de Politique et Stratégies Industrielles pour la RDC).

3.2.1.1. Politique nationale et stratégies industrielles en RDC.

Par le DPSI, le gouvernement national affirme[42], qu'il lui appartient de définir la politique, et qu'il échoit aux gestionnaires, experts, services techniques opérationnels et acteurs économiques d'en assurer la mise en œuvre. Le DPSI définit la politique des filières, sous-filières et grappes et ***donne la nouvelle Nomenclature du DPSI/RD.*** Cette nomenclature est établie de façon à éviter les confusions avec des définitions différentes**,** pouvant être utilisées par ailleurs dans les ''matrices de planification'', et obtenir une présentation homogène de travaux. Elle est exclusive dans tous les processus d'élaboration de politique et stratégies industrielles partout en RDC.

a) Filière Agro-industrielle

Le champ d'action du DPSI se situant en aval de l'agriculture, on peut citer :
- Agriculture : i.e. produits industrialisés issus de l'agriculture
- Elevage : i.e. produits industrialisés obtenus à partir de l'élevage
- Pêche : produits finis ou intermédiaires obtenus à partir de la pêche et de la pisciculture

b) Filière valorisation minière

Le champ d'action du DPSI se situant en aval de l'extraction, on peut citer:
- Enrichissement, premier traitement du minerai,
- Métallurgie (i.e. fusions) sidérurgie (i.e. laminage à chaud en profilés ou produits plats, tôles), à partir des lingots bruts obtenus de la phase métallurgique par fusion;
- Procédés à froid (tréfilage, étirage, profilés en long) à partir des bruts de fusion

c) Autres filières : Matériaux de construction, emballage, autres.

En aval de l'extraction des calcaires pour le ciment en aval de l'exploitation forestière pour le bois :
- Sous filière ''ciment'' (intrants, production, distribution)
- Sous filière ''bois transformé'': (sciage et usinage, produits de charpentes, menuiserie, ébénisterie) ;
- Filière emballage: sous filières bocaux, sacs, sachets, etc.
- Filières tréfileries et câbleries électriques, filières buses et tuyaux,

3.2.1.2. Stratégies provinciales : Industrie et services Nord-Kivu / PDP 2010-2014

La matrice de planification dispose comme suit les stratégies de développement :
- Sous-secteur industrie et services :
- Sous-secteur : industrie
- Programme : relance du secteur de l'industrie et de l'artisanat

Objectif 1 : Augmenter la valeur ajoutée de la production locale

- *Actions définies.*

Action 1 : Etude de faisabilité d'appui à la PMI et à l'artisanat
Action 2 : Mobilisation des financements en faveur de la PMI et artisanat
Action 3 : Actualisation et vulgarisation du Guide de l'investisseur au NK.
Action 4 : Mobilisation des financements en faveur des grappes agro-pastorales, agroalimentaire et agro industrie.

[41] DPSI Etape n° 2&3. Pp. 31-32/111 – § 3.6
[42] DPSI. Page 9 sur 111 § 1.4.1.

Aucune disposition n'est prévue pour renforcer l'action du FPI, de l'ANAPI, du CEPI (Cellule d'études et de Planification Industrielle) pour booster le développement du Nord-Kivu directement à travers les foyers et bassins de développement. Ainsi se résume la Stratégie pour le Développement du secteur Industriel au Nord-Kivu.

NB. L'Action 1 ci-dessus pourrait être formulée avantageusement comme suit :

a. ***Le résultat attendu de l'Action 1. Deviendrait :***
   - Le document de l'étude de faisabilité ***d'un* Projet d'appui** à la relance de la petite industrie et du secteur de l'artisanat ***(PAPIA),*** validé, est disponible.
   - Le projet ''PAPIA'' est opérationnel endéans ***(2010 – 2013)***

b. ***L'Action elle-même serait alors formulée comme suit :***
   - Rédiger les Termes de référence du ***''PAPIA''*** sur base des Politiques et stratégies sectorielles connues.
   - Sélection du bureau d'études ou du consultant et lancer l'étude ***(2010-2011)***
   - Organiser l'atelier de validation des résultats de l'étude ***(2011)***
   - Mobiliser les ressources et lancer le Projet ''PAPIA'' ***(2011-2014)***

3.3. CADRE DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT PROVINCIAL

3.3.1. Accords de coopération sous-régionale.

a. CEPGL : RD. Congo / BURUNDI et RWANDA.

- Le Nord – Kivu, constitue la frontière matérielle entre la République démocratique du Congo, le Rwanda et en partie avec l'Ouganda ;
- Il arrive que les autorités provinciales représentent le gouvernement de la RDC dans diverses circonstances, dans le cadre de bon voisinage, mais aussi, parfois dans le cadre de la CEPGL, ce qui mets en évidence le statut spécial des autorités provinciales tant du gouvernement que celles des territoires riverains avec les communes ou districts correspondants des deux pays voisins, relations qui revêtent une touche diplomatique de fait ;
- De ce fait, et dans le cadre de la CEPGL, Communauté Economique des Pays des Grands lacs, la ville de Goma héberge ce qui fut la ''BDEGL'' Banque de développement des Etats des Grands lacs, une structure aujourd'hui en végétation, vivant des loyers de son immeuble. Des pistes pour sa relance seraient à l'étude ;
- Pour compte de la RDC, le Nord-Kivu exécute la mise en œuvre des aspects physiques des accords de coopération déjà ratifiés, mais aussi des faits vécus dans la satisfaction des besoins vitaux, économiques et sociaux des populations riveraines ;
- Les aspects douaniers, sécuritaires, et ceux de l'immigration constituent une responsabilité directe de l'administration du gouvernement provincial du Nord-Kivu au nom de la RDC, aspects délicats et nécessitants un niveau considérable de capacités politiques et diplomatiques des responsables politico-administratives.
- Un accord d'interconnexion au réseau électrique avec le Rwanda a été signé à Kinshasa, il vise le renforcement de l'approvisionnement en hydroélectricité la ville de Goma déficitaire. Cette opération est financée par l'union européenne et s'inscrit dans le cadre de l'élargissement de la coopération au développement. Dans ce domaine, des dispositifs de compensation avaient déjà lieu dans le cadre de la centrale communautaire de la RUZIZI et de l'exploitation de l'EGL.

b. RDC – Ouganda

- Le Nord-Kivu, constitue la frontière matérielle entre la République Démocratique du Congo et l'Ouganda.
- Les autorités provinciales participent à des nombreuses rencontres diplomatiques par délégation de pouvoir. Ce genre de situations fut intense lors des conférences internationales sur les Grands-Lacs élargies, qui se tenaient à Nairobi pour des négociations de paix.

- Il arrive, que les autorités des ETD frontalières aient à intervenir sur des conflits d'empiètement du territoire national opposant les populations congolaises à celles du pays voisin comme l'Ouganda.
- Un accord d'interconnexion par une ligne électrique de 27 MW serait conclu entre le ministère national de l'Energie (RDC) et son homologue Ougandais. Une ligne de 75 Km devrait passer via Lubinio par Kasindi vers Béni en passant non loin d'une chute importante sur la Rivière Semuliki côté de la RDC, chute à laquelle les hommes d'affaires locaux attachent une importance particulière. L'entreprise ENRA, basée à Béni/Nord-Kivu aurait souscrite pour 1 MW industriel ;
- Il y a quelques années, l'Ouganda avait un consul et un attaché commercial basés à Goma, pour représenter les intérêts de leur pays en RDC. Cette représentation fut fermée pendant les hostilités entre les deux pays, et depuis, elle n'a plus été renouvelée.

3.3.2. Accords de coopération internationale

3.3.2.1. Coopération Corée du Sud et la province du Nord-Kivu[43]

Un cadre de coopération et de partenariat entre le Gouvernement provincial du Nord-Kivu et la Corée du Sud, a été conclu au mois de mars 2010 au Gouvernorat du Nord-Kivu, lors d'une séance de travail solennelle entre le Gouverneur de province, et le représentant de l'agence KAID (Korea-Africa Investment and Development).

Neuf étudiants boursiers du Nord-Kivu sont déjà à Séoul, capitale Sud-Coréenne. L'agence KAID de la Corée du Sud s'est engagé à faciliter la coopération entre la République Sud Coréenne et le Gouvernement provincial du Nord-Kivu.

On constate en examinant les outils de planification du Nord-Kivu, une planification généraliste de type lutte contre la pauvreté articulée autour des piliers du modèle DSCRP. On remarque aussi, une absence cruciale de Programmes Sectoriels Structurants pouvant renforcer : le cœur des métiers des secteurs porteurs de croissance, et porter l'efficacité des filières ainsi que la Chaine de Valeur sur la production. Une stratégie de croissance accélérée ''SCA'' est toute indiquée dans ce cas, elle devrait être assortie de certains déterminants à savoir :

la bonne gouvernance qui, permet de réduire les inégalités, d'offrir un cadre institutionnel stimulant, offrir des prestations de qualité au niveau social et au secteur Privé et d'améliorer l'efficacité des politiques de lutte contre la pauvreté. C'est un passage obligatoire pour la modernisation de la société dans son ensemble. A cet effet, la réponse du PNUD dans cette vision se traduit par son Programme PADDL, qui appuie le Gouvernement central, les Gouvernements Provinciaux et locaux, du moins, dans certaines Provinces pilotes de la RDC dont le Nord-Kivu, dans les domaines de la Gouvernance.

L'économie du Nord-Kivu, malgré qu'elle présente toujours d'importants déséquilibres même vers la fin des années 2007 à 2009, affiche déjà un PIB annualisé au prix courant du marché s'élevant à 1 080,478 Milliards de CDF, et enregistre une croissance réelle de 5,5%[44], Ces chiffres semblent supporter la conjecture selon laquelle le Nord-Kivu, sortirait progressivement de cette situation difficile. Cependant, le principal moteur de cette croissance semble être la reprise du secteur primaire, qui participe pour 37% au PIB de la Province.

C'est une économie reposant largement sur un secteur primaire toujours traditionnel qui aura difficile à soutenir des taux de croissance souhaitables au dessus de 5% de manière durable, sans investissements supplémentaires, dans les infrastructures étendues au secteur secondaire dont la priorité se résume en trois concepts : 1) Energie Electrique de puissance, 2) Sécurité physique des investissements, 3) Investissements Privés professionnels dans l'Industrie, une industrie orientée vers la transformation des productions du secteur Primaire.

En effet, on notera également la reprise progressive du secteur tertiaire avec une croissance du taux d'activité de 7,3 % pour l'exercice 2010 selon les analyses de la récente note de Conjoncture sur la Politique socio-économie du Nord-Kivu publiée par le PNUD. Cette reprise est pourtant essentielle pour la durabilité de la

[43] Site web Gouvernement Provincial du Nord-Kivu : www.provincenordkivu.org/

[44] Note sur la Conjoncture Politique et socio-économique du Nord-Kivu. 1er sept. 20010/Page 5.

relance, car, c'est seulement depuis 2010 que le tertiaire assure plus de 50 % dans la formation du PIB du Nord-Kivu. La modernisation du secteur primaire couplée à la viabilisation du secteur secondaire peut, assurer un approvisionnement durable en matières premières aux industries et soutenir les transactions du tertiaire, de quoi espérer 1) stopper les signaux rouges et 2) amorcer l'inversion des tendances, pour enfin espérer 3) d'enregistrer une croissance plus forte et plus régulière, supérieure aux taux actuels. De cette analyse, il faut aussi retenir que 65 % de l'économie du Nord-Kivu se concentre dans la branche agricole et le commerce. Alors que la production manufacturière ne garanti que moins de 10 % de la création des richesses.

De manière générale, à l'issue de cette période de sortie de crise, on peut se rendre compte à la lecture des indicateurs, que le Nord-Kivu n'a pas développé les bases de la croissance à long terme. En dépit de longs efforts, ses sources de croissance ne se sont pas diversifiées; la province n'est pas porteuse (performante) dans la création des emplois durables, ni dans l'exportation d'une large gamme de produits avec forte valeur ajoutée du secteur moderne. Le développement et l'entretien de l'essentiel des infrastructures de base (Réseaux routiers, ports et aéroports, ouvrages d'assainissement, énergie etc.) souffrent considérablement des restrictions imposées par la limite des moyens et par la situation de guerre, en plus des effets des crises mondiales. La rétrocession n'étant pas systématisée et au contraire accumule des arriérés annuels.

Par ailleurs, nombreux défis sont encor à relever, notamment:

- Un enseignement primaire qui n'a su absorber que 29 % des scolarisables 6 à 14ans ;
- Un enseignement secondaire qui n'a su scolariser que 14 % de la tranche d'âge comprise entre 13 à 20 ans ;
- Un système éducatif qui n'a pas formé un encadrement supérieur de qualité pour l'administration et la gestion des entreprises, sans parler de l'absence des Ingénieurs et techniciens industriels de production et de maintenance pour l'agro-industrie fondamentalement vocationnelle au Nord-Kivu ;
- Des taux d'accès à l'eau potable trop faibles ;
- La production de l'énergie électrique déficitaire ;
- Taux d'alphabétisation ainsi que le nombre d'années d'école par tête d'habitant ne sont pas encore ceux des pelotons de tête, et l'évaluation loin d'être faite ;
- L'enseignement technique et la formation professionnelle sont et restent insuffisants en nombre, et face aux besoins sectoriels et de l'industrie :
    - Qualité du service public détériorée ;
    - Faible accumulation dans le capital productif et dans le capital humain ;
    - Ralentissement avec raison du développement institutionnel;
    - Référentiels des services normatifs désuets ;
    - Profils des postes et des occupants mal définis et mal servis.

Il est temps de prendre un virage stratégique pour faire de cette province une des références économiques dans les Grands-Lacs, puisqu'elle en a les potentialités. Pour ce faire, il faut de l'audace aux dirigeants politiques, pour impulser une nouvelle vision politique du développement et oser mettre en place de nouvelles stratégies en faveur d'une croissance accélérée, et prendre date avec l'histoire pour nouer avec des victoires d'étapes régulières. Pour y arriver, on peut envisager quelques actions comme notamment:

- Accélérer la croissance, en diversifiant ses sources sur des bases durables de compétitivité et de productivité, et pour la sécuriser et la pérenniser ».
- Même si le taux de croissance réel se rapproche de 5,10 % du produit intérieur brut, constitue la performance moyenne de l'économie du Nord-Kivu ces dernières années, il faut souligner qu'il ne permet pas de faire reculer la pauvreté de manière acceptable et perceptible, il faudra qu'elle soit (la croissance) maintenue, et son taux relevé de 5 à 7 % pendant les cinq prochaines années, en visant ensuite d'atteindre des taux à deux chiffres.

3.4. Programmes de développement DU PNUD AU NORD-KIVU

3.4.1. Principaux Programmes du PNUD au Nord-Kivu

Tableau N° 82 : Types de programmes.

	NOM DU PROJET	N°DU PROJET
I	I- Projet SRPI/Fonds BCPR	00058263
II	II- PADDL Nord Kivu	00061282
III	III- Programme Pauvreté Nord Kivu	00063784
IV	IV- Fonds de la Conférence sur la Paix et du Programme Amani	00063244
V	V- Accès à la Justice	00070725
VI	VI- Fonctionnement BT Goma	00071060
VII	VII- Renforcement des capacités	00072106
VIII	VIII- CRRP	00074113

Source : Bureau Terrain PNUD/GOMA

3.4.2. Projets d'Investissements en RDC incluant le Nord-Kivu.

Tableau N°83: Engagement des partenaires de la RDC au financement des projets et investissements incluant le Nord – Kivu (Budgets 2007 en cours de réalisation)

N° fiche	projet	Ressources			Instruction du projet		Etudes		Travaux		Fournitures	
		Montant	Nature	Bailleurs	Encours	Terminée	Encours	Terminée	Encours	Terminée	Encours	Terminée
0.01	Fonctionnement de la cellule infrastructures											
1.04	Réouverture de la route Béni-Bunia (204km)	1,44 ME	don	EU		x			x			
1.05	Réouverture de la route Kisangani-Walikale	1,60 ME	don	EU		x			x			
1.06	Réouverture route Masisi -Walikale (112km)	6,37 ME	don	Eu		x			x			
1.11	Etude de création du Fonds d'Entretien Routier	0,15 M$	don	MB								
1.12	Pro-routes composante 1,3 et 4, réhabilitation et entretien routes (Kisangani-Gemena+routes connexes), impact sociale et environnementale, coordination secteur routier+gestion du projet	51,7 M$	don	DFID		x						x

Source : Compilation des bulletins Beltrade Infos - de juillet 2006 à Juillet 2010.

N.B. L'information sur ce thème n'a pas été accessible sous un volume consolidé et de source organisée. Le FPI distille sans force détails les données sur les investissements industriels financés. La FEC n'a pas un rapport à jour sur les investissements des entreprises membres, encore moins sur tous les investissements industriels ou pas des non-membres. Pour les intervenants humanitaires et autres programmes de développement au Nord-Kivu, ils sont enregistrés par le gouvernement provincial qui en a fait un relevé dans son dernier PDP 2010-2014 à partir de la page 51 sans mentionner les coûts. Ici, les publications OCHA sur internet livrent les grandes lignes Dans son PAH, offrant une certaine cartographie sectorielle des domaines des interventions.

NB. Depuis le début de l'instabilité en RDC et particulièrement au Nord-Kivu (1992-1994), la cessation de la coopération internationale avec la RDC s'est trouvée amplifiée au point que, le gros des interventions (Investissements) en portefeuille, est fourni dans le cadre humanitaire. La coopération au développement ainsi que les investissements durables sont insignifiants ces deux dernières décennies. Mais la situation devrait s'améliorer par la voie des actions et stratégies de promotion en cours.

3.4.3. La Part du PAH : Plan d'Action Humanitaire 2010 (voir annexe.13)

Les réalisations humanitaires au Nord-Kivu sont montées en puissance au début des années 1994 en même temps que cessaient les investissements privés et que s'éteignaient les projets d'appuis sectoriels de développement durable. Il arrive quelques fois qu'à travers l'action humanitaire que les acteurs humanitaires

se trouvent entrain de mettre en œuvre des actions de nature durable incontournables, en vue de rendre possible l'accès aux groupes cibles et à leur maintien dans des campements viables. C'est souvent le cas des routes et ouvrages d'art, centre de santé et écoles, structures sanitaires etc.

Encadré N° 9 : Le PAH 2010 affiche un budget global de 212.423.750,00 USD.

L'impact de ce type d'interventions serait d'une plus grande amplitude et laisserait des traces durables s'il y avait plus de coordination, une affectation rationnelle (concertée) des budgets, plus de synergies et une meilleure orientation de ressources d'une part, et d'autre part, certaines actions en relation avec l'EAH, la sécurité alimentaire et nécessairement le renforcement des compétences et des capacités en nutrition, basés sur le renforcement des réponses à travers des succès story locaux et l'introduction des technologies appropriées, par exemple :
- Aménagements durables de + de périmètres irrigués pour atténuer les effets des perturbations climatiques
- Renforcer la compétence des exploitants piscicoles et rizicoles-Production et gestion de semences…
- Introduire les variétés de riz à haut rendement et de poissons d'étangs de variétés adaptées
- Introduire des moulins hydromécaniques où c'est possible pour transformer les céréales
- Introduire les technologies appropriées : Presses à huile végétales à vis, manuelles …, torréfacteurs, mélangeurs, de quoi faire naître des petites unités de transformation économiques,
- Renforcer les centres nutritionnels ainsi équipés, à produire des compléments alimentaires et aliments de sevrage enrichis, voir étendre la compétence à produire les aliments pour bétail. Ce qui contribuerait à plus de valeur ajoutée et l'amélioration des revenus locaux.

NB. Les équipements de technologies appropriées de production à petite échelle devraient être encouragés et réalisés localement le plus possible pour leurs coûts modiques, simplicité de maintenance et de renouvellement. Les ouvrages en dur des périmètres irrigués peuvent être curés et réhabilités rapidement à chaque retour des déplacés, situation récurrente dans cette région. Ils contribuent à hausser la productivité, le rendement des cultures et à ajouter une récolte supplémentaire sur l'année agricole etc.

L'impact et les effets induits des actions sous encadrés et bien d'autres, (aménagement des sources et adductions gravitaires), auront des effets sur l'amélioration de l'accès des populations rurales (88 %) aux services et ressources sociales de base. Tout comme la vulgarisation, sous l'action humanitaire, des presses et fours à briques cuites, tuiles artisanales et tomates à paver, contribueraient largement à la qualité de la vie des ruraux.

De l'analyse des lignes budgétaires du PAH 2010, il se dégage en faveur des secteurs du développement, des prévisions de dépenses sous les rubriques suivantes, dotées d'un budget de : 121.477.600 $, répartis comme suit :

- Eau, hygiène et assainissement : 34.103.000,000 USD (secteur secondaire)
- Sécurité alimentaire : 80.674.600,00 USD (secteur primaire)
- Education : 6.700.000,00 USD (secteur tertiaire non marchand).

Une bonne évaluation à contrejour des propositions ci-dessus contribuerait à recentrer les dépenses et à augmenter l'impact et les effets induits durables.

3.4.4. Joint-venture du secteur Minier industriel / SOMIKIVU

3.4.4.1. Naissance des investissements Russes dans l'industrie minière de la RDC.

- A travers la joint venture 'ConRus' SPRL et sa filiale 'Klyutchevskiy zavod ferrosplavov', la société russe de gestion 'Rossiyskiye spetsialniye splavi' a officiellement acquis, en septembre dernier, 10% des actions de la société minière Somikivu. Celle-ci, on le sait, dispose d'une mine d'exploitation du niobium (ou colombium) ainsi que d'une usine d'enrichissement au Nord-Kivu.
- L'annonce a été rendue publique, le jeudi 07 octobre 2010, par Anatoly Klimenko, l'ambassadeur de la Fédération de Russie en RD Congo. C'était au cours d'une importante conférence de presse réunissant, à Kinshasa, les principaux médias de la capitale.

Selon la partie russe, l'accord d'achat des parts dans le capital social de la Somikivu permet de « donner une nouvelle impulsion au développement du projet » dont le but vise le traitement par l'usine 'Klyutchevskiy zavod ferrosplavov' du concentré du niobium aux fins de produire le ferroniobium, si nécessaire aux entreprises industrielles de la Russie.

3.5. Les projets de développement en cours.

3.5.1. Coopération RDC-UE/ Environnement.

Pour la Protection des aires protégées : 30 millions d'euros, en appui au financement direct du projet qui permettra d'améliorer la capacité de gestion des écosystèmes par des actions de conservation en faveur des quatre aires protégées les plus représentatives de la biodiversité du Pays, à savoir, 4 parcs nationaux dont : Le parc Virunga dans le Nord-Kivu avec l'ONG ACF (African Conservation Fund) pour 10 millions d'euros.***/Beltrade n°22.pp. 34.***

3.5.2. Projets routes et désenclavement du Nord-Kivu

Les projets routes s'articulent autour des axes ci-après :

1. Dans le cadre du désenclavement de l'Est du Pays, visant de relier l'est à l'Ouest, l'ACGT ou Agence Congolaise des grands travaux, vient de réceptionner 60 premiers Km de la route Béni – Komanda–Niania, connue sous l'appellation de route Ituri dont les travaux de bitumage ne sont pas encore achevés.
2. Le prochain contrat d'études et de travaux de bitumage des 30 Km suivants sur la RN4, en direction de Kisangani, est déjà dans le Pipeline entre l'ACGT et l'entreprise Sino hydro corporation. La RN4 longue de 750 Km, relie la ville de Béni à celle de Kisangani en passant par Komanda, Niania et Bafwasende.
3. De même, le contrat d'études et de bitumage des 2,500 Km, partant de la province Orientale sur la nationale 2 en direction de Kisangani est bitumées sur 60 Km, en direction de la ville de Butembo, est en voie ou serait déjà signé par l'ACGT et l'entreprise Sino hydro corporation.
4. Le portefeuille prévoit en plus de prendre en charge la construction de la nationale n°4, tronçon Béni- Kasindi (78 Km) et la construction de la RN27, Komanda – Bunia (82 Km) dont les contrats sont en cours de négociation. Par contre vient d'être signé pour le bitumage de la traversée de la ville de Butembo en axe de la nationale n°2, et le coup de pioche fut donné le 13 septembre 2010 par le chef de l'Etat lors de son passage à Butembo par route. La base du chantier et les gîtes d'emprunt avaient été déjà identifiés et aménagés dans l'imminence du lancement des travaux[45].
5. Sur un financement interne de 82.000 USD, le Gouvernement provincial du Nord-Kivu a réhabilité un pont d'intérêt stratégique ''Pont Kamukopi /60 tonnes''. L'intérêt de ce pont est qu'il lie le Nord-Kivu à la nationale N° 44 de Béni en jonction avec la N° 4 au niveau de Mambasa en Province Orientales.

[45] Source. Beltrade n° 23. Juillet-Août-Sept. 2010 page.56.

CHAPITRE IV. :

INDICATEURS CLES DE LA PROVINCE ET RESULTATS DE L'ETUDE.

Ce chapitre présente un tableau résumé des principaux indicateurs socioéconomiques du Nord-Kivu et leurs explications/interprétantions.

4.1. INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES DE LA PROVINCE DU NORD-KIVU 2000-2009 RDC.

Les encadrés ci-dessous présentent une sélection des principaux indicateurs tirés de l'analyse des statistiques sectorielles couvrant la période 2000 à 2009. Ils en constituent les résultats et présentent les caractéristiques socio-économiques de la province, les tendances fortes de l'évolution des secteurs porteurs de croissance et des secteurs sociaux. L'interprétation et commentaires suivent les encadrés.

4.1.1. Résumé des principaux indicateurs socioéconomiques du Nord-Kivu.

Encadré 7. Indicateurs de la démographie et de l'éduction

		Nord – Kivu	RDC
1	Taux de croissance de la population	3,50 %	
2	Esperance de vie à la naissance	43,7ans	
3	Taux de croissance de la population urbaine	4,49 %	
4	Taux de croissance de la population rurale	2,38 %	

Source : Nos calculs

Encadré 8. Proportion Population/Tranche d'âge

		Nord – Kivu	RDC
5	0-14 ans	44 %	
6	15-64 ans	52 %	
7	65 ans >	4 %	

Source : Nos calculs

Encadré 9. Proportion Population rurale/urbaine

		Nord – Kivu	RDC
8	Population rurale	88 %	
9	Population urbaine	12 %	

Source : Nos calculs

Encadré 10. Sex-ratio en %

		Nord - Kivu	RDC
10	Homme	24 %	
11	Femme	25 %	
12	Garçons	25 %	
13	Filles	26 %	

Source : Nos calculs

Encadré 11. Indicateurs de l'enseignement primaire et secondaire 2000–09

Enseignement primaire		
14	Enfants scolarisables 6-14 ans	71 %
15	Enfants scolarisés 6-14 ans	29 %
Enseignement secondaire		
16	Enfants scolarisables 14-20 ans	86 %
17	Enfants scolarisés14-20 ans	14 %
Ratio scolarisés au primaire		
18	Garçons	57 %
19	Filles	43 %
Ratio scolarisés au secondaire		
20	Garçons	68 %
21	Filles	32 %
Options organisées/effectifs au secondaire		
22	Section générale	62 %
23	Section technique commerciale et sociale	24 %
24	Technique semi-industrielle	7 %
25	Technique industrielle	1 %

Source : Nos calculs

Encadré 12. Indicateurs Classes d'Hôtels au NK

26	Hôtels homologués 1 étoile/tôt. Hôtels	25,80 %
27	Hôtels homologués 2 étoile/tôt. Hôtels	17,74 %
28	Hôtels homologués 3 étoiles/tôt. Hôtels	9,64 %
29	Hôtels non classés	46,77 %
30	Hôtels homologués 4 et 5 étoiles/tôt/hôtels	0,00 %

Source : Nos calculs

Encadré 13. Réseau routier Nord-Kivu

31	Routes en bon état de praticabilité/Routes Nationales	49 %
32	Routes en état moyen de praticabilité/Routes Nationales	24 %
33	Routes en mauvais état de praticabilité/Routes Nat.	27 %

Source : Nos calculs

Encadré 14. Filière agricole cultures vivrières

	Filière agricole cultures vivrières	
34	Part consommée localement	52 %
35	Part échangée entre provinces de la RDC	28 %
36	Part échangée dans la région	22 %

Source : Nos calculs

Encadré 15. Filière Industrie du Bois

37	Tx. De croissance de la Demande produits finis	19,76 %
38	Tx. De croissance demande produits semi-finis	103,76 %
	(Nb. Scierie Industrielle ENRA / BENI –NK)	

Source : Nos calculs

Encadré 16. Production exportée Filière café

39	Part de la production Exportée	71 %
40	Part de la production Fraudée	29 %

Source : Nos calculs

Encadré 17. Production Filière Cacao

41	Part exportée (principalement vers l'Europe)	90 %
42	Part consommée localement	10 %

Source : Nos calculs

Encadré 18. Indicateurs économiques

		Nord – Kivu	RDC
43	Taux moyen de croissance du PIB	5,10 %	
44	Taux moyen de chômage	83 %	

Source : Nos calculs

Encadré 19. Part des secteurs dans la formation du PIB

45	part secteur primaire/PIB	40 %
46	Part secteur secondaire/PIB	10 %
47	Part secteur tertiaire/PIB	50 %

Source : Nos calculs

Encadré 20. Part des composantes sectorielles

Secteur Primaire		
48	Part de l'Agriculture/Secteur Primaire	89 %
49	Part de la foresterie/Secteur Primaire	7 %
50	Part Production minière/ Secteur Primaire	4 %

Source : Nos calculs

Encadré 21. Part des composantes de l'Agriculture ….

Secteur Primaire : 40 % du PIB		
51	Part de l'agriculture large	87 %
52	Part de l'élevage	12 %
53	Part de la pèche	1 %

Source : Nos calculs

Encadré 22. Part des composantes du secteur secondaire

Secteur Secondaire 10 % du PIB		
54	Production manufacturière/sect. Secondaire	89 %
55	production d'eau potable	2 %
56	Production d'électricité/sect. Secondaire	4 %
57	Production IBTP/sect. Secondaire	5 %

Source : Nos calculs

Encadré 23. Parts des composantes du secteur tertiaire

Secteur tertiaire 50 % du PIB		
58	Parts des services du Tertiaire Marchand	97 %
59	Parts des services du Tertiaire Non Marchand	3 %

Source : Nos calculs

Encadré 24. Part des composantes des services marchands

60	Parts du Commerce au Tertiaire Marchand	69 %
61	Services aux Particuliers : Tourisme, hôtellerie/Sces Marchands	12 %
62	Parts du transport et communication au tertiaire **Marchand**	7 %
63	Parts des autres Services marchands du Tertiaire	12 %

Source : Nos calculs

Encadré 25. Utilisation du PIB

64	Ménages	93 %
65	Administration publique. Et ISBL	7 %

Source : Nos calculs

Encadré 26. Autres indicateurs des secteurs porteurs de croissance

66	Taux de croissance de l'agriculture	4 %
67	Part du secteur agricole/PIB	35,6 %
68	Taux d'électrification	2,51%
69	Réseau routier provincial	5134 km
70	Parts de l'agriculture dans l'emploi	68 %
71	Couverture et réserve forestière/Superf.tot. province	70 %

Source : Nos calculs

Encadré 27. Plantations industrielles 2000-2009

72	**Superficies des Plantations industrielles du Nord-Kivu**	**35 478 ha**
73	Superficie exploitée	46%
74	Superficie non-exploitée	54%

Source : Statistiques Officielles AGRIPEL 2009

Encadré 28. Fermes d'Elevage Bovin 2009

75	**Superficies des Fermes d'élevage du Nord-Kivu**	**33 600 ha**
76	Superficie chargée de Bétail	90 %
77	Superficie en cultures	10 %

Source : Nos calculs tirés des chiffres du rapport Annuel du secrétariat Exécutif 2009

4.2.1. Annotations des indicateurs.

Indicateurs de la démographie et de l'éducation :

1. ***Taux de croissance de la population*** : Encadré 7.

   Le taux de croissance de la population globale du Nord-Kivu est de 3,5 %. La population urbaine a connu une croissance de 4,49 %, tandis que la population rurale a cru de 2,38 % sur la période de l'étude.

2. ***Groupes d'âges de la population*** : Encadré 8.
   La population est structurée en trois groupes d'âges distincts notamment, les 0-14 formant 44 %, les 15 – 64 ans formant 52 % et seulement 4 % des 65 ans et au-delà, il en existe mais en valeurs inférieures et résiduelles selon les chiffres exploités.
3. ***Taille des populations urbaines et rurales*** : Encadré 9.
   La population Rurale représente 88 % contre seulement 12% des populations rurales sur l'ensemble de la population de la province.
4. ***Sexe ratio des populations*** : Encadré 10.
   La structure de la population du Nord-Kivu est respectivement de 25 % de femmes, et 25 % de filles contre 24 % d'hommes et 24 % des garçons.
5. ***Indicateurs de l'enseignement primaire et secondaire*** : Encadré 11.
   - Sur la tranche de 44% de jeunes de 6-14 ans, 71 % sont scolarisables, mais seulement 29 % sont effectivement scolarisés.

- Sur la tranche des 14 – 20 ans, 86 % sont scolarisables mais seulement 14 % de ce groupe sont scolarisés au secondaire, une forte déperdition et un retard par rapport aux OMD

6. Sur l'ensemble des scolarisés de la tranche 06 à 14 ans, 57% sont des garçons et seulement 43% sont des Filles. La balance est négative pour les filles toujours peu scolarisées.
   - Sur les 15 – 20 ans scolarisables au secondaire, 68% sont des Garçons contre 32% de filles.
7. Des options des cours organisés, les scolarisés sont orientés à 62% dans la section Générale, contre 24 % dans la section technique sociale, seuls 7% ont emprunté l'option technique semi-industrielle et seulement 1 % la section technique industrielle pure. *Faible réponse aux besoins de maintenance industrielle.*
8. ***Indicateurs sur la classification des hôtels***. *Encadré 12.*
   Sur le recensement des hôtels de la province, 25,80 % sont de la classe homologués 1 étoile, 17,74 % de la classe 2 étoiles. Les hôtels 3 étoiles représentent 9,64 %. Par contre 46,77% sont des Hôtels non classés. 0 % d'hôtels homologués 4 à 5 étoiles.
9. ***Indicateurs sur le réseau routier du Nord-Kivu*** : Encadré 13.
   Fin 2009, 49 % des RN ou routes nationales de la province étaient en bon état de praticabilité. 24% des RN étaient en état moyen de praticabilité et, 27% en mauvais état de praticabilité. Des informations récentes sur les Routes de desserte rurale n'ont pas été disponibles.
10. ***Indicateurs sur la commercialisation de la production agricole vivrière*** : Encadré 14.
    52 % de la production vivrière est consommée localement, 28 % de la production vivrière a fait l'objet d'échange vers d'autres provinces et 22 % transférés vers les pays voisins.
11. ***Indicateurs sur la filière bois industriel*** : Encadré 15
    Avec 4,15 millions d'hectares de couvert forestier représentant 70% de la superficie de la province. La forêt se concentre dans les zones Ouest du territoire de Lubero et de Walikale, mais aussi dans une portion du territoire de Béni. Les conditions de l'exploitation ne sont pas bien connues et pas bien documentées. Les chiffres de l'exploitation forestière sont globalement indisponibles et surtout ceux du secteur artisanal. L'exploitation moderne connue se résume sur la production de la scierie industrielle d'ENRA Béni. 52.000 hectares dont une partie empiétée par les populations immigrées. Les chiffres de la production de menuiserie d'ENRA ne sont pas connus. Dotée des installations de Scierie de 6000 m3/an de grumes, et d'une Menuiserie Industrielle. Les indicateurs concernent la scierie Industrielle et sa clientèle. Le volume des grumes traités ni la production de la menuiserie industrielle ne sont pas connus. La production de la scierie industrielle d'ENRA est presque totalement consacrée à l'exportation : la croissance de la demande des ***Produits finis*** est de l'ordre de ***19,76 %*** tandis que les ***produits semi***-finis ont un ***taux de 103%*** selon nos calculs sur les chiffres fournis par ENRA.
12. ***Indicateurs sur la production exportée de la filière Café*** : Encadré 16.
    La part de la production exportée est de 71% alors que la part de la production exportée frauduleusement s'élève à 29%.
13. ***Indicateurs de la production exportée de la filière Cacao*** : Encadré 17.
    Les exportations du cacao sont entièrement tournées vers l'europe et s'élèvent à 90 % de la Production, contre 10 % de consommation locale. Il semble qu'une partie de la production exportée du Nord-Kivu et une part de celles de la province Orientale seraient exportés Frauduleusement vers l'Ouganda. L'exploitation de la filière Cacao est antérieure en Province Orientale.
14. ***Indicateurs de la croissance économique*** : Encadré 18.
    Le taux de ***croissance moyen du PIB*** est de 5,10 % alors que le ***taux moyen de chômage*** est de 83%.
15. ***Indicateurs sur la formation du PIB*** : Encadré 15.
    La part du secteur primaire au PIB et de 40 % et celle du Tertiaire de 50 %, contre seulement 10 % du Secteur Secondaire.
16. Composantes à la formation du PIB : Encadré 19.

Composantes du secteur primaire : constituée de 89 % agriculture large dont 87 % de production agricole, 12% Elevage et 1% de la Pêche. 7% de l'Exploitation Forestière et seulement 4 % de l'Exploitation minière.

17. Les composantes du secteur Secondaire : Encadré 20.
    Dans ses 10 % de la formation du PIB, la part du Secondaire est constituée de 89 % de la production manufacturière contre 5 % de la production IBTP, 4 % de la production de l'énergie électrique et seulement 2% de la production de l'eau potable.
18. Les composantes du secteur Tertiaire : Encadrés 23 et 24.
    Aux 50 % de contribution à la formation du PIB, correspondent 97% des Services marchands contre 3 %, des services non marchands. Dans la part des services marchands le commerce constitue 69 %, Le tourisme et hôtellerie 12 %, contre 7 % des transports et communication et déjà 12% des autres Services marchands.
19. Indicateurs sur l'Utilisation du PIB : Encadré 25.

Les ménages consomment pour 93% contre 7% à l'administration et ISBL.

20. ***Indicateurs des facteurs divers*** : Encadrés 26, 27 et 28.
    Le taux de croissance de l'agriculture a été en moyenne de 4 % sur la durée observée et sa contribution réelle à la formation du PIB de 35,6 %, avec 68 % des emplois. Le réseau routier provincial global est estimé à 5 134 Km. La couverture forestière représente 70% de la superficie de la province. Les plantations des cultures industrielles couvrent 35 478 hectares dont 46 % sont exploités et 54 % ne sont pas exploités. Les fermes d'élevage couvrent environ 33 600 hectares dont 90 % sont chargés de Bétail et 10% mis en cultures vivrières et fourragères.

4.2. COMMENTAIRES SUR LES RESULTATS DES INDICATEURS.

L'interprétation et la comparaison des indicateurs a permis de mesurer l'ampleur ***des impacts globalement négatifs*** subits par la province ces dix dernières années, tels que, d'une part, l'accès limité aux services sociaux de base par les populations et la dégradation du tissu et des performances économiques. D'autre part, les effets induits de la désarticulation des systèmes et des structures de l'économie caractérisés par l'épuisement des facteurs de production, la résurgence des épizooties et des épiphyties avec impact direct sur la baisse des rendements et des productions, la démobilisation des exploitants et la disparition des investissements durables au développement, l'accès limité des productions aux marchés et la baisse conséquente des revenus. La faiblesse pour ne pas dire l'absence des investissements publiques et de nouveaux investisseurs du secteur Privé se traduisent par les faibles records notamment du secteur minier avec 4% de parts du secteur primaire dans la formation du PIB et l'exploitation forestière pour 7% de parts du Primaire.

Ce n'est pas tout, il en est de même des faibles performances dans la filière agricole 87% des parts de l'agriculture large, dont l'élevage a perdu beaucoup de gains de productivité par la faible valorisation des sous-produits avec 12% des parts de la filière agriculture large 89% du secteur primaire. La performance insignifiante de la filière pêche 1% des Parts de l'agriculture large, exprime que même la pêche artisanale n'est pas investie et exploitée à un seuil acceptable. Sans dramatiser sur l'échec de l'infrastructure énergétique avec la conséquence directe sur les activités du secteur secondaire 10% dans la formation du PIB. Faute d'énergie et d'investissement pour extension des réseaux de distribution d'eau potable, le secteur de production d'eau n'a fait que 2% des parts du secondaire, alors que dans l'IBTP, l'absence d'activités et d'investissements surtout pour les routes et ouvrages n'a apporté que 5 % des parts du secondaire.

4.3. CONCLUSIONS

A la lumière des indicateurs, il a été possible d'alimenter au Chapitre VI la matrice des stratégies de relance de la croissance pour les trois principaux secteurs économiques (Primaire, Secondaire et Tertiaire), par une meilleure synthèse : 1) des contraintes, 2) des déterminants, 3) des potentialités, 4) des études techniques et sectorielles identifiées et 5) des Opportunités d'investissement associés aux projets ou programmes structurants identifiés.

L'ensemble donne une meilleure lecture des contraintes qui brident la croissance, l'identification des principales potentialités éclairant les pistes et voies de développement, les zones d'ombres à clarifier par des études techniques et sectorielles, et la définition des besoins en investissement en plus des opportunités pour le rôle moteur du secteur privé à travers les filières et secteurs porteurs de croissance.

Globalement, la situation actuelle nécessite une gouvernance stratégique différente, pour pouvoir impulser une croissance accélérée et durable, centrée sur :

1. La réorganisation de l'espace économique : améliorer et renforcer la stratégie des foyers de développement combinée à la construction des bassins économiques comme modèle d'industrialisation
2. Une meilleure structuration des secteurs de production et des corporations par l'introduction du modèle national de filières prioritaires.
3. Une meilleure affectation et optimisation de l'utilisation des terres, espaces et ressources,
4. Une amélioration des environnements physiques, légaux, financiers, techniques et technologiques des secteurs publics et privés, dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires de type prôné par la banque mondiale.
5. La réalisation des investissements prioritaires en infrastructures de base suivantes : 1) énergie et voies de communication, 2) l'enseignement technique et scientifique, 3) la santé et l'encadrement des vulnérables, 4) les structures de culture, sports et loisirs.

6. Adopter un modèle stratégique de développement pouvant impulser une croissance accélérée et durable sur base de la diversification des sources de croissance garantissant justement la durabilité de la croissance et pouvoir produire des effets et impacts sur le développement et la réduction de la pauvreté.

CHAPITRE V.

STRATEGIE DE CROISSANCE ACCELEREE ET DURABLE

Ce chapitre analyse l'organisation de l'espace économique en pôles économiques et foyers de développement, les marchés du Nord-Kivu et l'approche filière porteuse de croissance.

5.1. ORGANISATION DE L'ESPACE ECONOMIQUE

5.1.1. Pôles économiques et structuration des foyers de développement.

Concept tiré du rapport Economique (2000) de la Division provinciale du Plan du Nord-Kivu, les Foyers de Développement ont été définis et identifiés par les acteurs de développement réunis dans un Forum en 1995. Aucun débat ultérieur, consécutif à l'identification initiale des ''Foyers de développement'' et à leurs impacts n'a été documenté en termes d'évaluation à ce jour, 15 ans plus tard. En effet, le concept Foyer de développement au Nord – Kivu fut à la base d'une identification et délimitation des entités comme stratégie spatiale de développement mais, dont le cœur et l'enjeu de la stratégie n'est pas clairement défini, ni un plan d'action spécifique à sa consolidation et développement exceptionnels. A ce point, une évaluation des Foyers de Développement est indispensable en vue de dégager les enseignements au bout de 16 ans et surtout de lui donner une orientation et une stratégie dans une structure.

Les pôles économiques et foyers de développement tels que connus à ce jour (voir détails au volume II annexe au Profil économique section 2. N° 2.3). Ces centres commerciaux comprennent l'hinterland de Goma A et de Butembo B. (marchés, centres de négoce, centres de pêche et centres agricoles) des hinterlands des 2 Pôles économiques.

5.1.1.1. Le Nord-Kivu est subdivisé en deux (2) pôles économiques

1) le pôle économique Nord avec les centres commerciaux de Butembo et Béni ;
2) le pôle économique Sud avec comme centre commercial Goma.

- Les deux pôles économiques ont dans leurs hinterlands des marchés et centres de négoce.
- Pas une liaison structurelle définie entre foyers de développement et les pôles économiques actuels.

5.1.2. Les Foyers de Développement.

- **Dix (10) Foyers de Développement du Nord – Kivu :**
  (Selon les acteurs de développement lors d'un Forum de 1995)

Foyers	Foyers	Foyers
1. Territoire de Béni 2. Territoire de Lubero 3. Centre de Kayna 4. Territoire de Rutshuru	5. Territoire de Masisi 6. Centre de Kitchanga 7. Goma 8. Walikale	9. Pinga 10. Bakano

5.1.3. Les Marchés du Nord-Kivu.

- **MARCHES INTERIEURS : RURAUX ET URBAINS :**
  - Les espaces marchés existant au Nord-Kivu, sont organisés selon qu'il s'agit de marchés urbains et de marchés ruraux situés dans les centres de production. Ils n'ont pas une structure fonctionnelle, valorisante et attractive dans les deux situations.
- **MARCHES LOCAUX FRONTALIERS :**
  - Les marchés locaux frontaliers n'ont pas une structure organisationnelle vocationnelle, spécifique aux Marchés situés dans les emprises frontalières. Dans ces zones les populations expérimentent les flux des échanges commerciaux de proximité et transfrontaliers sans que des mesures économiques de facilitation et d'évaluation soient opérationnelles. Ils fonctionnent de manière confuse dans les quartiers d'hébergement frontaliers dans lesquels les dirigeants ne sont pas informées sur les accords et règles des échanges transfrontaliers afin d'apaiser le climat de travail et stimuler des échanges dans un esprit de complémentarité et de développement. La fréquentation et le fonctionnement de ce commerce frontalier devrait d'urgence être organisé : marché ITIG/Kahembe, marchés Birere, marchés petite barrière, marchés TSF, marché St. Esprit–marchés gares routières ville de Goma, marché grande barrière, marchés informels le long des routes etc.

Cette parenthèse est ouverte pour attirer l'attention sur la discrimination à faire entre la commercialisation des produits du cru soumis à la pratique du commerce classique d'import-export de ceux bénéficiant du tarif dit ''trafic frontalier'' tel que défini par l'OCC et la DGDA. Ces activités marchandes doivent être encadrées, pour d'une part, réguler les risques de fraude et de concurrence en réduisant la fraude, et d'autre part éviter de saper la compétitivité des commerçants des territoires frontaliers confrontés aux distorsions d'ordre fiscales et sociales avec les commerçants du Rwanda et de l'Ouganda en première ligne.

5.2. IDENTIFICATION DES FOYERS DE DÉVELOPPEMENT DU NORD-KIVU

Tableau N° 84 : Critères de 1995 adoptés par les Acteurs de développement.

N°	FOYER DE DEVELOPPEMENT	HINTERLANDS POLARISES	POLE D'ATTRACTION	SUPERFICIE	(ELEMENTS STRUCTURANTS)	
					POPULATION	POTENTIALITES
1.	TERRITOIRE DE BENI	Cité de Béni Cité d'Oïcha Collectivité Ruwenzori Collectivité Watalinga Collectivité de Mangina ; Collectivité de Mutwanga / Bulongo	BENI	5.670 Km²	489.009	- Agriculture – Elevage – pêche - Forêts – Industries agricoles et touristiques - Duane – Aéroport/Fokker - Rn - Z/S = 3 (HGR) - Ets/ESU : ISC + ISDR
2.	TERRITOIRE DE LUBERO	Cité BUTEMBO Collectivité de Bapere Collectivité de Baswagha Collectivité de Bashu Collectivité de Mangurujipa	BUTEMBO	14.291 Km²	1.208.650	- Agriculture – Elevage – Pêche – Bois - Mines – Industries agricoles et touristiques – Aire d'aménagement des populations - Grand centre de négoce - RN/ + 2 Aérodromes - Z/S = 6 (HGR° - Ets/ESU : UCG, IBTP, ISTM, ISAM, CEPROMAD, ISEAVF.
3.	CENTRE DE KAYNA	Cité Kirumba Cité Kayna Cité Kanyabayonga Collectivité. Bamate Collectivité Batangi Group. IKOBO (Walikale)	KAYNA	4.557 Km²	317.230	- Agriculture – Elevage – Pêche - Industrie agricole et touristique - Aire d'aménagement - Z/S = 1 (HGR) - Ets/ESU : 1 ISEAVF
4.	TERRITOIRE DE RUTSHURU	Cité de Kiwanja Collectivité de Bwisha Collectivité de Bwito	KIWANJA	5.289 Km²	424.966	- Agriculture – Elevage – Pêche - Industrie agricoles et touristiques - Z/s = 1 (HGR) - Ets/EU : ISP - RN/ + Aérodrome
5.	TERRITOIRE DE MASISI	Cité de MASISI Collectivité d'OSSO + OUEST Zone (Mahanga) Est de Walikale Ntoto Kashebere Collectivité de Katoyi Collectivité Kibirizi / Nyanzale		1.779 Km²	149.981	- Agriculture – Elevage – Bois - Industrie agricole et du Bois - Ets/ESU : ISEAF Sake - Institut Supérieur de Pêche Kirotshe - Z/S : 1 HGR
6.	CENTRE DE KITCHANGA	Collectivité Bashali Groupement de Bishusha Bukombo	BUKOMBO Collectivité de BWITO	-		- Agriculture – Elevage – Pêche - Ecole - Marché
7.	GOMA	Ville de Goma Zone de Nyiragongo Collectivité de Bahunde Collectivité de Bashali Collectivité de Kibumba Collectivité de Saké	GOMA	3.343 Km²	308.319	- Fonctions administratives chef-lieu de la Province – Centres de négoce - Douanes - Industries agricoles et touristiques - Aéroport International - Transport lacustre - Ets/ESU : CU, ISTA, ISC, IST, CEPROMAD, EFOBANC, ULPGL, UNIGO, CIDEP, ISAM, ISIG - Z/S = 1 HGR
8.	WALIKALE	Mpofi Mubi Biruwe Cité de Walikale Group. Utunda Group. Bakusu Group. Banabangi Group. Ntoto-Lubutu Group. Walikale centre, Group. Itebero, Group. Kibua	WALIKALE	23.475 Km²	318.867	- Agriculture – Elevage - Forêt - Mines - Industries agricoles et touristiques - R.N. Bukavu – Kisangani (Axe d'aménagement)
9.	PINGA	Group. IHANGA Group. KISIMBA Group. Luberike Group. Usala	PINGA			- 1 HGR - Ecole - Mine - Centre de négoce.
10.	BAKANO	Ntoto Itebero Musenge Group. Bakano Group. Waloa Group. Loanda (chambucha)	ITEBRERO	-	110.5747	- R.N. - Marché - Ecole - Mine - Agriculture

Source : Rapport du Forum Régional des Acteurs de Développement (1995), Rapport du Division du Plan Nord-Kivu, p.128

Centre de concentration : siège du conseil de base de planification
ISDR = Institut Supérieur de Développement Rural
UCG = Université Catholique de Graben
IBTP = Institut des Bâtiments et Travaux Publics
ISAM = Institut Supérieur d'Arts et Métiers
Z/S = Zone de santé
HGR = Hôpital Général de Référence
ISTA = Institut Supérieur des Techniques Appliquées
CU = Centre Universitaire
Z/S = Hôpital Général de Référence
ISC = Institut Supérieur de Commerce
Ets/ESU = Etablissements d'Enseignement Supérieur et Universitaire.
ISTM = Institut Supérieur des Techniques Médicales
ISEAVF = Institut Supérieur d'Etudes Agronomiques et Forestières.
ETS/ESU = Etablissement d'Enseignement Supérieur et Universitaire
UNIGO = Université de Goma
IST = Institut Supérieur de Tourisme
ISIG = Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion
RN = Route Nationale
CU = Centre Universitaire
R.N. = Route National

N.B : Critères stratégiques et objectifs justifiant un Foyer de Développement :
La force du travail de la jeunesse et des Actifs – l'existence des centres d'excellence – les avantages comparatifs/compétitifs : rendement, qualité produits, climat, sols, qualité technique & intellectuel – les facilites et centres d excellence : laboratoires – cliniques – centres semenciers certifies - reproducteurs améliorés – production - structure industrielle – organisation du post récolte - qualité des voies de communication - infrastructures de sante & scolaires EPSP/ESU- infrastructures zoo sanitaires et vétérinaires

5.2.1. Analyse du concept et modélisation.

En matière économique, l'espace n'est pas neutre. Ses composantes bien mesurables telles la dotation en ressources naturelles, les bassins de ressources humaines, la distance et disponibilité, accessibilité des facteurs de production, la présence de ressources construites (infrastructures, équipements, bâtiments), l'organisation communautaire et la disponibilité de ressources financières, l'altitude, le climat, la nature et vocation des terres, et le succès et hauts rendements de certaines spéculations, agricoles et ou d'élevage ne se présentent pas partout de manière uniforme (à Goma ou à Rutshuru, à Masisi ou Walikale et Lubero ou à Béni).

Il en est de même pour ses composantes difficilement mesurables telles la dynamique sociale, la densité démographique et l'interaction, la solidarité, la fluidité de l'information et ouverture d'esprit communautaire, l'atmosphère ou environnement industriel, la culture entrepreneuriale, etc. Sur base de ces facteurs, certains territoires sont comparativement plus avantagés que d'autres, créant ainsi initialement des inégalités qui peuvent varier au fil du temps, principalement grâce à la capacité d'attraction d'activités motrices autour des exceptions éco climatiques, soit financières, soit technologiques, soit des facilités d'accès, l'apport des centres d'Excellence et /ou de recherche et développement, des facteurs ayant un impact économique etc.. La capacité d'organiser et de tirer parti de toutes ces ressources fait naître des différences et des écarts de développement et surtout des particularités ou spécialisations, dont les résultats avantageux sont appelés avantages comparatifs et/ou avantages compétitifs autour des foyers et plus largement des bassins de vie économique et industriels attractifs comme pôles par l'existence des marchés, des centres d'excellence et des facilités correspondant à la chaine des valeurs.

C'est donc sur ces facteurs que notre proposition voudrait suggérer de centrer la réorientation des critères des Foyers de développement dont les impulsions de développement vont certes influencer le démarrage économique des régions périphériques, éclore les industries et ensemble arriver à constituer de véritables bassins économiques industrialisés autour des facteurs de force et de compétitivité. Des études et diagnostics sectoriels devraient être diligentés par le Gouvernement provincial dans la perspective de voir émerger trois ou quatre bassins économiques et industriels au Nord-Kivu (bassins pôles d'attraction intérieurs 3 ou 4 avec fortes spécialités, 4 bassins à effets de levier concentrés sur les marchés des zones frontalières Bunagana – Ishasha – Kasindi).

L'avantage des analyses économiques est de faire prendre conscience aux décideurs et à temps, des tendances naissantes ou fortes, le constat sur des facteurs favorables à soutenir et renforcer, d'en occasionner la diffusion des effets positifs à l'ensemble du Nord-Kivu, notamment par l'application adaptée aux conditions locales des technologies nouvelles, élargir les domaines des échanges à travers les filières et le développement des ''CV'' ou chaînes de valeur. Le résultat consiste de voir apparaître des Bassins qui polarisent le développement des foyers dans leur hinterland et qui dominent de véritables sous-systèmes Urbino-rurales hiérarchisés dans les foyers. Ces derniers à leurs paliers, ont comme pôles les différents marchés et centres de négoce autour desquels s'installent et se développement des activités nouvelles en réponse aux besoins et demandes durables des Populations attirées dans cette orbite.

5.3. BOUSTER LA PUISSANCE DU COMMERCE INTERNE ET DU TRAFIC FRONTALIER.

Au vu du réseau des marchés et centres de négoce autour des deux pôles économiques actuels nous proposons l'armature suivante qui devra être étudiée et discutée avec toutes les parties prenantes :

-Il sera aménagé dans un emplacement compatible avec l'adduction gravitaire et ou un forage avec pompe à double corps aspirante refoulant, même manuelles pour relever l'eau en citernes et assurer un retour gravitaire.
-Un plan d'aménagement des marchés et des centres de négoce sera étudié afin de consacrer une structure schématisée partant de l'organisation du foyer de développement.
-Les centres communautaires de stockage construits selon des normes de qualité, seront bien identifiés et pourvus de rampe de chargement et, regroupés par village des rayons autour du marché. Ils seront dotés de pesons et outils de métrologie des poids et liquides. Ici sera organisé le prélèvement systématique des statistiques des productions commercialisées. Les accessoires de contrôle hygrométrique, de vannage et de calibrage, ceux d'échanges contre de marquage seront disponibilisés, dans la poussée de l'organisation des usagers ainsi convaincus de l'amélioration de la valeur marchande des produits mis en commercialisation avec traçabilité par rapport au centre de négoce et/ou marché d'origine.

Ainsi devraient être organisés au niveau de la province des :

- Réseau des centres agricoles, de pêche et des produits d'élevage (Plan d'aménagement des structures de récolte, nettoyage, stockage froids positif et négatif, bacs isothermes, Production glace alimentaire ou concassé acheminé)
- Réseau centres de négoce commerciales ;
- Réseau des marchés urbano-ruraux ;
- Réseau des grands marchés urbains internes ;
- Réseaux des marchés des emprises frontaliers urbains ;
- Réseaux des marchés frontaliers limite frontière ;
- Réseaux des marchés des zones aéroportuaires ;
- Réseaux des marchés des zones portuaires ;
- Réseaux des marchés des gares routières ;
- Le marché devrait se situer dans un lotissement de 1 à 3 Hectares aménagés et organisé avec des dispositifs à peu près comme suit, selon qu'il s'agit des produits agricole, de pêche et/ou carnés d'élevage et voir maraîchers.

Espace exclusif du marché pour toutes ses activités marchandes

- Le marché avec ses étales couvert, en blocs spécialisés
- Ventes au détail pour achats familiaux et voyageurs
- Dépôts de stockage des vivres secs organisés en étagères,
- Dépôts arrière pour ventes en gros et livraison Porteurs, ou diables associatif et administration ;
- Vivres frais avec chambres positives et chambres négatives – Bacs isothermes ;
- Bacs pour livraison vivres frais conditionnés selon convenance ;
- Espace Sanitaires simple mais hygiénique facile à entretenir ;
- Section vente animaux vivants et contrôle ;
- Section légumes, fruits, vivres frais, etc. ;
- Parking matériaux de construction : bois, récoltes forestières, produits d'extraction, etc. ;
- Comptoirs agréés ;
- Aires d'abattage et surface de traitement des peaux ;
- Rayon des boucheries ;
- Bureaux et autres services administratifs et de service ;
- Parking chargeurs stock à évacuer vers les marchés du Bassin ;
- Etc. Espaces dégustation, petits restaurants, cafétéria – thé – repas.

Espace de l'artisanat de production et de services associé au tertiaire.

- Aménagés selon corps de métiers : moulins, presses à huile, pressoir d'arachide, tailleurs, cordonniers, brasseurs bières et boissons locales, coiffeurs, tradipraticiens,
- Pharmacien, électronicien, esthéticiens etc.
- Poteries et aires de moulage et séchage etc.
- Raccordement électrique, ou générateur, solaire, équipements manuels et technologies appropriées etc.

Bureautiques, télé centre solaire, connexion mails service et training.

Espace d'incubateur partagé entre jeunes créateurs d'entreprises, jeunes commerçants et apprentis encadrés par des Centres Professionnels de métiers, ayant ainsi une possibilité d'immersion à travers les divisions de l'espace artisanal et marché, et de sentir la réalité des expressions du marché.

NB. Leur dynamisme enclenche et soutient une attractivité au cœur de chaque Foyer de développement autour de ses spécialités, ses domaines de compétitivité et d'excellence.

5.4. MEILLEURE AFFECTATION ET OPTIMISATION DE L'UTILISATION DES TERRES, VALORISER LES ATOUTS ET POTENTIALITES EXCEPTIONELS DU NORD- KIVU.

5.4.1. Occupation de l'espace et des terres par élément et par ressource

NORD – Kivu : 60.000 Km² soit 6 Millions d'Ha de superficie

a. Superficie du couvert forestier
   - Couvert forestier : **4,15 Millions d'Ha** / 70 % du Nord – Kivu
   - 34 Réserves Forestières : **15.070 Ha**

b. Superficie des exploitations agroindustrielles (de 91.100 à 35.479 Ha)
   - Exploitations agroindustrielles (1986) Cultures Industrielles : 91.100 ha
   - Exploitations agroindustrielles (2009) cultures Industrielles : 35.479 ha

c. Superficie des fermes, pâturages et parcours
   - Fermes d'élevage : Environ 33 600 Hectares.
   - Pâturages communautaires :
   - Parcours pâturables :

d. Superficie des parcs de réserve faunique et florale (997.000 Ha)
   - Parc de Virunga : 741 000 ha
   - Parc Kahuzi-Biega : 148 000 ha (partagé avec le Sud-Kivu)
   - Parc Maiko : 108 000 ha (partagé avec la Province Orientale)

- *Superficies congolaises des Lacs du Nord-Kivu : Un Château d'eau de 341.600 Ha*
  - Lac Edward ou Idi Amin : 1630 Km² : 163.000 Ha
  - Lac Kivu 1700 Km² : 170.000 Ha
  - Lac Mokoto, 86 Km² (4 lagunes) : 8.600 Ha
  -
- *Superficies des concessions des sanctuaires touristiques du Nord-Kivu*
  - Sanctuaire Lac Vert à Goma : Superficie de la Concession ….. Ha
  - Sanctuaire de Sarambwe dans le Territoire de Rutshuru Sc…... Ha
  - Sanctuaire de Kalikuku : Superficie de la Concession …... Ha
  - Sanctuaire de Kasugho dans le Territoire de Lubero : SC….. Ha

- Superficies des Réserves et Conservation Touristiques du Nord – Kivu
  - la Réserve de Gorilles de Tayna (RGT) Territoire de Lubero :
  - la Réserve de Primates de Kisimba Ikobo (RPKI) Territoire de Walikale

- la Réserve de Gorilles d'Usala (RGU) Territoire de Walikale
- la Réserve Forestière des Bakano (COCREFOBA) Territoire de Walikale
- la Réserve Communautaire des Primates de la Forêt de Lowa

:

De ce qui précède, dans l'organisation de l'espace, il sied de mieux définir par une étude spécifique l'affectation des terres par vocation des sols et déterminer une cartographie des Surfaces Agricoles Utiles ''SAU'' pour orienter par nature les cultures.

5.4.2. Utilisation des Sols Agricoles, Pâturages et Parcours du Nord – Kivu :

L'Etude sur la répartition des **S**urface **A**gricole **U**tile, **SAU** par territoire pour les 6 territoires n'existe pas et les données devraient être recherchées et formatées selon le tableau proposé en annexe 14, qui ventilent les données suivantes :

1. **SAU** Ha 100 %
2. Incultes Ha et %
3. Parcours (Tous) idem
4. Forêts Ha et %
5. SAU NK. % Pluvial et % Irrigués/ irrigable

5.4.3. Amélioration du pâturage pour un élevage performant de race.

Tableau N° 85 : Caractéristiques des pâturages : dimensions et composition agrostologique par zone administrative *en 1994/ Données à actualiser*.

ZONES	SURFACE PATURABLE EN Ha	SURFACE DES PRAIRIES INSTALLEES	ESPECES AGROSTOLOGIQUES
VILLE DE GOMA Z/NYIRAGONGO	2.631 Ha Fermes + pâturages communautaires	708 Ha Fermes + pâturages communautaires	- Melinis minutiflora digitaria - Pennisetum purpureum - Glucine spp
Z/RUTSHURU	11.856,31 Ha Fermes + Pâturages communautaires	6.957,5 Ha Fermes + pâturages communautaires	- Pennisetum purpureum - Imperatacyindrica - Digitaria spp; Brachiaria spp
Z/WALIKALE	2.972 Ha	2.972 Ha	- Zone de forêt; élevage dans la partie périphérique caractérisée par : • vigna myrengwensis • Glycine javanica • Trèfle local • et pâturages naturels dégradés en cymbopogon; suite aux feux de brousse répétés à Bulindi, Ikobo, Miriki, régions propices au Brachiaria spp. Dans les fermes diverses propices au Brachiaria spp. Dans les fermes diverses et graminées légumineuses
Z/Béni	13.816,33 Fermes + plantations	3.732 Ha Fermes	- Imperata cylindrica dominant; pennisetum purpureum; pennisetum clandestinum et Brachiaria spp quelques peu hyparrlenia.
Z/Lubero	11.901,31 Ha Savanes naturelles Fermes + plantation	2.582,88 Ha Fermes	- Trèfle violet des alples, violet local, blanc ladiro - Trèfle incarnet; Kenya white claver; oxalis - Pennisetum purpureum; clandestinum; digitaria sp - Paspalum conjugatum; Blachiaria, tripsacum.
Z/MASISI	98.412,88 Ha	65.608,587 Ha	- Pennisetum per pureum et clandestinum - Trèfle violet local, blanc ladino - Desmodium silver leaf et green leaf - Cynodon dactylon, digitaria sp.

N.B. Les surfaces pâturables sont celles évaluées hors cultures : ''Les valeurs doivent être revue par une nouvelle enquête de terrain. En 2011''

Tableau n° 86 : Catégories, dimensions et charges des pâturages (Nord-Kivu) par Territoire (à Actualiser en 2011)

TERRITOIRE	PATURAGES ARTIFICIELS AMELIORES		PATURAGES NATURELS	
	SUPERFICIE EN Ha	Capacité en charge moyenneUGB/ha	Superficie en ha	Capacité de charge moyenne/ha
Goma - Nyiragongo	208	1. UGB/Ha	780 Ha (Fermes + Pâturages communautaires)	1. UBT/Ha
Rutshuru	2.549	0,8 UGB/Ha	4.408,5 Ha Fermes + Pâturages communautaires	1. UBT/Ha
Walikale	780	0,7 UGB/Ha	2.912 Ha	1. UBT/Ha
Béni	1.043	0,8 UGB/Ha	2.689 Ha	1. UBT/Ha
Lubero	1.478,98	0,96 à 1,76 UGB	1.104,98 Ha	1. UGB/Ha
Masisi	62.328,13	0,96 à 1,76 UGB	3.280,429 Ha	1. UGB/Ha

Source : Rapport section agro-pastorale, Projet d'Elevage Nord-Kivu ***in PSE/Division du Plan 2000.***

UGB : Unités Gros Bétail (1 bête de référence de 500 Kg poids vifs)

UBT : Unité Bétail Tropical (1 bête de référence : 250 Kg poids vif).

5.4.4. Potentiel vocationnel du Nord-Kivu.

a. Un potentiel sous-exploité.

La vocation du Nord–Kivu est de manière indéniable de redevenir une puissance agro-pastorale et touristique à l'Est de la RDC, dans l'espace des grands-Lacs. En effet, l'importance et la diversité des productions agricoles et pastorales ainsi que l'apport potentiel de son environnement économique provincial et régional, peuvent concourir favorablement à la mise en place d'une importante industrie de transformation, matérialisée par une diversité d'unités allant de la transformation des viandes rouges aux unités laitières et dérivés du lait, de conserve de légumes et de fruits, de fabrication d'aliments pour bétail, de pisciculture ou aquaculture industrielle et familiale, de la transformation des produits de choix de la pêche, d'entreposage frigorifique, de congélation, des huileries industrielles et semi-industrielles, de minoteries, de distilleries des huiles essentielles de plantes à parfum, de confiserie etc.

Pour réussir la relance d'une croissance durable, des efforts doivent être entrepris au niveau provincial en matière :

- d'intensification, comme garantie à l'approvisionnement des unités industrielles ;
- de vulgarisation et transfert des paquets de technologies appropriées,
- d'aménagement des terres et d'ouvrages hydro - agricoles,
- *d'aménagement foncier y compris des domaines abandonnés, sous–exploités*, et des terres marginales,
- *de* mise en œuvre des mesures d'incitation et d'encouragement,
- Instaurer un système de téléphone smart en plus de la connexion mail qui existe en vue de faciliter la communication efficace des prix courants des produits agricoles du marché

b. Renforcer durablement l'environnement du secteur privé.

- Par la mise en œuvre des mesures d'organisation des filières agricoles larges, de Pêche, d'exploitation forestière et minière ;
- Par la mise en œuvre de la charte des PME / PMI agropastorales et agroalimentaires
- Par la mise en œuvre de la structuration des corps et chambres des métiers artisanaux, assortie du code de l'artisanat qui est encore à forger.

5.4.5. La valeur agricole des sols du Nord-Kivu.

a. Les sols de l'axe Goma-Nyiragongo-Rutshuru-Masisi.

Ces sols sont riches mais carencés en phosphore et en azote. Tout y est cultivable (les légumes, les haricots, les maïs, le bananier, etc.) Donc, toutes les cultures qui s'accommodent au froid. Le facteur limitant pour l'exportation de ces sols, c'est la topographie (les risques d'érosion très élevés, d'où la nécessité de méthodes culturales appropriées aux zones de montagnes).

b. Les sols de l'axe Kanyabayonga-Kayna-Butembo.

Les sols y sont pauvres, acides mais riches en humus. Pour une bonne rentabilité, on devra corriger l'acidité avec la chaux.

c. Les sols de l'axe Béni et Walikale.

Cette zone constitue le début de la cuvette centrale. Les sols y sont argileux, acides avec une faible teneur en humus, sauf les sols de la vallée de la Semliki. On peut y produire le manioc, le palmier à huile, les arachides, le riz, le soja, le maïs, les haricots, le caféier robusta, Cacao, Rauwolfia et Canne à sucre.

5.4.6. Les zones agro-écologiques.

Adaptées aux régions montagneuses, les cultures exploitées au Nord-Kivu se pratiquent en fonction de l'altitude, des contraintes climatologiques et de la qualité des sols. A cet effet, des zones agro-écologiques ont été déterminées selon la variation des altitudes de la manière ci-après :

Les terres à 1.200 m ou en-dessous : sont celles de basse altitude dans les territoires de Béni, Lubero, Walikale. On y produit : la banane plantain, le manioc, la patate douce, le riz, le haricot blanc, le maïs, le café robusta, la papaye, le palmier.

Les terres entre 1.200 et 1.600 m de moyenne altitude pour les collectivités de Batangi et Bamate en zone de Lubero; pour Goma, on y produit : la banane plantain, la patate douce, le maïs, le haricot blanc et de couleur, le manioc, l'arachide, le sorgho, le café robusta, le café arabica, le bois et la banane à bière.

Les terres entre 1.600 et 2.000 m : Celles de hautes altitudes dans les zones de Lubero, au Sud de Béni et à Masisi, on y produit la patate douce, le maïs, le haricot de couleur, le manioc, le café arabica, le bois, la banane à bière, le quinquina, le thé et les légumes.

Les terres situées à partir et au-dessus de 2.000 m ***(avec essais concluants***) : peuvent produire le blé, la patate douce, le maïs, le haricot de couleur, le petit-pois, les essences ligneuses à bois d'œuvre et d'énergie, les légumes, la pomme de terre,... à partir des 1.800 m et plus, les cultures sont moins diversifiées.

Cependant, là où les sols sont riches, la culture de pomme de terre, de pyrèthre et de maïs, se pratique même dans les altitudes de 3.000 m.

Au dessus de 1.500 m, la survie des glossines est aléatoire, ce qui fait qu'à ces altitudes, l'élevage (surtout) du gros bétail peut prospérer.

Ces données malheureusement ne contribuent pas à la promotion des fermes moderne à haut rendement pour des productions de qualité.

5.4.7. Condition de mise en œuvre des facteurs stratégiques.

Des agriculteurs formés et éduqués, aux capacités renforcées, pourraient utiliser les terres, la main d'œuvre, les intrants et les capitaux beaucoup plus efficacement et réaliser des gains de productivité rapidement et durablement.

a. Un secteur privé professionnalisé, structuré et dynamique :
- des GE/Grandes Entreprises privées nationales, multinationales, mixtes et d'Etat
- des PME/PMI Petites et moyennes entreprises et Industries et
- des TPE/Très petites Entreprises artisanales à travers leurs corporations remodelées en corps de métiers, chambres et fédérations provinciales de chambres de métiers,

Toutes structures dynamique et compétitives, est le seul schéma à même de développer la production, la valeur ajoutée et le commerce et enclencher une croissance portant au développement durable. Mais il y a des exigences :

b. Des capitaux frais et durables, accessibles et assortis aux différents besoins ...

c. Un environnement incitatif, attractif et prévisible : constitue un cadre déterminant pour attirer des investisseurs privés sérieux et professionnels indispensables aux différentes filières comme capitaines et commandant d'industries, auxquels il risque de manquer un cadre de référence.

d. Une politique agricole et Industrielle clairement définis et des stratégies sectorielles qui balisent par des objectifs ambitieux chiffrés et quantifiés, projetés dans l'espace et dans le temps.

5.5. APPROCHE FILIERE.

5.5.1. Concepts et principes de filières.

Le Concept filière implique que les entreprises deviennent rarement compétitives isolément, c'est-à- dire sans un environnement favorable composé de ''fournisseurs'' et de ''prestataires'' de service ainsi que de clients à la fois fiables et en demande constante sinon croissante.

Les filières sont l'un des éléments les plus importants de ses réseaux ou système de production :

- Filière industrielle : Ensemble des activités nécessaires de la conception jusqu'à l'utilisation finale du produit ;
- Filière agricole : de la semence–semi–récolte–séchage–décorticage–nettoyage–transformation–ensachage ou emballage–étiquetage et mise en commercialisation pour l'utilisateur intermédiaire et utilisateur final. Autant de séquences et d'intervenants complémentaires indéterminés faisant partie d'une même filière.

Toutes les entreprises sont plus ou moins intégrées dans des réseaux et bénéficient d'externalités telles que la facilité d'accès à l'information, aux intrants, aux services spécialisés et à une main-d'œuvre qualifiée. Les filières sont l'un des éléments déterminant de ce système.

Pour le Nord-Kivu, les efforts des associations et coopératives dans les secteurs porteurs de croissance ont atteint leurs limites d'efficacité dans un environnement peu structuré et pour des tâches de plus en plus sophistiquées, la nouvelle politique de développement visant la croissance devrait assurer l'organisation et la promotion des filières, qui favorise une meilleure organisation de la production, de la transformation et de la commercialisation. La filière est un cadre dans lequel le rôle des associations et des coopératives sera mieux canalisé.

L'approche filière permet aux capitaines d'entreprises et d'industries privés de contribuer de manière optimale et compétitive, par des investissements technologiques adaptées, l'application des règles de gestion sans lesquels les exploitations risquent de ne pas être performantes, à l'image des associations et coopératives qui vivent des aides et ne prennent pas de risques, n'appliquent pas avec rigueur les standards de qualité, de productivité et de compétitivité, n'ont pas l'agressivité commerciale du secteur privé.

Les résultats de l'étude du profil recommandent de remettre en tête le secteur privé comme partenaire de l'Etat capable d'assurer efficacement la promotion et la dynamisation des secteurs dans lesquels le Nord-Kivu dispose des avantages naturelles comparatives, en sélectionnant (par des études), quelques filières grâce auxquelles, transformer les avantages comparatifs en avantages compétitifs. Une vingtaine de filières agro-industrielles et agro-alimentaires peuvent être répertoriée ciblant les céréales, fruits et légumes, bétail/viande/lait/peaux et cuirs, aviculture et pêche – industrie manufacturière, exploitation forestière, mines et matières précieuses, industrie touristique.

Une bonne stratégie dans l'approche filière aura comme résultats :

- D'améliorer les relations entre acteurs de la filière (sous-traitance, synergies sectorielles, etc.)
- Mettre en évidence les opportunités de développement dans la filière ;
- Améliorer l'intégration dans et entre les filières ;
- Faciliter l'intégration et la création des PME et de l'artisanat dans le tissu industriel ;
- Différentes opportunités de contrats entre acteurs : contrats marchés, contrats– programmes/partage de responsabilités

C'est une exigence stratégique de survie du Nord-Kivu car, tous les pays voisins ont adopté l'approche filière ou sont entrain de la mettre en place (cas de l'Ouganda et du Rwanda) d'une part. D'autre part, l'ouverture des frontières douanières sur base des accords de coopération CEPGL et / ou CEEAC, EAC SADC etc., *mettra toutes les entreprises et ''tous les Produits'' sous – régionaux* en compétition *pour la conquête de marchés nationaux* et internationaux. L'approche filière renforce, pour un produit donné, la production et les activités en amont et en aval et confère la compétitivité.

Dans ce format, la planification de la relance économique du Nord-Kivu devrait rechercher un développement équilibré qui exploite la synergie par la complémentarité entre les trois secteurs économiques : le secteur primaire réorganisé en filières dans lesquelles s'expriment les acteurs du secteur privés organisés et publics, reposant sur des orientations de politique agricole redéfinie, par des choix de filières porteuses

prioritaires et des objectifs de production chiffrés et quantifiés. Le secteur secondaire en affirmant la vocation agro-industrielle et agro-alimentaire de la province par des choix aussi précis ; et le secteur tertiaire en valorisant le maillage des (6) six territoires par le maintien des services publics performants de proximité, le commerce performant d'une province du Nord-Kivu projetées dans l'espace des Grands-Lacs et la EAC, l'artisanat dynamisée, le tourisme, l'économie sociale et les services à la personne.

5.5.2. Grandes mutations stratégiques.

a. Evoluer du concept développement agricole, forestier et minier vers le concept développement des filières ;
b. Evoluer dans les filières vers l'apport des paquets technologiques orientés sur les aspects techniques nécessaires pour améliorer les rendements (productivité) et permettre un meilleur arrimage des producteurs avec les acteurs en aval des chaînes d'approvisionnement, plutôt que des schémas de vulgarisation classiques.
c. Impliquer les PME du secteur privé, les structures associatives et coopératives, dans chaque foyer de développement, à la réalisation des infrastructures structurantes nécessaires pour accompagner une intensification des productions agricoles.

5.5.3. Les Filières prioritaires

Chacune de filière identifiée comme prioritaire fera l'objet d'une analyse méticuleuse pour en identifier forces et faiblesses, suivi de l'établissement d'un Plan d'Action pour chaque filière, complété par des Fiches de Projets d'investissement prioritaires pour confectionner des plans stratégiques de filières :

a. Une présentation de chaque filière et de sa politique de promotion
b. Un plan d'action pour le développement des filières agro-industrielles
c. Une détermination des filières les plus porteuses avec leur stratégie de développement
d. Une proposition de portefeuille de projets prioritaires d'investissement ainsi qu'une stratégie de leur promotion.
e. Pour ce qui est des cultures à forte valeur ajoutée, le choix des zones à fort potentiel est essentiel pour la localisation des investissements à réaliser et attirer les investisseurs Privés solides mais aussi les bailleurs des fonds.

5.5.4. Les Pré-requis ou déterminants

Les préalables suivants sont à prendre en compte à cette fin :

a. Une vision et une approche sous-régionale d'intégration des espaces économiques par le marché pour les productions de la province du Nord-Kivu
b. Les critères n'ont pas été énoncés et méritent bien de l'être
c. Somme de foyers de développement structurés par bassin économique et Pôles économiques d'attraction.

5.6. Modèle d'organisation des Foyers de développement en BVE ou Bassins de Vie économique du Territoire

SCHEMA DE LA STRATEGIE DE RELANCE AGRICOLE PAR LA QUALITE LA PRODUCTIVITE AXES SUR LE MARCHE

Réhabilitation, Entretien Routes agricoles reliées entre x Foyers et vers marchés des Bassins économiques Internes et Frontaliers

-Pépinières des Petites entreprises
-Zones artisanales – et services tertiaires
Télé centre Solaire sur modem VODA/ZAINE
-CARG – IPAPEL- SEMENCES – PHARVET
-Comptoirs Miniers et Dépôt Bois et sciages
-Boutique semences certifiées

Réseau Petites infrastructures.
Techniques Communautaires

Elevage
Pâturages Améliorés et communautaires
Diping tank et couloirs,
Tank à lait réfrigérés et Station Moderne de trait de vache laitières
Agriculture : dans chaque village
Dépôts communautaires
Séchoirs, Petits moulins et Technologies appropriées.

IPAPEL
DERU
ONC
FAO
ONGD
COOP
PAU

Création Centres de Groupage Rural : "CRIQ" : "Centre Rural pour l'Innovation et la Qualité" : Stockage et conditionnement des Produits du cru calibrés, Conditionnés, Emballés et Marqués au Standard de Qualité avant Mise en Marché. Origine Dépôts Communautaires dans foyers de développement, vers Centre de Groupage de mise en marché situé au siège du Bassin économique.

OPTIMISATION ACCES AU MARCHE ET REVENUS
ORGANISATION SYSTEME COMMERCIALISATION
Formation acteurs – Développement Système D'Information marché et Production.
Groupage, code lots produits et Logistique

Certification de Qualité
Grand Stock des Produits de Qualité : Désinsectisation, Nettoyage, Séchage, Calibrage Contrôle quantité/qualité

Stratégie des Foyers de développement à adapter par spécialité et par Bassin du marché du Pôle d'Attraction interne ou frontalier

Information sur évolution des prix de marché GSM suivi sur internet par télé centre rural organisation circuit permanent d'information et d'échange.

Centres de négoce en commerce, centre agricole, de pêche et d'élevage, centre de récolte laitier, centres maraîchers – centres de coupe, débardage et sciage, centre miniers

AUGMENTATION SYSTEME DE TRANSPORT

IPAPEL
DERU
SYDIP
CAGEL
FEC
CRONGD
OP ET COOP

DEPÖT CENTRAL
STOCKS
CONSIGNES
VENTES GROS
CAUTION CREDIT
DEPOT RELAI

PRODUCTEURS

Gestion Cantonnage et Péage RDA, dépôts communautaires, CRIQ, Système de mise en marché, Maintenance Semences

COMMERCANTS

Marchés Frontaliers
Licence d'exportation chambre de métiers – bois – mines – stocks divers

ORGANISER LES COMMERCANTS

IPAPEL
DERU
FEC
CRONGD
SYDIP
ONC
FAO

PRODUCTIVITE - QUALITE ET VA

Fourniture des intrants agricoles
Semences certifiés
Outils aratoires /Traction
Fertilisants naturels etc.
Alevins, œufs à éclore
Géniteurs - insémination

Transformation
Séchoirs – Moulins - Concasseurs
Décortiqueuse - Pressoirs -
Hygromètres – Emballage
Traçabilité, Visibilité

IPAPEL
DERU
ACOGENOKI
FEC
CRONGD

Créer Provenderie Bovins Volailles, Aliments de sevrage équilibrés de nutrition, Huiles végétales pressées à froid, Farines Maïs, Manioc, Soja et Sorgho etc.

Création Infrastructures de base pour asse producteurs
-Entreposage aux champs
-Séchage/nettoyage
-Multiplication des semences
-Aménagements Périmètres Bas-fonds Irrigués durables – Métrologie rurale – Séchoirs -

IPAPEL
DERU
FEC
CRONGD
FAO
ONUDI
CPTA
ONC

Formation avant récolte
Méthodes culturales
Utilisation des semences et fertilisants
Désinfestation avant récolte
Maturité des grains
Organisation et gestion des associations
Champ école Ferme école Forge école
Gestion de l'environnement
Diversification culturale Pérennes saisonnières

Formation après récolte
Gestion Entrepôts, stocks secs et Périssables
Qualité produits haut de Gamme
Qualité certifiée de haut standard

Pépinières TPE/TPI et PME rurales
Formation en entrepreneuria
Economie du marché
Connaissance march
Etc.

A travers
Centres professionnels
Ecoles aux champs
Radios rurales
Maître Artisan
Voyages d'études

MODALITES COOP. COMME
Achat traditionnel
Achat direct
Foires
Fond d'assurance pour achat invendus

PARTAGE INFORMATIONS SUR LE MARCHE

A travers
Coop. Commerciales
Réseau vendeurs
Produits agricoles

IPAPEL
DERU
FEC
CRONGD
SYDIP
FAO
AUTRES …

COMMERCIALISATION MUTUALISEE – ACCORDS TRADE TRANSFRONTALIER
Crédits campagne
Vente stock qualité du groupe
Standard produits assuré
Prix négociés

IPAPEL
DERU
FEC
CRONGD
SYDIP
FAO

Magasin des produits maraichers
Tous les produits de base régulièrement disponibles pour achat
Semences, outils, fertilisants, pièces de rechange, etc.

Renforcement ONC – SQAV – IPAPEL/DERU– CAPSA /CEL – SNSA - SNV - SNSA

CHAPITRE VI.

MATRICE STRUCTURANTE DE PLANIFICATION STRATEGIQUE VERS UNE CROISSANCE DURABLE :

Ce chapitre identifie les contraintes, les potentialités, les opportunités d'investissements et les centres de promotion des invistissements. Il propose une matrice structurante de planification stratégique vers une croissance durable. Le chapitre se termine par une proposition des études à mener au niveau de la province.

6.1. SYNTHESE DES CONTRAINTES ; POTENTIALITES, OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT ET CENTRES DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Le constat fait à travers les analyses révèle que les secteurs économiques porteurs de croissance sont moins structurés et animés par plusieurs acteurs qui interviennent soit individuellement (producteurs atomisés, transformateurs isolés, intermédiaires indépendants), soit sous forme d'Associations Communautaires de diverses formes (Association de Coopératives d'éleveurs, Coopératives Maraîchères, Coopératives de Transporteurs, Chambre de Commerce, Associations d'Agriculture etc.).

6.1.1. Contraintes aux investissements et à la relance économique.

a. Menaces spécifiques au Nord-Kivu

Outre les problèmes communs à ceux des autres Provinces de la République démocratique du Congo (RDC), la Province du Nord-Kivu est affectée de manière endogène, par des situations spécifiques qui érodent les conditions sociales et brident la relance de son économie[46]. Les menaces sont, à titre indicatif :

- forte densité démographique en zone montagneuse, crise urbanistiques, érosions des terres
- Désharmonie dans les relations intercommunautaires et tensions sociales insidieuses,
- Impact durable des effets liés au passage des réfugiés rwandais en 1994 avec comme
- Conséquence la destruction de l'environnement et la perturbation de l'écologie ;
- Eruptions volcaniques récurrentes, dont celle de janvier 2002 qui a détruit plus de
- ¾ du tissu économique de la ville de Goma, causant des pertes des gains de progrès
- Présence des groupes armés incontrôlés nationaux et étrangers causant l'insécurité ;
- Impacts durables des guerres et des conflits interethniques ;
- Enclavement pour l'accès aux cotes continentales et au commerce international
- Insécurité foncière des ménages agricoles

b. Les déterminants à la relance et aux investissements

La perception de l'environnement des affaires dont ont besoin les investisseurs sont ceux qui créent les conditions d'assurance, propices et attractifs à l'investissement. Nombreux pays voisins ainsi que ceux de la vaste région économique des Grands Lacs à l'Océan indien sont désormais en compétition pour attirer plus de touristes et surtout d'investisseurs chez eux. Par exemple, les pays comme le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda érigent des zones franches industrielles assorties d'incitations fiscales, des commodités infrastructurelles et autres ingrédients de services aux entreprises, des prestations bancaires et non bancaires pour attirer et retenir des investisseurs, incluant les TIC, facteurs qu'il faut prendre en compte pour le Nord - Kivu.

Toutes dispositions rassurantes et incitatives, susceptibles d'attirer des capitaux nouveaux, et favorables à la fructification durable de ceux-ci, aideront à emporter la décision des investisseurs tant étrangers que nationaux de venir travailler pour la prospérité et la lutte contre la pauvreté. Il faut certes proposer des avantages comparatifs et mieux compétitifs, mais il y a des facteurs concrets auxquels les opérateurs économiques sont sensibles et qui influencent leur décision initiale d'investir :

Pour y répondre, le Gouvernement provincial du Nord-Kivu a organisé au mois de novembre 2010 le 1ér Forum économique avec toutes les forces vives et retenu les déterminants suivants auxquels il entend répondre par des mesures appropriées :

1. la neutralisation des bandes armées constituées par les nationaux et les étrangers, encore opérationnels dans certaines entités territoriales et qui continuent à entretenir l'insécurité et à semer la désolation auprès des populations laborieuses.

[46] PDP NORD – KIVU 2010 - 2014

2. la restauration de l'autorité de l'Etat sur tout l'espace géographique de la province en assumant intégralement ses responsabilités par la bonne gouvernance ;
3. la redynamisation des secteurs productifs à travers la relance de l'agriculture, l'élevage, la pêche, les mines, l'industrie, le tourisme et l'exploitation forestière, par la définition, la formulation et la mise en œuvre, avec le concours des partenaires au développement, des Programmes et Projets sectoriels Structurants ;
4. Consolider le volet sous 3, par la réhabilitation et le renforcement des infrastructures d'appui à la production, c'est-à-dire les routes, l'énergie électrique, les banques et les capitaux, ainsi que les infrastructures d'appui aux secteurs sociaux : notamment les écoles, les formations médicales, les adductions d'eau potable ;
5. La structuration et le renforcement des capacités sectoriels :
    - Agréer et faciliter le fonctionnement syndical et patronal des PME/PMI et les dynamiser
    - Organiser les associations communautaires de développement,
    - Promouvoir les organisations professionnelles ou corps de métiers artisanaux : organiser leurs structures de formation technique, professionnelle et des centres de métiers. Promouvoir le financement et l'aménagement des ateliers collectifs dotés des équipements clés accessibles à tous les membres des corporations pour affiner leurs productions et bénéficier de l'encadrement technique en exécutant les travaux. Identification des membres et reconnaître légalement leurs conseils et la carte de membre. Organiser la canalisation des redevances fiscales.
6. le renforcement de l'entrepreneuriat local et le secteur privé ;
7. La dynamisation du partenariat public-privé avec les outils et mécanismes adéquats pour accélérer la réhabilitation, la reconstruction et la relance économique.
8. Le développement des stratégies vigoureuses en vue de mobiliser efficacement les recettes fiscales internes d'une part, d'autre part, mobiliser les Partenaires Techniques et Financiers ainsi que toutes les organisations de promotion des investissements du cadre international et bilatéral afin de garantir le succès dans la mise en œuvre du PDP 2011-2015 dans l'espace de cinq (05) ans pour relever les valeurs des indicateurs socio-économiques, et l'amélioration globale des conditions de vie des populations dans des proportions optimales de plus de 50% des conditions actuelles.

d. **Révérenciel des déterminants**

1. Déterminants classiques du secteur sécuritaire
    - La paix et la sécurité des personnes et des biens est une condition déterminante à toute considération favorable pour tout Investisseur National ou Etranger ;
    - L'image de marque du Nord-Kivu et la formation d'une opinion internationale d'excellence à ce point de vue doivent être soignés, rectifiés avec vigueur et entretenus par un organe distinct du Gouvernement Provincial sur les médiats
2. Déterminants en ressources humaines
    - La disponibilité d'une main d'œuvre technique et administrative compétente, expérimentée et des conditions sociales négociables progressivement.
    - Possibilités de recruter certains experts de pointe à l'international sans contraintes ;
    - Facilités de transfert des revenus pour les expatriés sans trop de difficultés ;
3. Déterminants du climat des affaires
    - Les chefs d'entreprises sont pour la stabilité macroéconomique, comme facteur pour la décision initiale d'investir.
    - La taille du marché national et régional est importante aux dirigeants d'entreprises. C'est bien vu l'appartenance à des espaces économiques sous-régionaux où le marché est ouvert et favorable à la libre circulation des capitaux excluant l'argent sale.
    - La stabilité politique et la gouvernance sont jugés comme déterminantes pour une grande majorité des dirigeants d'entreprises, opinions prises dans le Doing Business.
    - l'efficacité et la fiabilité du système juridique sont déterminants pour nombreux Opérateurs économiques ;

- L'insertion des référentiels aux dispositions OHADA dans le code des Affaires au Nord-Kivu est gage d'assurance aux IED.
- L'efficacité de l'administration est déterminante pour nombreux Opérateurs économiques ;
- la réduction ou le niveau bas de la corruption influence la décision initiale d'investir pour nombreux dirigeants d'entreprises.
- La politique des incitations fiscales du gouvernement en faveur de nouveaux investissements est déterminante dans leur décision initiale d'investir.
- Une politique fiscale en faveur des investissements dans une région sinistrée sortant de crise est déterminante à la décision d'investissement pourvu qu'elle soit sans lourdeurs procédurales.
- Les incitations douanières et aux autres exonérations à l'investissement, influencent la décision d'investir de nombreux opérateurs économiques.
- La protection légale des investissements est déterminante pour la majorité des chefs d'entreprises, elle crée les conditions attractives aux flux de capitaux étrangers ;
- L'accès aux Capitaux et aux facilités financières fait partie des facteurs incitatifs à l'investissement, pour les dirigeants d'entreprises.
- Améliorer l'efficacité de l'accès et du coût des facteurs de production et d'investissement, en réponse aux exigences de la productivité du travail pour tout nouvel investisseur, est hautement favorable à la décision des investisseurs.

6.2. PRINCIPAUX ATOUTS ET ENJEUX DE MOYEN ET LONG-TERME

6.2.1. De la crise vers une croissance durable

De 1988 à 2010, le Nord-Kivu est passé de district en province et affronté tous les conflits répertoriés avec leurs conséquences. Le grenier de la RD Congo est devenu par la force des choses le creuset des aides et actions humanitaires. A ce titre, la contribution des différents plans de développement mis en œuvre a toujours été très faible non sans cause. Les efforts du gouvernement avec ses partenaires commencent à donner des résultats sur le plan de la sécurité et la paix, même si ce n'est pas encore suffisant. D'une manière générale, on constate ce qui suit:

a. Tous les problèmes endurés ont engendré la dégradation importante des facteurs internes de développement et annihilé l'impact des anciens programmes structurants et projets de développement qui avaient été mis en œuvre naguère.
b. Pendant ce temps, les pays de l'espace économique des Grands Lacs *jusqu'à la cote continentale ont continué de consolider leurs performances économiques, et même de faire la conquête du marché intérieur du Nord-Kivu, par là même où il faut reprendre l'initiative.*
c. Le marché national est sérieusement disputé dans des créneaux précis de l'agroalimentaire, y compris Kinshasa un marché de plus en plus intéressant dans nombreux segments des tranches des 10 millions d'habitants.

6.2.2. Revisiter les référentiels (OMD-DSCRP2-PDP 2010-14 - SCA).

La situation des OMD n'est pas fameuse ni encourageante pour le Nord-Kivu. Pour espérer atteindre les OMD à l'horizon 2015, il est important de revisiter les stratégies et listes des projets présentés derrière les piliers dans une nouvelle perspective, assortis d'une vision politique de croissance.

6.2.3. La nécessité d'une SCA ou Stratégie de Croissance Accélérée et durable.

Plusieurs stratégies sont envisageables pour accélérer la croissance, dont notamment :

a. Priorité absolue: mieux organiser l'action publique pour soutenir efficacement les autres composantes sectorielles de développement. 1) Un Etat fort, 2) Une administration efficace, 3) Une justice assainie, et 4) Une territoriale de proximité au service du citoyen, qui facilite les investisseurs locaux, nationaux et internationaux.
b. Opter de faire du Nord–Kivu'' une puissance agro-pastorale'' et inscrire à travers les axes forts du PDP revisité. La promotion des investissements avec un portefeuille de projets dans l'agriculture, élevage, pêche, foresterie et mines, assortis des incitations''.

c. Organiser à Goma une zone franche hors taxe, pour des investissements privés de fabrication des biens à haute valeur ajoutée, destinés à l'exportation.
d. Organiser à Goma, Butembo, Béni et Plus tard Walikale, des zones industrielles avec espaces viabilisés : hangars industriels modulables dotés de réseaux : energie, eaux et sanitaires.
e. Le secteur primaire correspond aux meilleurs atouts, potentialités et avantages comparatifs du Nord-Kivu. La croissance économique observée entre 2000 et 2009, malgré la faible performance du secteur secondaire et notamment minier, et la poussée du tertiaire (50 % du PIB) impulsé par le commerce, résulte néanmoins de l'impulsion du secteur primaire comme principale composante de l'économie du Nord–Kivu (40% du PIB).

L'agriculture en est le moteur et dispose de suffisamment de marge pour une montée en puissance au vu des indicateurs, à condition que ''paix et climat des affaires soient assurés'' mais que des solides programmes structurants soient élaborés, financés et mis en œuvre. Cette section cible les secteurs constitués des filières porteuses de croissance qui caractérisent l'économie de la province du Nord-Kivu, de vocation fortement tournée vers l'agriculture, l'élevage, la pêche et le tourisme.

6.3. Opportunités d'investissement Publics & Privés

Des opportunités liées à l'aménagement des pôles économiques et des foyers de développement actuels à revisiter après adoption des structures stratégiques nécessitant un réaménagement des pôles économiques. Cette revisitation concernerait particulièrement les marchés et centres de négoces au sein des foyers de développement dans la liaison avec les bassins économiques du moment.

6.3.1. Cadre de promotion des investissements et centres relais des investissements

Ce concept sous-entend une structure décentralisée ou déconcentrée de proximité dans le cadre du programme stratégique qui vise l'impulsion d'une croissance rapide. A ce titre, à cause de l'importance du potentiel de développement et connaissant le dynamisme des opérateurs économiques de cette province, c'est bien vu de déconcentrer les compétences, l'autorité et les pouvoirs en matière d'investissement vers les deux pôles économiques actuels Goma et Butembo ou Béni. Dés lors que, la structure nationale ANAPI n'a aucune représentation en province et que même dans ce cas, il est indispensable d'adopter une formule efficace qui rend responsables les autorités de la province directement concernées, afin d'écarter toutes les contraintes connues habituellement dans le glissement de l'autorité entre deux centres de décision. L'ONUDI sous couvert du PNUD pourrait contribuer dans la création, formation et mise en place des structures CRI.

Les CRI-NK : Centres régionaux de promotion des investissements du Nord-Kivu

Ils auraient pour missions la mise à niveau des entreprises avec les attributions suivantes à confirmer :

1. Interlocuteurs uniques en matière de création d'entreprise, le CRI/NK est chargé à ce titre de faciliter l'acte de création en réduisant les formalités, les pièces juridiques et surtout les délais
2. Il appuie l'investisseur en l'accueillant, en le conseillant, en mettant à sa disposition des informations dont il a besoin et en lui facilitation l'obtention des autorisations et actes administratifs nécessaires à l'investissement.
3. Recommande les meilleurs bureaux d'études déjà évalués pour assister en qualité de prestataires, la rédaction du Plan d'affaires, à l'investisseur qui en a besoin. Appui- conseils, information et documentation, canevas des études selon type de projet, données macro-économiques de la province et passe des contrats pour mener les études de marché.
4. Le CRI assure le relais auprès des entreprises existantes et leur offre : l'information sur les mécanismes de mise en œuvre de financements de la mise à niveau.
5. Les CRI peuvent être chargés par les autorités d'assurer la promotion économique des entités couvertes par leur bureau.

6.3.2. Opportunités dans la ville de Béni comme foyer de développement

a. Le cadre Politico-administratif.

1. Territoire de Béni :
   a. Superficie : 7.484 Km²
   b. Population : 1.004 378
   c. Densité : 136/Km²

1.1. Ville de Béni
   d. Superficie : 184,24 Km²
   e. Population : 288 674
   f. Densité : 1 567/Km²

Agglomération de plus de 288 674 habitants et une densité de 1567 hab. /km^2. Comme Bassin de vie économique, il faudrait considérer les productions ainsi que les populations des foyers se trouvant dans son champ de rayonnement économique autour de son hinterland. L'hinterland de ce pôle urbain comprend :

- La cité d'Oicha chef lieu du territoire de Béni
- La Collectivité de Béni
- La Collectivité de Watalinga et
- La Collectivité de Ruwenzori.

Toutes ces entités ont, à des niveaux différents, un potentiel productif axé sur l'agriculture vivrière et industrielle, de l'élevage du gros et petit bétail et dans le secteur du tourisme. La ville de Béni, centre du bassin, occupe une position géographique stratégique, elle est le nœud sur le principal axe routier de la sortie ''Est'' des productions destinées à l'exportation, valable aussi pour une bonne partie des importations.

Béni est un centre agro-industriel, un centre d'affaire, un centre de négoce mais aussi un centre de transit, étant un carrefour par où passent les échanges commerciaux tant avec l'Est du pays via la Province Orientale vers Kinshasa, via l'Ouganda vers Dar-es-Salam et/ou Mombasa sur la côte de l'océan Indien ; qu'aussi bien en retour via Goma vers le Sud-Kivu, le Maniema, le Katanga et les deux Kasaï. Béni accueille habituellement des convois de touristes venant par route du Kenya ; de Tanzanie et de l'Ouganda, lesquels stationnent ici avant de se diriger ver les sites touristiques de l'Est ''Ishango; Ruwenzori, plus au sud vers le parc de Virunga et pour les gorilles de Jomba, les volcans, à l'Ouest vers le parc de la Maiko, sans oublier l'éco-tourisme dans les fermes de Lubero.

Dans la perspective de la consolidation de la paix, de la relance économique et conséquemment de l'accroissement des affaires, il faut penser aux effets induits directs et indirects qui vont impliquer un redimensionnement et une évolution tant des structures que des infrastructures, donc des nouveaux investissements publics et privés. Outre un afflux accru des hommes d'affaires, l'accroissement démographique et du nombre de touristes visiteurs et nouveaux résidents, voir l'exode rurale vers Béni.

b. Type et nature des opportunités d'investissements identifiés :

Les effets induits d'une reprise des activités économiques implique pour les Gouvernants d'anticipent sur les structures des agglomérations, des changements et sollicitations qui vont survenir dans différents domaines telle que :

1. la construction des équipements collectifs (urbains) et « investissements privés »
   a. Projets d'hôtels de 3 à 5 étoiles
   b. Projets de restaurants Culturels et Gastronomiques
   c. Piscines et cercles sportifs
2. le périmètre prévisionnel de l'agglomération.
3. Construction d'une gare routière pour véhicules passagers,
4. Construction d'une gare routière véhicules poids lourds
5. Entrepôts spécifiques vivres et non vivres, produits chimiques etc.

6. Projet d'aménagement des gares routières pour camions remorque articulés;
7. Entrepôts produits secs alimentaires ;
8. Entrepôts produits industriels de transit sous douane ;
9. Garages automobiles modernes pour poids lourd ;
10. Garages automobiles modernes pour véhicules légers ;
11. Chaines des chambres froides pour produits périssables :
    a. Chambres positives pour produits maraichers et alimentaires frais;
    b. Chambres négatives pour produits carnés (viandes, poissons, etc.)
12. Aménagements des infrastructures et voies d'accès des sites touristiques :
    a. Gites d'accueil et de restauration des visiteurs ;
    b. Gites de gardes en Fonction
    c. Camp des gardes de surveillance
    d. Logistique des gardes-parc.
13. Redimensionnement du réseau de voirie urbaine de façon à faciliter les manœuvres en augmentation surtout des camions tracteurs et la circulation des poids lourds à remorque,
14. Aménagement durable des espaces de Parking urbains, Espaces de Chargement/Déchargement ;
15. Investissements Privés en Garages modernes pour entretien, réparation, nettoyage, Carrosserie et Peinture, sur base d'un cahier de charge contenant les standards internationaux.
16. Projet Aéroport de Mavivi/Béni : ***5 Km²*** une réserve foncière pour aménager une piste de 3 500 m de longueur et qu'il faut bitumer en vue d'élargir la capacité d'accueil des avions gros porteurs ;

6.3.3. Centre urbain de butembo comme foyer de développement

a. Cadre Politico Administratif.

1. Territoire de Lubero :
    g. Superficie : 18.096 Km²
    h. Population : 1.085 117
    i. Densité : 60/Km²
2. Ville de Butembo
    j. Superficie : 190,34 Km²
    k. Population : 587 403
    l. Densité : 3 086 / Km²

Agglomération de plus de 587 403 habitants avec une densité de 3 086 hab. /km^2. Comme bassin de vie économique, il faudrait considérer les productions ainsi que les populations des foyers Ville rurale peuplée de 587 403 habitants avec une densité de 3086 hab./Km^2.(population à laquelle on devrait ajouter celles de trois collectivités ci-dessous). La délimitation de l'aire de Foyer de développement de Butembo prend en compte à la fois des considérations d'ordre géographique, culturel et économique.

Ce foyer se caractérise par un taux d'accroissement démographique élevé et par une des plus fortes densités. Son hinterland déterminé ci-haut, est doté d'un potentiel de production des cultures vivrières et industrielles, de l'élevage et du tourisme. Butembo manque cependant certaines infrastructures de base pour son développement, lesquelles doivent faire l'objet d'investissements publics et privés :

b. Type et nature des investissements identifiés à financer

1. Etudes et financement de la réhabilitation des unités agro-industrielles de traitement café plus d'une dizaine ;
2. Etudes et financement d'usines et complexes de traitement de nouvelles cultures de cacao et vanille plus de 5.
3. Etudes et financement des gares routières pour consolider le trafic sur la nationale 2 vers Béni et l'océan Indien à déterminer.
4. Etudes et aménagement des sites hydroélectriques sélectionnées à interconnecter en vue de fournir l'énergie industrielle et domestique aux niveaux, urbain et rural.

Selon les résolutions des acteurs de développement réunis en Forum régional en octobre 1995, les entités ci-après sont rattachées à ce Foyer :

- La Collectivité des Bashu (Territoire de Béni)
- La Collectivité des Baswagha (Territoire de Lubero)
- La Collectivité des Bapere (Territoire de Lubero)

Actuellement le centre jouit de l'avantage du centre commercial le plus achalandé de la Province avec des biens manufacturés pour un trafic entre Butembo et les pays de l'Est. Ce flux commercial dessert en même temps presque tout l'Est de la République démocratique du Congo (Sud-Kivu, Katanga, Kasaï-Oriental, Province orientale et parfois Kinshasa pour les produits vivriers).

6.3.4. Ville de Goma comme foyer de développement ou bassin de vie économique

Goma, de part ses fonctions administratives en tant que Chef-lieu de la Province, doté d'énergie électrique, au Bord du Lac Kivu comme stock d'eau et de Gaz méthane combustible, constitue un foyer de développement à vocation industrielle et bien d'autres fonctions économiques. Ce statut se trouve appuyé par son aéroport international à partir duquel Goma assure le contact avec les grandes villes du pays notamment Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi, Mbuji-Mayi, Bukavu, et avec l'extérieur, notamment Nairobi, Kigali et Bujumbura. La capacité de l'aéroport International de Goma mérite d'être renforcée.

La ville de Goma est un centre de commerce et des services pour la population dense de Masisi et de Rutshuru et même celle de Gisenyi au Rwanda. Elle est en même temps un centre relais pour le transit des articles de commerce importés en masse critique d'Asie (Dubaï) à destination du Katanga, de Mbuji-Mayi et du Sud-Kivu en provenance de Butembo et Béni via Mombasa, Goma via Dare-salaam.

Actuellement, Goma transformée en cité universitaire avec le fonctionnement des extensions des Instituts d'Enseignement Supérieur et Universitaires offre une réponse certes perfectible aux besoins en cadres supérieurs. Les applications informatiques et internet encore embryonnaires passionnent les jeunes.

6.3.5. Autres foyers de développement à fort potentiel

Kiwanja-Rutshuru manifeste un dynamisme appréciable avec comme hinterland, les collectivités de Bwisha et de Bwito aux potentialités agropastorales non négligeables. Ce centre comme d'autres mérite un renforcement des infrastructures commerciales, d'accueille et administratives.

Kirumba, Kayna et Kanyabayonga sont d'autres centres urbains agricoles au Sud du territoire de Lubero avec un potentiel de développement en constante valorisation de par le dynamisme entrepreneurial des populations des collectivités de Bamate et de Batangi, étendu à celles du groupement Ikobo en territoire de Walikale. Ces trois agglomérations constituent déjà un foyer de développement avec comme centre la cité commerciale de Kayna. En territoire de Walikale, il y a lieu d'identifier les centres de Walikale, de Pinga et d'Itebero en zone agro-forestière et minière.

A Masisi, il y a lieu de cibler Masisi et Kitchanga zones d'excellence de l'élevage, agriculture et pisciculture. Walikale est le territoire le plus spacieux avec 23 475 Km². C'est dans ce territoire que se trouve la plus importante réserve forestière du Nord-Kivu. Relier Walikale à Goma via Masisi par une route asphaltée sécurisée aura un impact économique retentissant sur l'économie de la Province.

Sur plus de 5 millions d'habitants, la province affiche 3.844.332 d'actifs agricoles. Ici la population est très laborieuses et affiche une productivité supérieure au standard national. Les deux territoires du Grand-Nord assurent la grande part de la production vivrière, industrielle et même le gros de l'élevage du petit bétail, la volaille et la basse cour. On y constate aussi que la production locale essentiellement familiale alimente les usines de café et du thé en période de stabilité et les populations y sont très réceptives aux innovations technologiques et adoptent, tout comme ceux du territoire de Béni, les nouvelles spéculations à fort potentiel de croissance économique comme le cacao et la vanille sans l'intervention de l'Etat, juste en accords avec des entreprises agroindustrielles ayant des liens en occident comme ESCO. C'est le cas du papayer à latex avec ENERA à Béni.

6.4. MATRICE DE LA STRATEGIE DE CROISSANCE ACCELEREE

6.4.1. Secteur primaire : 40 % du PIB du nord – Kivu :

1. **Filière Agricole : Cultures Vivrières – Cultures Industrielles – Plantations Fruitières - Arboriculture**
2. **Filière Elevage : Elevage Gros Bétail – Elevage Petit Bétail et de Basse cour**
3. **Filière Pêche : Lacustre – Fluviale et Piscicole**
4. **Filière Exploitation Forestière : Exploitation Industrielle (Scieries et Menuiserie) – Exploitation artisanale (Scieries et Menuiseries)**
5. **Filière Exploitation Minière : Exploitation Industrielle – Exploitation artisanale**

6.4.1.1. Parts des filières du Primaire au PIB : Agriculture – Pêche et Elevage

Parts de l'agriculture au secteur primaire 89 %
Parts de la foresterie au secteur Primaire 7 %
Parts production Minière au secteur Primaire 4 %

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES TECHNIQUES ET / OU SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT ET PROJETS STRUCTURANTS
A. **Vision Politique et cadre Structurant** 1.- Gros handicape sectoriel par l'Absence d'une Politique Agricole Nationale structurant la grande Filière Agricole, les sous-filières et Grappes sectorielles qui articulent la diversité des activités dans la longueur et dans la largeur des filières, qui détermine la règlementation, les codes normatifs, les domaines de collaboration et limites du secteur Non Gouvernemental dans les domaines normatifs (Semences, qualité, métrologie etc.) et la consécration du rôle du Secteur Privé comme moteur du développement 1.- ***Les objectifs de production des filières et secteurs Agricole Vivrière et Industrielle en (000 d'Ha), Elevage et Pêche ne sont pas quantifiés en tonnage et la quantité des intrants pas déterminée dans le PDP 2010-2014*** : 2.- La planification des appuis à la production ne détermine pas le tonnage des semences en fonction de milliers d'Ha à planter de Vanille, Cacao, Thé, Caféiers, Quinquina, Riz, 3.- Aucune étude actualisée sur les filières, Viande rouge, Commerce du Bétail sur Pieds, Production et Transformation du lait sur toute la province pour éclairer les choix des Petits , Moyens et Grands Investisseurs face aux choix des matières Premières : Reconstitution du lait en poudre Européen Importé sponsorisé (Dumping) et l'utilisation du lait frais de production locale -Méconnaissance du Code Agricole et faible application des dispositions : – Absence de fermes écoles pour préparer et fournir le	***A. Concrétiser la réactivation des services techniques Publics*** en sommeil faute de Budget et/ou financements de l'Etat depuis la fin des projets Structurants qui étaient financés par des partenaires, en plus de tous les événements connus: SNV, SENAFIC, PACE, SENADEP et PNR. Ils méritent d'être relancés et figurent au budget PDP 10/14 du NK. ***C'est aussi le cas des Services suivants :*** SNSA, SENASEM, SQAV LABOVET etc. ***B. Lutte contre les Épizooties et les Epiphyties.*** 1.-Trouver des solutions scientifiques durables contre les maladies qui touchent de plus en plus les cultures industrielles principales (Papayer à Latex, Bananiers, Caféiers, Cacao,) Gros Bétail, Ruminants et Basse – Cour. *En concluant des accords de coopération scientifique* avec des Universités et Centres de Recherche internationaux à travers les mécanismes de coopération Bilatérale autorisés aux provinces, mais aussi à travers la FAO. 2.-Procéder au recensement, à la	**A. -Secteur Production végétale** **1- Reconstituer les superficies des cultures perdues entre 1986 et 2009 de 91.100 Ha à 35.479 Ha.** **B.-Secteur Elevage :** 1.-L'élevage Gros bétail a connu un gros dépeuplement à travers les guerres. A ce jour, le Cheptel du Nord – Kivu ne dépasse pas 223.000 Têtes. La qualité de viande rouge produite dans la Province est appréciée de toutes les Provinces du Pays et surtout sur le marché de Kinshasa (10 Millions d'habitants). Pour un premier objectif de 2.500. 000 têtes pour alimenter les industries de la filière 1) Viande Rouge, 2) Bêtes sur pieds, 3) Peaux et cuirs, 4) Lait et dérivés, le Potentiel des investissements au Masisi et à Lubero est très important pour les Agro-business dans la création des Fermes d'embouches, -La production des Fourrages et création des Fermes d'embouche en Stabulation pour les élevages Riverains du Parc des Virunga dans le Buisha et Buito. - la Création des Usines de	**1.** Etudes d'évaluation de la viabilité et du support nécessaire pour l'implantation des nouveaux projets de type agro -industriel, agro - alimentaires et d'exploitation Industrielle des autres filières non – agricoles du secteur Primaire. (Forestière et Minière) en partenariat avec des Investisseurs Privés, sur des créneaux potentiellement porteurs (ex. production des Biocarburants, Développement de la filière Soja et Blé, en farine, huile, Biscuiteries et panification, Provenderie etc.) Joint – Venture d'accès aux technologies et aux marchés à travers l'Exploitation Forestière Intégrée : Scieries Mobiles – Planches et Production **1.-** Etude actualisée sur la demande et l'offre alimentaire afin de fixer les objectifs des Productions agricoles alimentaire, vivrières et industrielles pour les besoins des populations du Nord-Kivu, de l'industrie locale et pour l'exportation, Sans tâtonnement. 2.-Etude du Potentiel de Pêche et du Coût des investissements requis par le secteur Privé pour	**- Création d'une unité industrielle** - Réhabiliter le réseau Provincial des CAPSA (Centres d'Adaptation et Production des semences Améliorées) et capacitation d'encadrement des fermiers producteurs des territoires de Masisi, Rutshuru, Walikale, Lubero et Béni. Pour le Nord-Kivu - Création d'une Société Privée Commerciale Spécialisée en Marchés d'exportation des Produits de contre –saison, de production Maraîchères, Arboriculture et de semences certifiées bien conditionnées. (Marchés des autres Provinces, des Grands Lacs et vers l'Europe et l'Asie) - Création d'une Société Commerciale privée spécialisée dans le transport des Produits frais et périssables, en infrastructures de stockage en Ports et aéroports, en transport fluvial, lacustre et routier ; Visant le débouché Commercial durable des Produits frais du Nord-

personnel technique élémentaire d'appui aux métiers agricoles et activités du développement rural. -Faiblesses : de la recherche agricole, de la diffusion des résultats innovants, de coordination entre structures Publiques et privées de recherche. -Absence de SIC ou Système d'Information Provincial décentralisé, de proximité, intégré, structuré, équipé et Opérationnel. (Recherche et diffusion de l'information sur les Marchés, Infos de type scientifique, infos techniques et technologiques, et sur les résultats des recherches. - Peu de clarté du secteur de la Pêche et de l'Elevage dans le code Agricole. - Absence d'organisation des Filières Agricoles, Pêche et Elevage incluant : -Insécurité foncière, -Accès limité aux terres et intrants agricoles, Pêche et Elevage -Absence d'industrie d'aliments et de Provendes - Faiblesse des connaissances techniques et du niveau technologique des exploitants ; -Accès limité aux marchés et aux technologies. -Faibles prix à la production -Mauvaises infrastructures de commercialisation, -Dollarisation des transactions et taux de change surévalués -Renchérissement abusif des prix par les intermédiaires, -Coûts de production élevés, -érosion des sols, -Absence d'aménagements durables des Périmètres et des Bas – Fond -Précarité des aménagements hydrauliques provisoires des réseaux d'irrigation, - manque d'accès au crédit et aux institutions bancaires. ***-Absence de clarté dans la Politique sectorielle*** -Absence d'un ordre de Priorités partagé, des stratégies traduites en activités planifiées -Les stratégies planifiées ne sont pas coulées en ordre de priorités. -Faiblesse des moyens d'appui aux stratégies retenues -Faible visibilité et peu de reliefs des stratégies de mobilisation des ressources et des partenaires: -Disfonctionnement sectorielle par des activités dispersées sans liaison dans une filière définie par la	vaccination et à la vermifugeai son des animaux. 3.-Monter un projet structurant comme cadre d'action stratégique équilibré tant pour l'élevage que pour les Productions végétales vivrières et industrielles, qui fournissent des Appuis technique et financier requis, pendant un temps critique favorable à la réussite de la relance. ***C. Secteur Production végétale*** **1-**Mise au point et diffusion de paquets technologiques appropriés aux divers systèmes d'exploitation agricole familiaux ; 2-Ouverture de nouveaux terroirs en basse altitude peu peuplés, devant permettre le glissement des Populations des zones densément peuplées de haute altitude (couplé à l'ouverture des routes rurales) 3.-stimuler le commerce et l'accès aux marchés, fourniture aux paysans migrants des services d'installation et de quoi assurer le développement de la production. – Susciter /Renforcer les Coopératives pour assurer l'accès à coût réduit aux prestations mutualisées. 4.-Développement de PME de service privées devant fournir aux petits agriculteurs de la Province les Services et Conseils techniques en gestion, en acquisition des intrants, les Crédits et appuis à la commercialisation) à l'amélioration de leur productivité agricole et leur revenu. 5.-Appui à l'approvisionnement (+ importation si nécessaire) de Petits	fabrication d'aliments pour Bétail, - la création des Abattoirs Frigorifiques et ateliers de viande etc. C'est une filière porteuse pour laquelle des Cahiers de charge devraient être élaborés en vue de promouvoir les investissements sur des bases éclairés. -En l'absence des statistiques complètes, la filière laitière du Nord – Kivu est exploitée exclusivement artisanalement, elle offre un potentiel pour des investissements durables de bout en bout face aux bricolages actuels. B. Exploitation ***Forestière*** n'a pas donné toute sa mesure ***7%*** du Primaire C. Exploitation ***Minière 4%*** du Primaire, tout est à faire *D.* ***Secteur agricole 89 % du Primaire, décompose Agriculture 87 % - Elevage 12 % et Pêche 1 %.***	augmenter la Production, transformation et commercialisation des produits de pêche, des besoins ou demande locale et d'exportation ; 3.-Fixer le tonnage de viande à produire et les milliers d'Ha de pâturages à repeupler de gros bétail, Petit bétail et stratégies pour la basse cour. **4.-**Elaboration de DAO + Un Cahiers de charge pour exploitants, pour la réhabilitation et la relance de l'exploitation industrielle des principales Pêcheries de Vitshumbi, de Nyakakoma 5.-Etude d'évaluation formelle des Milliers d'Ha des Plantations abandonnées et ou sous exploitées et achever les dossiers afin de formuler des Cahiers de Charge d'offres aux Investisseurs Privés intéressés dans celles des filières de leurs choix ou parmi celles identifiées par la Province. ***6- Etude de la cartographie sur l'utilisation des sols du Nord - Kivu :*** **Répartition des SAU** *: **S**urface **A**gricole **U**tile par Territoire les 6 territoires* 7- Etude des besoins en Lipides de la province 8-Etude des sols adaptés et superficies disponibles pour les cultures oléagineuses et les Plantations Fruitières. ***9-Elaboration des Cahiers de Charge*** pour les investisseurs Privés des Unités intégrées : Plantules à distribuer aux	Kivu sur Kinshasa via Kisangani. - Créer une Biscuiterie industrielles Privées, valorisant les produits du Soja du cycle humide et du cycle torréfié. Produits Torréfiés : Ses Farines, Biscuits, Pains et charcuteries truffées de soja. Une collection des Huiles végétales de Soja, divers aliments : Farines composées, Du cycle humide : lait frais de soja et fromage végétal de soja Tourteaux de soja enrichis d'autres issus agroalimentaires provenant de minoteries et des productions végétales pour fabriquer : 1) des aliments pour Bétail UAB[47], 2) Aliments pour Volaille 3) Aliments pour Pisciculture. 4) Bleu Band et Margarine 5) Huile Végétale Raffinée 6) Unité intégrée de fabrication des emballages en berlingots pour conditionner les huiles 50 l, 20l, 10l, 5l, 1l et 0,5 l. Emballages économiques pour tous segments de marchés. (La société privée sera leader dans son Bassin économique spécialisé dans la Culture des graines Oléagineuses et la valorisation des issues diverses). Un plan stratégique de Productivité agricole soutiendra la durabilité de l'approvisionnement industrielle sans rupture. Débouchés : -Marché des autres Provinces -Marché espace des Grands Lacs

[47] *UAB : Usine Aliments pour Bétail - UGB Unité Gros Bétail*

politique. -Manque de coordination entre services publics, producteurs et secteur privé ***-Manque de capital physique des petits Exploitants agricoles et fermiers.*** - C***apital humain***: faibles niveaux d'éducation, et formation liés à leurs activités. - ***Capital social***: faible degré d'organisation communautaire et professionnelle aux efforts productifs de manière coopérative ou associative. ***Infrastructure physique***: Eta déplorable du réseau routier, des voies de communication en général, de fourniture d'énergie, d'eau d'irrigation, inadéquats. - ***Infrastructure institutionnelle***: recherche et vulgarisation agricoles médiocres, systèmes financiers ruraux sous-développés, cadre des droits fonciers inadéquats. Faible encadrement technique des Producteurs ; - ***Capital physique privé***: dotation en terre et infrastructure d'irrigation insuffisantes dans l'exploitation agricole des Bas Fonds et autres terres; manque d'investissement dans le cheptel, l'arboriculture et autres immobilisations productives. **(2.1.3.1.1.7.) Contraintes du Secteur Agricole Large** -Sans redite, nombreuses contraintes se répètent et caractérisent la situation générale au niveau de la Province : -Manque de logistique & Ruine dans la production des statistiques. -Les services techniques d'Etat qui vivaient sur les budgets des projets substituant l'Etat ont cessé de fonctionner. -Insuffisance d'encadrement et des appuis aux productions -Mauvais état des routes de dessertes agricoles -Insuffisance et manque des intrants agricoles, de pêche et d'élevage -L'absence de capitaux et d'accès aux intrants de campagne; - La pénurie des terres arables aux paysans. - La législation foncière ambiguë -Maladies des bétails et des plantes sans moyens de lutte conséquents -Sinistre des infrastructures techniques Zoo-sanitaires et	équipements et intrants agricoles non disponibles dans la Province. ***6.-Paquets Technologies Agricoles*** : Production et distribution de semences et de Plants Performants assortis de programmes structurants de pérennisation. Idem pour les Cultures Vivrières pour faire face à la croissance démographique et sa demande et Cultures Industrielles d'exportation pour la croissance de l'économie monétaire du Nord-Kivu; 7.-Une vision et un goût collectifs de l'avenir. 8.-La disponibilité, qualité et faible coût des infrastructures énergétiques, de communications et télécommunications 9.-Un climat des affaires incitatif, lisible et prévisible. Le respect des lois et de la déontologie aux niveaux local, territoriale. -La performance des services de l'Etat liés aux opérations des entreprises et aux exportations -Des services d'appui financier et non financier aux entreprises, performants. -Un effort continu et intense de formation professionnelle et supérieure de haut niveau. -Un climat des affaires de classe internationale -Culture de maintenance et entretien des équipements, et de la qualité. **D.-Secteur élevage :** - Recensement des Cheptels Bovins et Ruminants, variété et races, propriétés des laitières en nombre/taux en litre de lait/jr etc. Pour connaître le potentiel - Fixer la norme sur la filière lait : Taux de matières grasses, Type de sous produits autorisés en lait		Populations, Plantations attenant aux unités de transformation et productions exportables 10-Etude actualisée sur le Potentiel de Pêche des Lacs du Nord – Kivu et confection de CAHIER DE CHARGE pour 11- Etude technologique d'opportunité, sur la possibilité de moderniser la Minoterie Industrielle existante, 12- Etude d'opportunité complète sur la création d'une usine de fabrication de Provendes et aliments variés pour Gros Bétail, Aviculture et Pisciculture. 13- Etude sur la structuration des Filières Industrielles, Agroindustrielles et Agroalimentaire, destinée à appuyer les stratégies de relance et de croissance économique du Nord – Kivu : Etude et sélection des filières prioritaires ; Analyse de chaque filière ; Diagnostic de chaque filière ; Proposition de stratégie et de plans d'actions, et des informations à discuter entre acteurs de chaque filière ; ***14.-Elevage Gros bétail laitier*** -Etude et publication des caractéristiques Bio -économiques des troupeaux issus de l'insémination artificielle, des croisements et autochtones pour éclairer les investisseurs dans le choix de localisation, de spéculation Viande/lait etc. **15.-Etude sur le Potentiel de l'Offre** -Comprendre le potentiel de production de chacune des régions	- Elevages d'embouche intensifs - Création d'un réseau d'Huileries Villageoises palme dotées de (Egrappeuses de régimes – Stérilisateurs de fruits égrappés -Presses à vis – Clarificateurs densimétriques) et de Pressoirs à vis semi – industrielles dotés de filtres rapides pour huile de graines oléagineuses (Soja, Arachide, Tournesol, Sésame , Palmistes et Coprah) dans la couronne de la Provenderie l'UGB, équipées pour la transformation des Huiles de Palme, Huile de Palmiste, Huile de Sésame, Huile d'Arachide, Huile de Tournesol et de Coprah, avec contrats de sous – traitante ou partenariat avec la Grande Usine UAB - Création d'un Dépôt Central de Produits Phytosanitaires pour approvisionner durablement la province et les provinces de l'est : Sud-Kivu, Orientale et voir le Rwanda où les taxes sont plus élevés.

Agronomiques ; -Spoliation des pâturages communautaires -Absence des infrastructures Zoo-sanitaires et obsolescence de l'existant ; -Pêche illicite dans les frayères et usage des filets de pêche à mailles réduites -Prolifération des pêcheries pirates et de pêcheurs anarchistes ; -Vols et pillages récurrents en milieu rural et centres de production ; -Les équipements et infrastructures techniques du secteur tombent en ruine, et subissent toute sorte d'aliénation et spoliation ; -L'insécurité et l'enclavement restreignant les flux du marché ! -Nombreux abandons des exploitations agroindustrielles et une faible attraction pour de nouveaux investissements, par une absence d'impulsion politique, l'Etat a délaissé son devoir normatif et obligations à développer les infrastructures de base. -Personnel technique des services Publics démotivés, nombreux doivent être retraités et un absentéisme conséquent - Contraintes d'accès aux ressources pour améliorer la qualité de produits et la mise aux normes internationales -Difficultés d'accès aux marchés d'exportation	reconstituée en poudre et obligations pour le lait frais de production locale. -Secteur Pêche et Pisciculture -Secteur Exploitation Forestière -Secteur Exploitation Minière -Réhabiliter et renforcer celles qui existent et créer un nombre ciblé et dimensionné de Grandes Ecoles Techniques Vétérinaires couvrant les sections de spécialisation adressant les besoins de l'Elevage multisectoriel et la Pêche.		agricoles, région d'élevage, Piscicoles et de Pêche du Nord – Kivu -Etude de la Cartographie des zones - Facteurs clés : Une analyse des conditions de production pour différents critères de hiérarchisation secteur par secteur, filière et sous – filière - Baser l'analyse sur la définition du Potentiel des sols ou Vocation des terres pour orienter une Gamme de Cultures spéciales destinées à développer une filière de Produits Agricoles, des pâturages l'Elevage et de Pêche à Haute Valeur Ajoutée - Dans les zones au potentiel moins important, s'obliger à identifier des opportunités de niche - Sous Grappes des produits transformés- Produits issus des cultures industrielles et vivrières, Horticoles et Fruitières ; - Mener une étude sur la possibilité de développer les essences appropriées et la création d'une usine de Pâte à Papier et Papier hygiénique, pour le Marché des provinces de l'est et les Pays des Grands Lacs. Verser cette étude dans le cycle des DAO.	

6.4.1.2. Cultures Vivrières, Oléagineuses, Maraichères et Fruitières.

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
A. PROBLEMES SPECIFIQUES 1.-A cause d'un régime foncier hybride, Les petits exploitants familiaux, plus de 70 % de la production, sont ***contraints de d'exploiter de petits lopins de terre le même sol sans interruption, sans fumure, sans jachère, sans rotation de cultures; tout ceci sur de petites parcelles 0,30 ha à 0,60 Ha*** d'où : -épuisement des sols; -diminution des rendements; -érosion et menace des érosions; -menaces de désertification 1.-**Problèmes d'**approvisionnement en matières premières en quantité et en qualité. 2.-***Manque d'organisation des filières en liaison avec les marchés !!*** 3.-***Manque d'informations*** sur les marchés et les prix : RDC, CEPGL, ACP, Afrique et Internationaux, ainsi que ses conséquences. 4.-***Absence d'organisation*** des marchés, notamment régionaux. 5.-***Le problème des normes*** et de standards de qualité des produits, manquent de compétitivité, qu'ils soient destinés au marché local, régional et européen, Le choix des Populations opte souvent pour e qui est importé, problème de qualité. 6. ***Les problèmes de packaging*** dus à la faiblesse de la filière transversale d'emballage ; 7. Pertes après récolte importantes annihilant les marges déjà maigres. B.-**PROBLEMES STRUCTURELS** 1.-L'accès difficile aux crédits bancaires.	**-** Renforcement des capacités des producteurs à se conformer aux normes et standards élevés de qualité pour pouvoir résister même sur le marché national aux effets du marché global et prétendre pénétrer le marché internationale. **-Capacité d'autosuffisance alimentaire** - Satisfaction des exigences en intrants - Identification formelle des cultures qui ont un potentiel de sécurisation des petits cultivateurs grâce à leur contribution majeure à l'autosuffisance alimentaire. -Par zone agro-écologique distinguer les types de productions agricoles 1.- Etudier, sélectionner et Promouvoir les Cultures créatrices de Valeur ajoutée et structurantes pour sortir les Petits exploitants durablement de la pauvreté 2.- Variable de culture à forte VA mais peu d'exigences en intrants, équipements, faibles risques de production et de commercialisation 3.- Cultures associées ayant un potentiel de sécurisation des petits exploitants à l'autosuffisance alimentaire. 4.- ***Rentabilité*** des petites exploitations par des investissements dans ***l'intensification de l'agriculture pluviale*** par réalisation des ***aménagements hydrauliques durables.*** **- -Promotion de la Filière CACAO** -Créer des vergers de parcs a bois pour y produire par Greffage des boutures saines de Cacao. • - Pour les Bananiers, lors du passage de la mission économique Belge en	Nombreuses Zones agro-écologiques favorables à une ***Horticulture irriguée*** axée sur 1) des spéculations exportables, 2) visant le marché de Kinshasa et 3) sous -régional. Et 4) local en trois choix. -(Valorisation des Bas-fonds sous exploités identifiés). -La production du Soja stagne par manque de débouchés, exporté au Rwanda, le Soja du Kivu y est transformé en biscuits et ces biscuits sont commercialisés au Kivu. LA filière Soja est déjà organisée et la culture maîtrisée. Cacao : 150 Planteurs/37 Ha/720 Tonnes / an moyenne 5ans Arachide : 123.000 Planteurs. 41.000 Ha, 19.000 tonnes Tournesol : 108,4 Ha/125 tonnes/5ans moyenne Rendement Moyen 390Kg/Ha varie de La production moyenne annuelle du Soja ne dépasse 10.464 tonnes ***-Le Tabacs une culture Industrielle*** : -1363 Planteurs/51 Ha, 85 tonne en moyenne /an. Le	1.- Etat des lieux, Evaluation du statut et de l'état des Bas-fonds, Identification d'un projet d'aménagement avec ouvrages hydrauliques durables. 2.- Etat des lieux, évaluation et Identification d'un Projet de restructuration des Paysannats (15 816 Ha) comme ***Pépinières de micro, petites et Moyennes Entreprises agricoles, organisées pour une production*** intégrée de la transformation artisanale et semi-industrielle destinés au marché local et sous -régional. Constituer un Portfolio de Projets avec Cahiers de charge pour appel aux investisseurs privés et Bailleurs des Fonds : (Huiles végétales, Cultures maraîchères, Céréales en farines composées, Café marchand et torréfié. En faire des Centres d'impulsion à la modernisation de la Production paysanne et au développement des PMEA Privées. Appui aux Plantations familiale à améliorer l'entretien des cultures pour faire de la qualité et fournir les matières premières choix comme voie de combattre la pauvreté et augmenter les revenus. Viser l'introduction des paquets technologiques agricoles, les Technologies Appropriées et le développement des Pépinières de PME Agricoles et	**Filières à fort potentiel et opportunités plus que nécessaires au Nord – Kivu qui concernent :** **-**Extension et valorisation de l'exploitation du Palmier à huile et des graines oléagineuses : - Soja, Arachide et Tournesol -Modernisation et aménagement de l'exploitation des Cultures Maraîchères ***Valorisation de la production Fruitière et légumière par la qualité, intensification, conditionnement emballage de qualité originale du Kivu*** : 1.- développer la production de la Pomme qui a donné des résultats au bord du lac Kivu – Projet de professionnels solides déterminés et engagés. 2.-Intensifier la culture et production des fraises, Prunes, Caramboles, Agrumes, dont la production piétine faute d'expertise et d'investisseurs solides. 3.-Développer l'Apiculture et ses produits dérivés par une exploitation professionnelle leader de la filière. 4.-En amont de l'Apiculture développer la culture des Plantes Aromatiques et installation des unités d'extraction à petite échelle des huiles essentielles Thérapeutiques et à Parfum dont le marché international pèse 150.000.000 de dollars chaque année. Le Nord-Kivu colonial a exporté des extraits de Vétiver (Haïti puissant producteur) Amyris, Limette (2000 tonnes/an) et Bigarade – Ylang – Ylang actuel chouchou des Parfumeurs, Huiles d'Orange (4000 – 5000 tonnes/an[49]), de Géranium et de Jasmin, plantes de nouveau disponibles à coté des Sapins baumiers,

[49] *CCI-Exportations HAÏTI 1994 – 2001.*

2.- Insuffisance des infrastructures de stockage et de conditionnement notamment dans les centres de production après récolte et séchage, dans les ports et les aéroports surtout les chambres froides Positives et véhicules Isothermes de transfert 3.-Le coût élevé du fret aérien. (problème plus spécifique à une Province enclavée). 4.-Le problème du manque de laboratoires alimentaires fiables. 5.-La jonction avec le Port de Kisangani et le dragage du Fleuve Congo constituent la dernière Barrière pour l'accès compétitive des Produits du Nord –Kivu sur le Marché national de Kinshasa. ***Graves disfonctionnements par manque de Politique Agricole du Gouvernement Central.*** • **Semences :** -Forte *Dégénérescence*, Rareté des *Variétés performantes*, Perte des *diversités de spéculations* vivrières, surtout maraîchères et Fruitières. Circuits d'approvisionnement faibles et mal organisés. Absence de PME spécialisées crédibles. Absence de Politique de la semence. Faiblesse du cadre normatif et de rigueur sur tout intervenant. Prestations des CAPSA non satisfaisantes. • **Accessibilité** : Routes rurales en Mauvais état, routes disparues, ouvrages d'art détruits et souvent précaires. Coût élevé sur le transport des produits vers le marché. - Absence d'un système durable d'information sur les prix, les Stocks, la quantité des produits, l'état des routes entraînant perte de temps, d'énergie et d'argent). - Absence de PME professionnelles du secteur agricole vivrier, elles sont sous équipés en technologies appropriées de conditionnement et de conservation, d'emballage - Absence de crédits et financement des campagnes d'achat des produits vivrier. **-Marché des capitaux pour Financements destinés aux investissements dans les secteurs prioritaires prédéfinis.** -Absence de capitaux pour investissements durables MLT accessibles aux PME ; - Absence de normes techniques de conditionnement pour le transport des produits vivriers frais et secs	2006/7, il avait été identifié une possibilité de collaboration avec les universités belges de Leuwen (Prof. Swinnen) et Gembloux (Prof. Le poivre) et l'INIBAP (Dr Roux), spécialistes mondiaux des maladies de la banane serait souhaitable[48].	Rendement passe de 350 à 1540 Kg/Ha, représente un Potentiel d'exploitation industriel pour la province et la sous – région. Une seule Usine à Cigarette à Goma satisfaite en approvisionnement, sa production est en progression. Exportation des Tabacs formelle et surtout informelles. Le potentiel de production est sous-exploité. --Nombreuses cultures vivrières, maraîchères et horticoles sont produites localement Rhubarbe, Choux, Carottes, Poireaux etc. Rares sont celles qui sont exportées presque pas : Ni en Bio, ni en Marché équitable	Agroalimentaires, relance des TPE ou petites unités artisanales de Production et transformation.	Eucalyptus Globulus etc. à la faveur du climat du Nord – Kivu. Grands Pays importateurs : USA, UE et JAPON, puis petites puissances importatrices : Suisse, Israël, Inde. 5.-**Développement** d'Arboriculture : Cette activité n'est pas exploitée actuellement, la zone de montagne constitue un milieu très favorable : La création des Pépinières de production de Plants de variétés à vendre aux habitants serait fort rentable : Pommiers, Poiriers, Pruniers, Caramboliers. Une Joint-venture avec des Experts donne toutes les chances à cette filière vierge. **Opportunités d'investissement pour les PME locales, de Joint-venture et accords internationaux :** Avec incitations, investir dans la création des PME/PMI : Agriculture Bio exportatrice. -PME spécialisées de la semence certifiée avec accréditation. - PME de production des Huiles essentielles bases de parfums -Fruits et légumes frais et Secs de 1er choix : Marché Export et Marché Kinshasa Qualité et Volume. -Fruits et légumes transformés PME Professionnelles avec Joint –venture d'expertise et d'accès aux Marchés de niche Europe. - Créer des PME Agrobusiness Exploitants tous les Bas – Fonds, les Périmètres irrigués et Cultures Sous – Serres, pour la Production D'Arboriculture, Pépiniéristes, Maraîchers, Horticulteurs, Oignons et Carottes, etc. -Créer des plates-formes de Production florale destinés à l'Exportation et faire un produit de terroir Fleurs du Kivu qui ont existées et éteintes. Apiculteurs en vue de développer les filières nouvelles solides -Créer une chaine de Fermes Avicoles industrielles à travers les (3) Territoires à fort Potentiel : (1) Ferme Provendes et Poussins, (2) Ferme Poulets de Chaire, (3)

[48] Mission Beltrade du 26/06 - 04 Juillet 2006 au Nord-Kivu.

qui entraîne des pertes énormes, pertes accrues avec la distance au marché.				Ferme Poules Pondeuses production des Œufs.

6.4.1.3. Cultures Industrielles

Une évaluation faite en 1986 estimait à 91.100 ha de cultures Industrielles avec en tête le Café Robusta suivi du Café Arabica. Puis venait le Quinquina et le Thé en importance de superficies exploitées. L'évaluation faite récemment en 2009 indique un Solde de 35.000 Ha de cultures Industrielles

Les Cultures Industrielles En exploitation massive au Nord – Kivu ont été inventoriées au nombre de 20 lors d'un atelier contre la fraude tenu à Béni en Juin 2010 : Sur proposition de l'OGEFREM '' Agence de Gestion du Fret Multimodal : 1.Café, 2.Quinquina, 3.Cacao, 4.Palmier à huile, 5.Thé, 6.Rauwolfia, 7.Aloès Vera, 8. Pigeum, 9.Papaïne, 10.Vanille, 11. Graines de Papaye, 12. Totaquina, 13. Graine de Moringa, 14. Noix de Palme, 15. Banane, 16. Ananas, 17. Maracuja. 18. Ketchou, 19. Gingembre, 20. Piment.

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
1. Taxes à l'exportation trop élevées ne tenant pas compte des stratégies des pays voisins concurrents 2. Nombre excessif de Services Taxateurs aux postes frontaliers (20 Services dénombrés dans le circuit d'exportation du Café. Cfr. OGEFREM). Pratique poussant à la fraude Via Kyavignonge (Apports Atelier Validation Profil économique) 3. Absence totale de l'Etude des filières, des Cultures prioritaires, des zones agricoles vocationnelles favorables à éclairer les choix des investisseurs Nationaux et Etrangers. ***B. Protection et Valeur Ajoutée*** 1.-Faibles ressources dans la lutte contre les épizooties sur les espèces végétales des cultures et animales; ***C. Infrastructures et exploitations*** 1.-Causes structurelles non adressées de la Chute de 35.000 Tonnes à moins de 5000 tonne de café marchand officiellement exportés au Nord – Kivu, et des fortes fraudes. 2.-Aucune évaluation assortie d'un Plan stratégique de relance en réaction au dépeuplement agroindustriel ***: Sur 30 Usines de café au Nord – Kivu, seules moins de cinq sont encore opérationnelles***. 3.-Les grandes exploitations industrielles ont disparu. les	**A.- Promotion Filière Palmier à huile -1.- Organiser et soutenir l*a Production des Plantules de Palmier à huile sélectionné*** à partir des stations CAPSA de BENI – RUTSHURU et Walikale assurerait le développement de cette filière et ses nombreux effets induits socio-économiques. Une collaboration entre l'IPAPEL et les techniciens de YALIGIMBA et de YANGANBI expérimentés dans le cycle des semences Prégermées – Préchauffés à Plantules en Pré pépinière etc. **B.-Relance de la Filière *du CAFE*** - Mettre en œuvre d'Urgence un Programme de Financement du secteur privé pour les Campagnes agricoles et d'achat du café en Particulier, tenant compte des calendriers stratégiques des pays voisins, en vue de contrer les disparités ! 1.-Le gouvernement doit appuyer les initiatives de l'ONC, des ONG et du Secteur Privé pour porter à un seuil critique la lutte contre la Trachéomycose – La production et Vulgarisation de Plantes saines. 2.-Mobiliser les capitaux et des incitations pour susciter de nouveaux investissements dans la réhabilitation des Usines à Café et de nouvelles Technologies de traitement de Café. 3.- Soutenir par des incitations les initiatives de laveries et de rajeunissement des plantations de café Arabica par les coopératives du Bord du Lac de l'axe Minova – Saké – Rutshuru encadrés par l'ONC Petit Nord centre de Goma. 4.-les plantations de café arabica souffrent d'un problème de vieillissement des	**- Filière Palmier à Huile et Marché CEPGL :** **(à peine 78 000 Ha de plantations Paysannes pour 67.000 tonnes moyenne annuelle / 5ans)** Culture dont le produit ''Huile de Palme dispose d'un marché de consommation alimentaire locale et sous – régional des Pays de la CEPGL déficitaires et importateurs nets. L'huile de Palme est utilisée dans l'industrie Minière et chimique : Les Savonneries du Rwanda par exemple ponctionnent sur les stocks approvisionnant la ville de Goma par avion (de Kisangani et du Maniema) à cause de la production locale déficitaire. -Une dynamique d'expansion des plantations Paysannes soutenue depuis plus de 20 ans dans les territoires de Béni, Rutshuru, Mangurejipa et faiblement à Walikale (zone à très grand Potentiel avec Mangurejipa). -Existence des variétés sélectionnées de Ténéra introduites depuis le Projet PK (Programme Kivu) - l'IPAPAPEL indique l'énorme potentiel de cette culture à Walikale, Mangurejipa, à Rutshuru sous l'espace de 70 % du couvert forestier du Nord – Kivu (4,15 millions d'Ha de Forêt) - Une Hypothèse plausible de 2 Mini – Huileries de Palme, créant chacune 150.000 Ha de Palmeraies industrielles est stratégiquement justifié face -Extension des Palmeraies villageoises	**PDP /Page 63 – Dimensionnement des Opérations :** *Appui à la Production* : Obj.1 – Actions n°1 à n°7 : ***Approvisionnement et Expérimentation, -Relance : -Café, thé, Quinquina, Cacaoyer, Vanille, Aloès Vera.*** *Etude faisabilité technique*: -Evaluer les objectifs chiffrés et Quantifiés 1) de Production (000) Ha et (000) Tonnes, 2) de Marchés et la hauteur de la demande : Internationale, Nationale et Régionale, 3) *Technologies et cycle de traitement et de conditionnement requis à la mise en marché pour chaque spéculation* : Vanille, Cacao, Aloès –Vera. -Evaluer les coûts des Tests, Paquets agronomiques et agricoles de mise en production. -Déterminer les superficies en 000 Ha à emblaver et les Quantités de Production en (000) de tonnes prévisionnels pour fixer la taille des Installations, machineries et investissements pour chaque spéculation. -Evaluation des besoins en semences et boutures de chaque spéculation ; -Evaluation des besoins technologiques requis pour	**1.- Possibilités de Créer des Joint venture, de négocier des contrats de reprise de 19. 274 Ha** de Plantations non exploitées et sous-exploitées, à valoriser par des nouveaux investissements. Le Parc Agroindustriel du Nord-Kivu était de 91.100 Ha en 1986, il est tombé à 35.479 Ha en 2009 : Constitué principalement des cultures : Thé – Café Robusta et Arabica traités par voie Sèche 70 % et par voie Humide Washed 30 %. Les contrats de reprise et/ou d'Association seront appuyés par le Gouvernement. Les investisseurs Etrangers et nationaux bénéficieront des avantages du Code des Investissements, pour leur permettre de souffler financièrement avant la reprise de la production des Cultures. aux investisseurs pour Réhabiliter nombreuses Exploitations Et introduction de nouvelles cultures industrielles adaptées et profitables : Cacao, Vanille. **2.- Huilerie Industrielle de Palme :** Pour améliorer l'approvisionnement du marché de Goma et des Pays voisins : Rwanda et Uganda en Huile de Palme, Créer une Palmeraie Industrielle doté d'une Mini Huilerie modulable pour prévoir tout redimensionnement, qui sera la première huilerie industrielle de Palme et Palmiste du Nord-Kivu. Les huiles de Palme et de Palmistes ont un marché local, Régional et Exportables en saisons favorables !!! 3.-Création d'une usine de raffinage des huiles végétales pour améliorer l'offre des huiles de table dans cette région enclavée

exploitations familiales tiennent la filière mais sans capitaux pour de nouveaux investissements. **D.-Filière Café** 4.-Des initiatives de rajeunissement de l'arabica isolées, encourageantes, sont initiées par des Coopératives avec le soutien d'ONGD du Nord qui introduction des laveries de café salutaires pour la qualité. 5.-Ailleurs Dans la plupart des plantations Paysannes de Robusta, le séchage de café est fait de façon artisanale, se traduit par la Qualité médiocre du café marchand sur le marché local. 6.- Constat de problèmes tarifaires dans le circuit de commercialisation du café. 7.-Le grand Nord (Béni/Lubero) n'exporte plus que 5000 à 6000 tonnes de café/an, contre 40.000 tonnes avant la maladie et l'explosion des fraudes. 8.-Les couts de transport (80 -100 USD la tonne jusqu'a Mombasa) handicapent sérieusement le secteur du café en basse conjoncture de prix. 9.-Fortes disparités de taxation à l'exportation entre le Congo RDC et l'Ouganda et le Rwanda. Les taxes sont 10 fois plus élevées en RDC que dans ces deux pays, ce qui favorise la fraude. 10.-Faiblesse et absence d'incitations pour la transformation donnant une Valeur Ajoutée aux cultures Industrielles, les opérations sont limitées ***au*** *séchage, décorticage, triage et calibrage*, non destinées ***à*** l'utilisation finale du Produit transférant ainsi le Travail d'usinage qui aurait du se faire en RDC. 11.-La Torréfaction du Café est artisanale, timide et peu soutenue	plantations ainsi que de la rouille du caféier. 5. Créer et agréer des comptoirs d'Achat du Café équipés et financés, et / ou attribués sous convention à des opérateurs exportateurs solvables, Usiniers etc. **C.-Renforcer et Moderniser L'ONC**. 1.- Appuyer par un projet bien élaboré la réhabilitation et le renforcement des capacités de l'ONC Nord – Kivu. Renforcer la coordination technico – administrative entre ONC Petit Nord centre de Goma et ONC Grand – Nord Centre de Béni. Veiller à porter la capacité technique de cet office en lui dotant d'un nouveau Référentiel pour tenir Compte des récentes évolutions mondiales des Approches de développement par Filière des Cultures Industrielles et tenir compte que l'ONC est l'Office National des Cultures Industrielles en Plus du Café, pour conduire sur terrain les actions de diversification des cultures et encadrer les normes et standards à chaque étape du cycle de la Semence à l'Exportation, incluant la stimulation de la Transformation locale élargissant le marché en relevant le taux de la consommation locale en RDC comme stratégie de durabilité. **D. Politique Agricole Nationale** Outil indispensable au développement du secteur agricole : Le Nord-Kivu devrait verser des Propositions 2.-Préconiser un cadre de Politique Agricole Nationale (qui fait défaut) incluant un volet stratégique par Filière couvrant les aspects Agronomiques, Techniques et Technologiques – L émergence d'une classe Moyenne dans l'Agro-business pour la relance de l'Agro-industrie. Fixant les objectifs quantifiés de la RDC dans ce secteur à CMLT. 6.-Renforcer la capacité des techniciens et experts des services techniques Publics et Privés chargés de l'encadrement 7. Fixer les objectifs de Production des matières premières en fonction des besoins de la consommation, des Industries et des Exportations. Appuyer la productivité.	autour des Mini huileries pour garantir la stabilité de l'approvisionnement industrielle et la forte demande du Marché : Passer de 78.000 Ha soit 0,74 Ha/planteur actuels à 5 Ha par planteur, ce qui aura un effet de levier de : 104.662 Planteurs x 5 Ha = 523 310 Ha. -Pour multiplier les effets induits, la promotion de la fabrication locale de 150 Presses Caltech à vis – Sans fin et accessoires de mini huileries villageoises avec transfert des technologies (Technologies efficaces manuelles, motorisables, qui ont fait des Preuves au Cameroun et Nigeria, déjà expérimentées en RDC au Kivu et certifiées par l'UE et le Minagri dans le cadre du projet PK. Programme Kivu UE/RDC.) Créerait des emplois et de la Valeur ajoutée sur un produit grand public. **CACAOYER et Vanille:** Traversé par l'Equateur, le Nord-Kivu dispose d'un microclimat favorable et produit déjà le Cacao et la vanille dont. Les superficies emblavées et le nombre de Planteurs sont en progression depuis 2000 à ce jour. LA RDC avait atteint une production de 10.000 tonnes à peine malgré son énorme potentiel. A Lubumbashi la société V.A.P avait exploité une petite Chocolaterie d'une capacité installée de 250 tonnes par an. Il existe des possibilités d'introduire des nouvelles variétés de Cacao, d'encadrer les producteurs pour faire de la qualité et attirer en joint – venture un ou un réseau Européen ou acteurs des marchés émergents Australiens pour implanter une usine de pré conditionnement du Cacao et de la Vanille CAFE ARABICA CAFE ROBUSTA Un seul Torréfacteur artisanal de Café Pour une Province qui produisait 35.000 tonnes de café. Le marché de Café Torréfié et Moulu de Kinshasa est en progression, estimé à plus de 6000 tonnes	fournir des produits conformes aux normes et standards du marché et les capacités/Compétences locales. -Evaluer le Potentiel d'investissement, la disponibilité des capitaux et de l'éligibilité des Promoteurs PME/PMI Privés et Organisation Communautaires sur critères objectifs, pour entreprendre dans ces filières et atteindre les objectifs précisés. ***-Variétés de plants et boutures résistant aux virus :*** du Papayer, Wiltz du Bananier, Trache mycose du Café visant un Impact durable, Déterminer les objectifs chiffrés et quantifiés d'emblavures et déterminer les besoins en intrants.	moins exposée de ce fait aux effets de dumping des Producteurs subventionnés Sud-est Asiatiques. Possibilités d'intégrer à la raffinerie une Presserie des amandes Palmistes et développer le raffinage des huiles brutes végétales de Palme, de Palmiste, de Soja, d'arachide et de Tournesol vers l'alimentation et savonneries. Forte valeur ajoutée, avec vente des tourteaux et graisses aux UAB et aux Porcheries. Possibilités de soutenir la culture du Palmier à huile – Forêt 70 % de la superficie du Nord – Kivu. -Appui aux Huileries industrielles par la fourniture de régimes de fruits récoltées dans les palmeraies Villageoises avec des avantages sociales en échange. 3. Les bananes Plantin et banane dessert offrent des possibilités de développement très intéressantes dans La quasi-totalité de territoires. Le Nord – Kivu principal fournisseur du Rwanda qui couvre ses déficits par des importations depuis le Nord – Kivu. - la création de 600.000 Ha de Palmiers à Huile et 600.000 Ha de Cacaoyères en plus du rajeunissement de 150.000 Ha de Café Arabica entre les Bords du Lac et Rutshuru,

technologiquement. **E.-Filière CACAOYERE** **Développement orpheline de la filière Cacao :** 1.-Les 1er Cabosses de Cacao à BENI proviennent de l'Uganda par Une société Privée Suisse ; Le territoire de BENI est à la limite de l'altitude idéale (1200 mètres) pour la culture du Cacao. Stoïques, L'office national du café (ONC) encadre les planteurs. Certaines Plantations sont dotées des Plants venant de la Faculté Agronomique de Yangambi en Province Orientale. 2.-Des maladies du cacao ont déjà été observées : pourriture brune de la cabosse et problème de desséchement des plants de cacao. 3.-Les cultivateurs de cacao éprouvent des difficultés technologiques dans la phase de fermentation, séchage et conditionnement du cacao. 4.- La superficie des Cacaoyères progressent mais sans un encadrement stratégique suffisant. F. Absence pénalisante d'une structure Nationale/Provinciale de Technologies Agroalimentaire destinée à stimuler et accompagner les Petites Industries de transformation, d'emballage et commercialisation des Produits.	Garantir la durabilité de l'approvisionnement de l'industrie et rassurer tout investisseur solide. **E. Cultures Pérennes Prioritaires** 1.- Mettre en place un Projet structurant avec l'ONC couvrant tous les aspects stratégiques d'assainissement, de production – multiplication et distribution des plants sortis des pépinières vers les Plantations Industrielles et Paysannes : Café variété résistante, Cacao nouvelles variétés, thé, Palmier à Huile, Vanille, Caoutchouc, Papayer, Quinquina etc. 2.-Elaborer un Cahier de Charge assorti d'incitations pour susciter la création des Exploitations Privées d'Arboriculture afin de soutenir le développement des Plants sains des cultures industrielles prioritaires retenues. Compléter la Filière d'un maillon efficace avec le Secteur Privé. ***F. Relance des Plantations Industrielles abandonnées :*** *1. Prendre des dispositions règlementaires, légales, techniques et financières, pour la relance économique des Plantations Industrielles Abandonnées et sous – exploitées.* *Fixer des objectif par étape de :* - ***Reconstituer les 19.000 Ha pour recomposer le Parc de 35.479 Ha*** - Inventorier et confectionner des cahiers de Charge en vue de reconstituer ***91.100 Ha perdus des années 1986, vers un Objectif de 500.000 Ha*** de cultures Pérennes, en marge d'une exploitation rationnelle du couvert de 4,15 Millions d'Ha de Forêt 70 % de la Province du Nord – Kivu.			

6.4.1.4. Elevage

Secteur Primaire 40 % PIB / 89 % Agriculture large : (87 % Agriculture large + 12 % Elevage + 1 % Pêche =100 % Agriculture large)				
A. Elevage Gros bétail				
	Nombre : 248 Fermes : Cheptel : à peine 233 099 Têtes (2009) **Superficie Totale** : Environ 33 600 Hectares. : 90 % exploités et 10 % en cultures Le Commerce Intra Provincial Et marché informel frontalier du bétail et viandes est traité sous la rubrique **2.3.1.1.1.1.4.** "Le Petit bétail représente à peine 1.848 514 Têtes / En 2009 :			
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1. Spoliation des pâturages et parcours communautaires 2. Absence : Vétusté et insuffisance des infrastructures Zoo – sanitaires 3. Vol et pillage… 4. Insécurité dans les Pâturages 5. Extinction du Programme structurant d'amélioration des conditions et environnement optimale de l'élevage moderne. 6- Effondrement des infrastructures zoo sanitaires et Vétérinaires. 7- Absence d'usine de production d'aliments pour bétail 8- Destruction du centre d'insémination artificiel 9- Faibles capacités de lutte contre les Epizooties.	**1.-**Concrétiser la réhabilitation normative du ***LPV*** (***Laboratoire Provincial Vétérinaire***) + Assainissement et sécurisation de ses espaces et locaux. 2.-Créer la PVNK (La Pharmacie Vétérinaire du Nord – Kivu) sous la formule ASRAMES et intéresser le secteur Privé si possible. 3.-Evaluer et budgétiser la réhabilitation des infrastructures zoo sanitaires et vétérinaires. 4.- Evaluer et reformuler les référentiels des services techniques IPAPEL et le rajeunissement du personnel avec des Profils de poste revisités sur base de nouveaux référentiels. 5.- Réhabiliter les Abattoirs avec chaines de froid à Goma, Lubero et Béni 6.- Réhabiliter et moderniser les Aires d'abattage, eaux, électricité, couverture etc. et logistique pour Hygiène et assainissement.	- Le Nord – Kivu a bénéficié des améliorations génétiques sur le Gros Bétail par des technologies de Pointe à travers le PENK ''Projet d'Elevage du Nord-Kivu" clôturé : Insémination artificielle et Transplantation des Embryons. - Repeupler le cheptel de 233.000 et remonter en un premier temps à 500.000 têtes. - Relancer la production laitière qui s'est effondrée - Moderniser et diversifier la filière fromagère. -Etudier l'extension des Pâturages et le développement de l'élevage Gros bétail pour un nouvel objectif de 1 Million de têtes possibles au Nord – Kivu. - Valoriser la filière Peaux et Tannerie.	1.- Prospecter des réserves de terres pour l'extension des Pâturages et appel aux nouveaux investissements pour développer le cheptel. 3. Etude de faisabilité pour la réhabilitation des infrastructures et services techniques ainsi que de la station d'insémination artificielle. 4.-Etude d'un Portfolio de projets pour des Mini laiteries, Fromageries, Provenderie. 5.- Etude des besoins en formation pour valoriser la filière des Peaux et Tanneries ; 6.-Etude du dossier de modernisation de l'abattoir de Goma et formule de Gestion et statut légal.	1.- Création d'une société Privée des abattoirs frigorifiques modernes du Kivu dotée d'un réseau de transformation de viande rouge destinée aux différents segments du marché national et à l'exportation. + Créneaux Viande Bio d'Export. 3.- Création d'une Tannerie industrielle du Kivu, contractant avec les industries nationales et régionales de la chaussure et exportant des Cuirs traités aux Tanins Végétales naturels. 4.-Création d'une entreprise de collecte, traitement et exportation des peaux **et fourrures.** 5.- Création des PME/PMI de laiteries ..., de transformation, conditionnement et commercialisation des dérivés du lait avec réseaux flexibles de commercialisation des produits frais transformation du
			7.- Identification d'un projet de développement de la filière Elevage à partir d'une Fédération des Associations des Coopératives d'éleveurs, de bouchers étendue aux Exportateurs de Bétail incorporant la filière Cuirs, Peaux et fourrures du Kivu. 8.-Etude d'Identification, Organisation et Structuration d'une fédération de corps de métiers des artisans Bouchers chevillards, Marchands de Gros bétail et de Petits ruminants, Négociants et collecteurs des	

			Peaux et Cuirs, Tanneurs et maroquiniers artisanaux 9.-Réalisation des études sectorielles sur le Développement de l'Elevage, la commercialisation du Bétail, de la transformation et commercialisation de la viande, transformation, valorisation et commercialisation du lait et dérivés du lait. Amélioration de la qualité des peaux et cuirs, et des circuits commerciaux. 10.- Réalisation des Fiches de projets modulaires à l'intention d'un Portfolio annexes aux Cahiers de Charge pour investisseurs Privés.	
B. Elevage Petit bétail				
	Le Petit bétail forme un total de 1.848 514 Têtes dont 83,40 % Caprins, 6 % Ovins et 10,5 % Porcins. ***Evolution : 2006 : 698.710 / 2007 : 982.996 / 2008 : 589.234 / 2009 : 588.487***			
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1.-La production et la disponibilité du Petit Bétail par territoire est déséquilibrée en terme de sécurité alimentaire des populations du sud de la Province mal approvisionnées. (0 % Walikale et Nyragongo) Statistiques ?, 1% Rutshuru, 2% Masisi, 2. Dévalorisation du métier de vétérinaires ; 3. Absence de la culture d'un élevage intensif du Petit bétail ; 4.- Faible valorisation des peaux et fourrures du petit bétail. 5. Faible valorisation des chèvres laitières et du lait de chèvre. 6.- Faible organisation du marché de bétail et forte distorsion entre le nord et sud de la province. 7. Activité de survie économique et nutritionnelle et moins capitalisé, peu d'investissement. Carences de crédits adaptés.	1. Evaluer les zones à pâturages communautaires pour petit bétail et délimiter, 2. Organiser la surveillance sanitaire et valoriser le travail des vétérinaires ; 3. Organiser le marché du petit bétail ; 4. Libéraliser l'exploitation des aires d'abattage afin de favoriser des investissements privés sur base d'un cahier de charge déterminant les conditions normatives, sanitaires et environnementales. 5. Organiser des centres d'apprentissage de la tannerie et maroquinerie sur les peaux et fourrures du petit bétail pour ajouter aux revenus faibles d'élevage. Et compenser aux prélèvements d'autoconsommation. 6. Stimuler la modernisation des boucheries et l'hygiène dans la mise en marché des viandes rouges du petit bétail. 7. Favoriser la constitution des petites fermes familiales pour réduire les nuisances, optimiser la rentabilité. Pro pauvre.	1. Assurant 81,44 % de production du Petit Bétail de la Province, le Territoire de Béni semble bien indiqué pour accueillir et assurer l'approvisionnement de l'industrie de viande rouge, le développement de l'embouche et la rentabilité d'une Provenderie Polyvalente. 2. – La filière d'élevage Petit bétail, la viande rouge, la valorisation des peaux, la valorisation du lait de chèvres et le développement d'une Provenderie en Territoire de Béni constituent des domaines de Potentiel d'investissement et à moderniser. 3. Développement de l'élevage du petit bétail dans le sud de la Province. 4. Développement du système de transport des viandes rouges congelés en camions isothermes vers le Sud avec l'amélioration des routes.	1.-Mener une Etude sur l'évolution de l'offre et de la demande des viandes rouges de Petit bétail dans la Province et du Potentiel de production et des intrants. L'étude orientera scientifiquement les zones à potentiel compétitif favorables à la production et les zones à potentiel favorables à la transformation, conservation et commercialisation, assortie de Fiches de Projets pour PME investisseurs Privés. 2.- Une analyse Bioéconomique sur le potentiel –Marché des Ovins (6% et Porcins 10,5%) 3. Une étude sur le potentiel de développement des chèvres laitières, la production fourragère, la Provenderie et l'embouche. 4. Commander une étude sur l'évolution de la demande des viandes du petit bétail dans la province et des opportunités de marchés hors province.	**1. Montage *d'un Projet structurant* centré sur le développement de la *production intensive et l'embouche du petit bétail*** dans les entités où la production est marginale, notamment Rutshuru, Walikale et Goma et ses environs. 2. Créer une unité d'engraissement d'Ovins et de Caprins et développement de la production des viandes rouges avec structures de commercialisation entre Béni et Goma en Camions et bacs isothermes et glaces alimentaires. 3. Créer une tannerie pour traiter et exporter les peaux du petit bétail 4.- Créer un réseau de boucherie et charcuterie de proximité pour les trois villes Goma, Butembo et Béni, améliorer la valorisation des viandes rouges et l'hygiène.

Elevage Basse cour				
C. Elevage Basse cour **Production moyenne 2006-2009 : 1.789.877 : 50 % Cobaye – 35 % Poules – 5 % Lapins – 4 % Canards – 1% Pigeons/Dindons-0% Pintades/Oies**				
Evolution : 2006 : 1741.303 / 2007 :2 379.170 / 2008 : 1 598.011 / 2009 :1 441.022 ***Répartition : 44% Beni - 25 % Lubero – 13 % Butembo – 9 % Beni – 4 % Rutshuru – 2 % Goma – 2 % Masisi – 1 % Nyiragongo – 0 % Walikale***				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1. Elevage de basse cour est à dominante pro pauvres et ne supporte des charges élevées, ce qui rend les appuis et l'encadrement délicats. 2. Manque d'encadrement de ce type d'élevage sur la faiblesse des infrastructures créant la promiscuité dans l'habitat humain pour nombreux pratiquants. 3. Faibles rendements liés à la consanguinité et le manque de races améliorés 4. Faible rentabilité démotivant pour les exigences de soins et de nourriture, ce qui conduit à la négligence, à la pollution par les odeurs, les maladies et le bruit de proximité. Vagabondage et conflits etc.	1. Organiser les services vétérinaires 2. Renforcer la capacité des populations pauvres par des programmes de vulgarisation afin de réduire les nuisances, et soutenir tout de même le côté lutte contre la pauvreté et la malnutrition couverts par ce type d'élevage. 3. Une règlementation de santé publique tenant compte de la ruralité et de l'urbanité des exploitations. Plus la basse cour est en ville les enclos et lutte contre les nuisances seront renforcés, en milieu rural contrer le vagabondage et les conflits. Il y a moins de conflits pour nuisance sonore par le bruit des animaux en Afrique rural qu'en ville. 4.- il est nécessaire de réduire le plus possible les risques de zoonoses et de maladies d'origine alimentaire ainsi que les risques environnementaux dans l'intérêt même de ces éleveurs et de la communauté dans son ensemble 5. Aménager des espaces de farming familial afin de moderniser cette pratique hors ville l'installation de basse cour en milieu adapté.	1. L'élevage de basse cour correspond au concept d'activité Pro pauvre, sert principalement de Filet de sécurité : Sécurité alimentaire et AGR. 2. Le faible coût d'exploitation à l'unité sont des facteurs favorables pour les pauvres, plus nombreux à saisir l'opportunité d'élever les poules pour en vendre les œufs et consommer. Elever les chèvres laitières ou pas, pour résoudre certains problèmes sociaux. 3. Un potentiel exceptionnel d'accès aux protéines animales plus accessible aux pauvres – Créneaux pouvant passe du mode familial au mode intensif et commercial sans gros capitaux.	1-Commander une étude pour l'identification d'un projet de promotion intensive de l'élevage des espèces : Canards-Pigeons-Dindons-Pintades – Oies – Lapins - : Un guide de l'éleveur intensif et activités du projet. 2- Commander l'étude d'un projet de promotion et développement de l'élevage basse cour dans les zones à faibles production actuelles assortie des aspects élevage Familial et intensif commercial + Guide et activités projet : - Pour les projets 1 et 2, prévoir la promotion des petites fermes de basse cour et habitats – cages et clapiers hygiéniques. - Etude de modèles de Cageots destinés au transport des animaux vivants destinés au marché de Goma.	1.-Créer une boutique intégrée d'achat – abattage – vente en boucherie des viandes rouges et blanches de basse cour et traitement des peaux et fourrures en petite tannerie. -Congélation et ensachage viandes -Vente des chaires désossées et petits quartiers - Recyclage Créer un réseau provincial par ville, constitué de modules : Une batterie de Congélateurs solaires et pétrole relié aux petites boucheries avec stabilisation de la rentabilité par la valorisation des peaux et fourrures.

6.4.1.5. PÊCHE ET AQUACULTURE

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
1- Le manque de budget et de logistique de l'IPAPEL pour remplir pleinement sa mission normative dans tous les secteurs de ses attributions n'est pas l'unique contrainte face aux résultats lamentables de la filière. 2-Manque de motivation des techniciens IPAPPEL et désertions à cause de la survie difficile. 3.- Le secteur Pêche n'a plus bénéficié depuis les années 60 de travaux scientifiques sur les milieux aquatiques pour une connaissance actualisée du comportement des espèces et des milieux, pouvant orienter des activités correctives. 4.- Absence de Pisciculture de régulation et d'application de la panoplie des techniques de récolte des œufs a éclore hors frayères dévastées et réintroduction en vue d'améliorer le taux de la production en plus des autres aspects de conservation et des techniques de pêche, brident la filière. 5.- Non *application de la Règlementation de pêche :* 6.-Banditisme sur les lacs causant Insécurité physique des pêcheurs, vols et destruction des matériels de pêche. 6.-Infrastructures des pêcheries vétustes, <u>inadéquates pour l'organisation et la gestion des activités in situ</u>; 7.-Multiplicité des Points de pêche et de Pêcheries pirates dans l'anarchie ! 8.-Conflits de compétence et attributions arbitraires dans les enclaves du littoral. 9.-Accès difficile aux alevins, aux aliments et à l'encadrement technique de la pisciculture familiale. 10.-Manque d'accès aux crédits agricoles : 11.- Multiplicité des taxes et de tracasseries ; 12.-Complaintes (étangs réservoirs des moustiques) Plus de paludisme conduisant à la fermeture des étangs.	*A. Cadre de référence de la Pêche et l'aquaculture :* *1-Pour relever la filière tout entière, un Plan Directeur de la Filière Pêche et aquaculture est un outil structurant salutaire.* *2.- L'avenir et la garantie d'approvisionnement en poisson passera par l'organisation de la filière, la création des Fermes Piscicoles autour des Centres d'alevinage professionnels de grandes capacités destinés à appuyer le cycle de renouvellement des Lacs, Cours d'eaux et étangs piscicoles privés et industriels face à la destruction et l'anarchie dans les frayères naturelles difficiles à protéger dans les circonstances actuelles ;* *3.- Une évaluation de tous les lacs, et cours d'eaux poissonneux, leurs conditions climatiques, physiques, physico-chimiques, conditions biologiques, l'inventaire de la faune ichtyologique qui les peuple, les caractéristiques et compositions pondérales et numérales des captures, ... jusqu'aux données de base : tonnages capturés annuellement et composition variétale, inventaire des embarcations, recensement des pêcheurs et engins de pêche, transport et commercialisation, problèmes spécifiques à chaque plan d'eaux etc.. Cette évaluation servira de base au Plan Directeur Pêche et Aquaculture avec budget, sources et calendrier de mise en œuvre.* *3.-Vu L'*Importance économique et sécuritaire des plans d'eaux partagés avec les pays voisins, il est très important que l'autorité de l'Etat y soit manifeste en toutes circonstances. *B. Règlementation et sécurisation* 4.- Clarifier la loi sur la pêche et mettre en place des mesures contraignantes contre les destructeurs et contrevenants. 5.- Equiper, moderniser et rendre opérationnelle la police de pêche en fonction des missions lui confiées ; 4- Instaurer l'Alevinage intensif de régulation des lacs et plans d'eaux du Nord – Kivu actuellement sous-exploitées, Il faudra : un nombre considérable de stations d'alevinage par Lac et cours d'eaux	1. Le potentiel de pêche dans les Grands Lacs du Nord – Kivu : L'absence totale d'activités Industrielles. Un potentiel de Pêche jamais évalué à sa juste valeur. 2. Du Lac Edouard (IDI-AMIN) La cote Ougandaise du même lac produit plus de poisson dont, des milliers de tonnes salés font l'objet d'importation pour approvisionner le Nord –Kivu et à partir d'ici, les deux Kasaï. *(Ouganda 605 Km² et RDC 1635 Km²). Par déduction, le Potentiel coté Nord-Kivu est largement sous – exploité, quoique la production soit mal connue !* *- Une vieille estimation du potentiel de pêche de la cote Congolaise (1989*<u>- Lac IDI-AMIN : 4 pêcheries</u> avec un potentiel de pêche de 20.000 tonnes/an soit une moyenne de 5000 tonnes /an par pêcherie qui sont : 1) – Kyavinyonge, 2)- Vitshumbi, 3)- Nyakakoma et 4)- Lunyasenge/Bwalya. 2. La Pisciculture industrielle et Familiale sont des filières dont l'énorme potentiel est 1) mal connu, 2) sous – estimé, 3) Sous – exploité. 3. L'environnement du Nord-Kivu est idéal et propice au développement des deux types d'exploitation Piscicole, (Industrielle et familiale). Seuls 68,81 Ha atomisés en 2026 étangs familiaux sont exploités par 2 946 Pisciculteurs[50] qui ne bénéficient d'aucun appui ni technique ni financier, ce qui sanctionne un bilan faible et un potentiel énorme, sous-exploité. 4. L'élevage Piscicole nécessite des investissements moins importants par rapport l'élevage du bétail et, un coût d'exploitation inférieur, mais il n'a pas bénéficié des appuis ni de promotion conséquents. -Des études internationales ont démontré que l'élevage aquacole / Piscicole a un prix de revient plus faible : Pêches et Océans Canada : www.mpo-dfo.gc.ca, analyse les performances d'une écloserie Canadienne de style Japonais.	1. *Commander l'étude du Schéma Directeur de développement de la Pêche et Aquaculture au Nord – Kivu* 2. Etude d'évaluation de tous les lacs, et cours d'eaux poissonneux, leurs conditions climatiques, physiques, physico-chimiques, conditions biologiques, l'inventaire de la faune ichtyologique qui les peuple, les caractéristiques et compositions pondérales et numérales des captures,... (jusqu'aux données de base : tonnages capturés annuellement et composition variétale), inventaire des embarcations, recensement des pêcheurs et engins de pêche, transport et commercialisation, problèmes spécifiques à chaque plan d'eaux etc.. Cette évaluation servira de base au Plan Directeur Pêche et Aquaculture avec budget, sources et calendrier de mise en œuvre. 3. En vue de Promouvoir les investissements Privés et Professionnels. Commander une étude sectorielle sur les conditions économiques d'exploitation de la Pisciculture Industrielle et familiale et un portfolio de Projets structurants d'appui aux activités connexes de la filière pêche et Piscicole en vue de promouvoir des investissements Privés.	1. Investissements importants dans l'exploitation de la pêche industrielle et activités connexes de la filière pêche 2. Investissements importants dans la chaine de froid, Les Entrepôts Frigorifiques des Ports et Aéroports, Modules de Froid sur les baleinières et Camions Isothermes. Pour l'approvisionnement des villes et provinces voisines et vers les Ports et aéroports. 4. Création d'un atelier de transformation des Produits de pêche et recyclage des déchets en aliments de Provenderie, mixtes pour Pêche et pour bétail; 5. Investissement dans la production et commercialisation des intrants de Pêche et bacs isothermes modulaires d'appui à la conservation et à la commercialisation des produits frais de pêche. 6. Création d'un réseau Provincial d'ateliers de Production des Glaces alimentaires d'appui à la commercialisation des produits frais de pêche. *7.* Monter un projet structurant destiné à promouvoir la Pêche industrielles, en créant des écloseries et centres d'alevinage d'Etat, de grande capacité destinés à repeupler les différentes surfaces d'eaux en variétés adaptées. Infrastructures destinées à promouvoir la filière Piscicole / Aquacole. Avec une ATF Bilatérale. ❑ <u>Investissements dans l'Industrie de Pêche</u> : 1. <u>Lac Edward / Idi-Amin</u> : Superficie de 2.150 Km² dont 1.630 Km² du Nord-Kivu RDC. 163.000 Ha -Pêcherie Vitshumbi

[50] Rapport annuel IPAPEL 2009 page 212.e

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
13. L'absence de données statistiques fiables sur la production de Poisson de tous les lacs et étangs est une contrainte majeure dans la planification. -Les dernières estimations de la Production provinciale citées dans un rapport de la Division Provinciale du Plan sont de 1983 Inadmissible ! *5000 tonnes Lac Kivu & 15-20.000 tonnes Lac Edward.* *Source :* *1. R. GROVE Juisen et Cie : La pêche aux lacs de l'Est; PNUD Kinshasa, Octobre 1983.* *2. Jean Michaël VAKILY : Les Pêches dans la partie Zaïroise du Lac IDI- AMIN, CEE Kin. 1989.* *4. PNUD/UNOPS PNRSAR Province du Nord-Kivu* In. PSE/Division du Plan 2000.	- Planifier et financer la production de 800 à 900 Millions d'alevins nécessaires - Aménager de nouvelles installations d'alevinage, en fonction des besoins, - Stimuler de nouveaux investissements et le développement d'une pêche industrielle professionnelle. - Monter un projet avec les appuis techniques FAO, Coopérations Japonaise, Chinoise et Canadienne, pour améliorer rapidement les résultats actuels, en développant des installations dans différents sites moins pollués que dans les Lacs des pays occidentaux, - Donner des soins aux reproducteurs et en améliorer les soins aux larves et alevins ; - Un transfert de technologie est possible en cas de négociations avec l'appui de la FAO. 5. Révision du statut juridique des anciennes Pêcheries, élaborer des cahiers de charge et organiser la privatisation durable et sécurisante de l'exploitation en faveur des investisseurs Professionnels solides, mesures favorables à la réhabilitation et relance économique de la production et des activités de toute la filière pêche. 6. Elaborer un projet structurant du secteur Pêche pour la relance sectorielle à soumettre à l'ONUDI et à la FAO : articulée sur les besoins en : élaboration des études sectorielles, Organisation des corps de métiers en vue de consolider et de dynamiser les activités artisanales et coopératives en cours. 7. Organiser l'inventaire et une gestion participative Public /Privé de protection des frayères et du matériel de Pêche; 8. Favoriser la création des structures spécialisées de production d'alevins par variétés identifiées et en quantités que de besoins du développement des filières Piscicole / Aquacole du Nord – Kivu - Procéder à la sélection des variétés végétariens pour donner plus de chances à aux programmes ; - Procéder surtout pour le Lac Kivu à replanter aux rives proches des frayères des Plantes de type aquatiques bien identifiées		4. Commander une étude sur les stratégies et conditions technologiques d'exploitation de la pêche lacustre dans les pays voisins. 4. Commander une étude de marché sur l'offre et la demande nationale et régionale des produits de pêche et évaluer le potentiel compétitif du Nord – Kivu et les parts prenables de marché pour la de la filière pêche. 5. Commander une étude sur les nouvelles technologies du secteur et des filières Pêche et Pisciculture en vue de promouvoir la modernisation et la compétitivité sectorielle. 7. Mener une étude sectorielle d'évaluation des compétences techniques et du niveau technologique du secteur pêche du Nord – Kivu destiné à préparer l'élaboration d'un schéma Directeur de Promotion de la filière Pêche large au Nord – Kivu. 8. Commander un Atlas du secteur de la Pêche du Nord-Kivu associé au secteur Touristique.	-Pêcherie Nyakakoma -Pêcherie ... 2.- Lac Kivu : 2.700Km^2 dont 1700 Km^2 du Nord-Kivu RDC. Intérêts : I- Créer une Pêcherie Moderne semi-industrielle : Introduction de la Technologie d'Echosondage pour détection bancs de poissons et d'Isambaza spécialement pour le marché local -développer une pêche ciblée et qualitative de Sambaza -Création d'un produit frais haut de Gamme par – étêtage / équeutage – emballage et congélation pour les marchés : local, sous-régional et Kinshasa visant les Alimentations Grandes surfaces. II.- Investir et Créer des Bassins d'alevinage et d'aquaculture industrielle dans divers pools naturels du Bord – du Lac en culture de variétés à haut rendement sélectionnées. III.- Créer une unité industrielle de fabrication d'aliments supplétifs pour les réseaux de Pisciculteurs de la Province et des Grands Lacs. 3.- Lac Mokoto : *constituées* de 4 Lacs en tout 86 Km^2 soit 8.600 Ha : -Travaux scientifiques de Pisciculture industrielle avec Universités et Réseaux Pisciculteurs Privés Professionnels à approvisionner -Travaux de développement des variétés inoculées en nouvelles semences ; -Sélection variétale et production des prototypes vendus cher la au Kg. -Sélection et productions pour Aquarium ; -Aménagement des frayères Maternités d'alevinage naturel, scientifique et commercial pour le marché de la province et la région.

6.4.1.6. Secteur Primaire – Section forestière.

A. Exploitation Forestière
Secteur Primaire 40 % PIB : (89 % agriculture + 7 % Exploitation forestière + 4 % Exploitation Minière = 100 % Primaire)

a.1. Exploitation Industrielle

NORD – Kivu : 6 Millions d'Ha de superficie – Couvert forestier : 4,15 Millions d'Ha 70 %.
1. ENRA BENI : Unique Scierie Industrielle dotée d'une Menuiserie Industrielle, 6000 m3 de bois scié /an
2. Scierie DAREFOREST de Mangina : Capacité et performances inconnus : Entreprise à découvrir et évaluer.

La Forêt du Nord – Kivu n'a pas contribué au développement économique de la Province faute d'Investissements Privés et faute d'une Gestion efficace et durable.

Au vu des difficultés énergétiques et de maîtrise des technologies de Grandes Industries, il est stratégique de favoriser des Entreprises flexibles de type PME/PMI, lesquelles ont des séquences Himo dans leurs cycle de production, peuvent intégrer des équipements en Technologies appropriées aux équipements de finitions importés, qui permettent de faire face aux besoins locaux toujours changeants notamment dans le domaine des matériaux de construction par des procédés intégrés qui transforment les ressources naturelles comme Grumes et bois, en biens d'équipement : Huisseries, Meubles et Mobilier, en série standardisés baissant les prix à l'unité, ce qui permet de resserrer les sous-secteurs industriels et les autres secteurs au niveau national et sous –régional. Ici, l'exécution d'activités fondamentales de production, de commercialisation, de recherche et développement dans la filière bois est très avantageux car la maîtrise locale des procédés et de maintenance sont acquis, ce qui peut promouvoir la croissance économique générale : La sélection de produits permettant de satisfaire les besoins essentiels de la masse (aux revenus peu élevés) en intrants de construction et en équipements.

Deux Constats :

1) ***Les Forêts de Béni et Lubero sont épuisées ou presque, il n'en reste que des lambeaux, les exploitants artisanaux et ENRA négocient depuis quelques temps des Concessions en Province Orientale, et la Province n'a pas ressenti des retombées financières substantielles et n'a pas vu émerger des PME/PMI de la filière Bois Prospères au Nord – Kivu ?***
2) La faiblesse des services techniques Provinciaux laisse un espace vide occupé par des Trafiquants basés dans les Pays voisins lesquels pilotent et exploitent la Forêt à travers les Jeunes exploitants artisanaux individuels et coopératifs. Le marché des Planches du Nord – Kivu en Ouganda est connu et rien n'est entrepris stratégiquement pour que la situation soit inversée pour ramener ce marché en RDC !!!

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
1.-Faiblesses structurelles remarquées de la Division de l'Environnement et de l'ICCN au Nord - Kivu. 2.- L'Ignorance de la loi Foncière et du code forestier par les chefs coutumiers crée la confusion dans l'exploitation pratique du bois, fragilise les contrats des concessions d'approvisionnement des rares exploitants industriels et favorise l'anarchie des petits exploitants artisanaux, ainsi que des populations par incursion dans les concessions attitrées. 3.- Péremption de l'Inventaire Taxinomique des essences forestières de typologie des essences et absence d'un inventaire à jour des forêts et réserves forestières dont nombreuses seraient déclassées anarchiquement. 4- Absence d'encadrement technique, technologique et normatif des PME – PMI et	1.- Faire un Audit sur les Conditions et exigences de l'efficacité : 1) De la Division Provinciale de l'Environnement, et 2) de l'ICCN et des Services techniques qui dépendent des deux structures, en vue de mettre en œuvre un Programme Structurant de 5 ans visant la redynamisation du secteur et maximiser les performances - Rédiger un nouveau référentiel des missions et des fonctions organiques des deux structures - Rédiger les Profils des postes - Evaluer le Profil des occupants des postes actuels ; - Etablir un programme de renforcement des capacités de ceux des occupants qui ont des bases et pré requis ; - Orienter ailleurs ceux des occupants incompatibles et/ou insuffisants sans bases de qualification.	1. Une gestion rationnelle, règlementaire et légale des ressources Forestières peut ouvrir d'énormes possibilités de développement économique dans la Filière Bois & Forêt vers le Marché CEPGL : 2.- ***4,150 Millions d'Ha*** de couvert Forestier dont dispose le Nord – Kivu, spécialement concentrés dans le territoire de Walikale, sont sous-exploitées par rapport à la demande. -Moyennant Certaines études domaniales et l'aménagement des routes d'intérêt Provincial, cette réserve Forestière offre des possibilités exceptionnelles pour développer une exploitation Forestière industrielle moderne avec des nouveaux investissements. 3.-Un projet pour une exploitation	1. Planifier et exécuter l'étude Taxinomique des essences forestières du Nord – Kivu et lancer un Projet de valorisation des espèces moins connues. 2-Elaborer le dossier sur la réforme agraire et délimiter les réserves forestières en vue de déterminer ; - Limite des forêts à conserver - Zones de Forêts pour l'exploitation industrielle du bois; - Zones à affecter au développement de : - Cultures agroindustrielles identifiées Palmier à huile, Cacao, Café etc. - Expansion des élevages modernes - Aménagement des aires de peuplement 3-Etude de Connaissance des Matériaux et des essences	1. Créer une Société Privée d'exploitation Forestière Industrielle destinée à valoriser le Bois des essences tropicaux les plus prestigieux du Nord-Kivu. - Dotée d'une scierie concurrente à ENRA, de Séchoirs, Couplée à une menuiserie industrielle pour : -Transformer et exporter sur base d'un catalogue fourni, des ouvrages en Bois du Kivu – de Styles et modèles standardisés. 2.-Créer une société privée de scierie et de Menuiserie Industrielle spécialisée en Maisons préfabriquées, meubles modulaires à assembler à la livraison,

TPE artisanales de la filière Bois et Forêt. 5- Manque de combativité pour attirer les Capitaux du projet Plan d'Action National pour l'emploi des Jeunes, visant les secteurs Primaires : Mines, Exploitation Forestière et agroalimentaire destinés aux entreprises initiés par les jeunes. 6-Absence de coordination et de gestion normative de la gestion forestière, de l'exploitation industrielle et artisanale, et du circuit de commercialisation face à l'ampleur des fraudes à l'exportation des Planches et la coupe des grumes. 7- Trop Faible rythme de reboisement, et une situation déséquilibrée par un épuisement des forêts du Nord et Nord – Ouest. 8- Absence de traçabilité, de marquage et de certification du bois extrait du Nord – Kivu vers les pays voisins et à l'exportation.	2. Mettre en œuvre un projet structurant de cinq ans destiné à remettre sur pieds la Division et l'ICCN Provinciale, dotés et équipés pour remplir leurs fonctions régulièrement avec l'appui du PNUE Programme des Nations Unies pour l'Environnement. **3.-** Actualiser la Taxinomie Forestière pour une meilleure gestion des ressources et une meilleure orientation des exploitants. 4.- étude et tests d'évaluation des meilleures propriétés et/ou caractéristiques des essences peu connues listées, qui pourraient relancer l'offre et la production par la promotion des espèces rares testées avec succès. 5.- Procéder à la réforme agraire et mettre en place un Plan d'aménagement du territoire actualisé, en vue d'une exploitation rationnelle des Forêts et des terres, en faveur de l'expansion des élevages, des Cultures Industrielles modernes, et des zones de peuplement, étant donné l'acuité du Problème de forte densité dans les zones montagneuses et l'accès aux terres agricoles des ménages et des Actifs Agricoles. 6.- Promouvoir les Pépinières Forestières en zones montagneuses, et dans le Grand Nord "BENI" où les scieurs clandestins équipés de scies mobiles portables ont ravagé la forêt exportant clandestinement. 7.-Evaluer les permis d'exploitation et établir un cahier de charge pour une gestion durable des ressources avant renouvellement de concessions: 8.- Organiser les associations des exploitants du bois en corps de métiers structurés en chambre de métiers par territoire, bien identifiés et enregistrés à la chambre et régis par le code de l'artisanat et ou la Charte des PME. 9.-Soumettre un projet sectoriel au BIT pour	industrielle du Bois dans le cadre de la CEPGL visait le Nord-Kivu et la province Orientale pour fournir les déroulés et multiplexes. Des Investisseurs privés peuvent y être impliqués. 4.-***Réserves Forestières et Prélèvements écologiques possibles*** : ***15.070 Ha*** -12 Réserves forestières d'une superficie de 6.940 Ha en territoire de Masisi : - 12 Réserves de 2.030 Ha en territoire de Rutshuru ; - 10 Réserves de 6.100 Ha en territoire de Lubero. ***5.- Marché bois des Pays de la CEPGL :*** Pays moins nantis en ressources forestières que le Nord – Kivu, valable pour le Rwanda, le Burundi, et l'Ouganda qui ferme les yeux sur le trafic, le Kenya pays où la désertification avance, mais désenclavé, consomme et réexporte le bois précieux vers l'Asie. 6.- Avec 23.450 Km^2 de superficie le territoire de Walikale concentre l'essentiel de ce couvert. ▪ Couvert boisé encore vierge est une Opportunité exceptionnelle d'investissements. ▪ La Main d'œuvre y est moins chère ▪ Possibilités pour centrales Hydroélectriques opulents quoique non étudiés.	précieuses des bois de variétés moins connues. Incluant la prospection des essences pour Pâte à papier et Papier Hygiénique. 4.- Elaborer un PRODOC à soumettre au Ministère de l'Environnement, au BIT, à l'ONUDI et au BCCO, destiné au renforcement des capacités du secteur Privé des exploitants forestiers, à la promotion de l'entreprenariat des Jeunes, à la réduction de la fraude en douane contre la maximisation des recettes d'exportation par intégration structurelle des corps de métiers et chambres de métiers valorisant les associations et Coopératives des exploitants Forestiers. Voir liste au Volume II section IX.	tant pour le marché national, régional et à l'exportation. Accessoirement le traitement des commandes clients à l'exportation des produits ligneux semi-finis et finis 3. Création des Menuiseries PME /PMI destinées à la fabrication des Huisseries et Mobiliers pour le marché local et pays de la CEPGL. 4. Créer une ***scierie destinée à dérouler les grumes en Triplexes et Multiplexes*** en plus des autres produits ligneux spécialisés. ***Les ressources forestières de la CEPGL sont pointées en RDC. En 1995, les besoins en bois scié et en Contreplaqués[51] étaient estimés à 60.000 m^2 alors que l'offre n'était que de 38.000m^2.*** 5. Des Investissements Industriels dans l'exploitation forestière en Territoire de Walikale. Zone vierge contenant des essences connues et rares - Un industriel solide financièrement peut passer un contrat avec le Gouvernement intégré à l'aménagement des routes ou voies d'accès.

[51] Plan Stratégique CEPGL 2010 – 2014 page 19.

	l'appui aux PME créatrices d'emplois des jeunes et enfin l'ONUDI pour la création des ateliers de service ouverts aux TPE et PMI de la filière Bois, destinés à soutenir la conversion et la Professionnalisation des exploitants artisanaux organisées en corps et Chambres de métiers. 10.- Garantir l'accès à un fonds de roulement en plus du financement des matériels d'exploitation, matériels de transport mutualisés, donnant accès aux ateliers mutualisés, aux programmes de formation et à l'ouverture des entrepôts sur les marchés à bois dans toutes les villes principales et secondaires de la province. 11.- Renforcer l'accès aux capitaux pour retirer des PME de l'influence des clandestins et les ériger en PME Exportatrices, incluant les Volets : modernisation de la coupe de bois, débardage, sciage et machinage en produits Finis et Produits semi-finis destinés à l'exportation. Appuyer l'établissement des Partenariats d'entreprises de type accords industriels, Joint venture d'accès aux marchés à travers des entreprises Européennes ou Asiatiques. La fraude va baisser et sera dissuadée, les jeunes vont améliorer les revenus et l'Etat par le Gouvernement provincial va se retrouver sur les revenus douaniers et fiscaux. NB. Un Projet RDC/BIT : Plan d'Action National pour l'Emplois des Jeunes/2008 dispose des Fonds à cette fin. L'ONUDI est de retour et prépare son portefeuille de projets destinés aux PME/PMI en un premier temps Bandundu et Bas-Congo. Par contre l'étude CAP couvre aussi le Nord – Kivu pour un Centre Agro Alimentaire Pilote.			

a.2. Exploitation Forestière Artisanale

L'Exploitation forestière au Nord – Kivu est principalement artisanale – désarticulée et ne contribue pas à l'économie de la Province

Le gouvernement fera un choix rationnel en offrant un appui à l'organisation des associations de corps de métiers en structures territoriales de chambre de métiers structures base érigées en *Fédération Provinciale des Chambres de métiers, dont celles des filières d'exploitation Forestière* constituée des corps d'exploitants et corps de travail du bois. Cette structuration de l'artisanat en général va créer un environnement d'excellence et de partenariat Public / Privé, favorisant l'implantation d'unités artisanales modernes qui disposent d'ateliers équipés et mutualisés comme points d'accès aux technologies, au renforcement des capacités, à la promotion des produits de qualité et de mise en marché contrôlée. Le travail artisanal sera ainsi affiné, standardisé et normalisé. Les membres du réseau sont inscrits au registre des artisans, paient leur carte professionnelle de membre avec fierté et la chambre canalise les taxes fiscaux des artisans en un paiement consolidé qui échappe pour le moment au Gouvernement faute d'organisation. La mise en place de ce système se fera à travers un Projet structurant, identifié à partir d'un recensement général et d'une étude sectorielle confiée à un bureau d'études privé pour éviter la méfiance des artisans, comme base pour la rédaction d'un Projet à soumettre à l'ONUDI et au BIT, Organisations qui ont des programmes et des fonds destinés à la dynamisation de ce secteur.

Cette structure aura le mérite d'offrir au Gouvernement une plateforme à laquelle une licence d'exportation légale du bois peut être accordée en faveur des artisans membres de la Chambre, qui verront ainsi, leurs revenus augmenter et qui payeront volontiers taxes et impôts à un Gouvernement qui les aura reconnus, organisés et promus. Comme retombé majeure, la fraude sera enrayée, la filière sera assainie, plus de qualité, une filière lisible et attractive pour les investisseur sectoriels.

La filière verra l'émergence d'artisans, de maîtres artisans et de compagnons hautement qualifiés dont le maître mot = Qualité.

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
1.- Exploitants forestiers artisanaux jeunes en majorité, faible organisation et faible accès aux capitaux justifiant la manipulation par des capitaux clandestins frontaliers, de commercialisation des Produits ligneux. 2. Limites confuse et limitative des associations et Coopératives avec le statut entrepreneurial légal d'exportateurs, et non éligibles aux crédits et licences d'exportateurs. 3. Absence d'un cadre l égal organisé de promotion des PME/PMI, des corps de métiers et de jeunes chambres économiques du type Chambres de métiers pour canaliser le secteur informel dans l'économie formelle de statut légal. 4.- Ignorance des lois, du code forestier, du code des investissements et du Programme "Plan d'Action National pour l'Emploi des Jeunes avec son budget d'appui aux initiatives entrepreneuriales de création des PME/PMI initiés par les jeunes. 5.- Exploitation sauvage du bois par collusion avec les pouvoirs coutumiers et les traders clandestins, par l'insuffisance des équipements de débardage et de débit de planches, interférant dans les concessions privés.	1.- La province devrait élaborer un Plan Directeur en phase avec la politique nationale de conservation de la nature, de l'environnement et du patrimoine national, basée sur une exploitation économique et durable des ressources, le renforcement des organisations et structures du secteur Privé Grandes, Moyennes et Petites. 2.- Favoriser le transfert des technologies et l'optimisation de la valeur ajoutée des ressources naturelles en réponse aux besoins du gros des Populations à revenus moyens ou intermédiaires comme base stable du marché par type d'exploitation. 3. Développer le cadastre Forestier et l'application efficace des lois foncières ; 4. Efficacité dans la surveillance d'une exploitation durable de la Forêt focalisant : - Recensement des artisans et maîtres artisans de la filière forestière et bois - Appuyer l'organisation des corps de métiers structurés et identifiés avec représentation - Organiser la production des statistiques et la distribution des données pour plus de transparence et la mesure économétrique ; - La vulgarisation et application de la loi Foncière 5.- Détection et bannissement des circuits d'exploitation et d'exportation clandestine soutenus par des trafiquants basés dans les pays voisins afin d'assainir en maximisant les revenus et améliorer une gestion rationnelle de la filière.	**1.-La valorisation de 4,150 Millions d'Ha de Forêt par une gestion rationnelle:** - L'application de la loi Foncière ; - L'organisation et la structuration des corps en chambres de métiers ; - le Renforcement des brigades ICCN 2.- Augmenter les recettes fiscales canalisées par la structure des corps de métiers chapeautés par leurs chambres de métiers territoriales etc. 3.- Un Bon Maillage Provincial de l'artisanat doté de structures professionnelles d'excellence 4.- Assainissement des conditions d'exploitation en faveur des Investisseurs Industriels contre des pratiques frauduleuses et non écologiques ; 5.- Bannissement de la fraude en douane et anéantissement des réseaux de fraudeurs ***par une bonne organisation et structuration du secteur artisanal d'exploitation Forestière***, de transformation du bois : - Création des emplois - Valorisation des ressources naturelles - Forte valeur ajoutée - Professionnalisation et valorisation des métiers	1- Commander une étude sectorielle des acteurs exploitants artisanaux de la filière bois : 2- Rédiger le code de l'artisanat et recenser tous les artisans de différents corps de métiers pour développer leurs chambres de métiers et ériger par adhésion la fédération provinciale des chambres de métiers par secteur. ***3.-Développer par la base d'une approche filière pour un développement solide des secteurs porteurs de croissance.*** ***4. Elaboration de Prodoc destiné aux agences techniques ONUDI et BIT via le PNUD et le PNUE etc.***	1. Investissement flexible avec scieries mobiles en amont d'une Menuiserie Industrielle ou semi-industrielle : - Production pour marché local et sous – régional - Productions exportables dans la sous – région en bois tropicaux prisés surtout meubles d'intérieur, literies, et Mobilier de Bureau durables. -Produits semi-finis et finis standardisés basés sur la qualité de l'essence des bois tropicaux ***préférés exportable en Europe et autres marchés émergents. "Camion-Bateau haute –mère".*** 2.- Montage d'1 chaine de production en série des Produits en bois semi-finis et finis. - Equipement industriel sécurisé - Renforcement des capacités des techniciens locaux - Etude des marché Européens surtout Régions nordiques -Elaboration catalogue bois par essence et gamme d'articles démontables et emballés avec schémas de montage.

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
6.- La faiblesse de la Division provinciale de l'environnement et de l'administration ICCN face à la mauvaise organisation des structures artisanales, à la gestion des titres sur les concessions, à la promotion et protection des pépinières de reboisement privés et à la protection des repousses naturelles. 7.-Protection des réseaux de fraude en douane du Bois exporté clandestinement sans contribution au trésor Public avec minoration du cubage principalement vers KASINDI et dans toute la cote frontalière avec l'Ouganda par certains des agents des services affectés aux frontières. 8.- Faibles capacités logistiques, faible expertise des agents et faibles dotations de l'Etat à l'ICCN et à la Division de l'environnement pour Endiguer l'exploitation forestière destructrice de l'environnement, pratiquer une Gestion des terres essentiellement coutumières et administrer la loi foncière.	6.- L'organisation d'un symposium pour la dynamisation des PMI et TPE artisanaux de la filière Bois en vue d'élaborer et d'adopter un Code de l'Artisanat des corps de métiers de la filière Bois, l'adéquation de la Charte des PME de la même filière, ***comme modèle pour tous les autres corps de métiers vers la constitution d'une Chambre des métiers structurant divers corps de métiers artisanaux.*** 7.- Organiser la promotion des Projets de reboisement et des alternatives éligibles au crédit Carbonne. 2- Lancer un inventaire forestier axé sur l'actualisation de la nomenclature scientifique et la **taxinomie** des espèces, destinées à divers usages. 3- Cartographier et protéger les jeunes individus de la forêt mature et préserver la relève **forestière** afin de garantir l'exploitation forestière régulière. 4- La conservation des îlots **forestiers** et les bandes riveraines. **5-** Avec l'appui de l'ONUDI, identifier et exécuter un projet destiné à Organiser, favoriser la création et surtout renforcer la Compétitivité des PMI et des filières Industrielles Forêt / Bois. 6-Créer des centres opérationnels de vulgarisation forestière 7- Créer et appuyer les écoles techniques secondaires et supérieures de Foresterie pour y former les jeunes et la population aux techniques de l'agriculture durable et l'agroforesterie, en vue de palier aux effets des changements climatiques.	6.- Gestion rationnelle des ressource et corps de métier organisés pouvant canaliser des bonnes pratiques modernes de gestion et d'exploitation : - Marchés récurrents de Mobiliers scolaires - Marchés important à suivre de mobilier de bureau pour l'Administration et les ONG - Huisseries du bâtiment etc. - Culture et exploitation du Jatropha Curkas pour le crédit carbone et la production du Biocarburant.		Avantages comparatifs de type délocalisation : -Main d'œuvre moins chère - Ouvriers très habiles dans la fabrication des meubles, la garniture, et finition - Techniciens de maintenance efficaces reconnus dans la sous –région habiles à l'apprentissage technique et au transfert des technologies. Créer une PMI dans favorable à la création de PMI industrielle et semi-industrielle 3.- Montage d'une Joint Venture avec grandes industrie ensembliers pour bois sur mesure pour meubles de luxe bois chauds tropicaux, bois pour applications industrielles. 4. Création Magasin des Produits de traitement du bois par ignifugation, de surfaçage et de peinturage, Accessoires d'assemblage et de coffrage etc.

6.4.1.7. Ressources Minières du Nord - Kivu

A. Exploitation Minière Industrielle et Artisanale

N.B : Une série de Tableaux descriptifs des indices et Potentiel des ressources *par Territoire* sont présentés à la *section 16 du Volume II des annexes du Profil Economique*

Les Mines et l''industrie extractive concernent tant les matériaux de construction (marbre, argile, Calcaire, Pouzzolane noir et rouge , Pierres de lave etc.), que l'or, le diamant et toutes les pierres semi-précieuses Coltan , Cassitérite, Pyrochlore etc.
Il est certain que le sous-sol recèle d'autres substances minérales, pour lesquelles, à ce jour, aucune compagnie nationale ou étrangère n'est intervenue dans l'exploration-évaluation ou l'exploitation. *Les substances minérales qui sont identifiées le sont au niveau d'indices, mais le volume en tonnage de réserves pour chaque indice n'a jamais été évalué, alors même que c'est le point de départ de prise de conscience de l'intérêt économique de chaque gisement qui devrait préoccuper tant la Province que le Pays,* afin d'élaborer des cahiers de charge et des dossiers DAO pour mettre en compétition des compagnies spécialisées d'exploitation avec détermination du type d'exploitation et du degré de Valeur ajoutée au Pays avant exportation . C'est sérieux pour un Gouvernement de savoir ce qu'il y a dans le coffre – fort Nord-Kivu par la Direction Nationale de la Géologie et des Mines.

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
1.-*La timidité scientifique et le manque de détermination des autorités politiques constituent la principale contrainte à la valorisation des richesses minières de la Province.* *2.-L'absence de schéma Directeur de valorisation des ressources Minières en est la conséquence.* *3.- En l'absence d'un Centre Provincial de Mines et Géologie, le secteur dépend d'une Division des Mines sous– équipée et sans une équipe scientifique alerte combative et perspicace, capable de Promouvoir les entreprises privées, de mener des études d'effectuer des prospections Minières et Géologiques, de prélever des échantillons et envoyer aux laboratoires des Universités, de l'OCC et d'Outre - mère pour améliorer la connaissance des matériau sur les indices identifiés, ce qui bride ce secteur !* *5.- L'absence d'une Politique sectorielle comme vision et l'absence des actions palpables sur terrain attire tous les marrons aux feux des aventures sur le théâtre provincial.* 6.- L'Absence d'accords de coopération avec des Centres de Recherche de renommée internationale retarde la visibilité du secteur, la résorption du chômage et la création des richesses.	A. ***Conseil Provincial des Experts de la filière Mines et Métallurgie*** 1. Recenser 1) les Ingénieurs de Mine, 2) les Ingénieurs Métallurgistes, 3) Ingénieurs Géologues : a) Retraités, b) ***Diplômés*** san***s emplois, c) Actifs Indépendants, d) Actifs employés ; tous*** présents dans l'espace du Nord – Kivu, de Nationalité Congolaise originaires de toute province congolaise sans distinction, et étrangers Africains, Etrangers non Africains tous présents au Nord – Kivu. ***Publier le répertoire avec désignation des Titres et domaines de d'expertise ou de spécialisation.*** . **2.** Identifier toute structure corporatiste du genre conseil provincial des Ingénieurs de Mine et Métallurgistes avec identifiant et un numéro du Conseil, 3.-Publier le répertoire des Coopératives, associations et Corps de métiers artisanaux de Mines, les Fédérer avec désignation des Organes respectueux des lois en vigueur sur les instituions d'intérêt public.	*1.-Nombreux indices sont répertoriés voir section 16 Volume II annexe du Profil économique.* *2.-Les indices révélés permettent de penser aux ressources des métaux dits accompagnateurs à valoriser 1) recherche et conseils. 2) Par nature, procéder pour ceux qui peuvent l'être par l'extraction.* *3. Potentiel inconnu de ressources Minières et Géologiques sous les 4,150 Million d'Ha de Forêt ; non exploitée !* *4. L'absence d'exploitants industriels justifie un potentiel à exploiter et une possibilité Gouvernementale de pouvoir opérer de meilleurs choix économiques d'approche de mise en valeur.* *- De connaissance des gisements* *-De meilleurs partenaires et investisseurs* *-D'augmenter la valeur ajoutée* *-De créer et développer des PME/PMI Minières encadrés* *-De développer une expertise d'ingénieurs conseils résidents.* *5.- **Les Tourbières** sont connues mais le volume des gisements n'est pas encore connu et encore moins la teneur en Kcal. De ses matières sèches compressées en combustible de substitution transformées en briquettes et utilisées à la place des braises de combustion du bois.*	**1.-** *Mieux connaître les ressources et choisir les meilleurs schémas d'exploitation compétitives et à forte valeur ajoutée qui enrichiront la province.* *2.- Elaborer un schéma Directeur de valorisation des ressources Minières, Métallurgiques et Matériaux de construction de type Argiles, Calcaires, Marbres etc. Etude sur les Réserves de Silice et ses propriétés pour l'Industrie du Verre à Vitre et de fabrication des Bocaux comme emballages Agro-alimentaires.* *- Indices de Silices dans Nguenda / Rutshuru et à Mangurujikpa dans Lubero* *3.- Elaborer des fiches techniques adressées aux Universités pour l'analyse des échantillons de calcaires et chaux vives et éteintes en vue de desceller les meilleurs gisements pour le traitement de l'eau potable, pour usage agricole et pour usage dans l'industrie métallurgique etc.* *4.-Idem pour la valorisation des Pierres de Lave - de la pouzzolane noir et rouge autrement que ce qui se fait actuellement pour charger les routes et dans la construction.* *5.-Confectionner un catalogue en couleur des échantillons des indices miniers de la province pour 1) démarches scientifiques d'identification, 2) comme matériaux pédagogiques pour les jeunes des lycées du Nord-Kivu et les Universités.*	*1-.Extraction et pré conditionnement par des sociétés coopératives minières locales pouvant sous-traiter l'affinage avec les investisseurs Industriels* *2.-Créer un Laboratoire de Mines et Métallurgie Privé et accrédité pour la Certification des échantillons dans ce pays minier.* *3.-APPELS d'offre aux investisseurs confrontés à un cahier de charge élaboré aux soins de la Province pour une exploitation Gagnant – Gagnant. Assorti d'un Programme de Transfert de Technologie et de transformation total et/ou partiel des matières ;*

	B. *Exploitants Privés, Entreprises, Consortiums et Indépendants, Commissionnaires du secteur des Filières Mines et Métallurgie.* ***C. Règlementer l'exploitation artisanale des minerais radioactifs et en prendre la mesure sectorielle.***			
6.- L'Absence d'une volonté d'établir un état des lieux plus précis du Potentiel Minier et Métallurgique et d'un Plan stratégique de valorisation résume les contraintes de 1 à 5 ci-dessus.	1.- Elaborer un Cahier de charge soumettant tous les intervenants de la filière et chaines de valeur des Mines et Métaux à organiser, identifier les membres et adopter un code professionnel de partenaires de l'Etat , pour une exploitation rationnelle et un respect 1) du code Minier, 2) du code fiscal et 3) d'apporter où c'est possible de la Valeur ajoutée, 4) le transfert des technologies par une veille Technologique pour un secteur Mines et Métallurgies Compétitif et Productif.		6. Confectionner des coffrets de pierres vitrées en échantillons pour les raisons sous 5. 7.- Commander une étude d'identification de type de petits laboratoires d'analyse des échantillons. 8.- Commander l'élaboration d'un répertoire des laboratoires Universitaires et Privés pour conclure des accords de coopération dan le domaine d'identification et d'évaluation des ressources.	
	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ (suite).			

2.-<u>Pour les métaux et minerais non radioactifs,</u> les Sociétés Coopératives minières peuvent obtenir les autorisations d'exploitation pour toutes les premières transformations : Extraction – nettoyage – broyage avec échantillonnage et analyse de composition etc.
Des financements peuvent leur être accordés pour des équipements conséquents et évoluer vers le Statut de PMI Minières exportatrices.

3. L'ordre provincial des Ingénieurs des Mines et Métallurgistes peuvent ici jouer un rôle de conseil rémunéré sur base des résultats. Ils peuvent

1. Développer une stratégie de prospection afin de compléter la connaissance des indices en déterminant l'importance et les caractéristiques des valeurs économiques de chaque gisement de chaque indice.

2. Créer un centre Provincial de Géologie et des Mines par innovation et pour plus de combativité économique, en vue de valoriser les richesses nationales : Le Nord-Kivu est de 2 à 3 fois plus vaste que certains Pays, possède un nombre élevé d'indices Minières et Métallurgiques et, ne peut rester enfermé dans un schéma organisationnel de type Colonial extraverti par le principe d'exporter le brut, l'ignorance de ce qu'on a et la commercialisation des métaux et matières précieuses en dessous de leur juste valeur du marché ! par ignorance.

- Identifier et mettre à Contribution les Experts Résidents de la Province et ceux du niveau national par un appel à contribution exprimé par le Gouvernement Provincial.

- Valorisation rationnelle des Indices des Ressources Connues en encourageant les Associations, Coopératives, PME et TPE Minières, encadrés par les experts du comité consultatif provincial des Experts résidents pour :
  - <u>Evaluation de la Radioactivité et Etudes d'impact sur l'Environnement</u>
  - Elaboration des fiches de cycle de Travail
- Fixer le protocole de broyage ou pulvérisation, échantillonnage et état de conditionnement
- Appréciation des valeurs des résultats de laboratoire OCC et ailleurs ;
- Etablissement de contrat avec des groupes industriels etc.

Le recours à l'ONUDI et autres agences spécialisées des Nations Unies pour les Mines et Géologies, au renforcement des capacités de valorisation de la petite Mine et des capacités et expertise de prospection, de cartographie et de choix technologiques de valorisation sans risques radioactifs.

6.4.2. SECTEUR SECONDAIRE

6.4.2.1. Production manufacturière
Secteur secondaire 10 % du PIB. Production Manufacturière 89 % - Eau potable 2 % - Electricité 4 % et IBTP 5%

A. Production Industrielle
La part du secteur secondaire à la formation du PIB a été modeste 10 %, sur la période de l'étude 2000-2009 en pleine crise et rupture d'Etat. Plus de 90 % d'unités industrielles tant urbaines que rurales ont subis des contrecoups de cette situation et ont du fermer, pillés, cannibalisés, abandonnés.

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
1. L'Absence d'électricité industrielle surtout en milieu rural bride les projets industriels. 2. L'effondrement des productions du primaire n'offre pas la garantie d'approvisionnement industrielle, agroindustriel et agroalimentaire. 3. L'insécurité continue de compter parmi les dissuasions à l'investissement. 4. Le délestage dans le système d'approvisionnement électrique de la SNEL contraint les usines à se doter de Générateur Electrique, ce qui grève les charges d'exploitation et renchéri les coûts de production et moins compétitives les produits industriels du Nord-Kivu. 5. La caractéristique de l'industrie manufacturière est qu'elle reste semi-industrielle, dominée par la PME/PMI à cause du facteur énergétique. 6. L'absence des capitaux et les taux élevés des ressources financières rares handicapent sérieusement de nouveaux investissements dans l'industrie manufacturière, l'acquisition des pièces de rechange et l'importation des intrants divers. 7. L'énergie Thermique, solaire et Eolienne ne sont pas encore mis en valeur en applications industrielles. 8. La faiblesse des investissements publics pour le développement des infrastructures Eaux, Electricité, Bâtiments et Routes et ouvrages.	1. La paix reste la principale exigence pour libérer toutes initiatives libérales durables. L'Etat est seul garant sur ce registre. 2. La valorisation des énergies alternatives durables du Genre Eolienne, Gaz Méthane, Solaire etc. peut favoriser bon nombre de nouvelles initiatives industrielles. 3. Le Climat des affaires compris au standard du Doing Business, en plus de la disponibilité des capitaux destinés aux investissements durables, privés, de moyen et long terme constituent des facteurs déterminants. 4. La réhabilitation du système bancaire et l'efficacité des moyens de paiement modernes sont déterminants. 5. L'aménagement des zones industrielles et de zones franches associés à la garantie d'approvisionnement durable en électricité, aux avantages du code des investissements seraient des dispositifs favorables et incitatifs à déterminer de nouveaux investisseurs de venir injecter des capitaux propres et prendre des risques. 6. La modernisation de l'administration et des services techniques Publics sont des déterminants dans un environnement attractif : - Législation et nomenclature des tarifs affichés sur le Blog du Site Web du Gouvernement et de chaque Ministère, mis à jours régulièrement. Lutte contre les abus tarifaires doubles. 7.-La connexion à Internet de l'administration même au niveau du territoire avec une assistance en ligne devient possible avec Modems sous réseaux de téléphonies mobiles. 8.- La circulation rapide de l'information et des instructions permet de changer et de positiver nombreuses situations : Aviser le passage d'une mission et la composition des membres, Copier l'ordre de mission et préciser la durée et les mesures pratiques à prendre, rendras plus efficace l'accomplissement des missions tout en dissuadant les aventures. 9. La publication sur le site Web de la Province et/ou du Ministère de tutelle des listes de noms des agents affectés aux Postes douaniers et de services frontaliers de Kasindi, Ishasha, Bunagana etc. et aux Barrières, avec leurs N° Matricule, et Tél. Ils sont ainsi identifiables, ce peut énormément contribuer à la transparence des attitudes. -Publier aussi les noms et coordonnées "mail+tél" des responsables en Province et à la Direction Générale pour recevoir des informations anonymes protégés : Ceci peut contribuer en peu de temps à plus de transparence. La France le pratique déjà…	**Les potentialités et avantages compétitifs du secteur secondaire;** 1. De La production et distribution de l'énergie 2. De l'industrie et agro-industrie 3. Des Infrastructures 4. De la production et distribution d'eau potable en milieu urbain et rural. 5.-Les industries de l'Emballage, de l'énergie et du froid sont des domaines offrant de grandes Potentialités d'investissement. 6.- Le Nord – Kivu est un château d'eau à cause de ses Lacs et rivières. La nappe Phréatique en dehors de Goma est bien fournie pour les forages. Nombreuses sources d'eaux favorables à assurer l'eau potable de boisson. 7.- 250 MW de Microcentrales hydroélectriques à valoriser à travers les six territoires.	1. Elaborer l'étude d'un projet de 5 ans destiné à renforcer la création, la gestion, la modernisation et l'expansion des PME/PMI à soumettre à l'ONUDI au Nord-Kivu. 2. Etablir un accord de Coopération avec le CRIQ : Centre de Recherche Industriel du Québec en appui à la recherche technologique, au transfert des technologies et à la mise eu point des procédés et solutions technologiques des produits industriels. 3. Créer un Centre de promotion Industriel spécialisé dans la filière agroalimentaire : l'Information technologique, l'emballage, la stabilisation des produits. 4. Mettre en Place un Plan de création de Pépinières de PMI agroalimentaires et de zones Industrielles aménagées et Hors taxe : Doté de locaux industrielles, énergie électrique, appuis en gestion NTIC et Internet. Eau industrielle et vapeur - Au cœur un Centre de technologies Alimentaires pour l'appui technique au secteur, doté d'un laboratoire de contrôle qualité. 5. Etablir un Programme de démarche Qualité dans les PMI vers le Processus de certification ouvrant sur les standards internationaux et l'accès aux marchés aux produits du standard ISO. 9- Etude sur les Zones franches économiques en région CEPGL (Burundi – Rwanda – Ouganda etc..) et des Avantages fiscaux et non tarifaires offerts dans ces espaces h compétitifs du Nord – s taxes, en vue de définir les conditions d'ouverture d'une zone franche industrielle du Nord – Kivu en attraction des investisseurs sérieux.	1.- Création d'une Usine de Torréfaction et moulinage du café mélangé Arabica et Robusta, pour le marché de Kinshasa à travers les grandes surfaces. 2. Création d'une entreprise de matériaux de construction : - Extraction, broyage et calibrage des caillasses pour les chantiers routiers et d'immeubles. - Extraction du calcaire, calcination, emballage et commercialisation de chaux vive, éteinte pour la construction, la chaux agricole et aux stations REGIDESO de l'est la chaux aux caractéristiques chimico - physiques exigées pour la neutralisation des eaux de boisson. 3.- Créer une entreprise de fabrication métallique et de construction mécanique pour la mise au point des équipements en technologies appropriées et assurer la maintenance industrielle, la réhabilitation d'usines vétustes selon la demande des investisseurs timides ou trop prudents avant la modernisation du tissu industriel avec de nouveaux investissements. 4.- création des ateliers de machines outils modernes pour assurer la maintenance industrielle à Goma, à Butembo et à Béni et Walikale pour soutenir le développement de la PMI et l'industrie naissante. (la Province est sous – équipée dans ce domaine, tous ateliers sont sous – équipés t les machines outils vétustes et sans précision, trop vieilles). 5.-Créer une usine de fabrication des emballages mixtes : Bocaux, sacs et bacs – Flacons et bouteilles de dimensions et formats selon l'étude. 6. Créer un atelier mixte de menuiserie et extrudeuse plastic pour produire des bacs de transport en gerbe superposé des produits périssables comme Tomate, fruits et légumes en manutention, en emballage et conditionnement d'expédition par Avion, Bateaux et Camions et en Bacs Isothermes.

6.4.2.1. Production Manufacturière Artisanale

Secteur secondaire 10 % du PIB. Production Manufacturière 89 % - Eau potable 2 % - Electricité 4 % et IBTP 5%

b.1. TPE ou Très Petites Entreprises Manufacturières Artisanales

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
1. Absence d'un code de l'artisanat et des chambres de métiers organisés pour canaliser et organiser ce secteur 2. Absence de quartiers artisanaux destinés aux artisans et des ateliers collectifs. 3. Absence d'activités foraines de promotion de l'artisanat et sites de Tourisme de l'artisanat. 4. Absence d'un plan Directeur d'amélioration de l'accès à l'eau potable urbaine et rurale. Et à la desserte en électricité industrielle et domestique. Cahiers de charge et DAO introuvables. 5. Faible organisation des Appels d'offres pour l'exécution et/ou Surveillance des travaux des ouvrages Eaux et Electricité. Bâtiments et travaux Publiques.	1. Organiser les outils provinciaux de classification – structuration et organisation du développement des PME/PMI – TPE comme Entreprises artisanales - corps de métiers – chambres de métiers et Fédérations des Chambres des métiers structurées par l'initiative des Artisans eux-mêmes. Ouverture par eux-mêmes du Registre des artisans 2. Monter un projet de dynamisation des PMI et PME en liaison aux TPE. 3. Elaborer une charte de promotion des PME nationales de Construction pour leur participation aux marchés d'appels d'offres, arracher d'en organiser plus à Goma que depuis Kinshasa. 4.	1. Secteur ouvert à 60 à 80 % des populations des deux sexes âgés de 10 à 65 ans. 2. Faibles barrières d'entrée dans la carrière. 3. Faibles mobilisations de capitaux d'investissement. 4. Savoir – faire modulable et prise en charge de proximité par le maître artisan. 5. Réserves d'eaux importantes d'exploitation facile en pompage et propulsion et en gravitaire. Documentation indicatives disponible auprès des autorités. 6. De Walikale à Béni, les sites hydroélectriques sont tous identifiés pour des besoins directs de modernisation.	1. Commander une Etude pour sélectionner les secteurs de production artisanale prioritaires à organiser dans le cadre économique. 2. Commander une étude économique des conditions pour organiser la petite mine arrimée ou pas à l'industrie, mais pouvant élaborer les cycles élémentaires et sans risque de préparation des minerais. Exportables... 3. Commander une étude consolidée du potentiel Eau et Electricité et d'un cahier de charge sur les conditions de faisabilité de la production à la distribution Urbaine et Rurale.	1. Créer un atelier de fabrication et exploiter des Presses à huile et des Moulins Hydromécaniques pour céréales et graines oléagineuses. Connectés aux ateliers de Provenderie et élevages intensifs. Aux ateliers d'aliments de sevrage 2. Aménager et Installer des Mini centrales hydroélectriques sur des sites à proximité de demandes de la petite industrie rurale agroalimentaire et autres usages ruraux facturables. 3. S'informer et soumissionner aux appels d'offre pour les travaux de route, des centrales d'eaux Potable, d'extension des réseaux électrique, de Financement et installation des cabines électriques.
4. Confusion de classification et de fiscalité entre PME/PMI et TPE/Artisanat – Micro entreprise – SNS ou Secteur Non Structuré – PANA ou Petites Activités Non Agricoles. 3.-Donc fausses Politiques et mauvais ciblage des structures et donc Stratégies sans impacts.	2.- Travailler avec les fédérations des PME et des Chambres de métiers afin d'élaborer et adopter les articles 1) de la Charte des PME et 2) Code de l'artisanat Créer un cadre de collaboration et de sous – traitance sur les marchés Publics et le civisme fiscal. 3. Créer un centre d'in formation et documentation sur l'industrie, la règlementation et la création.	5. Type de production correspondant à la demande solvable de la majorité des populations ayant des revenus bas. -Procédés technologiques dites appropriées pouvant être fabriqués localement. -Mécanismes de transfert de technologies souples et de type culturel de parrainage familial etc.	3. Commander une étude sur la qualité des eaux de source pouvant être mises en bouteille et préparer un fichier des sites exploitables pour des investisseurs privés 4. Commander des Prototypes de microcentrales banco pour vulgarisation aux ateliers équipementiers.	4. Créer un atelier mécanique pour fabriquer des Broyeurs et concasseurs des métaux et minerais – Presses et extrudeuses à briques en argile – Petits mélangeurs bétonneuses. 5. Créer une PMI de production de l'eau Minérale dotée d'une extension de fabrication de bouteilles ouverte aux commandes extérieures.
				3. Créer un Atelier pour le Travail de l'acier Inoxydable destiné à fabriquer des équipements simples sous licence et ou en Partenariat avec un équipementier européen ou asiatique /Chine-Inde : - Equipements de coupe en boucherie et charcuterie - Equipements de mélange et malaxage des condiments -Boudineuses à viandes et à savons -Fours à pains et petits fours avec composantes de régulation et automation importés à monter sur les structures fabriquées localement.

6.4.2.2. Production Agroindustrielle et agroalimentaire.

A. Productions Agroindustrielle et Agroalimentaire				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1.-La Petite industrie fruit du dynamisme local éprouve des difficultés à cause des coûts élevés de production de l'énergie par Groupes électrogènes ; 2.- L'absence d'une zone industrielle offrant Services et infrastructures de base est pénalisante. 3. Les nombreuses épiphyties et épizooties réduisent la productivité et rendement des exploitations, pousse à l'abandon, et réduisent l'efficacité d'approvisionnement des unités de transformation. 4.- L'absence d'encadrement des mécanismes de transfert des technologies affecte la Compétitivité de la production interne. 5. Absence du marché des capitaux et des facilités de financements flexibles bride la filière.	1. Réaliser la ligne Electrique Goma – Lubero – Butembo à BENI afin d'appuyer le secteur industriel, réduire le coût de l'énergie et stimuler la compétitivité des productions locales face aux produits importés de l'Ouganda et du Kenya, et inverser la tendance et les flux commerciaux. 2. Améliorer l'environnement de travail des PME/PMI de la filière en valorisant la compétitivité agricole à travers la transformation axée sur les marchés des Pays de l'Est dans certains créneaux. Création de Zones Industrielles et Zones franches économiques. 3. Développer un Projet structurant d'appui à la Productivité et la compétitivité des PME/PMI avec les appuis de l'ONUDI, de la FAO, du PNUD, de la CEA/SRDC-KIGALI et par ce dernier les appuis de la CNUCED. 3.- ***Inviter la branche IFC de la Banque Mondiale au renforcement du Marché des Capitaux destinés à soutenir des investissements privés durables*** dans toutes les articulations des filières par les PME / PMI Privés professionnelles. 4.- Appuyer les groupements économiques pour investir dans l'équipement et l'exploitation de nombreuses Potentialités hydroélectriques disponibles dans presque tous les territoires du Nord – Kivu. 5.- Négocier la mise en place d'un Projet de renforcement, équipement et modernisation des Ateliers de maintenance locaux, renforcer la capacité en maintenance industrielle et en transfert des technologies des Ingénieurs Techniciens disponibles et/ou attirés, et des techniciens ou personnel technique des ateliers de maintenance locaux, des unités Agroindustrielles et agroalimentaires, à travers un appui de proximité de l'INPP et d'un programme structurant de l'ONUDI.	1. Organiser des concours de Business Plan ou Plans d'affaires dan le but de : - Dépister les entrepreneurs ayant des idées originales et projets pertinents - Constituer un Portefeuille de projets à soumettre aux bailleurs des fonds, aux Agences Euro – Asiatiques pour établir des relations d'affaires avec les hommes d'affaires ou, soumissionner aux programmes d'investissement soutenus par ces pays. Démarche critique en trois points : 1. Diffuser des technologies appropriées et des petites unités industrielles et/ou des équipements type obtenus des Pays industrialisés ou des équipementiers 2. Appuyer l'expansion du secteur privé congolais du Nord – Kivu par la sélection des meilleurs business plans élaborés selon les règles de l'art Assorti d'un prix pouvant constituer la participation à l'investissement des gagnants, de l'ordre de 25.000 à 100.000$ ou Euros. Ce prix va stimuler la compétition et la soumission de meilleurs projets dans les domaines, secteurs ou filières déterminés par les organisateurs du concours. 3. Le financement sera partagé entre divers fonds rassemblés comme suit :	1. Elaboration d'un Schéma Directeur de l'agro-industrie et agroalimentaire du Nord – Kivu pour la valorisation et le développement des filières Agricole – Horticole et Maraîchère, Elevages et dérivés, Pêche et dérivés. 2.- Commander une étude sectorielle sur la consolidation des grappes de Foyers de développement en Bassins économiques spécialisés, d'un nombre limité, adapté aux potentialités du Nord - Kivu, dotés de Centres d'Excellence et de transfert de technologies, de capacités d'études et de capacités d'analyse de marché et de produits. 3.- Dresser un plan de la ***SCA*** "***S***tratégie de ***C***roissance ***A***ccélérée des composantes des filières Agricole et Agro – industrielles ; 4 - Définir les objectifs stratégiques pour un Portfolio prioritaire d'opportunités moteurs de la SCA. - Potentiel commercial - Marchés cibles identifiés - Zones de production aux caractéristiques recherchées à cibler à travers les foyers de développement et Bassins économiques identifiés; - Les choix technologiques de compétitivité à combler ; - Goulots d'étranglement et Contraintes à lever ; - Objectifs quantitatifs de production déterminés à atteindre. a) -Une analyse stratégique des principales opportunités b)-Identification rationnelle d'un Portfolio Prioritaire d'Opportunités C) – Investissements stratégiques à proposer assorti d'un plan de mise en œuvre Public – Privé et Bailleurs des Fonds.	1. - Faciliter la conclusion d'un joint – venture avec des entreprises étrangères renommées pour la technologie des emballages agroalimentaires de qualité et en matériaux divers. visant le marché des PME/PMI du Kivu et de la sous – région CEPGL. 2. Industries de viande fraîche bovine, ovine, caprine, porcine, volaille etc. 3.- Investir dans l'industrie Cuirs et Peaux 4. Investir dans l'industrie : Lait de vache, de chèvre (UHT et frais pasteurisé), produits laitiers (lait caillé, yaourt, fromage). 5.-Investir dans la production industrielle de : Canne à sucre, Sésame, Tomate Industrielle, Arachide, Soja etc. 6.- Industrie huile de Palme de la plantation à l'usine d'extraction, au raffinage, à la margarinerie, aux aliments pour bétail etc. 7.- Tomates séchées, Jus d'ananas et Prunes de cape etc. 8.-Investir dans l'industrie des Produits : Jus/sirops/Confitures de Prunes, Goyaves, Ananas, oranges, mandarines, Gingembres, 9.- Investir dans la production de riz irrigué mécanisée ou par traction animale, récolte décorticage et ensachage. 10.- Investir pour le marché national et sous – régional : -Légumes, produits vivriers et Fruits de substitution ; 11. Investir dans Fruits et légumes de contre – saison par rapport à la production étrangère européenne et saisons tropicales 12. Développement des variétés de la Pomme de terre et de l'Oignon et Valorisation de la production par la transformation et le conditionnement.

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
	6.- Encourager l'implantation et développement d'une filière de fabrication et approvisionnement économique des Emballages adaptés à la filière. - Procurer des stages d'Infographes nationaux pour appuyer la conception des logos, designs des Produits et motifs des emballages de visibilité du Made In Nord – Kivu.	Ex. Le CDE UE/APC : Centre de Développement des PME. -ACDI Canadien - Centre Néerlandais de promotion des investissements - Centre chinois idem -Centre Indien Idem -FPI / RDC -Gouvernement Nord – Kivu. 4. Premières formations centrées sur l'encadrement des sélectionné à améliorer la rédaction de leur Plan d'affaire et le conformer aux exigences d'analyse de faisabilité et des risques de gestion et de marchés et.		13. Maraîchage : Développement du processus d intégrations des cultures Pomme de terre et Oignon au niveau national et international.
	7.- Encourager exprès le développement des prestations de métrologie et de contrôle qualité en vue de soutenir un standard élevé des productions et fabrications locales et garantir leur compétitivité à l'exportation. 8.- Création d'un Laboratoire et Centre des technologies Agroalimentaires en appui à la qualité, normes et standards.	Le Nord-Kivu nouerait ainsi des relations de partenariat technique avec des experts et structures d'appui et conseils en entrepreneuriat, en Mentorat de parrainage et de Financement de PME.	-Mener une étude – recherche sur des Maisons fournisseurs des Emballages alimentaires fabriqués à grande échelle, à moindre coût et de qualité de haut standard, pour approvisionner l'industrie locale. 5.-Prospecter les équipements Allemands de fabrication de l'emballage avec transfert de technologies et utilisation des matières premières locales.	
	Créer un centre de transfert des Technologies Adaptées, avec les appuis neutres de l'ONUDI – INPP – CDE/UE – CRIQ/Que. CTB & AWEX et The Hague. ayant pour tâche de : - Appuyer la création d'entreprises par l'accessibilité à des technologies de base internationale - Créer des ''CRI'' Centres Régionaux de promotion des investissements, d'étude sectorielles, d'études de marché et de montage des dossiers bancables ; - Renforcement du Cadre technique et normatif sectoriels ; - Prendre l'initiative de créer un cadre technique de Promotion des Investissements du Nord-Kivu, avec les appuis techniques ANAPI, sous la puissance des autorités du Nord-Kivu.		6.-Elaborer des Fiches de Synthèse Stratégiques de chaînes de Valeur des produits pour la transformation, soit destinés à la consommation finale, soit entrants dans la chaine de valeur même, soit issus des cultures etc. - Produit - Potentiel marché - Potentiel compétitif de l'offre - Contribution à la croissance accélérée - Facteurs limitant - Défis de la compétitivité - Opportunités clés .	

6.4.2.3. Production IBTP

A. Infrastructure				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1. ***Délabrement*** généralisé des infrastructures de base et ***absence*** *a) d'Un Plan Directeur des infrastructures multisectorielles actualisé, b) un cahier de charge multisectoriel actualisé,* d) un dossier de mobilisation des partenaires. 2. Depuis le passage de la Province de District en Province les Infrastructures de base et de services publics n'ont pas bénéficiés d'investissements en fonction des nouvelles capacités. 3. Le principe de rétrocession des fonds n'a pas suivi et le Gouvernement Provincial se débrouille pour ses interventions au niveau des infrastructures avec des moyens fort limités, des résultats médiocres : -Presque toutes les Divisions Provinciales sont sans bureaux et sans structure et mobiliers de travail ; - Absence d'un Etat des Lieux des Infrastructures Privées abandonnées, sur le statut juridique et l'option de valorisation urgent. -Inexistence des autres Infra&structures et en nombre insuffisant pour les secteurs : - Energie - Eau potable - Santé HGR – ZC – CS - Bâtiments scolaires du Primaire, secondaire, technique, Professionnels, Supérieurs et Universitaires. - Absence de Lotissements identifiés et documentés, mieux, attribués aux structures capables d'investir etc. - 4. Absence des incitations pour stimuler le secteur privé à investir d'avantage dans l'infrastructure social et autres.	1. Des prévisions ont été faites dans le PDP en vue de compléter les déficits, de réhabiliter et d'étendre les infrastructures multisectoriels : Santé, Enseignement, Routières, de production et distribution de l'Energie électrique, de production d'Eaux et adductions urbaines et rurales. 2. Les études sur les infrastructures de transport et communication disponibles sont entrain d'être consolidées pour agencer les plans de mise en œuvre et la recherche des financements. 3. Dans les secteurs de l'Education, les secteurs privé et confessionnel accompagnent l'Etat dans l'amélioration de la capacité des infrastructures scolaires en suivant un Plan Directeur Provincial consolidé et impliquant les réseaux Publics – Privés et Confessionnels. 4. Etudier des formules flexibles de mise en œuvre le plan de réhabilitation des infrastructures moyennant des mécanismes de compensation à discuter avec le secteur Privé et ou des Partenaires.	1. Nombreuses infrastructures de base, urbaines et rurales ont besoin de renforcement, de réhabilitation et pour certains le renouvellement. Les ressources manquent, et manquent aussi les stratégies alternatives de sous – traitance et ou leasing entre le Secteur Privé et Public par le type d'accords de céder au secteur Privé la réhabilitation moyennant un contrat d'exploitation avec facturation. Il manque aussi le climat de confiance, le climat des affaires et la rigidité du Gouvernement central sur ce type de transactions. 2. Le réseau des infrastructures Privés des Travaux Publics sont sous – équipés et n'ont pas accès aux capitaux pour mieux faire. Pourtant les besoins sont immenses. Moyennant assez d'imagination et un goût de risques calculés – un marché sans quasi concurrence existe.	1.- Commander une étude consolidée d'évaluation sur les conditions de réhabilitation et de modernisation des infrastructures de base et élaborer *a) Un Plan Directeur des infrastructures multisectorielles actualisé, b) Un cahier de charge multisectoriel actualisé,* pour la mobilisation des partenaires : - Partenaires de coopération au développement - Investisseurs du secteur Privé - Formule d'investissement et exploitation/gestion mixtes Public/Privé. 3. Commander l'étude de faisabilité de création d'un nouveau Garage et Atelier des Travaux Publics dans une formule associative Etat / Privé. La structure devant être gérée par l'Investisseur privé pour 25 ans, l'Unité ouvert aux travaux Privés, dans une section distincte, destinée à générer des revenus exonérés d'impôt (25 ans) pour l'investisseur privé. ***4. Elaborer un dossier de faisabilité, de financement, assorti d'une formule de gestion destiné :*** a).-à la Création et Modernisation des Services des Travaux Publics "TP" et d'autre part, b).- le devis descriptif pour la réhabilitation des infrastructures Publics et leur modernisation : - Sanitaires avec centrale centralisée par quartier administratif - Panneaux solaires et installation sécurisée. - Une formule de financement 1) apports en cash du Gouverneur, 2) Apports en nature du Gouvernement, 3) Parts en exonération de l'Etat en faveur de l'Investisseur Privé garant de la concrétisation et de transfert de technologie	1-Prendre connaissance de différents cahiers de charge et devis des travaux d'infrastructures dans différents domaines, et faire offres au Gouvernement sur les conditions de financement et la meilleure formule de récupération en exploitant ou par mécanismes de compensations dans le bon usage.. 2. Créer un Garage Moderne en contrat exclusif ou en association avec Le gouvernement provincial car, ***l'Etat n'a plus de Garage ni d'atelier pour les Travaux Publics*** : En Actionnariat a)- l'Etat apporterait l'infrastructure à sa valeur du moment : Bâtiment et concession ; - Une exonération de taxes et impôts sur les travaux de tiers non – état facturés, pendant 15 à 25 ans. - La récupération par l'Etat au bout de 25 ans a) Il faut un investisseur qui soit un professionnel et solide financièrement. - Financera les équipements de garage moderne et assumera la Gestion. - Désignera et engagera le personnel de gestion privée - Sélectionnera les seuls Techniciens qualifiés, expérimentés et ou recrutera des jeunes qualifiés pour les former, perfectionner comme relève d'une nouvelle TP. -Un apport financier peut venir des Partenaires pour Pour l'Etat, - la maintenance pour la Police, pour les Parcs Nationaux, pour les L'administration des Territoires avec contrôle du Patrimoine d'Etat.

B. Bâtiments et Matériaux de construction				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1. Absence de laboratoire de matériaux de construction 2. Absence d'un catalogue des normes et des standards pour la construction des établissements humains et des matériaux de Construction et des abaques d'usage en chantiers. 3. Absence de contrôle des matériaux non conformes avec pénalités aux importateurs pour récidive ! 4. Zone Volcanique, avec une forte et permanente activité sismique. 5. Commerce triangulaire des quincailleries et accessoires du bâtiment. 6. Contrôle insuffisant de l'OCC sur les aspects qualité des matériaux et accessoires quincailleries, huisseries, matériels et accessoires électriques etc. fiches. prises. blocs WC...	1.- Planifier, budgétiser et construire les bâtiments publics prioritaires des services techniques et services normatifs de l'administration, des prestations et encadrement social. 2.-Actualiser, Publier et Vulgariser un Catalogue des Normes 1) des constructions des établissements humains, 2) des matériaux de construction, 3) agrément des Courtiers et Agences immobiliers. 3.-Constituer une commission provinciale de normalisation Présidée par l'OCC, secondé par les Directeurs des Associations Patronales, Avec un collège de Conseillers membres des associations des Professionnels des secteurs vitaux : Pharmacies, Quincailleries, Matériaux de construction, Alimentations et Divers introduits sur la marché évitant 1) les produits sans efficacité occasionnant des pertes aux individus et à la société, en Quincaillerie et Plomberie , Fers qui supportent même pas trois mois de fonctionnement normal. Fers à Bétons sans certificat de qualité des Essais Rockwell et Brinell afin de sécuriser les chantiers et immeubles sur la durée utile des ouvrages publics et Privés. ***La commission devra*** : Adopter des principes sur la norme et qualité des matériaux de construction vue, et d'origine volcanique, intégrés dans la construction des bâtiments et immeubles et ouvrages pour sécuriser l'usage et déterminer les caractéristiques. 3.- Organiser Sur fonds propres, la province a su faire certains travaux. 4.-Détermination des critères et principes normatifs de durabilité sur la qualité des accessoires de quincaillerie et la conformité des accessoires électriques mis en consommation dans le bâtiment au Nord – Kivu.	1.- Des Universités au monde et certaines entreprises ont mis au point des formules et protocoles d'utilisation optimisée des matériaux d'origine Volcanique associés aux calcaires et chaux, aux types d'argiles et terres colorantes. Un transfert de technologies peut valoriser les ressources locales mieux que maintenant déjà. 2.-Le Gouvernement de la province du Nord – Kivu par ses services, devrait initier des contacts afin de déceler les possibilités de valoriser tous les gisements importants à ses pieds et essayer d'en tirer partie. 3.- Au large du Lac Kivu et des autres Lacs Edward et Mokoto s'offrent des potentialités de réaliser des infrastructures d'hébergement dans le cadre de la promotion du Tourisme. La Promotion immobilière est encore vierge dans c e créneaux.	***1.-Commander une étude de sensibilisation sur : L'impact direct et indirect des pertes d'efficacité et du manque à gagner "économique" et "social" Public/Privé du fait des retards accumulés et des délais non maîtrisés depuis l'indisponibilité des infrastructures de base : Energie, Eau, Santé, Education, Encadrement social et troisième âge. Impact négatif constant et lourd de conséquences.*** 2.- Commander une étude d'impact environnemental des conséquences venant : -Du faible reboisement vs. bois d'œuvre et carbonisation, -Abandon de tonnes de Piles de mauvaise qualité importées, qui ne font même pas un Flash photo, n'assurent pas 48 h 00 à un poste radio en FM et occasionnent des pertes économiques sur Le renouvellement des importations au niveau de la province. 3. Commander une étude de cahier de charge pour le Plan d'aménagement de la Province. 4. Commander l'étude d'un cahier de charge détaillant la promotion de la construction des établissements humains comme investissements Privés. assortis de différentes formules de location vente sous garanties d'assurances, de la société d'émission et du Gouvernement.	1.-Publier un cahier de charge de l'ensemble de chantiers d'infrastructures et solliciter des offres et alternatives de financement – Exécution et Compensation avec échéanciers, y compris à certaines coopérations et aux structures du secteur privé. **2.-**Investir dans l'élaboration et conditionnement des matériaux de construction mieux dosés et mieux calibrés à fournir aux chantiers de classe A, et étudier le marché dans la sous –région surtout en ce qui concerne les matériaux volcaniques optimisés. - Ciments à base de Pouzzolane - Mortiers hybrides au Ciment portland – Chaux et Pouzzolane - Chaux pour mortiers et pour enduit des surfaces **3.-** Créer une Entreprise de Construction des établissements humains destinés au Crédit Bail/Location – Achat, par le secteur Public et Privé, Construire des Marchés pour l'Etat et des Quartiers Résidentiels de Catégories Sociale et Classe Moyenne. 4.- Créer une Banque pour l'habitat avec différents produits : type d'habitats – contours commerciaux - usage de différents type de matériaux et valoriser en amont les investissements des filières Bois pour les Préfabriqués, et autres Matériaux de construction. Formules licites et certifiées de leasing, location/vente et ventes directs.

C. Travaux Publics.				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1. L'absence d'un aménagement du territoire de la Province est une des principales causes du désordre foncier couplé à l'ignorance et au manque d'application des principes directeurs de la loi foncière. 2. Le manque de budget décentralisé limite les moyens d'action du Gouvernement Provincial dans sa mission des Travaux Publics transports communication et Infrastructures incluant la fonction de normalisation et de contrôle. L'exécution des ses devoirs en pâti au point de vue surveillances et entretien etc. 3. Le personnel a pris de l'âge et les technologies ont évolué. 4. Le sous –équipement des services publics pénalise la Province dans nombreuses de ses missions.	1.- La coopération avec le PNUD, la coopération Belge et Britannique, mais aussi avec l'union Européenne ont about 2.-La détermination d'un cahier de charge définissant les caractéristiques des voieries, façades, et diverses normes serviraient à détendre le climat contre les empiètements, les malfaçons et non-conformité. 3.-Elaboration et diffusion des normes en matière de construction, et mettre en œuvre le contrôle d'application des aspects légaux, 4.-Promotion des matériaux et des techniques de construction éprouvées comme bonnes pratiques pour plus de sécurité dans l'intérêt général. 5.-Renforcer les capacités du bureau d'études des Travaux Publics et Infrastructures	1.-Nombreuses études sont à faire pour améliorer et anticiper l'aménagement du Territoire. 2.-L'élaboration des normes, des matériaux, des ouvrages et des travaux sont des domaines importants, exigeant des compétences pointues et sans experts de haut niveau pour effectuer des études et/ou assurer le contrôle et la formation et transfert des compétences. 3.- Nombreuses infrastructures d'intérêt général n'existent pas et il y a peu de sponsors d'intérêts Privés et d'intérêts sociaux. 4.- Filière des agences et courtiers immobiliers certifiés. 5.-Filière des bureaux d'études spécialisés dans l'élaboration des Dossiers d'appels d'offre et de Cahiers de charge pour marchés Publics et/ou pour faire des offres de formules de gestion, d'investissement et d'amortissements variés et flexibles.	1. Solliciter ***UN/HABITAT*** et d'autres sources pour élaborer un plan consolidé d'aménagement de la Province. 2.-Etude pour configurer toutes les routes de desserte agricole entre elles et vers les Marchés avec implication des structures associatives, les Experts DVDA, FONER, 3.-Sous-traiter au Gouvernement l'élaboration des normes, et le dressage des cartes Provinciales thématiques modernes. Pour étudiants, Touristes et Hommes d'Affaires. 4.- Evaluation des arrêtés de lotissement des sites et infrastructures d'intérêt public.	1. Faire offres au Gouvernement pour l'élaboration des normes, des matériaux, des ouvrages et des travaux - d'exécution et /ou surveillance des travaux, la collecte, analyse et exploitation des données physiques, contrôle de l'application des normes dans des cas spécifiques nécessitant des compétences pointues et à jour. 2.- Organiser un Bureau d'Etudes international agréé pour le Nord – Kivu et l'Est Région Sous-STAREC, d'Expertise et Contre-expertise des études et travaux de génie civil ; 3.- Création d'une société de promotion Immobilière dans les côtes lacustres et montagneuses pittoresques.

6.4.2.4. Production et distribution d'électricité

A. Hydroélectricité & Gaz Méthane.				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1. La production et la distribution de l'énergie est largement Insuffisante. 2. Perte d'efficacité par la vétusté des installations, des cabines et le système de délestage. 3. Parc des PME / PMI et Industries fonctionnant sur Générateurs, peu rentables et réticents aux taxes et impôts. 4. Le Coût réel de la faisabilité et des investissements requis à la valorisation des potentialités n'est pas disponible pour faciliter la mobilisation des financements et même de planifier rationnellement la mise en œuvre des programmes de mise en valeur. 5. Insatisfaction généralisée des usagers domestiques, sociaux et surtout Industriels, ce qu'il en reste	*1. Pour assurer l'efficacité énergétique, le développement Industriel et de l'industrialisation rurale, le Gouvernement devrait :* *- Améliorer la connaissance technique des potentialités hydroélectriques,* *- Elaborer les dossiers techniques pour mobiliser les financements nécessaires à la valorisation des Potentialités et offrir une capacité installée de l'Energie Electrique de quoi attirer les Investisseurs Privés Nationaux, Résidents et Etrangers.* 3. Existence des inventaires, fiches signalétiques et études sommaires des Potentialités Hydroélectriques pour tous les Territoires 4. ***Microcentrales privées Existantes*** 1. (23) Microcentrales privées sont opérationnelles dans IV Territoires. L'usage est de type social principalement, des petites activités de type artisanales y sont connectées. En principe leurs capacités sont saturées et la demande toujours excédentaire.	*A. Gaz Méthane* *1.*-Stock extractible de 29 à 31,5 Km3 de Gaz méthane. Estimés exploitable 100 ans. 2.-Technologie offerte à la CEPGL / Une Turbine à Gaz de 10 MW. 3.-Accords de coopération CEPGL en progrès. *B. Hydroélectricité* : La province dispose de possibilité en hydroélectricité non encore exploitées dont les études préalables devraient être commandées surtout pour Walikale. Optimiser les sites de Lubero, Béni, Rutshuru et Goma (Saké). C. ***Potentiel Microcentrales.*** 1.- 50 Chutes à potentiel de Microcentrales Hydroélectrique ont été identifiées dans cinq territoires, d'un Potentiel évalué à 250 MW environ. ***Etudes à consolider sous le format de faisabilité.***	*1*-Commander une étude d'actualisation des prospections antérieures et de validation des potentialités hydroélectriques viables et pertinents, avant la phase des études techniques, et éliminer celles qui présentent des faiblesses normatives de viabilité technique et économique. 2. Commander une étude sur le Potentiel de la demande prévisionnelle en énergie électrique ***anticipant sur :*** ***- les besoins Industriels actuels et projection***, - les besoins ***domestiques*** actuels et projection, - les besoins des ***structures sociales actuelles et projection,*** ***- les besoins des centres et parcs scientifiques et Universitaires*** des villes principales et secondaires. *3.- Actualiser les anciens dossiers techniques.* 1. Commander une étude de confirmation de puissance, du niveau actuel de saturation, des possibilités d'augmenter la puissance en cas de réserve d'énergie du site, et là où c'est possible l'étude d'interconnexion des réseaux de Microcentrales par rayons de proximité.	*1. Offre au Gouvernement de financer :* *1) l'identification exhaustive de toutes les Potentialités hydroélectriques de la Province,* *2) Financer les études techniques chiffrées pour les ouvrages de captage, de production et de transport ;* *3) Financer les études des réseaux de distribution avec système de contrôle de consommation sécurisé.* *2. Négocier un Contrat d'exploitation et de gestion du système de distribution et de facturation aux abonnés domestiques, institutionnels et industriels.* *3. Faire offre au Gouvernement de mener l'étude de la faisabilité économique d'interconnexion des réseaux hydroélectriques Territoire par Territoire en vue d'en optimiser la rentabilité.* *4. Financer une station d'extraction, de traitement et de mise en bonbonne du Gaz dérivé du méthane du Lac Kivu : Doté 1) d'une centrale comme point de départ pour des raccordements industriels producteurs de vapeur et turbine électriques internes, 2) des stations périphériques pour recharge rapide de bonbonnes sur 'automobiles hybrides.* **5**. Financer et Exploiter en partenariat avec le Gouvernement pour ériger et exploiter dans la Province: 1. deux Zones ou Domaines Industriels aménagés, destinés à la promotion des PMI, à offrir un approvisionnement en électricité et en eaux sécurisés, offrant la garantie de facturation optimisée, à un secteur d'activité considéré de Grands Consommateurs d'énergie. ET application éventuelle des Tarifs préférentiels dur des lignes spéciales aux investissements stratégiques. 2. Créer et aménager une Zone Franche Industrielle dans la stratégie du développement industriel de la Province, favorisant des investissements Privés pour industries de pointe de productions à haute valeur ajoutée. - Garantie sécurisée d'approvisionnement en énergie ; - Garantie de valorisation des productions du secteur Primaire végétales et Minérales, et naturelles. - Cadre de transfert des technologies, par le contrat de franchise hors taxe etc. - Relance économique et recettes énergétiques optimisées pour les régies.

6.4.2.5. Production de l'eau potable.

A. Eau Traitée de Régie – Eaux de Forage et Eaux de Captage

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
1. Absence d'un Plan Directeur sur la stratégie globale de la province pour l'aménagement, la Production, le traitement, la distribution et l' d'adduction en eau potable pour toutes les villes, centres Urbains et ruraux de la province en conformité aux OMD. Et aux normes de l'OMS. - Absence d'analyses sur les propriétés alimentaires des Eaux de surface, de rivières, des lacs, de sources et de forage, des nappes sous – terraines à destination de l'approvisionnement économique aux populations. Au Burundi, à Bujumbura, l'eau du Robinet est potable sans être bouillie ! 2.- Plus de 80 % des Populations vivent en milieux ruraux dans des agglomérations éparpillées ; 3.- Dans les villes urbaines et rurales, l'habitat se développe plus rapidement que les plans et que les aménagements urbains et ruraux des entités. 4. La léthargie des populations sans eau potable face à un droit vital.	1. Nombreuses études ont été menées dans un ordre dispersé et feraient l'objet d'une consolidation par l'initiative du Gouvernement 2.- la commission Provinciale et le Cluster eau potable durable auraient lancé l'élaboration d'une ébauche des études sectorielles pouvant conduire à l'élaboration d'un Plan directeur Provincial dans ce domaine. 3. Des PME privées s'investissent dans le transport et livraison d'eaux par citernes aux institutions et particuliers. 4. Le Gouvernement Provincial a acquis du matériel de forage des nappes en vue d'améliorer le taux de desserte en eau potable des populations. 5. Dans les villes où existe la REGIDESO, installer des nouveaux captages et traitement d'eau sur les rives du Lac et de rivières potables, proches de nouvelles extensions des agglomérations habitées, captage des sources et forages afin d'améliorer les taux de desserte sur initiatives du Gouvernement Provincial.	1.- Les possibilités géologiques de la province du Nord – Kivu offrent d'énormes ressources en Eaux, non exploitées faute de Politique de stratégies et de calendrier contraignants, pour résoudre durablement la desserte d'eau potable aux normes OMS et dans les limites des OMD. 2. Dans les villes, une demande solvable d'eau potable de régie existe mais non satisfaite par une mauvaise planification et gestion des ressources. 3. La croissance démographique est à la fois un défis, une contrainte, une opportunité et une potentialité selon la formule de solution soit publique, soit mixte soit Privée.	1. Commander l'étude d'un Plan Directeur d'adduction d'eau potable pour les villes urbaines, villes et centres ruraux. 2. Elaborer, sur base des études sous 1. un cahier spécial de charge, en vue d'organiser un Appel d'Offre International pour passer à la réalisation des études et des ouvrages, combinés aux solutions de gestion privée rationnelle et durable – accessible à la majorité des populations. 3.-Un addendum au Plan Directeur, de captage des sources, aménagement des sites et des bassins de charge, pour adductions gravitaires des entités enclavés. 4. Elaborer, sur base des études sous 1. un DAO International, pour passer à l'exécution des travaux et des ouvrages. In fine.	1. Bureaux d'études – REGIDESO – COPIREP, pressés de produire le Plan Directeur général pour l'eau potable du Nord – Kivu et lancer une phase pratique de mise en œuvre de toutes les prévisions étudiées et chiffrées : ▪ Appel à Soumission pour Privatisation de la production, la distribution/ facturation et entretien des réseaux d'eau là où c'est souhaité ; ▪ Etudes de captage, de forage, des réseaux et des ouvrages d'adduction propulsée et Gravitaire, Sous contrat de gestion privée et facturée du système de Production et de distribution de l'eau Potable des villes et Campagnes spécialement à Walikale. 2.- Créer une entreprise de traitement d'eau de source Minéralisée dotée d'une bouteillerie plastic pour elle et pour d'autres usagers selon

6.4.3. SECTEUR TERTIAIRE

6.4.3.1. TERTIAIRE MARCHAND

A. COMMERCE

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT Identifiées
1. La commercialisation des produits du primaire est atomisée et mal organisée, Produits : Forestiers, Agricoles et Miniers, d'Elevage et de Pêche spécialement. 2.-Le petit commerce Frontalier n'est pas aménagé et pas assez organisé coté Goma et tout au long des frontières, y compris dans l'espace CEPGL 3.-La législation n'est pas appliquée avec rigueur et l'administration est faible et minée par la corruption, la fraude et le commerce clandestin. Pour les vivriers les centres de production sont enclavés. 3.-Le principal problème du commerce rural est l'absence de routes et le mauvais état de praticabilité la majeure partie du temps et l'imprévisibilité des interventions. L'implication estompée des privés dans la gestion des ressources Péage route passées sous la formule FONER peu connue. 3. La multitude des intervenants non identifiés pour les productions agricoles, les forces négatives et armées pour les ressources minières. 4. Les sites des marchés ne sont pas lotis et sécurisés surtout en milieu rural. Les marchés ne sont pas aménagés et viabilisés aux standards du commerce et des exigences de sécurité et d'hygiène et moins aux besoins de visibilité statistique: - Mesures pour les produits secs contre insectes, -Mesures pour produits frais et périssables animales et végétales.	1.- Elaborer un cahier de charge sur les standards dans l'aménagement et construction des équipements et infrastructures des marchés ruraux et Urbains, et de niveaux de marchés Frontaliers. 2.- Concrétiser le Projet CEPGL de Marchés Frontaliers élargi à l'Ouganda pour sécuriser et améliorer la mise en marché et la circulation des productions. 3.- Renforcer la structuration des corps de métiers du Commerce par secteur et par affinité des filières 4.- Clarification du code tarifaire des Produits admis en Trafic Frontalier par rapport au commerce classique et à la pratique du commerce d'import et export. 5. Organiser les Chambres de métiers avec statut administratif dans le commerce frontalier licite et ayant accès aux titres d'exportateurs pour des lots groupés des marchandises aux normes destinés aux marchés étrangers. Cas du Bois et produits Miniers. 6. Faciliter l'accès aux ressources financières et aux crédits à des conditions assortis aux besoins et capacités des PME et des Artisans regroupés. 7- Se doter d'un observatoire stratégique des régions frontalières et capitaliser les expériences les mieux réussies de développement et de promotion des affaires mais aussi de faciliter les transites des hommes d'affaires dans les deux flux in/out. 8.-Former les TPE/PME et l'informel associatif aux meilleures pratiques transfrontalières, renforcer un suivi régulier. -Promouvoir la Facilité pour les importateurs d'importer et de payer en différer des stocks sous – douane surtout envers l'industrie ! - Valoriser et promouvoir la facilité pour les Importateurs de faire agréer leurs entrepôts sous douane.	1. activer la relance de la BDEGL pour le développement et la promotion du commerce régional, améliorer la facilitation du commerce en faveur des PME des villes frontalières. 2. L'application du tarif préférentiel dit Trafic frontalier en cours, favorise coté RDC d'exporter sans taxes élevées les produits de base suivants : Le Sorgho, Huile de Palme, Bois, Banane verte et Plantain et d'importer : Le Ciment, le Pétrole Lampant etc. 3.-Le Nord – Kivu a directement accès aux marchés du Sud-Kivu, du Rwanda, Ouganda et de la Province Orientale par voie routière et ailleurs par voies Aériennes. 4. Moyennant investissements privés, le volume des exportations du Nord-Kivu vers les Pays voisin peut connaître une croissance exponentielle grâce au Bois, l'huile de Palme, sorgho, banane et Haricot. 5. ***Les ressources forestières de la CEPGL sont pointées en RDC. En 1995, les besoins en bois scié et en Contreplaqués[52] étaient estimés à 60.000 m² alors que l'offre n'était que de 38.000m².*** - Exploiter les facilités de déclarer la Marchandise anticipativement depuis le pays d'origine et garantir un retrait sans délai et / ou contre caution	Rechercher l'étude à la CEPGL et élaborer un document de vulgarisation au Nord – Kivu sur les mécanismes de facilitation du commerce frontalier des produits vivriers visant de faciliter les échanges de ces produits aux postes frontières - L'accord commercial et de coopération douanière ; - Protocol portant sur la libéralisation des produits du cru originaires ; - Protocol portant création d'un tarif préférentiel de la CEPGL ; - Arrangement monétaire de la CEPGL ; - Traité de coopération en matière d'assurance transport des facultés (marchandises). - Guide des Opérateurs Economiques du secteur de commerce et de l'industrie de la CEPGL. - Dans le cadre de la Coopération économique avec l'Union Européenne : Obtenir l'appui des Experts Européens Chevronnés dans la recherche de l'Efficacité du Contrôle douanier dans les longues frontières mal organisées et savoir canaliser les camions au contrôle avec le Scanner Géant des Marchandises sous Conteneurs.	1.-Faire offre pour la construction des Marchés Frontaliers conformes à un cahier de charge dans le cadre de la CEPGL. 2.- Créer une entreprise de transport confortable pour le transport des personnes et leurs marchandises en navette entre les villes frontalières. 3.-Faire offre pour participer à la reconstitution du capital social de la BDEGL, capital auquel a souscrit le groupe de la BAD, la Belgique les Etats membres Burundi, Rd Congo d'autres Bailleurs sont intéressés 4.-Créer société à économie mixte avec l'Etat en Province : a) - Réseau des Marchés et Entrepôts modernes et sécurisés, Froids positifs et négatifs – Produits secs et Frais, séparés, b)- Entreprise de transport commercial spécialisé entre Villages, Territoires, Villes principales et dépôts frontaliers.

[52] Plan Stratégique CEPGL 2010 – 2014 page 19.

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT Identifiées
- Mesures pour Produits radioactifs et dangereux miniers etc. 5. Systèmes de transport inadaptés destructifs causant des pertes et livrés de mauvaise qualité aux consommateurs. 6- Frontières poreuses et commerce illicite pour le Bois, les Produits Miniers et certains vivriers. 7. L'anarchie et multiplicité des taxes et du système de recouvrement sans retour de qualité des services et de prestations. 8. Structures des marchés ruraux précaires et insalubres - Marchés urbains insuffisants et entrepôts inadaptés aux exigences spécifiques – Administration peu orthodoxe des marchés et trop peu d'investissements et d'aménagement. 9. Absence d'un cahier de charge modèle pour toutes les exigences de mise en marché et de l'organisation des Affaires. 10. Le commerce régional et frontalier navigue dans un environnement flou et imprévisible, cautionne des pratiques du commerce illicite.	9-Œuvrer, sur l'avènement d'une collectivité territoriale CEPGL et autres transfrontalière et préparer les PME/PMI et les TPE aux divers développements de type ouverture des espaces économiques tarifaires et de libre circulation des personnes et des biens 1- Expérimenter des pôles de développement économiques frontaliers, zones économiques à statut spécifique, à fort effet de levier pouvant améliorer l'environnement des transactions frontalières des Voisins en RDC et des Congolais chez les autres. - Expérimenter sur des emprises limitées, et concentrer des activités organisées, - organiser des PME enregistrées, les Encadrer à l'exportation, pour stimuler la compétitivité vis – à vis des distorsions de concurrence fiscales et sociales et des fraudes frontaliers. - <u>Vulgariser à travers Forum, Internet et Dépliants, les nouvelles facilités du Guichet Unique et l'accès à l'information par SYDONIA mis en place par la DGDA.</u> - Vulgariser le Code Douanier et Améliorer plus le dialogue avec le secteur Prive Surtout les Importateurs : FEC – PME – DGDA etc.	- Facilités pour tout individu de faire personnellement ses déclarations en douane sans recours aux déclarants exubérants.		
B. SYSTEMES DE TRANSPORT ET COMMUNICATION				
Le Nord – Kivu est à 2000 Km de Kinshasa : La contrainte majeure pour l'accès au Marché Principal et à l'augmentation du volume des ventes des Produits du Nord – Kivu sur Kinshasa est de deux ordres liés : ***-Enclavé vers la capitale et vers le Port Boma et Océan, Indien.*** ***-Un système de transport sous développé à tous les niveaux, tarifs élevés du fret aérien.*** 1) Le Transport aérien des marchandises auxquelles s'applique un Tarif aérien prohibitif, 2) L'enclavement à cause du mauvais état des axes routiers qui conduisent au Fleuve Congo via Kisangani. 3) Le mauvais état des routes de desserte agricole et une maintenance imprévisible.	**Désenclavement du Nord – Kivu sur Kinshasa : Un déterminant principal d'accès au principal Marché** **1. - La route Goma - Béni - Kisangani** est un axe Stratégique déterminant pour l'économie du Congo notamment pour l'augmentation des échanges entre l'Est et l'Ouest de la RDC : **Axe 1.-** La Banque Mondiale a financé la réhabilitation du tronçon Kisangani – Béni : La société libanaise Tabet Exécute au départ de Kisangani les travaux sur l'axe Kisangani – Nia Nia. Avec un autre financement, au départ de Béni c'est la société chinoise Sino hydro qui réalise les travaux entre Béni et Nia Nia. **Axe 2.- Il s'agit de l'axe** Goma – Masisi - Lubutu - Kisangani en passant par Masisi. Les travaux sont financés par un groupe de bailleurs des fonds dont la KFW Allemande. Cet Axe est en partie réhabilité par Agro Action Allemande **(AAA).** L'objectif final d'AAA est de relier Goma à Kisangani. Pour cela, il lui restait plus de 100 km de routes en partie en bitume et une partie en terre à réhabiliter ... situation moins bien connue par manque d'information. **Axe Fluvial** : ***La réhabilitation des axes 1 et 2*** n'aura toute sa valeur qu'après l'amélioration du balisage et du dragage du fleuve Congo entre Kisangani et Kinshasa. Une fois, cet axe et le Fleuve sont complètement réhabilités, les coûts de transports du Fret vers Kinshasa seront largement inférieurs aux coûts de transport par avion qui pénalisent et freinent la commercialisation compétitive des produits frais du Kivu sur le marché de Kinshasa. Les travaux sur le Fleuve seraient déjà amorcés par la RVF ! **GPSE.** Abandon pure et simple du schéma préconisé dans le cadre du projet CECOPANE mieux décrit au Volume II Annexe du Profil, section15. Point 15.8. <u>Qui préconise l'exploitation rationnel de la voie Route – Fleuve : Goma, Kisangani, Kinshasa</u> en vue d'intensifier le volume du commerce économique des Produits agricoles du Nord – Est du Nord – Kivu sur le Marché souverain et National de Kinshasa.			

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
A. Cadre de référence : *1. Absence d'un Plan de Transport Multimodal schématisé, codé et Budgétisé avec ordre de priorité ? sur les systèmes de Transport Multimodal scientifiquement et économiquement établis pour le Nord – Kivu.* **B. Infrastructures Routières** -Programme hasardeux et irrégulier d'entretien des RDA -Remplacement du comité Péage routes par FONER non participatif du Secteur Privé. -Non respect 1Km par Cantonnier ; -Salaire cantonnier faible au coût de la vie ; - Faible technicité cantonniers sans formation ; -Manque de petits compacteurs pour stabiliser routes aux endroits mous exécutés en HIMO; -Insuffisance des réseaux routiers et d'interconnexion entre zones de Production et vers les marchés. **Mécanisation routes**: -Nombre d'engins inférieur à l'ampleur des Travaux- interventions tardives et ruineuses ; - Faible budget pour maîtriser les passes difficiles soumises à la rigueur des intempéries et des trafics intenses. -Mauvais contrôle des Charges à l'essieux et absence de bascules de contrôle sur axes routiers des voies commerciales. **Charroi automobile** : -Vétusté du parc en circulation et carrosseries non conformes aux types de produits transportés et aux passagers surtout ruraux.	1. Obtenir de l'Office des Routes et de la DVDA, la production d'un plan Provincial des routes figurant le niveau actuel d'intégration 2. Commander une proposition de tracé d'un Réseau complet reliant entre eux les centres de production, et avec les voies provinciales et nationales existant. en projet à proposer au Forum des Acteurs de développement du Nord – Kivu pour enrichissement. 3. L'office des Routes dispose de nombreux dossiers techniques, devis et matricules routières sur les projets envisagés de transport et communication, principalement avec l'Union Européenne, de même qu'avec le BCCO et RNGT pour les Grands travaux.	1. Des possibilités de financement des routes coïncident en ce moment sans couvrir tous les besoins des travaux de réhabilitation des voies : Aériennes et Routières, et d'interconnexion interprovinciales etc. - Fonds WB/BCCO, Fonds UE et Coopération RDC Chine. Des initiatives locales permettent d'entretenir les routes pour éviter l'enclavement par la force des choses. Des attributaires sont sélectionnés et mis à contribution mais les moyens mis à disposition sont dérisoires.	1.- Commander l'étude du Plan Directeur Provincial Intégrateur des Villes et des centres de production avec l'accès à tous les terminaux des voies routières, Aériennes et Lacustres, ainsi qu'aux frontières nationales et interprovinciales. - Avoir un plan cohérent - Un budget pour mobiliser fonds Objectifs du Plan : - Moderniser les routes - Aménagements sécuritaires Voitures légères et Camions tracteurs articulés : - Dégagements pour manœuvres - Postes de repos voie dégagée - Bornes Kilométriques et - Panneaux de signalement - légende générale baptême voies - Ordre de priorité - Revêtement - Cahier de charge et dossier financier pour la recherche des financements. 2.- Commander l'édition d'une première carte routière pour usages professionnels et Touristiques. Format de Poche et format mural. 3.- Commander une étude de marché sur la demande de transport aérien selon l'ancien trafic en tenant compte des récentes évolutions, destinée à alimenter un DAO dans ce secteur Burundi – Rwanda – Ouganda – Kenya – Bukavu – Kindu etc..	**1**. Créer une Grande Entreprise privée de transport multimodal pour le transport des vivres sec et frais et de passagers : - Transports entre centres de productions et centres urbains/Marchés – Stocks et transport moderne produits Secs et produits frais pou froids Positifs et Négatif. - Transports vers d'autres Provinces et les capitales des pays voisins Kigali, Kampala, Bukavu, Bujumbura etc. **2.-**Création des services de Transport en commun Modernes et normalisés en Territoires de : Rusthuru, Lubero, Béni et Goma. Lignes de Transport en Autocars sécurisés et confortables reliant le Sud au Nord de la Province, reliant Goma, Butembo, Béni et Walikale à Bukavu, Kigali, Bujumbura, Kampala, Nairobi et Dar- es – Salam. 3.-Lancement des Barges et baleinières de marchandise sur le Lac Kivu. Reliée à la Création d'une société mixte de manutention chargement et déchargement aux Ports et Aéroports. 4.Création d'une compagnie de Petits porteurs pour relier les capitales des Provinces et des Pays voisins, ainsi que certains centres ruraux à vocation touristique et/ou Minière, comme ce fut avant la crise et avant la quasi faillite de la société TMK. Reliée à la Création d'une société mixte de manutention chargement et déchargement au Port et Aéroport
Voies navigables et Aériennes -Vieillissement des infrastructures Portuaires et Aéroportuaires ;				

C. SERVICES AUX PARTICULIERS				
c.1. Tourisme				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS ''Touristiques''**	**ETUDES TECHNIQUES ET /OU SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1.- Manque de visibilité et méconnaissance du Congo Touristique ; 2.- ***Patrimoine Touristique*** Absence de Lotissement et de Titres cadastraux protégeant chaque site. ***Infrastructures :*** - Hôtelières Insuffisantes - Routières à améliorer - Aménagement des sites inexistant - Absence de Sécurité - Absence d'incitations aux investisseurs Privés. 3- Manque de Professionnalisme du personnel de toute la filière Touristique, depuis le Poste d'entrée, les services d'Immigration en passant par l'Hôtel, le Restaurant et transferts etc. Main perdue depuis plus de 20 années. 4- Absence de Professionnels dans les circuits et acteurs de la filière Touristique. 5. Absence d'un, même un seul Tour Opérateur de classe Internationale (Voyagiste) dans l'organisation des voyages et dans l'exploitation Hôtelière et Agences de Voyage connecté aux Pays de d'origine ou Hub des régions d'origine des Touristes. 6. Manque d'Ecoles d'Hôtellerie et Tourisme sérieux et au standard ! 7. Connectivité Internet faible	1.-Viabiliser et Réhabiliter l'ensemble des Parcs, Réserves naturelles et Sanctuaires, Sites divers avec infrastructures modernes d'accueil, dépendances pour les Gardes Parcs, Visibilité et distinctions, Equipements de sécurisation pour accompagnateurs, matériels de vision panoramiques, facilités numériques de traitement Sons, Images, gravures et duplication. Connexion Internet. ***2.- Associer des Tours Opérateurs Internationaux dans la construction et/ou Exploitation des Infrastructures en contrat leasing avec le Gouvernement via ICCN. Contrats via OMT et avec l'aide de leurs experts.*** ***Domaines et réserves naturelles :*** 1.-Aménagement des pistes visiteurs et pistes de surveillance. 2.- Réhabilitation des Infrastructures hôtelières pour hébergement des touristes avec Cahier de charge des exploitants ; 3.-Réhabiliter et dynamiser les administrations ONT - ICCN pour l'accueil et la gestion – Contrôle de gestion et adaptation des Tarifs aux standards Internationaux. Au respect des cahiers de charge et code du Tourisme. Gestion des Agences de voyage et Opérateurs Touristiques. Arbitrages etc. 4.- Elaborer un Plan Directeur de développement de l'Industrie du Tourisme à tous points de vue. 5. - Passer des accords de Coopération entre autorités du Tourisme RDC (ONT) – OMT et Autres de la sous-région et partenariats avec réseaux Européens, Américains et Asiatiques.	***- Sites Identifiés par Territoire : Voir la liste d'inventaire au Volume II Annexe du Profil,*** ***Section 15.*** ***15.1. Grands sites touristiques du Nord – Kivu,*** ***15.2. Sites et curiosités touristiques*** ***15.4. Parcs et Réserves classés ;*** ***15.5. Jardins Botaniques et Zoologiques*** ***- Domaines et réserves naturelles :*** 1.-***Parc de Virunga*** : 741 000 ha (UNESCO : patrimoine mondial) 2.-***Parc Kahuzi-Biega***: 148 000 ha (partagé avec le Sud-Kivu) 3.-***Parc Maiko*** : 108 000 ha (**partagé avec la Province Orientale)** 4- ***Sanctuaires et Réserves exceptionnels*** : constituant des filières d'un autre Tourisme Scientifique résidentiel et haut de Gamme. ***Potentiel de contrats avec des Universités et Centres de Recherche Internationaux***. (Sanctuaire à Gorilles de Kasugho/Lubero, Sanctuaire à Cercopithèques et Flore de végétations exceptionnels de Kalikuku, ***Sanctuaire à Gorilles et Flore du mont Sarambwe /*** Rutshuru, Sanctuaire ''Lacs Souterrains'' du Lac Vert à Goma avec projet Zoologique et Botanique, observation des couches de formation géologique) 5- Site Exceptionnel du Mont Ruwenzori, combinant Alpinisme et Spéléologie, vision Florale, Sports de Kayac, Paysages exceptionnels et campement en Altitude (+ de 5000m alt.)	***Etudes de Valorisation des structures : Parcs, Domaines, Réserves naturelles, Sanctuaires :*** 1-Elaborer des études de faisabilité, plans d'aménagement et d'architecture avec cahiers de charge technique et de gestion, en vue de : 2-Tracer des nouveaux parcours optimisés avec voiries et ouvrages de drainage, dans divers sites du Patrimoine Touristique du Nord-Kivu. 3- Dresser des nouveaux plans des sites, plans des stations d'observation panoramique, équipées de promontoires Couverts et dégagés, dotés de jumelles et de téléobjectifs pour observation optimale de Faune et Flore. 4- Dresser Plans et maquettes de Réhabilitation, de Création et Modernisation des infrastructures : Hôtelières, routières et Pistes, Gîtes pour Gardes, Bureaux, ateliers de logistique et de Maintenance. ***-Tous les 3 Parcs*** ***- Au Mont Ruwenzori*** ***-Réserves naturelles*** ***-Sanctuaires*** ***-Différents sites listées et viables retenus.*** 5- Elaboration d'un plan d'aménagement du site **''Lac Vert Goma''** configurant le projet d'une station Zoologique et Botanique avec l'aide des Experts de l'Académie des beaux arts, assorti d'un cahier de charge technique chiffré, décrivant la Proposition d'une formule de Gestion	1- Offre aux Sociétés privées spécialisées dans l'exploitation hôtelière des sites Touristiques : d'investir dans l'Infrastructure d'hébergement et les dépendances et diverses commodités dans les sites du réseau Touristique avec contrat de leasing à conclure avec le Gouvernement via ICCN et ONT; 2- Investissement et Contrats d'exploitation professionnelle des infrastructures d'hébergement dans les sites du réseau Touristique du Nord – Kivu ; 3-Passer un Contrat de gestion et exploitation du réseau de restaurants à travers les sites selon des formules à négocier etc. 4- Créer une Entreprise ''Agence de Voyage et Tourisme'' mettant à disposition des véhicules pour Tourisme de différentes classes en 4x4. Il y a de la place pour plusieurs agences avec spécialisations : Accueils – Pistes - Transferts – Urgences etc. 5-Investir exclusivement pour équiper et **Valoriser le Mont Ruwenzori** Un Site Unique et Prestigieux : Gîtes d'étapes, Motels, Campings et Matériels d'escalade dans diverses Gorges et rivières Glacées, pour amateurs de Flore et Chercheurs Scientifiques Entomologistes et Botanistes. **Un produit exclusif !** 6- Guichets monétique : Cartes de crédits et payements électroniques, Assurances etc. 7.-Création des PME spécialisées dans la Création, production et commercialisation des Produits et Souvenirs du Tourisme en RDC et Nord – Kivu, tous les Thèmes. 8.-Un projet d'encadrement des TPE Artisanales pour développer la production pour boutiques de souvenirs Touristiques du Nord – Kivu et RDC.

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS "Touristiques"	ETUDES TECHNIQUES ET /OU SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
8. Absence de PME et TPE artisanales des Produits Touristiques. 9. Absence de manifestation d'une volonté politique, d'une vision stratégique et de programmes structurants dans un Plan Directeur. 9. Coûts très élevés de visa d'Entrer en RDC (	5. Encourager le Secteur Privé à négocier et signer des accords de type Joint Venture avec des Groupes Internationaux de l'Hôtellerie et Tourisme, soutenir les accords d'Entreprises apportant un Volet Transfert des Compétences, de Technologies. ***Le Franchising,*** Labelling etc. avec le Secteur Privé investissant au Nord – Kivu. 6. Un code des investissements moderne, équitable et attractif. 7. Tous les sites Touristiques sont Lotis, les documents ad-hoc sont établis, les limites sont matérialisées, les spoliateurs font l'objet de dossiers et de poursuite. Une carte thématique des sites et du Tourisme au Nord – Kivu est produite, multipliée et vendue – disponibilisée dans les circuits du Tourisme.	6. -Le Site du Mont Hoyau et ses Grottes avec Hébergement. 7.-Escalade des Volcans Actifs et éteints avec campements pour Touristes, Alpinistes et Spéléologues, Volcanologues scientifiques etc. 8. Développement des Ateliers spécialisés de souvenirs de luxe du Tourisme du KIVU / RDC 9. Interconnexion du réseau Touristique du Nord – Kivu à ceux de la Région des Grands – Lacs et des Pays de la Cote Orientale, déjà opérationnels.	Professionnelle Privée avec contraintes et Réserves de rupture d'usage. **''constituerait le 1er pas vers la concrétisation de ce projet pertinent''.** 6-Elaboration d'un Plan Directeur de développement de l'industrie du Tourisme ***et Un Portfolio de Projets.*** 7-Commander l'étude et la création des images, textes, et littératures pour un site web spécialisé : documenter en ligne les Voyagistes, Touristes et Tours Opérateurs avec toutes coordonnées.	9.-Créer des centaines de Boutiques de Souvenirs du Kivu et RDC. 10.-Créer un réseau Touristique international de Tourisme axé sur la découverte des diversités de Primates dans leurs Réserves et Sanctuaires Naturels, ouvert aux Scientifiques et aux Touristes haut de Game en créant des infrastructures appropriées dans les 4 Principales réserves exclusives : TAYNA, IKOBO, USALA et BAKANO. Passer un Contrat avec l'ICCN et l'ONT sous le couvert de la Province du Nord – Kivu. Un plan de travaux scientifiques en sous-bassement.
		Quatre Réserves à Aménager et Exploitables 10-la Réserve de Gorilles de Tayna (RGT) Territoire de Lubero ; 11- la Réserve de Primates de Kisimba Ikobo (RPKI) Territoire de Walikale ; 12- la Réserve de Gorilles d'Usala (RGU) Territoire de Walikale ; 13- la Réserve Forestière des Bakano (COCREFOBA) Territoire de Walikale ; 14-la Réserve Communautaire des Primates de la Forêt de Lowa etc.	8. Etude technique d'implantation d'un Réseau Visât Sécurisé et équipé à travers toutes les stations et sites résidentiels du circuit Touristique du Nord-Kivu. 9. Etude des Logos Attractifs, dépliants, Revues, catalogues, Flyers pour Distribution et Promotion des Produits et Programmes des stations et agences organisés et en perspective. 10. Revisiter les listes des sites Touristiques actuelles qui identifient les sites et Curiosités (comme celles en annexe), afin de reformuler la désignation pour plus de précision sur la définition des centres d'intérêt.	10.- Implanter une Centrale de Services NTIC d'appui aux services de gestion, d'exploitation et aux Touristes dans chaque site, en ligne, dans le réseau et en mouvement : Solutions informatiques, Solutions de transfert et traitement des données, sons et images, gravures, Internet sans fil et réseaux VISAT dans les stations.

c.2. Hôtellerie & Restaurant				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
Etat des Lieux : **A.** Tarifs Consulaires trop élevés principalement pour le Visa d'Entrée des étrangers en RDC. **(**Les Pays voisins de la RDC se positionnent stratégiquement et captent ainsi plus de visiteurs et touristes pour leur parcs et réserves naturelles.) **B. Hôtels :** ***62 Hôtels sur la Province 34 sur Goma (54%).*** - 29 petits hôtels non classés, - Classes identifiées de 1* à 3* sans rigueur. - Aucun Hôtel 4* et 5*. Cfr. Tableau n° 61 et Graphiques 42 et 43. C. ***Restaurants*** : ***(Tableau n°62)*** - 29 Restaurants seulement - 17 concentrés à Goma - 10 Homologués non classés - 12 Homologué 1 fourchette - 7 Homologués à 2 Fourchettes 1.-Absence du Paquet des conditions Climat des Affaires. 2.-Absence d'un Plan Directeur avec Cahier de charge : ''Hôtellerie et Restauration'' 3. Absence d'Un Cahier de charge d'Aménagement des sites : Services, Dépendances d'accueille et parkings dans les sites touristiques etc. 4.-Léthargie du Comité professionnel Hôtellerie et Tourisme. 5.- Une administration archaïque peu informée des pratiques modernes du Tourisme, Pas formés aux outils informatiques et Monétiques, télématiques et Internet.	1. Elaboration d'un Plan Directeur avec Cahier de charge : ''Hôtellerie et Restauration'' ; 2. Mobilisation des Bailleurs des Fonds et drainage des capitaux vers les Banques locales pour promouvoir des Investissements. 3. Appuyer les IMF pour financer les PME et TPE Artisanales des filières produits touristiques. 4. Moderniser la gestion sectorielle et rigueur contre la corruption, l'insécurité et l'amateurisme. 5. Lancer un projet Structurant de Renforcement des capacités de tous les Intervenants Publics et Privés de la filière Touristique : Hôtelière, Restauration, Voyagistes, Souvenirs, Communications large : Production – Traitement et transfert des données et documents – Son, Images, gravures etc. 6. Des cahiers de charge sur les standards des pratiques, aménagements et Organisationnels dans toutes les pratiques de la filière de l'Industrie Touristique.	**Créneaux libres dans une filière d'hébergement modulaire de Vacances, de Weekend etc. : pas d'Hôtels 4* et 5*.** 1.-Autour des Grands Lacs à grandes surfaces d'eaux propres et préservées des Pollutions. 2.-Modernisation et innovation dans les Fermes Touristiques du Masisi et de Lubero : Aménagement des Chalets et Maisons de Ranchs. 3.-Création des campings, des aires naturelles, Mobil-homes, Bungalow, huttes avec conforts, Campings à la Ferme, auberges de jeunesses, structures d'accueil collectif, de vacances, Auberges de jeunesses. 4. Productions Maraîchères, Horticoles Bio et variées. 5. Produits Halieutiques à valoriser aux laitiers. 6.-Filière Cuisine Gastronomique Vierge à prendre. 8. Filière fast-food débutante et monopolistique ; 9. Filière produits souvenir inexistante. 10. Grotte avec Cours d'eau dans le Rutshuru non encore exploitées, non aménagées et sans publicité dans la liste des sites touristiques de la province 11. Exploitation commerciale et touristique des Fleur dites immortelles et des Fleur Carnivores;	1. Identification formelle et lotissement des sites et espaces destinés aux infrastructures hôteliers et tout type d'hébergements fixes et mobiles de la filière. 2.- Elaborer et joindre aux cahiers de charge des Standards de Plans, Façades, agencements et équipements intérieurs et Maquettes etc. pour les espaces bâtis, les parcours et dépendances d'Hôtels, Campements et commodités dans les sites, villes et parcours Touristiques. 3. Commander une étude Comparée des Stratégies et Politiques sectorielles des Pays de la Région, des autres Sous - Régions et organisations économiques similaires aux Grands – Lacs. 4.-Commander Une étude comparative des tarifs et taxes FPT. Pays Région. 5.-Commander une étude sur les référentiels Professionnels de tous les Postes de la Filière, Les Profils des compétences et des postes de chaque maillon des opérations de la filière tourisme et hôtellerie. 6. Commander un audit de la chaine des Valeurs Professionnels des acteurs Publics et Privés et un Plan de Renforcement des capacités dégagé sur les extrants 5. Et 6. 7. Commander une étude sur les centres d'impulsion du Tourisme, origines ; Principaux intervenants dans la région, leaders internationaux de la filière pour anticiper sur les liaisons et accords stratégiques. 8. Commander une étude sectorielle sur les forces et faiblesses, et les conditions d'optimisation des Produits et Circuits touristiques du Nord-Kivu. 9. Commander une étude pour la production des images des vues et reportages, destinés à promouvoir le Tourisme de masses des Résidents en RDC nationales, voyages d'études des Etudiants, Voyages pour recherches pédagogiques et Pédagogiques des centres de Recherche et Universités Nationaux.	A. Investissements Privés En infrastructures et commodités, ***- Création des Stations de Tourisme et Multiples opportunités à travers les circuits et filières de l'Industrie du Tourisme du Nord - Kivu***: ***-Autour des magnifiques surfaces d'eaux***, ***-Dans les Parcs et Réserves.*** ❑ *Répondre aux questions et attentes des touristes et Tours Opérateurs les plus exigeants du Monde* : ▪ Découvrir Le Nord-Kivu ? ▪ Ou Dormir ? ▪ Ou Manger ? ▪ Quoi Voir ? ▪ Quoi faire ? ▪ Consulter ses mails ? ▪ Envoyer images, vidéos, Photos et documents ? ▪ Bouger de A à Z.... ? ▪ A Cheval et équitation ? ▪ Louer un Jet Sky ▪ Louer des Hors & In Bord ▪ Louer des Planches à Sky ▪ Louer des Planches à voile ▪ Louer un Pédalo pour la Baie tranquille de Nzulo. ▪ Louer bateaux de plaisance pour randonnée d'évasion et/ou d'affaire – Leaders Politiques, Staffs internationaux etc. ➢ Aux abords des lagunes MOKOTO ➢ Aux abords du Lac Edward ➢ Sur le Lac Kivu et ses coins cachés de rêve. ❖ ***Infrastructures Hôtelières, Restaurants & tables d'hôtes, Gîtes – Camping – ''Mobil Home'' et Roulottes sur :*** ***Axe : Goma – PNVI – Lubero – Beni – Kisangani/Ouganda :*** • Ville de Goma (4-5)* • Cité de Rutshuru (3)* • Cité de Kirumba entrée Sud Parc PNVI (3)* • *Cité-Kanabanyonga sortie du Parc Nord (3)** • ***Cité de Lubero (3)**** • ***Ville de Butembo (4-5)**** • ***Ville de BENI (4-5)**** • ***Mont Ruwenzori*** • ***Mont Hoyaux*** ***1.- Lac Edward / Idi-Amin :*** Superficie de 2.150 Km^2 dont 1.630 Km^2 du Nord-Kivu RDC. 163.000 Ha **Intérêts** -Visite des Biodiversités -Pêche et loisirs, grillades - Jeux nautiques - Plongées Scientifiques, - Touristiques et Sportives ; - Jeux et Plongées d'école

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
				- Randonnées Lacustres ; - Pêche-loisir en piscine Frayère artificielle au large du lac. Aménagement des Plages et stations conviviales de baignades, pêche, Planches et Voiles. Restauration et plaisances, drings et grillades ;
				2.- Lac Kivu : 2.700Km² dont 1700 Km² soit 170.000 Ha du Nord-Kivu RDC. ❑ *Investissements Privés Possibles* **Intérêt** : - Jeux Nautiques - Randonnées Lacustres Goma – Idjwi – Ile de Cochon, Baie de Nzulo etc. - Pêche-loisir en piscine Frayère artificielle au large du lac Kivu. Excursions... sur ilots. - Opérateurs Tours du Lac Kivu - Agences de voyages Lacustres CEPGL etc. - Aménagement des Plages et stations conviviales de baignades, pêche, Planches et Voiles. Restauration et plaisances **- Créer une Agence de Voyages et Tourisme du Lac Kivu, spécialisée sur le Tourisme en deux Classes :** Touristes ***de Luxe***. Equipée de 5 à 10 Grandes Vedettes de Luxe Innovant : Organisant : - *la ronde et traversière tout autour du Lac Kivu,* - ***Voyages CEPGL*** : Des Navettes Reliant les Grands Hôtels et Stations Touristiques du littoral Lac Kivu sur les cotes Nord – Kivu, Sud – Kivu et Rwanda : - Voyages ordinaires et Tours de randonnées et Locations de Groupes.- - Navette ***De Goma*** : Beach flottant *Hôtel Karibu, Beach flottant Hôtel CAP Kivu et La Joie Plazza, Beach Flottant IHUSI Hôtel –/**Gisenyi Rwanda : Beach Flottant** Hôtel Regina, Beach sablonneux du Serena Hôtel et Beach Flottant **Guest – House de Kibuye ; cap et bon vent vers*** : – Cyangungu etc. **Entrée à** Bukavu ''La Botte'' – Riviera et Port de Bukavu, retour sur Goma via Kalehe. Et Idjwi. **3.- Lac Mokoto : *constituées de 4 Lacs en tout 86 Km² soit 8.600 Ha :*** -Randonnées Et Sentiers de collines à pieds : - VTT - A Cheval - *Bateaux,* - *Ski nautiques* - *Planches à voile* - *Voiles à vent* - *Canoës* ***Développer nombreuses activités :*** ● Randonnées Et Sentiers ● Parcs, Aventure Et Sensations ● Golf ● Plaisirs De L'eau ● La Pêche **B.** Investissements Hôteliers des catégories inexistantes :

C.3. Autres services aux particuliers (12 % du Tertiaire Marchand). Tourisme – Hôtels, cafés, Restaurants Blanchisserie, Coiffure, Sauna, Audiovisuel				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1.-Principale contrainte au Tourisme c'est l'insécurité 2.- Faible infrastructure hôtelière 3.- Services aux particuliers de niveau passable à moyen 4.- certains Prestataires indépendants ne sont pas installés publiquement et travaillent en privé. 5.- La blanchisserie n'est pas mécanisée et pas de sauna etc. 6.- Source d'énergie hybride nécessaire pour mieux entreprendre à Goma et partout dans la Province. Nécessité d'investir dans la production de l'énergie dans son investissement. 7. L'eau de la REGIDESO n'est pas de bonne qualité et pas rassurante aux standards internationaux.	1. Les Divisions de culture et des arts, de Tourisme et d'hygiène, assurent un encadrement passable du secteur des services aux particuliers. 2.- Les consignes de prévention contre le VIH, et d'hygiène sont observées correctement. 3.- Le cadre des prestations est simple mais bien tenu. 4.- La ville se modernise et peut surprendre en bien. Le fast-food aussi. Les boutiques, Télé centres, et bureautiques, etc. sont aménagés avec assez d'imagination, mais il est préférable pour des professionnels de faire venir les accessoires de décoration.	1.-Le secteur des services aux particuliers est une filière encore en construction, il n'y'a pas des grands Professionnels. 2.-La location et exploitation d'un Hôtel – bar – restaurant est possible, c'est une pratique connue. 3.-La création, décoration et exploitation d'un restaurant gastronomique est possible dans tout immeuble neuf. 4.-Il est possible aussi d'exploiter un Bar Restaurant dépendant d'un Hôtel en fonctionnement, car il manque des restaurateurs professionnels. 5.-Les prestations Sauna, Coiffure pour européens et autres soins de mieux – être sont à organiser et n'existent pas. 6. Valoriser en Hôtellerie et Sauna Thérapeutique aux abords des Sources Hydrothermales présentes dans le PARC et ses environs.	1. Conduire des investigations dans les pays voisins pour garder une veille sur les avis et intensions des touristes face au KIVU en RDC. 2. Une connexion avec un tour opérateur installé au Kenya surtout est recommandable pour suivre la montée en puissance du temps de démarrage et des intensions des touristes venant d'Europe avec des consignes. 3. Mener des études et identifier les sociétés spécialisées pour la construction des Téléphériques donnant accès aux Massifs touristiques comme 1) Le Ruwenzori, 2) Le Mont Goma etc. NB. Facilité pour les Personnes âgées ayant un pouvoir d'achat, pour les jeunes en vue de leur ouverture d'esprit et dans le cadre de la modernisation et aménagement des sites.	1. Anticiper en investissant dans un restaurant gastronomique pris en location et développer progressivement les spécialités. 2. La présence de la MONUSCO permet de lancer une clinique de mieux – être et de relaxation jouxtant le restaurant. 3. Investisseur hardi peut démarrer un circuit touristique à partir des curiosités autour de Goma et s'équipe déjà de Bus panoramique 12 places. 4.- Investir dans l'aménagement du Zoo et du Jardin Botanique au Lac Vert à 10 Km de la ville de Goma permet de passer un contrat avec le Gouvernement Provincial pour amorcer les visites de proximité. 5.- Investir dans une douzaine de Jet SKY motorisés, 12 Pédalo et aménager le grand Parking pour lancer les jeux de plein – aire à la Baie de Nzulo où la surface du Lac est coincée et stable pour lancer une compétition des Acrobaties en Jet Sky de Nzulo Grands – Lacs. 6.- Investir en achat des espaces aux abords du Lac MOKOTO hors Parc dans le Masisi, permet de prendre pied.
C.4. Audiovisuel. 36 Stations dont 4 sont des Radio & Télévision				
1.-Déficit et Inégalités persistantes dans la couverture communicationnelle / Le Masisi n'a aucune radio communautaire d'entre tous les Territoires. -Seul 40 % du Territoire serait couvert par les ondes des radios communautaires. -Les opérateurs de téléphone sans fil posent des antennes uniquement où se trouve une concentration d'agglomérations habitées, ce qui laisse des tranches importantes des populations sans accès aux moyens de communication faute de couverture réseau. 2.-Les données sur le rayon couvert par la puissance des émetteurs en place ne sont pas connues.	1. Vulgariser la cartographie de la couverture et la puissance des émetteurs radios opérationnels. 2. Promouvoir les sites de projets et la couverture Internet avec VISAT, y compris pour l'administration des territoires. 3. Une carte du site touristique et potentiel sur le Web et dans les revues sur Kinshasa peut aider à lever des options par des investisseurs clairvoyants. 4. Doter les Territoires de panneaux solaires + Modems GSM sur les deux opérateurs qui les organisent pour assurer l'administration au profit du développement. Se doter d'une puissante Radio Pouvant arroser l'ensemble du territoire de la province - Une solution rapide serait de créer une société d'économie mixte pour être le plutôt présent en temps réel en communication avec tous les administrés y compris où la couverture réseau n'arrive pas.	Le potentiel de cet espace est en recomposition et va éclore à mesure que les activités économiques et les circuits se réaniment. Le devoir pionnier incombe au Gouvernement provincial par les soins des services techniques de la Division du Tourisme, de l'Environnement de l'ICCN et de l'Information. L'espace couvert par la chaine TV nationale et les chaines Privées émettant depuis la RDC est encore minime quoique pas formellement mesuré. Le potentiel des canaux Télévisuels est encore largement disponible du point de vue exploitation commercial dans la Région CEPGL.	1.- Commander une étude sur la couverture radio et la couverture Cellulaire téléphonique à travers les différents Groupements habités de la Province du Nord – Kivu. 2.- Déterminer les zones habitées à Couvrir pour s'assurer que tout l'espace de la Province reçoive la couverture TV/Radio pour les raisons de souveraineté et pour se rassurer chaque village bénéficie des programmes de développement.	1. Créer une agence de production des images, de gestion et animation du site web : "Destination Volcan" Nyiragongo ou "Destination Gorilla Maheshe" etc. associé à une agence de voyage pionnière en cette saison. 3. Créer une Puissante chaine de Radio pouvant couvrir toute la Province et disposer ainsi d'une forme de monopole du créneau. Une grande couverture Radio peut porter loin la Publicité commerciale à travers l'espace CEPGL, pour le rayonnement des affaires de la Province. 4.-Créer une puissante chaine TV/Radio destinée à promouvoir les affaires, diffuser des programmes de développement à travers l'espace CEPGL bénéficiant de la couverture des zones de l'espace Nord-Kivu.

D. Services aux entreprises Ateliers de Maintenance Industrielle et Mécaniques – Ateliers de charpenterie Métallique et Bois Garages - Ateliers de Garnissage – Réseau NTIC et maintenance Travaux de bâtiment et domotique, Prestations du Tertiaire				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1. En ce qui concerne les domaines d'électronique et informatique, Nombreux techniciens du tertiaire n'ont aucune compétence : Nombreuses plaintes des bénéficiaires des prestations dont les appareils sont bien mal en place qu'avant l'intervention l'atteste.	1. Organiser l'enseignement professionnel afin d'augmenter le nombre de techniciens formés, compétents. 2. Organiser la structuration des corps de métiers de l'artisanat, pour soutenir ce secteur. 3. Etablir un plan de développement des métiers du tertiaire et prévoir un lotissement pour Pépinières de formation des entrepreneurs artisans et Maîtres.	1.-Il n'existe pas de Garage automobile Privé moderne. Une étude de marché est nécessaire pour disposer des caractéristiques des engins sur le principal marché de la ville de Goma.	1.-Inventaire des nouveaux métiers et faire une nouvelle classification des métiers du tertiaire. 2. Publier un répertoire du corps de métier à partir du registre des métiers reconnus.	1. Création d'un réseau d'ateliers de machines outils modernes, bien calibrées sur base d'une étude des Gabarits des Pièces d'usure des Usines et industries Manufacturières, Unités agroindustrielles et Agroalimentaires, destinés à la maintenance des équipements industrielles et à la fabrication locale des Pièces d'Usure. Unité organisée en Interface reliée aux Instituts d'enseignement technique Industrielle et aux Industries, développant un programme d'encadrement des stagiaires et de la pratique des stagiaires. -
Les services de conseils aux entreprises elles-mêmes sont insuffisants et	***4. Une mission d'évaluation des ateliers de maintenance tous secteurs confondus est indispensable pour assainir et sécuriser les prestations tertiaires aux Entreprises.*** ***4. Etablir un système de licence de maître artisan pour sélectionner la catégorie des techniciens artisans.*** *5. Une licence de technicien supérieur sera indispensable pour autoriser les Techniciens supérieurs dans les sciences et techniques pointus à définir ainsi que les modalités d'évaluation.*		-Etude des sources d'approvisionnement en intrants divers, de la qualité des représentants des maisons internationales et de l'opérationnalité des Garanties après ventes. - Etude sur divers produits de contrefaçon pour la protection des entreprises et la traque des fournisseurs conscients des Produits Piratés. - Inventaire des technologies : Moteurs électriques, Groupes électrogènes, Marques et typologie des équipements industriels et automobiles etc. Transformateurs et adaptateurs et diffusion auprès des Fédérations des entreprises, des Bureaux d'études et des services techniques et forums sectoriels -Inventaire des technologies Appropriées	2.- Création d'un bureau d'études spécialisé en équipements, la machinerie industrielle et agroindustrielle et alimentaire – Sur l'exécution des Contrats de Joint – venture – Transfert des Technologies - Leasing - Achat des brevets – Documentation et diffusion des informations industrielles. Elaboration des études : De Marché agroalimentaires, D'Identification et d'opportunité, de faisabilités et dossiers bancables. Etude et Organisation des Filières, Organisation et structuration des corps de métiers sectorielles dans les filières.

E. Activités immobilières				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1. Secteur peu structuré et textes règlementaires peu connus 2. Services Urbanisme et habitat en charge peu outillé et personnel peu qualifié.	1.-Publication de l'organisation du secteur immobilier et promotion de la formalisation des prestataires courtiers en immobilier. 2 Révision des contrats de bail et diffusion de modèles standards pour différents type de baux	1. La province du Nord – Kivu dispose de nombreux espaces aux vues exceptionnelles en terres coutumières et de chefferies. Susceptibles de servir au développement d'un type d'immobilier haut de gamme.	1. Commander des extraits de plans et lotissements de la Province en vue de développer un projet de valorisation immobilière des espaces à forte valeur ajoutée par des vues et situations exceptionnelles	1. Créer une société de promotion immobilière et procéder à l'enregistrement légal et travailler avec les services techniques à dénombrer clarifier le statut foncier des espaces identifiés encore nombreux aux abords des lacs et sur les flancs.
1. Secteur Immobilier peu développé, et archives mal conservés 2. Conflits de succession et de transfert sur des biens dont les titres sont surchargés à double titulaires. 3. Légèreté dans la gestion des titres immobiliers. 4. Trop de conflits sur les parcelles recouvertes par la lave et usurpations sans issus.	3. Lotissement et publication des blocs destinés aux grands promoteurs immobiliers pour l'amélioration du secteur de l'habitat. 4. Assainissement du secteur par sanction exemplaires aux fonctionnaires et courtiers récalcitrants. 5. Actualiser les plans des villes afin de faciliter la consultation aux usagers non professionnels et rendre facile l'arbitrage. Faciliter les transactions normales.	1. La filière de promoteurs immobiliers est faite que de courtiers mais pas de promoteurs immobiliers 2. Hors annonces et effets d'annonce, aucun projet de location vente en immobiliers d'habitation et commercial n'est pas opérationnel au Nord – Kivu.		3. Créer un bureau d'études immobilières et de conseils, organisé en catégorie A. et Développer la promotion immobilière avec le Gouvernement en liaison avec des groupes financiers crédibles et professionnels.
E. Activités financières				
F.1. Institutions Bancaires				
1. Le marché des capitaux est dégarni pour des investissements durables de développement 2. Pas de banque de crédit agricole 3. Nombreuses présentes se positionnement uniquement pour récolter l'épargne. 4. L'accès aux crédits est très restrictive et il n'existe pas des produits financiers de promotion sociale : Acquisition maison, véhicule et autres emprunts personnels. 5. Les coopératives d'épargne et de crédit appliquent des taux d'intérêt excessivement élevés qui ruinent les jeunes commerçants et les femmes. 6. Une multitude des structures non bancaires cantonnées dans	1. Le gouvernement provincial devrait diligenter des discussions avec la Banque Centrale sur l'aspect des taux Directeurs et la promotion des Banques de Développement. 2. Une mission du Ministère des finances devrait étudier la possibilité de consulter avec les opérateurs du secteur Bancaire pour examiner la justesse des taux d'intérêts appliqués aux petits commerçants. 3. Il serait bienséant que la Banque centrale suggère aux banquiers de retourner déjà à leur métier de banquier en donnant du crédit à l'économie surtout les crédits campagnes dont l'absence pénalise l'économie nationale et les hommes d'affaire en particulier. 4. C'est une contrepartie équivalente que de financer l'économie pour donner les moyens à l'impôt.	1. Le marché des capitaux ne connais pas de vrais bailleurs des fonds qui appuyant l'économie par le financement des investissements durables et notamment les infrastructures industrielles. 2. Les capitaux en circulation sont limités et les besoins immenses. 3. Le marché des cartes de crédits est encore tâtonnant et laisse un créneau. 5. La finance électronique est en balbutiement au Nord – Kivu et requière un développement pour améliorer l'environnement financier.	1-Commander une étude sur les produits financiers disponibles et du le volume de l'offre et les secteurs couverts. 2- Procéder aux études sur la Structure Financière des Institutions Opérationnelles. 3. Evaluer la qualité des Portefeuille, le Volume des activités et le Ratio de Liquidité – L'autosuffisance opérationnelle ; la capitalisation et Niveau des Fonds Propres des Institutions Financières Opérationnelles. . 2-Etude sur les besoins en capitaux destinés aux investissements durables	- Hormis les risques sécuritaires en réduction drastique : 1. Développer des produits financiers tournés vers le secteur agroindustriel, le commerce et le transport. 2. Marché des capitaux largement déficitaire. Tous les créneaux économiques sont sous capitalisés. 4. Création des banques d'affaires et de développement disposant de capitaux pour investissements durables de moyen et long – terme.

F.2. Institutions non bancaires.				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1. Les institutions financières non bancaires ont vu jour et nombreuses en cette période de recul du secteur Bancaire classique mais nombreuses n'ont as assez de capitaux propres	*1. Un audit de conformité est indispensable afin d'assainir.* *2. Encourager des regroupements en vue de créer des structures viables.* *3. Publication régulière des informations comptables et financières relatives à la santé et aux opérations désagrégées des IMF opérationnelles dans le Nord – Kivu.*	-Une province dynamique avec la densité des IMF la plus élevée de la RDC. -La faiblesse des moyens financiers dont disposent les institutions opérationnelles permet d'apprécier l'existence des possibilités de regroupement, de réseautage et ou de consolidation d'ensembles plus viables.	- En phase avec la BCC, suivre la conformité aux normes et aux dispositions légales, des institutions financières Non Bancaires Opérationnelles. - Evaluer par des études et analyse le volume et nature des besoins en capitaux par nature des besoins recensés.	. Créer les banques d'affaire et de refinancement destinées au financement des TPE et des PME. -Créer des structures d'intermédiation financière modernes, solides financièrement et mieux équipés et moyens NTIC d'usage pour la sécurisation et la rapidité dans ce secteur.
2. Les IMF ont dévié leur vocation initiale de lutte contre la pauvreté, et appliquent des taux d'intérêt quasi usuraires. *3. La majorité des Non Bancaires spéculent dans la messagerie financière et souvent les recevant sont pénalisés et obligés d'attendre voir de toucher par petites tranches.*	*3. Le niveau d'expertise professionnel devrait faire l'objet de renforcement de capacités* *4. Disponibiliser un annuaire technique sur les structures et institutions Bancaires et non bancaires ; les taux directeurs des prêts et un bulletin sur la cote de stabilité des institutions sûres et celles à risque.*		- Etude et évaluation de la viabilité, de l'autonomie Financière des Institutions non bancaires et des risques des déposants face à l'accomplissement de la mission assignée aux structures non bancaires par l'Institut d'émission.	

6.4.3.2. TERTIAIRE NON MARCHAND.				
A. EDUCATION				
A.1. Primaire Scolarisables 6-14 ans seuls 29 % sont scolarisés Ratios Filles Garçons : 6-14 ans 43 % filles pour 57 % Garçons scolarisés /				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
- Pauvreté, poids des coutumes et faible densité des établissements scolaires freinent la scolarisation des filles et bride le taux de scolarisation global - Faibles investissements publics et Privés dans l'infrastructure scolaire ; - Absence de structures de l'enseignement préscolaire surtout en milieu rural. - Absence de structures de gardiennage des Bébé surtout en milieu rural	1. Absorber 71% des scolarisables non scolarisés au Primaire / OMD 2. Faire progresser de 43 % à 53 % les filles scolarisées au Primaire ; 3. Promouvoir le fonctionnement de 60 centres et foyers sociaux couplés aux centres d'alphabétisation surtout des femmes. 4. Recenser les femmes désireuses de s'alphabétiser par territoire et soutenir les programmes.	*- 0-14 ans 44 % Population NK* *- Population rurale 88 % pop.* *-Population urbaine 12% pop* *- Un enseignement privé bilingue de qualité, organisé à Goma attire le public de Gisenyi et de Goma.* *- Le taux des scolarisables non scolarisés est trop élevé et mérite la mise en place de stratégies appuyées dans le cadre de la coopération.*	1.-Evaluer le taux de réussite aux épreuves de fin de cycles scolaires 2.- Elaborer une carte de la fréquence des écoles par Territoire 3.- Fréquence des réussites et échecs par territoire et analyser les causes. 4.- Recenser le taux d'analphabétisme chez les parents d'élèves.	1.- Monter un projet structurant d'appui au développement des systèmes de l'enseignement primaire étendu aux structures d'alphabétisation, d'enseignement préscolaire et jardin de gardiennage d'enfants. Financement EPSP, Province, Parents, UE/PNUD. 2. Attirer des écoles Consulaires à base de Programmes internationaux dans le cadre de coopération et de Jumelage.

	5. Promouvoir des investissements privés pour créer et organiser l'enseignement préscolaire et structures de gardiennage des Bébés en milieux ruraux.		5.- Etude d'un projet d'émancipation des femmes rurales favorables à l'alphabétisation, aux jardins d'enfants et à l'enseignement préscolaire de leurs enfants.	
A.2. Secondaire				
Scolarisables 13 – 20 ans seuls 14 % sont scolarisés 13 – 20 ans 32 % filles contre 68 % de Garçons scolarisés au secondaire Fréquentation des Options organisées : 62 % en section générale – 24 % en section technique sociale – 7 % en technique semi-industrielle - 6 % Technique Industrielle – 1 % Professionnel.				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1.- Pauvreté, poids des coutumes et faible densité des établissements scolaires freinent la scolarisation des filles et bride le taux de scolarisation global 2. La qualité du Programme des enseignements est une des causes d'échecs réduisant le nombre de ceux qui passent du Primaire au Secondaire. 3. Taux d'abandon élevé au sortir du primaire et en cours du secondaire. 4. Faibles investissements publics et Privés dans l'infrastructure scolaire ; 5.- La faible diversité des options organisées ne donne des choix aux jeunes.	1. Absorber 86 % des scolarisables non scolarisés au secondaire / OMD 2. Faire progresser de 32 % - 52 % de filles scolarisées au secondaire 3. Réduction du taux d'analphabétisme des adultes de 60 % pour améliorer le taux de scolarisation global du à ce phénomène. 4.-Planifier les Etats Généraux de l'enseignement Supérieur et Universitaire axés sur : 5.- Amorcer les travaux de construction des infrastructures Universitaires digne et aux normes internationales. Préparer la Province à développer ses capacités techniques et scientifiques d'accompagnement de la reprise économique et sa voir appuyer les secteurs porteurs de croissance.	***-15-64 ans 52 % Population NK*** ***- Population rurale 88 % pop.*** ***-Population urbaine 12% pop.*** *Enseignement spécialisé, technique surtout dans les branches d'agroalimentaire et aux technologies appropriées sont porteurs.*	1. Faire un état des lieux de l'enseignement technique et professionnel et promouvoir des investissements privés dans l'enseignement des sections techniques Industriels en vue d'offrir à la Province une main d'œuvre de techniciens intermédiaires de maintenance et production, l'accueil des industriels investisseurs. 3. Evaluer le taux de réussite aux épreuves de fin de cycles scolaires	1. Incitations pour que le Secteur privé crée des complexes scolaires d'enseignement technique Industriel et avec Internat pour les 14 – 20 ans. - Impulsion Gouvernement provincial - Appui des comités d'initiatives des associations de parents d'élèves, -Appui de la CTB déjà investie dans l'enseignement Technique Industriel.

A.3. Enseignement Supérieur et Universitaire				
Evaluer les facultés existantes et renforcer les facultés d'Agronomie élargies aux filières de Médecine Vétérinaire, à l'industrie de Pêche, Formation des Ingénieurs forestiers, et la faculté de Chimie alimentaire. Une faculté d'Hôtellerie et Tourisme. Renforcer l'ISTA avec la filière Electromécanique.				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1.- faiblesse généralisée au niveau des infrastructures académiques : Inadaptées, hors norme et hors standards internationaux. 2.- La majorité des Universités et instituts fonctionnent avec des professeurs visiteurs en place de personnel scientifique qualifié; 3.-Les filières organisées ne couvrent pas les besoins en ressources humaines techniquement formés pour l'industrie et secteurs dominants de l'économie du Nord - Kivu. 4.- Absence et parfois dotations rudimentaires en laboratoires de physique, électronique, informatique ; de Chimie, 5.- Absence de Bibliothèques et de dépendances d'appui scientifique et pédagogique de type : Champs écoles d'application, Ferme école, Ateliers de production du matériels pédagogique et prototypes de science et technologie. 6.- Faible diplomatie scientifique à la recherche des coopérants pour lenseignement et dotations supérieures et Universitaires.	1. Relancer la recherche de la coopération scientifique par échange du personnel enseignant des sciences au supérieur et à l'Université. 2. Mener une évaluation des bases scientifiques des établissements d'enseignement technique supérieur et négocier un programme de professeurs visiteurs des Universités Indiennes, Allemandes, Américaines, et une dotation en équipements à négocier auprès des coopérations Japonaise et Allemande. 3. Solliciter des experts de l'UNESCO pour venir procéder à un Audit de fiabilité des établissements supérieurs et Universitaires et classer les Ets avec évaluation bisannuelle, à la recherche d'une coopération et une reconnaissance des Diplômes des établissements qui vont émerger avec une bonne certification et cotation. La coopération Bilatérale peut apporter des réponses en cas de diplomatie scientifique. 6.- Développer les filières universitaires scientifiques correspondant à la vocation économique et Industrielle de la Province ; 8. Faire preuve de beaucoup d'imagination pour moderniser le cadre des études, les dotations et structures pédagogiques d'appui à l'enseignement supérieur et Universitaire ;	1. Dans le cadre la coopération au développement, il est possible de promouvoir des Projets de construction des instituts d'enseignement technique supérieur dont l'apport local serait la réalisation des Infrastructures par auto construction. Mais il faut faire la prospection. 2. L'organisation des Enseignements Supérieurs et Universitaires en cours du soir dispose d'un grand potentiel de demande.	**1.** Commander une étude de profil visant de déterminer en perspective les besoins en personnel technique et scientifique pour le type d'industries et d'exploitations de l'économie de la Province. 2.-Mener une étude d'évaluation d'un programme de mise à niveau scientifique pour Renforcer l'ISTA Institut Supérieur des Techniques Appliquées en fonction des besoins actuels et futurs des entreprises et des industries . Intercéder auprès des Nations Unies Pour ce renforcement institutionnel. 3.-Mener une étude d'évaluation d'un programme de mise à niveau scientifique pour Renforcer l'ISIG: Institut Supérieur de Gestion et d'Informatique en fonction des besoins actuels et futurs des entreprises et des industries. Intercéder auprès des Nations Unies Pour ce renforcement institutionnel.	1. Développer un système d'évaluation du corps scientifique, des programmes d'enseignement et du profil des étudiants formés. 2. Développer le Laboratoire Vétérinaire, un centre de reproduction de vitro plants à double finalité : Appui à l'industrie et pour les travaux pratiques des étudiants. 3.- Créer des Fermes écoles exonérées pouvant recevoir les étudiants en Travaux pratiques. 4. Accorder des incitations et favoriser la création de trois universités Privées de calibre international destinées aux Etudiants de l'Est de la RDC et de la région des Grands Lacs. Spécialisée dans les Sciences des Industries de Pêche et de reproduction, Industrie Agroalimentaire, Conservation de la Nature et des espèces rares, l'entomologie Forestière etc. Vocation Régionale et passerelles scientifiques aux facultés traditionnelles d'agronomie.
A.4. Enseignement Professionnel				
1.-La faiblesse de la filière de formation professionnelle handicape le développement du secteur de l'artisanat. Tout Maître artisan doit avoir une qualification professionnelle avant de faire valoir des années d'expérience avec grandes œuvres de qualité. 2. La formation professionnelle n'est pas répandue à côté de l'apprentissage à travers les métiers suscités dans divers territoires.	1.-préparer un cadre de référence et un curricula du système de la formation professionnelle en réponse aux attentes des métiers et des secteurs productifs. 2.- Favoriser l'implantation des centres de formation professionnelle spécialisés à l'ordre de 2 à trois par Territoire. Le secteur Privé devrait être encouragé avec des incitations. -Terrains, incitations fiscales, reconnaissance, subventions d'état etc.	1. Une demande de ce type de formation n'a pas été évaluée, cependant, le nombre des non scolarisés peut favoriser le recasement des métiers féminins et autres services aux entreprises et dans l'immobilier. Base de création des TPE ou entreprises artisanales.	1.-Commander un dossier sectoriel et des enquêtes auprès des entreprises et des PME sur les besoins sectoriels précis en MO qualifiée. 2. Recenser et évaluer les centres de formation professionnels des métiers féminins et civils et réunir une commission pédagogique pour le renforcement en adéquation avec les besoins et l'avancée technologique.	1.- Création de 18 centres privés de formation aux métiers professionnels à travers les territoires : - Technologies alimentaires et élaboration des conserves - Tannerie maroquinerie - Boucherie et technique de découpe rationnelle et emballage de la viande, congélation et dégèle - Technique sélection, torréfaction et mouture du café et emballage préservant les arômes. - Technique de maintenance des unités de traitement agroindustrielle ; -Entretien et réparation des équipements en acier inoxydable de l'agroalimentaire. - Technologies du lait et dérivés - L'art de maturation des fromages, d'élaboration et mise en pots des Yoghourts. - Traitement, sélection, conditionnement et conserve des fruits et légumes et des produits maraîchers. 2.-Technologie du CACAO et de Chocolaterie artisanale. Etc.

B. INFRASTRUCTURES SOCIALES				
B.1. INFRASTRUCTURES DE SANTE				
RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	**PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ**	**POTENTIALITÉS**	**ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES**	**OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS**
1. Déséquilibre et insuffisance d'HGR à travers la Province et faible prise **en charge des ZS et CS** 2.-Absence d'un système efficace d'assurance maladie ;	1.-Développer un cadre de promotion et de développement du système d'assurance maladie, soins et rapatriement sanitaire.	1. Le système de santé en RDC est encore jeune et peu structuré. Il existe des segments solvables à des types de prestations plus efficaces et de type privé.	1.- Commander une enquête d'évaluation de la couverture médicale actuelle pour délimiter les zones géographiques totalement dégarnies et orienter une structuration.	1. Le MCZS dispose d'une cartographie pour orienter des structures de santé de qualité organisés par des particuliers Privés.
3. Absence de couverture sanitaire des indigents 4. Couverture insuffisante de pharmacies, de système de transport médical et de communication médicale.	2. Formation des services sociaux pour une meilleure identification et prise en charge des indigents en santé.	2.- Les soins de qualité dans le privé ont de l'espace mais devraient se développer et faire des preuves par l'efficacité.	2.- Mener une étude de solvabilité et publier les résultats et cartographie des groupes à revenus moyens capables d'adhérer à des réseaux internationaux d'assurance santé.	-
3. Faible densité et d'accessibilité des structures médicales 4.- Déséquilibre criant du ratio Médecin : Populations 5.- Nombre insignifiant de médecins spécialistes dans les normes.	3. Organiser une inspection médicale pour évaluer le type de soins sous assurance maladie et éviter les abus et baisse de la qualité des soins. 4. Encourager les jeunes médecins à de rejoindre les coopératives associations paysannes pour les aider à accéder aux soins de personnes compétentes et en contre – partie gagner l'expérience.	3. La demande de couverture en soins de santé est forte dans la province, des espaces sans structures nécessitant des actions privées et Confessionnelles sont accessibles sous accréditation de l'HGR.	-	-
B.2. AUTRES PRESTATIONS SOCIALES				
1-Prolifération de structures de santé posant des actes de niveaux supérieurs à leurs compétences	1. Réarmer l'inspection médicale et négocier un appui institutionnel et logistique aux partenaires en programme/	Tout le Secteur social est déficitaire en infrastructures et services de base.	Evaluation de la compétence des responsables et la conformité aux normes	1. Encourager les Entreprises Minières et Exploitants forestiers à créer des structures d'intérêt social.
2.-Personnel médicaux sanitaires incompétents	2.-Recensement des structures et du personnel soignant, programme de renforcement des capacités et radiation dans certains cas	1-Le secteur sportif est mal nanti en infrastrures de professionnalisation malgré la possibilité de rentabiliser les investissements dans nombreuses disciplines.	1. Commander une série d'études sectorielles sur l'ensemble des besoins en infrastructures et services par secteur et catégorie des populations en vue de stimuler des investissements et une bonne répartition géographique et sectorielle.	2. Les Infrastructures professionnelles de toutes les disciplines sportives manquent Cruellement malgré le potentiel de rentabilité. Des investissements dans ce secteur par le secteur Privé peuvent bénéficier des incitations de la part du Gouvernement National et Provincial.
	3.-Sélection et accréditation des structures habilitées à intervenir dans le cycle du sang et règlementation sévère.	2-Les investissements sociaux contribuent au mieux – être des travailleurs et apportent de meilleurs conditions de santé et de productivité du travail.		
4.-Mauvais médicaments impropres administrés aux patients	4.- Mise en garde des Populations par des radios communautaire, inspection et sanction des récalcitrants. Rondes et recoupement des sources et sanctions.	**3-**La qualité de l'encadrement des personnes de 3e âge en général et des retraités stimulent la jeune génération à plus de civisme pour la cotisation sociale et à faire carrière sans douter.		

RÉSUMÉ DES CONTRAINTES	PRINCIPAUX DÉTERMINANTS RÔLE ETAT / SECTEUR PRIVÉ	POTENTIALITÉS	ETUDES TECHNIQUES ET SECTORIELLES IDENTIFIÉES	OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT IDENTIFIÉS
5. –Insuffisance du système de transport des patients 6. Un seul centre de santé mental dans la province.	5.-Evaluation de la fiabilité des structures pour Orphelins et de la qualité des soins de la prise en charge.			
7. Les structures d'action sociale reposent largement sur le secteur confessionnel Faibles subsides de l'Etat, et conditions de vie pénibles.	5. Evaluer les besoins de prise en charge des personnes handicapées mentales, pour apprécier s'il faut ajouter un deuxième centre.			
B.3. AUTRES SERVICES NON MARCHANDS				
-Le secteur social est largement négligé : -Les personnes de troisième âge ne sont pas encadrées correctement - Les jeunes et les Sportifs ne sont encadrés efficacement - Les infrastructures de professionnalisation sont inexistantes pour donner la chance aux capacités manuelles non intellectuelles des Populations non élitiste.	Revoir la politique sociale dans la province et multiplier les initiatives pour que l'Etat assume.	**Social** -Secteur Santé -Secteur Educatif professionnel - Secteur de l'enseignement technique industriel privé - Secteur de l'enseignement Supérieur et Universitaire modernes. -Domaines des TIC d'appui et de service au secteur non marchand.	**Social** Commander des Etudes liées à la planification du développement socio-économique tenant compte des besoins normatifs des secteurs Socio – non marchands et d'intérêt sociaux de base. En conformité aux OMD et aux ambitions Nationales.	**Social** -Investir dans le secteur des sports professionnels -Investir dans l'infrastructure de santé de pointe. Investir dans l'enseignement technique industriel privé et dans l'enseignement Supérieur et Universitaire

ANNEXES.

ANNEXE 1 : ANALYSE EMPIRIQUE DE FACTEURSPORTEURS DE CROISSANCE

Description du modèle économétrique d'analyse

Analyse empirique de facteurs porteurs de croissance :

Pour déterminer le secteur porteur de la croissance au Nord-Kivu, il est nécessaire de passer par une analyse économétrique. Cette analyse nous permettra d'étudier les relations de causalité qui existerait entre le taux de croissance économique et les différents secteurs de production.

DESCRIPTION DU MODELE ECONOMETRIQUE D'ANALYSE.

Dans la théorie économique, il n'existe pas un modèle économétrique qui expliquerait la relation entre la production et les différents secteurs de productions. Les modèles qui existent concernent la relation entre la production et les facteurs de productions traditionnels. La modélisation VAR (Vector *Autro Régressive)* nous permet d'établir une relation statistique entre toutes les variables considérées comme endogènes.

PRESENTATION ET EXPLICATION DE VARIABLES.

Pour réaliser notre analyse, nous utiliserons les variables suivantes :

- Le taux de croissance du PIB réel en % :
- Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire au PIB de la Province du Nord-Kivu (en dollars US). Ces variables sont en valeurs courantes.
- Les données disponibles couvrent la période 2000-2009 étant donnés l'instabilité qui a caractérisé la province durant la décennie '90.

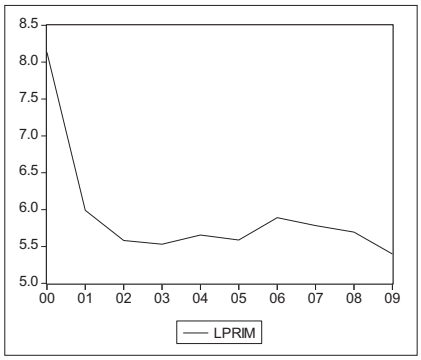
PRESENTATION ET INTERPRETATION DE RESULTATS D'ANALYSE.

Les séries obtenues seront stationnarisées si nécessaire, d'où le test de leur stationnarité à travers l'analyse graphique, l'analyse du corrélogramme et le test de la racine unitaire à l'aide de la statistique ADF (*Augmented Dickey Fuller*) *(1)*. On effectuera ensuite le test de causalité au sens de Granger entre le taux de croissance du PIB (**TCPIB**) et, successivement, la contribution de chaque secteur d'activité au PIB (en logarithme pour tenir compte de l'échelle des valeurs par rapport au taux de croissance économique) : secteur primaire (**LPRIM**), secteur secondaire (**LSEC**), secteur tertiaire (**LTER**) *(2)*. La modélisation **VAR** nous permettra d'évaluer l'impact de chaque secteur sur la croissance du PIB réel *(3)*.

Étude de la stationnarité de séries.

La contribution du secteur primaire au PIB Courant(LPRIM).

a) Analyse graphique.



Selon le graphique ci-contre, on note que la décroissance du LPRIM observée en début de période ne permet pas de se prononcer sur la stationnarité, on recourt à d'autres tests pour plus de précision : l'analyse du corrélogramme et le test ADF.

Graphique 94.

b) l'analyse du corrélogramme.

Tableau N° 80:

Echantillons: 2000 2009						
Période (n): 10						
Auto corrélation	Partial Corrélation		AC	PAC	Q-Stat	Prob
. |* . |	. |* . |	1	0.089	0.089	0.1048	0.746
. *| . |	. *| . |	2	-0.089	-0.097	0.2223	0.895
. *| . |	. *| . |	3	-0.133	-0.118	0.5255	0.913
. *| . |	. *| . |	4	-0.109	-0.097	0.7611	0.944

(*) Significativité au seuil de 5%

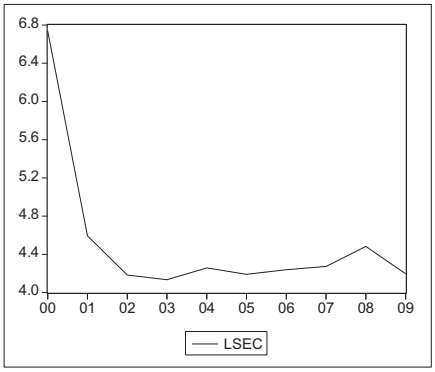
Tous les coefficients d'auto corrélation simples sont non significatifs, la série est stationnaire à niveau.

c) Le test ADF *(Augmented Dicky Fuller)*

La statistique ADF (-10.04625) inférieure à la valeur critique de Mackinnon (-4.107833) confirme la stationnarité de la série.

La contribution du secteur secondaire au PIB Courant (LSEC).

a) L'analyse graphique.



Graphique 95 : La décroissance du LSEC observée en début de période ne permet pas de se prononcer sur la stationnarité, on recourt à d'autres tests pour plus de précision.

b) l'analyse du corrélogramme

Tableau N° 81:

Echantillons: 2000 - 2009						
Période (n): 10						
Auto corrélation	Partial Corrélation		AC	PAC	Q-Stat	Prob
. |* . |	. |* . |	1	0.114	0.114	0.1737	0.677
. *| . |	. *| . |	2	-0.071	-0.085	0.2487	0.883
. *| . |	. *| . |	3	-0.117	-0.101	0.4853	0.922
. *| . |	. *| . |	4	-0.111	-0.094	0.7307	0.947

Source : les Auteurs

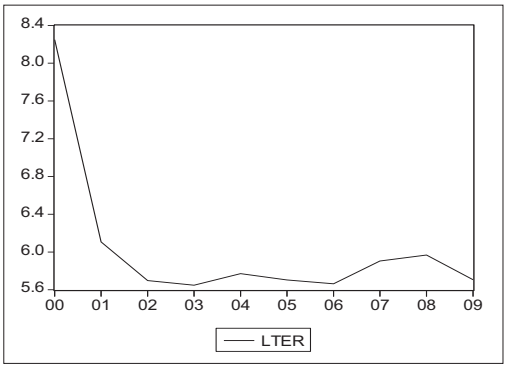
Tous les coefficients d'auto corrélation simples sont non significatifs, la série est stationnaire à niveau.

c) Test ADF (Dickey Fuller Augmented)

A 5 %, la statistique ADF (-4.294956) est inférieure à la valeur critique de Mackinnon (-4.246503), ce qui confirme la stationnarité de la série.

La contribution du secteur tertiaire au PIB Courant(LTER).

a) Analyse graphique.



D'après le graphique ci-contre, la décroissance observée en début de période ne permet pas de se prononcer sur la stationnarité, on recourt à d'autres tests pour plus de précision.

b) l'analyse du corrélogramme

Tableau N° 82:

Echantillon: 2000 2009						
Période (n): 10						
Auto corrélation	Partial Corrélation		AC	PAC	Q-Stat	Prob
. |* . |	. |* . |	1	0.115	0.115	0.1761	0.675
. *| . |	. *| . |	2	-0.073	-0.088	0.2567	0.880
. *| . |	. *| . |	3	-0.111	-0.093	0.4670	0.926
. *| . |	. *| . |	4	-0.110	-0.095	0.7103	0.950

Source : Les Auteurs

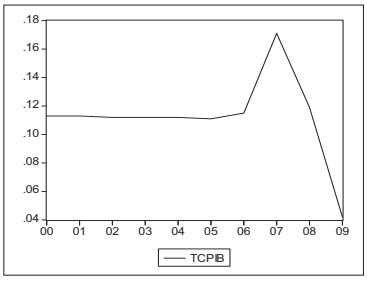
Tous les coefficients d'auto corrélation simples sont non significatifs, la série est stationnaire à niveau.

c) Test ADF

La statistique ADF (-14.07324) inférieure à la valeur critique de Mackinnon (-4.107833) confirme la stationnarité de la série.

Le taux de croissance du PIB (TCPIB).

a) L'analyse graphique.



Le graphique ci-contre, présente une chute brutale vers la fin de la période après une stabilité et une hausse brusque en 2007. Ne sachant pas se prononcer sur la stationnarité, on recourt à d'autres tests pour plus de précision.

b) l'analyse du corrélogramme

Tableau N° 83:

Echantillon: 2000 2009						
Période (n): 10						
Auto corrélation	Partial Corrélation		AC	PAC	Q-Stat	Prob
. |* . |	. |* . |	1	0.070	0.070	0.0647	0.799
. | . |	. | . |	2	-0.007	-0.012	0.0654	0.968
. | . |	. | . |	3	-0.000	0.001	0.0654	0.996
. | . |	. | . |	4	-0.000	-0.000	0.0654	0.999

Source : Les auteurs

Tous les coefficients d'auto corrélation simples sont non significatifs, la série est stationnaire à niveau.

c) Test ADF

La statistique ADF (-3.905357) inférieure ç la valeur critique de Mackinnon (-3.320969) confirme la stationnarité de la série.

Etude de la causalité entre le taux de croissance du PIB et les autres secteurs

Étude de Causalité entre le taux de croissance du PIB (TCPIB) et le secteur primaire (LPRIM).

Tableau N° 84:

Pairwise Granger Causality Tests			
Période: 2000 2009			
Lags: 2			
Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Probability
LPRIM does not Granger Cause TCPIB	8	7.75820	0.06521
TCPIB does not Granger Cause LPRIM		1.59365	0.33762

Source : les auteurs

Le test de causalité de Granger affiche les probabilités critiques associées aux hypothèses nulles supérieures à 5%, signe d'une indépendance des variables. Cependant, la probabilité critique de H_0 : LPRIM ne cause pas TCPIB est proche de 5%. On est à la limite de la causalité dans le sens LPRIM $\Rightarrow$ PCPIB. En conclusion, on peut dire que le secteur primaire a un faible impact sur le taux de croissance du PIB.

Étude de Causalité entre le taux de croissance du PIB (TCPIB) et le secteur secondaire (LSEC).

Tableau N° 85:

Pairwise Granger Causality Tests			
Sample: 2000 2009			
Lags: 2			
Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Probability
LSEC does not Granger Cause TCPIB	8	0.39199	0.70592
TCPIB does not Granger Cause LSEC		9.43569	0.05080

Source : les auteurs

Ici on est à la limite de la causalité dans le sens TCPIB $\Rightarrow$ LSEC car la probabilité critique associée à H_0 : TCPIB ne cause pas LSEC est proche de 5%. La variation du taux de croissance du PIB a un impact sur celle de la production du secteur secondaire. Le secteur secondaire n'influence pas significativement la variation du taux de croissance du PIB réel.

Étude de Causalité entre le taux de croissance du PIB (TCPIB) et le secteur tertiaire (LTER).

Tableau N° 86:

Pairwise Granger Causality Tests			
Sample: 2000 2009			
Lags: 2			
Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Probability
LTER does not Granger Cause TCPIB	8	0.21067	0.82108
TCPIB does not Granger Cause LTER		1.92938	0.28928

Source : les auteurs

Les probabilités critiques indiquent qu'il n'y a aucune causalité entre les deux variables. Il y a une faible causalité dans le sens taux de croissance du PIB vers la production du secteur tertiaire.

La modélisation VAR et la décomposition de la variance de l'erreur de prévision.

Le taux de croissance du PIB (TCPIB) et le secteur primaire (LPRIM).

a. L'estimation du modèle VAR nous donne les équations suivantes :

$$TCPIB_t = -0.2617\ TCPIB_{t-1} - 1.4303\ TCPIB_{t-2} + 0.1546\ LPRIM_{t-1} - 0.0249\ LPRIM_{t-2} - 0.4183$$

(-1.108) (-6.482) (3.821) (-3.368) (-2.132)

$R^2 = 0.948629$

$R^{-2} = 0.880133$

$$LPRIM_t = -0.080332\ TCPIB_{t-1} - 5.067914\ TCPIB_{t-2} + 0.293783\ LPRIM_{t-1} - 0.087268\ LPRIM_{t-2} + 5.104260$$

(-0.02644) (-1.78514) (0.56457) (-0.91601) (2.02139)

$R^2 = 0.559611$

$R^{-2} = -0.027574$

L'estimation du modèle VAR indique que TCPIB est expliquée à 88% par son passé et celle de LPRIM, les coefficients de LPRIM décalés étant tous significatifs, signe d'une causalité dans le sens LPRIM $\Rightarrow$ TCPIB. Le secteur primaire exerce un impact significatif sur le taux de croissance du PIB.

b. L'analyse de la décomposition de la variance présente la situation suivante :

Variance Décomposition of TCPIB:			
Période	S.E.	TCPIB	LPRIM
1	0.012021	100.0000	0.000000
2	0.026367	21.20748	78.79252
3	0.031598	44.21818	55.78182
4	0.047120	22.52190	77.47810
5	0.053200	38.07741	61.92259
Variance Décomposition of LPRIM:			
Période	S.E.	TCPIB	LPRIM
1	0.154660	4.127462	95.87254
2	0.161143	4.065081	95.93492
3	0.172448	16.21650	83.78350
4	0.213327	12.08745	87.91255
5	0.230412	24.04195	75.95805
Cholesky Ordering: TCPIB LPRIM			

La décomposition de la variance de l'erreur de prévision indique que la variance de l'erreur de prévision de TCPIB est due à 38% à ses propres innovations et à 62% à celles de LPRIM. Ceci confirme le sens de la causalité.

Le taux de croissance du PIB (TCPIB) et le secteur secondaire (LSEC)

L'estimation du modèle VAR entre TCPIB et LSEC donne les équations suivantes :

$$TCPIB_t = -0.1474\ TCPIB_{t-1} - 2.142246TCPIB_{t-2} + 0.159368LSEC_{t-1} - 0.028962LSEC_{t-2} - 0.165579$$

[-0.2709] (-2.0241) (0.7775) (-0.8768) (-0.2718)

$R^2 = 0.7486$

$R^{-2} = 0.4134$

$$LSEC_t = 4.3386\ TCPIB_{t-1} - 1.795303TCPIB_{t-2} + 0.182240LSEC_{t-1} - 0.048041LSEC_{t-2} + 3.374139$$

(3.69085) (-0.78530) (0.41163) (-0.67338) (2.56401)

$R^2 = 0.87466$

$R^{-2} = -0.7075$

L'estimation du modèle VAR indique que TCPIB est expliquée à 41% par son passé et celle de LSEC, les coefficients de LSEC décalés étant tous non significatifs, signe d'une absence de causalité dans le sens LSEC TCPIB. Dans le sens inverse, LSEC est expliqué à 70%, le coefficient de TCPIB décalé d'une période est significatif.

b. L'analyse de la décomposition de la variance présente la situation suivante :

Variance Decomposition of TCPIB:			
Period	S.E.	TCPIB	LSEC
1	0.026593	100.0000	0.000000
2	0.027932	90.68482	9.315181
3	0.047576	96.71989	3.280111
4	0.049230	90.39390	9.606101
5	0.074033	95.72764	4.272358
Variance Decomposition of LSEC:			
Period	S.E.	TCPIB	LSEC
1	0.057442	13.27968	86.72032
2	0.132669	83.20279	16.79721
3	0.140659	78.43571	21.56429
4	0.226611	91.27612	8.723877
5	0.235921	86.15743	13.84257
Cholesky Ordering: TCPIB LSEC			

La décomposition de la variance de l'erreur de prévision indique que la variance de l'erreur de prévision de TCPIB est due à 96% à ses propres innovations et à 4% à celles de LSEC. Celle de LSEC est expliquée à 14% par ses propres innovations et à 86% par les innovations de TCPIB. D'où la causalité dans le sens TCPIB $\Rightarrow$ LSEC.

Le taux de croissance du PIB (TCPIB) et le secteur tertiaire (LTER)-

a. L'analyse de la décomposition de la variance présente la situation suivante :

$TCPIB_t = 0.447815TCPIB_{t-1} - 0.945986TCPIB_{t-2} - 0.118992LTER_{t-1} + 0.014050LTER_{t-2} + 0.77665$					
	(0.45313)	*(-0.92287)*	*(-0.5134)*	*(0.36204)*	*(0.8413)*
$R^2 = 0.721977$					
$R^{-2} = 0.351279$					
$LTER_t = 5.329740TCPIB_{t-1} + 0.297649TCPIB_{t-2} - 0.350739LTER_{t-1} + 0.0322081LTER_{t-2} + 6.920555$					
	(1.38923)	*(0.07480)*	*(-0.38982)*	*(0.21379)*	*(1.93115)*
$R^2 = 0.631985$					
$R^{-2} = 0.141297$					

L'estimation du modèle VAR indique que le taux de croissance du PIB (TCPIB) est expliquée à 35% par son passé et celui de LTER. Les coefficients de LTER décalés étant tous non significatifs, ce qui signifie montre l'absence de causalité dans le sens LTER $\Rightarrow$ TCPIB. Dans le sens inverse, LTER est expliqué à 14% par le taux de croissance du PIB décalé dans le temps.

b. L'analyse de la décomposition de la variance présente la situation suivante :

Variance Decomposition of TCPIB:			
Period	S.E.	TCPIB	LTER
1	0.027967	100.0000	0.000000
2	0.028813	94.48747	5.512525
3	0.047970	98.01034	1.989658
4	0.050968	94.81916	5.180836
5	0.073187	97.34189	2.658112
Variance Decomposition of LTER:			
Period	S.E.	TCPIB	LTER
1	0.108566	72.57762	27.42238
2	0.160571	85.92184	14.07816
3	0.164278	83.80232	16.19768
4	0.253305	93.09597	6.904034
5	0.258458	90.10312	9.896885
Cholesky Ordering: TCPIB LTER			

La décomposition de la variance de l'erreur de prévision indique que la variance de l'erreur de prévision de TCPIB est due à 97% à ses propres innovations et à 3% à celles de LTER. Celle de LTER est expliquée à 10% par ses propres innovations et à 90% par les innovations de TCPIB. D'où la causalité dans le sens TCPIB $\Rightarrow$ LTER. De ce qui précède, il découle que le secteur porteur de croissance est le secteur primaire tandis que les deux autres secteurs (secondaire et tertiaire) sont boostés par la croissance du PIB réel, c'est-à-dire qu'ils ont besoin de la croissance économique induite par le secteur primaire pour se développer et devenir porteurs de la croissance.

NB. La taille de notre échantillon nous limite dans notre analyse qui peut être complétée par une régression de TCPIB sur les autres variables.

ANNEXE 2. LISTE INDICATIVE DES ACTEURS CLES DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVE.

- **Association Nationale des Entreprises Publiques (ANEP)**

L'ANEP a lancé sa branche provinciale au Nord-Kivu en juin 2009. Elle regroupe les entreprises du Portefeuille suivantes : ACP, CADECO, CEEC, DGDA, DGI, DGRAD, FPC, FPI, INPP, INSS, OCC, OCPT, ONC, ONT, OPEC, OVD, OR, OGEFREM, RTNC, RVA, REGIDESO, RENATELSAT, SNCC, SNEL et SONAS.

- **Organes :**
  - L'Assemblée Générale est l'organe suprême de l'Association. Elle est composée de tous les membres définis par les statuts de l'ANEP/Nord-Kivu.
  - Le Comité Directeur s'occupe de la gestion courante de l'Association. Il comprend :
    - la Présidence : SONAS ;
    - la Vice-présidence : DGI ;
    - le Secrétariat : OGEFREM ;
    - le Secrétariat Adjoint : FPI ;
    - la Trésorerie : CADECO ;
    - les Relations Publiques et Communications : RTNC.

ANNEXE 3. ENTREPRISES PRIVEES DE TRANSPORT AERIEN :

CAA, HEWA BORA AIRWAYS, JEFFERY TRAVELS SERVICES, AIR SERVICE INTERNATIONAL, GOMAIR, SERVICE AIR.

ANNEXE 4. ENTREPRISES LOCALES OU NATIONALES ET ENTREPRISES INTERNATIONALES : Source [53]

(Services divers, Pharmacie et Produits chimiques, Protection civile, Transitaires internationaux, courtiers, Hôtellerie, Courrier express, Distribution compléments alimentaires et Marketing multi niveaux etc.

DATCO, SOTEXKI,COTECHA, GRABEN, ROYAL SECURITY, DELTA PROTECTION, EDINOKI, SODEXMINES, SOMINKIN, SOMIKIVU, PREMIDIS , LAMAMUDA, TRAFCA, YIRA TRADING AGENCY, GECOTRANS, CISA,FABLINE, CONGO CLAIRING, ROYAL COSTOMS, GENERALCO, RTA, DHL,SDV AGETRAF, AFRICAN LOGISTIC, CHAMIKA, RECODI, CHIKINA, TPO GRAND LAC,SUN COSTUM TCLFA,DYNAPHARMA,TIENS FOREVER LIVING PRODUCT .

ANNEXE 5. COMMERÇANTS IMMATRICULES EN 2009

N° d'ordre 01 – 131 : soit série de 131 enregistrements
N° NRC de 2756 - 2886 : Le notaire a enregistré 131 nouveaux commerçants + 2 n°doubles (2765 et 2867)
Les données du registre sur les années antérieures n'ont pas été accessibles.

ANNEXE 6. COMMERÇANTS IMMATRICULES EN 2009 :

N° d'ordre 4158 – 4327
N° NRC de 2.896 du 12.01.2009 à 3049 du 30/12/2009 : ***La série a évolué de 153 nouveaux***

ANNEXE 7. LISTE DES CONTRIBUABLES. PERSONNES PHYSIQUES / ETS.

N° d'ordre 1 – 70
N° NRC de 2587 / Goma à 3030/ Goma : soit une série de 443 nouveaux commerçants de Goma
N° NRC Butembo : 1070 + 0341 + 0327 + 482

ANNEXE 8. PERSONNES MORALES.

N° D'ordre 01 - 18
N° NRC de 1729 / Bukavu à 2994 / Bukavu tous commerçants opérant au Nord – Kivu
+ Hors série : 2822/ Goma + 039B/Butembo + 0279/Butembo

[53] Rapport annuel de la Province 2009

ANNEXE 9. Effectifs Commerçants Ambulants Par Entité :

Tableau N°78 :

N°	Entités	Effectifs
01	Goma	**5 364**
02	Butembo	**5 840**
03	Beni	**2 227**
04	Béni/Oicha	**2 100**
05	Lubero	**1 104**
06	Walikale	**404**
07	Masisi	**NR**
08	Rutshuru	**NR**
09	Nyiragongo	NR
Total		**17 069**

Source : Rapport du Secrétariat Exécutif du Gouvernement Provincial, 2008-2009

NR = non renseigné.

ANNEXE 10. SERVICES ETATIQUES

1. Affaires foncières
2. Affaires sociales
3. Anciens combattants
4. Budget
5. CACOSM/DDN
6. CADASTRE
7. Commerce extérieur
8. Culture et arts
9. Développement rural
10. Economie
11. PMEA (Petite et Moyenne Entreprises et Artisanat)
12. Industrie
13. Inspection Provincial Agriculture Pêche et Elevage
14. Inspection Provincial du Développement Rural
15. Energie
16. EPSP
17. ESURS
18. Environnement
35. Information et Presse
36. Inspection du Territoire
19. Femme et Famille
20. Finances
21. Fonctions publiques/Actifs
22. Fonction Publique/Passif
23. Intérieur et Affaires Coutumières
24. Jeunesse
25. Mines
26. Personnel civil de la Défense
27. Plan
28. Inspection de la santé
29. Sports
30. Tourisme
31. Transcoms
32. Travail et Prévoyance sociale
33. T.P. & A.T.
34. Urbanisme et Habitat
37. Direction de Provinc

ANNEXE 11. SERVICES PARA – ETATIQUES.

1. FONER. Fonds national d'entretien routier
2. O.C.P.T.
3. O.C.C. DIRNOKI
4. O.C.C. BENI
5. O.N.C. Petit Nord secteur Goma
6. O.N.C. Grand Nord secteur Béni
7. REGIODESO
8. SNEL
9. ICCN
10. OFIDA
11. OPEL
12. SNCC
13. R.V.A.
14. OGEFREM
15. L.A.C. (Ligne Aérienne Congolaise)
16. Office des routes
17. SONAS
18. SEP CONGO
19. INSS
20. CAPSA-LUOTU
21. A.C.P.
22. PENK
23. SENAFIC
24. LABOVET
25. SNV
26. PISCICULTURE FAMILIALE
27. SNSA
28. PRONALUTRA
29. SONECA
30. Fonds de Promotion Culturelle
31. Fonds de Promotion Industrielle
32. CNE
33. SNHR
34. COMAGRI
35. PEV
36. INERA
37. SENADEP
38. Contribution
39. SNRDA
40. Office National de Tourisme
41. OVD
42. PES (Programme Energie solaire)
43. Programme de lutte contre le Sida
44. Bibliothèque Nationale.

ANNEXE 12 : REFERENCE DES DOCUMENTS CONSULTES

1. Rapport d'évaluation UE sur l'exécution du Programme Kivu/ 1988-1989
2. CECOPANE : Vers une solution à la commercialisation des produits du Nord - Est Rapport Tome II. Projet SDID/ACDI/RDC. N° 295-00402.
3. PDP 2010-2014 par le Gouvernement provincial du Nord – Kivu, Goma, déc. 2009
4. Rapports annuels 2000-2009 des Territoires du Nord – Kivu
5. Rapports annuels IPAPEL 2008 et 2009
6. Rapports annuels Province du Nord – Kivu 2008 et 2009
7. Rapports annuels – Kivu 2008 et 2009
8. Développement Rural au Nord-est du Zaïre : C.C.Z.C. Coopération Zaïre-Canada, 9/1988.
9. Typologie d'exploitation et synthèse de production bovine au Nord-Kivu : par SDIP en 1985.
10. Rapport final de la conférence provinciale sur la reconstruction du Nord-Kivu, Cabinet du Gouverneur, janvier 1998.
11. Profil socio-économique de la Région du Nord-Kivu, 07/1996 - Division provinciale du Plan
12. Rapports annuels de la Division de l'Intérieur 1996,1997, 1998.
13. Rapports annuels de la Division de l'Energie exercice 1997.
14. Rapports annuels de la Division de l'Economie 1999.
15. Etude Régionale pour la Planification Agricole avril 1997, Services Etudes et Planification Min. Agri & Division Stratégies Agricoles USAID/PRAGMA International.
16. Les zones Agro bioclimatiques du Nord-Kivu : Experts Katas (SNV) et Kahavi (SNSA), FAO/Goma, 1999.
18. Schéma Régional d'aménagement du Nord et Sud – Kivu, Maniema : 1990/Tourisme

ANNEXE 13 : PAH – PLAN D'ACTION HUMANITAIRE 2010

Informations publiées par le Gouvernement Provincial dans le PDP 2010 – 2014.
Réf. Annexe 1. Page 51.

Les Interventions Humanitaires ont été classées en cinq catégories avec précisions selon les domaines et zones d'intervention, mais sans la hauteur des budgets affectés aux Projets et Programmes.

Catégories

1. Agences du système des nations Unies et de coopération multilatérale
2. Agences de coopération bilatérale
3. Institutions du Groupe de la Banque Mondiale
4. Agences neutres
5. ONG Internationales

A titre indicatif : 12 des 50 organisations listée de la page 51 à 53 du PDP.2010-2014

Tableau N°87 : les Agences de Nations Unies

N°	Désignation de l'Agence	Domaine d'intervention	Rayon d'action	Partenaires en province
1)	***Agences du système des Nations Unies et de Coopération Multilatérale***			
1.	MONUSCO Mission d'observation des Nations Unies au Congo	-Paix, Sécurité -Bonne gouvernance	Nord Kivu	- Gouvernement provincial -Société Civile
2.	PNUD : Programme des Nations unies pour le développement	-Microréalisations de développement - Bonne gouvernance	Nord Kivu	- Gouvernement provincial - ONG locales
3.	UNOPS : United nation Office for Project and Services	-Microréalisations des communautés locales pour le développement	Territoires : Masisi – Walikale – Rutshuru et Goma ville.	ONGD LOCALES
4.	PAM : Programme Alimentaire Mondial	Apport des Vivres en Urgence	Nord Kivu	ONG Internationales et locales

5.	OMS : Organisation Mondiale de la Santé	- Santé publique	Nord Kivu	Gouvernement – CIPS et PEV. ONG Internationales
6.	FAO: Food and Agriculture Organization of the United nations.	-Agriculture -Elevage -Pêche	Nord Kivu	-Gouvernement provincial - ONG Locales
7.	UNICEF: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance	-Education -Protection -Santé-eau-alimentation -Planification -Communication	Nord Kivu	-Gouvernement NK à travers Divisions techniques et ONG Internationales et Locales
8.	HCDH : Haut commissariat pour le droit de l'homme.	Justice	Ville de Goma	ONG Locales
9.	HCR : Haut Commissariat des Réfugiés	Les réfugiés	Goma, Masisi, Rutshuru	Gouvernement provincial NK.
10.	FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la Population	-Santé de reproduction -Violences sexuelles -Démographie -Genre et famille	Nord Kivu	-
11.	OCHA : Bureau de coordination des affaires humanitaires	Urgences humanitaires	Nord Kivu	ONG Internationales
2)	***Agences de Coopération bilatérale***			
12.	CTB : Coopération Technique Belge	-Restauration de la justice en RDC -Développement rural et intégré (PAIDER)	- V. de Goma -T. Rutshuru -T. Masisi	Gouvernement ONG Locales
13	USAID			
14	EU (Union Européenne)	Santé	Les zones dans toute la province	Le Gouvernement provincial à travers l'IPS
3	**Institutions de Breton Wood**			
15	La Banque Mondiale à travers MODRU et PUSPRESS	-les infrastructures socio-économiques (eau, électricité, écoles) -les micros réalisations de développement	-Ville Goma	-le Gouvernement provincial -Les ONG locales
4	**Agences Internationales neutres**			
16	La Croix-Rouge et Croissant-Rouge	Les Urgences et Activités Culturelles	-Ville de Goma	Les ONG locales
5	**Les ONG Internationales**			
	(voir PDP 2010-2014 p.52 N° 16 à 50)	-Santé, violences sexuelles, éducation, microcrédit, routes, agriculture, protection civile, vulnérables, IDPS, eau et assainissement, réinsertion, AGR, petit élevage et agropastoralisme, Femmes veuves, infrastructures scolaires, réhabilitation RDA, EHA, Formations aux projets, élaborations et suivis, Actions sociales diverses, Conservation de la nature et reboisement, etc.	-Territoires de: Béni, Lubero, Masisi, Rusthuru, et Walikale -Villes de : Goma, Béni, Rutshuru et Butembo -Diocèse de Goma -Localités périphériques du parc	-Les ONG locales -Les Agences humanitaires et internationales -Entreprises de construction -ICCN -Division EPSP

Source : **PDP 2010-2014, pp.52-53**

ANNEXE 14 : MODELE DE SYNTHESE SUR L'AFFECTATION DES SOLS

NB. Recherche à conduire d'urgence

Répartition des SAU *: **S**urface **A**gricole **U**tile par Territoire les 6 territoires*

*1. **SAU** …… Ha soit 100 %*
2. Incultes ……Ha soit… %
3. Parcours ……
4. Forêts ….. Ha soit ….. %
5. SAU NK ……. %; Pluvial …… % et ……% Irrigués/ irrigable

Tableau N° A : TABLEAU SYNOPTIQUE SUR L'AFFECTATION DES SOLS ET COUVERTS DU NK.

SPÉCULATION	SUPERFICIE EN HA	% NK.
SAU		
Cultures Vivrières		
Céréales		
Cultures Maraîchères		
Cultures Oléagineuses		
Cultures Industrielles		
Bas-fonds Rizières /Piscicoles		
Cultures fruitières		
Périmètres irrigués		
Forêts		
Réserves Forestières		
Espaces Incultes		
Espaces en Jachères		
Parcours pâturables		
Pâturages améliorées		
Pâturages communautaires		
Cultures fourragères		
TOTAL COUVERTS PAR NATURE		

Source : Modèle Ir. PKK.

- NB. Modèle à compléter sur base des évaluations de terrain à faire. 2011.